



**SAMIZDAT I**

**LA VOIX  
DE L'OPPOSITION COMMUNISTE  
EN U.R.S.S.**

NOVEMBRE 1969





## OUVRAGES RÉCENTS DES MÊMES ÉDITEURS

(En vente à la librairie d'*Informations ouvrières*,  
39, rue du Faubourg-du-Temple, Paris (10<sup>e</sup>). Envoi  
franco de port pour toute commande d'au moins  
20 F.)

Pierre BROUÉ : Le printemps des peuples commence à Prague .....	9 F
François DE MASSOT : La grève générale de mai-juin 1968 .....	12 F
La révolution allemande (1919-1923) .....	11 F
Le manifeste de l'O.C.I. de décembre 1967 .....	3 F
L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV <sup>e</sup> Inter- nationale (la mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir) : « Programme de tran- sition » .....	3 F
La révolution espagnole (1936-1939) .....	12 F

*Les militants de l'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale), qui ont réalisé ce livre, consacré à la présentation des idées et du combat de la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S., le dédient,*

*sous le signe de l'unité du combat des travailleurs des pays capitalistes pour faire leur révolution d'Octobre en abattant le régime social de la bourgeoisie et du combat des travailleurs des pays non capitalistes pour préserver leurs conquêtes socialistes en abattant le pouvoir politique de la bureaucratie.*

*sous le signe de leur combat commun pour instaurer la démocratie socialiste des Conseils ouvriers, les Etats-Unis socialistes d'Europe, la Fédération socialiste mondiale,*

*sous le signe du combat commun, à l'Ouest et à l'Est, de l'avant-garde ouvrière pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, parti mondial de la révolution socialiste,*

*aux travailleurs, intellectuels et militants des pays capitalistes, pour qu'ils prennent claire conscience de cette unité mondiale du combat.*





# **SAMIZDAT I**

LA VOIX  
DE L'OPPOSITION COMMUNISTE  
EN U.R.S.S.





ENVOI





SAMIZDAT : mot russe signifiant « édité par soi-même ». Désigne actuellement l'ensemble des publications clandestines en circulation en U.R.S.S., généralement dactylographiées et reproduites par les lecteurs successifs.

Les éditeurs de *Samizdat I. La voix de l'opposition communiste en U.R.S.S.*, ouvrage dont l'essentiel est constitué par les documents clandestins circulant en U.R.S.S. de la main à la main, généralement dactylographiés à quatre ou cinq exemplaires et reproduits à chaque maillon de la chaîne des diffuseurs, ont tenté de faire connaître, pendant que l'édition en était en cours, la mise en souscription de ce volume aux lecteurs du *Monde* en insérant dans ce journal une publicité payante.

L'annonce a été composée, le prix en a été fixé, l'épreuve a été corrigée par le soin des annonceurs, le hon à tirer remis au service de publicité de l'honorable journal républicain.

L'annonce n'est pas parue.

Elle n'a pas eu l'heur de plaire à M. Jacques Fauvet — qui est, sauf erreur, directeur politique général et seul maître à bord du *Monde* — après M. Hubert Beuve-Méry et, naturellement, M. Jahveh-Adonaï-dieu, chef suprême.

M. Fauvet a fait savoir aux annonceurs qu'il n'admettait pas le titre du livre qu'ils éditent. Il leur a proposé, via son service de publicité qui n'en pouvait mais, de substituer au titre proposé *La voix de l'opposition communiste en U.R.S.S.*, celui, plus convenable à ses yeux : *La voix des contestataires soviétiques en U.R.S.S.* Pourquoi pas *La voix des hippies soviétiques* ? ont demandé, ou à peu près, les éditeurs. Conciliant, M. Fauvet a fait alors un geste : *La voix des opposants soviétiques*, il voulait bien (1). Mais *communistes*, à aucun prix.

---

(1) Non pas que M. Fauvet soit devenu partisan du pouvoir des conseils ouvriers (soviets), que l'on se rassure — mais il y a beau temps que le régime bureaucratique a vidé en U.R.S.S. les soviets de leur contenu de démocratie ouvrière, pour en faire de simples organes de l'appareil bureaucratique de l'Etat : l'adjectif « soviétique », dans le vocabulaire journalistique actuel, désigne simplement la nationalité des citoyens de l'U.R.S.S. Dire « *l'opposition soviétique en U.R.S.S.* », c'est assez exactement parler de « *l'opposition française en France* », c'est ne rien dire du tout.



*Samizdat I*, *La voix de l'opposition communiste en U.R.S.S.* n'utilisera donc pas le « véhicule publicitaire » du *Monde* pour atteindre les ouvriers, les intellectuels, les militants auxquels il est destiné.

Les lecteurs du *Monde* ne doivent pas savoir qu'il y a en U.R.S.S. d'autres communistes que MM. Brejnev et Kossyguine — et feu Joseph Staline, bien entendu.

Passons sur le fait qu'au nom de la liberté de la presse, M. Fauvet prétende imposer à des éditeurs le titre du livre qu'ils éditent. Ce sont les règles du jeu du régime de la libre entreprise. La liberté capitaliste de la presse, Lénine nous l'a enseigné, c'est la liberté pour les milliardaires bourgeois de mentir à des millions d'exemplaires, la liberté pour les ouvriers révolutionnaires de dire la vérité (1) à l'échelle que leurs ressources, celles de leurs lecteurs, leur imposent. Nous le savions.

Mais les trotskystes qui éditent *Samizdat I* ne se proposent pas de farder à leur goût le visage des auteurs véritables du livre, des Grigorenko, Iakir, Kosterine, Litvinov, Daniel, Medvediev et autres dont ils publient les textes. Ils les font parler eux-mêmes. Ils n'en font pas des trotskystes. Ils n'en font rien d'autre que ce qu'ils sont. Toute autre attitude les déshonorerait à leurs propres yeux.

Le très démocrate et très catholique M. Fauvet a, de l'honneur des journalistes et des éditeurs, une conception différente.

Or, comme les lecteurs de ce livre pourront en juger, il se trouve que tous ces hommes s'affirment eux-mêmes, avec fermeté et fierté, communistes, léninistes, bolcheviques.

Il se trouve qu'ils ne contestent pas la bureaucratie, mais qu'ils la combattent — au prix de leur liberté et de leur vie. Et qu'ils la combattent au nom du communisme, qu'ils accusent celle-ci de déshonorer et de mettre en péril par sa politique.

Il y a, certes, entre eux, des nuances, des tendances, en ce qui concerne l'appréciation du passé et les perspectives de l'avenir.

Mais tous se réclament des conquêtes d'Octobre 1917. Tous veulent les défendre, les approfondir. Et c'est précisément pour cela qu'ils luttent pour un régime de démocratie ouvrière — de démocratie « léniniste », comme ils disent.

Que les très chastes oreilles républicaines et catholiques de M. Fauvet en soient choquées, cela se conçoit. Les opposants du

---

(1) Dans d'étroites limites — qu'on se souvienne, par exemple, que *La Vérité*, alors journal hebdomadaire, a été saisie dix-sept fois au printemps de 1956, et quatre de ses rédacteurs poursuivis, pour avoir dénoncé la guerre d'Algérie et les pouvoirs spéciaux que le parlement, avec le vote des députés du P.C.F., venait de consentir le 12 mars au gouvernement pour mener cette guerre.

« Samizdat » défendent les conquêtes d'Octobre, le socialisme est la terre qui les a nourris, le sol dont ils sont nés. Ils veulent le libérer de la gangue bureaucratique. Le *Monde*, lui — qui, aussi bien et mieux encore qu'hier *Le Temps*, mérite d'être appelé « la bourgeoisie faite journal » — est d'un avis différent. Il combat le socialisme. Il veut la destruction des conquêtes d'Octobre, comme de toutes celles de la classe ouvrière. Il est avec Brejnev et Kossyguine contre Grigorenko, Iakhimovitch, Daniel et leurs amis. Et il ne le cache pas. N'a-t-il pas, en 1956, mené campagne pour le « réaliste » Gomulka se préparant à restaurer le régime bureaucratique sur les cadavres des ouvriers et des étudiants polonais ? N'a-t-il pas, cette année, mené une campagne éhontée pour le « réaliste » Husak et contre les révolutionnaires tchécoslovaques ? M. Fauvet est conscient des intérêts de sa classe — auxquels ceux de son église sont indissolublement liés. Il sait que ces communistes opposants qui s'expriment en U.R.S.S. par le canal du « Samizdat » constituent le pire danger qui puisse menacer le régime de la libre entreprise. Il sait que leur victoire annoncerait sa fin toute proche. Et il défend les coffres-forts de la classe à laquelle il appartient.

Au moment de la rupture de Tito avec Staline, M. François Mauriac — lui qui, à plus d'un titre, est la conscience incarnée de la bourgeoisie, lui qui, en mai-juin 1968, était « passionnément du côté de l'Etat menacé », l'Etat capitaliste — M. François Mauriac avait relevé que, si l'on prenait une personne au hasard dans la rue à Paris, Berlin, Londres ou New York, et qu'on lui demande quels arguments elle avait contre le communisme, à part le régime policier et la suppression des libertés, elle n'aurait quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent rien à dire. C'était là, aux yeux de M. Mauriac, l'aspect inquiétant du « schisme yougoslave ».

En octobre 1956, lors du « printemps en Octobre » polonais, un autre adorateur du Christ d'or, M. Pierre Brisson, directeur du *Figaro*, insistait sur le danger terrible que constituerait, pour la pérennité des privilèges du capital, un communisme sans terreur policière ni monolithisme bureaucratique, un communisme qui serait en même temps la démocratie la plus complète pour toutes les couches laborieuses de la population.

Brejnev et Kossyguine ont leurs prisons, leurs camps, leurs hôpitaux psychiatriques pour réduire les opposants communistes au silence. S'ils parviennent pourtant à se faire entendre, M. Fauvet est là pour contribuer à étouffer leur voix et pour les calomnier, en les travestissant en chevaliers de la libre entreprise.

Le 25 août 1968, la philologue Larissa Bogoraz, le physicien Pavel Litvinov, l'ouvrier Vladimir Dremliouga et cinq de leurs compagnons manifestaient sur la place Rouge de Moscou contre l'invasion de la Tchécoslovaquie. Les camps à régime sévère ou les hôpitaux psychiatriques de la bureaucratie se sont refermés sur eux, comme sur Grigorenko, sur Iakir et sur beaucoup d'autres communistes opposants depuis cette date.

Le 21 août 1959, pourtant, dix-sept de ces combattants communistes encore libres signaient une déclaration contre l'invasion en Tchécoslovaquie, « *décision qui menace l'avenir du socialisme* ». Au mépris des plus grands risques, ils la remettaient à tous les correspondants de presse à Moscou. Pas une seule agence, pas un seul journal — au premier rang, le *Monde* — n'en a publié plus que des extraits (1).

Ainsi, les choses sont claires. M. Fauvet et son journal collaborent à l'étouffement de la voix des opposants communistes en U.R.S.S. Nous ne la ferons entendre que plus haute et plus claire.

---

(1) Tous les documents du *Samizdat* sont régulièrement adressés par leurs auteurs aux organes des divers P.C. de l'Ouest, notamment à *l'Humanité*, *l'Unità*, *The Morning Star*. AUCUN n'en publie jamais RIEN, pas plus les « libéraux » italiens que les autres.

# INTRODUCTION





Il importait, dès les premières lignes de cette présentation, de situer le combat de la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. (et en Europe orientale) dans son cadre véritable : celui de la lutte des exploités et des opprimés du monde entier contre la bourgeoisie mondiale et son alliée, la bureaucratie thermidorienne du Kremlin. Nous ne pouvons qu'être reconnaissants à la direction du *Monde* de nous avoir, à cet égard, facilité la tâche. La bataille livrée à l'Est par les opposants communistes n'est qu'une expression spécifique de cette lutte globale, unitaire, unique. Ils en sont au reste, de plus en plus conscients : c'est par exemple Siniavski — celui d'entre eux qui peut pourtant le moins être considéré comme un marxiste — qui fait dire à un de ses personnages : « Une seule chose peut nous sauver, la révolution mondiale. » C'est encore Babitski qui dit au tribunal qui se prépare à le condamner : « Vous n'allez pas seulement décider du sort de quelques individus pour quelques années, vous allez influencer... sur le sort de l'humanité tout entière. »

Avant d'esquisser avec quelques détails les étapes de la constitution et du développement, à partir des années quarante jusqu'à aujourd'hui, de la nouvelle opposition communiste, il nous faut donc rappeler à grands traits le cadre historique mondial dans lequel ils se situent.

## "Socialisme dans un seul pays" ou révolution mondiale ?

Avec Marx, le socialisme a cessé d'être un idéal moral, une utopie, pour devenir une perspective historique fondée sur l'analyse scientifique des tendances de la société capitaliste. Cette analyse scientifique n'est pas celle d'une prétendue « nature humaine » identique à elle-même à travers les sociétés, les régimes, et les millénaires — tous les résultats les plus récents de la science positive témoignent qu'il n'existe pas de telle entité — mais de l'histoire réelle de l'humanité, c'est-à-dire des luttes entre classes, objectivement déterminées par les racines que plongent ces classes dans le mode de production social.

Le socialisme est *possible* parce que les forces productives ont atteint aujourd'hui un tel développement que, réorganisées à l'échelle mondiale selon un plan orienté vers la satisfaction des besoins de l'humanité, elles pourraient rapidement produire de quoi combler sans aucune limitation ces besoins, au sens le plus large du terme. Que l'on songe à l'immense potentiel scientifique et technique qui s'accumule aujourd'hui et demeure pour l'essentiel inemployé, sauf pour le service des militaires, et l'on verra sans peine qu'un monde où, comme l'annonçait l'artisan communiste allemand Weitling dès 1843, « *les machines feront le bonheur de l'humanité... lorsqu'elle jouira des avantages de la propriété collective* » — un monde où le travail productif sera réduit à la portion congrue, et où l'essentiel de la vie humaine sera l'activité libre ; un monde où vivront pour la première fois des hommes complets, échappant à l'aliénation du travail salarié, de l'économie monétaire et de la division du travail, est aujourd'hui à portée de nos mains. La science et la technique qui déposent sans risque sérieux des hommes sur la lune peuvent, bien plus aisément, faire jaillir toutes les sources de l'abondance pour six milliards d'habitants de la planète, ou même davantage.

Le socialisme est *nécessaire* parce que, dans le cadre des rapports sociaux capitalistes, les forces productives se heurtent toujours plus violemment au carcan de la propriété privée des moyens de production et des frontières de l'État « *national* » impérialiste. L'économie capitaliste tend, en dépit du freinage délibéré du progrès technique par les monopoles, à accumuler des stocks croissants de marchandises invendables et à engendrer une masse toujours plus lourde de capitaux flottants, voués au parasitisme et à la spéculation faute de pouvoir trouver dans la production des investissements fructueux ; la bourgeoisie n'a pu préserver son régime économique d'une crise qui le désintégrerait qu'en l'axant sur un monstrueux développement du militarisme, qui conduit inéluctablement à terme à la destruction de l'humanité, si les travailleurs n'exproprient pas le Capital avant qu'il ne soit trop tard.

La société socialiste de transition ne sera assurée contre un retour offensif des forces du passé qu'autant que les forces productives y auront atteint un niveau supérieur à celui qu'elles connaissent dans les pays capitalistes les plus développés. C'est dire qu'elle ne pourra exister que par la coopération des économies de plusieurs pays avancés, sinon du monde entier. Ni Marx, ni Engels, ni Lénine n'ont jamais dit autre chose. C'est pourquoi, pour ce dernier, comme pour tous les bolcheviks jusqu'à la fin de 1924, la révolution d'Octobre n'avait d'autre signification historique que d'être le prélude, le tremplin de la révolution européenne (1). La fondation,

---

(1) Pour couper court à toutes les arguties sur ce point, il suffit de citer un seul texte :

« *Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer le pouvoir du prolétariat dans un seul pays, cela ne signifie pas encore assurer la victoire complète du socialisme. La principale tâche du socialisme — l'organisation de la production socialiste — reste encore à accomplir. Peut-on accomplir cette tâche, peut-on parvenir à la victoire définitive du socialisme dans un seul pays,*

en 1919, de la III<sup>e</sup> Internationale communiste, parti mondial de la révolution, n'avait pas d'autre sens. La révolution était destinée à s'étendre hors des frontières de l'ancien empire russe, ou à y être écrasée.

Mais le déroulement de l'histoire réelle, comme c'est presque toujours le cas, s'est avéré plus complexe que toutes les prognoses théoriques. Après plusieurs oscillations du fléau de l'histoire, entre 1917 et 1923, la révolution européenne, ce qui signifiait avant tout, à ce moment, la révolution allemande, a, pour des raisons qu'il n'est pas possible d'examiner ici, échoué. Cependant le capitalisme, affaibli par ses propres contradictions, n'a pu mettre à profit ce succès pour abattre en U.R.S.S. même l'Etat ouvrier né de la révolution d'Octobre. Toutefois, dans le cadre des frontières de l'U.R.S.S. isolée et arriérée des années vingt, d'une pénurie générale des produits de première nécessité, l'inégalité des revenus et la formation de nouveaux privilèges se sont rapidement développés.

Récapitulant, à l'été 1917, les enseignements de Marx sur l'Etat, Lénine avait relevé que l'Etat ouvrier, s'il reposait d'une part sur des rapports de *production* socialistes (socialisation de l'industrie et de la terre, économie planifiée, monopole du commerce extérieur), devait, d'autre part, aussi longtemps que les forces productives ne seraient pas assez développées pour permettre la satisfaction de tous les besoins, maintenir le droit bourgeois dans le domaine de la *distribution*, les « *normes bourgeoises de distribution* ». L'Etat ouvrier, concluait Lénine quatre mois avant la révolution d'Octobre, est donc en même temps un Etat bourgeois sans bourgeoisie. En U.R.S.S., l'arrière-train bourgeois de l'Etat ouvrier a connu un développement monstrueux. L'inégalité des revenus ne le cède en rien à celle qui existe dans les pays capitalistes. Toutefois, les privilégiés — fonctionnaires du Parti et de l'économie, techniciens, administrateurs — asseoient leurs privilèges sur la répartition des produits ; leurs privilèges tiennent à leurs fonctions, et non à leur propriété. Contrairement à la bourgeoisie, qui tire sa position politique dominante, le contrôle qu'elle exerce sur l'Etat, de sa position économique de propriétaire des moyens de production, de ses privilèges de classe exploitée, la nouvelle aristocratie de

---

*sans les efforts conjugués des prolétariats de plusieurs pays avancés ? Non, c'est impossible. Pour renverser la bourgeoisie, il suffit des efforts d'un seul pays, comme nous le montre l'histoire de notre révolution. Pour la victoire définitive du socialisme, pour l'organisation de la production socialiste, les efforts d'un seul pays, et surtout d'un pays paysan comme la Russie, sont insuffisants ; pour cela, les efforts des prolétariats de plusieurs pays avancés sont indispensables. C'est pourquoi la tâche essentielle de la révolution victorieuse, c'est de développer et de soutenir la révolution dans les autres pays. C'est pourquoi la révolution victorieuse dans un pays ne doit pas se considérer comme une grandeur indépendante, mais comme un auxiliaire, comme un moyen d'accélérer la victoire du prolétariat dans les autres pays.»*

On ne saurait être plus clair. Et l'on a sans doute reconnu un texte de Staline (*Pravda*, 30 avril 1924) — ce qui ne devait pas empêcher ce dernier, sept ou huit mois plus tard, sous la dictée des intérêts de la nouvelle aristocratie soviétique, d'affirmer exactement le contraire.

L'U.R.S.S. doit ses privilèges à sa situation politique dominante. C'est parce qu'elle a usurpé l'hégémonie politique dans l'Etat ouvrier qu'elle peut conserver et accroître ses privilèges — sur la base des nouveaux rapports de production issus de la révolution sociale d'Octobre 1917, qu'elle a trahis, mais n'a pu renverser. Il est significatif, bien que le livre de Djilas leur soit connu (1), que sa théorie de *La nouvelle classe* n'ait manifestement aucun succès chez les opposants communistes de l'U.R.S.S. C'est au contraire le terme même employé par Trotsky pour désigner la bureaucratie privilégiée, celui de caste, qui leur vient naturellement à la plume, comme on le verra. La bureaucratie n'est pas une nouvelle classe, porteuse d'un nouveau mode de production et de division sociales du travail, qui succéderait au capitalisme à la place de la société socialiste sans classes. C'est une caste, un cancer qui s'est développé, dans des circonstances historiques exceptionnelles, sur le corps du premier Etat ouvrier.

Il faut ici dire deux mots de la « *coexistence pacifique* » qui, aux yeux de beaucoup, sert de justification à bien des actes du Kremlin. Née d'un équilibre momentané entre les classes à l'échelle mondiale, de l'incapacité momentanée de la révolution à s'étendre au-delà des frontières de l'U.R.S.S., la bureaucratie a toujours aspiré au statu quo. La thèse de la « *coexistence pacifique des systèmes sociaux différents* » est le cri du cœur que la bureaucratie adresse à la bourgeoisie : « *Laissez-nous tranquilles chez nous, et nous vous laisserons tranquilles chez vous. Plus, nous userons de l'influence que nous avons sur les masses, qui voient en nous, bien à tort, les héritiers de la révolution d'Octobre, pour sauvegarder chez vous l'ordre de la libre entreprise. Après tout, de nouvelles révolutions, spécialement en Europe, ne seraient-elles pas aussi mortelles pour nos privilèges que pour les vôtres ?* »

Cette théorie mériterait à peine l'examen, si, en la développant, le Kremlin ne s'efforçait pas de capter la profonde aspiration des masses humaines à la paix, et de les détourner de leur objectif réel : la suppression de la cause des guerres, c'est-à-dire de la propriété privée des moyens de production, de l'Etat impérialiste au service des monopoles. Jaurès, qui n'était pas marxiste pourtant, avait mis le doigt sur la plaie : « *Le capitalisme*, disait-il, *porte en lui la guerre comme la nuée l'orage.* » Peut-on prétendre sérieusement que les choses ont changé, à une époque où les dépenses d'armement des grandes puissances capitalistes dépassent très largement un milliard de dollars par jour — 15 à 20 % du revenu national, vingt fois plus qu'à l'éducation, six fois plus qu'au total de la recherche scientifique, de la recherche appliquée et du développement, quarante fois plus, dans une prétendue société scientifique, qu'à la recherche fondamentale ? à une époque où, en dépit de ces injections gigantesques de crédits, transformant

---

(1) Voir par exemple dans ce volume la liste des ouvrages saisis par le K.G.B. chez Grigorenko, et que donne celui-ci dans l'un des textes que nous reproduisons.

massivement les forces productives du génie humain en forces destructives, la crise monétaire, fruit de la pression exercée par un surplus croissant de capitaux cherchant vainement des débouchés, tend à prendre une force explosive ? La menace d'une troisième guerre mondiale n'est pas l'effet de certains traits psychologiques des gouvernants. Ils savent mieux que personne que cette guerre signifierait la mort de la civilisation. Mais faut-il s'attendre à ce que les capitalistes renoncent volontairement à leurs privilèges, pour le bien de l'humanité ? Cela n'est pas dans la nature des classes dirigeantes. La seule formule concrète de « *coexistence* », la seule alternative à la guerre que Washington puisse offrir à Moscou, c'est l'ouverture des frontières de l'Europe orientale, de l'U.R.S.S. et de la Chine aux capitaux en mal d'investissement, c'est-à-dire la liquidation des conquêtes socialistes d'Octobre 1917.

Aussi bien, dans le domaine de la limitation des armements, la politique de « *coexistence* » n'a obtenu et ne pouvait obtenir aucun résultat. Sa seule réalité, c'est la coexistence pacifique entre les classes. En usurpant le pouvoir en U.R.S.S., la bureaucratie s'est en même temps emparée du contrôle de l'appareil international créé par la révolution d'Octobre, et elle en a fait, dans le monde entier, le plus fidèle gardien de l'ordre établi. C'est que ses privilèges, qui non seulement n'ont pas de racines dans les rapports sociaux, mais les contredisent directement, sont en fait d'une extrême fragilité.

*La bureaucratie ne doit ses privilèges sociaux qu'à son hégémonie politique.* C'est précisément pour cette raison qu'elle ne peut renoncer à l'oppression policière des masses. En U.R.S.S., la démocratie politique signifie, à elle seule, la fin des privilèges. D'où l'immense portée des mots d'ordre démocratiques mis en avant par la nouvelle opposition communiste. La tâche du prolétariat, dans les pays capitalistes, est d'accomplir une *révolution sociale*, de détruire les rapports sociaux capitalistes, de socialiser l'industrie et la terre, de réorganiser l'économie selon un plan. La conquête du pouvoir politique n'est, pour la classe ouvrière de ces pays, que le moyen d'accomplir la révolution sociale.

En U.R.S.S. et en Europe orientale, il s'agit au contraire d'un objectif *politique*, d'une *révolution politique* : briser la dictature de la bureaucratie, restaurer, à un niveau historique incomparablement plus élevé, la démocratie socialiste de 1917, non pour bouleverser les rapports sociaux, mais pour les libérer de la gangue bureaucratique qui tend, chaque jour davantage, à les étouffer.

La révolution sociale d'Octobre, en dépit du frein bureaucratique, a fait de la Russie arriérée et agricole la deuxième puissance industrielle du monde. Il était possible à la rigueur, au prix d'immenses sacrifices supplémentaires imposés aux masses, d'édifier, dans les années trente, les industries de base, ou de reconstruire l'économie de l'U.R.S.S. ruinée par la guerre en 1945-1950 par les méthodes de centralisme bureaucratique extrême de Staline. On pouvait, du Kremlin, tout diriger du percement du canal Staline



par cent mille travailleurs forcés munis de pelles et de pioches. Gérer de la même façon une économie moderne complexe n'était plus possible. Avant de mourir, Staline avait entrepris une nouvelle fois, comme en 1936-1938, de noyer les tensions sociales insupportables, entre la bureaucratie et les masses travailleuses et au sein même de la bureaucratie, dans une mer de sang. Ses successeurs durent renverser la vapeur, et tentèrent d'alléger ces tensions. Mais les limites d'une « libéralisation » compatible avec la pérennité de ses privilèges étaient, pour la bureaucratie, plus étroites encore si possible dans le domaine de la gestion de l'économie que dans tout autre. La réalité de l'économie de l'U.R.S.S. échappe de plus en plus à la bureaucratie. Plus sa complexité s'accroît, plus l'économie planifiée a besoin du contrôle démocratique des producteurs. Mais ce contrôle démocratique est inséparable de la fin des privilèges. Le premier acte des ouvriers contrôlant l'exécution du plan dans leur usine serait de « contrôler » le salaire du directeur... C'est pourquoi la « décentralisation centralisée » tentée par Khrouchtchev ne pouvait mener bien loin. Il fallut sans tarder chercher une issue à la crise dans une autre voie.

La complexité croissante de l'économie de l'U.R.S.S. n'a pas diminué sa dépendance d'un marché mondial où la productivité du travail humain reste très supérieure à la sienne. Le développement ultérieur de l'économie de l'U.R.S.S. exige impérieusement sa réintégration dans la division mondiale du travail. Mais cette réintégration ne peut être réalisée de façon conforme aux besoins des masses que par de nouvelles victoires de la révolution prolétarienne. C'est dans le sens opposé que s'engage la bureaucratie : adapter, au nom de la « rentabilité », l'économie de l'U.R.S.S. aux impératifs du marché capitaliste mondial. Dans cette voie, tout en renforçant les forces petites-bourgeoises, directeurs d'usine, technocrates, administrateurs de l'économie, elle se heurte directement aux intérêts vitaux des ouvriers, des paysans et de la jeunesse.

Tel est le terrain sur lequel s'est développée la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. Avant d'en venir à l'esquisse des étapes du développement de celle-ci, il nous faut souligner un dernier point. Les aspects atroces de la répression policière stalinienne et post-stalinienne ne font qu'exprimer l'acuité insoutenable des contradictions entre le fondement social progressiste de l'U.R.S.S., tel qu'Octobre 1917 l'a instauré, et qui a seul permis les immenses progrès réalisés par les masses ouvrières et paysannes du pays et le régime policier de la bureaucratie thermidorienne. Ces aspects atroces ne sont pas à mettre au compte du socialisme, mais de ce qui le combat : de la bureaucratie réactionnaire de l'Etat ouvrier de l'U.R.S.S., agence de la bourgeoisie mondiale en son sein. La lutte des travailleurs est une à l'échelle mondiale. La sauvegarde des conquêtes d'Octobre 1917 par le renversement de la bureaucratie thermidorienne en est partie intégrante.

\*  
\*\*



La mort de Staline, le XX<sup>e</sup> congrès, où la statue du tyran fut jetée bas dans le rapport Khrouchtchev avant de l'être beaucoup plus radicalement par les travailleurs hongrois à Budapest, en octobre 1956, ont hâté en U.R.S.S. la naissance de la nouvelle opposition communiste de gauche, aux contours encore diffus, mais qui, à partir d'abord de la revendication de la liberté de création littéraire, puis de la lutte pour le respect des garanties accordées par la Constitution, a engagé la lutte contre le stalinisme et l'appareil...

Cette opposition est à la fois *anticapitaliste* et *antistalinienne*. Elle se réclame de la tradition et des conquêtes socialistes d'Octobre. Elle veut renouer le fil du bolchevisme. Elle n'attend rien de la bourgeoisie. Chacun des opposants, y compris les chrétiens, pourrait, à de très rares exceptions près, reprendre les mots de Kosterine, de Pliouchtch, de Kandyba... Kosterine affirme : « *La seule alternative au capitalisme et au socialisme stalinien, c'est le marxisme-léninisme, épuré, débarrassé de la boue* » ; l'Ukrainien Pliouchtch dénonce, en la personne des staliniens, des « *bâtards... thermidoriens* » ; l'Ukrainien Kandyba, l'un des porte-parole de l'*Union ouvrière et paysanne d'Ukraine*, affirme : « *Dans le projet de programme, nous avons effectué une analyse du régime actuel à partir des positions du marxisme-léninisme* » ; l'idéaliste Siniavski se réclame du socialisme, le chrétien Levitine-Krasnov aussi ; les chrétiens sociaux de Leningrad voient une Russie de demain où régnerait l'esprit de l'Évangile dans le cadre d'une économie collectivisée ; tous dénoncent l'image que l'appareil et la bureaucratie donnent du socialisme dont ils se prétendent l'incarnation et qu'ils discréditent. Tous confirment le jugement porté avec beaucoup de regret nostalgique par la revue de l'ambassade américaine *Problems of communism* : « *Parmi les écrits de discussion politique, tous restent plus ou moins dans la tradition révolutionnaire, sinon même dans la tradition strictement bolchevique. Aucun des auteurs du Samizdat n'est antisocialiste, aucun d'entre eux n'est antipatriote* » (septembre-octobre 1968). L'émigré Naoum Odnopozov, qui se classe à droite, note l'existence d'une opposition « *pro-capitaliste* » qu'il situe dans les « *rangs des technocrates enrichis* » — c'est-à-dire dans l'une des composantes de l'appareil, mais précise : « *Ce qui est beaucoup plus caractéristique pour l'opposition clandestine, avec ses soucis moraux, ce sont les diverses fractions socialistes. Certaines — pour la plupart composées de jeunes gens — sont néo-léninistes et affirment que la doctrine du père de la révolution a été déformée par des hommes pervers et par des bureaucrates. Il n'y a, selon eux, qu'à suivre les indications de Lénine et tout ira pour le mieux...* »

« *Stalinisme, non ! Léninisme, oui !* », comme le dit Iakhimovitch, parce que là est, entre autres, la voie de la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. Si les intellectuels, les étudiants, les travailleurs qui s'opposent à l'appareil et à la bureaucratie se réclament du communisme, s'ils s'affirment communistes, cela ne signifie cependant pas qu'ils aient un « *programme* » communiste clair et précis. S'affirmer communiste, c'est, pour eux, poser en

principe leur attachement à la révolution d'Octobre et à ses conquêtes, au bolchevisme des origines, au bolchevisme des années vingt, aux années de Lénine, à l'action et à la pensée de Lénine. C'est affirmer la fidélité à ce qu'ils définissent souvent comme un « idéal » ou des « idéaux », ceux qui ont soulevé les travailleurs et la jeunesse russes d'octobre 1917 jusqu'à la défaite de la révolution allemande, en 1923. C'est affirmer que, même si tel ou tel d'entre eux nourrit des illusions sur la « démocratie » bourgeoise — illusions compréhensibles nées des garanties démocratiques que la puissance du mouvement ouvrier maintient dans la plupart des pays capitalistes avancés — ils ne conçoivent nullement un retour au capitalisme comme une éventuelle solution, comme un quelconque moindre mal.

Ces opposants — à l'exception de quelques-uns d'entre eux, c'est-à-dire du vieux bolchevik Kosterine ou des descendants de bolcheviks comme Iakir — expriment l'objet de leur lutte en des termes qui paraissent assez vagues, et qui le sont effectivement : pour l'humanisme, pour la démocratie, pour la liberté. Ce vague traduit la difficulté de l'opposition à appréhender la contradiction entre le caractère profondément progressiste des conquêtes d'Octobre, c'est-à-dire des rapports sociaux issus de la révolution, et le caractère profondément réactionnaire de la bureaucratie et de sa politique. Les opposants avancent donc des revendications conçues comme des aspirations à réaliser sans toucher à ces rapports sociaux. Ils ne conçoivent pas encore nettement — et comment le pourraient-ils, coupés qu'ils ont été, tout au long de ce que l'un d'eux, le mathématicien Pliouchtch, appelle les quarante ans de Thermidor, de tout lien avec la pensée et l'activité du mouvement ouvrier révolutionnaire international — ils ne conçoivent donc apparemment pas encore, du moins pas tous, que ces aspirations n'ont de sens et de réalité qu'à travers la lutte pour le renversement de la bureaucratie, qui a usurpé le pouvoir politique en chassant les travailleurs, c'est-à-dire à travers la lutte pour la révolution politique ; ils n'ont pas, ou pas tous, clairement conscience de ce que cette lutte n'a de signification que comme élément constitutif de la lutte mondiale des classes, que comme élément du combat pour abattre l'impérialisme, et son rempart : le stalinisme. Mais leur lutte, sous tant d'aspects exemplaire, les a conduits aujourd'hui au point où ils sont inéluctablement amenés à se poser ces problèmes, et où ils commencent effectivement à le faire. La bureaucratie le sait mieux que personne. C'est pourquoi elle tend à les en détourner, non seulement par la répression, mais en lançant une nouvelle campagne intense de diffamation *du trotskysme*, dénoncé comme un *danger actuel*. La compilation de Léo Figuères (1) n'est, sous cet angle, qu'une pâle resucée de la vague d'ouvrages et d'articles diffamateurs

---

(1) Léo Figuères, *Le trotskysme, cet anti-léninisme* (Ed. sociales),

qui déferle en ce moment en U.R.S.S. même pour désigner l'ennemi principal : le TROTSKYSME.

La bureaucratie atteste ainsi de ce que, sur le sol labouré par la révolution d'Octobre, le marxisme d'aujourd'hui, le trotskysme, tend constamment à germer de nouveau et à réaliser sa jonction avec les forces qui sont l'expression organisée du même programme dans le reste du monde.

C'est précisément pourquoi, pour imposer et maintenir le pouvoir politique de la bureaucratie et ses privilèges, ainsi que sa dictature personnelle, Staline dut anéantir le parti bolchevique, y compris sa propre fraction. Il lui fallait briser le fil du bolchevisme, le fil de sa continuité pour les nouvelles générations de travailleurs soviétiques. Les trois grands procès de Moscou, l'extermination des militants bolcheviques, la diffamation, la calomnie, la chasse aux révolutionnaires sur la planète entière, l'assassinat orchestrèrent cette entreprise. Extermination et diffamation furent massives et minutieuses. Des générations entières de bolcheviks disparurent à jamais dans les camps, présentés aux masses comme des agents de la Gestapo, des saboteurs, des terroristes, des espions... Ainsi l'exigeait l'impossible tentative de construire le socialisme dans un seul pays.

En 1939, Fiodor Raskolnikov, ancien vice-président du soviet de Cronstadt et partisan de Staline, dénoncé comme ennemi du peuple, notait dans sa *Lettre ouverte à Staline* (1) :

« Vous avez anéanti le parti de Lénine, et, sur ce cadavre, vous avez bâti un nouveau "parti de Lénine-Staline", qui sert de couverture à votre pouvoir personnel (...).

*A la veille de la guerre, vous démantelez l'Armée rouge, amour et fierté du pays, rempart de sa puissance (...).*

*Vous anéantissez les uns après les autres les conquêtes d'Octobre. Sous prétexte de combattre "l'instabilité de la main-d'œuvre", vous avez supprimé la liberté du travail, réduit à l'état de serfs les travailleurs soviétiques que vous avez enchaînés aux fabriques et aux usines (...).*

*Votre base sociale se réduit de jour en jour. Cherchant fébrilement des appuis, vous faites pleuvoir les compliments hypocrites sur les "bolcheviks sans parti", vous créez l'un après l'autre des groupes privilégiés, vous les comblez de faveurs, vous les nourrissez d'aumônes, mais vous ne pouvez garantir à ces nouveaux "califes d'une heure" non seulement leurs privilèges, mais même leur simple droit à la vie. »*

Etouffer tout embryon de conscience marxiste dans les masses était pour lui une nécessité bien plus impérieuse encore.

Chalamov, déporté à dix-sept ans à Kolyma, témoigne (2) du

(1) Dont on trouvera le texte complet dans ce livre.

(2) V. Chalamov, *Récits de Kolyma*, Paris, 1969, Denoël éditeur.

soin minutieux avec lequel était organisée l'extermination de tous les germes éventuels de conscience. Le sort de tous les déportés politiques catalogués sous la rubrique K.R.T.D. (Kontr-Revolutionnaïna TROTSKYSTKAIA deatelnost : Activité contre-révolutionnaire TROTSKYSTE) et marqués par la lettre T (trotskyste) sur leurs dossiers, était défini par les instructions suivantes : « *Pendant la détention, interdire tout usage de la poste et du télégraphe, n'affecter qu'aux travaux pénibles, adresser un rapport sur la conduite de l'intéressé une fois par trimestre (...). Instructions spéciales : ordre de tuer, de ne pas laisser la victime sortir vivante.* » Ainsi commente Chalamov, qui ajoute : « *Pour l'Etat, aucun autre article du code pénal ne réprimait un danger aussi grave que la menace cachée derrière la lettre T qui donnait Krist à sa destinée. Aucun acte de trahison ou de terrorisme, aucun autre alinéa de cet immense bouquet d'alinéas que constituait l'article 58. Les quatre lettres collées sur le visage de Krist étaient le signe de la Bête, une bête qu'il fallait abattre.* »

La fragilité de l'équilibre bureaucratique en U.R.S.S., protégé par un monstrueux appareil policier, donnait — et donne — à toute tentative d'opposition communiste organisée un aspect explosif à plus ou moins long terme. C'est pourquoi Staline, à qui son expérience de révolutionnaire avait appris que, sans traduction sous forme d'organisation consciente, la misère, le mécontentement, le refus, la révolte n'engendrent que des convulsions sans lendemain, traquait impitoyablement tout germe d'opposition communiste. Lorsque les nazis envahirent l'U.R.S.S., les derniers survivants de l'Opposition de 1927, parqués dans les camps, se portèrent volontaires pour le front : une partie d'entre eux fut affectée dans des compagnies destinées à des missions suicides, une autre partie fut immédiatement exécutée. En 1942, au moment où la deuxième vague de l'avance nazie fit redouter à Staline l'effondrement de l'Etat en U.R.S.S., une nouvelle vague d'exécutions balaya les camps. L'opposition, constamment décimée, renaissait donc sans cesse, dans la plus grande confusion sans doute, mais les camps, malgré l'atrocité des conditions d'existence des détenus, que les staliniciens et les progressistes pro-staliniciens de toute catégorie se consolent d'avoir niées en susurrant qu'elles étaient bien meilleures que celles que l'on subissait derrière les barbelés nazis (ce qui, comme le montre la lecture du livre de Chalamov déjà cité, entre autres témoignages, est d'ailleurs faux), les camps, donc, constituaient un foyer de transmission, un foyer de culture où se maintenait, fût-ce sous les formes les plus ténues, l'héritage du bolchevisme. La seule lutte pour leur défense élémentaire, qui dresse mécaniquement les travailleurs contre la bureaucratie, et la double nature de la bureaucratie — parasite monstrueux qui ne tire sa réalité que des racines qu'elle plonge dans les masses — ont perpétué cet héritage, ne serait-ce que par la seule publication, même lourdement censurée, des œuvres de Lénine.



## Les premiers groupes d'opposition au lendemain de la guerre

C'est ainsi qu'au lendemain de la guerre, deux groupes d'opposition se constituèrent, bientôt démantelés par la police : l'*Opposition ouvrière* (1947), et l'*Œuvre véritable de Lénine* (1948), et que, dans un camp de la région de Vorkouta, se créa, en 1947, un *Mouvement démocratique de la Russie du Nord*, constitué par un groupe d'officiers de l'Armée rouge, dont la base initiale de recrutement fut l'adhésion de militaires qui s'étaient battus, les armes à la main, contre le nazisme.

Le programme de l'*Œuvre véritable de Lénine* est significatif de la profondeur avec laquelle la révolution d'Octobre, même mutilée et déformée par la dégénérescence bureaucratique, même privée de toute expression subjective continue par le massacre de tous les vieux bolcheviks, se perpétue dans la conscience des masses. Ce programme tourne ainsi autour des points essentiels suivants :

« *La lutte contre le système de gouvernement qui s'appuie sur la bureaucratie et sur l'armée et ne peut être éliminé que par une révolution politique.*

« *L'établissement de la démocratie directe, sous la forme du gouvernement des soviets ouvriers et paysans, première étape vers la société sans classes.*

« *Les bases d'une république socialiste soviétique sont obligatoirement les soviets des entreprises industrielles et des kolkhozes, qui concentrent les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire et sont élus par tous les travailleurs ouvriers et paysans, au suffrage universel et à bulletin secret... » (1)*

Rédigé par une douzaine d'étudiants de l'université de Moscou au début de 1948, ce document circula largement dans les milieux étudiants et, à la fin de l'année scolaire 1948, le groupe de l'*Œuvre véritable de Lénine* comptait plusieurs centaines de membres disséminés à Leningrad, Kiev, Odessa et Moscou. L'organisation réussit à vivre pendant près de deux ans et fut démantelée en 1950, la plupart de ses membres furent arrêtés en une seule nuit et condamnés au cours d'un procès à huis-clos à vingt-cinq ans de travaux forcés. A la même époque apparut une organisation se réclamant du marxisme, mais à tendances anarchistes très prononcées, qui se battait autour du mot d'ordre : « *Des soviets, pas de parti !* », et qui fusionna avec les restes de l'*Œuvre véritable de Lénine*. Ce groupe fut, dans les camps, à l'origine de la grève de Vorkouta.

Dans un récit qui vient de paraître en France sous le titre *Une matinée de Joseph Staline* (2), et qui circulait clandestin-

(1) Voir dans *La Vérité* de novembre 1954 à janvier 1955 la série d'articles de Brigitte Gerland, dont nous publions les principaux dans ce livre.

(2) Aux éditions de L'Herne.

nement en U.R.S.S. depuis plusieurs mois, l'auteur, vieux militant du parti communiste de l'U.R.S.S., expose, sous la forme d'une lettre à Staline, le programme d'un autre groupe d'opposition. Le *Groupe de Lénine*, démantelé en 1947, et dont les dirigeants furent, comme ceux des deux groupes précédents, condamnés à vingt-cinq ans de travaux forcés et ne revinrent jamais des camps. Comme l'écrit le préfacier de l'édition bilingue : « *La Lettre à Staline n'est pas le fruit d'une imagination d'écrivain, elle est la reproduction libre d'une plateforme réelle.* »

L'auteur de la lettre — qui représente symboliquement, non seulement, sans doute, le type de membre du *Groupe de Lénine*, mais le type de l'opposant de gauche en 1945-1948, est dépeint comme un jeune communiste qui a cru, en 1936-1938, qu'il était finalement indispensable de liquider « *tous les anciens opposants, et avec eux des centaines de milliers de membres dévoués du Parti et d'honnêtes citoyens soviétiques* », étant donné la menace fasciste grandissante, étant donné, enfin, « *que notre pays est le seul rempart des forces progressistes du monde* ». L'impréparation criante au danger non moins criant d'agression nazie ébranla cette certitude, mais la guerre poussait les hommes à serrer les coudes : « *Ce n'était pas le moment de vous critiquer ni de vous juger.* »

« *Les victoires — poursuit l'auteur de la Lettre à Staline — vous ont en partie rendu l'autorité que vous aviez perdue. Mais ceux qui connaissaient le prix de ces victoires, qui savaient tout le sang versé inutilement et souvent bêtement, ne pouvaient maintenant oublier toutes leurs anciennes déceptions et leurs doutes. D'autres s'y ajoutaient ! Une nouvelle caste grandit, s'enrichit : celle des généraux, des officiers ; ceux qui commandent sont à leur aise, alors que l'immense majorité du peuple est dans le besoin et connaît les privations. L'écart est de plus en plus frappant entre le sommet de la hiérarchie, qui dirige mal et sans assumer ses responsabilités, et les classes laborieuses, qui ont de moins en moins de droits (...). Jossif Vissarionovitch ! Comprenez que notre Etat, qui porte le nom de socialiste, est devenu un Etat esclavagiste. Des dizaines de millions de kolkhoziens et de déportés sont des serfs privés d'identité. Des millions de détenus sont des esclaves. Notre pays est effectivement la prison des peuples.*

(...) *Votre politique mène aujourd'hui le pays à une catastrophe fatale. Les bureaucrates jouent aux petits-maîtres prodigues, tout à fait inutilement ; ils ruinent la campagne, désorganisent l'industrie (...). Comprenez qu'un Etat bureaucratique devient toujours plus étranger et hostile au peuple (...). Réfléchissez : vous allez avoir soixante-dix ans ; que laisserez-vous à vos disciples, à ceux qui vous remplaceront ? Ne seront-ils pas obligés de vous renier pour se maintenir au pouvoir ? »*

L'auteur du récit met dans la bouche de Staline, à qui Beria remet la lettre écrite par un étudiant membre de la J.C., ce commentaire ailé : « *Bon, un échantillon ordinaire de fils de pute trotskyste. Ils n'ont rien inventé de nouveau depuis vingt ans. Les bureaucrates, encore les bureaucrates, toujours les bureaucrates.* »

L'invraisemblable tension sociale engendrée par les objectifs (disproportionnés, mais inévitables dans le cadre de la politique du « socialisme dans un seul pays ») fixés au quatrième plan quinquennal, qui sème la famine dans la Basse-Volga en 1947, aboutit à un renforcement permanent de la terreur de 1946 à 1953, et cette terreur balaye toute opposition organisée, même de façon très embryonnaire, en dehors des camps. Même si Jean-Paul Sartre revient de Moscou en 1952 pour écrire dans *Libération* : « *La liberté de critique est totale en U.R.S.S.* » (sic), vu de l'intérieur, le régime stalinien paraît voué à l'enchaînement cataclysmique de la terreur et de la répression croissante : campagne contre le « cosmopolitisme », contre le « nationalisme bourgeois », russification brutale, campagne de « vigilance »... C'est pourquoi, en 1948, les déportés, rassemblés à Vorkouta dans le *Mouvement démocratique de la Russie du Nord*, se lancent dans un soulèvement suicide désespéré. Ils se révoltent, s'emparent des armes de leur camp, tentent de prendre Vorkouta, et, repoussés, refluent vers l'Oural, où l'aviation les anéantit au sortir de la forêt. Cette entreprise sans espoir, dirigée par un ancien colonel de l'Armée rouge, est une entreprise d'hommes qui préfèrent mourir que de continuer à mener une existence misérable d'esclaves, qui leur paraît ne jamais pouvoir changer. (1)

Dès avant la mort de Staline, pourtant, le courant commence à se renverser. La campagne terroriste qui s'engage à la fin de 1952, au lendemain du XIX<sup>e</sup> congrès, et qui culmine dans le pseudo-« complot des médecins » (2), annonciateur d'une purge gigantesque, représente — comme le souligneront l'ensemble des mesures prises par les successeurs quelques mois plus tard — une tentative de grande envergure d'étouffer les tensions économiques et sociales que l'appareil policier le plus monstrueux ne parvient plus à broyer. Ces tensions ne sont, nous l'avons indiqué brièvement, qu'une autre expression de la crise de l'impérialisme, affaibli par la perte des marchés de l'Europe de l'Est et par la révolution chinoise, et dont l'économie se militarise dès lors à un rythme accéléré. Il est significatif de l'état d'esprit qui se forme alors chez certains que Siniavski ait placé à l'époque même du « complot des médecins » l'un des épisodes essentiels de son récit, *L'audience est ouverte* : l'élaboration d'un programme révolutionnaire par l'étudiant Serioja, fils de militants du parti communiste, et qui veut élaborer son programme avec un groupe de camarades. Or que fait dire Siniavski à Serioja ?

(1) Voir un épisode similaire dans les camps de Kolyma dans l'indispensable ouvrage de Varlam Chalamov : *Récits de Kolyma*, ouvrage cité, pp. 77-86.

(2) Staline accuse alors 14 médecins du Kremlin — que Beria, chef de la police, fait avouer — d'avoir entrepris d'assassiner tout le personnel politique dirigeant. Toute la presse stalinienne mondiale, au premier rang *l'Humanité*, dénonce les « assassins en blouse blanche ».



« J'en suis arrivé à la conclusion qu'une seule chose peut nous sauver maintenant, c'est la révolution mondiale. » (1)

Exposant ses idées à sa petite amie Katia, il lui déclare :

« Attention, Katia, nous savons de source sûre qu'à l'étranger, il existe déjà une radio-espionne : L'Europe libre. On pourrait croire que nous sommes de mèche avec eux. Il ne faut pas qu'on puisse nous confondre avec ces ennemis, sinon nous ferions le jeu des impérialistes (...). Les femmes de ménage recevront les salaires les plus élevés. Les ministres, pour témoigner de leur désintéressement, seront réduits à la portion congrue. » (2)

Lorsque l'amie de Serioja, Katia, vient proposer ce programme à un intellectuel cynique, Karlinski, celui-ci s'écrie : « Mais c'est du trotskysme, du plus pur trotskysme ! (...). La révolution, le salaire maximum, la chemise populaire à la mode des années vingt, c'est déjà ce genre de programme que proposaient les trotskystes. » (3) La réaction de la Jeune communiste Katia à cette affirmation est très révélatrice : « Katia est scandalisée : que viennent faire là ces ennemis du peuple, ces saboteurs, ces parasites ? Ce sont des gens qu'il faut exterminer sans pitié, comme le fait Beria. Rien de pareil dans l'organisation de Serioja — qui n'a pas de nom, d'ailleurs. Elle, elle lutte pour la liberté, pour le vrai pouvoir des soviets. Et Katia, avec un frisson de dégoût, se souvient d'une caricature vue dans un journal, où Trotsky, Tito ou quelque autre criminel vendu trônait sous la forme d'un rat, entouré d'autres animaux à queue du même genre, sur une montagne d'ossements humains. »

Sous l'apparence superficielle de calme qu'assure le régime policier, la crise du stalinisme s'accélère alors vertigineusement, mais ne trouve d'expression que dans le renforcement de la terreur et dans ces embryons d'« opposition », déjà plus que velléitaires sans doute, mais encore balbutiants. La contradiction entre le mode de gestion stalinien de l'économie et le développement de cette dernière atteint alors un degré insoutenable. Depuis le premier plan quinquennal, l'économie soviétique s'est modernisée et diversifiée et les besoins sans cesse croissants d'une planification harmonieuse des diverses branches de l'économie se heurtent aux frontières nationales et au despotisme sénile et capricieux de Staline.

Le cinquième plan quinquennal est promulgué en août 1951, vingt mois après le début de son entrée en vigueur théorique (1<sup>er</sup> janvier 1950) : le pain commence à manquer dès 1950. La Sibérie, qui produisait 75.000 tonnes de beurre en 1913, n'en produit plus que 65.000 en 1952. « Le pays n'avait pas assez de pain et nous souffrions d'une disette de viande, de lait, de beurre, de sucre, de légumes et d'autres produits de ravitaillement », dira

(1) Abraham Tertz (pseudonyme de Siniavski), *Le verglas*, Plon éditeur, p. 226.

(2) Id., p. 236.

(3) Id., pp. 252-253.

un délégué du XXI<sup>e</sup> congrès (1958). Au XIX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., en octobre 1952, Malenkov déclare que le « *problème du grain est résolu* ». « *Si le problème du grain est résolu, pourquoi ne trouve-t-on pas de pain chez nous ?* » demandent alors, d'après Khrouchtchev, les auteurs de milliers de lettres adressées au Bureau politique. Staline propose au Bureau politique de faire fusiller les dirigeants des régions d'où émanent ces lettres. En même temps, il envisage une gigantesque fuite en avant pour échapper à la crise en menaçant toute la paysannerie soviétique. Le 22 mai 1952, Staline affirme : « *Il s'agit de transformer progressivement la propriété kolkhozienne en propriété nationale et substituer aussi, par étapes successives, l'ÉCHANGE DES PRODUITS A LA CIRCULATION DES MARCHANDISES* » (souligné par nous), cela en pleine disette...

La mort de Staline (6 mars 1953) a libéré une partie des forces explosives qu'il tentait de contenir, avec de plus en plus de difficultés. La disparition de celui qui symbolisait aux yeux des masses la dictature terroriste de la bureaucratie n'a fait qu'accélérer et amplifier considérablement un processus déjà engagé. C'est en 1952, en effet, que l'on retrouve la première trace, depuis 1950, d'un groupe d'opposants en dehors des camps, et qu'éclate la première grève dans les camps de concentration. Un groupe d'une trentaine de jeunes, principalement des étudiants, se constitue à Moscou au début de 1952 et édite des tracts antistaliniens. Le groupe se ramifie jusqu'à compter trente membres environ, qui furent tous arrêtés à l'automne 1952 et condamnés à des peines allant de dix à vingt-cinq ans de travaux forcés. Au même moment, dans un camp du Karaganda, des centaines de déportés, encadrés par d'anciens partisans nationalistes ukrainiens, liquidaient le clan des « *blatnie* » (droits communs) qui semaient la terreur...

Staline disparu, les vannes s'ouvrirent. Ses successeurs prirent toute une série de mesures destinées à colmater les brèches que cette mort révélait et agrandissait dans l'édifice bureaucratique : mesures en faveur des kolkhoziens, dégrèvements d'impôts, réhabilitation des « *assassins en blouse blanche* », baisse des prix, arrestation du ministre de l'intérieur, et surtout, le 27 mars 1953, promulgation d'une amnistie portant libération immédiate de tous les condamnés à une peine d'emprisonnement de cinq ans au maximum, et qui excluait seulement les personnes « *condamnées à une peine supérieure à cinq ans sous inculpation d'activités contre-révolutionnaires, de grands vols de la propriété socialiste, de banditisme et de meurtre* », c'est-à-dire la majorité des déportés. Toutefois, alors que l'administration des camps avait pour instruction spéciale de ne jamais laisser sortir vivant un déporté condamné pour « *activité contre-révolutionnaire TROTSKYSTE* », et que nombreux étaient ceux qui, sans rapport aucun, le plus souvent, avec le trotskysme, portaient cette étiquette, il était clair que l'amnistie allait libérer des dizaines de milliers de bandits de droit commun et n'allait toucher qu'une mince fraction des politiques. C'est bien ce qui se produisit.

Le mécontentement des déportés, la sensation que quelque chose craquait au royaume du stalinisme engendrèrent un vaste mouvement de grèves auquel l'administration répondit en mêlant terreur, massacres et concessions. Les premières grèves de masses éclatèrent à Norilsk en mai ; les dernières à Kinguir en mai 1954 et, si des milliers de grévistes y trouvèrent la mort, exécutés à la mitrailleuse ou écrasés sous les chenilles des tanks, elles entraînaient une amélioration du régime des camps et l'accélération de la liquidation de certains d'entre eux (comme ceux de Vorkouta) (1).

La crise *internationale* du stalinisme, c'est-à-dire l'extension à l'Europe de l'Est de la crise de l'impérialisme, dont la grève générale d'août 1953 en France est alors l'expression la plus aiguë, fut l'un des éléments du combat engagé par les détenus. Joseph Scholmer signale ainsi que la grève des ouvriers du bâtiment de la Stalin Allee à la suite d'une modification des normes équivalant à une baisse de salaire, et la résistance opposée aux tanks staliniens par les ouvriers de Berlin-Est du 17 au 19 juin 1953, servirent de ferment à la lutte des déportés de Vorkouta :

« *La Pravda collée au mur de la cantine était très entourée (...). La presse soviétique ne niait pas qu'il y ait eu des troubles à Berlin et dans les provinces soviétiques d'Allemagne, mais elle affirmait tout aussitôt le rétablissement de l'ordre (...). C'est le rapport final du Comité central du parti socialiste unifié (parti stalinien d'Allemagne orientale) qui nous fit comprendre qu'il ne s'agissait nullement d'une provocation d'Adenauer, mais d'un mouvement strictement ouvrier* » et, lorsque quatorze étudiants de Berlin-Est, déportés, arrivent à Vorkouta, la conversation qui s'engage entre eux et les détenus est très significative :

« *Que demandaient les grévistes ?*

— *En premier lieu, la suppression des minima de rendement sans diminution de salaire. L'abaissement du coût de la vie. On y ajouta le lendemain les revendications de la province : 1. Elections libres ; 2. Elargissement des condamnés politiques ; 3. Licenciement du N.K.V.D. allemand et de la police populaire ; 4. Abaissement des normes, taxes et prix ; 5. Suppression des frontières de zones ; 6. Démission du ministère et formation d'un autre gouvernement par les soins d'un parlement indépendant.*

— *C'est parfait, dit le Russe ravi. Nous n'avons qu'à y ajouter l'autonomie pour les diverses nations de l'Union soviétique. Pour le reste, rien n'est à changer (...). Et les ouvriers de l'Ouest, les syndicats ? Les ouvriers de Berlin-Ouest ne sont-ils pas allés au secours de leurs camarades de l'Est ?*

— *Non (...).*

— *Pourquoi les chefs syndicalistes de Berlin-Ouest n'ont-ils pas appelé les travailleurs au secours de leurs camarades ? Pour-*

---

(1) Les camps étaient organisés en complexes qui pouvaient recouvrir des centaines de milliers de kilomètres carrés, tel le complexe de Vorkouta, au-delà du cercle polaire, celui de Kolyma dans l'extrême Nord-Est sibérien, etc.

quoi le Labour Party et les socialistes français ne se sont-ils pas déclarés solidaires des ouvriers de l'Est ? »

A Vorkouta, la grève éclatera au début d'août 1953, et le déporté Scholmer, qui l'a vécue, la rattache directement à celle — devenue insurrectionnelle à cause de la répression sauvage qui s'abattit sur elle — des ouvriers de Berlin-Est : « La grève aurait-elle eu lieu sans le mouvement insurrectionnel de Berlin du 17 juin 1953 ? On ne saurait l'assurer. Avant ce jour, on n'avait jamais envisagé sa possibilité. Nul n'y avait pensé, parmi les prisonniers ou les chefs des groupes de résistance. Tous les préparatifs avaient été faits en prévision d'une guerre (1). Le 17 juin vint tout changer. Les prisonniers comprirent qu'ils pouvaient agir. Il leur fallut pour cela quelque temps (...). Du 17 juin à la fin de juillet, les esprits fermentèrent. » (2)

En fait, dès la fin mai, des comités de préparation à la grève s'étaient constitués, dès l'annonce faite par le général Derevianko que l'amnistie ne s'appliquerait pas aux détenus politiques, trop dangereux pour la sécurité de l'Etat. Dans ces comités de préparation à la grève entrèrent des *léninistes*, des *anarchistes*, des *monachki* et des inorganisés (3). La grève du 17 juin accéléra le mouvement en ouvrant la perspective du combat. Les comités de préparation à la grève des puits UN et SEPT, dominés par les léninistes et les anarchistes, décidèrent, avec l'accord de l'ensemble des mineurs de ces camps (6.000), de déclencher la grève sur les revendications suivantes : engagement pris par le gouvernement de dissoudre les camps, octroi aux détenus du statut de membres d'une colonie libre avec contrat de travail de 3 à 5 ans. Le 21 juillet, le travail cessa dans les puits UN et SEPT, malgré l'arrestation préventive du comité de grève du puits UN. Les grévistes tirèrent un tract destiné à diffuser la nouvelle de la grève et appelant à son élargissement dans les puits voisins, où des travailleurs libres et des soldats le firent circuler :

*« Détenus, vous n'avez rien à perdre que vos chaînes ! N'attendez pas un miracle ! N'espérez pas votre libération de quelqu'un d'autre que de vous ! Personne ne vous aidera, personne ne vous sauvera ; vous seuls pouvez changer votre sort, cessez le travail ! Notre seule arme est la grève. »*

En quelques jours, une vingtaine d'autres puits se mirent en grève. La direction du camp accorda quelques concessions, remplaça les troupes russes — souvent de cœur avec les détenus — par des troupes venues du fin fond de la Sibérie et, devant la résistance décidée et unanime des grévistes, recourut à la ruse traditionnelle. Un jour, les membres des comités de grève furent invités poliment à venir discuter de leurs revendications à l'état-major du camp. Ils ne reparurent jamais. En même temps, les

(1) A cette époque, nombre de déportés sont persuadés que la guerre est imminente entre l'U.R.S.S. et les U.S.A.

(2) Scholmer, *La grève de Vorkouta* (Amyot-Dumont, éditeur).

(3) Sur les *monachki*, voir plus bas. Sur tout ce passage, voir le texte de B. Gerland reproduit dans ce livre.



étrangers, surtout les Allemands, furent libérés en hâte. Décapité de ses cadres politiques, le mouvement reflua, non sans avoir arraché de sérieuses concessions.

A travers la grève, animée, dans les puits décisifs de Vorkouta, comme le puits UN, par les « *léninistes* », c'est la lutte de l'Opposition de gauche de 1927 contre la bureaucratie qui se perpétue sous des formes particulières. Le programme revendicatif *pour les camps* qu'élaborent les grévistes de Norilsk, de Vorkouta ou de Kinguir, suppose en fait le rétablissement de la démocratie ouvrière en U.R.S.S. Il suffit, pour s'en persuader, d'examiner, par exemple, les revendications du camp 5 de Norilsk, entre autres le point 7 :

1. Application de l'amnistie aux prisonniers politiques.
2. Meilleures rations alimentaires.
3. Journée de huit heures.
4. Meilleures facilités culturelles pour les condamnés à une longue peine.
5. Transfert des détenus dans des régions au climat moins rude, ou à des travaux moins épuisants à Norilsk même.
6. Elimination des inégalités dans les conditions de travail.
7. Abolition complète de toute discrimination entre les minorités nationales.
8. Remplacement immédiat du commandant du camp.
9. Contrôle strict de la comptabilité du combinat (« *Les officiels du camp agissent comme des intermédiaires exploitant notre travail.* »).
10. Suppression des numéros matricules sur les vêtements.
11. Augmentation du montant des sommes autorisées pour les envois aux familles.
12. Pas de fermeture des baraquements la nuit.
13. Pas de repréailles.

Les grévistes de Kinguir, comme d'ailleurs ceux de Vorkouta, s'adressèrent en plus directement au Parti. Les points 1 et 15 de la plateforme revendicative des grévistes de Kinguir, en 1954, précisent :

1. Envoi de représentants du Comité central du Parti de Moscou.
15. Pas de transfert de prisonniers du camp jusqu'à l'arrivée des représentants du Comité central.

Finalement la grève fut écrasée, les « *meneurs* » traqués, et quelques concessions accordées. Mais la vague de grèves dans les camps n'en devait pas moins aboutir à la libération accélérée des détenus politiques survivants, en premier lieu au rapatriement des étrangers.

Jusqu'au XX<sup>e</sup> congrès (février 1956), les grèves continuent : grève de la faim à Vorkouta au cours de l'été 1954, nouvelle grève revendicative à l'automne 1955, grève à Taïchet au début de 1955, grève à Khabarovsk en décembre 1955. La « *déstalinisation* » décidée au XX<sup>e</sup> congrès accélère le démantèlement de toute

une partie du système des camps (1) et le mouvement de libération des détenus politiques. Les grévistes avaient ainsi obtenu une victoire partielle d'une extrême importance. Des milliers de « *politiques* », qui avaient subi la répression la plus féroce, qui avaient souvent lutté contre elle, et qui avaient, seuls, maintenu certaines bribes ténues de traditions révolutionnaires, se trouvaient ainsi réinsérés dans la société soviétique. Ils ne pouvaient qu'y jouer un rôle de ferment et de catalyseur, que le nom de l'ancien déporté Soljenitsyne symbolise parfaitement.

L'ébranlement suscité par la mort de Staline ne s'exprime pas seulement par la flambée des grèves dans les camps de concentration, il se traduit aussi par la mobilisation d'une fraction de l'intelligentsia qui, jouant, à un niveau inférieur, le rôle joué par le Cercle Petöfi en Hongrie en 1956, reflète le début d'une prise de conscience critique qui met en cause les fondements idéologiques du pouvoir de la bureaucratie.

## Le rôle de la littérature

La littérature a toujours eu une importance exceptionnelle dans la vie de la société russe. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les écrivains furent la VOIX de l'opposition, décimée et écrasée dès qu'elle tentait de s'organiser. La montée révolutionnaire du début du XX<sup>e</sup> siècle et la révolution d'Octobre refoulèrent au second plan ce rôle de « *messagère de la vérité* » que jouait la littérature russe, et dont Tolstoï avait sans doute été le représentant le plus éminent. Le stalinisme, écrasant toute opposition, prétendit réduire les écrivains à la fonction d'« *ingénieurs des âmes* », c'est-à-dire de propagandistes en chef. Il dut, pour y réussir (d'ailleurs fort mal), massacrer DES MILLIERS D'ÉCRIVAINS qui refusaient de prostituer leur génie et leur plume, et dont l'existence seule était un défi silencieux au règne des bureaucrates.

Ainsi s'explique que la littérature ait été le premier canal par où, après la mort de Staline, se soit définie une remise en cause de l'ordre bureaucratique dépassant très largement les cadres, numériquement très étroits, des groupes d'opposition de gauche décimés et déportés. La seule exigence du droit de dire la vérité était, dans cette situation, explosive. Un critique littéraire, V. Pomerantsev, posa ce problème sans détour, dès décembre 1953, dans un article de *Novy Mir* intitulé *De la sincérité en littérature*, article qui, depuis sa parution, a valu à son auteur une suite

(1) Ce système persiste aujourd'hui, plus restreint, plus exclusivement réservé aux politiques, mais sous certains aspects, aussi féroce, sinon pire.

ininterrompue de tracasseries administratives. Celui-ci y déclarait que la médiocre qualité d'une grande partie de la littérature soviétique venait de ce que les auteurs ne décrivait pas sincèrement la réalité, qu'ils la polissaient et la décoraient. Ehrenbourg prit position pour les thèses de Pomerantsev et publia, dans le numéro de mai 1954 de la revue *Znamia*, la première partie de son roman *Le dégel*, qui dénonce les mœurs dictatoriales et l'espionnisme des bureaucrates, symbolisées par un certain Jouravlev. Dès février 1954 paraissait dans la revue *Théâtre* une pièce de Zorine, qui dénonce, entre autres, l'apparition, dans la société soviétique, d'aristocrates conscients de leur rang, avides, vaniteux et éloignés du peuple. Zorine mettait en scène trois générations de Soviétiques. Un vieux bolchevik, resté fidèle à ses origines, Alexis Kirpichev, représentait la première, son fils Pierre, un haut fonctionnaire cynique, corrompu par l'exercice du pouvoir, et sa fille Barbara, restée fidèle à l'« esprit d'Octobre », la seconde, enfin, deux adolescents, fils de Pierre, dont un zizou, la troisième. Écoutant parler le bureaucrate Pierre et sa femme, Barbara s'écrie : « Seigneur, comme je déteste ces bourgeois ! » ; elle déclare éprouver à leur égard « quelque chose qui ressemble à de la conscience de classe » et se demande : « Comment tout ce joli monde a-t-il pu se former dans notre pays ? » Et le vieil Alexis ancien partisan de la guerre civile, déclare à son fils Pierre : « J'ai travaillé à côté des bolcheviks et je n'ai pas connu le goût du pouvoir. Mais toi, tu l'as connu dès ton enfance, et cela t'a corrompu. »

La pièce de Zorine fut retirée de la scène après deux représentations, qui avaient pourtant fait salle comble...

Le XX<sup>e</sup> congrès (février 1956) et sa dénonciation de Staline, d'une partie de ses crimes, et du « culte de la personnalité », la montée de la révolution politique en Europe de l'Est donnèrent une puissante impulsion à ce mouvement de critique littéraire. Pendant l'été 1956, Oktyabr publie un poème d'Evtouchenko, *Station Zima*, qui reproche aux « héritiers de Staline » d'avoir attendu sa mort pour le dénoncer, et Evtouchenko est aussitôt exclu des Jeunesses communistes ; *Novy Mir*, un poème de Kirsanov, *Les sept jours de la semaine*, qui constitue une longue parabole antibureaucratique ; c'est à ce moment que paraît aussi *L'homme ne vit pas seulement de pain*, de Doudindtsev, etc.

L'attitude critique de ces œuvres isolées prit la forme d'une attaque frontale contre le pouvoir de la bureaucratie par la publication, en novembre 1956, du tome II de l'anthologie *Moscou littéraire*, rédigée sous la direction de Constantin Paoutovski, Margarita Aliguer, A. Bek, V. Kaverine, E. Kazakievitch, A. Kotova, V. Roudny et V. Tendriakov. On pouvait y lire plusieurs textes attaquant vivement la morale ou la politique de la bureaucratie dirigeante sur plusieurs terrains :

● Alexandre Iachine, dans *Les leviers*, que nous reproduisons dans ce volume, dénonçait l'absence totale de démocratie dans la politique du Parti à la campagne.

● Nicolas Jdanov complétait la peinture de la misère paysanne,



opposée à l'existence comblée et à l'ignorance du bureaucrate, dans *Retour à la maison*.

⊙ Benjamin Kaverine dénonçait les méfaits de l'ingérence bureaucratique dans la science (*Recherches et espoirs*).

⊙ Iouri Naguibine attaquait la morale de caste de la bureaucratie (*Une lumière à la fenêtre*).

⊙ Pogodine (*Un sonnet de Pétrarque*) mettait en question la morale sexuelle et la conception de l'amour officielles, qu'il jugeait « *bourgeoises* ».

⊙ Enfin A. Kron, dans ses *Notes d'un écrivain*, tentait d'approfondir théoriquement le mouvement de déstalinisation entamé à huis-clos par le XX<sup>e</sup> congrès.

Le recueil sortit en pleine insurrection hongroise, au moment où la bureaucratie dirigeante, mise en danger par la montée révolutionnaire en Europe centrale, se durcissait brutalement. Cependant, lors d'un meeting de l'Union des écrivains de Moscou, en novembre, l'écrivain V. Gubarev expliqua de nouveau que le réalisme socialiste était dépassé. Son point de vue fut critiqué, mais cité.

La reprise en main ne tarda pas. *Moscou littéraire* fut saisi et interdit, son comité de rédaction dissous, le contenu des deux tomes parus mis à l'index, une campagne d'intimidation commença, dont l'écrivain ultra-stalinien Kotchetov donna le ton en accusant l'équipe de *Moscou littéraire* d'avoir voulu jouer au Cercle Petöfi et tenté de créer en U.R.S.S. une atmosphère « *hongroise* ».

Les secousses qui ébranlent l'édifice bureaucratique ne sont que l'écho de celles qui ébranlent alors la bourgeoisie européenne, à commencer par la bourgeoisie française : des milliers de rapelés ne veulent pas partir en Algérie. Il faut que le P.C.F., qui, le 12 mars 1956, vote les pouvoirs spéciaux de guerre totale demandés par Guy Mollet, casse le mouvement pour qu'il reflue...

L'interaction de la montée de la révolution hongroise et polonaise et de la montée de la lutte de l'opposition antibureaucratique en U.R.S.S. apparaît clairement le 22 octobre (1).

La veille, la radio hongroise a dénoncé Rakosi et le Comité central du P.O.P.U. polonais a élu une nouvelle direction, dont Radio-Varsovie commente l'élection en ces termes : « *La Pologne a franchi le Rubicon.* » Les meetings se multiplient dans tout le pays. Ils se poursuivent le 22, semant une profonde agitation dans toute la Pologne. De nombreux cadres staliniens doivent démissionner ; le même jour, en Hongrie, se réunit le Cercle Petöfi. De nombreux meetings se tiennent dans les universités. Les étudiants de l'université technique de Budapest décident d'organiser une manifestation de solidarité avec les travailleurs polonais et d'envoyer des délégations dans les usines.

(1) Quant à l'interaction de la lutte des travailleurs de l'Est et de l'Ouest, elle est si frappante que l'expédition colonialiste de Suez et l'invasion de la Hongrie sont montées en synthèse.



Ce même jour, la direction de la section de Moscou de l'Union des écrivains organisait une réunion de ses membres destinée à condamner le roman de Doudintsev *L'Homme ne vit pas seulement de pain*, livre qui dénonçait la manière dont tout un réseau de bureaucrates (symbolisés par un certain Drozdov) freinait, sinon même sabotait, le développement de l'U.R.S.S. Alors que les dirigeants staliniens de la section s'installaient au bureau, une délégation massive d'étudiants envahit la salle, chassa les bureaucrates et imposa, au lieu d'une dénonciation réglée d'avance du roman de Doudintsev, une véritable discussion sur les problèmes évoqués, disons plutôt effleurés, par le roman de Doudintsev. De cette discussion passionnée ne nous est parvenu qu'un seul document, sans doute le plus audacieux et le plus profond, le discours prononcé par l'écrivain Constantin Paoustovski, vieille gloire des lettres soviétiques qui avait toujours refusé de prostituer son talent à chanter Staline. Paoustovski, en s'appuyant sur le roman de Doudintsev et la peinture du bureaucrate type Drozdov, se lance, au milieu des applaudissements, dans une dénonciation virulente de la bureaucratie parasitaire, et appelle au combat contre celle-ci ; combat conçu toutefois comme étant l'apanage des intellectuels et d'eux seuls en fait :

« *Le roman de Doudintsev, c'est la première bataille contre les Drozdov, sur lesquels notre littérature doit se jeter jusqu'à leur entière liquidation dans notre pays (...). Le problème n'est pas dans la peinture de quelques carriéristes. Il ne s'agit pas simplement de carriéristes. Tout cela est bien plus compliqué et plus grave. Le problème est que, dans notre pays, existe impunément et prospère même jusqu'à un certain point une couche sociale tout à fait nouvelle, UNE NOUVELLE CASTE DE PETITS BOURGEOIS. C'est une nouvelle couche de carnassiers et de possédants qui n'a rien de commun ni avec la révolution, ni avec notre régime, ni avec le socialisme (...). Leur arme, c'est la trahison, la calomnie, l'assassinat moral, l'assassinat tout court (...). Je considère que le peuple qui a pris conscience de la dignité de notre vie balayera les Drozdov à coup sûr et assez rapidement. Il faut mener le combat jusqu'au bout. Ce n'est qu'un début.* » (1)

Au début de novembre 1956, pour la première fois depuis 1924, les ouvriers d'une usine de Moscou (l'usine Kaganovitch) se mettent en grève. Le bruit court qu'un ancien déporté politique récemment libéré est à l'origine de la grève. Vrai ou faux, ce bruit s'appuie sur une réalité : c'est dans les camps que s'est perpétuée la tradition révolutionnaire. En tout cas, satisfaction est donnée aux revendications portant sur les conditions de travail. La bureaucratie ne peut risquer une conjonction entre les intellectuels de *Moscou littéraire* et les travailleurs en grève, d'autant que les étudiants entrent dans la danse !

(1) Voir le texte complet de ce discours, tel qu'il nous est parvenu, dans la suite de ce volume.

## La révolte des étudiants

Le 30 novembre 1956, la révolution hongroise, déjà étouffée bien que la résistance ouvrière ne fût pas encore brisée, secoua les étudiants de Moscou. Le professeur B. E. Siroietchkovitch venait d'achever son cours rituel de marxisme-léninisme à l'université Lomonossov de Moscou. Un étudiant se leva alors et dit : « Lénine a justement déclaré que la grève générale est l'arme du prolétariat, qu'elle ne peut jamais être l'arme de la bourgeoisie. Comment se fait-il donc que, dans un pays socialiste, c'est-à-dire la Hongrie, la grève générale ait pu éclater, alors qu'il est impossible qu'elle soit dirigée contre un gouvernement ouvrier et paysan ? »

Le professeur répondit en bafouillant sur les officiers horthystes (1), les agents de l'impérialisme occidental. Les étudiants dans la salle se mirent à hurler et à lui lancer au visage des citations de Lénine et lui démontrèrent qu'il n'avait pas abordé le fond du problème. *Un parti communiste, dirent-ils, n'a pas le droit de combattre la grève par les armes et de dissoudre les Conseils ouvriers.* Le professeur s'enfuit.

Le soir, les étudiants se répandirent dans l'université, ils allèrent tirer de leurs lits les étudiants hongrois pour avoir des renseignements sur le programme de la révolution hongroise. Le lendemain, sur les panneaux d'affichage, apparurent des feuilles manuscrites exigeant un compte rendu véridique sur la révolution hongroise et un débat public sur son sens. Les feuilles furent vite arrachées, mais toute l'université savait. Bientôt fut placardée une convocation des militants de la J.C. pour le soir même. Ordre du jour : la discussion des « incidents honteux » de la veille.

Le secrétaire des J.C., Linkov, ouvrit le débat violemment en stigmatisant « les excès déshonorants pour l'Université ». L'assistance réagit vigoureusement et vota un ordre du jour exigeant la seule « discussion du problème hongrois à la lumière du marxisme-léninisme ». Un étudiant se leva alors et parla de « l'appareil bureaucratique hypertrophié », étranger aux masses, qui existait en Hongrie. Puis il continua brusquement : « Il y a lieu de se demander... SI UNE ÉVOLUTION SEMBLABLE NE SE PRODUIRA PAS UN JOUR CHEZ NOUS, ET SI NOS TRAVAILLEURS NE VONT PAS UN JOUR SE SOULEVER, EN INVOQUANT L'ENSEIGNEMENT DE LÉNINE, CONTRE LEURS EXPLOITEURS EMBOURGEAISÉS ET BUREAUCRATISÉS. » Linkov voulut retirer la parole à l'orateur. L'assistance protesta. Suivi de ses collaborateurs, il quitta alors dignement la salle. Le débat continua. (2)

Il fut repris à la Maison des lettres, le soir de ce 1<sup>er</sup> décembre, par un cercle d'écrivains et d'étudiants. La discussion, partie de la Hongrie, s'étendit à l'U.R.S.S., et la plupart des participants

(1) Horthy était le chef de l'ancien régime fasciste hongrois, tombé en 1944.

(2) Cité par un étudiant autrichien, témoin de ces événements, dans le périodique *Demain* (janvier 1957).

déclarèrent qu'il existait toujours en U.R.S.S. des exploités et des exploités.

Le lendemain, le comité de la J.C. de Moscou conseilla au rectorat d'expulser un certain nombre d'étudiants indésirables. Le 3, le recteur fit annoncer à la fois l'expulsion de 150 étudiants pour « hooliganisme » (1) et la suspension temporaire des cours de marxisme-léninisme. Aussitôt des groupes de discussions entre étudiants fleurissent partout. Certains d'entre eux aboutissent à mettre en avant le mot d'ordre : *Révolution socialiste contre l'Etat pseudo-socialiste*. Les bases idéologiques et les méthodes de ce combat devaient être étudiées chez Lénine.

Les discussions gagnent les casernes du district militaire de Moscou. Un groupe d'étudiants de Moscou crée une organisation « néo-léniniste ». A Leningrad, un groupe du même type crée une revue clandestine *Kolokol* (2) ; un autre groupe d'étudiants publie *Le bourgeon bleu*, qui paraît jusqu'à l'été 1957 ; la police arrête la rédaction pendant les vacances. A Leningrad paraît encore *L'hérétique*. A Vilno paraît *Voix fraîches*. A Moscou, la *Feuille de figuier et Culture*. A l'autre bout de l'Union soviétique, en Arménie, un jeune poète arménien, Guivork Emine, fait publier une dénonciation virulente de la bureaucratie, représentée par « le pharisien, le frère aîné du Parti », auquel Emine s'adresse en ces termes :

« Tais-toi. Tu ne me fais plus peur. Cesse donc de me produire des citations et des serments mensongers au nom de notre siècle. Attends un peu ! Cela fait bien longtemps que je guettais cet instant ! Lorsque siffla le premier obus de la guerre, toi, le pharisien, tu es monté à la tribune et tu nous as envoyés au front, mais toi-même tu es resté chez toi... Qui donc t'a conféré le droit de parler au nom du peuple ? Les temps ont changé. Nous qui, dans des combats terrifiants, luttons sans peur jusqu'à la victoire, nous ne te craignons plus (...). Nous ne possédons aucune action dans les capitaux investis dans votre boutique, qui pratique le commerce des ordures, et nous ne voulons pas prendre part à votre banqueroute. »

Le recul du mouvement des masses en Europe de l'Ouest, après le vote des pouvoirs spéciaux de guerre par le P.C.F. et l'expédition de Suez, le reflux de la révolution polonaise, l'écrasement de la révolution hongroise condamnaient cette première offensive de la révolution politique qui se cherchait. Dès la mi-décembre, dans les casernes du district militaire de Moscou, les militants des Jeunesses communistes sont réunis en hâte pour condamner « les mots d'ordre ultra-révolutionnaires ». La presse stalinienne déborde alors de condamnations « des ultra-révolutionnaires démagogues ». A Leningrad, 2.000 étudiants sont exclus en quelques mois des divers instituts et facultés. Le 3 janvier 1957,

(1) *Hooliganisme* : « conduite de voyou ». Sert à désigner toute conduite jugée « antisociale », donc toute attitude d'opposition. Voir également plus bas.

(2) *Kolokol* (La cloche) : Titre de la revue antistariste publiée à Londres par Herzen et Ogarev au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ce volume figure un texte de *Kolokol*, la revue clandestine récente.



la *Komsemolskaïa Pravda*, organe de la J.C., déclare : « Nous ne pouvons pas permettre à quiconque de dénigrer notre système, sous prétexte, par exemple, d'une lutte contre les éléments de la bureaucratie, de parler de la DÉGÉNÉRESCENCE DU SOCIALISME. » Au même moment, inspiré par la lecture de l'hebdomadaire révolutionnaire polonais *Po Prostu*, se constitue, sous la direction de l'étudiant Krasnopevtsev, un nouveau groupe d'étudiants révolutionnaires à Moscou. Les membres du groupe sont tous arrêtés, condamnés à des peines de quatre à dix ans de déportation. Krasnopevtsev refusera jusqu'au bout de signer une autocritique en échange de sa libération anticipée : la bureaucratie a, en effet, un besoin vital de « démontrer » aux yeux des masses que les « opposants » reconnaissent leurs « fautes » ou avouent qu'ils font consciemment ou inconsciemment le « jeu de l'impérialisme ». En refusant de se prêter à cette manœuvre, Krasnopevtsev, de 1960 à 1967, comme Guinzbourg et Galanskov en 1968, a porté un coup sérieux à l'édifice de la propagande bureaucratique.

1957-1958, c'est le début d'un lent reflux, qui entraînera en particulier la chute de Khrouchtchev dont l'empirisme panique et désordonné finit par apparaître trop coûteux à la bureaucratie, et qu'accélélera, en 1958, « l'affaire Pasternak », c'est-à-dire la campagne hystérique menée contre ce dernier à propos de son acceptation du prix Nobel, après la parution à l'étranger de son roman *Le docteur Jivago*, campagne destinée à intimider l'intelligentsia antistalinienne dans son ensemble, qui n'avait, en fait, pas voulu aller à Canossa et se laisser « reprendre en main ». En refusant de capituler et de faire leur autocritique (sauf un ou deux d'entre eux), les écrivains de *Moscou littéraire* démontrent — fait d'une extrême importance — que la résistance à l'arbitraire bureaucratique est possible. Et le bureaucrate de l'Union des écrivains, le « poète »-policier Sourkov, déclare, mélancolique, en janvier 1958 : « J'avais espéré à tort que quelques camarades qui ont des points de vue extrêmes prendraient la parole à cette conférence (1), non point pour se couvrir la tête de cendres, mais pour dire, après avoir rassemblé tout leur courage, que, désormais, ils ne commettraient plus de telles fautes. Malheureusement, cela ne s'est pas passé ainsi. »

L'ultra-stalinien Kotchetov fait paraître courant 1958 un roman, intitulé *Les frères Erchov*, dans lequel il dresse — du point de vue de l'appareil — le bilan de 1956. Il y stigmatise les jeunes opposants en mettant dans la bouche d'un jeune étudiant de vingt-deux ans des idées venues, dit l'auteur, de la *Voix de l'Amérique*. Ce Popov dénonce « toute cette bureaucratie, tous ces nouveaux dignitaires, toute cette saloperie » et dit : « Nous ne pourrions jamais extirper les conséquences du culte de la personnalité si nous ne NOUS ATTAQUONS PAS AU VIEIL APPAREIL. — Quel appareil ? lui demande un interlocuteur. — L'APPAREIL BUREAUCRATIQUE. » Deux staliniens contre-attaquent et accablent le jeune Popov :

(1) Il s'agit de la conférence des écrivains réunie à cette date.

— *Il veut nous détourner du chemin révolutionnaire. Il est pourri, complètement pourri.*

Quelqu'un s'étonne :

— *Pourri à 22 ans ?*

— *Il y en a qui naissent pourris, dit André.*

— *Surtout quand il fait mauvais temps, qu'il pleut et qu'il y a de la boue, plaisante quelqu'un. Bref, pendant la période du dégel.*

Peu de temps après, Evtouchencko écrit un poème ironique qui définit à la fois, face à cette campagne, les ambitions modérées d'une fraction « réaliste » de l'intelligentsia antistalinienne, son refus de céder en deçà de certaines limites, et la certitude que cet univers « *de la bassesse et du mensonge* » sera un jour écrasé, mais « *plus tard, beaucoup plus tard* »... Expression d'un découragement fondé sur l'idée que les masses, qui n'ont guère bougé en U.R.S.S. en 1956, sont, comme l'affirme le même Evtouchencko dans un autre poème, endormies pour longtemps :

*« Je ne voulais pas ébranler les fondements du monde  
J'écrivais  
bien peu de chose,  
même pas de dénonciations.  
Je riais devant les mots ronds et vides,  
je raillais les faux.  
Je m'efforçais de dire à mi-voix  
ce que je pensais réellement  
Plus tard, beaucoup plus tard  
d'autres hommes s'en souviendront  
et la honte rejaillira sur nous  
lorsque ces inconnus écraseront  
la bassesse et le mensonge :  
"C'était un drôle de temps,  
une époque bizarre  
où l'on décorait  
la pure et simple honnêteté  
du grand nom de courage." »*

Les luttes — dispersées et partiellisées — n'en continuent pas moins, en 1958 et dans les années qui suivent, jusqu'à ce qu'elles prennent une nouvelle ampleur, décisive, après le procès Guinzbourg-Galanskov de janvier 1968.

\*  
\*\*

Au printemps de 1958, les étudiants de l'internat Strominka de l'université de Moscou décidèrent de boycotter leur restaurant universitaire qu'ils jugeaient particulièrement infect. La J.C. fut court-circuitée, des piquets de grève organisés. Le pouvoir donna aussitôt satisfaction aux revendications, puis chercha les « meneurs » qui avaient manifestement dirigé le mouvement. Jamais il ne put les découvrir.

La même année, la *Pravda de Leningrad* annonça l'arrestation de militants clandestins, dont un certain « *Ins-ki* », ingénieur, qui avait des contacts avec des « *agents* » RUSSES d'on ne sait quelle organisation capable de lui fournir par deux fois des « *valises pleines d'une littérature contenant de sales calomnies contre l'U.R.S.S.* ». Le journal poursuit : « *Ces torchons étaient imprimés à l'étranger et contenaient nombre d'inventions haineuses contre l'Union soviétique.* » Imprimés à l'étranger ? Il est étrange que la *Pravda de Leningrad* n'en cite ni le titre ni la moindre ligne qui discréditeraient cet *Ins-ki* s'il s'agissait de journaux fascistes. Il est possible que la mention « *imprimé à l'étranger* » ait pour fonction de détourner les lecteurs soviétiques de l'idée qu'on peut, quelque part en U.R.S.S., dactylographier, ronéotyper, voire imprimer des documents hostiles au pouvoir.

Quelques jours après, le même journal annonçait l'arrestation d'un ouvrier imprimeur qui « *tard le soir, en jetant furtivement des regards de tous côtés et en choisissant des rues désertes et des portes cochères non éclairées, mettait dans les boîtes aux lettres, par paquets entiers, d'ignobles missives pleines d'inventions haineuses* », c'est-à-dire des tracts. Quelques mois plus tard, un groupe d'étudiants était arrêté, jugé et, chose étonnante pour le juge, un certain nombre de leurs condisciples se solidarisaient publiquement avec eux en envoyant au tribunal une protestation. Il s'agissait donc de politique. Inutile d'insister sur ces exemples d'opposition brutale mais éparpillée au régime bureaucratique. Ils ne cessent de se manifester, et leur faiblesse n'empêche pas la répression. Il est significatif que la presse ne donne jamais la moindre citation des « *tracts* » saisis (elle n'utilise même pas le mot « *tract* », trop évocateur d'une activité politique).

1959 : les jeunes opposants tentent à nouveau de s'organiser, à un niveau d'ailleurs beaucoup plus bas, après avoir laissé passer l'orage. Alexandre Guinzbourg publie le premier numéro d'une revue ronéotypée, *Syntaxis*, qui comptera trois numéros. Un étudiant de Moscou, Vladimir Ossipov, crée la revue *Spirale*, dont la rédaction est bientôt dispersée, puis *Boomerang*, qui paraît jusqu'au début de 1961. Deux jeunes poètes, Ilia Bokstein et Mikhaïl Kouznetsov, fondent le cercle Maiakovski. Il s'agit là encore d'une opposition « *littéraire* ». Les trois numéros de *Syntaxis* se composent uniquement de poèmes et d'une nouvelle. *Phénix 61*, que fonde Iouri Galanskov en 1961, l'année même où la police arrête Ossipov et Guinzbourg et les condamne à cinq et trois ans de déportation, marque déjà une transition ; s'il s'agit toujours d'une revue littéraire qui affirme, par son titre, la volonté de *continuer* envers et contre tout, les premiers halbutiements politiques s'y expriment pourtant, par exemple à travers le poème de Boukovski : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*, dont l'une des parties s'intitule : *Au-delà de la révolution, une seconde révolution* (1). Le même numéro de *Phénix* publie une lettre ouverte de Karanine

(1) Ce poème figure dans le présent volume.

à Evtouchenko, dans laquelle le premier reproche au second d'avoir fait trop de concessions pour acquérir la célébrité. Boukovski fait d'autre part circuler à l'université de Moscou une brochure sur la J.C. dont la *Komsomolskaia Pravda* écrit qu'il « y démontrait que les Jeunesses communistes n'existent plus ».

Il est alors clair que les cercles d'étudiants et de jeunes écrivains sont arrivés à un carrefour, au moment même où (décembre 1961) le XXII<sup>e</sup> congrès, effectuant un pas supplémentaire par rapport au XX<sup>e</sup>, expulse Staline du Mausolée de la place Rouge, lui colle quasiment l'étiquette de criminel sur le dos et exclut des rangs du Parti Molotov, Kaganovitch et Malenkov comme complices d'assassinats odieux.

L'« opposition » littéraire va, dès lors, se désagréger pour deux raisons. Tout d'abord, au lendemain du XXII<sup>e</sup> congrès, les colonnes de la presse officielle comme les maisons d'édition s'ouvrent assez largement à l'opposition antistalinienne : en quelques mois paraissent successivement *Une journée d'Ivan Denissovitch*, de Soljenitsyne (livre décrivant les camps de concentration staliniens), le *Journal de Nina Kosterina*, la fille du vieux bolchevik Alexis Kosterine, déporté dix-sept ans à Kolyma, les *Héritiers de Staline* d'Evtouchenko, etc. Khrouchtchev fait confier à un historien attaché à l'institut du marxisme-léninisme le soin d'établir une vaste enquête auprès des militants du parti communiste de l'U.R.S.S. déportés dans les camps sous Staline, afin d'en publier un bilan... La marge qui sépare le permis de l'interdit, sur le terrain de la critique conçue dans le cadre de la création littéraire n'est-elle pas trop mince pour justifier vraiment les risques de l'activité clandestine ? D'autre part, le procès Brodski (février 1964) vise à intimider les écrivains qui se placent sur le terrain de la seule opposition littéraire, cependant que le procès Siniavski-Daniel (février 1965) marque un pas de plus ; il s'agit de terroriser les réfractaires de l'intelligentsia ; la condamnation de Siniavski et Daniel à sept et cinq ans de déportation pour avoir publié leurs écrits esthétiquement ou politiquement inacceptables pour la bureaucratie est un avertissement brutal et solennel. Mais il marque en même temps la nécessité impérieuse, pour l'intelligentsia antistalinienne, de faire un grand pas de plus et de s'engager sans ambiguïté sur le terrain politique. Et c'est ce qu'elle va faire.

## De l'opposition « littéraire » à l'opposition proprement politique

Si l'on dresse un rapide bilan de ce que les œuvres publiées révèlent sur les problèmes politiques, sur le niveau de conscience, sur les aspirations de vastes couches d'intellectuels, d'étudiants, de travailleurs soviétiques, il est clair que la « déstalinisation contrôlée » lancée par le XX<sup>e</sup> congrès comme concession indispensable aux



masses pour relâcher des tensions sociales menaçantes pour l'équilibre bureaucratique, cette déstalinisation contrôlée risque constamment de franchir les limites acceptables pour la bureaucratie, car les aspirations conscientes ou inconscientes des masses s'engouffrent dans la faille qu'elle ouvre.

Les œuvres publiées des écrivains antistalinien vont, en effet, dans un double sens critique :

mise en cause du stalinisme au-delà du « culte de la personnalité » et des explications idéalistes officielles, mise en cause au moins partielle de la bureaucratie en tant que couche, que « caste » sociale déterminée, ce qui conduit en même temps à renouer le lien avec la révolution d'Octobre ;

mise en cause de certains aspects particuliers de l'ordre bureaucratique en U.R.S.S.

## a) Mise en cause du stalinisme

Dans *Le premier jour de la nouvelle année* du romancier Anatoli Gladiline, le héros principal, jeune peintre, fils d'un vieux militant communiste, s'interroge : « *Je me demande souvent pourquoi tant de vieux bolcheviks, des gens qui avaient connu les camps et les prisons tsaristes, ont avoué tous les crimes absurdes dont on les chargeait.* » Un peu plus loin, il pense : « *Il me faut savoir beaucoup de choses. Qui me parlera de ces temps-là ? Seul mon père peut le faire. JE VEUX COMPRENDRE CE QUI S'EST VRAIMENT PASSÉ. Apparemment, rien de plus naturel que de m'approcher de lui et de lui demander : "Papa, parle-moi du premier Plan quinquennal", mais je ne pourrai jamais le faire.* » Dans un autre roman, *Mission éternelle*, Gladiline affirme que le vrai communiste, c'est celui qui pose la question : « *Pourquoi a-t-il pu y avoir 1937 ?* » Cette même question, le romancier Vassili Aksionov, fils d'Evguenia Guinzbourg, déportée dix-sept ans à Kolyma, et de Pavel Aksionov, mort en déportation, la pose, dans une interview accordée à l'hebdomadaire du Comité central du P.C. polonais *Polityka* (2 mars 1963) : « *Comment ont-ils pu permettre qu'arrive 1937 ?* » Pour mieux attaquer l'attitude des jeunes travailleurs et étudiants à l'égard de ce passé stalinien, la romancière stalinienne Vera Ketlinskaia met dans la bouche d'un jeune travailleur de son roman *Le plateau au-dessus des nuages* le jugement suivant à l'égard de ses aînés : « *Ils avaient le trac (...). Ils manquaient de courage.* » En novembre 1962, la revue stalinienne *Oktiabr*, organisant un débat sur le thème *Pères et fils*, laisse filtrer l'aveu suivant : « *Des voix angoissées s'élèvent à propos de l'attitude de nos jeunes à l'égard du passé.* » Un autre déclare que, pour beaucoup de jeunes, « *ce sont leurs pères qui ont perdu leurs idéaux, et ils n'ont rien à transmettre aux jeunes. Le relais est interrompu.* » La revue *Jeune communiste* d'août 1964 signale qu'elle a reçu une lettre d'un adolescent qui écrit :

« *Maudite époque des années trente (...). Les vieux tremblaient pour leur peau. Ils avaient peur...* »



Et l'éditorial de cette revue dénonce les adolescents « à allure intellectuelle (...) qui se livrent à des divagations philosophiques et recherchent la VÉRITÉ (...), qui dénoncent la psychologie petite-bourgeoise (...) et la mauvaise foi des pères. Pour eux, juger d'une époque demande tout juste le temps d'un crachat. » Le général Epichev, chef de la direction politique des forces armées soviétiques, dénonçait en même temps « les fils novateurs et révolutionnaires ».

## b) Remise en cause de l'ordre bureaucratique

La remise en cause du passé stalinien, la volonté d'en découvrir les raisons et les causes débouchent directement sur la remise en cause de l'ordre stalinien actuel. C'est ce qui est parfaitement démontré par le cours même des réflexions du héros de Gladiline dans le *Premier jour de la nouvelle année*. Poursuivant ses réflexions, il affirme, en parlant de la « déstalinisation » amorcée par le XX<sup>e</sup> congrès :

*« Pour nous, ce n'est qu'un commencement. Que sommes-nous ? Des pions ou des hommes complets, des lilliputiens ou des poètes ? Comment faire pour ne pas répéter les fautes de nos pères en continuant leur œuvre ? On ne liquidera pas les conséquences du culte de la personnalité en se contentant de décrocher des portraits ou de changer les noms des villes. Le culte de la personnalité, c'est l'inertie de la pensée, la crainte de réfléchir par soi-même, le rêve du silence et la haine pour tout ce qui est nouveau.*

*Nous ne voulons pas être une masse distincte, "tous comme un seul", des figurants sans voix sur l'échiquier d'une grande politique. Nous voulons comprendre nous-mêmes "ce qui est bien et ce qui n'est pas bien". Nous ne voulons pas être de simples petits rouages. Le communisme commence vraiment quand l'homme cesse de se sentir comme un petit détail dépourvu de droits au sein d'une grande machine, quand il se considère comme le maître de tout. »*

Opposer le moment où l'homme se sent le maître de tout à celui où il se sent « le petit détail dépourvu de droits au sein d'une grande machine », c'est, en des termes que la censure peut alors laisser passer, opposer la revendication de la démocratie ouvrière au règne omnipotent de la bureaucratie. Gladiline précise ce qu'il entend par là de façon indirecte, lorsque, faisant méditer sur son lit de mort le « père » de son roman, le vieux bolchevik qui a appelé son fils Felix par hommage à Felix Dzerjinski, ce père, moribond, évoque avec nostalgie « l'époque où nous discutions et où nous nous injurions dans nos réunions, jusqu'à en être enrroués, sur Trotsky, sur nos vieux professeurs, sur la N.E.P. »

Mise en cause politique qui se double d'une mise en cause sociale, par exemple dans un roman de Siomine publié par *Novy Mir* en 1965, *Sept dans une seule maison*, description de la vie des habitants d'une zone ouvrière d'une ville d'Ukraine. Siomine y montre de jeunes ouvriers sceptiques et désabusés qui jouent facilement du couteau et débordent d'une haine parfois mal contenue à l'égard d'« EUX ». Dans un article publié par la *Pravda*

du 11 août 1965, un certain Loukine critiquait, en des termes fort révélateurs, sous le titre *Seulement l'apparence de la vérité*, le contenu de ce roman :

« *Ce n'est pas un hasard si dans les répliques des personnages apparaît le mot vaste et imprécis "ILS" (...) "Ils" ont empêché l'exercice de la critique, etc. Qui sont ces "Ils" ? Parmi eux, la "direction" de l'usine, le directeur, le comité du Parti et le comité du syndicat. Ces "Ils" bureaucratiques ont inventé l'émulation socialiste, ils ont contraint Moulia à souscrire à l'emprunt, en exigeant qu'elle verse une somme qui dépassait ses possibilités pour ne pas "gâcher le tableau". "Ils", c'est encore le chef du bureau de recrutement avec qui se sont heurtés Jenka et Moulia. Ce sont les gens insensibles de la police...* »

De fait, « *Ils* », c'est l'ensemble de l'appareil bureaucratique, de l'appareil de répression, l'ensemble des mailles qu'il tisse autour et au sein de la société, et contre lequel les travailleurs de Siomine nourrissent une haine sombre parce qu'ils n'ont pas de perspective politique. La même haine s'exprime, par exemple, chez les mineurs sibériens du roman *L'explosion* de Poloukhine, qui réfléchissent sur leur vie harassante : « *Nous existons (...) pour ces roubles que nous n'arrivons pas, d'ailleurs, à gagner au fond du trou (...) Et regarde un peu ces petits affairistes de Moscou qui vendent des chiffons et un tas d'autres trucs (...) Leurs joues sont si rondes qu'on le remarque même de dos.* »

De ces jeunes travailleurs et étudiants qui mettaient en cause la bureaucratie et le stalinisme, le romancier Nekrassov déclarait, en décembre 1962 : « *Il existe une autre catégorie de la jeunesse, plus complexe, plus sérieuse : ceux qui revivent douloureusement les événements liés au culte de la personnalité. Ceux-là disent nettement : "Nous voulons savoir la vérité" (...) C'EST LE SORT DE CEUX-LA QUI SERA LE PLUS DIFFICILE.* »

En même temps que ceux qui « *veulent savoir la vérité* », la jeunesse travailleuse, qui veut vivre décemment, qui veut gagner convenablement sa vie, qui supporte de plus en plus mal d'être ballottée aux quatre coins du pays, de campagnes pour le maïs en campagnes pour la pomme de terre, et que les conquêtes d'Octobre ont arrachée à une barbarie séculaire et fait accéder, en dépit des déformations staliniennes, à une véritable culture de masse, cette jeunesse renâcle de plus en plus. C'est alors que commencent ces véritables grèves perlées qui se traduisent par des départs massifs de travailleurs d'une usine donnée. Les sentiments des travailleurs à l'égard des bureaucrates s'éclairent à la lumière de deux incidents qui datent de 1962 et qui nous ont été révélés par une correspondance privée : Khrouchtchev, lors d'un voyage à Leningrad, décida d'aller rendre visite aux ouvriers de l'usine Kirov — l'ancienne usine Poutilov. Les questions qui lui furent posées et la violence des interpellations ou des interruptions dans les rangs des ouvriers furent telles qu'il s'éclipsa brusquement. Quelques mois après, le ministre de la culture Fourtseva se rendit dans une grosse usine de Moscou. En plein milieu de son discours, un ouvrier se leva et lui jeta au visage : « *Et combien vous gagnez,*

*dites donc ? Nous ne vivons pas de la même manière, vous et nous, donc nous n'avons pas la même idéologie.»*

Les jeunes travailleurs sont, bien entendu, les plus décidés : ils n'ont pas connu la terreur stalinienne ; ils ont commencé à réfléchir et à vivre au moment même où les prodromes de la révolution politique secouaient l'U.R.S.S., et surtout ils sont les plus directement visés par les aspects économiques de la crise du stalinisme, c'est-à-dire par les conséquences de l'intégration croissante de l'économie de l'U.R.S.S. dans le marché mondial.

## Réforme économique et "hooliganisme"

La réforme économique actuelle, qui vise à rendre *rentable* l'économie soviétique afin de lui permettre de s'insérer sans trop de dommages dans le marché mondial, menace la classe ouvrière et essentiellement la jeunesse. L'un des points primordiaux de la réforme est le droit plus ou moins clairement accordé au directeur d'une entreprise de supprimer les postes jugés inutiles et superflus, c'est-à-dire de comprimer le personnel : ainsi, dans la mesure où la bureaucratie veut insérer dans le marché mondial capitaliste une économie qui étouffe dans le cadre trop étroit du « *socialisme dans un seul pays* » et qui ne peut développer en même temps et harmonieusement toutes ses branches, dans cette mesure, la bureaucratie, pour soutenir la concurrence, doit, elle aussi, accélérer les cadences de travail, accroître la productivité, casser les prix de revient. Les capitalistes savent le faire mieux que quiconque : c'est pourquoi, par exemple, la bureaucratie confie à Renault la modernisation des chaînes de montage de l'usine de voitures Moskvitch...

Le licenciement pour raisons économiques et le chômage réapparaissent donc dans l'économie soviétique, et les jeunes sont visés au premier chef parce qu'ils ont à la fois moins de qualification et moins de droits acquis. Ils représentent aussi une masse trop nombreuse dans une économie à rentabiliser, car, en ce moment, la génération d'après la saignée de 1941-1945 envahit un marché du travail qui commence à se rétrécir. Or UN jeune soviétique sur DEUX ou presque est un jeune paysan, et les jeunes paysans veulent quitter leur campagne souvent encore très arriérée, dont près de la moitié n'est pas encore électrifiée...

Le système d'enseignement soviétique tend à favoriser considérablement l'intelligentsia et la bureaucratie. Il faut toutefois souligner que la situation, à cet égard, demeure encore très différente de celle qui existe dans les pays capitalistes, et l'a été bien davantage. Si le pourcentage d'enfants d'ouvriers du rang et de paysans pauvres dans l'enseignement supérieur, après avoir dépassé large-

ment la moitié, puis s'être fixé à 30 ou 40 % après la guerre, doit s'abaisser maintenant à 15 ou 20 % — les statistiques officielles sont difficiles à manier, où n'importe quel permanent figure comme ouvrier —, le même pourcentage, en France, est inférieur à 3 %. C'est là l'une des conquêtes d'Octobre, et non des moindres. Elle fournit des cadres au combat contre la bureaucratie. Il n'en va pas différemment en Europe orientale. C'est ainsi que, lors de la révolution hongroise de novembre 1956, les dirigeants du Conseil central ouvrier du Grand-Budapest, étaient soit de tous jeunes travailleurs, comme Sandor Bali, soit des ouvriers de 40 à 50 ans qui avaient pu, grâce au nouveau régime, étudier quelques années à l'Université après la guerre, comme Sandor Racz.

Quoi qu'il en soit, la politique actuelle de « rentabilisation » de la bureaucratie ne peut qu'accélérer ce processus et imposer à l'enseignement soviétique les exigences auxquelles répond, en France, la réforme Fouchet, reprise sous d'autres formes par Edgar Faure : former les cadres et le personnel presse-bouton de l'économie automatisée de demain, seule capable de faire face à la concurrence internationale.

Ainsi, la déqualification et le chômage guettent la jeunesse de l'U.R.S.S., comme la jeunesse des pays capitalistes, sous la pression des exigences du système capitaliste mondial (ce qui prouve l'absurdité du « socialisme » dans un seul pays).

Menacée dans sa volonté d'accéder à la culture, promenade aux quatre coins de l'U.R.S.S. pour répondre aux campagnes décrétées d'en-haut, guettée par le chômage, la jeunesse soviétique est ravagée par une inquiétude d'autant plus profonde qu'elle n'a pas et ne peut encore avoir d'expression politique. Cette inquiétude se traduit par des réactions individuelles brutales, qui vont de l'alcoolisme systématique jusqu'aux bagarres avec la police. C'est tout cela que la bureaucratie appelle « hooliganisme » — en y comprenant surtout les manifestations d'opposition politique.

Face à l'arsenal de répression mis en place en juillet 1966 par la bureaucratie, la classe ouvrière tend d'ailleurs à renouer ses liens de solidarité. Il arrive même que les sections syndicales — des sections de syndicats intégrés à l'appareil d'Etat — tentent de protéger les jeunes ouvriers en butte à la répression policière. Les *Izvestia* du 21 avril 1966 citaient le cas d'une usine où « le chef d'atelier, le secrétaire du comité d'atelier et le secrétaire des J.C. » s'étaient solidarisés avec un « hooligan ». Dans un article de la *Pravda* du 9 août 1966, et qui portait à peu près le même titre que le précédent — *Il n'y aura pas de grâce pour les hooligans* —, on pouvait lire l'aveu camouflé suivant :

*« Il n'y a pas à le cacher, ces derniers temps, dans certaines entreprises, une atmosphère d'indulgence s'est établie à l'égard des fauteurs de troubles. Comment expliquer autrement, par exemple, que l'administration de l'usine DYNAMO n'ait pas répondu, depuis le début de l'année, à 48 lettres émanant de la police sur la conduite indigne de certains travailleurs de l'entreprise ? A l'usine, les hooligans et les ivrognes sont traités de manière libérale... »*

Dans un article du n° 6 de 1966 de la revue officielle *L'Etat*



soviétique et le droit, un certain Golovchenko affirmait de son côté : « Les services de police de Lvov, après avoir examiné sérieusement les cas de hooliganisme provenant d'alcoolisme, ont établi qu'une grande partie d'entre ces infractions étaient commises par des ouvriers d'une usine d'automobiles, d'une usine de machines agricoles, etc. » Il est clair que ce fait est lié à cet autre fait signalé par le ministre de l'ordre public Tikhounov dans les *Izvestia* du 21 avril 1966, toujours sous le titre presque identique *Il n'y aura pas d'indulgence pour les hooligans* : « Dans maintes localités, il y a plus de défenseurs que d'accusateurs sociaux contre les hooligans. » Si divers — et souvent si primitifs — que soient les actes de protestation auxquels la police donne le qualificatif commun de « hooliganisme », ils traduisent un refus de l'ordre bureaucratique qui suscite une solidarité primaire de classe. Tikhounov précise encore, dans le même sens : « Lorsqu'un hooligan est arrêté, les protestations de la foule empêchent souvent la police de faire son travail. » A qui fera-t-on croire que la foule proteste contre l'arrestation d'un voleur à la tire, d'un dangereux ivrogne, d'un voyou aviné ou d'un jeune truand ?

Le décret du présidium du soviet suprême du 26 juillet sur le hooliganisme a donc un caractère essentiellement politique et s'articule avec la réforme économique. C'est l'autre face de ce que les économistes bourgeois appellent la libéralisation, le libermanisme, etc. L'exemple de l'Allemagne de l'Est, qui vient de modifier son code pénal en allégeant les peines pour les délits de droit commun, mais en aggravant les peines pour les délits politiques, n'en est qu'une confirmation supplémentaire. Le décret du 26 juillet précise : « Le hooliganisme, c'est-à-dire des actes qui violent grossièrement l'ordre public et témoignent d'un mépris évident à l'égard de la société, de même que le hooliganisme mineur commis par une personne ayant fait l'objet, au cours de l'année, d'une mesure de répression administrative pour hooliganisme mineur, sont punis de la privation de liberté pour une durée de six mois à un an ou d'une peine de travaux correctifs de même durée ou d'une amende de trente à cinquante roubles (...) (1)

« Le hooliganisme commis avec préméditation, c'est-à-dire les actes qui se distinguent dans leur contenu par un cynisme extrême ou par une audace particulière, qui font preuve d'une opposition à l'égard du représentant du pouvoir ou du représentant d'une organisation sociale qui remplit ses fonctions de maintien de l'ordre public ou à l'égard d'autres citoyens qui répriment les actes de hooliganisme, de même que les actes commis par un individu ayant déjà fait l'objet d'une condamnation pour hooliganisme, sont punis de privation de liberté pour une durée de un à cinq ans. » (Art. 9.)

Il faut mettre de tels décrets en parallèle avec un certain

(1) Voir à la fin du volume la liste et l'explication des différentes peines répressives appliquées en U.R.S.S.

nombre de mesures ou de déclarations qui soulignent la pression exercée par la petite-bourgeoisie et les forces potentiellement restaurationnistes du capitalisme pour en comprendre le sens : quinze jours après la liquidation de Khrouchtchev qui avait déjà, en 1958, dissous les stations de machines et tracteurs pour en vendre le matériel à la bureaucratie kolkhozienne aisée, la première mesure économique d'importance prise par Kossyguine et Brejnev abrogeait les « limitations injustifiées » à la possession du bétail à titre privé par les paysans. A vrai dire, la décision prise le 6 novembre 1964 ne concernait que les républiques d'Ukraine et d'Estonie, mais elle fut vite étendue aux autres ; puis la nouvelle direction annonça la préparation d'un nouveau statut des kolkhozes pour remplacer celui en vigueur, qui date de février 1935 ; dans quel sens ? On peut en avoir sans doute une idée par les déclarations de l'agronome Jouline, complaisamment reproduites dans la *Komsomolskaïa Pravda* du 7 août 1965. Jouline y explique la nécessité de rendre au paysan « le sens de la propriété » et propose, pour ce faire, de confier des lots de terre « juridiquement » et pour une longue période à des groupes très restreints de paysans, jouissant d'une autonomie financière et juridique totale. Au cas où ce ne serait pas assez clair, Jouline, qui déclare qu'aujourd'hui la terre soviétique est « orpheline », affirme : « La propriété du peuple doit avoir des représentants concrets » et définit sa proposition ci-dessus résumée de façon à éclairer ce principe : « Ne pourrait-on confier la terre à un groupe de gens, avec le droit d'en être maîtres, au nom et à la requête du peuple ? » Jouline reprend ainsi, sans le savoir, la proposition faite par Staline en 1926, à l'époque de sa politique pro-koulak, d'affermier la terre aux paysans pour des périodes pouvant aller jusqu'à quarante ans. Dans les deux cas, c'est la classe ouvrière qui est visée, comme elle était visée, au bénéfice des couches les plus aisées de la paysannerie, lorsque Khrouchtchev augmentait de 30 % le prix de la viande... Dans le cadre des nouvelles normes qui tendent à régir les rapports entre ouvriers et directeur à l'intérieur de l'usine ou de celles qui tendent à s'instaurer à la campagne, l'arsenal de répression contre le hooliganisme, c'est un arsenal de répression contre la classe ouvrière, qui ne peut pas ne pas réagir, car tout pas en avant vers la restauration du capitalisme met en cause l'essentiel de ses conquêtes.

Dans cette situation, les jeunes travailleurs, en général peu politisés ou dépolitisés et complètement inorganisés, prennent parfois le chemin de la lutte directe. La forme la plus courante et la plus brutale en est l'assaut donné aux commissariats de police, qui vaut aux coupables de longues années de camp de concentration. La forme la plus rare, mais la plus significative, est celle de la manifestation et de la grève, qui se termine soit par un affrontement violent, soit par la capitulation totale des bureaucrates.

Ainsi, en octobre 1959, une grève insurrectionnelle avait éclaté au Kazakhstan. Trois mille jeunes « volontaires » étaient installés dans un camp de tentes près du centre sidérurgique de Tamir-



Taou, ville de 45 000 habitants en plein développement. Mécontents des conditions de vie et de nourriture, une cinquantaine de jeunes travailleurs commençaient à manifester le 3 octobre, erraient dans la ville, s'attaquaient aux magasins. Lorsque la milice essaya de mettre fin au pillage des boutiques, de cinquante, les manifestants étaient devenus quinze cents : ils dressèrent des barricades, firent prisonnier le chef de la milice et le pendirent, envahirent les locaux de la direction du chantier, prirent le directeur au collet et le jetèrent par la fenêtre du haut de son quatrième étage. Le 4, des troupes arrivèrent, envoyées de Karaganda ; elles furent désarmées par les émeutiers, sans doute après fraternisation avec les soldats. Finalement, de nouveaux renforts de troupes enlevèrent le 5 au soir les bâtiments, où les manifestants s'étaient réfugiés après une dure bataille. Les meneurs furent jugés : deux furent condamnés à mort, cinq furent condamnés aux travaux forcés (de cinq à dix ans).

Au congrès du P.C. du Kazakhstan, tenu en mars 1960, où le problème fut évoqué, le nouveau secrétaire du P.C. du Kazakhstan, Kounaïev, remplaçant de Belaïev, limogé le 20 janvier, rendit responsable de cette grève insurrectionnelle « *l'attitude méprisante du directeur des chantiers à l'égard des conditions de vie des travailleurs* ».

Il y a eu des grèves du bâtiment à Moscou en 1960, une grève à Odessa à la fin de 1961, une quasi-émeute à Novotcherkassk, ville d'Ukraine, après les augmentations de prix massives décidées par Khrouchtchev. On n'a sur l'événement que des renseignements vagues : un soir, les jeunes gens qui dansaient dans le parc de la Culture et du Repos s'agitèrent, discutèrent, s'enflammèrent ; le lendemain, une colonne de manifestants se forma dans la ville pour protester contre le prix de la viande et du pain. La milice tira pour ramener le calme. Brejnev prit aussitôt l'avion pour aller contrôler la situation, sans aucun doute sérieuse.

La brutalité de la bureaucratie était à la mesure de la peur qu'elle a des ouvriers et — si confuses que soient les idées de ceux qui sont condamnés — de toute jonction possible entre ces ouvriers et une fraction de l'intelligentsia. Les raisons immédiates de cette peur, le juriste soviétique Karinski les indiqua lorsque, étudiant *La réforme économique et les questions de rémunération du travail*, il écrivit, à propos des liquidations massives de primes que la réforme entraîne : « *Il faut d'abord établir des règles précises reconnaissant aux organismes syndicaux et judiciaires, ainsi qu'aux organismes de conciliation, la possibilité d'effectuer un contrôle sur le fondement de la suppression ou de la réduction des primes. DANS LA VIE COURANTE, DES CONFLITS SURGISSENT ASSEZ SOUVENT A CE PROPOS. L'ABSENCE POUR LES TRAVAILLEURS DE TOUTE POSSIBILITÉ DE RÉSOUDRE CES CONFLITS SUSCITE UN MÉCONTENTEMENT NATUREL DANS LA MESURE OU, DANS TOUTE UNE SÉRIE DE CAS, LEURS INTÉRÊTS ONT PU ÊTRE INJUSTEMENT LÉSÉS.* » (*L'Etat soviétique et le droit*, 1967, n° 7.) Ainsi, au début de l'automne de 1967, une grève pour résister aux suppressions

de primes entraîna plus de 100 000 ouvriers à Karkhov. Devant la grève, la bureaucratie capitula aussitôt et céda aux revendications des grévistes.

## Des procès littéraires aux procès politiques

Pour intimider l'intelligentsia antistalinienne, foyer de pensée critique et dont la volonté de savoir la « vérité sur 1937 », la vérité sur Staline, de renouer avec Octobre et les années vingt, ne serait-ce même qu'en renouant, pour commencer, avec les écrivains de l'époque rayés par décret de l'histoire littéraire officielle, s'avérait particulièrement dangereuse, au moment même où la bureaucratie allait porter de nouveaux coups à la classe ouvrière, l'appareil décidait alors de monter un procès destiné à servir d'avertissement, le procès Brodski. Brodski était un jeune poète non conformiste de Leningrad qui, malgré son talent ou à cause de ce talent, n'avait pu faire publier, à ce jour, que quelques traductions. Après une campagne antisémite, on l'arrête, on le juge en février-mars 1964 pour « parasitisme social » et « fainéantise », et on le condamne à cinq ans de travaux correctifs (1). Les manifestations de solidarité avec Brodski prirent une ampleur telle (de la prise de position du compositeur Dmitri Chostakovitch et des prix Lénine Samuel Marchak et Kornai Tchoukovski en sa faveur jusqu'à la manifestation du 5 décembre 1965, dont l'un des mots d'ordre était « Libérez Brodski »), qu'au bout de dix-huit mois il fut remis en liberté et put retourner vivre à Leningrad.

Le procès Brodski commença ainsi à polariser une fraction de l'intelligentsia et des étudiants sur le terrain de la lutte pour la sauvegarde des droits reconnus par la Constitution et le nouveau code pénal, qui apparaissent alors dangereusement menacés. L'arrestation et la condamnation d'Ossipov à cinq ans de travaux correctifs en 1961, la condamnation de Guinzbourg et de Boukovski à deux ans de travaux correctifs en 1962 et 1963 n'avaient pas joué le même rôle mobilisateur, dans la mesure où ces trois victimes de la répression avaient franchi le pas de l'organisation

---

(1) Il est nécessaire, à ce propos, de signaler le caractère *provocateur* de l'activité des services occidentaux et des organes du N.T.S. (organisation d'émigrés corporatistes, para-fascistes) et de périodiques comme le bulletin *Est-Ouest*, dirigé par Georges Albertini, ancien conseiller de Marcel Déat. La campagne de presse organisée contre Brodski l'accusait d'avoir eu l'intention de voler un avion à Samarcande, avec son ami Chakhmatov, pour s'enfuir à l'étranger. Deux membres du N.T.S., A. et D. Stolypine, écrivent froidement dans *Est-Ouest* (numéro du 16-31 mars 1966) : « 1963, Oleg Chakhmatov et Ossip Brodski — 26 et 27 ans — tentent de fuir l'U.R.S.S. en s'emparant d'un avion à l'aérodrome de Samarcande. L'entreprise échoue à la suite d'une panne d'essence !... » On voit là comment agents bourgeois et staliniens travaillent la main dans la main contre leurs adversaires communs. Nous y reviendrons.

— même littéraire — entrant ainsi dans une « illégalité » qui paraissait alors utopique et donc dangereuse aux diverses couches de l'intelligentsia antistalinienne. En frappant Brodski, c'était l'acte même d'écrire qui se voyait sanctionné, et tout écrivain non conformiste se voyait ainsi menacé des « travaux correctifs », même s'il se maintenait sur le terrain de l'esthétique. En un mot, les garanties de sécurité que toutes les couches de la société soviétique, depuis les travailleurs jusqu'aux bureaucrates, avaient — pour des raisons très diverses — exigées dès la mort de Staline, et que le nouveau code pénal avait fournies sur le terrain de la légalité formelle, apparaissaient brutalement remises en cause.

C'est cette crainte — que l'éviction de Khrouchtchev. « *l'homme du XX<sup>e</sup> congrès* », et son remplacement par l'apparatchik Brejnev ne purent que renforcer — qui suscita, en 1965, la création d'une organisation à demi clandestine, à demi publique, le S.M.O.G. (initiales en russe des mots Parole, Pensée, Image et Profondeur), qui s'avéra capable d'organiser, le 14 avril 1965, une manifestation qui rassembla à Moscou, place Pouchkine, plusieurs centaines d'étudiants dont les pancartes proclamaient : *Liberté de la presse, Liberté d'expression, Libérez Brodski, Libérez Ossipov, Libérez Boukovski*. Les forces du K.G.B. (1) dispersèrent brutalement la manifestation. Une nouvelle manifestation se déroula au milieu d'août sur le même thème. Le 5 décembre enfin, deux cents manifestants, conduits par le mathématicien Essénine Volpine, fils du poète Essénine, et le jeune ouvrier-poète Léonide Goubanov, réclamaient la libération de Brodski et celle de Siniavski, arrêté un mois plus tôt avec Iouli Daniel.

L'importance de cette activité du S.M.O.G., capable en un an d'organiser trois manifestations, ne réside ni dans le contenu politique de son activité, qui ne dépassait guère la revendication, d'ailleurs capitale, de la liberté de presse et d'expression dans le cadre défini par la Constitution soviétique, ni dans les forces qu'il rassemble. Dès le début des années 1960, les cercles ou groupes marxistes clandestins s'étaient en effet multipliés. C'est ainsi que Martchenko a, par exemple, rencontré dans les camps de Mordavie où il a passé près de six ans « *l'historien Rendel (condamné à dix ans de détention pour avoir fait partie d'un cercle marxiste illégal)* » et « *l'ingénieur Ronkine (condamné à sept ans de détention pour activité marxiste illégale)* ». Mais le S.M.O.G. portait la lutte sur le terrain public, démontrant ainsi qu'il était possible d'aller au-delà du cercle de discussion clandestin comme au-delà de la revue « *littéraire* ».

La revendication par l'écrivain de la liberté d'écrire constitue le premier ciment réel d'une opposition de l'intelligentsia et des étudiants dépassant le cercle restreint des groupes clandestins, qui, par ailleurs, ne cessent alors de se multiplier. Cette revendication se heurte à l'impossibilité dans laquelle se trouve la bureaucratie de laisser les bouches s'ouvrir. Khrouchtchev, reflé-

(1) « K.G.B. » est le sigle actuel de la police politique en U.R.S.S. Voir sur ce point les notes à la fin du livre.

tant l'impuissance panique de la bureaucratie à maîtriser le cours d'une « libéralisation » destinée à apaiser les tensions qui l'opposent à la masse des travailleurs des villes et des campagnes, avait ouvert certaines vannes pour canaliser le trop-plein de leurs revendications... C'est ainsi qu'il laissa paraître dans *Novy Mir* *Une journée d'Ivan Denissovitch*, qu'il imposa à un Comité central rétif, ainsi que le *Journal de Nina Kosterina*. Mais la liberté d'expression, même relative et contrôlée, ne peut rester purement formelle et se réduire à la tolérance de discussions abstraites sur la linguistique, par exemple ; elle mène inéluctablement et directement à la mise en question, par la voie de l'art, du roman, de la poésie, du chant, des mensonges sur lesquels le régime repose, et sans lesquels il s'effondre... Mise en question qui peut être inconsciente, mais qui est inévitable. Après *Ivan Denissovitch*, Soljenitsyne ne pouvait pas ne pas écrire *Le premier cercle* et *Le pavillon des cancéreux*, qui démystifient et dénoncent la bureaucratie au nom du socialisme : la conversation sur le socialisme qui est au cœur du *Pavillon des cancéreux* tend à devenir, sous cette forme ou sous d'autres, le centre de toute élaboration esthétique libre, dans un pays où l'art est chargé traditionnellement d'une mission sociale. C'est pourquoi Soljenitsyne sera vite persécuté, c'est pourquoi le K.G.B. lui volera ses œuvres, c'est pourquoi *Le pavillon des cancéreux* et *Le premier cercle* ne seront pas publiés en U.R.S.S.

Ainsi la lutte pour la liberté de création est-elle la première forme de la lutte pour le respect des droits démocratiques reconnus par la Constitution de l'U.R.S.S. ; elle est la première forme d'une autre lutte pour la garantie des droits démocratiques qu'engagent un peu plus tard, à l'autre bout de l'U.R.S.S., les Tatares de Crimée...

Le peuple des Tatares de Crimée a été l'un de ceux qui furent déportés en entier par Staline au cours de la deuxième guerre mondiale. Khrouchtchev fit mention de cette tentative de génocide dans son rapport au XX<sup>e</sup> congrès :

« L'Union soviétique est à juste titre considérée comme un modèle d'Etat multinational, parce que nous avons, dans la pratique, assuré l'égalité des droits et l'amitié de toutes les nations qui vivent dans notre vaste patrie.

« Cela ne fait que rendre plus monstrueux les actes dont Staline fut l'inspirateur et qui constituent des violations brutales des principes léninistes fondamentaux de la politique des nationalités de l'Etat soviétique. Nous voulons parler des déportations massives de peuples entiers, y compris tous les communistes et J.C. sans exception. Ces mesures de déportation n'étaient justifiées par aucune considération militaire.

« Ainsi, dès la fin de 1943, quand se produisit une brèche sur tous les fronts de la grande guerre patriotique au bénéfice de l'Union soviétique, la décision fut prise et exécutée de déporter tous les Karatchaïs des terres sur lesquelles ils vivaient. A la même époque, fin décembre 1943, le même sort advint à toute la population de la république autonome des Kalmouks. En mars 1944, tous les Tchetchènes et tous les Ingouches ont été déportés et la république autonome tchetchène-ingouche liquidée. En avril



1944, tous les Balkars ont été déportés dans des endroits très éloignés du territoire de la république autonome kabardo-balkare et la république elle-même fut rebaptisée république autonome kabarde. Les Ukrainiens n'évitèrent ce sort que parce qu'ils étaient très nombreux et qu'il n'y avait pas d'endroit où les déporter. Sans cela, ils auraient été déportés eux aussi. »

Cela ne poussa pas cependant Khrouchtchev à proposer la réhabilitation des Tatares de Crimée, que ces derniers n'obtinrent qu'en septembre 1967, après un long combat auquel prirent directement part Alexis Kostérine, puis Grigorenko. Malgré le décret de réhabilitation définissant les Tatares comme « *des citoyens ayant autrefois habité la Crimée* », ils ne purent retourner dans leur patrie, c'est-à-dire recouvrer leur identité nationale. Ceux qui tentèrent d'y retourner furent refoulés. Les Tatares engagèrent la lutte au moyen de pétitions (qui recueillirent TROIS MILLIONS DE SIGNATURES) et de délégations : en mai 1968, huit cents Tatares montèrent à Moscou déposer les pétitions. Ils furent tous arrêtés. Leurs représentants à Moscou, tous membres du parti communiste, ont été jugés à plusieurs reprises, le principal d'entre eux, Omer Baiev, en avril 1969, dix autres à Tachkent en mai 1969. Dès 1965, une audace grandissante marque les manifestations d'une opposition de gauche aux contours, par ailleurs, très mal définis.

Voici par exemple comment Galanskov organisa à lui seul, le 11 juin 1965, une manifestation, selon un journal bourgeois :

« Iouri Galanskov s'est rendu le 11 juin dernier devant l'ambassade des Etats-Unis à Moscou ; brandissant une pancarte conforme aux mots d'ordre actuels du Kremlin, il pouvait passer pour un « anti-impérialiste » du modèle classique.

Très rapidement, des passants s'attroupèrent... Galanskov sortit aussitôt de ses poches plusieurs manuscrits impubliables en U.R.S.S.

Mais la milice intervint :

— *Circulez !*

Galanskov ne bougea pas. Devant témoins, les miliciens allèrent demander des instructions par téléphone. Ces instructions tardant à venir, le service d'ordre ne prit aucune autre initiative.

Aux journalistes et aux passants qui l'interrogeaient, Youri Galanskov devait déclarer :

— *Ma manifestation a une signification politique. J'appartiens à un groupe de jeunes intellectuels de gauche. J'ai réussi à faire parvenir et à faire publier certains de nos textes en Allemagne, en Angleterre et probablement ailleurs. Mais nous n'avons rien fait paraître en Russie, car nous nous refusons à dépendre d'un « imprimatur officiel ».*

Estimant que sa manifestation publique avait porté ses fruits, Galanskov prit la direction du métro le plus proche, suivi de deux passants qui l'aidaient à porter les documents interdits. »

L'approfondissement de la lutte politique, manifeste dès le début de 1965, se traduit par le changement de caractère des organes clandestins et par l'élargissement de leur support. La



même année, 1965, se constitue d'ailleurs à Leningrad, parmi les étudiants de la faculté de chimie, un cercle qui édite une revue clandestine *Kolokol*, dont le programme politique est une remise en cause radicale du stalinisme. Le cercle, qui compte jusqu'à 250 membres, prend le nom d'*Union des Communards* (1), publie quatre numéros de son organe avant d'être démantelé par la police. Lors de leur procès, tenu soigneusement à huis-clos, en janvier 1966, une jeune étudiante en chimie répond au juge qui lui demande pourquoi elle s'est lancée dans pareille aventure :

« *Je veux débarrasser mon pays des parasites comme vous.* »

Tout au long de l'année 1965 paraît à Moscou une revue qui comptera huit numéros : les *Cahiers de la démocratie socialiste*, qui tentent d'examiner au fond les aspects essentiels du stalinisme. C'est cette revue qui publie, sous le titre *Qui a tué Trotsky ?* (2), la première tentative de définition du trotskysme par un opposant en rupture de ban avec le stalinisme.

Cet approfondissement apparaissait particulièrement intolérable à la bureaucratie au moment où elle devait introduire les premières mesures de la réforme économique visant à une rentabilisation accélérée de l'économie collectivisée ; ces mesures entraînaient en particulier une révision des normes, qui ne pouvait que susciter un profond mécontentement chez les travailleurs déjà touchés par les hausses de prix.

Aussi l'appareil décida-t-il de frapper un grand coup, dans l'espoir d'intimider beaucoup plus radicalement l'intelligentsia antistalinienne que le procès Brodski, resté à demi clandestin ! Ce fut le procès Siniavski-Daniel.

## Le procès Siniavski-Daniel et ses suites

En septembre 1965, le K.G.B. arrêta Siniavski et Daniel, accusés d'avoir publié à l'étranger, sous les pseudonymes respectifs de Tertz et d'Arjak, un certain nombre de récits et de textes qualifiés d'« *antisoviétiques* ». Le 10 février 1966, leur procès s'ouvrit ; l'appareil venait de subir un premier échec. Il avait voulu monter une large campagne d'intoxication préalable dans le style des « grands » procès de Moscou de 1936-1938. Fiasco. Il n'avait trouvé que deux « *écrivains* » tout à fait mineurs et trois lettres de lecteurs pour enflammer l'« *opinion publique* » contre les accusés. L'acte d'accusation définit en ces termes le crime de Siniavski et

(1) Un de leurs textes figure plus bas dans ce livre.

(2) Texte figurant dans ce livre.

de Daniel : « Siniavski a écrit et fait parvenir à l'étranger, alors qu'il a une position hostile à la politique du P.C.U.S. et du gouvernement soviétique sur toute une série de questions, les récits L'audience est ouverte, Lioubimov et l'article Qu'est-ce que le réalisme socialiste ? qui renferment des affirmations calomnieuses sur le régime soviétique et contre l'Etat soviétique ; et il a diffusé ces œuvres autour de lui. » Daniel est coupable du même crime, avec la précision que ses œuvres ont été « utilisées par la réaction dans sa lutte contre l'U.R.S.S. ».

Or Daniel se réclame du socialisme. De ses quatre œuvres publiées, trois sont une dénonciation directe ou indirecte du stalinisme ; quant à Siniavski, sans doute un idéaliste mystique, il n'en affirmait pas moins, dans *Qu'est-ce que le réalisme socialiste ?*, publié à l'étranger sous le pseudonyme de Tertz : « Nous avons accompli la révolution ! Comment oserions-nous la renier et blasphémer contre elle (...) S'il fallait imaginer que nos ennemis nous vaincraient et nous feraient revenir au mode de vie pré-révolutionnaire (ou participer à la démocratie occidentale, peu importe), je suis persuadé que nous recommencerions comme jadis, nous referions la révolution. » Lors de son procès, Siniavski répéta exactement la même chose, affirmant : « Je considère le communisme comme l'unique but qu'une intelligence contemporaine puisse s'assigner, et je dis que l'Occident est incapable de rien proposer de semblable. »

Présenter les accusés comme des agents de la réaction, c'était, pour l'appareil, le premier pas vers la « démonstration » que cette opposition communiste qui se cherchait et qui — comme c'était le cas de Siniavski, par exemple — partait parfois de la simple revendication d'une liberté de recherche esthétique, était la complice et le cheval de Troie de l'impérialisme.

Le procès fut un échec pour l'appareil ; les deux accusés, s'ils fléchirent une ou deux rares fois, refusèrent de s'avouer coupables et firent voler en éclats l'accusation. Prévoyant cet échec, le K.G.B. avait instauré un huis-clos de fait contraire à toutes les normes de la justice soviétique : « L'entrée n'est possible que si l'on est muni de cartes d'invitation nominales », note l'auteur du compte rendu clandestin du procès. « Pour chaque séance, il y a une carte de couleur différente. Ces cartes font l'objet de deux contrôles ; une première fois à l'entrée du tribunal, une seconde fois à l'escalier qui conduit à la salle d'audience, et encore une autre fois sur présentation du passeport soumis à une vérification minutieuse. La rue, la cour, le vestibule, tout grouille de policiers et d'huissiers de justice. » (1)

Echec encore parce qu'une fois la sentence prononcée, la campagne de « soutien » fait fiasco : tout ce que pourra mobiliser l'appareil, ce sera dix-huit professeurs et chargés de cours de la faculté des lettres de Moscou, six écrivains ouzbeks, un discours furibond de Cholokov au XXIII<sup>e</sup> congrès, un poète de

(1) Voir *L'affaire Siniavski-Daniel*, Ch. Bourgeois éditeur, 1967.

vingt-cinquième ordre, V.S. Smirnov, qui tire emphatiquement la leçon du procès qui, à ses yeux, démontre la nécessité de maintenir l'ordre policier :

« Je peux le dire clairement,  
c'est encore plus clair qu'avant.  
L'idée

de la cinquième colonne  
est toujours

à l'ordre du jour (...)

Quand on souille notre nature chérie,  
et qu'on appelle à l'aide les hordes ennemies,

ah ! notre dictature bien-aimée,  
ne te hâte surtout pas de t'affaiblir

et de dépérir. »

En face de cela, une lettre de soixante-deux écrivains qui demande la mise en liberté sous caution de Siniavski et Daniel, c'est-à-dire qui refuse d'admettre l'amalgame policier entre leurs écrits et les intérêts de la réaction et de l'impérialisme ; en face de cela, un début de mobilisation contre l'arbitraire, contre le viol des règles de la procédure judiciaire, c'est-à-dire contre la remise en cause des garanties minima obtenues depuis le XX<sup>e</sup> congrès : des témoins écartés protestent, cinq membres du Parti affirment, dans une lettre qui circule sous le manteau, qu'il s'agit d'une faute, etc. Une fraction de l'appareil stalinien international exprime publiquement sa désapprobation devant une méthode qui lui paraît fautive pour briser l'opposition ; Aragon proteste dans les *Lettres françaises* ; *l'Humanité* reproduit sa protestation.

C'est à partir de ce procès raté et des témoignages — complémentaires — de la « réhabilitation » progressive de Staline que l'opposition prend son essor. Une manifestation silencieuse se déroule le 14 mars 1966 pour protester contre la réhabilitation en cours de Staline : un groupe de savants soviétiques éminents (dont Kapitza, Tamm et Sakharov) adresse une lettre ouverte à Brejnev pour élever la même protestation. C'est après ce procès raté, enfin, que se coagule, autour d'Alexis Kosterine, le noyau d'une opposition dont les contours politiques se dessinent avec beaucoup plus de netteté qu'auparavant : une opposition qui s'affirme « bolchevik-léniniste », une opposition qui se bat sous le slogan du « retour à Lénine », une opposition qui renoue consciemment le lien politique brisé avec la révolution d'Octobre, à travers la personne de Kosterine, survivant de l'époque héroïque, militant bolchevique depuis 1916, qui rompit avec Staline en 1934, lorsque la collectivisation à coups de mitrailleuse et l'affaire Kirov lui ouvrirent les yeux, et qui passa dix-sept ans dans les camps de Kolyma, Kosterine, exclu trois fois du parti communiste de l'U.R.S.S.

Ce saut qualitatif de l'opposition n'est sans doute pas immédiatement perçu comme tel par les intéressés eux-mêmes. Mais il est significatif que l'activité de publication clandestine, le *Samizdat*, jusqu'alors à prédominance littéraire, devienne de plus en plus politique, au point d'être, depuis le début de 1968, presque exclusivement politique.

C'est à ce moment que Guinzbourg compose son *Livre blanc sur l'affaire Siniavski-Daniel*, qui rassemble, sous la forme d'une protestation collective, l'ensemble des protestations contre l'arbitraire et la répression ; c'est alors également que Galanskov publie le deuxième numéro de sa revue *Phénix*, *Phénix 66*, infiniment moins littéraire et infiniment plus politique que *Phénix 61*.

L'impuissance de l'appareil à faire capituler les condamnés de février 1966 marque ainsi un véritable renversement de tendance. Une sorte d'engrenage se met alors en place, dans lequel chaque coup de l'appareil — et chaque pas concomitant dans la *réhabilitation de Staline* — provoque un élargissement de la résistance à la répression et un élargissement politique des bases de cette résistance. Le procès raté aboutit au *Livre blanc* de Guinzbourg. Ce *Livre blanc* entraîne l'arrestation de Guinzbourg. Cette arrestation, en janvier 1967, ainsi que celle de Galanskov, Lachkova et Dobrovolski entraînent aussitôt une manifestation de protestation dirigée par Khaoustov, Boukovski et Delaunay, qui sont immédiatement arrêtés. Khaoustov est jugé en septembre 1967 et condamné à trois ans de travaux correctifs, Boukovski est jugé en septembre 1967 et condamné, comme nous l'avons vu. En même temps, le processus de réhabilitation de Staline élargit le mouvement de protestation contre la réhabilitation, et donc contre la politique de la bureaucratie. La lettre des « *filles et filles de victimes innocentes de Staline* » de juillet 1967, qu'on lira dans ce livre, est, de ce point de vue, d'une importance capitale, car elle renoue, par le seul rassemblement des noms des signataires, le fil du bolchevisme. Et c'est de ces signataires que sortiront dans les mois à venir deux des leaders de l'opposition communiste, Piotr Iakir, fils d'un général bolchevique fusillé par Staline, puis Léonide Petrovski, fils d'un vieux dirigeant bolchevique.

La bureaucratie, d'ailleurs divisée, tente de rassurer en même temps qu'elle frappe. Ainsi, dans la *Pravda* du 23 octobre 1966, le procureur du tribunal de Moscou, Malkov, s'élève contre les licenciements abusifs de travailleurs, preuve qu'ils devenaient déjà une pratique courante.

De nombreux cas de licenciements abusifs sont à déplorer, écrit-il, et ces licenciements sont décidés « *sous le couvert du droit des directeurs à une action indépendante* ».

« *L'indépendance est une bonne chose, remarque Malkov, mais pas la sorte d'indépendance au nom de laquelle certains directeurs peuvent se permettre de dire : "Je suis maintenant mon propre patron et je fais ce que je veux."* »

La situation est d'autant plus grave, affirme le procureur, que la section syndicale d'entreprise s'est fréquemment alliée au directeur pour licencier arbitrairement des travailleurs.

Le procureur Malkov demande aux citoyens et aux organisations de signaler sans faute les licenciements abusifs, qui, rappelle-t-il, sont passibles, aux termes de la loi soviétique, d'un an de travail forcé.

Ces concessions aux travailleurs visent à empêcher la jonction entre l'intelligentsia antistalinienne et les travailleurs, qui ne veulent pas accepter que l'on révise leurs normes et qu'on accélère

leurs cadences. Aujourd'hui encore, cette jonction n'est qu'un objectif dont la nécessité n'est pas même clairement ressentie par les opposants communistes les plus lucides (Kosterine, Iakir, Grigorenko). Mais l'appareil sait que, plus ou moins retardée par telle ou telle insuffisance théorique de l'opposition, ou par telle ou telle de ses manœuvres, cette jonction est une menace permanente, et dont la réalisation est mécaniquement inéluctable s'il ne frappe pas à coups redoublés. C'est pourquoi, au moment même où, en Tchécoslovaquie, la brèche qui s'ouvrait au sein de l'appareil stalinien allait offrir un passage au mouvement des masses, la bureaucratie russe monte la vaste provocation du procès Guinzbourg-Galanskov. Avant de la relater, il nous faut pourtant encore souligner un point important.

## L'histoire ou le champ de la continuité

L'âpreté des débats historiques est l'un des signes de l'importance de la continuité politique avec le bolchevisme, en même temps qu'elle est l'une des composantes de la reconstitution de cette continuité. C'est pourquoi la bureaucratie est aussi vigilante à l'égard de l'histoire, de l'histoire du bolchevisme, d'Octobre et de sa propre histoire, masquée, trafiquée, pour obéir à la plus impérieuse des nécessités.

Deux discussions à demi publiques d'historiens, qui se tinrent en 1966, l'une consacrée au troisième tome de *l'Histoire du P.C.U.S.* (février-octobre 1917), l'autre consacrée au livre de Nekritch, *Le 22 juin 1941*, qui dénonce la politique de Staline à la veille de la guerre, révélèrent alors aux participants comme à la bureaucratie l'ampleur et les dangers que recélait la simple discussion sur la vérité historique dans la période qui suit Octobre 1917.

La première discussion fut organisée après une lettre de trente-quatre vieux bolcheviks à Brejnev et aux quatre secrétaires du C.C., lettre réclamant une discussion sur le troisième volume entre les signataires, les auteurs du volume et des historiens (1). On interdit à Iakir l'entrée de la réunion... Cela n'empêcha pas celle-ci de se transformer en dénonciation, non seulement de Staline, mais du stalinisme. Le seul historien stalinien qui monta à la tribune, Chagaïev, pour chanter les louanges de Staline pour son œuvre de liquidation de Trotsky et des trotskystes, fut hué par la salle qui, à l'unanimité des 250 présents, lui refusa une prolongation du

(1) Le compte rendu de la discussion à l'institut du marxisme-léninisme sur le tome III de *l'Histoire du P.C.U.S.* a été publié par *Phénix 66*. Il y est fait allusion à cette lettre.



temps de parole qu'elle venait d'accorder à l'antistalinien Snegov. Signe des temps ; le fils d'Antonov-Ovsénko vint faire une déclaration désabusée : « *Vous perdez votre temps. Le troisième tome restera sans changements (...) Je n'ai plus assez de forces pour me battre* », le fils de Petrovski, autre vieux bolchevik liquidé par Staline, suscita un incident de séance en protestant contre l'exclusion des *jeunes historiens* de la salle. La longue discussion s'achève sur un incident plus significatif encore, et qui sonne comme un avertissement. Le stalinien Chagaïev demande la parole pour une mise au point et consacre les trois minutes qui lui sont accordées à déclarer : « *Vous tous qui intervenez contre Staline, vous vous trouvez en compagnie des trotskystes (...) J'affirme que ce sont tous des trotskystes ici. Celui qui est contre Staline, celui-là est trotskyste.* »

La discussion sur le livre de Nekritch, dont nous reproduisons quelques extraits (1), fut d'une richesse politique sans doute plus actuelle et constitua donc un foyer de réflexion plus dangereux encore. La mise en accusation de Staline amena certains historiens à poser le problème du pourquoi, à mettre en cause le gouvernement. Petrovski posa le problème de la rupture du Front unique : « *Il faut rappeler que le fascisme est né du vivant de Lénine (...) Lénine désigna le fascisme comme l'ennemi principal. Staline ne tint aucun compte de cette indication et déclara que l'ennemi principal était la social-démocratie. Sa théorie est largement diffusée et a divisé des millions d'ouvriers dans le monde entier. Cela a permis au fascisme de prendre le pouvoir. Staline est un criminel.* »

Premier bilan de ces discussions : Iakir et Petrovski, qui y participèrent activement, sont aujourd'hui deux des dirigeants de l'opposition communiste...

Ainsi, comme elle doit étouffer l'expression littéraire et esthétique libre, parce qu'à travers les mots et les formes la bureaucratie craint perpétuellement — et à juste titre — de se voir remise en cause, de même elle doit étrangler l'histoire et la libre recherche historique qui, l'une et l'autre, débouchent, plus brutalement encore peut-être, sur sa remise en question radicale.

---

(1) Le livre de Nekritch a paru légalement en U.R.S.S. sous le titre *Le 22 juin 1941* à la fin de 1965 ; il a été mis au pilon au début de 1967. Il a été publié en français chez Grasset sous le titre *L'armée rouge assassinée*, édition qui contient aussi des extraits de la discussion de ce livre à l'institut du marxisme-léninisme — et, dans le présent volume, des extraits de la lettre du général Grigorenko à *Questions d'histoire* sur ce même thème.

## De la lutte pour le respect de la Constitution au problème du second parti

Le *Programme de la IV<sup>e</sup> Internationale*, élaboré par Léon Trotsky en 1938, affirme que l'une des revendications qui donnera son impulsion à la lutte contre la bureaucratie sera la « *lutte pour la liberté de réunion et de presse* » (1). C'est bien par là, en effet, que tout a commencé, à travers l'exigence du respect de la Constitution, et, en particulier, de son article 125, véritable plaque tournante des revendications. Les manifestations qui se sont déroulées de 1965 à 1968 (14 avril 1965, 16 août 1965, 5 décembre 1965, 14 mars 1966, janvier 1967) sont toutes plus ou moins parties de là. La manifestation de janvier 1967, par exemple, se déroula autour d'un double mot d'ordre :

Libération de Galanskov, Dobrovolski, Lachkova et Radzievski arrêtés peu auparavant ; abrogation du décret du 16 septembre et révision de l'article 70 du code pénal qui, l'un et l'autre, portent atteinte à la liberté d'opinion (2).

Boukovski, l'un des organisateurs de la manifestation, explique clairement à son procès la valeur du second mot d'ordre :

« *Voyons maintenant le second mot d'ordre. Nous n'avons pas manifesté contre la loi. Nous réclamions l'abrogation du décret du 16 septembre et la révision de l'article 70 du code pénal. Est-ce vraiment là un acte contraire à la loi ? Nous protestions contre un décret anticonstitutionnel. Est-ce une exigence antisoviétique ? Nous ne sommes pas les seuls à trouver ce décret anticonstitutionnel : un groupe de représentants de l'intelligentsia, dont l'académicien Léontovitch, l'écrivain Kaverine et d'autres, a adressé la même demande au présidium du soviet suprême de l'U.R.S.S.*

*La Constitution n'est-elle pas la loi fondamentale de notre pays ? Je lis intégralement le texte de l'article 125 :*

« CONFORMÉMENT AUX INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS ET AFIN DE RENFORCER LE RÉGIME SOCIALISTE, LA LOI GARANTIT AUX CITOYENS D'U.R.S.S. :

- a) LA LIBERTÉ DE PAROLE,
- b) LA LIBERTÉ DE LA PRESSE,
- c) LA LIBERTÉ DE RÉUNIONS ET DE MEETINGS,
- d) LA LIBERTÉ DE CORTÈGES ET DE MANIFESTATIONS DE RUE.

CES DROITS DES CITOYENS SONT GARANTIS PAR LA MISE A LA DISPOSITION DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS ORGANISATIONS D'IMPRIMERIES, DE STOCKS DE PAPIER, DES ÉDIFICES PUBLICS, DES RUES — OUI, DES RUES, CITOYEN PROCUREUR ! — DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

(1) On trouvera dans ce volume le texte du chapitre de ce programme consacré à l'U.R.S.S.

(2) Sur tous les articles de code cités, on pourra consulter les notes à la fin du volume.

ET AUTRES CONDITIONS MATÉRIELLES NÉCESSAIRES A L'EXERCICE DE CES DROITS. »

*J'ai sous les yeux le texte de la Constitution soviétique :*

« CONFORMÉMENT AUX INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS ET AFIN DE RENFORCER LE RÉGIME SOCIALISTE, LA LOI GARANTIT AUX CITOYENS D'U.R.S.S., ... LA LIBERTÉ DE CORTÈGE ET DE MANIFESTATIONS DE RUE. »  
*Pourquoi cet article figure-t-il dans la Constitution ? Pour les défilés du 1<sup>er</sup> mai et de la commémoration d'Octobre ? Mais il était absolument inutile d'insérer un tel article pour les manifestations organisées par l'Etat, car il est bien évident que nul ne les dispersera.*

*Nous n'avons pas besoin de la liberté de dire OUI si nous n'avons pas la liberté de dire NON. Nous savons que les manifestations de protestation constituent une arme puissante entre les mains des travailleurs, un droit imprescriptible dans tous les Etats démocratiques. Où refuse-t-on ce droit ? J'ai sous les yeux la Pravda du 19 août 1967 ; j'y vois un communiqué de Paris, signalant qu'à Madrid vient de se dérouler un procès contre des manifestants du 1<sup>er</sup> mai. On les a jugés d'après une nouvelle loi, récemment adoptée en Espagne, et qui prévoit une peine de prison de dix-huit mois à trois ans pour toute participation à ces manifestations. Je constate une similitude frappante entre la législation fasciste espagnole et la législation soviétique (...) La liberté de parole et la liberté de la presse supposent avant tout la liberté de critique. Personne n'a jamais interdit de louer le gouvernement. Si la Constitution inclut des articles sur la liberté de parole et la liberté de la presse, ayez donc la patience d'écouter la critique. »*

Pavel Litvinov est sans doute celui qui a le mieux exprimé le sens que les opposants donnent CONSCIEMMENT à cette lutte pour le respect des garanties lorsqu'il a déclaré à l'U.P.I., au lendemain du procès Guinzbourg-Galanskov et de l'appel lancé par L. Bogoraz-Daniel et lui : « *Je ne suis pas un homme d'organisation et en tout cas pas un révolutionnaire (...) Ma protestation n'est pas dirigée contre le système politique, mais contre l'illégalité et l'injustice (...) Sans des changements essentiels, sans une nouvelle étape de la déstalinisation, rien ne changera en ce qui concerne le sort de Galanskov et Guinzbourg. Bien des choses ne sont pas parfaites dans la loi soviétique, mais si seulement ce qui est écrit était respecté, il y aurait de réelles possibilités de changement.* »

Ce réformisme sceptique est la première étape nécessaire de la mobilisation des opposants. Si les revendications sur lesquelles il s'appuie n'ont rien perdu de leur importance — puisqu'elles expriment les intérêts de la masse des travailleurs manuels et intellectuels de l'U.R.S.S. — les opposants communistes ont perçu, depuis lors, qu'elles exigeaient autre chose que des protestations ; c'est ce qu'ont marqué à la fois la démission de Kosterine du P.C.U.S., la manifestation de la place Rouge et la proclamation du *Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques...* C'est ce qu'a marqué aussi le fait qu'aujourd'hui certains des opposants se posent le problème du « *second parti* ». C'est l'un des auteurs des lettres reçues par Litvinov après son appel qui le pose ainsi clairement comme réaction à cet appel :

« Je vois de quelle façon cruelle et inhumaine l'on dégrade le peuple russe. On le trompe et on le traite comme du bétail. J'ai eu l'occasion de voyager sur tout le territoire de notre chère Russie, dans toutes les directions, et voici à quelle conviction je suis parvenu :

Nous devons absolument former un second parti, ou, plus exactement, créer une force qui puisse défendre tout ce qui est progressiste, afin que personne ne puisse être en prison pour ses convictions. Pour cela, nous avons besoin de gens courageux. Vous êtes du nombre. Je vous prie de ne pas voir dans ma lettre une provocation. Je veux agir, c'est pourquoi je m'adresse à vous. » (1)

L'exemple le plus significatif du cheminement de l'opposition est sans doute celui d'Alexeïev, qui, définissant un programme de réformes nécessaires, pose ensuite le problème du nouveau parti comme alternative possible... au cas où ces réformes ne pourraient pas réussir :

« Le temps est venu de protester énergiquement contre la domination d'un groupe incontrôlé de partisans de la politique stalinienne ; le temps est venu d'une résistance décidée à la situation actuelle, où l'appareil du Parti décide ce que peut le peuple et ce qui lui est interdit ; le temps est venu d'éloigner du pouvoir les bureaucrates, les fonctionnaires, les dogmatiques et les staliniens. Le temps est venu, pour le Parti, de regarder son peuple en face et de réviser son activité.

Si tous ces moyens de lutte ne donnent pas de résultat positif, le temps mettra à l'ordre du jour la constitution d'un nouveau parti, qui, par une lutte idéologique acharnée, mènera la société socialiste à la victoire de la sagesse, de la justice et de l'humanisme, qui mènera à l'épanouissement de la liberté intellectuelle dans notre pays. » (2)

\*  
\*\*

Dans le cadre étouffant du stalinisme, qui isole les travailleurs, l'intelligentsia, les étudiants soviétiques des travailleurs, de l'intelligentsia et des étudiants des autres pays, y compris de ceux du « camp » dit « socialiste », et qui tente d'inculquer aux masses l'idée que c'est lui qui EST le socialisme, l'hostilité à l'appareil et à la bureaucratie peut prendre des formes plus ou moins aberrantes, se rattacher consciemment à des sources qui servent de moyen pour exprimer le refus, beaucoup plus qu'elles ne définissent le contenu politique de ce refus. C'est le cas des sectes religieuses qui pullulent à travers toute l'Union soviétique, et de ces « réseaux d'inspiration chrétienne-sociale », qu'une dépêche de l'A.F.P., publiée par *Le Monde* du 19 avril 1968, définit ainsi à propos du procès qui démantela, vers cette date, le plus important d'entre eux. En voici le texte :

« Moscou, 18 avril (A.F.P.). — Un important réseau d'inspiration chrétienne-sociale vient d'être démantelé à l'issue d'une série de

(1) Voir dans ce livre plusieurs des lettres reçues par P. Litvinov.

(2) Voir dans ce livre le texte complet de la lettre d'Alexeïev.



procès dont le dernier s'est achevé le 5 avril à Leningrad, apprend-on de diverses sources.

Opposé au régime actuel, le réseau opérait sous le nom de "mouvement pan-russe chrétien-social pour la libération du peuple". Son centre directeur était à Leningrad, mais il avait des antennes dans tout le pays, et notamment, semble-t-il, à Kiev, Minsk et Irkoutsk.

Ses adhérents, ajoute-t-on, étaient des littéraires, philologues, historiens de la littérature et de la philosophie, pour la plupart des disciples du philosophe chrétien Nicolas Berdiaev, mort en émigration en 1948.

Le mouvement semble avoir été fondé en 1964, et s'être fixé initialement deux objectifs : recruter des membres et répandre de la "littérature". Le recrutement se serait opéré selon la méthode de la "troïka" : chaque nouvel adhérent s'engageait à recruter deux nouveaux membres.

Le programme politique du mouvement clandestin semblait être basé sur la création d'un "conseil religieux", mais aussi sur le maintien d'un système socialiste admettant les nationalisations.

Le premier procès semble avoir eu lieu à Leningrad en novembre-décembre 1967. Le second procès s'est achevé le 5 avril, assuressent-on. Le nombre des condamnés s'élève de sept à douze ou dix-sept, selon les sources. Le juge au procès fut Mme Issakova, vice-présidente de la cour municipale. Le principal accusé, Viatcheslav Platonov, un expert en questions orientales, âgé de vingt-sept ans, aurait été condamné à sept ans de travaux forcés.

On dit que tous les accusés se déclarèrent coupables selon les lois soviétiques, mais qu'une majorité d'entre eux n'afficha ni regret ni repentir.

Le mouvement semble avoir agi de façon autonome et sans liaisons avec l'étranger. Il apparaît notamment qu'il n'a pas eu de rapports avec le N.T.S. »

Rien d'étonnant et rien de nouveau dans cette déviation mystique de la lutte émancipatrice. Les paysans allemands du début du XVI<sup>e</sup> siècle montaient à l'assaut des châteaux et des évêchés en brandissant la Bible et en chantant des cantiques. Et dans les camps de concentration staliniens, l'un des centres de la résistance, les *monachki*, c'est-à-dire les sectaires religieux, mêlaient dans leur programme l'aspiration à une société communiste au fatras évangélique. Brigitte Gerland, qui a vécu à leurs côtés dans les camps, le souligne :

« Les *monachki* assignèrent à leur secte religieuse clandestine les objectifs suivants : répandre dans toute la population soviétique l'enseignement éthique, social et humain du Nouveau testament et... combattre la dictature stalinienne. Ceci, en tout état de cause, non pas par les armes, par le soulèvement, la révolution, la guerre civile, mais grâce à un système de résistance non violente. Ils décrivent l'Etat totalitaire comme l'incarnation du Mal, l'Antéchrist, et ils appellent à la résistance passive, au refus du travail, à la grève, de façon à miner ses bases (...) Leur programme, pour la Russie de demain, se fonde sur les principes d'un communisme



chrétien. Leur idéal consiste en une société sans État et sans classes, composée de communautés industrielles et agricoles aux liens très lâches et menant une vie à l'image de celle des premiers chrétiens. Dans leur thèse, ils répudient catégoriquement le droit de propriété privée » (1).

Les sectaires, comme la plupart des groupes d'inspiration mystique ou religieuse, sans aucun lien avec l'appareil de l'Église, de quelque église que ce soit, incarnent dans un communisme plus ou moins évangélique leur répulsion devant le stalinisme qu'ils confondent avec le marxisme. C'est là l'un des traits du « provincialisme » de cette opposition, provincialisme engendré par le stalinisme lui-même, qui, né de l'isolement de l'Union soviétique, l'a renforcé et systématisé.

## De l'affaire Guinzbourg-Galanskov...

Le procès Guinzbourg-Galanskov, qui se déroule du 8 au 12 janvier 1968, est un moment central de l'affrontement entre l'appareil et une opposition encore diffuse, qui s'exprime surtout par la rédaction et la circulation d'écrits clandestins, et qui est encore plus un ensemble de protestataires et d'opposants qu'une opposition cohérente. L'appareil stalinien décide de frapper un grand coup en « démontrant » au moyen de ce procès que les opposants ne sont que les agents du N.T.S., organisation d'émigrés blancs parafascistes qui collaborèrent pendant la deuxième guerre mondiale avec les nazis ; le procès, son déroulement et son verdict, également iniques, susciterent une vague de protestations publiques qui mit, en fait, en échec les plans du pouvoir ; la répression qui répondit à cette vague de protestations poussa les opposants à faire deux pas de plus dans les mois qui suivirent : la tenue d'un meeting public lors des funérailles de Kosterine et la proclamation d'une organisation publique, le *Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques* (2).

Dès avant l'ouverture du procès — soigneusement tenue secrète, contrairement aux prescriptions légales — les opposants engagent une campagne pour exiger la publicité des débats. Si cette campagne n'aboutit pas, en revanche, pendant tout le déroulement du procès, une manifestation permanente et perlée se tiendra à la porte du tribunal, malgré les provocations constantes des policiers qui grouillent alentour.

Le procès n'est pas achevé que l'opposition attaque publiquement. Le 10 janvier 1968, Larissa Bogoraz-Daniel et Pavel Litvinov

(1) Voir *La Vérité*, décembre 1954.

(2) Le texte de cette proclamation figure dans le présent volume, ainsi que le compte rendu des funérailles de Kosterine.

adressent un *Appel à l'opinion publique mondiale et à l'opinion publique soviétique* (1) qui dénonce la farce provocatrice du procès et appelle à la mobilisation pour en obtenir la révision, et le châtement des coupables, c'est-à-dire de ceux qui ont monté cette provocation :

« *Le procès Galanskov-Guinzbouurg-Dobrovolski-Lachkova, actuellement en cours au tribunal de Moscou, se déroule en violation des règles essentielles du droit soviétique. Le juge et le procureur, avec la participation d'un public sélectionné, ont transformé le procès en une farce sauvage, inconcevable au XX<sup>e</sup> siècle, qui tourne en dérision trois des accusés (Galanskov, Guinzbouurg, Lachkova) et les témoins.*

*L'affaire a pris, dès le deuxième jour, le caractère d'une "chasse aux sorcières".*

*Dans cette atmosphère surchauffée, il ne saurait être question d'aucune objectivité du tribunal, ni de justice ou de légalité. Le verdict de culpabilité était arrêté depuis le début.*

*Nous en appelons à l'opinion publique mondiale et, en premier lieu, à l'opinion soviétique. Nous nous adressons à tous ceux qui ont encore une conscience et assez de courage.*

*Exigez la condamnation publique de ce procès infamant et le châtement des coupables.*

*Exigez la libération des détenus.*

*Exigez la révision du procès, dans des conditions conformes à toutes les prescriptions légales, et en présence d'observateurs internationaux.*

*Citoyens de notre pays ! Ce procès entache l'honneur de notre Etat et la conscience de chacun de nous. Vous avez vous-mêmes élu ce tribunal, ces juges, exigez qu'ils soient destitués de leurs fonctions dont ils ont abusé. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement la vie des trois accusés qui est en danger ; leur procès ne vaut guère mieux que les fameux procès des années trente, qui nous ont couverts de tant de honte et de sang que nous ne pouvons encore nous en remettre.*

*Nous envoyons cet appel à la presse progressiste occidentale et demandons qu'il soit publié et retransmis à la radio au plus vite. Nous ne nous adressons pas à la presse soviétique, car c'est sans espoir. »*

A peine ce procès est-il achevé que paraît le numéro 1, entièrement consacré au procès Guinzbouurg-Galanskov, d'un nouvel organe clandestin, *Chronique des événements*.

L'opposition a ainsi pris l'initiative, malgré le chantage et les pressions exercés par le K.G.B. sur Litvinov et Bogoraz, dont l'appel marque un pas décisif, dans la triple mesure où il tend, avant même qu'elle ne soit achevée, à démonter une grave provocation, où il est public, enfin où il fait appel à la solidarité inter-

---

(1) On trouve ce texte, ainsi que ceux que nous citons dans les lignes suivantes, dans le *Dossier de l'affaire Guinzbouurg-Galanskov*, qui vient de paraître aux Editions du Seuil.

nationale. Le *Livre blanc sur l'affaire Siniavski-Daniel*, de Guinzbourg, était un bilan après le procès, il était destiné à *quelques personnes*, et il n'était pas destiné à franchir la frontière soviétique. On mesure là le progrès accompli en deux ans.

Dès le prononcé du verdict, qui condamne Galanskov, rédacteur en chef de *Phénix 66*, à SEPT ans de travaux correctifs, et Guinzbourg, auteur du recueil *Le livre blanc de l'affaire Siniavski-Daniel*, à CINQ ans de la même peine, une double campagne s'engage : diffamation organisée par le pouvoir, protestations, doublées de l'exigence de la révision du procès, de la part de larges couches de l'intelligentsia.

*Diffamation* : deux articles publiés, l'un dans les *Izvestia*, l'autre dans la *Komsomolskaia Pravda*, tentent d'orchestrer la calomnie officielle ; Guinzbourg et Galanskov sont dépeints comme des agents du N.T.S., des « laquais », suivant le titre de l'article de la *Komsomolskaia Pravda*, qui dénonce la campagne de protestation menée en U.R.S.S. en la projetant sur la *Voix de l'Amérique* :

« *Les amateurs de sensations, les "spécialistes des questions russes", les antisoviétiques des journaux d'émigrés blancs, les commentateurs des Ondes allemandes, de la Voix de l'Amérique, etc., ont sonné l'alarme. La lourde machine des lamentations hystériques sur la liberté dont vous et moi, lecteur, sommes privés, s'est mise en marche. Déjà, en Occident, on rédige des pétitions pleurardes et pathétiques et on constitue même des comités de défense et de soutien moral et matériel...* »

L'avalanche de protestations est si forte, cependant, que Brejnev se sent obligé de mentionner dans la *Pravda*, le 29 mars, « *les innombrables lettres d'ouvriers ainsi que les résolutions adoptées lors de réunions d'ouvriers et d'employés, à Moscou et dans d'autres villes, qui condamnent sévèrement ces individus.* » Chose étrange pourtant, la *Komsomolskaia Pravda* ne peut publier — et ce fut le seul journal soviétique à le faire — qu'une liste bien mince de ces textes accusateurs dans *Sans indulgence* (28 février 1968). En revanche, le 21 mai, le plumitif stalinien Kojevnikov déclarait : « *Nous sommes particulièrement indignés par le fait que, malheureusement, parmi ces défenseurs [des condamnés] se trouvent des membres du Parti et de la J.C.* » Et le 28 mai, le journal *Sovietskaia Rossia* dénonçait les pétitions qui « *exigeaient impudemment* » la réhabilitation des condamnés et le châtement des juges... Le 29 mai, un Michel Droit du cru tempétait à ce propos dans la *Literatournaia Gazeta* : « *Il existe des membres du Parti, ou plutôt des individus porteurs de la carte de membre du Parti, qui, par leurs œuvres et par leurs actes, s'excluent eux-mêmes de nos rangs. Ils sont prêts à tout, pourvu que leurs noms trouvent place dans les émissions de la VOIX DE L'AMÉRIQUE, de la BBC ou des ONDES ALLEMANDES.* »

C'est que, outre l'ampleur des protestations, leur *ton* ne pouvait manquer de susciter la fureur des bureaucrates. Il ne s'agit pas là d'insolence à quoi les bureaucrates seraient sensibles, mais la sûreté de soi et la netteté avec laquelle des centaines d'écrivains, de savants, d'enseignants, d'ouvriers et d'employés se dressaient face à l'arbi-

traire marquaient une rupture radicale avec les traditions de la répression stalinienne.

Voici, par exemple, la fin de la pétition des vingt-quatre (parmi lesquels certains des plus grands noms de la littérature soviétique : Vassili Axionov, Pavel Antokolski, Boris Balter, Vladimir Voïnovitch, Benjamin Kaverine, Iouri Kazakov, Novella Matveïeva, Konstantin Paoustovski...) :

*« Devons-nous, après avoir connu cinquante années de pouvoir soviétique, assister à la résurrection des méthodes hypocrites du passé ? Nous exigeons la révision du procès Guinzbourg dans le cadre de débats pleinement publics et d'un examen impartial de l'affaire absolument conforme à la légalité soviétique.*

*« Nous l'exigeons dans l'intérêt de la vérité et de la légalité, dans l'intérêt de la réputation de l'Etat soviétique et au nom de la justice et de l'humanité. »*

Voici la fin de la pétition des soixante-dix-huit :

*« Nous exigeons la révision du procès Guinzbourg-Galanskov-Dobrovolski et Lachkova par un autre tribunal agissant en conformité avec toutes les normes de la procédure légale et dans le cadre d'une publicité absolue des débats.*

*« Nous exigeons aussi que des comptes soient demandés aux fonctionnaires coupables de violations grossières de la légalité. »*

Voici la fin de la pétition des quarante-six savants de Novossibirsk :

*« C'est pourquoi nous réclamons avec insistance l'abrogation du verdict prononcé contre Guinzbourg-Galanskov-Dobrovolski et Lachkova, et nous exigeons la révision de cette affaire, dans le cadre d'un procès absolument public, où seraient scrupuleusement observées toutes les règles du droit, avec publication obligatoire des documents dans la presse.*

*« Nous exigeons aussi la traduction devant les tribunaux des individus coupables d'avoir violé la publicité des débats et les normes légales de la jurisprudence. »*

Enfin, les dernières lignes de la pétition des cent soixante-dix :

*« Nous réclamons la révision du procès Galanskov-Guinzbourg-Dobrovolski-Lachkova au cours d'un jugement public dont le déroulement répondrait aux normes de la légalité et en présence de représentants de l'opinion publique choisis parmi les signataires de cette lettre. Nous réclamons que des sanctions soient prises contre les responsables de l'organisation de ce procès, qui ont jeté le discrédit sur la justice soviétique. »*

Bref, la provocation a échoué...

L'un des éléments essentiels du combat engagé, et qui lui donne à la fois son ampleur et sa vigueur, c'est la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, dont les échos sont très profonds en Union soviétique : dès avril 1968, le *Rude Pravo*, l'organe du P.C. tchèque, ne peut plus, en fait, pénétrer en U.R.S.S., et les numéros se trafiquent au marché noir, à 20 F l'exemplaire en moyenne à la frontière. Le Samizdat diffuse de nombreux textes tchèques, à commencer par le manifeste des *Deux mille mots*. La « démocratisation » en Tchécoslovaquie paraît, en effet, fournir une



issue : enfin un peuple tout entier, à l'exception d'une poignée de bureaucrates, montre qu'il est possible de rompre la fausse alternative stalinisme-capitalisme à quoi la propagande stalinienne tente de ramener la lutte des classes à l'échelle mondiale. L'un des manifestants de la place Rouge, Vadim Delaunay, qui avait déjà participé à la manifestation de janvier 1967 et avait été condamné à un an de prison avec sursis lors du procès Boukovski, expliquera, au moment du procès des manifestants de la place Rouge d'octobre 1968 : « *Mes opinions se sont constituées à l'étude des articles et des discours des communistes tchèques et à la suite des discussions avec des citoyens tchèques venus en Union soviétique après le plenum de janvier* » (1).

L'appel des cinq communistes (Pavlintchouk, Kosterine, Grigorenko, Iakhimovitch, Pissarev) exprimant leur soutien à la « *démocratisation* » en Tchécoslovaquie, la lettre de Martchenko, la lettre de Pavlintchouk, la démarche de Grigorenko et Iakhimovitch à l'ambassade tchèque marquèrent la solidarité politique qui unissait, dans la conscience des principaux représentants de l'opposition communiste, la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie et leur propre combat.

C'est pourquoi Pavel Litvinov, Larissa Daniel, V. Delaunay, Dremliouga, N. Gorbanevskaïa, V. Fainberg et C. Babitski décidèrent d'organiser le 25 août — au lendemain de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces armées du pacte de Varsovie — une manifestation de protestation sur la place Rouge, qui ne fut pas la seule, mais la plus retentissante et la plus significative des manifestations par lesquelles l'avant-garde communiste se dressa contre la politique de la bureaucratie. Il n'y faut pas voir un geste de désespoir, mais au contraire un geste politique de *confiance*, confiance que n'a fait que confirmer la suite.

La vague des répressions n'a pas cessé de se gonfler depuis lors. Nous publions dans ce volume la liste qu'en ont établi les éditeurs de la *Chronique des événements*, liste qui reflète, à elle seule, l'ampleur de l'opposition communiste, dans toutes ses variantes. Rappelons-en seulement les moments essentiels : procès Litvinov-Daniel-Dremliouga-Delaunay-Babitski en octobre 1968, procès Belogorodskaïa, procès Omer Baïev, procès Bourmistrovitch, arrestation de Iakhimovitch, arrestation de V. Kouznetsov, arrestation de Grigorenko, parti à Tachkent, à l'appel de deux mille Tatares, déposer au « *procès des Tatares* », manifestation des Tatares de Crimée sur la place Rouge et leur arrestation... A quoi ont répondu deux manifestations politiques de l'opposition qui représentent une phase supérieure de son activité et de son organisation politiques :

la manifestation organisée le 14 novembre 1968 à l'occasion des funérailles d'Alexis Kosterine, la tête pensante, l'inspirateur de l'opposition, trait d'union entre ses diverses composantes et trait d'union avec le bolchevisme, manifestation qui, malgré toutes les mesures prises par la police, rassembla près de 400 personnes ;

---

(1) Voir *L'affaire Guinzbourg-Galanskov*, o. c. Les textes cités ci-dessous figurent dans le corps du présent volume.

la proclamation, le 20 mai 1969, d'un *Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques*, proclamation publique d'une organisation qui reprend, sous une forme coordonnée, l'objectif premier des opposants : *obtenir le respect des garanties démocratiques offertes par la Constitution de 1936* (liberté d'opinion, de presse, de réunion, de manifestation).

## ...à la proclamation publique d'une organisation

L'un des aspects essentiels de ce *Groupe d'initiative*, c'est qu'il n'est pas un groupe d'intellectuels révoltés par l'interdiction de publier tout écrit sortant des cadres de la propagande stalinienne. Le *Groupe d'initiative* lui-même rassemble huit savants, quatre écrivains, deux ouvriers, un ingénieur. Le *Groupe de soutien au Groupe d'initiative* comprend onze ingénieurs, six savants, cinq ouvriers, quatre écrivains, quatre employés, deux artistes, deux médecins, deux enseignants, un étudiant, un juriste, un retraité...

La proclamation de ce *Groupe d'initiative* a manifestement désorienté l'appareil. La résistance de l'opposition est en effet un *facteur de désagrégation de l'appareil*. Des secteurs entiers de l'appareil bureaucratique refusent de toute évidence de laisser s'enclencher le mécanisme de la terreur, qui ne saurait manquer de les frapper eux-mêmes. L'expérience de Staline est vivante au cœur des bureaucrates... Lorsque Roy Medvedev s'oppose à la réhabilitation de Staline — effectuée par des sous-fifres — et qu'il s'adresse au Comité central pour lui demander de châtier les coupables, il ne s'agit pas là d'un bon « truc » de polémique ; Medvedev s'adresse aux membres de l'appareil qui ne veulent pas accepter les risques monstrueux d'une nouvelle vague terroriste. D'autant que le prolétariat soviétique d'aujourd'hui n'est pas celui de 1930, composé aux trois quarts de hordes de paysans chassés de leurs campagnes, incultes, affamés et désespérés, c'est un prolétariat puissant, quoique inorganisé. Au sein de l'appareil stalinien existent toujours potentiellement ce que Trotsky appelait la « *fraction Reiss* » et la « *fraction Boutenko* » : Reiss, le dirigeant de la Guépéou qui rompit avec le stalinisme pour rejoindre les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale, et Boutenko, le bureaucrate passé au fascisme.

L'affrontement entre ces deux fractions, qui sera l'une des formes de l'affrontement entre les masses et la bureaucratie, est inévitable. Ses rythmes et sa profondeur sont liés à la fois à l'extension de la lutte des classes dans les pays capitalistes, et au développement de l'opposition communiste de l'U.R.S.S. comme composante d'un mouvement mondial.

Le développement de l'opposition communiste en U.R.S.S. dépend lui-même de son enracinement parmi les travailleurs, et

du développement de la lutte des classes dans le monde capitaliste, comme dans l'Europe de l'Est tout entière, s'exprimant par le développement des organisations politiques capables de donner à cette lutte sa dimension révolutionnaire, c'est-à-dire la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

L'opposition communiste a commencé à prendre conscience de ce second facteur : c'est pourquoi Pavel Litvinov et Larissa Daniel s'adressent en février 1968 à « *l'opinion publique mondiale* », c'est pourquoi les fondateurs du *Groupe d'initiative* s'adressent au *Comité des droits de l'homme de l'O.N.U.* L'opinion publique mondiale et l'O.N.U. ne doivent pas être pris au pied de la lettre, ils représentent, sous une forme détournée, prudente et vague, le lien avec la lutte des classes internationale et avec les organisations ouvrières internationales. Sur le premier point, le pas est encore à franchir, car les ouvriers qui ont participé et participent à l'opposition communiste (Martchenko, Dremlouga, Djemilev, etc.) ne constituent encore que l'ébauche d'une avant-garde prolétarienne, dont la constitution est aujourd'hui à l'ordre du jour.

# AVERTISSEMENT

Nous avons regroupé tous les documents que nous publions en chapitres dont l'enchaînement correspond à la logique du développement historique, et, par là même, en gros, à l'ordre chronologique.

Aux textes qui circulent illégalement à l'heure actuelle en U.R.S.S., nous en avons ajouté, pour faciliter la compréhension des développements, un petit nombre d'autres, qui ont paru légalement sur le territoire soviétique à la fin des années cinquante ou au début des années soixante — pour y être d'ailleurs ensuite mis au pilon et valoir à leurs auteurs, préalablement bâillonnés par la censure, de violentes attaques, ainsi que, dans le chapitre I, quatre textes parus hors d'U.R.S.S. antérieurement au XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S.

Les textes du Samizdat qui paraissent ici pour la première fois en français sont tous reproduits intégralement. Pour un certain nombre d'autres textes importants, qui viennent de paraître ou sont en cours de publication chez d'autres éditeurs, nous en avons reproduit des extraits, en indiquant chaque fois au lecteur où il pourra trouver le texte complet. Bien entendu, nous avons toujours indiqué qu'il s'agissait d'extraits, lorsque c'était le cas. Cela peut paraître aller de soi, mais il n'en est rien. Les auteurs qui s'expriment par le canal du Samizdat étant évidemment hors d'état de faire prévaloir leurs droits, il s'est créé l'habitude, chez les rédacteurs d'un certain nombre de journaux et de publications, de pratiquer dans ces textes, lorsqu'ils les publient, des coupures qui les rendent plus propres à leurs goûts ou opinions, en se gardant souvent de l'indiquer. Le lecteur curieux pourra ainsi, pour ne citer que cet exemple, comparer le texte de la lettre de Iakir dans laquelle l'historien soviétique, depuis fondateur du *Groupe d'initiative pour les droits civiques*, demande la mise en accusation posthume de Staline devant les tribunaux de son pays, dans la version intégrale que nous publions et dans le texte, présenté comme reproduisant l'original « *dans ses passages essentiels* », qu'a publié *Le Monde* en mai dernier sans même indiquer toutes les coupures.

Les seules lacunes graves que comporte ce livre sont relatives à des documents que ne nous sont pas, ou pas encore, parvenus.

Comme on pourra en juger par l'espèce de bibliographie du Samizdat que publie dans chacun de ses numéros le journal

clandestin dactylographié *Chronique des événements* et que nous reproduisons intégralement, certains de ces documents, d'après leur titre et la brève analyse qui figure dans ce bulletin, sont en effet très importants du point de vue de l'évolution de la pensée politique de la nouvelle opposition communiste. Il en doit être également de même de ce texte récent de 500 pages sur *L'évolution du bolchevisme* dont fait état le dernier numéro de *Possev*, organe des émigrés fascistes du N.T.S., directement renseigné par le K.G.B. (1), en déplorant que l'auteur se place du point de vue marxiste et analyse le stalinisme comme un processus de dégénérescence de l'Etat...

Nous publierons ces documents au fur et à mesure qu'ils nous parviendront, puisque aussi bien ce volume porte le titre *Samizdat I*, ce qui, dans notre esprit, signifie qu'il marque le début d'une série, si, comme tout porte à le croire, l'accueil du public ouvrier et intellectuel français à ce volume le rend possible.

Pour compléter le tableau que nous présentons, nous avons ajouté un certain nombre de documents de l'opposition polonaise et de l'opposition tchèque, ainsi que du mouvement d'étudiants et d'intellectuels qui est à l'origine des manifestations de juin 1969 à Belgrade. Il ne saurait évidemment ici s'agir que d'un choix.

Chaque chapitre est accompagné d'un texte de présentation, qui situe les documents qu'il contient dans le déroulement des événements, chaque document d'un court chapeau et d'un nombre assez grand de notes en bas de pages. Ces notes seront sans doute jugées surabondantes par certains de nos lecteurs qui ont suivi de près les développements des quinze dernières années en U.R.S.S., mais ce n'est certainement que le plus petit nombre, et nous avons cru rendre service aux autres, particulièrement aux lecteurs les plus jeunes, en supposant qu'ils en ignoraient presque tout.

Des astérisques (\*) renvoient d'autre part à un « *index des choses* » situé en fin de volume, où figurent, par ordre alphabétique, diverses institutions, sigles, articles de code, etc. Un « *index des noms propres* », comportant pour chacun de leurs possesseurs de brèves indications biographiques, un tableau chronologique des principaux événements auxquels il est fréquemment fait référence, enfin une liste des périodiques cités et une bibliographie comportant une présentation de chacun des textes du Samizdat déjà publiés en France par divers éditeurs complètent cette partie documentaire qui aidera, nous l'espérons, à la lecture du corps du livre.

Lorsque les textes comportent des titres (notamment pour ceux qui ont paru légalement en U.R.S.S.), nous les avons évidemment respectés. Pour les textes du Samizdat, ce n'est presque jamais le cas : les titres ont alors été ajoutés par nous.

Toutes les notes sont des éditeurs, sauf indication expresse du contraire.

(1) Nous revenons sur l'activité provocatrice du N.T.S. dans les notes finales de ce volume.



CHAPITRE I

LES MAILLONS  
DE LA CHAÎNE



L'opposition communiste d'aujourd'hui ne repart pas de zéro. Elle s'appuie sur une continuité historique dont elle a conscience d'être l'héritière, même si cette conscience n'est que partielle. C'est ce que veut signifier la référence constante qu'elle fait à Lénine, et qui est ainsi tout le contraire du rite creux et mensonger à quoi le stalinisme a voulu réduire « l'héritage de Lénine ».

Cette continuité ne s'est jamais démentie. Si ténu qu'il fût, le fil du bolchevisme n'a jamais été complètement rompu par la répression la plus féroce, et c'est pourquoi, comme le signale Martchenko dans son livre *Mon témoignage*, les déportés soviétiques donnent aujourd'hui tout naturellement à celui d'entre eux qui tient politiquement tête à l'administration le nom de « FILS DE TROTSKY ».

Les quatre textes que nous reproduisons ci-dessous ne visent qu'à donner un aperçu de cette continuité en replaçant la lutte et les textes des opposants communistes d'aujourd'hui dans leur cadre historique. Et ce cadre, ce sont les conditions internationales dans lesquelles l'Opposition de gauche a été défaite, conditions qui sont, aujourd'hui, complètement inversées ; ce cadre, c'est la rupture du dirigeant de la Guépéou Ignace Reiss avec le stalinisme, c'est la rupture du vieux bolchevik stalinien Raskolnikov avec Staline et la bureaucratie ; ce cadre, c'est la lutte des « léninistes » de l'Œuvre véritable de Lénine et des autres groupes clandestins dans les dernières années de la vie de Staline.

Les ruptures de Reiss et de Raskolnikov, à peu près contemporaines, sont exemplaires ; il s'y manifeste deux des courants qui ne peuvent manquer de se dégager dans la crise que vit aujourd'hui la bureaucratie stalinienne et qui sont et seront étroitement imbriqués l'un à l'autre : une aile révolutionnaire, trouvant, comme Reiss, la voie du trotskysme — c'est-à-dire saisissant que les problèmes de la lutte contre la bureaucratie en U.R.S.S. sont de dimension internationale — et une aile centriste, qui conçoit et concevra son combat comme national, donc comme susceptible d'être inséré dans la théorie du « socialisme dans un seul pays. » Or l'acceptation de la théorie du socialisme dans un seul pays débouche directement sur la coexistence pacifique, c'est-à-dire sur l'idée que peuvent vivre côte à côte, en vase clos, deux systèmes concurrentiels, le système socialiste et le système capitaliste, sans que les secousses ou les crises de l'un affectent l'autre, sans, par exemple, que le besoin vital de débouchés et de marchés dont

*souffre aujourd'hui l'impérialisme puisse peser lourdement sur le « camp socialiste » et le menacer dans son existence même. Cette théorie exprime tout naturellement les intérêts d'une bureaucratie nationale, dont la survie suppose le statu quo social dans l'ensemble des pays industrialisés. Elle ne pourrait que mener dans une impasse le combat des opposants communistes qui s'engagent sur cette voie s'ils y persistaient.*

*C'est la première raison pour laquelle la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale est un élément déterminant du combat des opposants communistes. Sans elle, c'est le combat de Raskolnikov qui recommencerait. Or, que peut proposer le vieux bolchevik stalinien Raskolnikov en rupture avec Staline ? Une longue dénonciation passionnée de Staline et de ses crimes, qui s'achève sur l'affirmation : « Tôt ou tard, le peuple soviétique vous traînera au banc des accusés comme traître au socialisme et à la révolution, comme le principal saboteur, le véritable ennemi du peuple, l'organisateur de la famine et des procès fabriqués. » Point final.*

*Ce procès, les travailleurs et les intellectuels soviétiques l'ont déjà fait. La bureaucratie elle-même, à travers Khrouchtchev, l'a partiellement fait, pour tenter de se donner du champ. Ce n'est donc là qu'un début... Comprendre pourquoi Staline a vaincu l'Opposition, c'est se préparer à comprendre pourquoi la dénonciation de sa politique ne peut avoir de sens que comme premier moment d'une remise en cause globale de la politique nationale et internationale de la bureaucratie, et donc de l'élaboration d'un programme national et international à lui opposer. Ce programme existe : c'est le Programme de transition de la IV<sup>e</sup> Internationale... Il ne s'agit pas là d'une affirmation rituelle : on le verra, les opposants communistes retrouvent d'eux-mêmes les éléments de ce programme, ce qui n'est pas encore, bien entendu, l'accepter dans la totalité politique qu'il exprime, cette totalité étant constituée par le programme et par l'organisation qui se fonde sur lui. En constituant un Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques qui, à travers le comité des droits de l'homme de l'O.N.U., s'adresse à l'« opinion publique internationale », c'est-à-dire aux travailleurs de tous les pays, une fraction de l'opposition marque qu'elle a compris que son combat était international. C'est renouer un fil supplémentaire de la continuité du bolchevisme, le fil décisif.*

LÉON TROTSKY

Le 12 novembre 1935

**POURQUOI STALINE A-T-IL VAINCU L'OPPOSITION ?**

*Les historiens bourgeois qui veulent expulser les classes sociales de la grande scène de l'histoire et les reléguer dans les coulisses disent : pourquoi Staline a-t-il vaincu Trotsky ? Et surtout, ils réduisent cette question — qui pourrait n'être qu'une mauvaise formulation — à une sorte de bilan comptable des qualités et des défauts tactiques dont firent preuve, de 1923 à 1927, Staline et Trotsky.*

*La réponse à cette question est d'une extrême importance. Elle n'a rien à voir avec une curiosité historique. Déterminer le pourquoi du triomphe de la bureaucratie en U.R.S.S., c'est déterminer les conditions qui rendent possible son renversement. Si la défaite de l'Opposition est bien le fruit du reflux de la révolution à l'échelle de l'Europe tout entière, il est clair qu'aujourd'hui la montée de la révolution en Europe de l'Est et de l'Ouest, amorcée depuis 1953, mais qui s'accélère depuis la grève générale de mai-juin 1968 et la chute de De Gaulle, ouvre aux opposants communistes en U.R.S.S. des perspectives très favorables.*

*L'article reproduit ci-dessous avait été rédigé par Trotsky à la demande de Fred Zeller, le secrétaire des Jeunesses Socialistes de la Seine, exclu au mois de juillet du parti socialiste de Léon Blum. La publication en fut retardée, et l'article parut finalement dans les n<sup>os</sup> 9 et 10 de La lutte ouvrière (22 août et 5 septembre 1936).*

Les questions posées dans la lettre du camarade Zeller présentent un intérêt non seulement historique, mais aussi d'actualité. Il n'est pas rare de les rencontrer, tant dans la littérature politique que dans les entretiens particuliers, sous les formes d'ailleurs les plus diverses, le plus souvent personnelles : « *Comment et pourquoi avez-vous perdu le pouvoir ?* », « *Comment Staline a-t-il pris en main l'appareil ?* », « *Qu'est-ce qui fait la force de Staline ?* » La question des lois internes de la révolution et de la



contre-révolution est posée partout et toujours sous un angle purement individuel, comme s'il s'agissait d'une partie d'échecs ou de quelque rencontre sportive et non de conflits et de modifications profondes de caractère social. De nombreux pseudo-marxistes ne se distinguent en rien à ce sujet des démocrates vulgaires, qui se servent, en face de grandioses mouvements populaires, des critères de couloirs parlementaires.

Quiconque connaît tant soi peu l'histoire sait que toute révolution a provoqué, après elle, une contre-révolution qui, certes, n'a jamais rejeté la société complètement en arrière, jusqu'à son point de départ, dans le domaine de l'économie, mais a toujours enlevé au peuple une part considérable, parfois la part du lion, de ses conquêtes politiques. Et la première victime de la vague réactionnaire est, en règle générale, cette couche de révolutionnaires qui s'est trouvée à la tête des masses dans la première période de la révolution, période offensive, « héroïque ». Cette observation historique générale doit déjà nous conduire à l'idée qu'il s'agit non pas simplement de l'adresse, de la ruse, ou de l'art de deux ou de plusieurs individus, mais de facteurs d'un ordre incomparablement plus profond.

Les marxistes, à la différence des fatalistes superficiels (du genre Léon Blum, Paul Faure, etc.), ne nient nullement le rôle de l'individu, de son initiative et de son audace dans la lutte sociale. Mais, à la différence des idéalistes, les marxistes savent que la conscience est déterminée, *en fin de compte*, par l'existence. Le rôle de la direction dans la révolution est énorme. Sans direction juste, le prolétariat ne peut vaincre. Mais même la meilleure direction n'est pas capable de provoquer la révolution, quand il n'y a pas pour elle de conditions objectives. Au nombre des plus grands mérites d'une direction prolétarienne, il faut compter la capacité de distinguer le moment où l'on peut attaquer et celui où il est nécessaire de reculer. Cette capacité constituait la principale force de Lénine (1) :

Le succès ou l'insuccès de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie a dépendu, bien entendu, à tel ou tel degré, des qualités de la direction des deux camps en lutte. Mais avant de parler de ces qualités, il faut comprendre clairement le caractère des camps en lutte eux-mêmes ; car le meilleur dirigeant de l'un des camps peut se trouver ne rien valoir pour l'autre camp, et réciproquement. La question si courante et si naïve : « *Pourquoi Trotsky n'a-t-il pas utilisé en son temps l'appareil militaire contre Staline ?* » témoigne le plus clairement du monde qu'on ne veut ou qu'on ne sait pas réfléchir aux causes historiques générales de la victoire de la bureaucratie soviétique sur l'avant-garde révolu-

(1) Les staliniens font exactement le contraire : au moment de la reprise économique et d'un équilibre politique relatif, ils proclamaient la « conquête de la rue », les « barricades », les « soviets partout » (troisième période) ; et maintenant, quand la France passe par une profonde crise sociale et politique, ils se jettent au cou des radicaux, c'est-à-dire d'un parti bourgeois absolument pourri. Il y a longtemps qu'on dit que ces messieurs ont l'habitude, aux noces, de chanter des chants funèbres et aux funérailles des hymnes d'hyménées.

tionnaire du prolétariat. Sur ces causes, j'ai écrit plus d'une fois, dans un certain nombre de travaux, à commencer par mon autobiographie. Je me propose d'en résumer en ces quelques lignes les conclusions essentielles.

Ce n'est pas la bureaucratie actuelle qui a assuré la victoire de la révolution d'Octobre, mais les masses ouvrières et paysannes sous la direction bolchevique. La bureaucratie ne s'est mise à croître qu'après la victoire définitive, grossissant ses rangs, non seulement d'ouvriers révolutionnaires, mais aussi de représentants d'autres classes (anciens fonctionnaires tsaristes, officiers, intellectuels bourgeois, etc.). Si l'on prend la vieille génération de la bureaucratie actuelle, sa majorité écrasante se trouvait, au moment de la révolution d'Octobre, dans le camp de la bourgeoisie (prendre, par exemple, ne fût-ce que les ambassadeurs soviétiques : Potemkine, Maisky, Troianovski, Souritz, Khintchouk, etc.). Ceux des bureaucrates actuels qui, pendant les journées d'Octobre, se trouvaient dans le camp des bolcheviks n'ont pas joué, dans leur grande majorité, un rôle tant soit peu important ni dans la préparation, ni dans la conduite de la révolution, ni dans les premières années qui la suivirent. Cela concerne avant tout Staline lui-même. Quant aux jeunes bureaucrates, ils sont choisis et éduqués par les anciens, le plus souvent parmi leurs propres fils. Et c'est Staline qui est devenu le « chef » de cette nouvelle caste qui a grandi après la révolution.

L'histoire du mouvement syndical dans tous les pays est non seulement l'histoire des grèves et, en général, des mouvements de masse, mais aussi l'histoire de la formation de la bureaucratie syndicale. On sait assez quelle énorme puissance conservatrice a pu acquérir cette bureaucratie, et avec quel sens infaillible elle choisit ses chefs « géniaux » et les forme selon ses nécessités : Gompers, Green, Legien, Leipart, Jouhaux, Citrine, etc. Si Jouhaux a réussi jusqu'à maintenant à maintenir ses positions contre les attaques de la gauche, ce n'est pas parce qu'il est un grand stratège (quoique, sans doute, il soit supérieur à ses collègues bureaucrates ; ce n'est pas pour rien qu'il occupe parmi eux la première place), mais parce qu'il n'est pas un jour, pas une heure où tout son appareil ne lutte obstinément pour son existence, ne choisisse collectivement les meilleures méthodes de lutte, ne pense pour Jouhaux et ne lui inspire les décisions nécessaires. Mais cela ne signifie nullement que Jouhaux soit invincible. Lors d'un changement brusque de la situation — vers la révolution ou vers le fascisme — tout l'appareil syndical perdra d'un coup sa confiance en soi, ses habiles manœuvres se révéleront impuissantes, et Jouhaux lui-même produira une impression, non pas remarquable, mais misérable. Rappelons seulement quelles nullités méprisables se sont révélés être les puissants et orgueilleux chefs des syndicats allemands, aussi bien en 1918, quand, contre leur gré, éclata la révolution, qu'en 1932, quand apparut Hitler.

Ces exemples font voir les sources de la force et de la faiblesse de la bureaucratie. Elle sort du mouvement des masses dans la première période de la lutte, la période héroïque. Mais, s'étant

élevée au-dessus des masses et ayant résolu ensuite sa propre « *question sociale* » (existence assurée, influence, respect, etc.), la bureaucratie tend toujours plus à maintenir les masses dans l'immobilité. Pourquoi risquer ? Elle a quelque chose à perdre. L'épanouissement suprême de l'influence et de la félicité de la bureaucratie réformiste s'est produite à l'époque du progrès capitaliste et de la passivité relative des masses travailleuses. Mais, quand cette passivité est rompue, à droite ou à gauche, la magnificence de la bureaucratie prend fin. Son intelligence et son habileté se transforment en stupidité et en impuissance. La nature des « *chefs* » correspond à la nature de la classe (ou de la caste) qu'ils conduisent, et à la situation objective par laquelle passe cette classe (ou caste).

La bureaucratie soviétique est immensément plus puissante que la bureaucratie réformiste de tous les pays capitalistes pris ensemble, car elle a en main le pouvoir d'État et tous les avantages et privilèges qui y sont liés. Certes, la bureaucratie soviétique a grandi sur le terrain de la révolution prolétarienne victorieuse. Mais ce serait la plus grande naïveté d'idéaliser, pour cette raison, la bureaucratie elle-même. Dans un pays pauvre — et l'U.R.S.S. est actuellement encore un pays très pauvre, où une chambre individuelle, une nourriture et des vêtements suffisants ne sont encore à la portée que d'une infime minorité de la population — dans un tel pays, des millions de bureaucrates, grands et petits, s'efforcent avant tout de résoudre leur propre « *question sociale* », c'est-à-dire d'assurer leur propre bonheur. D'où le très grand égoïsme et le très grand conservatisme de la bureaucratie, son effroi devant le mécontentement des masses, sa haine de la critique, sa persévérance enragée à étouffer toute pensée libre, enfin son agenouillement hypocrite et religieux devant le « *chef* » qui incarne et défend sa domination illimitée et ses privilèges. Tout cela ensemble constitue précisément le contenu de la lutte contre le « *trotskysme* ».

Absolument indiscutable et d'une grande importance est le fait que la bureaucratie soviétique est devenue d'autant plus puissante que des coups plus durs se sont abattus sur la classe ouvrière mondiale. Les défaites des mouvements révolutionnaires en Europe et en Asie ont peu à peu miné la confiance des ouvriers soviétiques dans leur allié international. À l'intérieur du pays régnait toujours une misère aiguë. Les représentants les plus hardis et les plus dévoués à la classe ouvrière, soit avaient péri dans la guerre civile, soit s'étaient élevés de quelques degrés plus haut, et, dans leur majorité, avaient été assimilés dans les rangs de la bureaucratie, ayant perdu l'esprit révolutionnaire. Lassée par les terribles efforts des années révolutionnaires, privée de perspective, empoisonnée d'amertume par une série de déceptions, la grande masse est tombée dans la passivité. Une réaction de ce genre s'est observée, comme nous l'avons déjà dit, après chaque révolution. L'immense avantage historique de la révolution d'Octobre, en tant que révolution *prolétarienne*, est que la lassitude et la désillusion des masses ont profité non pas à l'ennemi de classe, bourgeoisie ou aristocratie, mais à la couche supérieure de la classe ouvrière

elle-même et aux groupes intermédiaires liés à elle qui sont entrés dans la bureaucratie soviétique.

Les véritables révolutionnaires prolétariens en U.R.S.S. ont puisé leur force non pas tant dans l'appareil que dans l'activité des masses révolutionnaires. En particulier, l'Armée rouge fut créée non pas par « *les hommes de l'appareil* » (dans les années les plus critiques, l'appareil était encore faible), mais par les cadres d'ouvriers héroïques qui, sous la direction des bolcheviks, ont rassemblé autour d'eux les jeunes paysans et les ont menés au combat. Le déclin du mouvement révolutionnaire, la lassitude, les défaites en Europe et en Asie, la déception dans les masses ouvrières devaient inévitablement affaiblir les positions des internationalistes révolutionnaires et, au contraire, renforcer les positions de la bureaucratie nationale et conservatrice. Un nouveau chapitre s'ouvre dans la révolution. Les chefs de la période précédente passent dans l'opposition. Au contraire, les politiciens conservateurs de l'appareil, qui avaient joué, dans la révolution, un rôle de second ordre, apparaissent au premier plan avec la bureaucratie triomphante.

Quant à l'appareil militaire, c'était une fraction de tout l'appareil bureaucratique qui, par ses qualités, ne se distinguait pas de lui. Il suffit de dire que, pendant les années de la guerre civile, l'Armée rouge absorba des dizaines de milliers d'anciens officiers tsaristes. Le 13 mars 1919, Lénine disait dans un meeting à Petrograd : « *Quand récemment Trotsky m'a informé que chez nous, dans le domaine militaire, le nombre des officiers est de plusieurs dizaines de milliers, j'ai eu alors une représentation concrète de ce que renferme le secret de l'utilisation de notre ennemi : comment faire édifier le communisme par ceux qui ont été ses adversaires, édifier le communisme avec des briques qui ont été rassemblées par les capitalistes contre nous ! Et nous n'avons pas d'autres briques !* » (Lénine, *Œuvres complètes*, tome XXIV, édition russe de 1932, c.r. sténographique, p. 65.) Ces cadres d'officiers et de fonctionnaires remplirent dans les premières années leur travail sous la pression et la surveillance directe des ouvriers avancés. Dans le feu de la lutte cruelle, il ne pouvait même pas être question d'une situation privilégiée pour les officiers : le mot même était rayé du vocabulaire. Mais après les victoires remportées et le passage à la situation de paix, ce fut précisément l'appareil militaire qui s'efforça de devenir la fraction la plus importante et la plus privilégiée de tout l'appareil bureaucratique. S'appuyer sur les officiers pour prendre le pouvoir n'aurait pu être le fait que de celui qui était prêt à aller au-devant des appétits de caste des officiers, c'est-à-dire à leur assurer une situation supérieure, à leur donner des grades et des décorations, en un mot à faire d'un seul coup ce que la bureaucratie stalinienne a fait progressivement au cours des dix ou douze années suivantes. Il n'y a aucun doute qu'accomplir un coup d'État militaire contre la fraction Zinoviev-Kamenev-Staline, etc., aurait pu se faire alors sans aucune peine et n'aurait même pas coûté d'effusion de sang ; mais le résultat d'un tel coup d'État aurait été une accélération

des rythmes de cette même bureaucratisation et bonapartisation, contre lesquelles l'Opposition de gauche entraînait en lutte.

La tâche des bolcheviks-léninistes, par son essence même, consistait non pas à s'appuyer sur la bureaucratie militaire contre celle du Parti, mais à s'appuyer sur l'avant-garde prolétarienne et, par son intermédiaire, sur les masses populaires, et à maîtriser la bureaucratie dans son ensemble, à épurer des éléments étrangers, à assurer sur elle le contrôle vigilant des travailleurs et à replacer sa politique sur les rails de l'internationalisme révolutionnaire. Mais comme dans les années de guerre civile, de famine et d'épidémies, la source vivante de la force révolutionnaire des masses s'était tarie et que la bureaucratie avait terriblement grandi en nombre et en insolence, les révolutionnaires prolétariens se trouvèrent être la partie la plus faible. Sous le drapeau des bolcheviks-léninistes se rassemblèrent, certes, des dizaines de milliers des meilleurs combattants révolutionnaires, y compris les militaires. Les ouvriers avancés avaient pour l'Opposition de la sympathie. Mais cette sympathie resta passive : les masses ne croyaient plus que, par la lutte, elles pourraient modifier la situation. Cependant, la bureaucratie affirmait : *« L'Opposition veut la révolution internationale et s'apprête à nous entraîner dans une guerre révolutionnaire. Nous avons assez de secousses et de misères. Nous avons mérité le droit de nous reposer. Il ne nous faut plus de "révolutions permanentes". Nous allons créer pour nous une société socialiste. Ouvriers et paysans, remettez-vous-en à nous, à vos chefs ! »* Cette agitation nationale et conservatrice s'accompagna, pour le dire en passant, de calomnies enragées, parfois absolument réactionnaires, contre les internationalistes, rassembla étroitement la bureaucratie, tant militaire que d'Etat, et trouva un écho indiscutable dans les masses ouvrières et paysannes lassées et arriérées. Ainsi, l'avant-garde bolchevique se trouva isolée et écrasée par morceaux. C'est en cela que réside tout le secret de la victoire de la bureaucratie thermidorienne.

Les bavardages sur des qualités tactiques ou organisationnelles extraordinaires de Staline représentent un mythe, créé consciemment par la bureaucratie de l'U.R.S.S. et de l'Internationale communiste, et repris par les intellectuels bourgeois de gauche qui, malgré leur individualisme, s'inclinent volontiers devant le succès. Ces messieurs n'ont ni connu ni reconnu Lénine quand, traqué par la canaille internationale, il préparait la révolution. Ils ont, en revanche, *« reconnu »* Staline quand cette reconnaissance ne leur procure plus que de la satisfaction, et parfois aussi des avantages directs.

L'initiative de la lutte contre l'Opposition de gauche appartient en propre non pas à Staline, mais à Zinoviev. Staline au début hésitait et attendait. Il serait erroné de penser que Staline, dès le début, avait quelque plan stratégique. Il tâta le terrain. Il est indubitable que la tutelle marxiste révolutionnaire lui pesait. Il recherchait en fait une politique plus simple, plus nationale, plus *« sûre »*. Le succès qui s'est abattu sur lui était inattendu, en particulier pour lui-même. Ce fut le succès de la nouvelle couche



dirigeante, de l'aristocratie révolutionnaire qui s'efforçait de se libérer du contrôle des masses et qui avait besoin d'un arbitre fort et sûr dans ses affaires intérieures. Staline, figurant de second ordre de la révolution prolétarienne, apparut comme le chef incontesté de la bureaucratie thermidorienne, comme le premier dans ses rangs — rien de plus.

L'écrivain italien fasciste ou semi-fasciste Malaparte a publié un livre, *Technique du coup d'Etat*, dans lequel il développe l'idée que la « tactique révolutionnaire de Trotsky », en opposition à la stratégie de Lénine, peut assurer la victoire dans n'importe quel pays donné et n'importe quelles conditions données. Il est difficile d'imaginer théorie plus absurde ! Cependant, les sages qui nous accusent à retardement d'avoir, par indécision, perdu le pouvoir, considèrent au fond les choses du point de vue de Malaparte : ils pensent qu'il existe certains « secrets » techniques particuliers à l'aide desquels on peut conquérir ou conserver le pouvoir révolutionnaire, indépendamment de l'action des grands facteurs objectifs : victoires ou défaites de la révolution en Occident et en Orient, montée ou déclin du mouvement des masses dans le pays, etc. Le pouvoir n'est pas un prix qu'obtient le plus « adroit ». Le pouvoir est une relation entre des individus, en fin de compte entre les classes. La direction gouvernementale est, comme nous l'avons déjà dit, un important levier du succès. Mais cela ne signifie nullement que la direction puisse assurer la victoire dans toutes les conditions. Ce qui décide, en fin de compte, ce sont la lutte des classes et les modifications qui se produisent à l'intérieur des masses en lutte.

A la question de savoir comment se serait développée la lutte si Lénine était resté en vie, il est certes impossible de répondre avec une précision mathématique. Que Lénine ait été l'adversaire implacable de la bureaucratie conservatrice avide et de la politique de Staline, qui lia toujours son sort au sien, cela ressort, de façon indiscutable, de toute une série de lettres, d'articles et de propositions de Lénine dans la dernière période de sa vie, en particulier de son « Testament », dans lequel il recommandait d'écarter Staline de son poste de secrétaire général du Parti, enfin de sa dernière lettre dans laquelle il rompait avec Staline « tous rapports personnels et de camarade » (2). Dans la période qui s'écoula entre les deux attaques de sa maladie, Lénine me proposa de créer avec lui une fraction pour lutter contre la bureaucratie et son état-major général, le Bureau d'organisation du Comité central, où commandait Staline. Pour le XII<sup>e</sup> congrès du Parti, Lénine, selon sa propre expression, préparait une « bombe » contre Staline. Le récit de tout cela est fait — sur la base de documents

(2) Le *Testament de Lénine*, nom donné à l'ensemble des textes rédigés par Lénine en décembre 1922 - janvier 1923 et dirigés contre la politique et l'attitude de Staline. Le *Journal des secrétaires de Lénine*, publié en 1963, éclaire mieux encore l'affirmation de Trotsky. On trouvera les passages essentiels du *Testament* et du *Journal des secrétaires de Lénine* dans J.-J. Marie. *Les Paroles qui ébranlèrent le monde* (Le Seuil, éditeur), pp. 283-299.

précis et indiscutables — dans mon autobiographie, et dans un article particulier, *Le testament de Lénine*. Les mesures préparatoires de Lénine montrent qu'il pensait que la lutte imminente serait très difficile ; non pas, sans doute qu'il craignît Staline *personnellement*, comme adversaire (il serait ridicule de parler de cela), mais parce que, dans le dos de Staline, il distinguait clairement le tissu des intérêts communs de la puissante caste de la bureaucratie dirigeante. Encore, pendant la vie de Lénine, Staline mena-t-il contre lui un travail de sape, en répandant prudemment, par l'entremise de ses agents, le bruit que Lénine était un invalide intellectuel, ne se retrouvant pas dans une situation, etc., en un mot, mettant en circulation cette même légende qui est devenue maintenant la version non officielle de l'Internationale communiste pour expliquer l'acerbé hostilité entre Lénine et Staline dans la dernière année et demie de la vie de Lénine. En fait, tous les articles et lettres que Lénine dicta, déjà malade, représentent peut-être les produits les plus mûrs de sa pensée. La perspicacité de cet « *invalide* » serait plus que suffisante pour une douzaine de Staline.

On peut dire avec certitude que, si Lénine avait vécu plus longtemps, la pression de la toute-puissance bureaucratique se serait accomplie — au moins dans les premières années — plus lentement. Mais, dès 1926, Kroupskaïa (Kroupskaïa était la femme de Lénine) disait au milieu d'oppositionnels de gauche : « *Si Lénine était encore vivant, il serait certainement déjà en prison.* » Les craintes et les prévisions alarmantes de Lénine étaient encore fraîches dans sa mémoire et elle ne se faisait nullement d'illusion sur la toute-puissance personnelle de Lénine, comprenant, selon ses propres paroles, la dépendance du meilleur timonier à l'égard des vents et des courants favorables ou contraires.

Cela signifie-t-il que la victoire de Staline était inévitable ? Cela signifie-t-il que la lutte de l'Opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) était sans espoir ? C'est poser la question de façon abstraite, schématique, fataliste. Le développement de la lutte a montré, sans aucun doute, que remporter une pleine victoire en U.R.S.S., c'est-à-dire conquérir le pouvoir et cautériser l'ulcère du bureaucratisme, les bolcheviks-léninistes n'ont pu et ne pourront le faire *sans soutien de la part de la révolution mondiale*. Mais cela ne signifie nullement que leur lutte soit restée sans conséquences. Sans la critique hardie de l'Opposition et sans l'effroi de la bureaucratie devant l'Opposition, le cours de Staline-Boukharine vers le koulak aurait inévitablement abouti à la renaissance du capitalisme. Sous le fouet de l'Opposition, la bureaucratie s'est trouvée contrainte de faire d'importants emprunts à notre plateforme. Les léninistes n'ont pu sauver le régime soviétique des processus de dégénérescence et des difformités du pouvoir personnel. Mais ils l'ont sauvé de l'effondrement complet, en barrant la route à la restauration capitaliste. Les réformes progressives de la bureaucratie ont été les produits accessoires de la lutte révolutionnaire de l'Opposition. C'est pour nous trop insuffisant. Mais c'est quelque chose.

Sur l'arène du mouvement ouvrier mondial, dont la bureaucratie soviétique ne dépend qu'indirectement, la situation est infiniment plus défavorable encore qu'en U.R.S.S. Par l'intermédiaire de l'Internationale communiste, le stalinisme est devenu le pire frein de la révolution mondiale. Sans Staline, il n'y aurait pas eu Hitler (3). Actuellement, en France, le stalinisme, par la politique de prostration qui a pour nom le Front populaire, prépare une nouvelle défaite du prolétariat. Mais, là non plus, la lutte de l'Opposition de gauche n'est pas restée stérile. Dans le monde entier grandissent et se multiplient des cadres de véritables révolutionnaires prolétariens, de vrais bolcheviks, qui rejoignent non pas la bureaucratie afin d'utiliser son autorité et sa caisse, mais le programme de Lénine et le drapeau de la révolution d'Octobre. Sous les persécutions vraiment monstrueuses, encore sans précédent dans l'histoire, des forces réunies de l'impérialisme, du réformisme et du stalinisme, les bolcheviks-léninistes grandissent, se renforcent et conquièrent de plus en plus la confiance des ouvriers avancés. Un symptôme infaillible de la crise qui se produit est, par exemple, la magnifique évolution de la Jeunesse socialiste de la Seine. La révolution mondiale marchera sous le drapeau de la Quatrième Internationale. Ses premiers succès ne laisseront pas pierre sur pierre de la toute-puissance de la clique stalinienne, de ses légendes, de ses calomnies et de ses réputations surfaites. La république soviétique, tout comme l'avant-garde prolétarienne, s'affranchira définitivement de la pieuvre du bureaucratisme. L'effondrement historique du stalinisme est fatal, et il sera le châtement mérité pour ses crimes sans nombre contre la classe ouvrière mondiale. Nous ne voulons pas et nous n'attendons pas d'autre vengeance !

L. TROTSKY.

---

(3) La politique de Staline, interdisant au P.C. allemand, en 1931-1932, de lutter pour la réalisation du front unique ouvrier avec les sociaux-démocrates contre les nazis, sous le prétexte que les sociaux-démocrates étaient des « sociaux-fascistes », contribua directement à la victoire d'Hitler. Voir à ce sujet p. 89, n. 7, et p. 90, n. 8. La nouvelle opposition communiste, comme on le verra, condamne de plus en plus souvent Staline sur ce point aussi.

IGNACE REISS

Le 17 juillet 1937

## LETTRE AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

*Militant communiste polonais, Ignace Poretzky, dit Ludwig, connu sous le nom d'Ignace Reiss, décida, dès le début des années vingt, de servir la cause de la révolution en travaillant dans les services de renseignements. Décoré de l'ordre du Drapeau rouge en 1928 pour ses services éminents, il se détacha peu à peu du régime stalinien. En 1937, il décida de rompre publiquement et, le 17 juillet, il adressa une lettre au comité central du P.C.U.S. exprimant sa décision de rompre avec Staline et de rejoindre les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale pour continuer le combat du léninisme. Le 4 septembre, les tueurs de la Guépéou l'attiraient dans un traquenard et l'abattaient à coups de revolver. Cet assassinat devait entraîner la rupture d'un autre dirigeant de la Guépéou, Walter Krivitsky, qui, lui, rejoignit bientôt le camp de la démocratie bourgeoise. La lettre de Reiss n'exprime pas le point de vue d'un individu révolté par l'assassinat massif des vieux bolcheviks, elle reflète, à son plus haut degré de conscience, l'opinion plus ou moins latente de toute une fraction même de l'appareil du Parti, la « fraction Reiss », comme l'appelait Trotsky. C'est l'une des raisons pour lesquelles, à la veille de la guerre, Staline devait faire assassiner Trotsky.*

La lettre que je vous écris aujourd'hui, j'aurais dû vous l'écrire depuis longtemps déjà, le jour où les « Seize » furent masacrés dans les caves de la Loubianka sur l'ordre du « père des peuples » (1).

(1) Les « Seize » sont les condamnés du premier procès de Moscou, en août 1936, dont Zinoviev, Kamenev, Smirnov. Le « père des peuples » était l'une des expressions consacrées à Staline par la presse stalinienne, la Loubianka l'une des prisons de la Guépéou à Moscou.

Je me suis tu alors. Je n'ai pas élevé la voix non plus pour protester lors des assassinats qui ont suivi, et ce silence fait peser sur moi une lourde responsabilité. Ma faute est grande, mais je m'efforcerai de la réparer, et de la réparer vite afin d'alléger ma conscience.

Jusqu'alors j'ai marché avec vous. Je ne ferai pas un pas de plus à vos côtés. Nos chemins divergent ! Celui qui se tait aujourd'hui devient le complice de Staline et trahit la cause de la classe ouvrière et du socialisme !

Je me bats pour le socialisme depuis l'âge de vingt ans. Sur le seuil de la quarantaine, je ne veux pas désormais vivre des faveurs d'un Iejov (2).

J'ai derrière moi seize années de travail clandestin. C'est quelque chose, mais il me reste assez de forces pour tout recommencer. Car il s'agit bien de « *tout recommencer* », de sauver le socialisme. La lutte s'est engagée il y a longtemps déjà (3). Je veux y prendre ma place.

Le tapage organisé autour des aviateurs qui survolent le pôle vise à étouffer les cris et les gémissements des victimes torturées à la Loubianka, à la Svobodnaia, à Minsk, à Kiev, à Leningrad, à Tiflis (4). Ces efforts sont vains. La parole de la vérité est plus forte que le vacarme des moteurs les plus puissants.

Les recordmen de l'aviation, il est vrai, toucheront les cœurs des ladies américaines et de la jeunesse des deux continents intoxiquée par le sport plus facilement que nous n'arriverons à conquérir l'opinion internationale et à émouvoir la conscience du monde ! Que l'on ne s'y trompe pourtant pas : la vérité se fraiera son chemin, le jour de la vérité est plus proche, bien plus proche que ne le pensent les seigneurs du Kremlin. Le jour est proche où le socialisme international jugera les crimes commis au cours des dix dernières années. Rien ne sera oublié, rien ne sera pardonné. L'histoire est sévère ; le « *chef génial* », le « *père des peuples* », le « *soleil du socialisme* » (5) rendra compte de ses actes : la défaite de la révolution chinoise (6), le plébiscite rouge (7), l'écrasement du prolétariat allemand, le social-fas-

(2) Obscur bureaucrate jusque-là, Nicolas Iejov venait, par la faveur de Staline, d'être nommé en septembre 1936 à la tête des services secrets et de la police politique. C'est lui qui allait diriger la grande purge appelée par les Russes « *Iejovchina* », celle de l'année 1937.

(3) Reiss fait ici allusion au combat mené par Trotsky avec l'Opposition internationale.

(4) Du 12 au 14 juillet 1937, l'équipage soviétique Gromov, Daniline et Ioumatchev avait réalisé la liaison aérienne Moscou - Los Angeles par le pôle Nord. La presse stalinienne et la presse bourgeoise accordaient évidemment plus de place à cet exploit qu'aux informations sur la répression déclenchée en U.R.S.S. et en Espagne républicaine contre les révolutionnaires.

(5) Autres épithètes couramment utilisées pour Staline dans la presse stalinienne.

(6) Staline, en 1926-1927, avait obstinément défendu contre l'opposition de gauche la nécessité d'une alliance étroite avec Tchang Kai-chek, qui devait, en définitive, massacrer les communistes chinois et étrangler la deuxième révolution chinoise.

(7) Au mois d'avril 1931, à l'occasion d'un référendum qui avait lieu dans le Land de Prusse, le parti communiste allemand avait appelé à voter avec les



cisme (8) et le Front populaire, les confidences de Mr Howard (9), le flirt attendri avec Laval (10) — toutes choses plus géniales les unes que les autres !

Ce procès-là sera public, avec des témoins, une multitude de témoins, morts ou vivants : ils parleront tous une fois encore, mais cette fois pour dire la vérité, toute la vérité. Ils comparaitront tous, ces innocents massacrés et calomniés, et le mouvement ouvrier international les réhabilitera tous, ces Kamenev et Mratchkovski, ces Smirnov et ces Mouralov, ces Drobnis et ces Serebriakov, ces Mdivani et ces Okoudjava, ces Racovski et ces André Nin (11), tous ces « espions » et ces « provocateurs », tous ces « agents de la Gestapo » et ces « saboteurs » !

Pour que l'Union soviétique et le mouvement ouvrier international tout entier ne succombent pas définitivement sous les coups de la contre-révolution ouverte et du fascisme, le mouvement ouvrier doit se débarrasser de ses Staline et du stalinisme. Ce mélange du pire des opportunismes — un opportunisme sans principes — de sang et de mensonges menace d'empoisonner le monde entier et d'anéantir les restes du mouvement ouvrier.

Lutte sans merci contre le stalinisme !

Non au Front populaire, oui à la lutte des classes ! Non aux comités, oui à l'intervention du prolétariat pour sauver la révolution espagnole : telles sont les tâches à l'ordre du jour !

A bas le mensonge du « *socialisme dans un seul pays* » ! Retour à l'internationalisme de Lénine !

Ni la II<sup>e</sup> ni la III<sup>e</sup> Internationale ne sont capables d'accomplir cette mission historique : désagrégées et corrompues, elles ne peuvent qu'empêcher la classe ouvrière de combattre ; elles ne servent que d'auxiliaires aux forces de police de la bourgeoisie. Ironie de l'histoire : jadis, la bourgeoisie puisait dans ses rangs les Cava-

nazis contre les socialistes. Il avait baptisé « *plébiscite rouge* » cette opération qui marqua une étape importante dans la marche d'Hitler au pouvoir. Trotsky et l'Opposition de gauche avaient dénoncé le caractère contre-révolutionnaire de cette politique inspirée par Staline.

(8) Toujours sur les directives de Staline, le parti communiste allemand s'était refusé au front unique avec les sociaux-démocrates qu'il traitait de « *sociaux-fascistes* » et considérait comme le danger numéro un, plus grave que le danger nazi.

(9) Déclarations rassurantes faites à un magnat de la presse américaine sur la détermination de l'U.R.S.S. de ne pas « *exporter la révolution* »...

(10) Déclaration au lendemain du pacte franco-soviétique, suivant laquelle Staline « *comprenait et approuvait* » la politique de « *défense nationale* » du gouvernement de droite présidé par Pierre Laval : elle fut le signal de l'abandon par le P.C. de tous ses mots d'ordre et de toute action antimilitaristes, de son ralliement à l'union sacrée...

(11) André Nin, dirigeant du P.O.U.M. espagnol et ancien dirigeant du P.C. et de l'Opposition de gauche, fut enlevé et assassiné en 1937 en Espagne par des agents de la Guépéou. Les Russes mentionnés sont tous de vieux bolcheviks victimes des procès publics de Moscou ou de procès à huis clos, exécutés en U.R.S.S.

gnac (12) et les Galliffet (13), les Trepov et les Wrangel (14). Aujourd'hui, c'est sous la « glorieuse » direction des deux Internationales que les prolétaires remplissent eux-mêmes le rôle de bourreaux de leurs propres camarades. La bourgeoisie peut vaquer tranquillement à ses affaires : partout règnent « l'ordre et la tranquillité » ; il y a encore des Noske (15) et des Iejov, des Negrin et des Diaz (16). Staline est leur chef et Feuchtwanger (17) leur Homère !

Non, je n'en peux plus. Je reprends ma liberté. Je reviens à Lénine, à son enseignement et à son action.

J'entends consacrer mes modestes forces à la cause de Lénine : je veux combattre, car seule notre victoire — la victoire de la révolution prolétarienne — libérera l'humanité du capitalisme et l'Union soviétique du stalinisme !

En avant vers de nouveaux combats pour le socialisme et la révolution prolétarienne ! Pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale !

LUDWIG (Ignace Reiss).

P.-S. — En 1928, j'ai été décoré de l'ordre du Drapeau rouge, pour services rendus à la révolution prolétarienne. Je vous renvoie cette décoration ci-jointe. Il serait contraire à ma dignité de la porter en même temps que les bourreaux des meilleurs représentants de la classe ouvrière russe. (*Les Izvestia* ont publié au cours des deux dernières semaines des listes de nouveaux décorés dont les fonctions sont passées pudiquement sous silence : ce sont les exécuteurs des peines de mort.)

(12) Le général Cavaignac avait dirigé la répression contre l'insurrection ouvrière de juin 1848.

(13) Le général de Galliffet fut l'un des bourreaux de la Commune.

(14) Le général Trepov dirigea la répression contre les travailleurs lors de la révolution de 1905 ; le général Wrangel fut l'un des chefs des « Blancs » pendant la guerre civile russe.

(15) Le social-démocrate Noske, ministre de la guerre en décembre 1918, lança les corps francs contre les ouvriers et écrasa le prolétariat allemand.

(16) José Diaz était le secrétaire général du P.C. espagnol et Negrin, le chef socialiste du gouvernement républicain espagnol qui, en cette année 1937, laissait la Guépéou organiser en Espagne l'assassinat des révolutionnaires étrangers et espagnols.

(17) L'écrivain « de gauche » Lion Feuchtwanger, à la suite d'un séjour à Moscou, avait écrit un livre à la gloire de Staline où il justifiait les procès de Moscou.

### III

FIGDOR RASKOLNIKOV

Le 17 août 1939

## LETTRE OUVERTE A STALINE

*Vice-président du soviet de Cronstadt en 1917, puis commandant de la flotte de la Baltique, plénipotentiaire soviétique en Afghanistan, puis en Estonie, au Danemark et en Bulgarie, après avoir été quelque temps responsable de la section orientale de l'Internationale Communiste, Raskolnikov fut, de 1923 à 1938, un ferme soutien de Staline. En avril 1938, on le rappelle à Moscou, alors que ses livres de souvenirs sur Octobre viennent d'être interdits comme ouvrages d'un ennemi du peuple. Il s'enfuit en France, d'où, le 17 août 1939, quelques jours avant le pacte germano-soviétique, il adresse à Staline la Lettre ouverte ci-dessous reproduite et qui ne souleva pas le moindre écho. Raskolnikov meurt quelques semaines plus tard à Nice, de façon suspecte.*

*Sa lettre sera évoquée, des extraits en seront cités en décembre 1963 dans un article publié sur lui par la revue stalinienne soviétique Questions d'histoire du P.C.U.S. Elle traduit la révolusion devant le stalinisme de milliers de cadres bolcheviques qui crurent, en suivant Staline contre l'Opposition de gauche, défendre l'héritage de Lénine contre « l'aventure » et qui, de 1930 à la guerre, de Lominadze à Raskolnikov, tentèrent plus ou moins de rompre avec une terreur qui leur paraissait être une perversion du socialisme dans un seul pays, alors qu'elle n'en fut que la conséquence logique, le prix payé pour cette utopique absurdité, le prix payé pour que la bureaucratie, sous ce masque, se fraie le chemin du pouvoir sur le cadavre des bolcheviks de toutes tendances. C'est pourquoi aujourd'hui, les héritiers des bolcheviks de toutes tendances, y compris des staliniens, se dressent contre la bureaucratie, comme chefs de file de l'opposition.*

*Je dirai sur toi une vérité  
pire que tout mensonge.*

A. S. GRIBOÏÉDOV.

Staline, vous m'avez déclaré « hors la loi ». Vous me mettez par cet acte sur le même pied, en ce qui concerne les droits — ou plus exactement, l'absence de tout droit — que tous les citoyens soviétiques qui, sous votre domination, vivent hors la loi.

De mon côté, je vous rends la pareille : je vous renvoie ma carte d'entrée dans le royaume du « socialisme » édifié par vous et je romps avec votre régime.

Votre « socialisme », dans le triomphe duquel ses instaurateurs n'ont trouvé place que derrière les barreaux des prisons, est aussi éloigné du vrai socialisme que l'arbitraire de votre dictature personnelle l'est de la dictature du prolétariat.

Il ne vous servirait de rien que, arborant une décoration, le vénéré révolutionnaire populiste N. A. Morozov vienne vous confirmer que ce « socialisme »-là lui a valu de passer vingt années de sa vie sous les voûtes de la forteresse de Schlussembourg.

Le mécontentement de plus en plus violent des ouvriers, des paysans et des intellectuels exigeait impérieusement un revêtement politique pareil à celui que fit Lénine, en 1921, quand il introduisit la N.E.P. Sous la pression du peuple soviétique, vous avez « fait don » à celui-ci d'une Constitution démocratique (1). Le pays tout entier l'accueillit avec un sincère enthousiasme.

L'application loyale des principes démocratiques de la Constitution de 1936, incarnation de ce que voulait et espérait le peuple, eût marqué une nouvelle étape d'extension de la démocratie

Mais dans votre esprit, toute opération politique signifie men-

songe, fourberie. Vous faites de la politique sans morale, de l'autorité sans loyauté, du socialisme sans amour pour l'homme.

Staline, qu'avez-vous fait de la Constitution ?

Redoutant des élections libres comme « un saut dans l'inconnu » qui mettrait votre pouvoir personnel en péril, vous avez foulé aux pieds la Constitution, réduite en chiffon de papier, et transformé en pitoyable farce le vote pour un candidat unique, tandis que vous emplissiez les sessions du Soviet suprême d'hymnes et d'ovations en votre honneur. Entre deux sessions, vous supprimez discrètement les députés empêtrés dans leurs ruses de courtisans, vous moquant de leur immunité et leur rappelant que le maître de la terre soviétique, ce n'est pas le Soviet suprême, mais vous.

Vous avez tout fait pour discréditer la démocratie soviétique, comme vous avez discrédité le socialisme.

(1) En 1936, Staline fit promulguer une nouvelle constitution de l'U.R.S.S., à la rédaction de laquelle il avait fait participer Radek, Boukharine et d'autres futurs condamnés des procès de Moscou. L'un des objets de cette constitution était de couvrir par ses aspects démocratiques extérieurs (voir les notes à la fin du livre sur l'article 125 et tous les droits qu'il reconnaît) le massacre orchestré par les procès de Moscou.

Au lieu de vous conformer au tournant esquissé par la Constitution, vous étouffez par la violence et la terreur le mécontentement qui monte. Ayant remplacé peu à peu la dictature du prolétariat par votre dictature personnelle, vous avez ouvert une nouvelle étape qui, dans l'histoire, s'appellera « la terreur ».

Nul, dans l'Union soviétique, ne se sent en sécurité ou ne sait, en se couchant, s'il échappera à l'arrestation nocturne. Personne n'est épargné. Innocents ou coupables, héros d'Octobre ou ennemis de la révolution, vieux bolcheviks ou sans-parti (2), paysans kolkhoziens ou représentants plénipotentiaires, commissaires du peuple ou ouvriers, intellectuels ou maréchaux de l'Union soviétique, tous sont exposés dans une égale mesure aux coups de votre fouet et précipités dans une ronde diabolique et sanglante.

De même qu'en pleine éruption d'un volcan d'énormes blocs de lave s'effondrent avec fracas dans le cratère, des couches entières de la société soviétique roulent au fond de l'abîme.

Vous avez commencé la sanglante répression par les anciens trotskystes, les zinoviévistes, les boukhariniens et passé ensuite à l'extermination des vieux bolcheviks ; vous avez anéanti les cadres du Parti et des sans-parti qui, formés pendant la guerre civile, ont porté sur leurs épaules le poids des premiers plans quinquennaux, et vous avez organisé l'extermination des Jeunesses communistes.

Vous vous abritez derrière le slogan de la lutte contre « les espions trotskystes et boukhariniens ». Or ce n'est pas d'hier que le pouvoir est entre vos mains. Nul n'a pu « se hisser » aux postes de responsabilité sans que vous l'ayez nommé vous-même.

— Qui a installé les prétendus « ennemis du peuple » aux plus hauts postes de responsabilité de l'Etat, du Parti, de l'armée, de la diplomatie ?

— Joseph Staline.

— Qui a fait pénétrer les prétendus « saboteurs » dans tous les pores de l'appareil du Parti et des soviets ?

— Joseph Staline.

Relisez les anciens procès-verbaux du Bureau politique : ils fourmillent exclusivement de nominations et de mutations d'« espions », de « parasites » et de « saboteurs trotskystes et boukhariniens », et au bas de ces procès-verbaux s'étale fièrement : *J. Staline*. Sachant tout cela, vous vous faites passer pour un jocrisse que des monstres masqués de carnaval auraient mené par le bout du nez pendant des années.

Cherchez et attifez des « boucs émissaires », soufflez-vous à votre entourage, et chargez de mes propres péchés les victimes désignées et vouées à être immolées.

(2) Dans le processus de sa liquidation comme organisme politique (et non comme appareil !), Staline tendit à dissoudre sans cesse plus le Parti dans la masse des « sans-parti », la masse des citoyens. En 1946, Staline déclarera : « La seule différence entre les sans-parti et les militants du Parti, c'est que les uns sont membres du Parti et les autres non, mais ce n'est là qu'une différence formelle. »



Vous avez enchaîné le pays par la terreur. Même le plus brave des braves ne peut vous jeter la vérité à la face.

Les vagues de l'autocritique « *en dehors de toute considération de personne* » viennent mourir humblement au pied de votre trône.

Vous êtes infaillible, comme le pape ! Vous ne vous trompez jamais ! Mais le peuple soviétique sait parfaitement que le responsable de tout, c'est vous, le « *forgeron du bonheur universel* » !

Au moyen d'ignobles faux, vous avez mis en scène des procès où l'absurdité des accusations dépasse ce que vous avez appris dans les manuels de votre séminaire sur les procès en sorcellerie du Moyen Age.

Vous savez très bien que Piatakov n'est jamais allé à Oslo en avion (3), que Maxime Gorki a eu une mort naturelle (4) et que Trotsky n'a pas fait dérailler de trains (5). Sachant que tout cela n'est que mensonge, vous soufflez à votre entourage :

« *Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose.* » Vous savez que je n'ai jamais été trotskyste. J'ai combattu, au contraire, sur le plan idéologique toutes les oppositions, que ce soit dans la presse ou dans de vastes réunions. Aujourd'hui encore, je désapprouve la position politique de Trotsky, son programme et sa tactique. Mais, tout en étant séparé de lui par des questions de principe, je le considère comme un révolutionnaire honnête. Je ne crois pas et ne croirai jamais à sa « *collusion* » avec Hitler ou avec Hess (6).

Vous êtes un cuisinier habitué à préparer des plats trop épicés : pour un estomac normal, ils ne sont pas mangeables.

Sur le cercueil de Lénine, vous avez juré d'exécuter le *Testament* de celui-ci et de conserver, comme la prunelle de vos yeux, l'unité du Parti.

Parjure, vous avez trahi même le *Testament de Lénine* (7). Vous avez calomnié, déshonoré et fusillé ceux qui, pendant de longues années, furent les compagnons de Lénine : Kaménev, Zinoviev, Boukharine, Rykov et autres, alors que vous saviez très bien qu'ils étaient innocents. Vous les avez forcés, avant de mourir,

(3) Accusé du second procès de Moscou, Piatakov, l'un des anciens dirigeants bolcheviks dont Lénine parlait comme l'un de ses « *successeurs* » possibles dans son *Testament*, avait « *avoué* » être allé voir Trotsky par avion à Oslo pour recevoir ses instructions terroristes... Il apparut qu'aucun étranger n'avait débarqué en avion à Oslo à cette époque.

(4) Au troisième procès de Moscou, l'ancien dirigeant de la Guépéou, Iagoda, « *avoua* » avoir assassiné l'écrivain Maxime Gorki. C'est sans doute Staline qui le fit liquider, parce qu'il renâclait à cautionner le massacre des vieux compagnons de Lénine.

(5) Parmi les « *accusations* » des procès de Moscou contre les trotskystes, celle de sabotage (dont l'organisation de déraillements à Moscou) était particulièrement fréquente, afin de tenter de justifier aux yeux des masses l'incapacité du « *socialisme réalisé* » à satisfaire leurs besoins.

(6) L'une des « *accusations* » portées contre Trotsky aux procès de Moscou, était celle de collusion avec Hitler, par l'intermédiaire de l'adjoint de ce dernier, Rudolf Hess.

(7) Sur le *Testament de Lénine*. voir p. 85, n. 2.

à exprimer leur repentir pour des crimes qu'ils n'avaient jamais commis et à se couvrir de boue de la tête aux pieds.

Où sont les héros d'Octobre ? Où est Boubnov ? Et Krylenko ? Et Antonov-Ovséenko ? Et Dybenko ?

Vous les avez arrêtés, Staline.

Où est la vieille garde ? Elle n'est plus de ce monde.

Vous l'avez fusillée, Staline !

Vous avez corrompu et souillé l'âme de vos compagnons d'armes. Vous avez obligé ceux qui vous suivent à patauger. Le cœur torturé et le dégoût aux lèvres, dans les flaques de sang de vos compagnons et amis d'hier.

Dans l'histoire mensongère du Parti, écrite sous votre propre direction (8), vous avez détroussé les morts, assassinés et diffamés par vos soins, de leurs faits d'armes et des services rendus par eux.

Vous avez anéanti le parti de Lénine, et, sur son cadavre, vous avez bâti un nouveau « *parti de Lénine-Staline* », qui sert de couverture à votre pouvoir personnel. Ce parti, vous l'avez fondé non pas sur un programme et une tactique d'ordre général, comme il sied à tout parti de s'organiser, mais sur le culte de votre personne et sur un dévouement total à celle-ci. Les membres de ce parti ne sont pas obligés de connaître son programme, mais ils sont tenus d'adorer sans cesse Staline, que la presse encense journellement. L'étude du programme du parti est remplacée par le culte de Staline et par la justification de ce culte.

Vous êtes un renégat qui a rompu avec son passé et trahi l'œuvre de Lénine !

Vous avez proclamé solennellement comme un mot d'ordre la promotion de nouveaux cadres. Mais combien de ces jeunes cadres gémissent déjà dans vos casernes ? Combien en avez-vous fusillés, Staline ? Avec une cruauté sadique, vous exterminerez les cadres, utiles et même indispensables au pays : vous les jugez dangereux pour votre dictature personnelle.

A la veille de la guerre, vous démantelez l'Armée rouge, amour et fierté du pays, rempart de sa puissance.

Vous avez décapité l'Armée et la Flotte rouges, assassiné leurs capitaines les plus doués — le brillant maréchal Toukhatchevski en tête — formés dans le feu de la guerre mondiale et de la guerre civile.

Vous avez exterminé les héros de la guerre civile qui avaient réorganisé l'Armée rouge selon le dernier mot de la technique et l'avaient rendue invincible. Au moment où le danger de guerre est le plus grand, vous continuez à décimer l'Armée rouge, ses chefs, ses officiers supérieurs et subalternes.

Où est le maréchal Blücher ? Où est le maréchal Iégorov ?

Vous les avez emprisonnés, Staline.

Pour tranquilliser les esprits, vous trompez le pays en lui affirmant que l'Armée rouge, affaiblie par les arrestations et les exécutions, n'en est que plus forte. Tout en sachant que les lois

(8) L'histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S. de 1938, rééditée récemment par les pro-chinois de la rue Git-le-Cœur.

de la science militaire exigent l'unité de commandement, vous avez restauré le système des commissaires politiques, né à l'aube de l'Armée et de la Flotte rouges, alors que nous ne disposions pas encore de nos propres commandants, d'où la nécessité d'un contrôle politique sur les techniciens militaires de l'ancienne armée. Par défiance vis-à-vis des commandants rouges, vous instituez dans l'armée une double autorité et vous ruinez la discipline militaire.

Sous la pression du peuple soviétique, vous ressuscitez hypocritement le culte des héros historiques de la Russie, Alexandre Nevski et Dmitri Donskoï, Souvorov et Koutouzov, avec l'espoir que, dans la guerre future, ils vous seront d'un plus grand secours que les maréchaux et généraux exécutés.

Profitant de ce que vous n'avez confiance en personne, les vrais agents de la Gestapo et du contre-espionnage japonais pêchent dans l'eau que vous avez troublée : ils vous glissent des liasses de documents apocryphes qui accablent les hommes les meilleurs, les plus doués et les plus intègres.

Dans l'ambiance empoisonnée de suspicion, de méfiance réciproque, de persécution générale et d'omnipotence du commissariat du peuple à l'intérieur, à la merci duquel vous avez livré l'Armée rouge et le pays entier, n'importe quel document « *intercepté* » est cru ou feint d'être cru comme une preuve indiscutable.

Glissant aux agents d'Iejov de faux documents qui compromettent de loyaux collaborateurs de notre mission militaire, le « *service intérieur* » du R.O.V.S., en la personne du capitaine Foss, est parvenu à démanteler notre représentation plénipotentiaire en Bulgarie, depuis le chauffeur M. I. Kazakov jusqu'à l'attaché militaire, le colonel V. T. Soukhoroukov (9).

Vous anéantissez les unes après les autres les conquêtes d'Octobre. Sous prétexte de combattre l'« *instabilité de la main-d'œuvre* », vous avez supprimé la liberté du travail, réduit à l'état de serfs les travailleurs soviétiques que vous avez attachés aux fabriques et aux usines. Vous avez ruiné l'organisme économique du pays, désorganisé l'industrie et les transports, sapé l'autorité des directeurs, ingénieurs et agents de maîtrise, accompagnant l'incessant chassé-croisé des révocations et nominations d'arrestations et de persécutions d'ingénieurs, de directeurs, d'ouvriers, qualifiés de « *saboteurs occultes non encore démasqués* ».

Ayant rendu toute activité normale impossible, vous obligez les travailleurs, sous prétexte de combattre les « *absences volontaires* » et les « *arrivées en retard* » au travail, à trimer sous le fouet et les morsures de décrets draconiens et antiproletariens.

Votre répression inhumaine rend la vie impossible aux travailleurs soviétiques qui, à la moindre peccadille, sont congédiés avec un billet à coucher dehors et chassés de leur logement (10).

(9) R.O.V.S. : service de police.

(10) C'est en décembre 1938 que Staline fait instaurer le livret de travail obligatoire et promulguer une réglementation d'une incroyable sévérité contre les retards d'ouvriers à leur travail (trois absences de vingt minutes entraînant la condamnation à des peines de travaux forcés).

La classe ouvrière a supporté avec abnégation et héroïsme tout le poids d'un effort tendu à l'extrême, la disette, la faim, un salaire misérable, l'exiguïté du logement et le manque d'articles de première nécessité. Elle a cru que vous la meniez au socialisme, mais vous avez trahi sa confiance. Elle espérait qu'avec la victoire du socialisme dans notre pays, une fois réalisé le rêve de grande fraternité humaine fait par les esprits les plus lucides de l'humanité, elle aurait une vie joyeuse et facile.

Vous lui avez ôté jusqu'à cette espérance : vous avez annoncé que le socialisme était instauré dès à présent dans son ensemble. Et les travailleurs soviétiques, trahissant leur perplexité par des murmures, s'interrogent les uns les autres :

— Si c'est ça le socialisme, pourquoi avons-nous combattu, camarades ?

Dénaturant la doctrine de Lénine sur le dépérissement de l'Etat comme vous avez dénaturé tout le marxisme-léninisme, vous promettez, par la bouche de vos « théoriciens » ignares ou amateurs, qui occupent les places vacantes de Boukharine, Kamenev et Lounatcharski, que même sous le communisme vous maintiendrez l'omnipotence de la Guépéou (11).

Rien ne vous empêchera demain de déclarer que le communisme est instauré (12).

Vulgarisateur primitif, vous avez tout fait pour discréditer la théorie de Lénine sur la construction du socialisme dans un seul pays (13).

Vous avez enlevé aux kolkhoziens tout stimulant au travail. Pour les forcer à travailler dans les champs des kolkhozes, vous supprimez, sous prétexte de combattre le « bazarage » des terres kolkhoziennes, le fondement de la vie matérielle des paysans, leurs lopins individuels. Bafouant le kolkhozien, vous êtes allé jusqu'à prélever un impôt de viande non par tête de bétail, mais par hectare.

Organisateur de la famine, par les méthodes brutales et cruelles

(11) Staline avait, dès 1933, annoncé en effet que le développement du socialisme devait entraîner le renforcement de l'appareil d'Etat, c'est-à-dire de la police !

(12) Dès le XVIII<sup>e</sup> congrès (1939), Staline annonce le passage à la construction du communisme comme imminent.

(13) En découpant et en maltraitant des bouts de citations de Lénine, les staliniens, soutenus en cela par des mencheviks de droite émigrés, comme le collaborateur d'*Est-Ouest* et du *Contrat Social* Valentinov, ont tenté de démontrer que Lénine avait affirmé possible la construction du « socialisme dans un seul pays ». Il est inutile de leur opposer un monceau de citations. Rappelons seulement que, dans le texte où les staliniens prétendent voir la charte léniniste de la définition du « socialisme dans un seul pays » (*Sur notre révolution du 17 janvier 1923*, reproduit dans J.-J. Marie : *Les paroles qui ébranlèrent le monde*, éditions du Seuil), Lénine reproche aux mencheviks de « rabâcher sur tous les tons CETTE THESE INCONTESTABLE que la Russie n'a pas atteint le niveau des forces productives nécessaire pour rendre possible le socialisme », et définit l'originalité de la révolution russe comme ouvrant « la possibilité de poser les fondements essentiels de la civilisation suivant une voie différente de celle des autres Etats de l'Europe occidentale », ce qui est à cent lieues de la construction du « socialisme » dans la Russie soviétique isolée !

et d'ailleurs inintelligibles qui caractérisent votre tactique, vous avez tout fait pour discréditer le principe léniniste de la collectivisation.

Après avoir proclamé hypocritement que l'*intelligentsia* était « *le sel de la terre* », vous avez privé les écrivains, les savants et les peintres du minimum de liberté personnelle dans leur travail. Vous avez enserré le mouvement artistique dans un étau où il étouffe, s'étiole et succombe. La rage de la censure terrorisée par vous et la servilité compréhensible des rédacteurs, qui répondent de tout sur leur tête, ont abouti à la sclérose et à la paralysie de la littérature soviétique. L'écrivain ne peut se faire imprimer, le dramaturge ne peut faire jouer son œuvre, le critique ne peut donner son opinion si celle-ci n'a pas reçu le sceau officiel.

Vous étouffez le mouvement artistique soviétique, exigeant de lui une servilité de courtisan, mais il préfère se taire plutôt que d'entonner le los en votre honneur. Vous implantez un pseudo-mouvement artistique qui, avec une fastidieuse monotonie, encense à donner la nausée votre fameux « *esprit génial* ».

Des plumitifs sans talent vous glorifient comme un demi-dieu « *tombé sur terre de la lune ou du soleil* » et vous, tel un despote oriental, vous vous grisez de l'encens de cette grossière flagornerie.

Vous exterminiez impitoyablement des écrivains russes pleins de talent, mais qui n'ont pas l'heur de vous plaire.

Où est Boris Pilniak ? Où est Serge Trétiakov ? Et Alexandre Arossev ? Et Michel Koltsov ? Et Tarassov-Rodionov ? Où est Sérébrianova, coupable d'avoir été la femme de Sokolnikov ?

Vous les avez emprisonnés, Staline !

Suivant les traces d'Hitler, vous avez ressuscité les autodafés de livres, comme au Moyen Age. J'ai vu de mes yeux, envoyées aux bibliothèques soviétiques, des listes interminables d'ouvrages à mettre au pilon entièrement et sans délai. Lorsque j'étais ministre plénipotentiaire en Bulgarie, en 1937, j'ai découvert dans une liste d'œuvres littéraires interdites vouées au feu mon livre de souvenirs historiques : *Cronstadt et Piter (14) en 1917*. En regard des noms de nombreux écrivains, publicistes et critiques soviétiques figurait la mention : « *Détruire tous les ouvrages, brochures et portraits.* »

Vous avez privé les savants soviétiques, surtout dans le domaine des sciences humaines, d'un minimum de liberté de pensée scientifique, à défaut duquel le travail créateur d'un chercheur devient impossible.

Les intrigues, cancans et tracasseries d'êtres ignares, mais remplis de présomption, empêchent les savants de travailler dans les universités, les laboratoires et les instituts.

À la face du monde, vous avez proclamé « *non rentrants* » d'éminents savants russes de réputation mondiale, les académiciens Ipatiev et Tchitchibabine, croyant ingénument les amoindrir. Ce faisant, vous n'avez fait que vous couvrir de honte en portant à

(14) *Piter*, nom donné par ses habitants à Petrograd.



la connaissance du pays tout entier et de l'opinion publique mondiale un fait qui déshonore votre régime, à savoir que les meilleurs de nos savants fuient votre paradis en vous abandonnant vos « *bienfaits* » : logement, automobile et carte donnant droit aux repas dans le restaurant réservé aux commissaires du peuple.

Vous exterminiez les savants russes de talent.

Où est Toupolev, le meilleur constructeur d'avions soviétiques ? Même lui, vous ne l'avez pas épargné. Vous avez emprisonné Toupolev, Staline !

Il n'y a pas de région, pas de coin où l'on puisse se livrer tranquillement au travail que l'on aime. Directeur de théâtre, remarquable metteur en scène, éminent artiste, Vsevolod Meyerhold ne faisait pas de politique. Mais vous l'avez lui aussi emprisonné, Staline !

Tout en sachant qu'en raison de notre pénurie de cadres tout diplomate cultivé et expérimenté est particulièrement précieux, vous avez attiré à Moscou et anéanti les uns après les autres presque tous les représentants plénipotentiaires soviétiques. Vous avez détruit de fond en comble le commissariat des affaires étrangères.

Anéantissant les élites, la jeune génération, vous avez exterminé à la fleur de l'âge des diplomates de talent et pleins de promesses.

A l'heure où la menace militaire s'accroît, où le fer de lance du fascisme est dirigé contre l'Union soviétique, où la lutte pour Dantzig et la guerre en Chine ne font que préparer une intervention contre l'U.R.S.S., où l'objectif principal de l'agression germano-nippone est notre pays, où la logique d'une lutte consécutive pour la paix exige l'adhésion ouverte de l'Union soviétique au bloc des Etats démocratiques et la conclusion rapide d'une alliance politique et militaire avec l'Angleterre et la France, vous hésitez, vous tergiversez et oscillez comme un pendule (15).

Dans tous vos calculs de politique intérieure et extérieure, vous agissez en fonction non pas de l'amour de la patrie, lequel vous est étranger, mais d'une peur animale de perdre votre pouvoir personnel.

Votre dictature sans principes, tel un tronc pourri, barre la route de notre pays.

« *Père des peuples* », vous avez trahi les révolutionnaires espagnols vaincus, les abandonnant à leur sort et laissant à d'autres Etats le soin de s'occuper d'eux. Sauver magnanimement des vies humaines n'est pas dans votre caractère. Malheur aux vaincus ! Vous n'avez plus rien à en tirer.

(15) Ce « *bloc démocratique* » était pourtant l'un des objectifs de Staline, qui lui a démonstrativement sacrifié la révolution espagnole. Mais la bourgeoisie hésitait entre « *Staline contre Hitler* » et « *Hitler contre l'U.R.S.S.* »... La lutte des classes et le prolétariat international disparaissent complètement de ce tableau tactique brossé par Raskolnikov. C'est là le produit normal du « *socialisme dans un seul pays* ». Si l'U.R.S.S., c'est le socialisme, le prolétariat des autres pays doit tout subordonner à la défense militaire de l'U.R.S.S., n'être qu'une force d'appoint, mobilisable dans le cadre d'une diplomatie nationale.

Vous avez d'un œil sec voué à la mort les ouvriers, intellectuels, et artisans juifs qui fuyaient la barbarie fasciste en leur fermant les portes de notre pays qui, sur son vaste territoire, peut donner asile à des milliers d'émigrants.

Comme tous les patriotes soviétiques, j'ai travaillé en fermant les yeux sur bien des choses. Je me suis tu trop longtemps. Il m'était difficile de rompre les derniers liens non pas avec vous et votre régime condamné, mais avec les restes de l'ancien parti de Lénine, dans lequel je suis resté près de trente années et que vous avez saccagé en trois ans. Il m'était épouvantablement douloureux d'être privé de mon pays.

Plus l'on va, plus les intérêts de votre dictature personnelle s'opposent irréductiblement aux intérêts des ouvriers, des paysans, des intellectuels, aux intérêts du pays tout entier sur lequel vous vous acharnez comme un tyran parvenu au pouvoir personnel.

Votre base sociale se réduit de jour en jour. Cherchant fébrilement des appuis, vous vous répandez en compliments hypocrites sur les « *bolcheviks sans parti* », vous créez l'un après l'autre des groupes privilégiés, vous les comblez de faveurs, vous les nourrissez d'aumônes, mais vous ne pouvez garantir à ces nouveaux « *califes d'une heure* », non seulement leurs privilèges, mais même leur simple droit à la vie.

Votre folle bacchanale ne saurait se prolonger longtemps.

La liste de vos crimes est infinie, comme l'est également celle de vos victimes ! Les énumérer est impossible.

Tôt ou tard, le peuple soviétique vous traînera au banc des accusés comme traître au socialisme et à la révolution, comme le principal saboteur, le véritable ennemi du peuple, l'organisateur de la famine et des procès fabriqués.

F. RASKOLNIKOV.

## IV

BRIGITTE GERLAND

Octobre 1954 - janvier 1955

### UNE COMMUNISTE DANS LES CAMPS STALINIENS

*Brigitte Gerland, arrêtée à l'âge de seize ans par la Gestapo pour son appartenance aux Faucons rouges, adhéra au parti communiste allemand en 1945. Nommée rédactrice à l'agence d'informations politiques de la future République démocratique allemande (Berlin-Est), elle prend vite conscience du décalage qui existe entre la propagande bureaucratique et la crainte profonde qu'éprouvent les bureaucrates à l'égard du prolétariat. Elle quitte Berlin-Est, écrit dans la presse social-démocrate. Un jour de 1946, les services de la police secrète de l'U.R.S.S. l'enlèvent et la déportent en Sibérie. Elle passe près de huit ans dans les camps de Vorkouta ; elle y rencontrera des étudiants du groupe l'Œuvre véritable de Lénine, des groupes de monachki, communistes chrétiens, des nationalistes ukrainiens ; elle y participera à la préparation de la grève de Vorkouta, l'un des premiers moments de la désintégration politique du stalinisme en U.R.S.S. Libérée en hâte, avec d'autres « politiques » étrangers, elle rentrera en Allemagne, et confiera à La Vérité une série de huit articles sur les camps et l'opposition communiste et nationaliste. (Octobre 1954 - janvier 1955.)*

*Nous reproduisons ici cinq de ces articles concernant l'Œuvre véritable de Lénine, les monachki, les nationalistes ukrainiens et la grève de Vorkouta. Ses autres articles, consacrés à l'examen de la « rentabilité » du travail forcé, à l'« anarchie bureaucratique dans les camps de travail » et aux « blatnié » complètent le tableau des camps, mais les mêmes éléments se retrouvent dans d'autres ouvrages (Lipper, Chalamov, Guinzbourg, Buber-Neumann). Les passages que nous reproduisons, et qui constituent plus de la moitié du texte publié en 1954-55, représentent toujours, au contraire, un apport décisif et jamais encore égalé à l'analyse de la lutte politique contre la bureaucratie stalinienne au sein des camps de concentration.*

## 1. L'UKRAINE, NATION SANS ESPOIR

En 1939, l'armée soviétique pénétra en Volhynie, en Galicie, en Bukovine et en Bessarabie, puisque Staline et Hitler avaient décidé de partager entre eux l'Est de l'Europe. Ainsi fut créée la république soviétique d'Ukraine occidentale, à partir de deux provinces polonaises (la Volhynie et la Galicie) et de deux provinces roumaines, et commença un nouvel acte du drame ukrainien, qui est un des plus tragiques et des plus sanglants de l'histoire. Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans le détail des innombrables guerres, soulèvements, conjurations, catastrophes dont est fait le passé de l'Ukraine occidentale, car cela dépasse les cadres d'un article de journal. Je voudrais seulement y rappeler que les quinze millions d'Ukrainiens de Roumanie, de Pologne et de Tchécoslovaquie ont toujours été une minorité exploitée et privée de droits politiques, sociaux et économiques dans le cadre de l'Etat bourgeois de classe et ont toujours subi toutes sortes de persécutions dans leur lutte pour leurs droits les plus élémentaires. C'est pourquoi les paysans pauvres ukrainiens, qui n'avaient jamais obéi qu'en grinçant des dents au « *Pan* » polonais et au « *Domnul* » roumain, leurs ennemis et leurs oppresseurs, accueillirent les soldats de l'Armée rouge comme leurs libérateurs, avec des guirlandes, des fleurs et en les régaland de lard et de vodka. Mais la première ivresse se dissipa vite ; car, au lieu du partage des grands domaines espéré par les Ukrainiens, qui ne disposaient, pour une bonne part d'entre eux, que d'exploitations minuscules, ce fut la collectivisation forcée. Elle fut appliquée sans aucune préparation idéologique et par des bureaucrates incapables et ignorants, qui n'étaient même pas capables de créer les conditions techniques et organisationnelles nécessaires aux kolkhozes formés à toute allure. La population réagit à ces mesures avec une violence inattendue : les maisons furent incendiées, le feu mis aux récoltes, le bétail abattu et les paysans se cachèrent dans les épaisses forêts marécageuses de l'ancienne frontière russo-polonaise. C'est ainsi qu'est né, en Ukraine occidentale, le mouvement des partisans, qui donne aujourd'hui encore du fil à retordre à l'armée soviétique. Après quelques tentatives embarrassées pour raconter des histoires de sabotages commis par les koulaks, les bureaucrates staliniens observèrent le silence sur la résistance acharnée du peuple frère déçu par sa libération.

Comme la lutte contre la collectivisation forcée, menée avec une hâte fébrile, s'exaspérait toujours plus, la bureaucratie eut recours à des moyens de plus en plus désespérés pour élargir son pouvoir dans les territoires nouvellement conquis ; elle recourut finalement à la déportation dans la taïga sibérienne. On procéda sur une grande échelle. Des villages entiers durent se mettre en route, dans la mesure où l'on put se saisir de leurs habitants. Le plus souvent on ne trouvait que les grands-parents, les malades et les nouveau-nés, tous ceux qui le pouvaient ayant déjà pris le chemin des repaires de partisans.



## QUAND LE FUSIL REMPLACE LA CHARRUE

Dans cette chaudière bouillante où les chaumières en feu jetaient une lueur sanglante, les Allemands firent irruption après qu'Hitler eut déchiré le pacte d'amitié comme un chiffon de papier. Les paysans ukrainiens abandonnèrent leurs retraites dans les forêts pour saluer leurs nouveaux libérateurs, il n'y avait seulement plus de fleurs... encore moins de vodka et de lard ; mais on attendait de nouveau, plein d'espoir, non plus le morcellement des grandes propriétés, mais le démantèlement des kolkhozes hâtivement formés, dans lesquels les machines, le bétail et surtout les ouvriers manquaient... Mais on attendait, avec plus d'impatience encore, l'Etat indépendant d'Ukraine que les Allemands avaient promis en récompense de l'aide économique apportée. Malheureusement la fondation de cet Etat se faisait attendre ; par contre, de camarades et d'alliés, on devenait subitement des « *sous-hommes orientaux* », tout juste bons à mener une misérable existence d'esclaves dans les usines de la nation des seigneurs engagée dans une guerre victorieuse. On voyait s'ouvrir l'ère des arrestations, des camps de concentration et du travail forcé dans les domaines d'Etat allemands.

Tous ceux qui le pouvaient partirent de nouveau dans les forêts, emmenant avec eux quelques jeunes qui n'avaient aucune envie de choisir entre les S.S. ukrainiens et le camp de travail allemand. La lutte continuait, seul l'adversaire avait changé, et d'opresseur, le Polonais ou le Roumain était devenu un allié. Cependant, l'effondrement allemand fit se rallumer encore une fois l'espoir en un Etat indépendant d'Ukraine occidentale. On était persuadé que les puissances occidentales tiendraient les promesses qu'elles avaient faites dans leurs émissions de radio et par l'intermédiaire de mystérieux émissaires, et qu'enfin l'éternelle minorité deviendrait une nation. Mais il n'en fut rien. L'armée soviétique victorieuse fit sa seconde entrée, mais personne ne répandit de fleurs sur son passage, et ce n'était pas seulement parce que les tanks et les blindés avaient tout écrasé. Pour les Ukrainiens occidentaux libérés du « *joug* », la guerre n'était pas finie. Les partisans avaient bien subi de terribles pertes, mais de nouvelles générations avaient grandi et l'armée allemande en désagrégation avait laissé derrière elle d'importants stocks d'armes et de munitions, de sorte qu'au moins ce problème brûlant semblait résolu pour des années. Dans les villages d'Ukraine occidentale, cela grouillait maintenant de soldats soviétiques, comme auparavant de soldats allemands, mais les paysans continuaient, avant comme après, à loger dans des trous dans la terre au milieu d'immenses marécages et avaient pour toujours troqué la charrue contre le fusil ; car il n'y avait plus de retour possible. Se rendre, cela signifiait vingt-cinq années de camp, aussi préféraient-ils la lutte sans issue et la liberté. Leurs femmes les suivaient et mettaient au monde des enfants sur du feuillage pourri. Le grand-père apportait la nuit du lait et du pain, jusqu'à ce que les soldats l'attrapent et l'envoient avec grand-mère au pôle nord ou dans le coin le plus reculé de l'Asie.



Année après année, tout un peuple mène un combat désespéré, même les enfants y participent : ils sont éclaireurs et messagers, ils se font aussi arrêter, vont en prison et plus tard dans un camp. Des ponts sautent, des dépôts sont pillés, des entrepôts d'armes attaqués par surprise, de petits groupes de soldats abattus. L'adversaire se venge en mettant le feu à des villages à moitié abandonnés et tombant en ruine et en déportant leurs habitants, pour autant qu'ils ne sont pas en état de passer dans la clandestinité. Il y a sans cesse de nouvelles expéditions punitives, mais qui, le plus souvent, se perdent dans une contrée impitoyable avant d'avoir atteint leur but. De temps en temps on réussit à débusquer un « nid de bandits »... ceux qui ne tombent pas en combattant vont en Sibérie... pour la vie.

## MEME PAS LA PAIX DES CIMETIERES

... Et la tragédie sans issue continue, simplement parce que quelques millions d'Ukrainiens occidentaux ne veulent à aucun prix devenir des ouvriers kolkhoziens, mais voudraient rester des paysans indépendants. Sont-ils arriérés, petits-bourgeois, bornés ? Peut-être bien... Mais l'envoi d'expéditions punitives, l'arrestation d'otages, l'incendie de villages, sont-ce là des méthodes justes pour les « convertir » ? On peut difficilement répondre par l'affirmative, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes faisant partie du programme des bolcheviks. Les bureaucrates épigones passent par là-dessus et prétendent que l'Ukraine occidentale n'est qu'un appendice de l'Ukraine orientale. Mais on pourrait au même titre prétendre que les Pays-Bas ou la partie flamande de la Belgique font partie de l'Allemagne, ou la Normandie et la Bretagne de l'Angleterre.

Jusqu'à l'été 1953, le gouvernement soviétique n'avait pas réussi à rétablir en Ukraine l'ordre et la paix, même pas la paix des cimetières. Chaque mois, arrivaient dans les camps de nouvelles victimes des continuelles vagues d'arrestations et des inlassables expéditions punitives. Malgré cela, malgré les pertes immenses dues non seulement aux combats, mais aussi au froid, à la faim et aux maladies, le mouvement des partisans ne se laisse pas anéantir. Les guérilleros ukrainiens n'ont, dans leur obstination, aucune représentation précise de ce futur Etat pour lequel ils mènent une lutte si désespérée. Il doit être indépendant et défendre les intérêts du petit paysan, c'est leur unique maxime. Ils ne se soucient pas de la forme du gouvernement. Les idéologies, les doctrines, les questions de politique de parti ne les occupent guère. Ils considèrent comme leurs ennemis les plus dangereux les Russes, qui sont, à leurs yeux, tous communistes et par suite particulièrement haïssables. Le communisme n'est pour eux que l'expropriation et la collectivisation forcée, doublées du chaos et de la désorganisation.

Dans le camp, où les Ukrainiens occidentaux jouaient, par leur

nombre, un rôle important, ils vivaient volontairement à l'écart des détenus russes, considérés par eux comme des adversaires. C'était là un des problèmes les plus difficiles pour les groupes communistes de résistance qui voulaient organiser la lutte commune de tous les détenus contre la bureaucratie soviétique que de prendre contact avec les Ukrainiens occidentaux, car ceux-ci voyaient, dans les membres d'autres nations, des espions, et ils refusaient de s'engager dans une conversation politique. Du reste, ils tenaient toute résistance dans le camp pour dépourvue de sens, car ils s'accrochaient fanatiquement à l'idée qu'ils seraient, dans un proche avenir, libérés par une guerre. Cette terrible illusion était d'ailleurs compréhensible : échaudés par une amère expérience, ils voyaient trop clair pour croire à une réforme de la bureaucratie soviétique, mais l'espoir en une révolution politique des peuples soviétiques qui leur apporterait, à eux aussi, la liberté était encore complètement étranger à leur mentalité. Aussi leur activité politique se limitait-elle à lire les journaux, à écouter la radio et à conclure de chaque nouvelle que les Américains étaient déjà en marche contre l'Est. Ils traitaient tous ceux qui osaient les contredire de communistes, quand ils daignaient seulement leur répondre.

## LA SOLIDARITE DES OPPRIMES

Une question, pourtant, provoquait presque quotidiennement des discussions passionnées, au cours desquelles on en venait même très souvent aux mains : fallait-il remplir les normes ou mener une résistance passive de tous les détenus sur tous les chantiers ? Les Ukrainiens occidentaux sabotaient ouvertement le programme formulé et propagé par les membres du mouvement de résistance communiste : rendement diminué jusqu'aux limites du possible ; organisation du « *Ne faire presque rien* ». Malgré leur passé guerrier, les anciens partisans avaient pour point de vue que seule une soumission complète pouvait alléger leur vie et leur garantir de survivre, jusqu'au moment où les puissances occidentales leur apporteraient la libération tant attendue. La pratique ne cessait de leur prouver le contraire ; car l'administration du camp ne s'intéressait qu'au maintien de l'ordre derrière les barbelés, elle accablait ceux qui restaient passifs et sans protester d'un surcroît de travail, tandis qu'elle cédait à toute résistance énergique, pourvu que celle-ci restât dans les limites du possible. La grève de Vorkouta fut décidée et organisée contre la volonté des Ukrainiens qui constituaient souvent la moitié des détenus ; et ce ne fut qu'à la dernière heure que s'éveilla chez la plupart d'entre eux le sentiment de solidarité des opprimés contre l'adversaire commun également haï de tous. Dans l'action commune on vit s'effondrer le mur fait de sentiment national aveugle, de préjugés et d'amertume qu'ils avaient eux-mêmes élevé entre eux et leurs uniques alliés.

## 2. LES SECTES CLANDESTINES EN U.R.S.S.

La presse soviétique de ces derniers temps accorde une place étonnamment importante aux problèmes religieux. Ou bien elle critique en termes très durs les méthodes primitives des agitateurs officiels d'un *Mouvement sans-dieu* complètement bureaucraté, qui essaient de pimenter leurs insipides discours de propagande avec quelques anecdotes à bon marché. Ou bien elle déplore le fait que, jusque dans les rangs des J.C., les superstitions chrétiennes viennent égarer les esprits de l'avant-garde de la jeunesse, et que la religion fasse preuve sur la génération montante d'un pouvoir d'attraction qui croît constamment et irrésistiblement.

Ainsi donc, trente-sept ans après l'écroulement de la Russie tsariste, l'Eglise russe orthodoxe connaîtrait aujourd'hui une renaissance inattendue ? Il n'en est rien. Le mouvement religieux qui aujourd'hui trouble ainsi les esprits, qui amène le camarade Khrouchtchev à prendre lui-même la plume (en partie pour rappeler à l'ordre les prosélytes trop zélés de l'athéisme, puisque aussi bien la Constitution soviétique accorde toutes sortes de libertés de croyance — en partie pour conseiller aux propagandistes scientifiques du matérialisme de travailler plus systématiquement et plus profondément), ce mouvement religieux, donc, ne s'est pas développé à l'ombre des clochers à bulbe. L'Eglise orthodoxe, au contraire, avec tous ses chants magnifiques, sa pompe éblouissante imitant et comme parodiant le style byzantin, n'était plus — dès longtemps avant la révolution — qu'une enveloppe brillante et vide, qu'animait seul, dans les derniers temps, l'esprit des Cent-Noirs (\*), et qui déjà avant que la grande tourmente ne vienne la balayer n'éveillait plus aucun écho populaire.

Durant la guerre civile, le clergé fit une alliance sans équivoque avec les généraux de la terreur blanche. Ceux-ci vaincus, l'idée même de l'Eglise d'Etat, qui avait constitué pendant des siècles un instrument si efficace de la tyrannie, s'effondra. Ce fut Staline qui, par sa politique de retour aux ancêtres — non pas aux ancêtres du marxisme, mais aux tsars de la vieille Russie — fit revivre et monta en épingle l'une après l'autre les bonnes vieilles traditions éprouvées, et n'hésita pas à verser un peu d'huile sainte orthodoxe sur le feu du chauvinisme grand-russe, qu'il mettait tant de zèle à attiser. Il ne parvint pas cependant à ressusciter le cadavre de l'Eglise de Raspoutine. Seules, quelques vieilles grand-mères fréquentèrent les églises rendues au culte, pour écouter les beaux cantiques et évoquer les chers souvenirs de la jeunesse enfuie : c'était un maigre résultat. L'homme de la rue, par contre, trouvait suspect le flirt du Kremlin avec la religion, et était d'avis que les popes staliniens ne devaient pas valoir grand-chose.

La conviction générale était que la liberté religieuse proclamée si bruyamment du jour au lendemain n'était qu'une manœuvre particulièrement subtile de la police politique pour dépister les citoyens encore infectés du virus religieux et désireux de participer

au culte. Nombreux étaient ceux qui traitaient sans détour tous les prêtres tolérés par la bureaucratie de mouchards de la Guépéou.

## REACTION AUX PROCES DE MOSCOU

Tout à l'inverse de ces prêtres, les oppositionnels chrétiens mènent la même existence illégale que leurs prédécesseurs de la Rome antique. Leurs catacombes s'étendent sur tout le territoire de l'U.R.S.S., car ils disposent d'une organisation clandestine si bien ramifiée et articulée que même les puissants brigands soviétiques, avec leurs confréries *blatnié*, ne peuvent rivaliser avec eux. Les adhérents de la *Ligue des Chrétiens* sont aujourd'hui connus dans toute l'Union sous le nom de *monachki*, c'est-à-dire *petits moines*. Ils s'intitulaient à l'origine simplement « *les croyants* », et ce furent les commissaires de la Guépéou qui les baptisèrent ainsi : le sobriquet devint si populaire qu'ils l'adoptèrent.

Le mouvement prit naissance à la fin des années trente, à Moscou et Leningrad, sous l'impulsion de cadres moyens des J.C., qui, bouleversés et désillusionnés au plus haut point par les procès monstres et les épurations en masse, avaient quitté le Parti et, dans leur recherche d'une issue, avaient vu dans l'Évangile la charte du vrai communisme humanitaire. Ils assignèrent à leur secte religieuse clandestine les objectifs suivants : répandre dans toute la population soviétique l'enseignement ethnique social et humain du *Nouveau testament* et... combattre la dictature stalinienne. Cela, en tout état de cause, non pas par les armes, par le soulèvement, la révolution, la guerre civile, mais grâce à un système de résistance non violente. Ils décrivent l'État totalitaire bureaucratique comme l'incarnation du Mal, l'Antéchrist, et ils appellent à la résistance passive, au refus du travail, à la grève, de façon à miner ses bases. Car ils nourrissent l'illusion que, par leur seul prosélytisme patient et ininterrompu, par leur esprit de sacrifice et leur enseignement, ils pourront entraîner des millions d'hommes dans une grève de masse qui, en définitive, affaiblira à tel point l'appareil militaro-bureaucratique que celui-ci s'écroulera de lui-même.

Une révolution, à leurs yeux, ne serait que la source de nouveaux malheurs, car, disent-ils, on ne peut combattre la terreur par la terreur, mais seulement par la solidarité de tous les opprimés, dont le devoir, par conséquent, est de boycotter tous les ordres de l'administration.

## PROGRAMME DES « MONACHKI »

Leur programme pour la Russie de demain se fonde sur les principes d'un communisme chrétien. Leur idéal consiste en une société sans État et sans classes, composée de communautés indus-



trielles et agricoles aux liens très lâches et menant une vie à l'image de celle des premiers chrétiens.

Dans leurs thèses, ils répudient toujours catégoriquement le droit de propriété privée, car « *les biens de la terre appartiennent à chacun de ses habitants, et chaque homme a un droit égal à y participer, comme un devoir identique de travailler pour le bien de tous* ».

Chacun doit donc travailler selon ses forces physiques et intellectuelles, et recevoir en échange ce qui est nécessaire pour son entretien physique comme pour son développement intellectuel et moral. Ils dénieient à l'argent tout rôle comme moyen d'échange, de même qu'ils s'opposent à toute rémunération liée à une tâche déterminée, comme contraire à la dignité humaine. Dans les communes de leur société de l'avenir, chaque travailleur, qu'il soit intellectuel ou manuel, doit recevoir logement, vêtement et nourriture conformément à ses besoins, et le surplus du produit collectif doit être consacré au perfectionnement industriel, scientifique et culturel. Les tâches administratives doivent être exécutées par des conseils communaux entièrement élus, ne comportant aucun bureaucrate professionnel.

Dans les questions religieuses, les *croyants* se situent sur le terrain de la tolérance la plus complète vis-à-vis de toutes les confessions et, bien entendu, aussi vis-à-vis des athées. Pour leur propre compte, ils repoussent toute affiliation confessionnelle. Selon eux, la vraie église du Christ n'a besoin ni de sanctuaires ni d'officiants, puisqu'elle ne connaît ni rituel ni dogme ; elle n'a que faire d'une façade brillante qui détourne la pensée de l'essentiel.

La meilleure « *terre de mission* » des *monachki*, qui ont su recruter des cercles importants parmi les travailleurs ruraux, sont les fermes d'Etat reculées de la Sibérie et de l'Asie centrale. Ces apôtres modernes, qui sortent pour la plupart du milieu intellectuel des grandes villes, abandonnent tout pour se faire embaucher comme travailleurs saisonniers en Extrême-Orient ou en Asie centrale. Là, ils ont de multiples occasions de prendre contact avec les travailleurs agricoles, qui comptent parmi les plus défavorisés de tous les défavorisés en Union soviétique, puis, bientôt, de trouver parmi eux un auditoire avide.

Les tendances anarchistes utopiques que représentent les *monachki* correspondent, il est vrai, à une vieille nostalgie de la paysannerie opprimée, foulée aux pieds, mise en servage des siècles durant, dont les multiples jacqueries toujours sauvagement réprimées s'assignaient des buts analogues à ceux que prônent aujourd'hui les *croyants*.

Dans l'immensité de la Russie d'Asie, c'est souvent des années durant que les adhérents de la secte clandestine ont la possibilité de travailler pour leurs idées sans être inquiétés par la police politique, et cela jusqu'au jour où l'inévitable arrestation vient mettre un terme à leur activité.



## LES MONACHKI DANS LES CAMPS

Au camp, les *monachki* se rangeaient parmi les plus énergiques de tous les opposants. Sans faire la moindre concession, ils refusaient unanimement d'effectuer un quelconque travail pour le compte de l'Etat, et ne voulaient se charger tout au plus que des travaux nécessaires pour pourvoir aux besoins des prisonniers.

Dans la seule région concentrationnaire de Vorkouta, il y avait, en 1953, déjà plus de huit mille affiliés aux groupes religieux de résistance, qui se refusaient à tout travail productif pour l'économie soviétique.

Rien qu'avec les récits de la guerre d'escarmouches entre *croyants* et administration du camp, on pourrait sans mal remplir un gros volume. Je me contenterai donc d'indiquer brièvement les méthodes de combat utilisées par les deux parties.

Dès qu'un nouveau groupe de *monachki* est amené dans le camp, on les enferme immédiatement, en guise de bienvenue, dans l'isolateur, espace dépourvu de tout où l'on ne peut se procurer ni un lit, ni une chaise, ni le moindre autre objet courant. La ration des « *saboteurs* » se compose d'eau et de 300 grammes de pain par jour. Toutefois cela n'affecte pas les *croyants*, qui répondent régulièrement à ces mesures par la grève de la faim, et doivent donc être ramenés, après une semaine au plus, de l'isolateur au camp, où ils sont, après cette première tentative, laissés en paix un certain temps. Après ce répit, la direction du camp lance généralement une seconde attaque. Les récalcitrants sont conduits en voiture sur un lieu de travail, où le factionnaire leur demande toutes les heures de faire quand même quelque chose. Bien entendu, ces admonestations restent sans effet, aussi les renvoie-t-on, à titre de représailles, dans l'isolateur, sur quoi ils commencent une nouvelle grève de la faim et sortent de l'isolateur au bout de quelques jours sur prescription du médecin-chef. Le cycle se renouvelle à intervalles réguliers jusqu'à ce que — au bout d'un an au maximum — l'administration du camp renonce à lutter avec son adversaire obstiné et se contente, à chaque occasion qui s'offre, de se débarrasser du plus grand nombre de *monachki*. Dans ce cas, c'est le chef d'un autre camp que l'on fait bénéficier de ces effectifs d'indésirables. La plupart du temps, hors de lui, il refuse de prendre en charge les nouveaux venus. Ceux-ci, renvoyés, poursuivent donc un voyage circulaire qui parfois dure des jours et des jours, jusqu'à ce qu'il se trouve un chef de camp, nouveau en place ou indifférent à tout, qui veuille bien accueillir ces forçats difficiles.

Un jour, un chef de camp particulièrement zélé fit conduire un groupe de *monachki* dans la toundra, par quarante degrés au-dessous de zéro, avec l'ordre formel de ne les laisser rentrer que s'ils se déclaraient prêts à travailler. Mais les condamnés firent alors ce que personne n'avait imaginé. Ils commencèrent à se déshabiller. Bottes de feutre, gants, gilet fourré, pull-over, tout fut lancé aux quatre vents dans la neige. Les convoyeurs, médusés, les regardaient comme s'ils étaient devenus fous ; ils les injurièrent, passèrent en revue tous les jurons de la langue

russe, puis en vinrent aux prières, implorant les détenus parfaitement flegmatiques de bien vouloir se rhabiller, et finalement, voyant qu'ils perdaient leur peine, retournèrent en hâte trouver le chef de camp, qui prit peur devant tant de résolution : les *monachki* rentrèrent triomphalement au camp.

### 3. L'I.T.L. EN LUTTE POUR LA RÉVOLUTION POLITIQUE

Je voudrais commencer cet article par un court extrait tiré du premier manifeste du groupe de résistance communiste qui s'est donné le nom significatif de *Istinna Trud Lenina* (l'*Œuvre véritable de Lénine*), afin de montrer par ce document comment il aspire à continuer dans la ligne du bolchevisme :

« *Quels sont les buts du mouvement de résistance communiste en U.R.S.S. ?*

*La lutte contre le système de gouvernement qui s'appuie sur la bureaucratie et sur l'armée et ne peut être éliminé que par une révolution politique.*

*L'établissement de la démocratie directe, sous la forme du gouvernement des soviets ouvriers et paysans, première étape vers la société sans classes.*

*Les bases d'une république socialiste soviétique sont obligatoirement les soviets des entreprises industrielles et des kolkhozes, qui concentrent les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, et sont élus par tous les travailleurs, ouvriers et paysans, au suffrage universel et à bulletin secret. Tous les membres des soviets peuvent, en cas d'incapacité avérée, être démis par le même procédé électoral, et la durée d'exercice de leurs fonctions n'est pas liée à une période de législature fixée à l'avance.*

*Toute entreprise industrielle relève du syndicat de sa branche d'industrie, à la tête duquel se trouve un soviet de syndicat. Il est élu par les soviets de toutes les entreprises relevant du syndicat. Les soviets de syndicats réunis élisent à leur tour le soviet suprême ouvrier, qui représente la plus haute autorité législative et exécutive.*

*Les kolkhozes, par contre, doivent être réunis en districts, et les soviets paysans élus par chaque coopérative élisent les soviets de districts, qui élisent à leur tour le soviet suprême des paysans, qui est destiné à exercer, en commun avec le soviet suprême des ouvriers, les plus hautes fonctions.*

*Les bureaucrates professionnels doivent être remplacés par des commissions de paysans et d'ouvriers chargées de toutes les tâches administratives, économiques et sociales nécessaires au maintien et au développement de la collectivité.*

*A l'armée permanente, avec ses officiers de carrière, fera place une milice ouvrière et paysanne, dont les seuls supérieurs sont les soviets de soldats élus par les forces armées.*

*Pour atteindre ces objectifs, il faut que soit balayée la monstrueuse oligarchie de bureaucrates tout-puissants et de militaires ambitieux dont le seul intérêt est d'exploiter les peuples sovié-*

*tiques et de les déposséder de leurs droits politiques pour se maintenir au pouvoir. Seul leur renversement ouvrira la voie au communisme.* »

## DEVELOPPEMENT FULGURANT DE L'I.T.L

Ce manifeste fut rédigé en 1948 par une douzaine d'étudiants de Moscou, puis reproduit et distribué clandestinement à l'Université. Les jeunes léninistes, qui n'avaient aucune sorte de liaison avec l'ancienne Opposition, puisque tous les représentants de celle-ci avaient été liquidés par Staline et consorts, réussirent, par leurs thèses, à attirer à eux tant d'étudiants qu'au bout de quelques mois l'*Istinna Trud Lenina* comprenait déjà des centaines de membres et avait des adhérents non seulement à Moscou, mais encore dans les universités de Leningrad, de Kiev et d'Odessa.

Les jeunes gens qui, malgré le danger de briser définitivement leur vie si tôt et pour toujours, avaient rallié l'organisation clandestine, voyaient leur adversaire principal, non dans Staline en tant que personnalité, mais dans le système bureaucratique et totalitaire qu'il incarnait. Aussi ne se firent-ils aucune illusion sur les successeurs du dictateur, quand celui-ci mourut enfin après tant d'années, ce que personne ne pouvait regretter. Ils n'attendaient rien de la libéralisation tant vantée, car elle ne pouvait, dans le cadre existant, que signifier une évolution vers la droite et une accentuation des contradictions sociales déjà criantes. Dès le début de l'ère Malenkov, les étudiants communistes laissaient entendre que de larges couches de la bureaucratie régnante allaient maintenant mettre tout en œuvre pour consolider sur le plan économique leur puissance politique, c'est-à-dire seraient prêtes à favoriser des tendances au capitalisme privé afin de se transformer, grâce à leur appui, d'employés plus ou moins dépendants en propriétaires indépendants, et de faire ainsi peu à peu, de la couche instable d'exploiteurs à laquelle ils appartiennent, une classe dominante fondée économiquement sur la propriété privée. Libéralisation et réforme signifient dans cette perspective — la seule possible pour l'Etat de Malenkov — un *danger* pour l'économie socialiste et le prolétariat soviétique qui en est solidaire, plutôt qu'une amélioration du sort de l'ensemble des travailleurs soviétiques.

Aucun membre du mouvement de résistance n'a pu même une minute entretenir l'illusion que la nouvelle équipe dirigeante pourrait, dans son « *libéralisme* », aller jusqu'à donner à l'opposition une possibilité de s'exprimer ; car une telle tolérance serait le suicide de la couche dirigeante, ce que même le plus grand optimiste ne pouvait escompter.

Une des convictions fondamentales qu'ont acquises les étudiants léninistes est que le passage au communisme ne peut être réalisé que par l'ensemble du prolétariat de tous les pays, en une révolution s'étendant au monde entier. C'est pourquoi ils

condamnent, de façon radicale, la politique stalinienne d'expansion nationaliste.

Les adhérents de l'opposition condamnent toutes les annexions opérées après la guerre par l'Union soviétique, car elles vont contre le principe de l'indépendance nationale si passionnément défendu par Lénine ; ils critiquent la politique soviétique dans les pays du glacis et en Allemagne orientale comme incompatible avec les perspectives marxistes. Si cette politique ne peut pourtant être appelée impérialiste, répètent-ils dans tous les débats, c'est seulement parce qu'il n'y a pas, en U.R.S.S., de forces capitalistes privées qui tendraient à une politique d'investissements dans les pays conquis ; mais, dans son exploitation systématique du prolétariat « *indigène* », elle ne se distingue en rien du colonialisme impérialiste.

## L'OPPOSITION AU TRAVAIL

Le mouvement, qui vit dans l'illégalité et organisé en tous petits groupes, ne possède évidemment pas de programme complet et révèle de très nombreuses lacunes dans la définition de sa stratégie et de sa tactique. Il règne une certaine obscurité sur des points importants. Par exemple, le système stalinien est souvent désigné comme un capitalisme d'Etat, en dépit des éclaircissements abondants que Lénine a apportés à cette notion. Mais les membres de l'organisation clandestine n'avaient jamais eu avant leur arrivée au camp — aussi ahurissant que cela puisse paraître, c'est la vérité — une occasion de discuter de leur programme dans un cercle assez large. Les groupes sont constitués par des cercles de trois ou quatre personnes reliés entre eux par des agents de liaison pour coordonner un tant soit peu le travail de propagande. Chaque cercle a une tâche différente : l'un rédigeait les tracts, l'autre faisait marcher la machine à photocopier qu'on s'était procurée avec les plus grandes difficultés et qui avait été cachée dans le grenier d'un bungalow loué par un couple d'amoureux, un troisième cercle prospectait les meilleurs moyens de faire parvenir le matériel de propagande à ses destinataires. A la propagande écrite s'ajoutait, en vue du recrutement, la propagande orale par des groupes de discussion « *volants* », qui faisaient leur apparition partout où s'offrait une occasion d'intervenir dans une discussion politique et de l'orienter.

Bien entendu, une activité aussi subversive, et qui allait s'intensifiant de mois en mois, ne pouvait pas échapper très longtemps aux espions de la police secrète. Pourtant *Istinna Trud Lenina* a réussi à se maintenir pendant près de deux ans sans être découverte du tout dans les centres de la vie intellectuelle, et même à établir un contact, très limité il est vrai, avec des ouvriers de grandes usines urbaines. Puis l'organisation secrète subit le premier coup sérieux. Des centaines de ses membres furent arrêtés une nuit tout à fait à l'improviste et condamnés à 25 ans de travaux forcés au cours d'un procès qui se tint entiè-

rement à huis clos, mais dont les scènes dramatiques furent néanmoins colportées de bouche à oreille dans tout Moscou. La volonté de combattre pour leurs buts politiques ne fut pas brisée chez les condamnés par le grand voyage vers les régions sibériennes et arctiques des camps de travail forcé. Au camp, ils trouvèrent d'autres groupes oppositionnels dont ils ignoraient jusque-là complètement l'existence, ils trouvèrent des alliés et purent agir politiquement sur des couches de la population qu'ils ne pouvaient pas atteindre par leur propagande quand ils étaient en liberté.

A l'époque où des arrestations massives détruisirent presque le groupe léniniste, surgit, à Moscou également, une seconde organisation clandestine étudiante qui se réclamait aussi du marxisme, mais représentait des tendances anarcho-syndicalistes. Son mot d'ordre est : « *Des soviets et pas de Parti* », car elle voit dans la dégénérescence bureaucratique du parti bolchevique la racine de tous les maux, et dans le Parti lui-même le centre à partir duquel l'oligarchie de fonctionnaires s'est formée et s'est étendue comme une moisissure sur tout l'appareil d'État. Les membres de l'I.T.L., par contre, ont toujours eu comme position que la révolution mondiale n'est pas possible s'il n'y a pas un parti communiste internationaliste à la tête du prolétariat en lutte. Une autre différence réside dans le refus opposé par les anarchistes à toute centralisation de la direction de l'État et dans leur programme d'un gouvernement des syndicats, constitués en soviets et coordonnés par des commissions de députés. Pour défendre les intérêts des populations paysannes seraient formés des syndicats de travailleurs des champs, dont la structure correspondrait à celle des syndicats industriels ; on pense pouvoir ainsi éliminer les différences politiques et économiques entre la ville et la campagne.

## CLARIFICATION POLITIQUE

Au camp, où les membres du groupe anarchiste firent bientôt leur apparition, les deux groupes de résistance fusionnèrent si rapidement, malgré les vives discussions théoriques, qu'au bout de quelques années on ne parlait plus que d'une organisation unique avec des fractions en son sein.

Les discussions les plus passionnées tournaient cependant autour de la question qui peut en gros se formuler comme suit : guerre ou révolution ? À la base de cette querelle sans fin repose le problème suivant : comment, à partir des camps et en s'appuyant sur les millions de détenus politiques et de droit commun, le système stalinien peut-il être le plus efficacement combattu ? On ne cessait de discuter la possibilité et les perspectives de grèves et de soulèvements. Dans ces débats, une différenciation s'opérait. Une partie des jeunes oppositionnels étaient d'avis que toute action d'envergure ne pourrait avoir de sens qu'après qu'un conflit militaire décisif eut éclaté entre l'Est et l'Ouest. Cette



attitude se nourrissait d'illusions dangereuses sur les Etats-Unis en qui, de façon assez surprenante, beaucoup de marxistes et de membres actifs des groupes léniniste et anarchiste mettaient leurs espoirs. Ils étaient sincèrement convaincus que les Etats capitalistes de l'Occident étaient prêts, après l'anéantissement du système expansif et totalitaire de la bureaucratie stalinienne, à passer un compromis acceptable avec une république socialiste soviétique et à se satisfaire du rétablissement des frontières d'avant 1939.

Ces perspectives erronées chez les représentants de l'avant-garde ne peuvent évidemment s'expliquer que par leur ignorance de la situation politique générale et leur isolement du mouvement ouvrier international depuis des dizaines d'années. Cependant, malgré ces erreurs regrettables et compréhensibles, il existait des groupes capables d'une analyse lucide et d'une appréciation exacte du rôle du bloc impérialiste dans la guerre future. Ils se trouvèrent longtemps en minorité, mais l'évolution politique des dernières années ne cessait de leur donner raison et les événements leur venaient en aide. Après la mort de Staline, ils formulèrent la thèse de « l'ère de coexistence pacifique entre Malenkov et Eisenhower aux dépens du prolétariat », et les camarades américanophiles la mirent de plus en plus rarement en doute. Et c'est ainsi qu'un des derniers tracts que j'eus entre les mains avant mon départ pour l'Occident contenait ce passage :

« LA BOURGEOISIE INTERNATIONALE S'ENTENDRA BEAUCOUP PLUS FACILEMENT AVEC LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN, POUR OPPRIMER DE CONSERVER AVEC ELLE LES TRAVAILLEURS ET ÉCRASER LEURS RÉVOLUTIONS, QU'AVEC UN ÉTAT SOVIÉTIQUE COMMUNISTE QUI EST PRÊT À COMBATTRE SANS FAIBLIR POUR TOUS LES OPPRIMÉS ET EXPLOITÉS DE TOUTES NATIONALITÉS. NOTRE UNIQUE ESPOIR EST DANS LA RÉVOLUTION. »

#### **4. COMMENT FUT PRÉPARÉE LA GRÈVE DE VORKOUTA**

L'idée d'une grève de masse des travailleurs forcés fut propagée dans le camp par les étudiants léninistes. Personne ne put en empêcher la circulation, bien qu'elle fût plus dangereuse qu'une machine infernale.

Il surgissait bien toujours, dans un camp ou dans un autre, des grèves spontanées, voire des soulèvements, actes de désespoir momentanés engendrés par des conditions matérielles particulièrement mauvaises, qui n'étaient que des feux de paille, éteints dès que l'on éloignait les dirigeants les plus énergiques. Mais les léninistes savaient que seule une grève qui engloberait au moins tout un territoire de travail forcé économiquement impor-

tant, tel que celui de Vorkouta, pouvait être un succès. Aussi entreprirent-ils, systématiquement et patiemment, d'établir des liaisons entre tous les camps de la ville et du district de Vorkouta.

## LE PROBLEME DES LIAISONS

Cela ne présenta pas de grandes difficultés, car le M.V.D. (\*), voulant prévenir une révolte, avait prudemment dispersé les « *étudiants fauteurs de trouble* » sur tout le territoire, de telle sorte qu'il y en avait au moins un petit groupe de trois ou quatre dans chaque camp. Il faut d'ailleurs remarquer qu'un grand nombre de prisonniers étaient constamment transférés d'un camp à un autre, tant pour des raisons économiques que pour disperser les éléments perturbateurs, ce qui facilitait beaucoup les contacts. De plus, sur les grands chantiers de construction, sur la voie ferrée, etc., les conducteurs des travaux rassemblaient nécessairement des travailleurs des divers camps, ce qui fournissait l'occasion toujours renouvelée de fixer des rendez-vous, et donnait même la possibilité de dresser le bilan détaillé de la situation.

Une active correspondance chiffrée était même entretenue avec les plus petits camps, situés sur la côte de l'océan Glacial ou enfoncés dans la toundra. Des travailleurs libres, qui profitaient volontiers de cette occasion de nuire à la bureaucratie, et même des soldats servaient de courriers.

C'est ainsi que, trois ans avant la grève, furent réalisées les conditions qui devaient lui permettre d'atteindre avec une rapidité surprenante les cinquante camps d'un territoire s'étendant sur plusieurs centaines de kilomètres. Cependant, la question préalable n'était pas celle de l'organisation et de la tactique d'une grève, mais celle-ci, plus importante : comment rendre conscients les quelque 250.000 travailleurs forcés de ce qu'ils ne pourraient améliorer leur situation, et peut-être obtenir leur libération, qu'en agissant en commun, en organisant une puissante action solidaire ?

Cela parut longtemps presque impossible. Les seuls partisans convaincus de la grève se trouvaient parmi les *blatnié* et les *monachki*. En 1949, les *blatnié* et les *léninistes* tentèrent d'organiser une grève dans l'un des puits les plus importants de Vorkouta, mais la grève ne trouva pas d'écho dans la masse des travailleurs forcés, et de ce fait échoua très vite. Quelques semaines plus tard, le ministère de la sécurité d'Etat ordonna la séparation des politiques et des condamnés de droit commun, car, après cette première expérience, il n'attendait rien de bon de leur alliance. Vorkouta fut déclaré territoire de « *camps de régime* », et les vides laissés par les condamnés de droit commun furent remplis principalement par des sujets des nouvelles républiques soviétiques : Ukraine occidentale, Lituanie, Lettonie, Estonie.

## UN OBSTACLE : LES « NATIONAUX »

On ne gagna pas au change, car les « *groupes nationaux* », comme on les appelait généralement, se refusaient à tout front unique, non seulement avec les communistes, mais avec n'importe quel Russe. On en arriva ainsi à une situation étonnante : les *monachki*, profondément religieux, faisaient bloc avec les léninistes et les anarchistes athées, cependant qu'ils ne trouvaient pas la moindre compréhension pour leurs convictions et pour leur résistance à l'administration du M.V.D. chez les Ukrainiens orthodoxes, pour qui la religion jouait pourtant un rôle essentiel.

Non seulement les nationalistes faisaient preuve d'une complète absence de solidarité politique, mais leur zèle aveugle au travail aggravait énormément les conditions matérielles d'existence au camp. Alors que les étudiants marxistes et les *monachki* chrétiens avaient élaboré, dans tous ses détails tactiques d'application, un programme de résistance passive qu'acceptait la masse des détenus — presque tous rattachés plus ou moins étroitement à l'un des groupes clandestins — les « *zapadniki* » (« *Occidentaux* ») faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour remplir leur norme. Ils estimaient dangereuse, voire provocatrice, toute tentative d'organiser la résistance passive sur une base large, et la sabotaient de toutes les manières. Il en résulta souvent des luttes acharnées.

Ainsi se constitua dans chaque camp un bloc russe, à la tête duquel se trouvaient les marxistes et les *monachki*, et un bloc des Ukrainiens de l'Ouest et des Baltes, qui était dirigé par leurs chefs partisans les plus influents. Les ressortissants de nombreuses autres nationalités se joignaient, selon leurs convictions politiques ou leurs sympathies personnelles, à l'un ou à l'autre des deux groupes, qui se combattaient violemment. La bureaucratie s'en réjouissait hautement, et n'épargnait aucune peine pour attiser le conflit. Les marxistes et les *monachki* faisaient tentative après tentative pour jeter un pont vers le groupe adverse, mais il fallut des années, et des événements extraordinaires, pour que le pont atteignît effectivement l'autre rive.

La lutte prenait souvent des formes aiguës, parce que, dans tout ce qui touchait le travail au-dehors, la solidarité dans la résistance aux méthodes d'exploitation effrénée était la question centrale. Il ne s'agissait plus seulement ici d'un conflit idéologique : il fallait ou bien se soumettre, et, réduit à l'état de bête de somme, dépérir lentement, ou bien s'unir, s'organiser toujours mieux pour opposer une résistance commune, non seulement afin d'améliorer la vie quotidienne, mais aussi en vue du combat révolutionnaire à venir.

## ROLE DES BRIGADIERS

Mais comment se présentait le problème en pratique ? Pour les prisonniers, il n'y avait qu'une possibilité d'exercer une influence significative sur le travail : devenir *brigadier*.

Les travailleurs forcés étaient loués aux entreprises locales

par brigades de trente hommes en moyenne, et le brigadier était responsable pour la répartition et l'exécution du travail et l'accomplissement des normes. En fait, ses pouvoirs s'étendaient beaucoup plus loin dans la pratique, car le contremaître, libre très souvent, ne faisait son apparition que pour remplir les papiers nécessaires, après la fin du travail. La manière de faire remplir les normes par la brigade était presque toujours laissée à la discrétion du brigadier... Il suffisait qu'il fût assez ingénieux pour atteindre les cent pour cent sur le papier, car il n'y avait aucun contrôle efficace. Toujours est-il que même le contremaître le plus indifférent remarquait très vite que les brigadiers ukraïniens obtenaient de bien meilleurs résultats — et pas avec la plume et l'encrier — que les Russes, aussi les entrepreneurs ne demandaient bientôt plus que des *zapadni*. Les chefs de camp, entre lesquels régnait une concurrence acharnée, et qui, souvent, ne parvenaient pas à se débarrasser de leurs travailleurs, se rendaient à leurs vœux et choisissaient exclusivement des brigadiers ukraïniens et baltes, qui étaient violemment combattus par les prisonniers russes, organisés ou non ! De là une petite guerre, qui se prolongeait, coûtait beaucoup de temps et de forces, nuisait au développement de la résistance, mais s'avérait inévitable.

Peu de mois avant la mort de Staline, cette question trouva une solution inattendue. Un oukase du M.G.B. enjoignit à chaque chef de camp de nommer au moins 80 % de brigadiers russes, et au plus 20 % d'allogènes (Ukraiens, Baltes ou autres). Par cette mesure, on se proposait de se concilier les Russes, qui étaient à l'origine de toutes les formes de résistance. En fait, on renforça seulement les éléments révolutionnaires. Les chefs de camps se virent contraints de nommer brigadiers un grand nombre d'étudiants marxistes et de sympathisants. Cette situation joua un grand rôle dans le déclenchement de la grève.

## MORT DE STALINE

Mais les prémisses décisives de la grève se constituèrent à partir de la mort de Staline. Bien que la fin du dictateur n'entraînât aucune modification dans les conditions d'existence matérielle des prisonniers, ceux-ci ressentirent un immense soulagement moral, qui se manifesta partout par une activité accrue. Beaucoup d'entre eux se berçaient de l'espoir d'une amnistie, qui, d'après la rumeur, avait été jusque-là empêchée par Staline. Mais cette illusion creva comme une bulle de savon, lorsque, au début de mai 53, le plus haut fonctionnaire du M.V.D. de Vorkouta, le général Derevianko, annonça que les prisonniers politiques ne devaient pas compter sur une amnistie, car leur libération mettrait en danger la sécurité de l'Etat. Cette nouvelle fut un choc pour tous ceux qui s'étaient imaginés qu'avec la disparition de Staline allait aussi disparaître la terreur de l'épo-



que stalinienne. Aussi même des éléments particulièrement paisibles, qui, jusque-là, s'étaient toujours confinés dans l'attentisme, s'orientèrent-ils dès lors vers une action énergique.

Mais l'action, cela signifiait la grève ; il n'y avait aucune autre possibilité de protestation. Aussi, à la fin de mai 1953, des comités pour la préparation de la grève furent-ils formés dans certains points, comités auxquels furent élus des léninistes, des anarchistes, des *monachki* et aussi des inorganisés, car on y faisait participer ceux qui ne se rattachaient à aucun mouvement clandestin.

Les groupes balto-ukrainiens, qui avaient rassemblé autour d'eux, au cours de ces semaines décisives, tous les éléments anxieux, indécis ou désespérés, repoussèrent catégoriquement l'idée même d'une grève. « *Nous serons fusillés, c'est tout, disaient-ils, et pourquoi devrions-nous être anéantis stupidement à midi moins cinq ?* » Ils exprimaient par-là leur conviction que, maintenant que le dernier grand « *bolchevik* » était mort, la guerre était imminente.

## 5. QUAND VORKOUTA ÉTAIT EN GRÈVE

Mais la balance pencha visiblement en faveur de ceux qui étaient prêts à agir, lorsque Beria fut précipité, de façon tout à fait inattendue, depuis les sommets de la puissance jusque dans un abîme sans fond. Que sa chute dût provoquer un immense désordre dans les rangs de la police politique, personne ne le mettait en doute ; la plupart des détenus s'attendaient même à une série de révolutions de palais et espéraient que les oligarques allaient se dévorer entre eux... Espoir qui, hélas, ne se réalisa pas. Il est facile, après coup, de constater avec quelle exagération dans l'optimisme la fin de Beria fut accueillie, mais, sur le moment, personne ne pouvait prévoir les suites, et le fait par lui-même eut un extraordinaire effet stimulant sur le cours des événements.

Une grande partie de ceux qui, jusque-là, s'opposaient au mouvement, surtout parmi les *zapadniki*, reconnaissaient maintenant que le moment était venu d'agir : ils entrèrent dans les comités de grève, uniquement, il est vrai, dans les camps où dominaient les marxistes et les *monachki*. L'atmosphère était si tendue que tous en étaient électrisés. Les comités des puits *un et sept*, où les léninistes et les anarchistes exerçaient l'influence la plus forte, décidèrent, avec l'assentiment de l'ensemble des travailleurs forcés de ces camps (environ six mille), de ne reprendre le travail que lorsque le gouvernement se serait déclaré prêt à dissoudre les camps et à accorder à tous les détenus les conditions d'une colonie libre ; c'est-à-dire à les traiter comme des travailleurs libres et à signer avec eux des contrats individuels de trois ou cinq ans.



20 JUILLET 1953

Ce compromis s'avéra nécessaire pour gagner aussi au mouvement les détenus qui hésitaient encore et qui ne se seraient jamais déclarés d'accord avec le mot d'ordre : Grève jusqu'à la libération sans condition ! *C'est le soir du 20 juillet que le travail devait cesser, mais le matin même de ce jour, le comité de grève du premier puits, que les travailleurs forcés de la région de Vorkouta reconnaissaient comme direction centrale de grève, fut arrêté.* Cela avec un grand déploiement de soldats qui envahirent le puits par surprise et se retirèrent aussi subitement deux heures après, pour conduire à la prison de Vorkouta leurs prisonniers, qui n'y restèrent d'ailleurs que peu de jours avant leur transfert à Moscou. Cependant les détenus du premier puits se remirent très vite de leur désarroi et élurent un nouveau comité de grève, de sorte que l'opération militaire ne fit que retarder de 12 heures le début de la grève.

Tandis que, aux premières heures du 21 juillet, les « convois » (gardiens), avec leurs chiens, restaient à attendre devant les hautes portes de palissade, rien, absolument rien ne bougeait dans la ville concentrationnaire, car les détenus étaient tranquillement assis dans leurs baraques et ne songeaient pas le moins du monde à se préparer au travail. D'abord, des *dejourni* (sentinelles de garde) apparurent pour convier les récalcitrants à se rendre à l'entrée du camp, puis ce furent quelques officiers de la direction du camp, et finalement le chef du camp en personne. Mais tous durent se contenter de la déclaration selon laquelle les grévistes ne transmettraient leurs revendications qu'au chef de tous les camps de Vorkouta, le général Derevianko.

Ce grand personnage ne fit son apparition que deux jours plus tard, après que *dix puits déjà, au centre de la ville comme plus au loin, furent entrés dans la grève (avec environ 30.000 hommes)*. Une fois que les délégués du comité de grève eurent exposé leurs revendications, le général tint un long discours plein de promesses vagues et de menaces précises, mais il se heurta à un mur de silence hostile. Cet exploit oratoire resta pendant une semaine la seule réaction du M.V.D. A l'administration centrale de Vorkouta régnait un désarroi sans pareil, les officiers téléphonaient sans arrêt à Moscou, mais n'obtenaient comme réponses que des sentences dignes de l'oracle de Delphes et aucune directive claire. Eux-mêmes n'osaient pas agir, car une chose était claire : avant tout, Moscou ne voulait pas de scandale, pas de catastrophe, pas de répression sanglante. On attendait. Les chefs de camps envoyaient, à l'heure des changements d'équipes, un officier demander poliment dans les baraques si quelqu'un désirait aller travailler... mais personne ne le désirait. A part cela, on laissait les détenus tranquilles. L'administration avait même généreusement déclaré qu'elle était disposée à nourrir les grévistes tant qu'il y aurait des provisions ; quant à en faire venir de nouvelles, cela leur serait absolument impossible, car les pertes financières résultant de la grève les avait déjà ruinés pour des mois à l'avance.

## PROPAGANDE ET FRATERNISATION

Les grévistes ne perdirent pas leur temps, ils réquisitionnèrent tous les stocks de papier pour copier en plusieurs milliers d'exemplaires un tract dont voici le contenu :

« *Détenus, vous n'avez rien à perdre que vos chaînes ! N'attendez pas un miracle ! N'espérez pas votre libération de quelqu'un d'autre que de vous ! Personne ne vous aidera, personne ne vous sauvera ; vous seuls pouvez changer votre sort. Cessez le travail ! Notre seule arme est la grève !* »

Il fut possible de faire parvenir ces tracts partout où les travailleurs forcés ne s'étaient pas encore joints à la grève, et cela en grande partie avec l'aide de soldats qui sympathisaient avec les grévistes et, pour cette raison, prirent sur eux le risque de rétablir les liaisons que l'arrêt du travail avait interrompues. Le résultat fut qu'en l'espace de dix jours vingt grands puits de la ville et des régions éloignées cessaient leur activité.

Alors seulement, Moscou entra en action. Rapidement, on retira les troupes russes et ukrainiennes trop intimement liées aux détenus et qui, après des années de séjour à Vorkouta, se plaçaient en leur for intérieur bien plus du côté de ceux qu'elles gardaient que du côté de ceux qui les commandaient. On les remplaça par de nouveaux régiments, composés en majeure partie de ressortissants des nations extrême-orientales, qui souvent, ne parlaient même pas le russe, et ainsi ne pouvaient établir aucune liaison avec les détenus.

L'afflux continu de soldats lourdement armés ne parvenait quand même pas à intimider les grévistes et il n'y avait que des voix isolées pour s'élever et recommander : « *Il vaut mieux abandonner.* » Aux premiers jours d'août, alors que la grève avait atteint son plus haut point et que, même parmi les officiers du M.V.D., un certain nombre était persuadé de la victoire des détenus, le procureur général atterri avec sa suite de généraux sur le petit terrain d'aviation de Vorkouta. Il établit ses quartiers pour quelques jours dans la ville afin, disait-il, de négocier et d'aboutir à un accord valable.

Il apportait dans son imposante serviette une série de concessions qu'on fit aussitôt connaître dans tous les camps :

1° A tous les détenus des camps de régime est accordée, avec effet immédiat, la permission d'écrire deux fois par mois chez eux, au lieu de deux fois par an.

2° Chaque détenu peut recevoir la visite de sa famille une fois par an.

3° Les numéros vont être enlevés immédiatement des pantalons et des vestes.

4° Les barreaux de fer seront enlevés des fenêtres des baraques.

## LES RUSES DU KREMLIN

Mais ces avantages laissèrent les grévistes froids, et la direction de la grève répondit dans une lettre ouverte au procureur général : *« Nous sommes fiers de nos numéros, car ils nous distinguent aussi extérieurement des bandits et des voleurs, c'est pourquoi nous ne songeons pas du tout à les quitter. Nos parents ne peuvent pas nous rendre visite, même avec l'aimable autorisation du M.V.D., car il leur manque l'argent nécessaire à l'achat d'un billet de chemin de fer pour 3.000 km et plus. Une correspondance est tout à fait superflue pour des morts, et c'est ce que nous sommes, nous qui sommes condamnés à 25 ans. Nous y renonçons si on ne nous donne pas, par une révision de la procédure, la possibilité de revenir dans notre famille dans un temps pas trop éloigné. »*

Le procureur général préféra cependant ignorer cette lettre et le général Derevianko alla de camp en camp, promettant une meilleure nourriture, plus d'argent, un temps de travail plus court. Son art de la persuasion ne resta pas sans effet sur les éléments les plus faibles, les moins actifs politiquement, mais l'influence du comité de grève était encore plus forte que le désir de capituler. Le camarade procureur général savait cela aussi bien que tout le monde à Vorkouta. Mais il savait aussi qu'une mesure de force contre les « meneurs » déclencherait une révolte du désespoir, une vraie catastrophe sanglante, et cela devait être évité à tout prix.

Alors il eut recours à une ruse. Les membres du comité de grève et de la direction centrale de grève furent poliment invités à un entretien au quartier général ; invitation que, bien entendu, ils acceptèrent. Des ordonnances les accueillirent avec politesse à l'entrée du camp et les accompagnèrent en ville, mais pas un seul ne revint de ces conversations.

C'est là qu'en étaient les événements lorsqu'on me fit, tout à fait à l'improviste, partir pour une destination inconnue. Ce voyage, qui devait me conduire quelques mois plus tard à la liberté, m'empêcha ainsi de vivre la fin de la grève.

J'ai appris par des Allemands qui furent relâchés quelques semaines plus tard que certains puits avaient fait grève jusqu'en novembre, donc plus de trois mois. Ils n'ont ensuite repris le travail que parce que les vivres et — ce qui, dans la zone polaire, est encore plus vital — le charbon étaient complètement épuisés. Certes, le but n'était pas atteint — pas encore. Mais les améliorations matérielles auxquelles le M.V.D. avait dû se déclarer prêt sous la pression de la grève se révélèrent très considérables... et le plus important est ceci : s'il y eut bien des signes d'épuisement, il n'y en eut aucun de démoralisation, de découragement. Les travailleurs forcés étaient fatigués, non désespérés. Ils voulaient rassembler de nouvelles forces, passer au crible leurs expériences afin de mieux les utiliser... et ils voulaient continuer à lutter.

CHAPITRE II

LES RÉPERCUSSIONS  
DU XX<sup>e</sup> CONGRÈS





Dès la mort de Staline, ses héritiers entreprirent de le repousser lentement dans l'ombre, en même temps qu'ils accordaient quelques concessions aux travailleurs et à l'intelligentsia. De la réhabilitation des médecins du Kremlin, dénoncés comme des assassins, à la baisse des prix de détail, qui représentait un cadeau de près de 50 milliards de roubles à la population, de la multiplication par 5,5 du prix des livraisons obligatoires des paysans à l'Etat à l'amnistie d'un certain nombre de déportés, ces mesures, couronnées par la liquidation du tout-puissant chef de la police politique, Beria, sont autant d'appels de la bureaucratie aux travailleurs, autant de signes de bonne volonté ; en bref, les bureaucrates disent aux travailleurs : vous voyez, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour vous, faites de même pour nous, accélérez les cadences, améliorez le rendement et surtout ne bougez pas !

Dès la grève des ouvriers de Berlin-Est (juin 1953) et celles des camps de concentration (juillet 1953), il apparaît que ces concessions mêmes ouvrent une faille par où s'engouffrent les aspirations des masses. Mais toute une aile de la bureaucratie pense qu'il faut continuer dans cette voie. Il lui paraît impossible de persister à gérer à coups de knout une économie aussi diversifiée que l'est devenue l'économie soviétique, contre la volonté de dizaines de millions de travailleurs et de cadres. Cette aile, représentée par Khrouchtchev, est ainsi amenée à précipiter le mouvement. Au XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. (février 1956), Khrouchtchev présente au cours d'une séance à huis clos un rapport sur Staline, sur « le culte de la personnalité et ses conséquences », qui est un véritable réquisitoire (1). Par ce réquisitoire, les bureaucrates veulent consolider leur fragile pouvoir en rejetant sur Staline tous les aspects monstrueux de leur ascension politique, toute la litanie de crimes et d'assassinats, les purges et les répressions massives nécessaires pour exclure les travailleurs du pouvoir politique et briser leur parti, le parti bolchevique.

(1) Voir l'édition du *Rapport Khrouchtchev* chez Corrèa, Paris, 1956. La majorité des passages concernant Staline viennent d'être réédités à la fin du livre de Roy Medvediev : *Faut-il réhabiliter Staline ?* récemment paru aux éditions du Seuil.

Diffusé à tous les membres du Parti par décision officielle, ainsi qu'auprès des directions des partis frères, le rapport Khrouchtchev joue vite un rôle tout à fait indépendant des intentions de son auteur : alors même que les masses commencent, dans les « démocraties populaires » — surtout en Hongrie et en Pologne — à manifester leur mécontentement contre leurs dirigeants détestés, c'est un explosif placé sous un baril de poudre. La dénonciation de Staline mène droit à la dénonciation de la bureaucratie, qui voulait s'en servir comme d'un paravent.

Elle se greffe en effet sur un mouvement déjà engagé et décuple son dynamisme et sa profondeur. Dès juillet 1953, Imre Nagy, nommé chef du gouvernement en Hongrie, y applique un « cours nouveau » réformiste, qui se traduit, en particulier, par une libéralisation de la presse. En avril 1955, Nagy sera d'ailleurs exclu du Bureau politique et démissionné du gouvernement, puis exclu du Parti en novembre 1955. Mais le grain est semé et, en décembre 1955, se crée à Budapest le cercle Petöfi, cercle d'intellectuels qui jouera un rôle prééminent dans les mois qui suivent. C'est la même chose en Pologne : dès le début de 1955, la politique de « démocratisation », adoptée par le Comité central du parti polonais en janvier pour répondre à un désarroi profond dans l'appareil, engendre un « dégel » rapide. En août 1955, c'est la publication du fameux Poèmes pour adultes d'Adam Wazyk, dénonciation du stalinisme contre laquelle l'appareil se mobilise... Mais celui-ci n'arrive pas à faire condamner cette œuvre par le centre le plus prolétarien de Pologne, les ouvriers de Nowa Huta. En septembre, un communiste de gauche, Eligiusz Lasota, prend en main le journal de la jeunesse, *Po Prostu*, et en fait une tribune de l'opposition qui se dessine.

La dénonciation semi-publique de Staline accélère ce processus, car elle pose inévitablement le problème : POURQUOI ? La réponse de Khrouchtchev (l'abandon par Staline des principes de la direction collective, son caractère soupçonneux, despotique, capricieux, etc.) ne peut apparaître que comme une fuite dérisoire devant ce problème capital. Et lorsque des milliers d'hommes imitent le secrétaire du Parti de l'usine d'automobiles de Zeran, l'ouvrier Gozdzik, qui décide d'ouvrir les yeux « pour regarder la vie comme elle est », ils découvrent le responsable : la bureaucratie.

Dès avril 1956, dans *Nowa Kultura*, Krzysztof Toeplitz décrit et met en accusation l'appareil bureaucratique : « Jamais contrôlé par les masses, et bientôt supprimant avec habileté tout moyen de contrôle, cet appareil a dégénéré : il a formulé lui-même ses propres principes et défini ses propres buts ; il s'est entouré d'une police à sa dévotion qui défend les intérêts de la caste officielle et les professions privilégiées (...) Cette caste a été un élément antiprogressiste, et ses intérêts étaient contraires à ceux des travailleurs. » Dans *Po Prostu*, au même moment, Jan Jozef Lipski dénonce « le danger de voir une partie de notre appareil du Parti et de l'Etat se constituer en une nouvelle classe »...

Il n'est pas de notre propos ici de raconter les diverses phases de la montée de la révolution hongroise et polonaise — le lec-

teur se reportera pour cela à l'ouvrage de P. Broué, B. Nagy et J.-J. Marie : Pologne-Hongrie 1956 (2) ; l'essentiel est de souligner ici que cette montée, comme le développement des luttes ouvrières depuis 1953 dans l'Europe capitaliste, se répercute en U.R.S.S. de façon apparemment assez faible, si l'on compare à la Hongrie et à la Pologne. Mais le contrôle de l'appareil bureaucratique est en U.R.S.S. beaucoup plus profond et beaucoup plus brutal ; et les purges y ont atteint une ampleur qui rend quasiment dérisoire la répression dans les « démocraties populaires », car c'est là que le maintien de ce contrôle est décisif pour l'ordre social capitaliste comme pour l'ordre politique bureaucratique. Cela permet de mesurer l'importance des premières manifestations de l'opposition « littéraire » soviétique aux lendemains du rapport Khrouchtchev. Littéraire à un double titre — et c'est là sa tare essentielle — parce qu'elle est le fait des seuls écrivains, et parce qu'elle ne cherche ni ne trouve aucune jonction avec les travailleurs : sans doute, à cette époque, les travailleurs soviétiques étaient-ils beaucoup plus « passifs » que les travailleurs polonais ou hongrois. Mais il est frappant que le discours de Paoustovski lui-même, le plus audacieux, ne pose pas le problème du lien nécessaire avec leurs aspirations et leurs inévitables combats.

(2) Paru aux éditions E.D.I.

## LES LEVIERS

*Cette nouvelle est parue dans le n° 2 du recueil Moscou littéraire, qui fut bientôt interdit et pilonné. Mais, écrite pour être publiée, elle porte les marques de cette intention, c'est-à-dire que l'auteur s'y exprime de façon à éviter une réaction brutale des organes de la censure. En même temps, il manifeste certaines illusions qui ne relèvent pas du « paravent », mais étaient alors partagées par un certain nombre d'intellectuels et de travailleurs antistaliniens et par des couches entières de militants : le XX<sup>e</sup> congrès, croyaient-ils, marquait une rupture radicale avec le stalinisme ; s'il fallait, sans doute, l'approfondir, c'était dans la voie qu'il traçait que l'on devait s'engager.*

Les leviers, qui vont donc beaucoup moins loin que le discours de Paoustovski qui conclut ce chapitre, représentent une sorte d'« opinion moyenne ». Il faut insister sur l'un de ses aspects : les paysans, qui refusent d'accepter une planification décidée entièrement en dehors d'eux par les bureaucrates, figurent les travailleurs, l'institutrice qui cache son visage sous son fichu incarne l'intelligentsia. Or Iachine affirme ici la prééminence politique des travailleurs, qui discutent, revendiquent, tapent du poing, sur l'intelligentsia timide et effacée, et par là même incapable de donner une traduction politique aux aspirations des masses. C'est l'une des raisons qui fait que, la réunion du Parti une fois commencée, ceux-là mêmes qui protestaient contre leur rôle de « leviers » entre les mains des gens du sommet se transforment automatiquement en leviers... Les leviers furent, dès le début de 1957, l'objet d'une vaste campagne de dénonciation.

Ce soir-là, comme toujours, un poste à galène crépitait dans le bureau de la direction du kolkhoze, éclairé par une lampe à pétrole. On entendait à peine l'émission de marches militaires. Quatre hommes, assis à une table carrée en bois de pin, discutaient ; la pièce était si pleine de fumée de tabac que la flamme

de la lampe avait peine à respirer, comme dans les grandes réunions. On aurait dit que le poste crépitait à cause de la fumée dans la pièce. Sur la table, un pot de terre pour les mégots, déjà plein. De temps en temps, un bout de cigarette mal éteint se rallumait ; alors l'éleveur barbu, Tsipichev, recouvrait le pot de débris de verre et chaque fois, régulièrement, quelqu'un prononçait la même plaisanterie :

« Eh ! Si tu te brûles la barbe, tu ne feras plus peur aux vaches ! »

Ce à quoi Tsipichev répondait inévitablement :

« Si elles n'ont plus peur, peut-être qu'elles auront un meilleur rendement. »

Et tout le monde riait.

Ils secouaient la cendre de leurs cigarettes sur le plancher ou sur le rebord de la fenêtre, et dans le pot de terre ils jetaient seulement leurs mégots.

Ils étaient assis depuis longtemps et discutaient posément, à cœur ouvert, un peu de tout, sans retenue, en bons vieux camarades.

Dans la pénombre, sur les murs de rondins, on distinguait, au hasard des affiches, des slogans, la liste des membres du kolkhoze avec l'indication des journées de travail de chacun par mois, un lambeau de vieux journal mural et un tableau noir, propre, divisé par une ligne blanche en deux parties égales : sur une moitié était écrit « noire », sur l'autre « rouge ».

« Alors, il y a quelques jours, on a encore apporté du sucre à la coopérative ! » dit le magasinier, Tchoukine, le plus jeune des quatre. Sa manière de s'habiller reflétait déjà l'influence de la ville : il avait une chemise avec une cravate ; un peigne et un stylo dépassaient de la poche extérieure de son veston.

« Et qui l'a apporté ? » lui demanda malicieusement un troisième personnage, un manchot assez replet, avec, sur les épaules, une capote de grosse toile râpée, presque une capote de soldat.

— Personne ne l'a apporté ; c'est Mikola et sa femme qui m'en ont envoyé deux kilos à domicile ; nous ferons les comptes après.

— Et tu les as pris ?

— Bien sûr. Si je ne les avais pas pris, on pourrait passer toute la vie sans sucre. Toi aussi, tu les aurais pris.

— Oui, mais il ne t'en enverra pas, à toi, mon vieux Piotr Kouzmitch, dit Tsipichev en riant dans sa barbe et en regardant le manchot de côté avec un clin d'œil. Il t'en veut. Mais Serge, ça, c'est son homme, dit-il en se tournant vers Tchoukine. Ce n'est pas Serge qui l'a renvoyé du magasin, même si c'est lui qui a pris sa place. »

Il n'y avait pas bien longtemps encore, Serge Tchoukine n'était qu'un simple kolkhozien. Entré dans le Parti un mois plus tôt, il n'avait pas tardé à soutenir que les communistes devaient occuper tous les postes de commande dans le kolkhoze et qu'il était désormais tout simplement inconvenant de ne pas lui confier une responsabilité. Tout le monde fut d'accord. On se rappela qu'il avait fallu faire quelques observations pour vol au magasinier du kol-



khoze, et Tchoukine prit sa place. Lors de l'assemblée générale qui suivit, personne ne s'éleva contre cette décision. Tchoukine s'acheta un stylo et mit une cravate. Son prédécesseur partit travailler à la coopérative d'achat. C'est sur lui que roulait la conversation.

« Eh bien oui, j'ai pris sa place » dit Tchoukine après un certain temps de réflexion, « mais où est donc la vérité ? Et où part le sucre ? Et le savon, et tout le reste ? » Sur ces mots, il prit son peigne et lissa ses cheveux, épais, jeunes et indomptables.

Le quatrième interlocuteur prit alors la parole :

« Qu'est-ce que ça peut bien te faire, la vérité, puisque maintenant tu es magasinier ? »

C'était un homme d'âge moyen, mais avec des cheveux déjà blancs, pâle et visiblement de santé très médiocre. Il fumait sans arrêt, plus que les autres, et toussait beaucoup. Quand il tendait la main vers le pot de terre pour y jeter un mégot qui lui brûlait les doigts, on voyait ses ongles longs et épais et, sous les ongles, la terre ; pas la saleté, la terre ; c'était Ivan Konopliev, le chef de la brigade de culture. Il passait pour un homme juste mais de mauvais caractère, parlait peu, mais faisait toujours mouche. D'ordinaire, personne ne prenait mal les rares paroles qu'il prononçait ; de toute évidence, les gens ne sentaient en lui aucune hostilité à leur égard. Et Tchoukine non plus ne prit pas mal ce qu'il venait de lui dire.

Mais le manchot, que tout le monde appelait par son prénom et son patronyme, Ivan Kouzmitch, répliqua :

« Mais la vérité, elle, est nécessaire. Nous nous y cramponnons tous. Seulement, moi, il y a quelque chose que je ne comprends pas. Je ne peux pas comprendre ce qui se passe dans notre district. On nous a dit : *“Planifiez à partir de la base !”* *“Que le kolkhoze décide lui-même ce qu'il a ou non intérêt à semer !”* Mais notre plan, ils n'en veulent pas. C'est la troisième fois qu'ils nous le renvoient pour le corriger. C'est clair : on a rassemblé les plans de tous les kolkhozes, on a fait le total, résultat : ça ne collait pas avec le plan du district. Et le plan du district, il vient d'en haut. Et puis, avec notre plan, zéro pour les combines. On n'est pas tombé de la dernière pluie ! Dans tout cela, il y a beaucoup de bluff, et ça ne donne pas grand-chose. Il n'en reste rien de notre plan. La voilà, ta vérité : on n'a pas confiance en nous !

— Dans le district, la vérité, on l'invite seulement aux réunions des présidioms d'honneur pour qu'elle ne se fâche pas et qu'elle ferme bien son bec », dit Konopliev, blême, en jetant un mégot dans le pot de terre. Puis il se tourna vers Tchoukine :

« On n'a besoin de la vérité que pour les réunions et les jours de fête ; on appelle ça la critique et l'autocritique. Mais on ne peut pas l'appliquer à la réalité. Qu'est-ce qu'elle donnerait ? »

Soudain, le visage de Tsipichev parut se tendre et refléter un certain sentiment de malaise ; cette conversation à cœur ouvert cessait apparemment de lui plaire.

« C'est bon », dit-il sauvagement à Tchoukine, « mais, tu sais,

on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs. » Il changea de ton, comme s'il regrettait sa grossièreté. « Mon vieux, la vérité, c'est la vérité... Tu vois, par exemple : si l'on t'installe au présidium d'honneur, tu l'oublieras, la terre », dit-il, et il se mit à rire en soufflant dans ses moustaches et dans sa barbe.

La barbe de Tsipichev ne lui poussait pas seulement sous le menton, mais sur les joues et jusque derrière les oreilles ; elle se confondait avec ses épais sourcils roussâtres et surplombait ses yeux ; et quand Tsipichev riait, son visage tout entier riait et toute sa barbe, et ses yeux scintillaient du fond de cette forêt touffue.

« Il y a quelques jours, j'ai été au comité de district du Parti, chez lui-même », continua Piotr Kouzmitch, désignant par là le premier secrétaire du comité de district du Parti — et je lui ai dit : *“A quoi vous amusez-vous ? Les kolkhoziens ne marchent pas pour modifier le plan une troisième fois, ils ne sont pas contents. Nous avons besoin de lin. Il faut donc affecter les meilleures terres au lin. Nous en avons déjà eu notre lot des expériences d'élevage du lapin ou d'assolement ! On en a crevé des gars pour des prunes ! Nous avons manqué de pain, et cela fait du tort au gouvernement. Je vous dis : pour les expériences, prenez dix hectares, pour la première fois disons vingt, mais pas cent, pas mille. Nous nous habituerons, nous augmenterons nous-mêmes les chiffres, et nous demanderons plus. Mais pas tout d'un coup.”* “Non, qu'il dit, tout du premier coup. Il faut dépasser le plan. Il faut implanter le nouveau par l'action.” “Par l'action, je réponds, par l'action ! mais nous, c'est le Nord, il n'y a pas beaucoup de travailleurs et la terre a ses exigences. Il faut convaincre les gens. Lénine nous a montré la voie : il faut les convaincre.” Et lui, il me dit : *“Parfait, c'est à toi de convaincre les gens ! Nous l'avons déjà convaincu, quand nous avons créé le kolkhoze, et maintenant c'est à ton tour d'en convaincre d'autres ; applique la ligne du Parti ! Vous, vous êtes nos leviers dans le monde paysan.”* Il parle, il cultive la terre avec des gestes en l'air ; lui non plus, il n'a pas la vie très drôle, c'est évident. Mais il n'a aucune souplesse, il ne comprend pas ce que veut le Parti ; il a peur de comprendre.

— Quelle atmosphère tendue ! », dit brusquement Tchoukine, comme pour commenter ces dernières paroles, et il reprit son peigne.

« Et sa vie ne sera pas drôle. Il ne restera pas longtemps à son poste », dit Tsipichev. « Il n'est pas fait pour. Il est trop raide, il n'écoute pas les gens, il décide de tout par lui-même. Pour lui, les hommes ne sont que des leviers. Eh, les gars, à ce que je comprends, c'est justement ça le bureaucratisme ! Dans une réunion avec lui, par exemple, pas la peine de lui parler franchement, à cœur ouvert. Il faut qu'il soit sévère, il faut qu'il suive la règle de la sévérité. Et quand il nous toise tous du haut de son bureau et qu'il bougonne : *“Au travail, camarades ! Tout le monde est là ?”*, de frousse, t'en as le cœur au fond de l'estomac, tu te rasseois, et tu attends la rengaine des reproches et

des tracasseries. Si l'on disait franchement ce qui ne va pas, au premier mot franc et net le peuple déplacerait les montagnes. Mais ça, lui, ça le dépasse.

— Il pense que le Parti perdra son autorité s'il discute avec le peuple, directement, d'homme à homme. Il sait que, dans le kolkhoze, nous recevons cent grammes de farine par jour de travail et pourtant, il affirme que, chaque année, la valeur de la journée de travail grandit et que le bien-être s'accroît. Nous n'avons pas assez de vaches dans notre kolkhoze. Il suffirait de dire aux gens : vous vivez mal, parce que et parce que... mais nous vivrons mieux. Si on disait cela, on aurait tous plus de cœur à travailler.

— Quelle atmosphère tendue ! », répéta Tchoukine en guise de conclusion aux paroles brûlantes de Piotr Kouzmitch.

Ivan Konopliev terminait une nouvelle cigarette ; il voulait dire quelque chose et s'énerma : visiblement, il voulait dire quelque chose de mordant et de caustique, mais une quinte de toux, une toux grasse d'asthmatique, le saisit brusquement et il quitta la table. Près de la porte, il souleva un balai et cracha longuement dans le coin. L'éleveur Tspichev lui dit avec compassion :

« Tu as encore sûrement changé de tabac ! Je te l'ai pourtant conseillé depuis longtemps : ne fume que de la makhorka et du tabac à chiquer, cela ira bien mieux. »

L'accès de toux s'apaisa et Konopliev, encore plié en deux, leva la tête et dit d'une voix enrouée :

« Les dirigeants de notre comité de district ont perdu l'habitude de discuter avec le peuple : ils en auraient honte ! Eux, ils comprennent tout, mais ils ont peur de faire le moindre pas en avant. Ils ne cherchent pas vraiment à convaincre les gens. Ils comptent sur les « leviers ». Ils voient la campagne du fond de leur salon, et ils ne veulent pas discuter tout haut. Leur seul souci c'est que, dans les communiqués, les chiffres soient bien ronds. Mais les individus, dans quelle situation ils se trouvent, ce qu'ils veulent... »

Et une nouvelle crise de toux, douloureuse, plia Konopliev.

« Ça va, ça va, tais-toi, sinon tu vas perdre la vie d'un seul coup. »

Tspichev se leva de table et s'approcha de Konopliev, près de la porte.

« Ivan, nous allons te faire obtenir un congé par le comité de district. Tu partiras à la mer, changer d'air ; par la même occasion, tu regarderas comment les gens vivent là-bas, tu examineras cela de près et tu nous raconteras ensuite. Ça nous donnera du courage à tous. »

Konopliev eut un geste d'impatience, qui voulait dire : assieds-toi, qu'est-ce que tu as à te lever de table, va-t-en ! Mais la toux l'empêcha de dire quoi que ce soit. Tspichev revint s'asseoir à table.

« Sa femme va lui en viser une, feuille de congé, que même ses parents ne s'apercevront pas qu'il est parti », dit Tchoukine.



« Elle a l'œil sur lui : il peut tousser tant qu'il veut, fumer, boire, mais il ne faut pas qu'il la quitte d'un pas.

— L'air, chez nous, n'est pas moins bon qu'à la mer ! », fit remarquer Piotr Kouzmitch d'un air rêveur. « Il y en a, de l'air. Dans le temps, on se guérissait de la toux en allant travailler à la goudronnerie ou extraire de la résine blanche. On passait trois ou quatre semaines dans une pinède, on mettait la résine en pots puis en tonneaux, on gagnait de l'argent et cela améliorait la respiration. Où achète-t-on maintenant cette résine ? Je n'en ai plus jamais entendu parler. On en faisait de la térébenthine et de la colophane pour les violonistes. Maintenant on joue sans colophane.

— On a remplacé tout ça par la matière plastique. Et voilà ! » Tchoukine montra son peigne : « Ça aussi, c'est en matière plastique ».

Personne ne regarda le peigne de Tchoukine.

« Eh, les gars, la lampe s'éteint complètement », fit remarquer Tspichev en levant sa barbe.

Konopliev s'éloigna de la porte :

« Sans air, on meurt. Les lampes aussi ont besoin d'air. »

Il remua une dernière fois le balai de branches sèches et revint s'asseoir à table. Son visage était pâle, sa respiration difficile.

« Voici comment je comprends notre situation », dit-il. « Tant qu'on n'aura pas confiance dans le simple paysan, celui qui travaille dans le kolkhoze, il n'y aura pas d'améliorations véritables et nous essaierons encore bien des avatars. On écrit chez nous : un nouveau type d'homme est apparu. Sûr qu'il est apparu ! On a mis le kolkhoze entre les mains du paysan. Sûr qu'on l'a fait. Et le moujik a changé. Parfait ! Alors il faut lui faire confiance, à ce moujik. Lui aussi, il a une cervelle.

— C'est bien vrai, les loups ne la lui ont pas mangée », souligna malicieusement Tspichev.

« Voilà ! Il ne faut pas seulement nous donner des leçons, il faut aussi nous écouter. Mais tout vient d'en haut et toujours d'en haut : les plans, les présidents, les normes de rendement. On n'a pas le temps de chercher à convaincre les gens ; d'ailleurs cela n'est pas nécessaire... et comme ça, c'est plus facile ! Notre seul travail : transmettre les instructions et donner des conseils. On a faussé le travail culturel par les tracasseries ; les clubs et les salles de lecture ne fonctionnent que dans les rapports, il n'y a personne pour donner des leçons et faire des conférences. On n'a plus à se mettre sous la dent que les campagnes de ravitaillement et de récoltes : campagnes de cinq jours, de dix jours, d'un mois... »

Konopliev s'arrêta pour reprendre son souffle et Piotr Kouzmitch en profita pour prendre la parole :

« Ça se passe toujours comme ça : si le coin ne rentre pas dans l'arbre, c'est l'arbre qui est coupable et pourri, à ce qu'ils disent. Et va dire au district que tu n'es pas d'accord ! Ils t'abreuvent de conseils et de recommandations, mais leurs conseils,

ce sont des ordres. Si tu ne remplis pas les instructions, c'est que tu lâches la bride aux kolkhoziens, et s'ils ne sont pas d'accord, pour toi c'est un vrai fiasco politique.

— Et pourquoi, un fiasco ? » cria presque Konopliev. « Est-ce que nous ne souffrons pas tous pour le même but, est-ce que nous n'avons pas tous les mêmes intérêts ? »

— Bah, tu sais, les gars du comité de district, on ne les considère pas non plus comme des dirigeants. On se contente aussi de leur donner des ordres, et c'est tout.

— Oui, oui, c'est tout », s'écria Konopliev qui commençait à s'échauffer. « A côté, dans le district de Grouzdikkinsk, ça marche autrement. Tchourine y est allé, il y a quelques jours : là-bas, les présidents de kolkhoze n'ont pas la frousse quand les autorités les convoquent au district. Ils n'ont pas peur comme chez nous. Le secrétaire vient tout simplement au kolkhoze, il ne se contente pas de discuter avec les gens à coups de paperasses. »

Le poste de radio, placé sur un rayon dans un coin, se mit soudain à marcher plus fort, sans cesser de crépiter et de grésiller, comme un extincteur à incendie qui se vide en bouillonnant. Mais maintenant, à travers les crépitements et les grésillements, on entendait, non plus de la musique, mais un discours émaillé de bégaiements et de provincialismes : c'était l'heure de la lecture de lettres envoyées par des pionniers des terres vierges. Un type racontait ses exploits dans l'Altaï. Les quatre amis prêtèrent l'oreille.

*« On nous appelle tous des Moscovites, bien que nous venions de différentes villes. On se conduit en copains, mais on ne se laisse pas marcher sur les pieds. L'année dernière, la moisson a été extraordinaire. On entrait dans le blé comme dans un champ de roseaux. Même les vieillards ne se souviennent pas d'avoir jamais vu des blés pareils. On a manqué de place pour stocker la production, que ça en faisait mal... »*

Après quoi, le gars s'adressait à sa chère maman, mais, comme s'il n'avait jamais encore prononcé son nom, il perdait tout à fait contenance devant le micro, c'était clair.

« Tu vois », dit Piotr Kouzmitch, « là-bas aussi ils ont leurs soucis : il n'y a pas de place pour stocker le blé. » Il donna quelques coups sur le côté du poste, et son manteau de grosse toile glissa de son épaule gauche sans bras.

« On ne peut quand même pas tous partir pour l'Altaï », marmonna Konopliev : une nouvelle crise de toux le secoua ; il quitta la table, prit dans ses deux mains le pot de terre, et se dirigea vers la porte. Là, il repoussa le balai d'un coup de pied et jeta les mégots dans le coin.

Et alors on s'aperçut que, pendant toute cette conversation, quelqu'un d'autre se trouvait dans l'isba. Derrière le large poêle russe s'éleva la voix impérieuse et mécontente d'une vieille femme :

« Eh ! crevé ! Où est-ce que tu fourres tes mégots ? Ça n'est pas toi qui balayes. Je viens tout juste de laver le plancher et vous avez tout sali. »



Les moujiks sursautèrent de surprise et se regardèrent :

« Tu étais encore là, Marthe ? Et qu'est-ce qu'il te faut ?

— Qu'est-ce qu'il me faut ? Je vous surveille. Si vous mettez le feu au bureau, on me traînera en jugement. Il suffit qu'une étincelle tombe sur un de ces balais de branches bien sèches, si Dieu le veut...

— Allons, rentre chez toi.

— Je m'en irai, quand ça sera nécessaire. »

Les paysans s'arrêtèrent de parler, comme s'ils se sentaient en quelque sorte coupables l'un devant l'autre.

Pendant un moment on n'entendit plus que les bruits de la rue, la rumeur du vent et le chant d'une fille au loin.

Serge Tchoukine ferma le poste, les voix des pionniers des terres vierges se turent.

Puis ils dénichèrent quelques bouts de journal sous le verre cassé et s'y plongèrent, ils roulèrent des cigarettes, et restèrent longtemps silencieux à fumer... Et quand ils recommencèrent à échanger de courtes phrases, ce n'étaient plus que des phrases creuses, à propos de rien et pour personne : sur le temps (quel temps de chien, avec un temps pareil on a des courbatures partout), sur les journaux (ils peuvent servir à plusieurs choses : on peut en prendre un pour rouler sa cigarette et en faire brûler un autre pour dissiper l'odeur du tabac), sur la journée de la veille (il fallait aller quelque part, mais on n'y est pas allé), puis sur la journée du lendemain (il faudrait se lever un peu plus tôt, pour une fois que la femme se décide à faire des crêpes...). Phrases creuses qu'ils prononçaient d'une voix sourde, calme, en regardant de temps à autre de côté et vers le poêle, comme si ce n'était pas Marthe, la femme de ménage, qui se cachait derrière, mais un étranger énigmatique, dont il fallait se méfier. Tspichev avait pris un air sérieux, ne parlait plus, ne souriait plus et se contenta de demander par trois fois, sans s'adresser précisément à quelqu'un :

« Qu'est-ce qu'elle a à traîner, cette institutrice ? Il faudrait commencer la réunion du Parti. »

Seul, Tchoukine se conduisait soudain de façon un peu étrange ; il ne pouvait pas tenir en place et faisait sans cesse grincer son tabouret ; ses yeux jeunes, espiègles, à l'expression finaude, brillaient et regardaient tout le monde avec une expression de défi. Tchoukine semblait avoir vu brusquement quelque chose que personne n'avait vu avant lui, ce qui lui donnait un sentiment de supériorité sur les autres. A la fin, il ne put se retenir et il éclata bruyamment de rire.

« Ah ! Ah ! Elle nous a fait peur, la maudite bonne femme », dit-il en riant.

Piotr Kouzmitch et Konopliev se regardèrent et se mirent aussi à rire :

« C'est sûr, la diablesse ! Brusquement on aurait dit qu'elle poussait un rugissement derrière le poêle. Mais, à mon avis — Ivan Konopliev termina sa phrase avec peine — mais, à mon

avis, c'est parce que c'est arrivé comme ça, ça nous a pris par surprise...

— Nous avons eu peur, comme des gosses pris la main dans le sac. »

Les rires dissipèrent la tension et les remirent dans leur état normal.

« Et de quoi est-ce que nous avons peur, moujiks ? », demanda soudain Piotr Kouzmitch d'un air rêveur et un peu triste. « Eh bien, nous avons peur de nous-mêmes. »

Tsipichev ne souriait plus. Comme s'il n'avait pas remarqué que les autres aussi avaient ri, il regarda Tchoukine sévèrement, en vrai frère aîné.

« Tu es encore jeune pour rire de cela. Vis donc avec notre... »

Mais Tchoukine ne se calmait pas. Et puis il était visible que Piotr Kouzmitch et Konopliev étaient de son côté. Ils lui firent un clin d'œil complice et continuèrent à rire :

« Et voilà comment nous avons la frousse », dit Konopliev.

Derrière le poêle, Marthe restait silencieuse.

Deux komsomols entrèrent dans le bureau.

« Qu'est-ce que vous voulez ? », leur demanda Tsipichev en se tournant de tout son corps vers eux.

« Écouter la radio.

— Pas possible. Il va y avoir une réunion du Parti.

— Et nous, où on va aller ? On est nombreux.

— Où vous voudrez. »

En disant cela, Tsipichev regarda ses amis, comme s'il voulait savoir s'ils approuvaient son attitude. Piotr Kouzmitch n'était pas d'accord.

« Écoutez, les jeunes », fit-il en se tournant vers eux, « nous allons avoir ici une réunion du Parti, après vous occuperez la position. »

Enfin, Akoulina Semenovna, l'institutrice, arriva ; c'était une jeune femme de petite taille, presque une gosse. Elle enleva son manteau d'un air fatigué, défit son foulard de laine gris et le fourra dans un coin, sous la planche du poste de radio. Son arrivée ranima un peu Tsipichev. Mais son animation ne se traduisit que par le ton extrêmement sévère et autoritaire sur lequel il s'adressa à l'institutrice :

« Alors, dis donc, Akoulina Semenovna, tu nous forces tous à attendre ? »

Akoulina Semenovna regarda Tsipichev d'un air coupable, puis elle regarda Piotr Kouzmitch, le pot à mégots, la lampe, et baissa enfin les yeux.

« C'est que j'ai été retenue à l'école, Piotr Kouzmitch », dit-elle en se tournant vers le manchot, « j'aurais bien aimé résoudre une question avant le début de la réunion : il n'y a pas de bois de chauffage à l'école... »

— Les affaires courantes, c'est pour plus tard », coupa Tsipichev. « Maintenant, il faut commencer la réunion. Le comité de district exige depuis longtemps qu'il y ait deux réunions par mois, et nous ne pouvons même pas nous arranger pour en porter

au moins une au procès-verbal. Comment allons-nous en rendre compte ? »

À ces mots, Konopliév se racla la gorge et Tsipichev sentit à nouveau, pour un instant, comme une sorte de gêne, un manque de confiance en soi, et il regarda timidement autour de lui comme pour s'excuser de ce qu'il venait de dire. Mais tout le monde garda le silence. Alors, la voix de Tsipichev retrouva définitivement sa fermeté et son autorité. Que se passait-il ? Sa barbe se redressa, parut s'allonger, ses yeux s'emplirent de sévérité et la petite flamme vive qui y brillait dans les moments de simple conversation amicale en disparut. Tsipichev se tourna vers Marthe, la femme de ménage, et lui dit d'un ton sec :

« Marthe, sors ! Nous avons ici une réunion du Parti, et nous allons discuter... »

Marthe parut comprendre le changement qui s'était produit ; elle obéit, non sans ronchonner :

« Discutez, discutez ! Comme je ne comprends pas, je sors ! »

Lorsque la porte se fut fermée doucement derrière Marthe, matée, Tsipichev se leva et prononça les mots que, dans ces occasions, prononce un secrétaire de comité de district du Parti, sur le même ton sec et sévère, quasiment d'une voix de conspirateur, exactement celle qu'avait le secrétaire du comité de district quand il inaugurait une réunion :

« Nous commençons, camarades ! Tout le monde est présent ? »

En proférant ces mots, il semblait avoir mis en marche un mécanisme miraculeux : tout, dans l'isba, devint méconnaissable, les gens, les choses et, semblait-il, jusqu'à l'air lui-même.

Tchoukine et Konopliév s'éloignèrent en silence de la table. Piotr Kouzmitch resta assis à sa place, et se contenta de retirer complètement sa capote de grosse toile, à moitié glissée de ses épaules, et de la mettre à côté de lui sur le banc. L'institutrice se tassa encore plus dans son coin sous le poste de radio. Tous les visages étaient maintenant recueillis, tendus et ennuyés, comme si les membres de la cellule se préparaient à quelque cérémonie bien connue, mais pourtant solennelle et importante. Il n'y avait là plus rien de terrestre, de naturel, l'action avait été transposée dans un autre monde, dans une situation compliquée et qui n'était pas encore tout à fait habituelle et compréhensible à ces gens simples et cordiaux.

« Tout le monde est présent ? » répéta Tsipichev, en faisant des yeux le tour des présents, comme s'il y en avait au moins une bonne dizaine.

Nous savons pourtant qu'ils n'étaient en tout et pour tout que cinq. L'éleveur Stepan Tsipichev était secrétaire de la cellule. On l'avait élu secrétaire, il y avait peu de temps, sur la recommandation du comité de district. Flatté par cette distinction, Tsipichev s'efforça de remplir son rôle le mieux possible et, comme il manquait totalement d'expérience, il se mit inconsciemment à singer en tout le patron du district. A vrai dire, il ironisait parfois lui-même sur son propre compte, mais il appliquait toujours toutes les instructions venues d'en haut avec un tel zèle

et si littéralement — toujours par peur de laisser passer une faute par inadvertance — qu'il lui arrivait parfois de passer son temps à enfoncer des portes ouvertes. L'instructeur de zone, présent lors de l'élection de Tsipichev, dit en riant que ce camarade avait pas mal de qualités, mais qu'il présentait aussi quelques insuffisances, dont la principale était sa barbe. Tsipichev prit cette plaisanterie au sérieux, il y vit un conseil et il décida, en son for intérieur, qu'il lui fallait absolument supprimer sa barbe et toutes les autres parties velues de son visage ; mais l'occasion favorable ne s'était pas encore présentée.

Piotr Kouzmitch Koudriavtsev, le manchot, était président du kolkhoze, Ivan Konopliev, nous l'avons déjà dit, chef de la brigade de culture, Tchoukine magasinier. Depuis qu'on avait donné à Tchoukine la place de magasinier et qu'on avait rayé son prédécesseur des registres du Parti en même temps qu'on l'envoyait travailler à la coopérative, il n'y avait plus de kolkhozien de base dans la cellule. Akoulina Semenovna était typiquement un membre de l'intelligentsia, bien qu'elle fût des leurs, du pays, et qu'elle dépendît en tout de la direction du kolkhoze.

« Je donne la parole sur l'ordre du jour au président du kolkhoze, le camarade Piotr Kouzmitch. »

Piotr Kouzmitch Koudriatsev se leva.

Tsipichev se rassit.

La réunion du Parti était commencée.

Et la discussion s'engagea sur les questions dont les membres de la cellule, et parmi eux le secrétaire, venaient de discuter avec une telle franchise et une telle perspicacité, dénonçant la routine administrative, le bureaucratisme et l'« à-la-lettrisme » dans l'action et dans les discours.

« Camarades ! dit le président du kolkhoze, le comité de district et le comité exécutif du district n'ont pas approuvé notre plan de production. Je considère qu'il y avait quelque chose que nous n'avions pas prévu, que nous avons laissé au petit bonheur. Cela n'est pas digne de nous. Nous avons laissé tomber le travail d'explication avec les masses et nous ne les avons pas convaincues. Mais il faut convaincre les gens, camarades. Vous et moi, nous sommes les leviers du Parti dans le monde paysan. C'est ce que le comité de district et le comité exécutif du district nous ont démontré. »

Avec des mouvements prudents et dissimulés, pour ne troubler personne, l'institutrice renoua son fichu sur sa tête, son visage devint invisible, et personne n'aurait plus pu dire ce qu'elle pensait.

Tchoukine se remit à sourire. Il prit son stylo dans sa poche, le tourna et le retourna dans ses mains, sortit son peigne et regarda la lampe à travers, souffla doucement dans les dents du peigne et le remit dans sa poche sans se peigner.

Son visage s'épanouissait de plus en plus, et une petite flamme narquoise et moqueuse passa dans ses yeux. On aurait dit qu'il allait recommencer à éclater de rire, mais il se retint et se

contenta d'envoyer un coup de coude dans les côtes de Konopliev en lui glissant à l'oreille :

« Tu as vu comment qu'il mène ça ? Tu le reconnais maintenant ? »

Konopliev sourit aussi, mais d'un air faux et mauvais :

« D'accord. Mais ne l'embête pas pendant qu'il fait son jus. C'est comme ça qu'il faut faire. En ce moment, Piotr Kouzmitch remplit sa charge. Ça doit se passer chez nous comme au district. Tel maître, tel valet.

— Et la vérité ?

— La vérité ? Elle arrivera à ses fins. Tu sais, mon vieux, elle arrivera vite jusqu'à nous. Elle commence déjà à tonner.

— Oh, moi, je crois qu'on est au bout de notre rouleau.

— Mais non ! »

Et Konopliev s'étira vers la table, prit le pot de mégots et se mit à fumer comme un sapeur. Il ne voulait pas tousser, il se retenait, et pourtant dans sa poitrine ça bouillonnait et ça sifflait.

Koudriavtsev ne parla pas longtemps. L'essentiel de son rapport se ramenait à ceci : le district mettrait en doute la combativité de la cellule si celle-ci ne corrigeait pas le plan d'assolement du kolkhoze pour l'année à venir, rapidement et sans discussion, conformément aux instructions du comité de district et du comité exécutif de district. Tous les orateurs qui intervinrent au cours des débats furent d'accord sur ce point. Il était impossible de faire autrement.

Akouline Semenovna, Tchoukine et Konopliev intervinrent eux aussi. Aucune divergence ne se fit jour, pas plus qu'il n'en était apparu dans la conversation amicale qui avait précédé la réunion du Parti ; mais, à vrai dire, l'accord et l'unanimité paraissaient avoir une signification quelque peu différente, on pourrait dire inverse.

Tsipichev fut satisfait de voir l'unité des rangs communistes, et il intervint en personne sur la seconde question. Le secrétaire de zone du district avait fait remarquer qu'il n'y avait pas le moindre travail d'éducation politique dans le kolkhoze, et le premier secrétaire du comité de district avait envoyé une note dans le même sens. Tsipichev expliqua :

« Camarades, nous n'encourageons pas les meilleurs, nous ne punissons pas les éléments attardés, il n'y a donc pas d'émulation chez nous. Il suffit de regarder notre tableau d'honneur. La conclusion est claire et nette. Il faut se mettre à la tête des masses, camarades. Voici ce que je pense : il faut trouver quelques objectifs à atteindre, pour lesquels on puisse donner une prime à un ou deux gars par objectif atteint, et ensuite infliger une amende à quelques autres pour que cela soit réglementaire dans les deux sens. Le comité de district nous encourage dans cette voie... »

La cellule décida à l'unanimité d'inscrire cinq kolkhoziens pour la prime, trois pour l'amende. La discussion porta seulement sur la détermination des objectifs sur lesquels il fallait chercher des gens à encourager et d'autres à punir.

On n'eut pas le temps d'écrire la moindre résolution. Marthe



revint pour ranger le bureau et le fermer à clé. Piotr Kouzmitch proposa de confier la rédaction de la résolution au secrétaire :

« Ecris ça ! Tu sais comment il faut faire », souffla-t-il, heureux que la réunion soit enfin terminée. « Tu sais bien : *“Dans la situation de haut développement de la production dans laquelle se trouve le kolkhoze, s'ouvre...”* »

— Dans laquelle *“se trouve tout le pays...”* », suggéra Tchoukine.

Ils se préparèrent rapidement à rentrer chez eux ; on aurait dit qu'ils avaient tous dans le cœur le sentiment du devoir accompli, accompagné d'une certaine gêne, d'un certain mécontentement de soi. Sur le perron, des bruits de bottes se firent entendre, et une bande de jeunes apparut dans l'encadrement de la porte :

« On est arrivé au bon moment ? » demanda l'un des deux garçons qui étaient déjà venus tout à l'heure.

« Oui », répondit Piotr Kouzmitch, « tout à fait au bon moment. Allez, entrez tous, les gars. »

L'air froid de la rue s'engouffra dans l'isba. La petite flamme de la lampe se remit à vivre, les nouveaux arrivants déplacèrent les chaises et ouvrirent les fenêtres.

« Qu'est-ce qu'il y a comme fumée ici ! » piaillèrent les filles.

A l'arrivée des jeunes, Akoulina Semenovna se redressa et défit son fichu. C'étaient des gens de son âge, et elle se sentait plus libre avec eux. Serge Tchoukine passait dans les groupes qui s'étaient formés, il avait resserré le nœud de sa cravate et ne lâchait pas les filles.

Le poste de radio, toujours branché, se mit brusquement à fonctionner très haut et très nettement. Il y avait une émission sur la préparation du vingtième congrès du Parti. Tout le monde l'écouta.

Comme radouci, Piotr Kouzmitch dit, avant de partir, à Akoulina Semenovna :

« Tu auras du bois de chauffage ; ne t'inquiète pas. Je m'arrangerai pour. »

Tsipichev s'approcha de Serge Tchoukine et lui serra le bras au-dessus du coude :

« Tu restes ? »

— Oui.

— Bon, veille à ce que rien de tel... »

Koudriavtsev, le président du kolkhoze, et Ivan Konopliev, l'éleveur, sortirent du bureau dans la rue sombre et boueuse ; la conversation reprit entre eux sur l'existence, la vie de tous les jours, le travail, la même conversation qu'ils avaient eue avant le commencement de la réunion.

« Et maintenant, on va voir ce que le vingtième congrès du Parti dira ! », répétaient-ils à tout bout de champ. Et c'étaient de nouveau des hommes purs, pleins de cœur, et droits, des hommes enfin, et pas des leviers.

## VI

ALEXANDRE KRON

1956

### LE MÉRITE HISTORIQUE DU XX<sup>e</sup> CONGRÈS

*Le 30 juin 1956, le comité central du P.C.U.S. publiait une résolution intitulée Sur l'élimination du culte de la personnalité et de ses conséquences, qui tentait de définir les limites acceptables de la déstalinisation. Le dramaturge Alexandre Kron, dans Moscou littéraire-2, essaya de pousser plus loin la critique officielle. Sans doute les lignes que nous reproduisons s'arrêtent-elles devant le seuil de l'analyse des racines sociales du phénomène décrit. Mais la violence des critiques que cet article subit vient de ce que la manière même dont Kron présente la contradiction entre le stalinisme et les rapports sociaux nés d'Octobre ne peut qu'entraîner le lecteur à poser le problème des causes du « culte de la personnalité ».*

Le mérite historique du XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. est d'avoir condamné le culte de la personnalité, qui avait causé un préjudice énorme dans tous les domaines de la vie matérielle et spirituelle de notre société. Fait extrêmement important : le Parti a condamné, non seulement le culte de la personnalité de Staline, mais il a aussi condamné le culte de la personnalité en général. Tout culte, quel qu'il soit, est organiquement hostile à la conception du monde scientifique du prolétariat, le marxisme-léninisme. Là où il y a un culte, la pensée scientifique est obligée de reculer devant la foi aveugle, l'esprit créateur devant le dogme, l'opinion publique devant l'arbitraire. Le culte engendre une hiérarchie des serviteurs du culte : toute divinité a besoin d'évêques et de flatteurs. Le culte est incompatible avec la critique, et la critique la plus saine se voit aisément transformée en hérésie et en sacrilège. Le culte est antipopulaire par son essence même : il humilie le peuple et oblige à considérer comme un don venu d'en haut ce qui a été entièrement payé par la sueur et le sang du peuple. Même la divinisation « *cultuelle* » du Peuple avec une majuscule a son côté

négatif : elle humilie l'individu. Le Chef était le serviteur du Peuple, mais quand des millions d'individus conscients se levaient au seul nom de leur « *serviteur* », il y avait là quelque chose de tout à fait étranger aux traditions démocratiques dans lesquelles la révolution et le régime soviétique nous ont élevés.

On dit souvent que le culte de la personnalité a apporté à notre société un préjudice incalculable. Incalculable, incommensurable, illimité, inouï, infini, ces mots, employés en grande série, ont un arrière-goût désagréable d'irrationnel, et ce n'est pas un hasard s'ils ont été fort à la mode il y a quelques années. Si, en effet, nos richesses sont incalculables, si nos forces sont inépuisables, si notre crédit est illimité, si notre prestige est sans borne, à quoi bon faire preuve de prudence et de prévoyance, à quoi bon s'insinuer et ouvrir l'œil, et il est facile alors de perdre toute notion de la réalité, de passer la mesure et de s'abandonner à la gigantomanie la plus désordonnée. Non, si grand que fût le préjudice causé par le culte de la personnalité, il n'est pas incalculable et il peut et doit être calculé. En même temps, nous devons apprécier lucidement nos forces et nos possibilités, et nous verrons que nous en avons plus qu'assez pour surmonter de façon résolue et conséquente les séquelles du culte dans tous les domaines de notre régime, économique, politique et culturel. Pour cela il n'est pas nécessaire de qualifier à chaque instant ce qui est nombreux d'innombrable, ce qui est puissant d'invincible, ce qui est intelligent de suprêmement sage et ce qui est grand de grandiose.

*Literatournaia Moskva, 1956.*

T. II, p. 780-781.

## VII

CONSTANTIN PAUSTOVSKI

Le 22 octobre 1956

### **CONTRE LA NOUVELLE CASTE DE PETITS-BOURGEOIS IL FAUT MENER LE COMBAT JUSQU'AU BOUT**

(Discours prononcé à la *Maison des prosateurs*, à Moscou)

*Pendant l'été 1956, la revue Novy Mir publia un roman de Doudintsev L'homme ne vit pas seulement de pain, dont le héros, un ingénieur, devait combattre et, finalement, vaincre — mais au prix de quelles difficultés ! — l'opposition farouche des bureaucrates, représentés par le haut fonctionnaire Drozdov, à l'invention qu'il venait de faire. Très vite, le roman de Doudintsev devint le foyer de l'affrontement entre les staliniens et la gauche. La montée des révolutions hongroise et polonaise donna à cette discussion une dimension politique explosive. Le 22 octobre 1956, la section de Moscou de l'Union des écrivains organisait une réunion destinée à clouer au pilori le roman de Doudintsev comme antisoviétique... Mais les étudiants de l'université Lomonossov entrèrent en masse dans la Maison des prosateurs, d'où la majorité des staliniens s'éclipsèrent discrètement, et la réunion se transforma en un meeting politique que le Bureau politique condamna dans les jours qui suivirent. Des discours prononcés à ce meeting historique, seul nous est parvenu à ce jour le texte de l'intervention de l'écrivain Paoustovski, capitale à un double titre.*

*On verra, à la lecture de ce discours, que l'analyse faite par Paoustovski de la bureaucratie est exactement celle qu'élaboraient au même moment les gauches communistes polonaise et hongroise, c'est-à-dire qu'elle est proche de celle de Trotsky, à une différence près, fort importante, il est vrai : Paoustovski ne discerne pas les racines internationales de la bureaucratie ; il ne voit pas qu'elle est le produit du reflux et du retard de la révolution mondiale. En tout cas, ce n'est pas, à ses yeux, une « nouvelle classe ».*

*La personnalité de Paoustovski donne à cette analyse un poids particulier. Considéré comme le plus grand prosateur russe avec Pasternak et l'officiel Cholokhov, il fut officiellement « proposé » pour le prix Nobel en 1964. Les courageux académiciens de*

*Stockholm, cédant aux injonctions de la Guépéou, préférèrent donner le Nobel au policier de plume Cholokhov, dénonciateur de ses confrères...*

Mon intention n'est pas de parler des qualités ou des défauts littéraires du roman. Je considère qu'il est temps de se faire entendre à pleine voix. Camarades, à mes yeux, Doudintzev représente un phénomène social très important. Le roman de Doudintzev, c'est la première bataille contre les Drozdov (1), sur lesquels notre littérature doit se jeter jusqu'à leur entière liquidation dans notre pays.

Mais les Drozdov sont des milliers et c'est de cela que je veux parler. Un fait me réjouit : les hommes qui, dans une certaine mesure, se solidarisent avec les Drozdov n'ont pas trouvé la possibilité d'assister à cette réunion. En un certain sens, cela me réjouit. La conscience de l'écrivain doit être entièrement celle de son peuple.

Doudintzev a exprimé la profonde alarme que nous éprouvons tous pour la physionomie morale et la pureté de l'homme soviétique, et pour notre culture. Le livre de Doudintzev est d'une vérité impitoyable, la seule dont le peuple ait besoin dans sa marche difficile vers un nouveau régime social. Le livre de Doudintzev est d'une vérité impitoyable et c'est aussi un très sérieux avertissement. Le danger existe : les Drozdov n'ont pas diminué ; ils sont toujours là.

Il n'y a pas très longtemps, j'ai eu l'occasion de me trouver parmi les Drozdov assez longtemps et de les rencontrer souvent. C'était sur le *Pobeda* (2). La moitié des passagers (intellectuels, peintres, écrivains, ouvriers, hommes de théâtre) formait une première couche sociale occupant les deuxième et troisième classes du bateau. Les cabines de luxe et de première étaient occupées par une autre couche sociale : vice-ministres, très hauts fonctionnaires de l'économie et autres grands personnages. Nous n'avions et nous ne pouvions avoir avec eux aucun contact, parce que ces hommes, de l'avis des deuxième et troisième classes, c'est-à-dire de la moitié du bateau, ne se contentaient pas de se rendre intolérables par leur morne arrogance, leur indifférence totale à l'égard de tout, sauf évidemment à l'égard de leur position et de leur vanité personnelles ; ils nous stupéfiaient encore par leur inculture crasse (*applaudissements*). Laisser de telles gens franchir les frontières de notre patrie, à mon avis, c'est tout simplement un crime (*applaudissements*). Un crime parce qu'eux — les Drozdov — et nous, nous avons des conceptions totalement différentes du prestige de notre pays et de la dignité de l'homme soviétique. Il suffit de citer deux exemples assez classiques du genre de questions que ces gens posaient à nos guides et interprètes. Vous savez que la Chapelle sixtine abrite le chef-d'œuvre

(1) Drozdov : « héros » du roman de Doudintzev, *L'homme ne vit pas seulement de pain*. Drozdov représente le bureaucrate type, borné et obtus, dictatorial et vindicatif, qui s'oppose à tout ce qui est neuf.

(2) *Pobeda* : navire de croisière.



de Michel-Ange : *Le jugement dernier*. Un des Drozdov, qui avait occupé, il y a quelque temps, un poste très élevé, demanda au guide : « *Qu'est-ce qui est peint là-dessus ? Est-ce le jugement de Mussolini ?* » (rires).

J'ai entendu l'un d'eux demander devant l'Acropole : « *Comment le prolétariat a-t-il pu laisser construire l'Acropole ?* »

En outre, tout ce qu'il y a de bien en Occident se voyait condamné. Comme l'un de nos voisins, un écrivain de Leningrad, disait un jour : « *La mer est d'une teinte magnifique !* », un des Drozdov fit la remarque : « *Eh quoi ! est-elle pire chez nous, la mer ? Ce camarade devra être contrôlé.* » C'est une petite chose, mais, en l'occurrence, elle suffit à nous montrer le visage des Drozdov.

Je parle de l'alarme qui était en chacun de nous, de cette alarme dont Doudintzev est pénétré. Où prend-elle ses racines ? Pourquoi Doudintzev, homme d'un grand courage et d'une haute conscience, est-il si troublé ? Le problème n'est pas dans la peinture de quelques carriéristes. Il ne s'agit pas simplement de carriéristes. Tout cela est bien plus compliqué et bien plus grave.

Le problème est que, dans notre pays, existe impunément et prospère même jusqu'à un certain point une couche sociale tout à fait nouvelle, *une nouvelle caste de petits-bourgeois*.

C'est une nouvelle couche de *carnassiers et de possédants*, qui n'a rien de commun avec la révolution, ni avec notre régime ni avec le socialisme. (*Voix dans la salle : « Très juste. »*) Ce sont des cyniques, de noirs obscurantistes qui, sur le même *Pobeda*, tenaient tout à fait ouvertement, sans se gêner ni craindre personne, des *discours antisémites de faiseurs de pogromes*.

Ces Drozdov-là sont des milliers, et il ne faut pas fermer les yeux sur leur existence. Le mérite énorme de Doudintzev, c'est d'avoir frappé sur le chaînon le plus important. Il parle du phénomène le plus terrible de notre société, sur lequel nous ne pouvons à aucun prix fermer les yeux, si nous voulons que les Drozdov n'envahissent pas tout notre pays.

D'où tout cela est-il venu ? D'où sortent ces profiteurs et ces lèche-bottes, ces affairistes et ces traîtres, *qui se considèrent en droit de parler au nom du peuple, qu'en fait ils méprisent et haïssent, tout en continuant à parler en son nom ?* Ils connaissent l'opinion du peuple. Ils peuvent, en toute liberté, impunément, monter à la tribune, eux tous, n'importe lequel de ces Drozdov, et parler de ce que pense et comment pense le peuple. (*Applaudissements.*)

Vous m'excuserez de parler si brutalement. Mais je considère qu'il n'y a point ici de place pour les semi-allusions, car tout cela est trop triste, trop dangereux. D'où ces gens sont-ils sortis ? Ils sont la conséquence du culte de la personnalité, terme que, à propos, je juge bien pudique. C'est un sol fertile, sur lequel ont poussé des hommes, à partir de 1937. Ils ont survécu jusqu'à aujourd'hui, si étrange que cela paraisse à première vue. L'ambiance les a habitués à considérer le peuple comme du fumier. Ils ont été formés et encouragés aux plus bas instincts de l'homme.

*Leur arme, c'est la trahison, la calomnie, l'assassinat moral, l'assassinat tout court. S'il n'y avait pas eu les Drozdov, il y aurait dans notre pays de grands hommes comme Meyerhold, Vabel, Artem Vessely et bien d'autres. Ce sont les Drozdov qui les ont anéantis. Il faut ici dénoncer pourquoi ces hommes ont été anéantis. Ils l'ont été au nom du puant bien-être de ces Drozdov. Nous ne pouvons nous représenter comment une telle pléiade de talents, d'esprits, d'hommes remarquables a disparu. Mais elle n'avait pas disparu comme cela ! Si ces hommes vivaient, notre culture serait en plein essor ! Nous ne le savons tout simplement pas.*

Doudintzey a décrit le cas particulier d'un inventeur, qui a découvert le monstrueux tableau de l'« activité » des Drozdov. Mais ces gens-là pullulent. Est-ce que, dans notre milieu, nous ne connaissons pas de Drozdov ? Ce ne sont pas là de vains mots. *Voyez l'histoire du ministère de l'industrie poissonnière (3). Tout à fait consciemment, par servilité, et peut-être par sottise, un dommage énorme a été causé à l'économie. On ruine le pays, et ce sans aucune raison, bêtement, stupidement. Il n'y a plus de poissons dans la mer d'Azov. La mer Noire est presque entièrement épuisée. Et tout cela, ce sont les Drozdov qui le font, pour assurer leur carrière.*

Comment ont-ils le front de ne pas répondre devant le peuple d'avoir dévasté le pays ? Prenez les rives de l'Oka, depuis Aleskine jusqu'à Tarussa (j'ai publié des articles à ce propos), les bandes de protection forestière sont massacrées. L'eau est empoisonnée. Les Drozdov se fichent de tout, ils ont besoin d'accomplir le plan et ils abattent des forêts.

Une chose encore à combattre à boulets rouges : le maquignonnage. L'idée de profit a commencé à prédominer chez bien des hommes, des hommes d'argent. Ce maquignonnage peut ruiner et perdre le pays.

Ces gens, ces Drozdov, nous les voyons chaque jour autour de nous. Ils sont à tel point fondus dans un creuset commun, jusqu'à leur manière de s'habiller, qu'ils utilisent tous, de la même ignoble façon, avec un mépris total de la langue russe, un langage mort, un langage de rond-de-cuir. C'est une puissance qui pèse lourd sur le pays. Et tout cela sous le couvert de bavardage creux sur le bonheur du peuple ! Dans leur bouche, c'est un sacrilège, un crime. Ces hommes osent s'ériger en représentants du peuple sans son accord, ils osent déposséder notre pays de sa richesse humaine et matérielle, pour leurs intérêts personnels — et le déposséder avec un certain culot !

Mais je considère que le peuple qui a pris conscience de la dignité de notre vie balayera les Drozdov à coup sûr et assez rapidement. *Il faut mener le combat jusqu'au bout. Ce n'est qu'un début ! (Applaudissements.)*

(3) Lorsque Staline mourut, la planification bureaucratique de la pêche avait si bien fonctionné que la Caspienne était quasiment vidée de ses poissons. Le scandale éclata en 1956, *Novy Mir* dénonçant l'incurie du ministre en septembre de la même année. Le ministre répondit en décembre et l'on passa l'éponge...

## VIII

### TROIS POÈMES

*Les deux textes d'Evtouchenko, que nous reproduisons ici, ont été publiés par la Pravda et par Iounost. Il ne s'agit donc pas de textes du Samizdat (Evtouchenko a bien fait circuler au moins un poème clandestin, Le bureaucrate dans son bain, que nous n'avons pu nous procurer). Nous les insérons dans ce volume pour trois raisons.*

*Ils représentent l'extrême limite de la mise en cause admise du stalinisme et de Staline ; un certain nombre d'intellectuels et de cadres soviétiques y ont vu, pendant quelque temps, une expression satisfaisante de leur critique.*

*Evtouchenko est l'expression la plus parfaite de tout un courant critique que la bureaucratie tente d'utiliser pour sa propre propagande. Sans doute Evtouchenko a-t-il été exclu des J.C. en 1956, sans doute Khrouchtchev a-t-il fini par l'étriller en 1963 (après quoi Evtouchenko fit une assez piteuse autocritique, Voznessenski, lui, s'y refusa), mais aucun écrivain soviétique n'a pu, comme lui, voyager comme ambassadeur officieux à travers le monde entier, y compris en Espagne. (Son attitude lui a d'ailleurs valu de sévères critiques en U.R.S.S. même, qui s'expriment par exemple dans une lettre de Karanine que nous publions plus bas.)*

*Ces poèmes expriment — comme celui de Dorizo que nous traduisons de la Pravda pour la même raison — l'importance de la dénonciation de Staline dans l'éveil politique de millions de travailleurs et d'intellectuels. C'est pourquoi la bureaucratie tente de canaliser cette dénonciation à son profit, de lui donner comme débouché le passage de Stalingrad à Volgograd, c'est-à-dire de Staline à Khrouchtchev, qui, au XXII<sup>e</sup> congrès de décembre 1961, fit ainsi débaptiser le lieu de la bataille fameuse où s'effondrèrent les espoirs de l'état-major nazi. L'échec de Khrouchtchev et de l'aile de la bureaucratie qu'il dirigeait à canaliser de cette manière les aspirations et les revendications des travailleurs et des intellectuels fut l'une des raisons de sa chute, en octobre 1964, et de son remplacement par Brejnev, le modèle de l'apparatchik borné.*

NICOLAS DORIZO

Le 28 novembre 1962

## STALINE ET MON PÈRE

Mon père  
dut quitter son foyer  
pour les neiges de la Sibérie,  
puis il disparut.  
Pourtant il croyait  
en Staline du fond de son cœur,  
mais Staline, cruel,  
en mon père n'a pas cru.  
L'heure est venue  
de se rappeler ces soldats.  
Il faut s'en souvenir  
au nom de la vérité.  
Ces soldats ont donné  
leur vie pour Stalingrad  
et pourtant ils n'ont pas connu  
Volgograd (1).

(Paru dans la *Pravda*.)

(1) Volgograd : nom donné à Stalingrad par décision du XXII<sup>e</sup> congrès, en 1961.

## LES HÉRITIERS DE STALINE

Le marbre se taisait.  
 Le verre luisait dans le silence.  
 Les sentinelles veillaient sans bruit.  
 Couleur de bronze dans le vent  
 une funée paraissait monter du cercueil.  
 Un souffle s'exhala par ses fentes.  
 Quand il franchit les portes du Mausolée,  
 le cercueil flottait majestueusement.  
 Silencieux lui aussi, sans dire mot,  
 il frôla de ses bords les baïonnettes,  
 mais ce silence était lourd de menaces.  
 Sous le couvercle, serrant ses poings embaumés,  
 sombre, l'œil collé à la fente,  
 l'homme faisait le mort.  
 Il voulait se rappeler le visage  
 de ceux qui l'emportaient,  
 jeunes recrues de Riazan et de Koursk,  
 pour trouver plus tard la force de sortir,  
 de se dresser hors de terre et d'atteindre ces insensés.  
 A peine assoupi, il ruminait un vague projet...  
 Et moi je demande à notre gouvernement :  
 Doublez, triplez la garde devant cette tombe,  
 afin que Staline ne se relève pas,  
 et le passé avec lui.  
 Je ne veux pas dire le passé courageux  
 et sacré du Turksib, de Magnitogorsk et du drapeau  
 sur Berlin,  
 je veux dire par « *le passé* »  
 le bien du peuple oublié, les calomnies, les innocents  
 arrêtés.  
 Nous avons semé, dans l'honneur,  
 nous avons fondu le métal dans l'honneur,  
 soldats, nous avons marché dans l'honneur,  
 mais lui, il avait peur de nous.  
 S'il croyait au grand dessein,  
 il ne croyait pas nécessaire que les moyens  
 fussent dignes de la grandeur de cette fin.  
 Il savait se battre et il voyait loin :  
 Il a laissé de nombreux héritiers sur la planète.  
 Dans sa tombe, je crois voir un téléphone branché.  
 A Enver Hodja (1), Staline communique ses ordres.  
 Où vont encore les fils

(1) Enver Hodja : secrétaire général du parti du travail albanais.



qui partent de cette tombe ?  
 Staline n'a pas rendu les armes. NON.  
 Il ne croit pas sa mort irrémédiable.  
 Nous l'avons chassé du Mausolée,  
 mais comment chasser Staline  
 des héritiers de Staline ?  
 Certains héritiers en retraite taillent des roses (2)  
 mais pensent au fond d'eux-mêmes  
 que leur retraite est provisoire.  
 D'autres, à la tribune, attaquent Staline  
 mais au fond d'eux-mêmes, la nuit,  
 évoquent, nostalgiques, le temps passé.  
 Ce n'est pas pour rien qu'aujourd'hui  
 les crises cardiaques terrassent les héritiers de Staline. (3)  
 Aux piliers de jadis, le temps où les camps  
 sont vides et pleines les salles  
 où déclament les poètes ne plaît pas.  
 Le Parti m'a ordonné de ne pas m'apaiser.  
 « Calme-toi ! » Non, rien ne saurait me calmer.  
 Tant que resteront sur terre  
 des héritiers de Staline,  
 il me semblera que Staline  
 séjourne encore au Mausolée.

(Paru dans la *Pravda*.)

(2) Depuis sa mise à la retraite, Molotov, l'ancien commissaire du peuple de Staline, l'ancien dirigeant de l'Internationale communiste à l'époque de sa liquidation, divise son temps en deux occupations : aller à la bibliothèque Lénine consulter les documents dont il a besoin pour écrire ses mémoires, et tailler des roses.

(3) La crise cardiaque est celle de Frol Kozlov, bras droit de Khrouchtchev, vieux stalinien, et dont chacun pensait qu'il « succéderait » à son patron ; il fut en effet terrassé par une crise cardiaque dont il ne se remit jamais en 1961,

## MAIAKOVSKI EN 1937

Je regardais la Centrale électrique de Bratsk  
 et je pensais à Maiakovski. Osseux,  
 les yeux sans fin,  
 je le voyais ressusciter dans ce profil puissant.  
 Colossal,  
 anguleux,  
 comme une digue,  
 il se dresse en travers des injustices,  
 harassé,  
 bouillonnant,  
 militant,  
 étouffant de son fracas  
 les glapissements confus.  
 Je le vois  
 cogner à coups de strophes  
 sur les faux témoins,  
 je l'entends ébranler la taïga de sa voix de basse  
 en lisant ses vers aux charpentiers.  
 Vous ne pouvez l'approcher  
 avec votre aune misérable,  
 mais moi, dans la douleur et le silence,  
 je peux tout imaginer, sauf Maiakovski  
 en mille neuf cent trente-sept.  
 Que serait-il advenu de lui  
 si ce revolver  
 ne l'avait abattu ?  
 S'il était resté vivant ?  
 Peut-être se serait-il assagi ?  
 Corrigé ?  
 Soumis enfin à ce qu'il haïssait ?  
 Peut-être serait-il parti au loin,  
 sombre,  
 silencieux,  
 les dents serrées,  
 alors que quelque part chaque nuit  
 on traînait  
 dans les fossés noirs les bolcheviks  
 pour les fusiller.  
 Non !  
 Inflexible,  
 il se serait dressé  
 sur ses éperons,  
 il aurait déchaîné  
 le tonnerre prophétique,  
 et, devenu chez les morts

« le meilleur et le plus talentueux »,  
 on l'aurait chez les vivants  
 démasqué comme *ennemi du peuple*.  
 Si ce coup de feu  
                                   n'avait pas retenti,  
 insoucieux des honneurs et de la gloire,  
 comme beaucoup,  
                                   il serait resté pur,  
 portant son époque sur ses épaules.  
 il n'aurait pas capitulé,  
                                   il n'aurait pas plié  
 pareil au passeur d'hommes,  
                                   il nous aurait conduits en avant.  
 De toute sa vie  
                                   Maiakovski nous appelle  
 au combat,  
                                   et non au suicide.  
 Coup de feu, reste à jamais énigmatique !  
 Maiakovski ne nous a pas appris à tirer sur nous.  
 Il fait feu de nouveau,  
                                   dans un grondement de tonnerre,  
 son revolver dressé par-dessus les siècles,  
 son revolver,  
                                   forgé dans les épreuves,  
 brandi du passé,  
                                   comme à deux pas,  
 tire sur la bêtise,  
                                   sur l'hypocrisie,  
   sur la bassesse,  
 sur nos ennemis véritables et trop réels.  
 Il nous pousse à nous lever contre le mensonge  
 stagnant  
                                   pour la cause de la révolution.  
 Dans le canon, Maiakovski nous a laissé des balles  
 pour faire feu,  
                                   feu,  
   feu,  
   feu !

(Paru dans *Iounost*, n° 4 de 1965.)

## LE CHARME DE STALINE

*Staline s'était fait littéralement déifier. Un poème de 1936, traduit en français par Aragon et publié par celui-ci sous son nom, louait le futur maréchal en ces termes :*

« O toi, Staline, grand chef des peuples,  
 toi qui fis naître l'homme,  
 toi qui fécondes la terre,  
 toi qui rajeunis les siècles, etc. »

*L'une des armes dans la démolition du culte fut l'humour, utilisé pour démontrer ce que déclarait Trotsky, à savoir que Staline était la plus « éminente médiocrité du Parti ». C'est ce que fait Karagouzine dans cette nouvelle, publiée par Phénix 66.*

C'est arrivé il y a bien longtemps, dans les années d'avant la guerre, lorsque Staline était au faite de sa gloire. Les mots « Staline » et « grand » étaient alors inséparables. « Staline » privé de « grand » ? C'était la même chose qu'un homme sans pantalon : tout aussi indécent.

En vérité, l'intelligentsia renaissait, pour tenter de sauver sa réputation intellectuelle, sa réputation historique qu'elle avait payée du sang des décabristes (1).

Pourquoi donc sommes-nous si malchanceux ? Nos pères, les héritiers de Radichtchev, se sont débrouillés pour sauver leur honneur. Et nous ? Pourquoi la disgrâce nous frappe-t-elle, pourquoi n'a-t-elle pas frappé, plus tôt ou plus tard, quelque autre génération ? Pourquoi nous ? Que diront nos héritiers ?

Honte ! Servilité, bassesse obséquieuse, « courbettes devant le patron » ! Pouah ! Que peut-on comparer à ce présent ? Des abominations, voilà ce que nous fûmes et ce que nous serons toujours.

(1) *Les décabristes* : nobles et militaires révolutionnaires, qui tentèrent de renverser la monarchie tsariste en déclenchant une insurrection en décembre 1825. L'insurrection fut écrasée. Les chefs des décabristes furent pendus et leurs femmes déportées à vie en Sibérie.

Comment pourrions-nous regarder nos enfants dans les yeux ? Oh ! nos yeux pleins de honte ! Oh ! les larbins !

Un vague pressentiment passe d'un conflit futur entre les pères et les fils.

La boue noyait tout, l'intelligentsia renâclait, grognait et racontait des histoires drôles sur le tyran.

— Ecoutez, camarade Radek, on me dit que vous fabriquez des histoires sur mon compte. Cessez donc s'il vous plaît. Vous savez bien que je suis un grand chef.

— Vous voyez bien que je n'ai rien fabriqué du tout.

La jeune femme appartenait à la catégorie héréditaire des intellectuels. Deux bonnes photographies de lieutenants de la marine (Schmidt et son papa) pendaient aux murs, au milieu des eaux-fortes leningradoises d'Ostroumova-Lobedeva.

La jeune femme était une artiste : une ballerine.

Pareille à ses camarades, humiliée par l'oppression et froissée par la prostitution intellectuelle, elle trouvait, elle aussi, un palliatif en serrant ses poings dans ses poches.

La mépriser ?

Certains jours, les ombres se dessinent brutalement sur le sol, comme la ligne de démarcation tracée par un tapis aux raies sombres. Ici s'étend le domaine de la nuit, là celui de la lumière. L'artiste appartenait encore au monde de la lumière.

Inutile de la mépriser.

Staline aimait organiser de majestueuses réceptions au Kremlin. Il invitait des fournées de pianistes ou de stakhanovistes ou de moissonneurs de choc ou d'artistes émérites. La ballerine assista à l'une de ces réceptions.

Elle revint de Moscou transformée. Nul ne pouvait plus la reconnaître. Quelque chose lui était arrivé, quelque chose de sérieux. Une lumière nouvelle éclairait son âme. On ne pouvait dire qu'il s'agissait de la lumière limpide du jour ou de quelque autre lumière plus sinistre, mais un éclat nouveau brûlait sa face maigre, et ses yeux silencieux avaient des reflets d'acier.

Nul n'osa proférer un mot déplacé à l'égard de Staline. Une certaine supériorité émanait d'elle. Elle paraissait avoir acquis une foi neuve, un culte ; un mystère, insoupçonné du profane, semblait lui avoir été dévoilé. Oh, quel mépris pour le profane !

« Pourquoi donc parlez-vous ainsi, alors que vous ne l'avez jamais vu ? Moi, je l'ai vu, comme je vous vois.

— Et alors, chère Ekaterina Dmitrievna ?

— Tout est là. Si vous le connaissiez de tout près... Vous ne le connaissez pas, mais vous osez en parler !

— Qu'y a-t-il à connaître, Katia ? N'est-il pas le même de loin ou de tout près ? Ce n'est pas un monument, vous savez, mais une personnalité politique !

— Ah là là, vous comprenez beaucoup de choses en politique ! Avez-vous jamais discuté avec Staline ? Moi, oui.

— Vous avez discuté avec Staline ?

— Oui, j'ai discuté avec lui, exactement comme je suis en train de discuter avec vous maintenant. »



Et l'artiste lança à ses interlocuteurs un regard rempli d'un mépris inexprimable, en mesurant, semblait-il, la distance qui séparait leur néant des hauteurs resplendissantes qu'elle avait eues le bonheur de contempler.

« De quoi avez-vous donc parlé avec lui, Ekaterina Dmitrievna ? »

— Ah, peut-on traduire cela en paroles ? C'était tout simplement merveilleux.

— Voyons, ma petite Ekaterina, pourquoi ne pourrait-on pas traduire cela en paroles ? C'est parfaitement incompréhensible !

— Certaines choses SONT incompréhensibles. Vous devriez voir, sentir, entendre les intonations de sa voix. Non, vous ne pouvez imaginer la profondeur de son intelligence. Et qu'il est aimable !... C'est tout simplement un père... le père du peuple tout entier ! »

Cette déclaration souleva une gerbe de « oh » et de « ah » ; la tendresse, la gratitude, l'amour noyaient manifestement le cœur de la femme, mais le sens et le contenu de la conversation qu'il avait ainsi transportée restaient inconnus.

Quand la passion qui la soulevait se fut quelque peu apaisée et que l'artiste put retrouver l'usage du discours articulé, une explication se fit jour.

Au milieu du banquet, au Kremlin, le Chef commença à déambuler entre les tables. Il s'arrêtait une minute près de certains invités, passait près de certains autres avec un sourire aimable. La chance favorisa la ballerine. Il s'arrêta près de sa chaise. Il aurait peut-être repris sa marche, mais quelqu'un lui souffla, d'un souffle bienfaiteur, le nom de la ballerine. Staline leva le bras et lui dit :

« Salut ! »

— Salut, camarade Staline », répondit la femme bouleversée : là, près d'elle, se tenait Celui qui faisait l'histoire, l'homme de légende, pour lequel on écrivait tant de chansons et de musique, lui, l'inconnu si fameux, lui l'homme secret au centre des sunlights, lui qui suscitait la peur et l'amour, le respect et la haine, lui dont les livres lui avaient tant raconté d'exploits, lui qu'elle avait chaque jour écouté à la radio, lui dont elle avait tant bavardé.

« Salut, Iossif Vissarionovitch ! » reprit-elle sans relâcher sa main qu'elle tenait dans la sienne.

Staline dut faire un effort. Il libéra sa main, jeta un coup d'œil sur la ballerine, réfléchit un moment et lui demanda :

« Pourquoi êtes-vous si maigre ? »

— Je ne sais pas », souffla la femme embarrassée, ébranlée et déjà éprise.

« Aha ! C'est très mal », reprit Staline en dodelinant de la tête. « Vous devriez manger plus », conclut le Grand Chef, et il se dirigea vers d'autres invités.

Ce fut tout. Toute la conversation. Mais ce fut assez pour elle : l'homme avait traversé la ligne qui sépare l'ombre de la lumière.

Grand est le charme du pouvoir.

1968 (?)

## QUAND BORIS PASTERNAK EST MORT

*Ce poème anonyme qui circule depuis un an dans le Samizdat fait allusion à un moment important de la répression stalinienne sous Khrouchtchev : en 1957, Boris Pasternak, qui avait en vain proposé son roman Le docteur Jivago à Novy Mir, se décida à le faire publier en Italie par Feltrinelli. Cette décision ne suscita aucune réaction publique officielle jusqu'au moment où, en 1958, l'Académie suédoise accorda le prix Nobel à Pasternak pour ce roman. Aussitôt une campagne effrénée se déclencha contre lui, jusqu'à ce que Pasternak refuse le prix. Le responsable du K.G.B. Semitchastny le traita de porc, la section des écrivains de Moscou adopta une résolution condamnant sa trahison..., l'Union des écrivains l'exclut de ses rangs. On le menaça publiquement de le chasser d'Union soviétique. Dès que Pasternak eut renoncé au prix Nobel, la campagne s'apaisa, mais il est clair qu'elle avait profondément ébranlé ce vieux poète, qui avait réussi à survivre sous Staline sans jamais accepter de prostituer sa plume. Et Pasternak mourut peu après. Six ans plus tard, J.-P. Sartre n'hésita pas à se déshonorer : recevant en 1964 le prix Nobel, il le refusa, arguant le fait qu'aucun écrivain soviétique n'avait encore eu cet honneur, exigeant que le romancier flic et dénonciateur, Chokolhov, reçoive le prix et regrettant que Pasternak l'ait eu avant ce dernier, qui d'ailleurs ne l'avait pas encore. L'année suivante docile, l'Académie suédoise donna son prix à Cholokhov, pour qui le K.G.B. orchestra une admirable campagne de propagande.*

« *La direction de la Fondation littéraire de l'U.R.S.S. (1)*  
*annonce le décès de son associé*  
*Boris Leonidovitch Pasternak*  
*qui est mort le 30 mai à l'âge de 71 ans*  
*après une longue et douloureuse maladie*  
*et fait toutes ses plus sincères condoléances*  
*à la famille du défunt »*

Ils cachèrent les petites couronnes sous les grandes  
et restèrent tristes pendant une demi-heure.  
Que nous sommes fiers, ô contemporains,  
qu'il soit mort dans son lit !  
Il n'a pas savonné la corde à Elabouga (2),  
il n'est pas devenu fou à Soutchan (3) !  
Même les plumitifs de Kiev  
sont arrivés à temps au repas funéraire.  
Que nous sommes fiers, contemporains,  
qu'il soit mort dans son lit !  
Il n'est même pas mort sur la quarantaine,  
il avait 70 ans bien sonnés,  
juste le bon âge pour mourir.  
Et ce n'est pas le premier venu qui est mort  
mais un membre de la Fondation littéraire,  
un mort de première catégorie.  
Même les sapins ont perdu leurs feuilles  
et ne rugissent plus ses tourmentes.  
Ah que nous sommes fiers, canailles,  
qu'il soit mort dans son lit !

« *Tourmente, tourmente sur toute la terre,*  
*jusqu'aux ultimes frontières...*  
*Une chandelle brûlait sur la table,*  
*une chandelle brûlait... » (4)*

Mais non, il n'y avait aucune chandelle  
Mais seulement un lustre allumé  
et les yeux brillaient, vifs,  
sur le muffle du bourreau...  
La salle bâillait, s'ennuyait,  
il n'est pas mort en prison ou à Soutchan,  
nous ne l'avons pas envoyé au Tribunal spécial ;  
nous ne l'avons pas accablé de tortures,

(1) Allusion ironique au fait que l'Union des écrivains avait exclu Boris Pasternak après l'attribution du prix Nobel à ce dernier.

(2) Elabouga : la ville où s'était pendue la poétesse Marina Tsvetaieva quelques mois après son retour en U.R.S.S., en 1941.

(3) Soutchan : petite ville près de Vladivostok, à l'extrême-orient de l'U.R.S.S., près de la frontière chinoise. Les camps de concentration étaient (et sont sans doute toujours) nombreux dans cette région.

(4) Citation des poèmes de Iouri Jivago, qui constituent la dix-septième partie du *Docteur Jivago* de Pasternak (Callimard).

sous une couronne d'épines,  
nous l'avons seulement traqué par la faim,  
comme un coup de bâton sur la figure.

Quelqu'un, soûl, demandait :  
« *Qu'est-ce qu'il dit ? De qui parle-t-on ?* »  
Un autre se gavait, un autre ricanait  
sur une plaisanterie.  
Nous n'oublierons pas ces rires  
et cet ennui.  
Nous nous souviendrons  
du nom de ceux  
qui ont levé la main.

~  
« *Le brouhaha se tut, je montai sur la scène,  
en m'appuyant au chambranle de la porte...* » (5)  
Le silence est descendu sur les calomnies  
comme un jour de vacance dans l'éternité,  
et maintenant sur la gloire se jettent les chacals  
qui lui font une garde d'honneur.

(5) Voir page 157, note 4.

CHAPITRE III

L'OPPOSITION  
" LITTERAIRE "





*Pour imposer sa domination, le stalinisme dut entreprendre de domestiquer ou de réduire au silence des milliers d'écrivains plus ou moins consciemment nourris des traditions d'Octobre 1917, ou bien incapables de se plier aux règles du « réalisme socialiste », c'est-à-dire aux règles d'un « art » de basse propagande. Comme l'affirmaient Breton et Rivera : « Il est impossible de contempler sans une répulsion physique mêlée d'horreur la reproduction de tableaux et sculptures soviétiques dans lesquels des fonctionnaires armés d'un pinceau, sous la surveillance de fonctionnaires armés de mausers, glorifient les chefs « grands » et « géniaux », privés en réalité de la moindre étincelle de génie et de grandeur. L'art de l'époque stalinienne entrera dans l'histoire comme l'expression la plus patente du profond déclin de la révolution prolétarienne » (1).*

*Pour parvenir à ce résultat, il fallut assassiner, déporter les plus éminents des écrivains soviétiques : Babel, Pilniak, Mandelstamm, etc. Il fallut réduire les autres au rang de vernisseurs, ou les obliger à se taire, comme ce fut le cas de Pasternak et d'Akhmatova.*

*Il n'est donc pas étonnant que, six semaines seulement après la mort de Staline, une poétesse, qui avait d'ailleurs passé des années en déportation, Olga Bergoltz, pose l'exigence d'une libre expression du « moi » en poésie, que, sept mois plus tard, un critique pose le problème de la Sincérité en littérature, que le théâtre, la poésie et le roman deviennent les véhicules de la critique. Aucun écrivain qui se prétende digne de ce nom, qui veuille être autre chose qu'un fonctionnaire de la plume, ne peut accepter la subordination de son talent ou de son génie à la censure et au contrôle, à des règles élaborées en dehors de lui et contre lui. Pour réduire l'écrivain au rôle de « serviteur de l'Etat », comme l'exige la résolution du Comité central du P.C.U.S. d'août 1946, il faut tuer en lui l'écrivain.*

(1) Le manifeste de la F.I.A.R.I. (Fédération des artistes révolutionnaires indépendants), signé d'André Breton et de Diego Rivera, est daté de septembre 1938. C'est en fait Léon Trotsky qui l'a écrit, à l'époque où André Breton lui rendait visite à Mexico (Trotsky était encore à ce moment l'hôte de Diego Rivera). Ce manifeste affirmait qu'un art authentique n'était possible que si l'artiste jouissait de la liberté de création la plus totale, la seule règle que celui-ci devait s'imposer étant « la fidélité à son moi intérieur ».

La lutte contre la censure, la lutte pour le « droit à la parole » de l'écrivain, est donc l'une des composantes du combat pour le rétablissement de la démocratie ouvrière en U.R.S.S., c'est-à-dire l'une des composantes de la révolution politique. Aussi bien les écrivains qui se battent pour le droit d'écrire ce qu'ils veulent n'ont-ils pas tous conscience de ce que cela implique. Siniavski ne prétendait sans aucun doute à rien de plus qu'au droit d'édifier paisiblement son univers fantastique. Mais cela, la bureaucratie ne peut l'admettre, car admettre la liberté de la parole, c'est ouvrir une brèche dans le monolithisme politique de l'appareil : si l'écrivain peut dire la vérité sur les campagnes, s'il peut peindre le monde comme il le voit, s'il refuse de le vernir de couleurs brillantes, toute l'idéologie mystificatrice de la bureaucratie, qui se présente comme la fille d'Octobre, est remise en cause, alors que ce système de mensonges est l'un des éléments de son fragile équilibre face à des travailleurs privés d'organisation.

C'est pourquoi la bureaucratie a frappé Brodski, Siniavski, Daniel, Soljenitsyne, etc., et c'est pourquoi l'opposition « littéraire » devait déboucher bientôt sur l'opposition politique.

## XI

IOSSIP BRODSKI

1963 (?)

### LE MONUMENT

*De tous les auteurs présentés dans ce volume, Brodski est certainement le moins politique. Poète sans conceptions sociales ou politiques définies, Brodski ne se soucie que de voir et de recomposer l'univers qui l'entoure. Mais c'est là que les choses se gâtent : le monde qui l'entoure est nourri de mensonges et de mythologies. Et la poésie de Brodski, si elle ne relève jamais du pamphlet accusateur, exprime cette réalité... Le seul thème du poète assassiné qui court à travers son œuvre est un thème accusateur pour la bureaucratie. Définissant la poésie, Brodski montre Garcia Lorca conduit au poteau d'exécution, mais le bureaucrate le plus borné devine, derrière Garcia Lorca, les poètes soviétiques assassinés... C'est pourquoi l'appareil tenta de liquider Brodski en le condamnant à cinq ans de travaux « correctifs » pour « fainéantise ». Etre poète, ce n'est pas un métier, déclara, lors du procès, le juge Saveleva, lorsque l'on n'a pas appris cette profession dans une école spécialisée ; à quoi Brodski répondit : « L'édification du communisme ne consiste pas seulement à se tenir à son métier ou à labourer un champ. C'est aussi une tâche intellectuelle qui... » Le juge le coupa : « Laisse de côté ces paroles pompeuses. » L'édification du communisme, qui relève de la « parole pompeuse » pour le bureaucrate partisan du « socialisme dans un seul pays », intégrera en effet la poésie des Brodski, en laissant pour compte le juge Saveleva et ses confrères.*

*Seuls, deux poèmes de Brodski ont été publiés légalement en U.R.S.S., en 1967, après sa libération, dans Molodoï Leningrad, almanach qui a d'ailleurs cessé de paraître depuis.*

*Celui que nous publions est de 1963 ou 1964 ; il est antérieur au procès de son auteur, qui a eu lieu en février-mars 1964.*

Elevons un monument  
à la fin d'une avenue de la cité  
ou bien au centre de la grande place,  
un monument  
qui s'inscrira dans n'importe quel ensemble,  
parce qu'il sera  
un peu constructiviste et très réaliste.

Elevons un monument  
qui ne gênera personne.

Au bas du piédestal  
nous déposerons une corbeille de fleurs,  
et si les pères de la cité le permettent  
nous construirons un petit square  
où nos enfants  
cligneront des yeux  
vers l'énorme soleil orange,  
et prendront le personnage campé au-dessus d'eux  
pour un philosophe célèbre,  
un compositeur  
ou un général.

Au bas du piédestal — je le jure —  
chaque matin apparaîtront  
des fleurs.

Elevons un monument  
qui ne gênera personne.

Les chauffeurs de taxi  
admireront sa silhouette majestueuse,  
et le square  
sera le centre des rendez-vous.

Elevons un monument  
que nous longerons en pressant le pas pour nous rendre au travail,  
autour duquel les étrangers se feront photographier,  
et que nous éblouirons la nuit sous la lumière des projecteurs.

Elevons un monument au mensonge.



## XII

Février 1966

### L'AFFAIRE SINIAVSKI-DANIEL

*Le procès Siniavski-Daniel fut le premier procès politique stalinien au cours duquel les accusés refusèrent de se reconnaître coupables (1). Ce refus est d'une extrême importance et joua un grand rôle dans la cristallisation de l'opposition et pour le passage de la revendication « littéraire » à la revendication politique. Martchenko souligne cette importance en racontant quelles furent les réactions des déportés du camp où il se trouvait lorsqu'ils apprirent cette nouvelle :*

« Nous étions tous d'accord pour considérer que, quelle que fût la sentence, le K.G.B. avait subi une défaite écrasante. L'essentiel n'était pas dans la conduite digne des accusés. Désormais le monde entier allait savoir que la détention politique existait en U.R.S.S. » (2).

*Les protestations extrêmement modérées que nous reproduisons marquent un passage collectif, peut-être pas entièrement conscient à l'époque, du littéraire au politique. Et ce n'est pas un hasard si, en même temps que les deux télégrammes au XXIII<sup>e</sup> congrès cités ci-dessous, un troisième arrivait sur le bureau de ce même congrès, protestant contre la réhabilitation en cours de Staline. De même que ce n'est pas un hasard si certains de ceux qui se manifestèrent alors pour la première fois (Iakir, Jakobson) sont devenus depuis lors les dirigeants du mouvement « pour la défense des droits civiques ». La résistance de Siniavski et Daniel, dont les déportés, compagnons de Martchenko, sous-estimaient la portée, avait ainsi cristallisé tout un courant confus d'opposition à la bureaucratie. L'évolution même de Daniel, devenu l'un des dirigeants de cette lutte, est la dernière marque de l'importance de ce véritable tournant.*

(1) Le Dossier de l'affaire Siniavski-Daniel a été publié chez Christian Bourgois. Siniavski et Daniel étaient accusés d'avoir publié à l'étranger, le premier sous le pseudonyme de Tertz, le second sous celui d'Arjak, des textes dont la censure avait interdit la publication en U.R.S.S., et qui étaient baptisés « antisoviétiques » par l'accusation.

(2) Extrait de *Mon témoignage*, livre de Martchenko qui vient de paraître en Angleterre en langue anglaise et en langue russe. Sa publication en français est annoncée aux *Éditions du Seuil*.

## IOULI DANIEL DEVANT SES JUGES

DANIEL. — J'établis une différence entre le contenu et la tendance idéologique. Je dois expliquer, d'abord, comment et pourquoi j'ai écrit ce récit. C'est un camarade qui m'a suggéré le sujet. J'ai été attiré par ce que, dans cette hypothèse fantastique de *La journée des meurtres publics*, on peut appeler la psychologie et le comportement des êtres. Le nœud même de l'intrigue, la « *journée des meurtres publics* », donnait à cette œuvre une couleur politique. Je parlerai de ma position politique et laisserai de côté les problèmes littéraires que j'ai dû résoudre. En 1960-61, pendant que j'écrivais ce récit, j'étais persuadé, et pas seulement moi, mais tout individu qui réfléchissait sérieusement à la situation dans notre pays, que nous étions à la veille du rétablissement d'un nouveau culte de la personnalité. Il n'y avait pas bien longtemps que Staline était mort. Et nous nous rappelions tous bien ce que l'on appelle « *les violations de la légalité socialiste* ». Et voilà que j'en revoyais tous les symptômes : de nouveau, un seul homme savait tout, de nouveau, on portait aux nues un personnage unique, de nouveau, un seul individu dictait sa volonté aux agronomes, aux artistes, aux diplomates, aux écrivains. Nous voyions de nouveau s'étaler sur les pages des journaux et sur les affiches un seul nom, nous voyions de nouveau l'expression la plus banale et la plus triviale de cet homme nous être offerte comme une révélation, comme la quintessence de la sagesse...

LE JUGE. — Et alors, comme vous craigniez le rétablissement du culte de la personnalité dans notre pays, vous avez décidé de faire appel aux éditeurs *Herner and Brow* à Washington ?

DANIEL. — J'étais en train d'expliquer, non point pourquoi j'ai envoyé mon ouvrage, mais pourquoi je l'ai écrit.

LE JUGE. — Continuez !

DANIEL. — En observant tout cela, en me rappelant les horreurs des répressions et des violations de la légalité du temps de Staline, j'en suis arrivé à la conclusion — je suis d'un naturel pessimiste — que les temps horribles du culte de Staline pouvaient se répéter, que tout cela pouvait recommencer. A cette époque-là, pour autant que je puisse le rappeler, se sont déroulées des événements bien plus terrifiants que ceux que j'ai décrits : répressions massives, déportation et anéantissement de peuples entiers. A côté de cela, ce que j'ai décrit n'est que jeu d'enfants..

LE JUGE. — Votre nouvelle *Les mains* est, il est vrai, consacrée à un lointain passé. Pourquoi est-ce précisément cette nouvelle que vous avez envoyée à l'étranger (...) ?

DANIEL. — Je voulais voir imprimer ce que j'avais écrit. Je suis convaincu qu'il n'y a rien d'antisoviétique dans mes œuvres. Mais je sais que nos maisons d'édition et nos comités de lecture considèrent que toute une série de sujets ne doivent pas bénéficier de la publicité littéraire. Il existe une série de problèmes sur lesquels, ou bien les écrivains gardent le silence, ou bien ils écrivent des œuvres que l'on n'édite pas. Le thème de la nouvelle *Les mains* est un thème interdit, sur lequel on fait silence. La nouvelle parle d'un travail sanglant, pénible, mais nécessaire. Le héros de la nouvelle est un ouvrier qui passe au service de la Tchéka. Et finalement, à la suite de ce travail, ses mains se mettent à trembler. (*Il résume la nouvelle.*) (1)

LE JUGE. — Mais pourquoi est-ce cette nouvelle que vous avez envoyée en premier à l'étranger ?

DANIEL. — Parce que je pouvais supposer à l'avance qu'on ne la publierait pas ici, puisqu'elle traite d'un thème interdit et que, depuis les années 30, notre littérature l'ignore (...)

LE PROCUREUR. — Vous avez composé des ouvrages qui, vous l'avez reconnu, pouvaient passer pour antisoviétiques. Vous l'avez fait pendant longtemps. Vous saviez comment ils étaient jugés en Occident. Appréciez vous-même votre conduite.

DANIEL. — J'estimais et j'estime toujours que j'ai écrit des œuvres qui ne sont pas antisoviétiques, que je n'y ai mis aucun contenu antisoviétique, car je n'y ai ni soumis à la critique ni ridiculisé les fondements de notre existence. Je refuse d'établir la moindre équivalence entre les individus et le régime, entre une période et une époque. Un Etat existe des siècles, mais un gouvernement ne vit pas longtemps, et mène souvent une vie sans gloire. Autre chose est le jugement que je porte sur le fait de leur publication : je la regrette. Avant mon arrestation, je ne pouvais que deviner les réactions en Occident. Au cours de l'instruction, j'ai appris que l'on avait considéré mes écrits comme dirigés, non contre des individus, mais contre un régime, non contre une époque, mais contre une cause tout entière. L'idée directrice de chacun de mes écrits n'est pas antisoviétique : l'idée qu'un homme doit rester un être humain, même s'il tombe dans une situation telle que celle de *La journée des meurtres publics*, n'est pas en effet antisoviétique.

(1) *Les mains*, nouvelle de Daniel-Arjak. Publiée dans *Ici Moscou*, Sedimo, pp. 173-182. On trouvera une analyse de ce texte, ainsi que des deux qui sont mentionnés dans les deux notes suivantes, dans la bibliographie à la fin du volume.

LE JUGE. — Même si vous l'exprimez au moyen d'une hypothèse monstrueuse sur le soviet suprême de l'U.R.S.S. (2) ?

DANIEL. — Oui, et je ne trouve pas cela antisoviétique.

KISSECHINSKI. — Expliquez-nous comment est né le sujet de *L'expiation* (3).

DANIEL. — Ce sujet m'est venu, comme on dit, par réaction. Au cours de ces dernières années, j'ai souvent entendu dire que divers individus isolés avaient été démasqués comme calomniateurs, comme responsables de l'envoi de gens innocents en prison. Et j'ai réfléchi à ce que devait penser un homme accusé à tort d'un crime aussi grave. C'était justement la situation d'un de mes amis d'alors. Ainsi est né le sujet de la nouvelle. L'idée de la nouvelle, d'après l'acte d'accusation, est que tout le monde est responsable du culte de la personnalité et des répressions massives. Je suis d'accord avec cette interprétation, j'affirme seulement mon désaccord avec le qualificatif de « *calomnieuse* » qui l'accompagne.

J'estime que chaque membre d'une société est responsable de ce qui s'y passe. Je ne m'exclus pas moi-même de cette responsabilité. J'ai écrit : « *Nous sommes tous coupables* », car il n'y avait pas de réponse à la question posée : « *Qui est coupable ?* » Personne n'a jamais dit publiquement qui était coupable de ces crimes et, quant à moi, je ne croirai jamais que trois hommes, Staline, Beria et Rioutine, aient pu, à eux seuls, rendre horrible la vie de tout un pays. Mais personne n'a encore répondu à la question : qui est coupable ?

(2) *La journée des meurtres publics*, publiée en français sous le titre *Ici Moscou* (titre également donné au volume), o. c., pp. 9-74.

(3) *L'expiation*, o. c., pp. 77-169.

## SINIAVSKI DEVANT SES JUGES

SINIAVSKI. — L'article *Qu'est-ce que le réalisme socialiste ?* (4) n'a été écrit ni d'un point de vue marxiste ni du point de vue de notre théorie du réalisme socialiste. Peut-être cette position... j'ai du mal à la définir : en gros, elle est idéaliste. Je considère le communisme comme l'unique but qu'une intelligence contemporaine puisse s'assigner, et je dis que l'Occident est incapable de rien proposer de semblable. J'utilise le mot « religieux » dans divers sens : comme un impératif moral, dans un sens ironique, un concept, flexible comme un roseau, comme, par exemple, dans *Le manuel d'histoire du P.C.U.S.* (5). Je parle des difficultés et des contradictions que nous avons connues pendant les dernières années du règne de Staline, je dis que des méthodes cruelles et inhumaines ont alors été employées. Mais la période stalinienne est pour moi une période historiquement nécessaire, et je ne la biffe pas : j'écarte les reproches de cruauté que le monde occidental lui adresse, car ces cruautés sont liées à l'action menée contre l'inaction. Le refus de la violence, les conceptions occidentales ne me conviennent nullement. Et je réponds aux critiques occidentaux : qu'ont donc fait vos vieillards et vos bonnes femmes humanistes ?

LE JUGE. — Donc, dans cet article, vous rendez hommage à la société communiste ?

SINIAVSKI. — J'y affirme que le communisme est un but grandiose. Mais les moyens réels ne correspondent pas toujours au but, ils sont semblables, mais non pas identiques. Le but atteint n'est qu'une faible image du principe initial.

LE PROCUREUR. — Revenons-en à votre article *Qu'est-ce que le réalisme socialiste ?* Examinons-en les opinions politiques. Que voulez-vous dire lorsque vous écrivez : « Pour que les prisons disparaissent à jamais, nous en avons bâti de nouvelles... Nous avons souillé non seulement le corps, mais l'âme ». Quel rapport cela a-t-il avec le réalisme socialiste ?

SINIAVSKI. — L'article traite des buts. Des difficultés et des con-

(4) *Qu'est-ce que le réalisme socialiste ?* Article de Siniaovski-Tertz publié en français par la revue *Esprit* en 1958 ; il figure dans le volume *Le Verglas*, Plon, pp. 283-330.

(5) *Manuel d'histoire du P.C.U.S.*, manuel rédigé sous la direction de Staline, publié en 1938, réédité récemment par les pro-chinois de la rue *Gît-le-Cœur*, l'expression la plus radicale du terrorisme stalinien. Voici par exemple le sous-titre d'un chapitre : « Les boukharinistes dégénèrent en politiciens à double face. Les trotskystes à double face dégénèrent en une bande de gardes blancs, assassins et espions. »



traditions, des méthodes inhumaines utilisées sous le règne de Staline. Mais même cela, je ne le récuse pas. (*Il cite.*) Je justifie même de telles méthodes. Je dis : « *Qu'avez-vous fait, vieilles bonnes femmes et vieillards si humains ?* » et : « *Qu'il est agréable de boire du thé à la confiture* » en raillant les libéraux occidentaux.

LE PROCUREUR. — Je ne saurais dire que vous justifiez ces méthodes. Voici ce que vous écrivez : « *Au nom du But, il nous a fallu recourir aux mêmes moyens qu'employaient nos ennemis : (...) mettre un tsar sur le trône devenu vide, rétablir les épauettes d'officier et les tortures. Parfois, il semblait que pour triompher complètement, il manquait au communisme un dernier holocauste : renoncer au communisme* ». Comment faut-il comprendre cela ?

SINIIVSKI. — Nous avons glorifié la toute-puissance de la Russie, nous avons mis sur le trône un tsar, Staline. Il faut comprendre cela comme je l'ai dit : j'avais en vue la période stalinienne (...) Pour les philistins petits-bourgeois, Staline est plus compréhensible. Je parle de Lénine avec respect.

(*Rires dans la salle.*)

*Le juge cite un passage sur Lénine où il est dit que Lénine est inexplicable pour le philistin petit-bourgeois.*

SINIIVSKI. — Staline était obsédé. Le philistin petit-bourgeois ne peut s'élever au niveau de Lénine.

LE PROCUREUR. — Ne ressort-il pas de vos propos que Lénine a préparé l'année 1937 ? Vous dites que « *Staline a réalisé les métaphores de Lénine* ».

SINIIVSKI. — Je parle ici de métaphores. Si nous réalisons les métaphores, c'est la fin du monde. Nous disons « *l'ombre tombe* », « *il pleut* », « *les étoiles filent* ». Si cela se produisait réellement, le monde irait à la catastrophe. Quand Lénine parlait de nos adversaires idéologiques, il utilisait des métaphores. Staline a réalisé les métaphores, et c'est ainsi que les horreurs de l'année 1937 ont commencé. Staline a retourné les métaphores à l'envers. Mais Lénine n'est pas plus responsable de Staline qu'une langue n'est responsable de la réalisation de ses métaphores.

## DERNIÈRE DÉCLARATION

Je savais que l'on m'accorderait une dernière fois le droit à la parole. Je me suis demandé si je ne devais pas renoncer catégoriquement à l'utiliser, comme j'en ai le droit, ou m'en tenir à quelques formules traditionnelles. Puis j'ai compris qu'il s'agissait là, non seulement de ma dernière déclaration à ce procès, mais peut-être bien des dernières paroles que je pourrais prononcer dans ma vie devant des êtres humains. Il y a ici des hommes : il y a des hommes dans la salle, il y a des hommes aussi sur cette estrade. C'est pourquoi j'ai décidé de parler.

La dernière déclaration de mon ami Siniavski traduisait la conscience désespérée de l'impuissance à percer le mur sourd de l'incompréhension et du refus d'écouter. Je ne suis pas aussi pessimiste. (...)

L'accusateur social, l'écrivain Vassiliev, a déclaré qu'il nous accusait au nom des vivants et des morts à la guerre, dont les noms sont gravés en lettres d'or sur le marbre de la Maison des lettres. Je connais ces plaques de marbre et je connais les noms des morts ; j'en connais personnellement certains, auxquels j'étais lié, et je révère leur mémoire. Mais pourquoi donc l'accusateur Vassiliev, en citant ces lignes d'un article de Siniavski : « *Nous avons tué, tué, tué pour que plus une goutte de sang ne soit versée* », pourquoi l'accusateur Vassiliev n'a-t-il pas rappelé d'autres noms ? Peut-être lui sont-ils inconnus ? Les noms de Babel, Mandelstamm, Bruno Iassenski, Ivan Kataïev, Koltsov, Tretiakov, Kvitko, Markine (6) et de nombreux autres ? Peut-être l'écrivain Vassiliev n'a-t-il jamais lu leurs œuvres et peut-être n'a-t-il jamais entendu leurs noms ? Mais peut-être la critique littéraire Kedrina connaît-elle les noms de Levidov et de Noussinov ? Enfin, s'il apparaît qu'ils ont une ignorance aussi crasse de la littérature, alors

(6) Ecrivains victimes de la répression stalinienne. Voir leurs noms à l'index, en fin de volume, ainsi que ceux des critiques littéraires, puis des militaires victimes de la répression cités dans les lignes suivantes. « *L'accusateur social* » est censé intervenir dans un procès qui se déroule devant un tribunal de l'U.R.S.S., au nom de la collectivité de travailleurs à laquelle l'accusé appartient. En l'espèce, cet Arkady Vassiliev, « *écrivain* », était un membre notoire du K.G.B., ancien juge d'instruction. Quant à Kedrina, elle avait publié, avant le procès, un article diffamateur contre les accusés.

peut-être Kedrina et Vassiliev ont-ils entendu parler — ne serait-ce que du bout de l'oreille — de Meyerhold ? Ou bien s'ils sont absolument étrangers au monde de l'art, peut-être connaissent-ils les noms de Postychev, Toukhatchevski, Blücher, Kossior, Gamar-nik, Iakir ? Ces gens sont manifestement morts des suites d'un refroidissement dans leur lit, c'est ainsi qu'il faut comprendre l'affirmation que « *l'on ne tuait pas* » ! Mais alors, a-t-on tué ou n'a-t-on pas tué ? Cela s'est-il ou non passé ? Feindre que cela ne s'est pas passé, que ces gens n'ont pas été tués, c'est une offense, c'est, pardonnez-moi cette expression, cracher sur la mémoire des disparus.

LE JUGE. — Accusé Daniel, je vous arrête. Vos propos offensants sont étrangers à l'affaire.

Fin février 1966

## PROTESTATION DE IOURI GOLOMCHTOK

Le récit *L'audience est ouverte* présente un caractère plus politique. A en juger par la date (1956), c'est la première œuvre de l'auteur, et elle traite d'une époque révolue. Mais ici aussi, le sujet concret tiré de l'époque du culte de la personnalité est pour Siniavski matière à développer une idée générale : le problème du rapport entre la fin et les moyens. Ce problème n'est pas nouveau. Dostoïevski l'a énoncé douloureusement. Marx a écrit que des moyens vils profanaient la fin la plus élevée. Cette idée a été faussée à l'époque du culte de la personnalité et, par le slogan jésuite « *la fin justifie les moyens* », on a justifié les arrestations massives et l'anéantissement de milliers d'innocents. La critique de ces conséquences du culte de la personnalité figure dans les documents du Parti, dans de nombreux articles publiés dans notre presse centrale. Le pathétique critique du récit *L'audience est ouverte* est justement dirigé aussi contre cette idée antimarxiste et antihumaniste ressuscitée par la « *iejovchtchina* » et la « *beriovchtchina* » (7).

Il n'aurait été possible de juger cette critique antisoviétique que si l'on avait reconnu que l'arbitraire, les arrestations massives et illégales, l'antisémitisme qui ont existé à l'époque du culte de la personnalité ne dénaturent pas l'idée du pouvoir soviétique, mais en constituent des manifestations naturelles. Mais cela est une absurdité évidente. Malheureusement, la pratique a montré qu'on pouvait procéder autrement, par le moyen du faux littéraire, comme l'a fait Kedrina, en présentant les pensées du personnage du récit, le juge d'instruction Clobov qui prépare le procès des médecins assassins, comme des attaques antisémites de Siniavski lui-même, et qu'on pouvait ainsi induire en erreur un tribunal soviétique et des Soviétiques qui n'avaient pas lu ce récit. Mais il existe à ce sujet un article du code pénal de la R.S.F.S.R. (sur la calomnie) qui défend les citoyens contre ce genre d'« *arguments* » (8).

(7) *Iejovchtchina* : période de 1936-1938, lorsque la terreur stalinienne se déchaîna sous la conduite de Nicolas Iejov, alors commissaire du peuple à l'intérieur. *Beriovchtchina* : nom donné à la période de terreur stalinienne de 1938 à 1953, lorsque Beria fut commissaire, puis ministre à l'intérieur.

(8) La protestation de Iouri Golomchtok, suscitée par l'article de Kedrina, a été écrite peu avant l'ouverture du procès.

Il est vrai que, dans l'épilogue du récit, l'auteur peint le camp de Kolyma en 1956 et y loge le narrateur accusé de « *pornographie et d'antisoviétisme* ». Sur ce plan, on pourrait reprocher à Siniavski d'avoir altéré les faits réels, car, comme il est connu, en 1956 les camps politiques appartenaient déjà au passé. Mais Siniavski n'avait-il pas raison de voir dans notre présent des possibilités de voir renaître ce passé ? Après tout, l'arrestation bien réelle et nullement fictive de Siniavski ne fait que confirmer la justesse de cette idée. Cette arrestation ne constitue-t-elle pas un retour dangereux du passé ? Les motifs de l'arrestation sont trop incompréhensibles et le ton des articles de journaux qui accusent Siniavski et Daniel rappelle trop le ton de l'année 1937.

Iouri Golomchtok,  
*critique d'art.*



Début février 1966

## PROTESTATION DE IOURI GUERTCHOUK

On se pose des questions inquiétantes sur les raisons qui ont suscité la publication d'un tel article aujourd'hui, alors que Iouli Daniel et Andrei Siniavski sont emprisonnés depuis plus de quatre mois et alors que, de toute évidence, leur procès est imminent. Pourquoi publie-t-on les « réponses » de gens qui ne connaissent visiblement l'affaire que d'après l'article d'Erémine, et qui ne jugent ces deux écrivains que d'après les citations qu'il a interprétées à sa façon ? Pourquoi crée-t-on juste avant le procès cette atmosphère hystérique et surchauffée que nous connaissons bien grâce aux campagnes de sinistre mémoire lancées contre Pasternak, contre les « *médecins-empoisonneurs* », contre « *le groupe antiparti des critiques dramatiques* », etc., campagnes qui créent la situation la moins favorable qui soit à l'établissement de la vérité et au triomphe de la justice ? Se pose aussi la question de savoir si cet article ne repose pas sur le dossier établi lors de l'instruction et si, dès lors, les accusations ne seront pas aussi gratuites et aussi peu objectives au procès que dans l'article de D. Erémine (9).

C'est cette inquiétude qui m'a poussé à m'adresser à vous, bien que l'atmosphère créée autour de l'affaire Siniavski-Daniel ne me donne pas l'espoir que ma lettre sera publiée. Au contraire, l'impudence avec laquelle votre auteur utilise les citations me fait redouter que ma lettre ne subisse le même traitement. Je vous écris pourtant parce que je juge indispensable d'affirmer que dans l'intelligentsia soviétique (je pense avoir le droit de parler non seulement en mon nom propre, mais au nom de ceux dont je connais l'opinion sur ce point), il se trouve, malgré les affirmations d'Erémine, des gens profondément inquiets de voir des écrivains arrêtés pour leur activité littéraire et indignés par la façon dont la presse dénonce deux hommes incapables de répondre aux accusations et de réfuter les calomnies déversées sur eux, d'autant que l'évidente mauvaise foi de l'article d'Erémine est claire, même aux yeux de nombreuses personnes qui ne sont pas en mesure de la vérifier.

Iouri Guertchouk,  
*critique d'art.*

(9) La lettre de Guertchouk date de quelques jours avant le procès ; elle a été suscitée par l'article d'Erémine.

## PROTESTATION D'ANATOLE JAKOBSON

En vue du procès qui s'annonce, je me suis arrangé pour lire les œuvres de Daniel. L'article 70 du code pénal de la R.S.F.S.R. (\*), en vertu duquel Siniavski et Daniel sont inculpés, déclare que les écrits antisoviétiques sont des écrits qui contiennent des appels à saper ou à affaiblir le pouvoir soviétique. Or, après avoir lu les œuvres de Daniel, je suis convaincu qu'elles ne sont pas antisoviétiques. Ce sont d'abord des œuvres *d'art* qui ne contiennent en elles aucun appel, aucune position, aucune conclusion, aucun programme politique — ni antisoviétique ni autre. Mais ces œuvres ont une tendance civique, dirigée contre le stalinisme, contre ses séquelles et ses réapparitions dans notre société. Cette tendance s'exprime à travers des procédés narratifs satiriques : le grotesque, l'hyperbole, la transformation fantastique de l'existence ordinaire. Les œuvres de Daniel ne ridiculisent pas, n'outragent pas ce qu'il y a de bon dans notre réalité. Là où le bien n'est pas objet de représentation, ce n'est pas la faute de Daniel mais du genre qu'il a choisi, le genre satirique (cf. Gogol, Tchichedrine, à notre époque Ilf et Petrov, Zochtchenko et d'autres). C'est le mal qui fait l'objet de la représentation satirique. Et ce mal, les œuvres de Daniel le représentent sous un aspect volontairement transfiguré, grotesque, en conformité totale avec la nature du genre littéraire choisi par l'auteur. Mais tout en fustigeant le mal, l'auteur ne tombe pas lui-même dans le scepticisme politique, il ne cesse de croire au triomphe de l'humanité, de la justice, du bien. Dans le récit *Ici Moscou*, derrière les images satiriques négatives, apparaît manifestement l'idée positive, humaniste, qui constitue le sens essentiel de l'œuvre. Un certain arbitraire mauvais planifie l'organisation dans le pays d'une *Journée des meurtres publics* (rappelons-nous la terreur des années 1937-1938 et les procès « publics » de ces années ; rappelons-nous les illégalités de l'après-guerre, « l'affaire de Leningrad », « l'affaire des médecins », etc.). Comment un Soviétique conscient doit-il réagir devant des « mesures » de cette sorte ? Exactement comme le héros du récit, qui descend dans la rue, dans la foule et, par l'exemple de son courage personnel, de sa liberté individuelle, engage les hommes à rester des hommes, malgré des instructions insensées. Tel est l'état d'esprit de la majorité, tel est, en fin de compte, l'état d'esprit du peuple tout entier et c'est pourquoi, comme le montre le récit, cette affaire monstrueuse échoue.

La responsabilité individuelle et collective des hommes pour tout ce qui s'accomplit dans l'État dans lequel ils vivent, tel est le thème du récit *Ici Moscou*. Et il est clair que cette responsabilité s'exprime déjà dans notre société.

Anatole Jakobson,  
traducteur.

Début février 1966

## PROTESTATION DE IOURI LEVINE

Le XX<sup>e</sup> congrès et la critique du culte de la personnalité n'ont pas seulement ouvert les yeux des Soviétiques sur les illégalités de la période soviétique, ils ont aussi montré que cela allait mal aujourd'hui encore dans de nombreux domaines de notre existence. Chaque jour, dans les colonnes des journaux, nous voyons révélées nombre de ces déficiences ; notre littérature soviétique contemporaine parle de phénomènes plus profonds. Malheureusement, la peur du mot imprimé reste aujourd'hui l'une des survivances du culte de la personnalité. Ces dernières années, des thèmes nouveaux n'ont cessé de sortir de dessous le boisseau, et ont pu se voir imprimés. Dans la littérature et dans la presse, on a commencé à parler des phénomènes qui se déroulent à la campagne, des répressions à l'époque du culte de la personnalité, etc. Tout ce que l'on a écrit à ce sujet a, bien sûr, joué un grand rôle dans l'assainissement de la situation dans notre pays. Et pourtant, jusqu'à ce jour, de nombreux sujets restent frappés d'interdit. J'en cite quelques-uns au hasard : l'antisémitisme, le problème de la responsabilité de ceux qui ne se sont en rien opposés à ces illégalités (le récit d'Arjak, *L'expiation*, pose ce dernier problème), le problème de la déchéance morale d'une certaine partie de notre intelligentsia (abordé dans *Ici Moscou* d'Arjak et dans *L'audience est ouverte* de Tertz). La levée de l'interdit qui empêche de traiter de tels sujets ne serait que salutaire à notre peuple, comme le XX<sup>e</sup> congrès du Parti lui fut salutaire.

Aussi, j'affirme que les œuvres d'Arjak et de Tertz ont été dictées par l'amour de leur pays et de leur peuple, par les souffrances suscitées par les malheurs qu'il a subis, par le désir de ne plus voir ces malheurs se répéter, par l'émotion profonde provoquée en eux par les maux qui, aujourd'hui encore, entravent notre existence. C'est une littérature animée par un grand élan civique, par une grande sincérité. c'est précisément une littérature patriotique (...)

Il me semble que l'on peut réellement qualifier d'antisoviétique toute activité qui tend à saper les fondements du régime politique et économique socialiste, tels que les définit la Constitution. On ne peut rien tirer de semblable des œuvres de Tertz et d'Arjak. Elles contiennent des critiques de certaines institutions

de notre société, de certains de ses traits. Cette critique, en règle générale, vise le passé, la période du culte de la personnalité (*L'audience est ouverte*) ; dans d'autres cas, elle concerne le présent (*Ici Moscou*), où l'attention de l'auteur se concentre essentiellement sur les développements qu'a connus le milieu de l'intelligentsia créatrice. Mais dans les œuvres de Tertz et d'Arjak, on ne peut trouver aucune tentative pour réviser les fondements de l'État soviétique, aucune trace, disons, d'une aspiration à restaurer le capitalisme, ce qui donnerait à cette littérature un caractère antisoviétique, on a beau chercher, on n'en trouve pas trace. (...)

Iouri I. Levine,

*licencié en sciences physiques et mathématiques.*

Fin février 1966

## PROTESTATION DE CINQ COMMUNISTES

On sait malheureusement que la façon dont notre presse présente tel ou tel événement n'est pas un problème simple, loin de là (10). Par notre propre expérience de lecteurs, nous savons qu'au cours des années passées, il est souvent arrivé aux journaux de se tromper dans le jugement qu'ils ont porté sur un certain nombre de personnalités et d'événements. Rappelons-nous ce que les journaux écrivaient sur les gens de 1936-1937, sur les savants-saboteurs de notre biologie, sur les partisans de Weismann et de Morgan et sur le grand biologiste Lyssenko, sur « *le groupe anti-patriotique de critiques-cosmopolites* », sur Tito « *le chien enchaîné et l'agent à gages des impérialistes* », sur les « *assassins en blouse blanche* » (11), rappelons-nous la façon dont les journaux portaient aux nues n'importe quelle décision et n'importe quelle instruction

(10) Cette protestation était adressée au secrétaire du B.P. du C.C. du P.C.U.S. (Brejnev).

(11) La science de la génétique a fait l'objet, depuis les années trente, d'une persécution systématique de la part de Staline. Le fondateur de l'école de la génétique soviétique, N. I. Vavilov, est mort en déportation en 1943. Mais c'est en 1948, avec les thèses d'Andrei Jdanov sur l'existence d'une « *science prolétarienne et d'une science bourgeoise fondamentalement opposées* », qu'éclata le désastre que fut, pour la biologie soviétique, l'affaire Lyssenko. La génétique, cette science même qui devait connaître peu d'années plus tard, avec la découverte du rôle des molécules d'ADN et le déchiffrement du code génétique, le développement spectaculaire que l'on sait, fut condamnée, sous le nom de théorie bourgeoise réactionnaire de Mendel, Morgan et Weismann, au cours d'un débat solennel de l'Académie Lénine des sciences agraires où le charlatan Lyssenko, favori de Staline, tint la vedette. Ne promettait-il pas d'accroître massivement la production laitière de l'U.R.S.S. par le procédé simple qui consistait à traire les vaches plus souvent ? N'affirmait-il pas avoir créé de nouvelles espèces de blé, susceptibles de résister à l'hiver sibérien, en « *ébranlant* » l'hérédité de cette céréale ? Les généticiens soviétiques durent plier le genou devant Lyssenko, ce qui ne les empêcha pas d'être décimés par la répression. (Voir par exemple la nouvelle *Le weismanniste* dans les *Récits de Kolyma* de V. Chalamov, déjà cités.) En France, bien que plusieurs généticiens de premier rang fussent alors membres du P.C.F., aucun n'accepta de présenter au public français la « *science prolétarienne* » de Lyssenko. Ce fut M. Louis Aragon qui s'en chargea. L'agriculture soviétique ne s'est pas encore relevée du mal que lui ont fait ces « *théories* » pseudo-scientifiques.

On sait, d'autre part, que Tito était dénoncé, jusqu'à la mort de Staline, comme ayant été, depuis sa prime enfance, un agent de la Gestapo.

Sur les « *assassins en blouse blanche* », voir p. 27, note 2.



de Khrouchtchev, etc. Aujourd'hui, alors que l'un des principes de direction est une attitude froide et réfléchie dans l'examen d'une question, une attitude exempte de volontarisme et de précipitation, fondée sur une appréciation scientifique des faits, on pouvait attendre de notre presse une information plus sérieuse, plus convaincante et plus correcte sur le procès, surtout si l'on considère et son importance et son caractère exceptionnel (...)

L'affaire Siniavski-Daniel, telle qu'elle a été préparée et jugée, et aussi telle que notre presse l'a exposée, porte donc au mouvement communiste, à notre régime, à notre État, à notre idéologie un préjudice plus grand que n'importe quel écrit antisoviétique de tel ou tel individu particulier, car les écrits ne sont que des écrits (« *et le papier supporte tout* »), mais *les faits sont les faits*.

A cet égard, nous ne pouvons pas ne pas attirer votre attention sur l'opinion d'une partie des Soviétiques, sur les opinions qui se sont franchement exprimées concernant les circonstances de l'affaire Siniavski-Daniel.

Il est des gens qui raisonnent ainsi : « *Nous nous fichons des difficultés que cette affaire peut provoquer pour les communistes étrangers. C'est leur affaire et cela les regarde. A quoi bon nous casser la tête pour eux ?* »

Certains de ceux qui tiennent ces propos sont des communistes. L'un d'eux, collaborateur en chef du ministère des affaires étrangères, en réponse à une question sur les déclarations des camarades Aragon et Gollan qui lui fut posée lors d'une conférence à l'université de Moscou le 10 février 1966, répondit : que ces gens-là s'occupent de leurs affaires et pas de celles des autres !

Ces réactions ne sont pas accidentelles. Leur histoire n'est pas si brève ni si simple. Dès 1925, la direction de notre parti mettait les Soviétiques en garde contre le danger qui guettait certains camarades d'oublier et de ne pas comprendre les exigences élémentaires de l'internationalisme, en vertu desquelles la victoire du socialisme dans un seul pays n'était pas une fin en soi, mais un moyen de développer et de soutenir la révolution dans les autres pays. Le Parti déclarait que les gens atteints de cette maladie voyaient dans notre pays, non pas la petite partie d'un tout qui a nom le mouvement révolutionnaire mondial, mais le début et la fin de ce mouvement, et posaient en principe que les intérêts des autres pays devaient être sacrifiés à ceux de notre pays. Ce danger n'a pas cessé d'exister depuis 1925. Et c'est pourquoi la direction du Parti n'a cessé de revenir sur ce danger pour mettre en garde contre lui et le Parti et le peuple (par exemple en 1926 et en 1931).

Il faut, nous semble-t-il, tripler, décupler nos efforts pour apprendre au peuple l'internationalisme. Il n'y a pas d'autre moyen de lutter contre ce danger.

I. Apressian ; L. Boulatova ; N. Eskov ;  
E. Khampira ; I. Meltchouk.

Fin mars 1966

## TÉLÉGRAMME AU XXIII<sup>e</sup> CONGRÈS DU P.C.U.S.

*Au présidium du XXIII<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S.*

Nous, travailleurs science et littérature, inquiets, bouleversés par décision prise par Conseil faculté lettres Université Moscou révoquer chargé de cours Victor Dmitrievitch Douvakine, remarquable spécialiste connu histoire littérature russe, conférencier populaire ayant vingt-sept ans de présence faculté, historien fameux œuvre Maïakovski. Stop. Cette décision prise en liaison avec fait que Douvakine fut témoin défense procès Siniavski. Stop. Décision aussi illogique jette ombre, non seulement sur Université Moscou, mais aussi sur justice soviétique, car procédure judiciaire soviétique prévoit présence témoins chaque partie, et nécessaire avoir complète représentation personnalité accusés selon défense comme selon accusation. Stop. Demandons votre intervention immédiate pour casser ordre révocation. Stop.

1. Paperny, *docteur en philologie, membre du P.C.U.S.* ;
2. Kajdan, *docteur en histoire* ;
3. Mongait, *docteur en histoire* ;
4. José Garcia, *docteur en histoire* ;
5. Debets, *docteur en histoire* ;
6. Goulyga, *docteur en histoire* ;
7. Tourok-Popov, *docteur en philologie* ;
8. Fedorov, *docteur en histoire* ;
9. Gorsky, *docteur en philologie* ;
10. Vilenskaia, *licenciée d'histoire* ;
11. Piroumova, *licenciée d'histoire* ;
12. Ponomareva, *licenciée d'histoire* ;
13. Kirnossov, *licencié d'histoire* ;
14. Koslov, *licencié d'histoire* ;
15. Markova, *licencié d'histoire* ;
16. P. Iakir, *historien* ;
17. I. Guerassimov, *licencié de philosophie* ;
18. V.-A. Katanian, *écrivain*.

*(Quelques jours plus tard, Douvakine, révoqué par le doyen après le procès, fut réinstallé dans ses fonctions. N.D.L.R.)*

Fin mars 1966

**AU PRESIDIUUM DU XXIII<sup>e</sup> CONGRÈS DU P.C.U.S.  
AU PRESIDIUUM DU SOVIET SUPRÊME DE L'U.R.S.S.  
AU PRESIDIUUM DU SOVIET SUPRÊME  
DE LA R.S.F.S.R.**

Chers camarades,

Nous, groupe d'écrivains de Moscou, vous demandons l'autorisation de nous porter garants de la liberté des écrivains André Siniavski et Iouli Daniel, récemment condamnés. Nous considérons que ce serait là un acte sage et humain.

Bien que nous n'approuvions pas les moyens auxquels ont recouru ces écrivains en publiant leurs œuvres à l'étranger, nous ne pouvons convenir que leurs actes aient été animés d'une intention antisoviétique, ce qu'il fallait prouver pour justifier une si lourde peine. Cette mauvaise intention n'a pas été prouvée au cours du procès Siniavski-Daniel.

La condamnation d'écrivains pour la rédaction d'œuvres satiriques constitue, de plus, un précédent extraordinairement dangereux, susceptible de freiner le processus de développement de la culture soviétique. Il ne peut exister ni science ni art sans la possibilité d'exprimer des idées paradoxales, de créer des images hyperboliques. La situation complexe dans laquelle nous vivons exige un élargissement (et non un rétrécissement) de la liberté d'expérience intellectuelle et artistique. De ce point de vue, le procès Siniavski-Daniel a, d'ores et déjà, causé un préjudice incomparablement plus grand que toutes les fautes de Siniavski et de Daniel.

Siniavski et Daniel sont des hommes de talent, et il fallait leur donner la possibilité de corriger leurs erreurs ou leurs maladresses politiques. Libérés sous caution, Siniavski et Daniel prendraient plus vite conscience des fautes qu'ils ont commises et, au contact de la vie soviétique, ils sauraient créer de nouvelles œuvres dont la valeur artistique et idéologique rachèterait le mal causé par leur faute.

Pour toutes ces raisons, nous demandons que Siniavski et Daniel soient mis en liberté sous caution morale (\*).

Ainsi l'exigent les intérêts de notre pays. Ainsi l'exigent les

intérêts de la paix. Ainsi l'exigent les intérêts du mouvement communiste mondial.

Les membres de l'Union des Ecrivains de l'U.R.S.S. :

*I. A. Akhmadoulina ; A. N. Anastasiev ; Ia. A. Anninsky ; A. A. Anixt ; L. V. Antokolsky ; S. E. Babenycheva ; V. L. Berestov ; K. N. Bogatyrev ; Z. B. Bogouslavskaia ; I. B. Borev ; M. F. Chatrov ; V. B. Chklovsky ; Iou. O. Dombrovsky ; E. Ia. Doroch ; I. G. Ehrenbourg ; G. S. Fich ; T. V. Ivanova ; A. V. Jigouline ; V. A. Kaverine ; L. R. Kabo ; N. I. Kits ; L. Z. Kopelev ; V. I. Kornilov ; I. K. Kouznetsov ; I. N. Kroupnik ; D. I. Levitansky ; L. A. Levitsky ; S. L. Loungine ; L. Z. Lounguina ; S. P. Markich ; V. Z. Mass ; V. Z. Mikhailov ; Iou. P. Moritz ; Iou. M. Naguibine ; I. I. Noussinov ; V. F. Ognev ; B. I. Okoudjava ; R. D. Orlova ; V. S. Ospovat ; N. V. Pantchenko ; L. E. Pinsky ; M. A. Popovsky ; S. V. Rassadine ; N. V. Reformatskaia ; V. M. Rossels ; B. I. Sarnov ; B. I. Sarkov ; R. S. Sef ; A. N. Sergueiev ; L. I. Slavine ; N. N. Solovieva ; O. G. Svetov ; A. A. Tarkovsky ; L. K. Tchoukovskaia ; K. I. Tchoukovsky ; A. I. Tourkov ; L. I. Tynianova ; V. N. Voinovitch ; A. G. Zak ; L. A. Zonina ; L. G. Zorine ; N. M. Zorkaia.*

(*Nous soulignons les écrivains et critiques les plus connus.*  
N.D.L.R.)



## LETTRE A CHOLOKHOV

Notre peuple a payé de millions de victimes innocentes le fait que Staline a bafoué la loi. Les tentatives constantes de retour à la légalité, à l'observation stricte de l'esprit et de la lettre de la législation soviétique, le succès de ces tentatives constitue la conquête la plus précieuse de notre pays au cours des dix dernières années. Et c'est précisément cette conquête que vous voulez enlever au peuple ! Il est vrai que, dans votre discours au congrès, vous avez donné en exemple aux juges, non l'époque relativement récente où des violations massives de la loi avaient cours, mais l'époque beaucoup plus lointaine où la loi, où le Code n'existaient pas encore : « les mémorables années vingt ». Le premier Code soviétique est entré en vigueur en 1922. Les années 1917-1922 sont pour nous mémorables par leur héroïsme, par leur grandeur, mais elles ne se sont pas distinguées par la légalité, car elles ne le pouvaient pas ; l'ancien régime était détruit, le nouveau n'était pas encore sur pied. L'habitude prise alors de juger en se fondant sur « la conscience juridique » (12) était logique et natu-

(12) Cholokhov avait prononcé au vingt-troisième congrès du P.C.U.S., au lendemain du procès Siniavski-Daniel, un discours dans lequel, « constatant avec amertume la vérité du dicton populaire "Il n'y a pas de famille sans brebis galeuse" », il affirmait, dans son style de primate, que Siniavski et Daniel étaient des monstres particulièrement infâmes, car ils avaient « calomnié leur mère », ils l'avaient « offensée grossièrement », ils avaient « levé la main sur elle ». Il continuait :

« J'ai honte non pour ceux qui calomnient la Patrie et couvrent de boue tout ce que nous avons de plus brillant. Ils sont immoraux. J'ai honte pour ceux qui ont essayé et essaient de prendre leur défense, quels qu'en soient les motifs.

(Applaudissements prolongés.)

« J'ai honte doublement pour ceux qui offrent leurs services et demandent la mise en liberté surveillée de ces rênégats condamnés.

(Vifs applaudissements.)

« Nous avons payé trop cher ce que nous avons conquis, le pouvoir soviétique nous est trop cher pour accepter que l'on puisse le calomnier impunément.

(Vifs applaudissements.)

« D'autres, s'abritant derrière les mots d'humanisme, gémissent sur la sévérité du jugement. Je vois ici des délégués de l'organisation du parti de notre chère Armée soviétique. Comment réagiraient-ils si des traîtres se glissaient dans quelques-unes de leurs unités ? Eux, nos guerriers, ils savent bien que l'humanisme, ce n'est pas la veulerie.

(Applaudissements prolongés.)

« Encore une chose que je pense. Imaginez un instant ces énergumènes à la conscience noire pendant les mémorables années vingt, lorsque l'on jugeait, sans s'appuyer sur les articles nettement déterminés du code pénal, mais « en se laissant guider par la CONSCIENCE JURIDIQUE révolutionnaire ». (Applaudissements.) Eh bien, ce n'est pas à cette petite peine que ces loups-garous auraient été condamnés ! (Applaudissements.) Et là-bas, noyez-nous, on discute encore sur la « rigueur » du jugement.

« J'aimerais dire ceci aux défenseurs bourgeois des diffamateurs : ne vous inquiétez pas pour la sécurité de la critique chez nous. Nous soutenons et nous encourageons la critique, elle résonne de manière aiguë à ce congrès même. Mais la calomnie, ce n'est pas la critique, c'est la boue de la mare, et elle ne fait pas partie des couleurs de la palette d'un artiste. »

(Applaudissements prolongés.)



relle à l'époque de la guerre civile, au lendemain de la révolution, mais elle ne peut aucunement se justifier à la veille du cinquantenaire du pouvoir soviétique. Qui a besoin (et pourquoi ?) de revenir à la « conscience » juridique, c'est-à-dire à l'instinct, lorsqu'une loi existe ? Et, en premier lieu, qui rêvez-vous de voir condamner par ce tribunal particulièrement sévère, ne s'appuyant pas sur les textes du Code, et qui fonctionnait dans « les mémorables années vingt » ? D'abord des hommes de lettres... Il y a déjà longtemps que, dans vos articles et dans vos discours publics, Mikhaïl Alexandrovitch, vous avez pris l'habitude de parler des écrivains avec mépris et avec une ironie grossière. Cette fois-ci vous vous êtes surpassé. La condamnation de deux intellectuels, de deux hommes de lettres qui ne se distinguent pas par une santé robuste, à 5 et 7 ans de détention dans un camp à régime sévère où ils devront effectuer un travail physique au-dessus de leurs forces, c'est-à-dire au fond une condamnation à la maladie et peut-être à la mort, cela ne vous semble pas assez sévère. Le tribunal qui ne les aurait pas jugés d'après les articles du code pénal, mais sans ces mêmes articles — de façon plus rapide et plus sommaire — aurait trouvé, pensez-vous, une peine plus sévère, et vous en auriez été content.

Voici vos propres paroles :

*« Imaginez un instant ces énergumènes à la conscience noire pendant les mémorables années vingt, lorsque l'on jugeait, sans s'appuyer sur les articles nettement déterminés du code pénal, mais « en se laissant guider par la conscience juridique révolutionnaire », eh bien ! ce n'est pas à cette petite peine que ces loups-garous auraient été condamnés ! Et là-bas, voyez-vous, on discute encore sur la « rigueur » du jugement. »*

Oui, Mikhaïl Alexandrovitch, moi, écrivain soviétique, je discute, j'ai l'audace de discuter la rigueur déplacée et nullement fondée du verdict, avec de nombreux communistes d'Italie, de France, d'Angleterre, de Norvège, de Suède, du Danemark — que, dans votre discours, vous qualifiez, on ne sait pourquoi, de « défenseurs bourgeois » des condamnés, avec les organisations sociales de gauche occidentales. Dans votre discours, vous avez déclaré que vous aviez honte pour ceux qui intercédèrent pour obtenir la grâce des condamnés, pour les faire libérer sous caution.

Moi, je l'avoue, je n'ai honte ni pour eux ni pour moi, mais pour vous.

Les propos que vous avez tenus sont ceux d'un renégat de la littérature. L'histoire n'oubliera pas votre discours honteux.

Et la littérature elle-même se vengera, comme elle se venge de tous ceux qui se déroberont au devoir qu'elle leur impose. Elle vous a condamné au châtement le plus lourd qui soit pour un artiste : à la stérilité littéraire. Toutes les distinctions, tout l'argent, tous les prix nationaux et internationaux n'écarteront jamais cette honte de votre tête.

Lydia Tchoukovskaïa.

## LETTRE AUX IZVESTIA

Je vous prie de publier dans votre journal les lignes qui suivent ou, en tout cas, d'en tenir compte s'il devait être encore question, dans vos colonnes, ou d'André Siniavski ou de moi-même.

Pendant toute la durée de l'instruction et au cours du procès, je n'ai pu disposer d'aucune information objective sur l'accueil que le public avait réservé aux œuvres d'Arjak et de Tertz, alors que les juges d'instruction, l'accusation, la Cour s'efforçaient de nous convaincre, Siniavski et moi, que nos écrits n'étaient lus que par les ennemis de notre pays, qui, avec une publicité tapageuse, les avaient utilisés comme instruments de lutte idéologique. Je dois avouer que cette « œuvre de persuasion », poursuivie pendant près de six mois, n'a pas été sans effet sur moi : j'ai fini par me reconnaître coupable d'« imprévoyance », et j'ai exprimé mes regrets de ce que nos œuvres avaient été utilisées contre notre Etat.

Après le procès et le jugement, j'ai pu lire nos journaux et me procurer des informations sur la presse étrangère. J'ai alors compris que mes regrets, comme le fait de m'être reconnu coupable, résultaient uniquement de mon manque d'informations. J'ai compris en outre que les lecteurs de notre presse avaient été induits en erreur quant au sens et aux idées contenus dans les romans et les récits de Tertz et d'Arjak, et même sur leurs caractéristiques artistiques. Je n'énumérerai pas tous les expédients et mensonges auxquels nos journalistes et critiques ont eu recours avec la plus entière mauvaise foi ; j'en ai déjà parlé au procès dans ma dernière déclaration.

La présentation tendancieuse du procès, des œuvres et de la personnalité même des accusés par notre presse, et, d'autre part, la solidarité manifestée avec nous, ainsi que la protestation élevée, contre le procès et contre le verdict, par tous les cercles progressistes de l'opinion du monde entier et par un groupe d'écrivains, de savants et de représentants de la culture soviétique, m'engagent à exprimer mon avis, nettement et sans équivoque, sur ce qui s'est passé.

J'en suis arrivé à la conclusion que nos œuvres n'auraient dû, en aucune manière, faire l'objet d'un jugement pénal. La condamnation est injuste et illégale. Je rétracte mes regrets en ce qui

concerne le dommage que nos écrits auraient occasionné. Le seul dommage que l'on puisse rattacher, de quelque manière que ce soit, aux noms de Siniavski et de Daniel, a été provoqué par notre arrestation, notre procès et le jugement.

Je remercie tous ceux qui ont pris à cœur notre sort.

Je ne peux pas communiquer avec Siniavski et prendre son avis, mais je suis profondément convaincu qu'il approuverait chaque mot de cette lettre.

Je vous saurais gré de bien vouloir m'accuser réception de cette lettre, indépendamment du fait que vous estimiez devoir la publier ou non.

IOULI DANIEL.

### XIII

ALEXANDRE SOLJENITSYNE

Mars 1967

## LETTRE AU IV<sup>e</sup> CONGRÈS DE L'UNION DES ÉCRIVAINS SOVIÉTIQUES

*L'article de Lydia Tchoukovskaïa reproduit un peu plus loin, « La responsabilité de l'écrivain et l'irresponsabilité de la "Literatournaïa Gazeta", donne une idée suffisamment claire de l'importance politique de l'œuvre de Soljenitsyne pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'y attarder ici.*

*Toute son œuvre est une mise en accusation du stalinisme que son génie rend particulièrement dévastatrice. Et cette mise en accusation s'appuie sur la révolution d'Octobre, quelles que soient, par ailleurs, les tendances mystiques de l'écrivain. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire le chapitre central du Pavillon des cancéreux, « Parole dure, parole douce », où la discussion sur le socialisme part des Thèses d'avril (1) et du refus par deux des personnages de la thèse du bureaucrate atteint d'un cancer incurable : « Alors, à mesure qu'on s'approche du communisme, les privilèges des uns par rapport aux autres doivent s'accroître, c'est bien ça ? »*

*La bureaucratie décida de bâillonner ce nouveau Tolstoï. Confiscation et interdiction de ses œuvres, campagne de diffamation et, de même qu'elle avait exclu Pasternak de ses rangs de plume-tifs fonctionnarisés, l'Union des écrivains ferma l'entrée de son IV<sup>e</sup> congrès à Soljenitsyne, qui, en réponse, adressa la lettre ci-dessous à des centaines d'écrivains. Condamné par ses supérieurs hiérarchiques, il refusa de faire son autocritique (2), ce qui lui valut des témoignages publics de solidarité de la part du vieil écrivain Kaverine, de Tvardovski, le directeur de Novy Mir, du jeune romancier Vladimov, etc. La terreur bureaucratique venait ainsi de subir un double échec, dont elle ne put se venger qu'en tentant de réduire au silence l'un des plus grands écrivains de notre temps.*

(1) Les *Thèses d'avril* proposées par Lénine au parti bolchevique à son retour en Russie, au début d'avril 1917, définissaient l'orientation vers une nouvelle révolution et le pouvoir des soviets, en opposition avec la ligne conciliatrice à l'égard du gouvernement provisoire développée par les bolcheviks au mois de mars 1917 sous la direction de Staline et Kamenev, seuls dirigeants du Parti qui aient pu revenir à Moscou dès le mois de mars.

(2) Voir à ce propos Soljenitsyne : *Les droits de l'écrivain* (Ed. du Seuil, collection Combats, 1968).

N'ayant pas accès à la tribune, je demande au congrès d'examiner les questions suivantes :

\*\*

1. L'oppression, à la longue insupportable, que subit notre littérature, depuis des dizaines et des dizaines d'années, de la part de la censure, et dont l'Union des écrivains ne peut plus s'accommoder.

La censure, non prévue par la Constitution et donc illégale, la censure, qui ne dit jamais son nom, fait peser son joug sur la littérature sous l'appellation obscure de *Glavlit* (1). Elle donne à des personnes sans culture la possibilité de prendre des mesures arbitraires contre des écrivains. La censure, cette survivance du Moyen Age, a réussi, sorte de Mathusalem, à vivre presque jusqu'au XXI<sup>e</sup> siècle. Insaisissable, elle essaie de s'attribuer ce qui est intemporel et de séparer les bons livres des mauvais.

On ne propose pas, on ne reconnaît pas à nos écrivains le droit d'exposer avant les autres leurs jugements sur la vie morale de l'homme et de la société, d'élucider à leur manière les problèmes sociaux ou l'expérience historique que notre pays a si profondément vécus. Des œuvres qui auraient pu exprimer des pensées mûries dans le peuple, exercer en temps voulu et d'une façon précieuse une influence dans le domaine spirituel ou sur l'évolution de la conscience sociale, sont interdites ou déformées par la censure, à la suite de calculs mesquins, égoïstes et à court terme au point de vue du peuple.

D'excellents manuscrits de jeunes auteurs, encore tout à fait inconnus, sont aujourd'hui refusés par les rédactions pour la seule raison qu'« ils ne passeront pas ». Beaucoup de membres de l'Union, voire de délégués à ce congrès, savent comment ils ont dû eux-mêmes s'incliner sous les pressions de la censure, céder en ce qui concerne la structure, l'orientation de leurs ouvrages. Ils ont changé des chapitres, des pages, des paragraphes, des phrases ; ils les ont édulcorés uniquement pour les voir imprimer et ils les ont ainsi irrémédiablement abîmés. Si l'on tient compte des traits spécifiques de la littérature, ces mutilations sont pernicieuses pour les œuvres de talent et tout à fait imperceptibles dans les autres. La meilleure partie de notre littérature vient au jour mutilée.

En même temps, les étiquettes de la censure (« *idéologiquement pernicieux* », « *erroné* ») sont peu durables. Elles passent et changent sous nos yeux. Dostoïevski lui-même, gloire de la littérature mondiale, pendant un certain temps, on ne pouvait l'imprimer chez nous (aujourd'hui encore on ne le publie pas intégralement). Il était exclu des programmes scolaires, on le rendait inaccessible au lecteur, on l'injurait. Pendant combien d'années n'a-t-on pas considéré Essenine comme un « *contre-révolutionnaire* » ? Et n'était-on pas puni de prison pour posséder ses livres ? Maïakovski

(1) *Glavlit* : administration centrale de la censure concernant les activités littéraires, créée en 1922. Le *Glavlit* avait à l'origine pour seule fonction de veiller à ce que les œuvres publiées ne contiennent rien qui relève du domaine du « *secret militaire* ». Le stalinisme a donné au *Glavlit* une fonction infiniment plus vaste : la censure politique et idéologique des œuvres littéraires.



n'était-il pas un « anarchiste », un « hooligan politique » ? Pendant des décennies on a considéré comme « antisoviétiques » les poèmes impérissables d'Akhmatova. La première et modeste publication de l'éblouissante Tsvetaïeva, il y a une dizaine d'années, fut déclarée « erreur politique grossière ». Ce n'est qu'avec un retard de vingt ou trente ans qu'on nous a rendu Bounine, Boulgakov, Platonov. Inévitablement ce sera bientôt le tour de Mandelstamm, Volochine, Goumilev, Kliouev. On ne pourra éviter de « reconnaître » même Zamiatine et Remizov (2). C'est le moment décisif : après la mort de l'écrivain incommode, tôt ou tard on nous le rend en « expliquant ses erreurs ». Pendant longtemps on ne pouvait prononcer à haute voix le nom de Pasternak. Mais voici qu'il est mort : maintenant ses livres sont édités et ses vers sont même cités dans les cérémonies.

En vérité, ils accomplissent les paroles de Pouchkine : « *Ils ne sont capables d'aimer que les morts.* »

Mais une publication tardive ou l'« acceptation » d'un nom ne compense nullement les pertes sociales et artistiques dont souffre notre peuple du fait de ces retards monstrueux, de cet étouffement de la conscience artistique (il y a en particulier des auteurs des années 20, Pilniak, Platonov, Mandelstamm, qui, très tôt, ont dénoncé la naissance du culte de la personnalité et les traits caractéristiques de Staline, mais on les a anéantis, on les a étouffés, au lieu de les écouter). La littérature ne peut évoluer entre les catégories « permis », « interdit ». Une littérature qui n'est pas l'air que respire la société contemporaine, qui ne peut lui communiquer sa douleur et ses alarmes, qui ne peut à temps mettre en garde contre les dangers moraux et sociaux, ne mérite pas le nom de littérature, elle n'est digne que du terme de maquillage. Une telle littérature perd la confiance de son peuple. Ses livres ne méritent pas d'être lus. Ce ne sont que de vieux papiers.

\*

\*\*

Notre littérature a perdu la position de guide qu'elle occupait dans le monde à la fin de ce siècle, et cet éclat de l'expérimentation par lequel elle se distinguait dans les années 20. Pour le monde entier, la vie littéraire de notre pays apparaît aujourd'hui infiniment plus pauvre, plus plate et plus vile qu'elle ne l'est en réalité, qu'elle n'apparaîtrait si l'on ne la limitait pas, si l'on ne lui fermait pas la route. Le perdant, c'est notre pays, tel qu'il est jugé par l'opinion mondiale ; c'est aussi la littérature mondiale. Si celle-ci disposait de tous les fruits de notre littérature, sans limitations, si elle s'approfondissait grâce à notre expérience spirituelle, alors l'évolution artistique du monde entier serait autre ; elle y trouverait une fermeté nouvelle, et atteindrait un nouveau seuil artistique.

(2) Pour tous ces écrivains victimes de la répression stalinienne, voir, à la fin du volume, l'index des noms propres, où chacun figure avec la mention de son sort final. Voir aussi dans le présent chapitre les extraits de la dernière déclaration de Daniel au procès Siniavski-Daniel (pp. 171-172).

*Je propose que le congrès exige la suppression de toute censure — ouverte ou cachée — sur la production artistique, qu'il libère les maisons d'édition de l'obligation d'obtenir une autorisation avant toute publication.*

\*\*

2. Les devoirs de l'Union vis-à-vis de ses membres. Ces devoirs ne sont pas clairement formulés dans les statuts de l'Union des écrivains («*défense des droits d'auteur*» et «*mesures pour la défense des autres droits des écrivains*»). Il est pénible de constater que, depuis un tiers de siècle, l'Union n'a défendu ni les «*autres droits*» ni même les droits d'auteur des écrivains.

De leur vivant, beaucoup d'auteurs ont été exposés dans la presse et à la tribune aux injures et à la calomnie, sans avoir la possibilité matérielle de répondre. Il y a plus : ils ont été exposés à la violence et à la persécution personnelle (Boulgakov, Akhmatova, Tsvetaieva, Pasternak, Zochtchenko, Platonov, Alexandre Kron, Vassili Grossman) (3). Non seulement l'Union des écrivains ne leur a pas proposé les pages de ses publications pour se défendre et se justifier, non seulement elle n'est pas intervenue pour leur défense, mais la direction de l'Union s'est toujours placée elle-même en tête des persécuteurs. Ceux qui embellissent notre poésie du xx<sup>e</sup> siècle ont été exclus de l'Union, à moins qu'ils n'y aient pas été admis. Il y a plus : la direction de l'Union a lâchement abandonné à leur malheur ceux que la persécution a finalement condamnés à l'exil, au camp de concentration et à la mort (Paul Vassiliev, Mandelstamm, Artem Vessiolv, Pilniak, Babel, Tabidzé, Zabolotski et autres) (4). Cette énumération, nous devons l'interrompre par les mots «*et autres*» : en effet, après le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti, nous avons appris qu'ils étaient plus de six cents écrivains qui n'étaient coupables en rien et que l'Union, obéissante, a laissés à leur sort dans les prisons et les camps. Pourtant, cette liste est encore plus longue. Jamais nos yeux n'ont lu, jamais ils ne liront la fin de cette liste qui demeure enroulée sur elle-même. Il y a là les noms de jeunes prosateurs et poètes que nous n'avons connus que par hasard, grâce à des rencontres personnelles, des hommes dont le talent a sombré dans les camps avant d'atteindre la floraison, des hommes dont les œuvres n'ont pas franchi les limites des bureaux de la Sécurité d'Etat du temps de Iagoda, Iejov, Beria, Abakoumov.

Il n'y a aucune nécessité historique pour la direction de l'Union nouvellement élue de partager avec les précédentes la responsabilité du passé.

*Je propose que dans le paragraphe 22 M des statuts (5), on for-*

(3) et (4) Voir page précédente, note 2.

(5) Le souhait de Soljenitsyne n'a pas été exaucé. Les nouveaux statuts adoptés par le IV<sup>e</sup> congrès de l'Union des écrivains n'ont, en effet, accordé aucune protection à l'écrivain de la part de sa prétendue «*Union*». En dehors d'un article de la section I, qui commence par définir les tâches de l'Union pour faire de l'écrivain un bon propagandiste («*la lutte idéologique pour les principes du réalisme socialiste*», etc.) et affirme que l'Union doit assurer

*mule clairement toutes les garanties de défense que l'Union accorde à ses membres exposés à la calomnie et aux poursuites injustifiées, cela afin que la répétition des illégalités soit impossible.*

\*  
\*\*

Si le congrès ne reste pas indifférent à ce que j'ai dit, je lui demande de prêter attention aux interdictions et aux persécutions que j'ai subies moi-même :

1. Mon roman *Le premier cercle* m'a été enlevé il y a presque deux ans par la Sécurité d'État, ce qui m'a empêché de le soumettre aux éditeurs. En revanche, de mon vivant, contre ma volonté et même sans que j'en sois informé, ce livre a eu une édition « réservée » contre nature, pour lecture dans un milieu choisi, non défini. Mon roman a été rendu accessible aux fonctionnaires de la littérature, mais il a été caché à la majorité des écrivains. Je ne puis obtenir une discussion ouverte de cette œuvre dans les sections de l'Union des écrivains ni empêcher les abus ou les plagiats.

2. En même temps que ce roman, on m'a enlevé mes archives littéraires assemblées depuis quinze ou vingt ans, des choses qui n'étaient pas destinées à la publication. Maintenant, on diffuse en « éditions réservées », dans les mêmes milieux, des extraits tendancieux de ces archives. La pièce *Le banquet des vainqueurs*, écrite en vers et que j'ai apprise par cœur dans le camp, où je figurais sous quatre numéros différents (quand nous étions livrés à la mort, oubliés de la société, et qu'en dehors des camps *personne* ne s'élevait contre la répression), cette pièce que j'ai laissée loin derrière moi, elle est donnée maintenant comme mon œuvre la plus récente.

3. Depuis trois ans déjà, on mène une campagne irresponsable de calomnies contre moi. Alors que j'ai fait toute la guerre comme chef de batterie et que j'ai obtenu des décorations militaires, on dit que j'ai passé ce temps comme condamné de droit commun, ou encore que je me suis rendu à Pennemi (je n'ai jamais été prisonnier), que j'ai « trahi la patrie », « servi les Allemands ». C'est ainsi qu'on explique les onze ans que j'ai passés dans les camps et en exil, quand j'ai été pris pour avoir critiqué Staline. Cette calomnie est répandue dans des réunions, sous forme de communications confidentielles, par des personnes qui occupent des postes officiels. C'est en vain que j'ai essayé de mettre fin à la calomnie en m'adressant à l'Union des écrivains de la république russe et à la presse. La direction ne m'a même pas accusé réception de ma lettre et aucun journal n'a publié ma réponse aux

---

« la défense des droits d'auteur et le souci d'améliorer les conditions d'existence matérielle des écrivains... », ces statuts ne donnent à l'écrivain que le droit d'élire les organismes dirigeants de l'Union, de bénéficier de ses services sociaux et de se faire exclure. Il y a, il est vrai, l'article 22, qui porte création d'une Commission centrale de contrôle aux compétences « économiques et financières » (c'est-à-dire qui gèrera les biens innumérables de l'Union : maisons de repos, « maisons de la création », Fondation littéraire, etc.).

calomniateurs. Au contraire, l'année dernière, la calomnie répandue contre moi depuis les tribunes s'est renforcée, elle s'est aigrie ; on exploite en les déformant les matériaux des archives confisquées, et je suis mis dans l'impossibilité de répondre.

4. Mon récit *Le pavillon des cancéreux* (vingt-cinq feuillets), qui a été recommandé à la publication (première partie) par la section de prose de l'Organisation des écrivains de Moscou, ne peut être édité ni par chapitres séparés (refusé par cinq revues) ni intégralement (refusé par *Novy Mir*, *Zvezda* et *Prostor*).

5. La pièce *Le renne et la hutte*, acceptée en 1962 par le Théâtre Sovremennik. n'a pas jusqu'à présent obtenu l'autorisation d'être jouée.

6. Le scénario du film *Les tanks connaissent la vérité*, la pièce *La lumière qui est en toi*, de petits récits (*Le pinceau vrai*, la série des *Petits bouts*) ne trouvent ni metteur en scène ni éditeur.

7. Ceux de mes récits qui ont été publiés dans la revue *Novy Mir* n'ont jamais été édités en volume. Partout on les a refusés (Editions de l'écrivain soviétique, Editions littéraires de l'État, Bibliothèque Ogoniok). De la sorte, ils restent inaccessibles au grand public.

8. En même temps, on m'interdit tout autre contact avec mes lecteurs, la lecture publique de mes œuvres (en novembre 1966 on a interdit au dernier moment neuf séances sur les onze qui étaient prévues), les lectures à la radio. Le simple fait de prêter un manuscrit pour « lecture et copie » est réputé maintenant chez nous acte criminel (les vieux scribes russes pouvaient le faire, il y a cinq siècles).

\*  
\*\*

Ainsi on a définitivement étouffé mon œuvre, on l'a bâillonnée, calomniée.

Le IV<sup>e</sup> congrès de l'Union va-t-il, oui ou non, se charger de me défendre contre une atteinte aussi grossière à mes droits d'auteur et à mes « autres » droits ? Il me semble que le choix à faire n'est pas sans importance pour l'avenir littéraire de plusieurs délégués.

Je suis tranquille, assurément, parce qu'en toutes circonstances je remplis mon devoir d'écrivain et parce que je le remplirai avec plus de succès, d'une manière plus incontestable, dans la mort que je ne le fais vivant. Personne ne peut barrer la route à la vérité. Dans cette voie, je suis prêt à accepter la mort. Mais tant de leçons nous apprendront-elles enfin qu'il ne faut pas arrêter la plume d'un écrivain tant qu'il est en vie ? Pas une seule fois cela n'a embelli notre histoire.

ALEXANDRE SOLJENITSYNE.

## XIV

ANDRÉ VOZNESSENSKI

22 juin 1967

### LETTRE A LA PRAVDA

*A M. V. M. Zimianine, rédacteur en chef de la « Pravda »*

*Sous une forme très symbolique ou allusive, la poésie d'André Voznessenski est une critique dramatique, tragique ou sarcastique du stalinisme, représenté comme une expression de la barbarie. Staline, c'est, dans la Ballade à l'échafaud, Ivan le Terrible, qui fait rouler les têtes ; la bureaucratie, ce sont les bourreaux des Maîtres, qui décapitent les poètes, parce que les poètes sont la « flamme éternelle de la révolution » ; à quoi Voznessenski oppose la jeunesse ivre de renouveau, qui veut jeter bas le vieux monde... Sans doute Voznessenski n'écrit-il pas une poésie de propagande à l'envers, il n'est pas un anti-Aragon soviétique, mais sa poésie exprime un refus des lois barbares du monde capitaliste et du monde stalinien. C'est pourquoi celui qui s'est appelé lui-même « l'enfant coupable du régime socialiste » a été l'objet de persécutions constantes de la part des bureaucrates. Et son dernier poème paru s'appelle Je ne peux plus écrire. La lettre qu'il écrivit à la Pravda comme le poème L'instrument de la honte s'insèrent en tout cas dans le combat de couches entières de l'intelligentsia pour le droit à la parole, composante indissociable de la lutte pour la démocratie socialiste.*

Respecté camarade Zimianine,

Cela fait presque une semaine que je vis dans une atmosphère de chantage, de confusion et de provocations.

Le 16 juin, l'Union des écrivains m'a fait savoir officiellement que mon voyage à New York, en vue d'apparaître le 21 juin au Festival des arts (c'était la seule soirée consacrée à la poésie et elle avait été réservée à un poète soviétique), était « inopportun ».

J'ai prévenu la direction de l'Union des conséquences de cette annulation. Pendant six mois, de la publicité avait été faite pour



cette soirée ; des affiches avaient été collées et des billets vendus. Et il était impossible de remplacer cette soirée. Malgré mon opinion intime que la décision de l'Union était fort déraisonnable, après un entretien, j'expédiai immédiatement un télégramme aux Etats-Unis pour dire que je ne pourrais pas venir.

Mais qu'importe une soirée poétique ! Oublions que, l'on ne sait trop pourquoi, tout d'abord (avant le 16), tous étaient pour et puis, subitement, ont changé d'idée. Ce qui est intolérable, c'est le mensonge et le manque de principes dont tout cela s'entoure.

Je travaille, je participe aux activités de l'Union, je me rends dans les théâtres, on m'oblige à recevoir des écrivains étrangers, et voilà que l'on apprend que l'Union des écrivains fait savoir depuis trois jours aux journalistes que je suis gravement malade. Evidemment, la direction sait mieux ce qu'elle doit faire, mais pourquoi au moins ne m'en a-t-on pas prévenu ? On ne pourrait inventer de plus grosses idioties. C'est bafouer la dignité élémentaire de l'être humain.

Je suis un écrivain soviétique, je suis un être humain vivant, de chair et de sang, et non pas une marionnette dont l'on tire les ficelles.

Pourquoi dois-je subitement apprendre en écoutant des radios étrangères qu'il paraît que « *le gouvernement de l'U.R.S.S. a permis à Voznessenski de se rendre au Festival. La décision concernant l'interdiction de sortie a été rapportée. Les visas ont été accordés. Il ne s'agit plus pour lui que d'obtenir un billet d'avion* » ?

Or, en même temps, l'Union me dit : « *Le voyage n'aura pas lieu. Nous répondons que vous êtes malade.* » Donc, on me ment sur un point et à tout le monde sur d'autres points. Dans quelle situation est-ce que je me trouve ? Que dois-je répondre aux gens ? Durant tout ce temps, personne de la direction de l'Union ne m'a invité à venir le voir et ne m'a expliqué de quoi il s'agissait, ou du moins ne m'a dit quelle est la version officielle de mon non-départ. Pourquoi ? Il s'agit d'un bluff intégral. Pourquoi racontent-ils tantôt que je suis malade, tantôt que j'ai voulu prendre mon billet d'avion trop tard, tantôt que je partirai au plus tôt, alors que tout le monde se rend compte que la date de la soirée est déjà passée ? Pourquoi compromettre un poète soviétique aux yeux de milliers d'amateurs de la poésie soviétique ? Pourquoi pousser les gens à croire que la soirée aura peut-être lieu ? Pourquoi pousser les organisateurs de la soirée à de nouvelles dépenses ? Et en général, pourquoi créer une telle agitation autour du fait que je viendrai, ou ne viendrai pas, et cela à un moment aussi important de l'histoire ?

Il ne s'agit pas de moi, il s'agit du sort de la littérature soviétique, de son honneur, de son prestige mondial. Jusqu'à quand allons-nous nous arroser nous-mêmes d'ordures ? Jusqu'à quand de telles méthodes auront-elles cours à l'Union des écrivains ?

On voit que la direction de l'Union ne prend pas les écrivains pour des êtres humains. Une telle pratique de mensonges et de feintes est habituelle. On traite ainsi nombre de mes camarades. Les lettres ne nous parviennent pas, parfois ce sont d'autres qui y répondent. De vrais caméléons pleins de goujaterie. Tout autour : le mensonge, le mensonge, le sans-gêne et le mensonge.

J'ai honte de faire partie de la même Union que ces gens-là.

Voilà pourquoi j'écris cette lettre à votre journal qui s'appelle la « Vérité ».

## L'INSTRUMENT DE LA HONTE

Comme un banal appendice,  
on nous a enlevé la Honte.

L'impudence est notre tâche.  
Nous bafouons la mort.  
Mais qui de nous a rougi ?  
Nous avons oublié comment !

A travers les volets de nos joues  
la lumière ne filtrera pas.  
Mais la nuit, comme une cicatrice  
— qui nous lance — nul ne peut y échapper.

Je pense que Dieu  
à la place des yeux et des oreilles  
nous a donné la peau des joues  
pour pouvoir atteindre les âmes.

Mon malheur me brûle ;  
deux organes de la honte,  
pas seulement — pour se raser,  
pas seulement — pour se faire battre.

Je dégringole dans une vie,  
troublé, je regarde autour  
la Honte me repasse les joues  
en dedans avec un fer !

Quelle honte, nous nous taisons,  
tout au plus — nous ironisons.  
J'ai honte des écrivasseries  
écrites par moi-même !

Le mensonge est dans la gueule des gens —  
il faudrait la vêtir d'une culotte (...)  
Mais c'est peut-être encore plus honteux  
quand le roi du pays  
hésite douloureusement  
avant d'enlever sa chaussure sur la tribune  
de l'Assemblée (1).

(1) Allusion à la fameuse exhibition de Khrouchtchev enlevant l'un de ses souliers pour taper sur la table à l'Assemblée générale de l'O.N.U. lors de la discussion sur Cuba. Voznessenski pense sans doute aussi à ce qu'écrivait Lénine peu de temps avant sa mort sur « *le fordeau d'inculture, héritage historique du peuple russe* ».

« Flûte et zut, réfléchissait-il,  
je me souviens pourtant avec certitude  
qu'hier je me suis lavé un pied.  
Mais lequel ?... le gauche ou le droit ?... »

C'est une honte  
que la censure soit établie en Grèce,  
et que tous les journaux désormais se ressemblent.

C'est une honte  
qu'on joue avec le Vietnam comme avec un pion,  
c'est honteux de mentir, de mentir !

« *Intelligentsia* »,  
tu t'es enfoncée dans le mensonge.  
Tu lis Herten, et tu baisses  
ta culotte pour te faire fesser ! (...)

Il est mille fois plus honteux encore,  
que nous regardent dans les yeux,  
comme si nous étions des étrangers,  
la beauté pudique du pays pur comme un cristal,  
le timide reproche des timides prairies,  
le timide tremblement des timides bosquets...  
Le devoir du poète,  
c'est d'être l'instrument de la Honte.

GUEORGEI SVIRSKI

Le 22 janvier 1968

**DISCOURS CONTRE LA CENSURE**

*Le discours prononcé par un écrivain peu connu, G. Svirski, lors de la réunion des écrivains membres du Parti, en janvier 1968, est la continuation de la lettre de Soljenitsyne. Mais en posant ce problème au cœur même d'une réunion du Parti, en suscitant les applaudissements et l'approbation de la majorité des présents, Svirski donnait au problème de la censure un caractère plus profondément politique. Sous l'appel, peut-être sincère d'ailleurs, à la compréhension de la direction du Parti, cette dernière ne pouvait pas ne pas déceler le premier moment d'une attaque frontale contre sa politique, que Svirski l'ait ou non voulu. Et c'est pourquoi Svirski fut exclu du Parti.*

Il y a deux ans, les écrivains de Moscou avaient informé le camarade Demitchev, secrétaire du comité central, des difficultés de la littérature sociale. Comme l'avait dit le rapport d'activité du comité du Parti, la censure a acquis un pouvoir inexplicable : les œuvres d'écrivains soviétiques sont interdites ou mutilées. Le camarade Demitchev était convenu qu'on ne pouvait vivre et travailler comme ça. « Nous corrigerons ça », avait-il promis.

Et qu'est-il arrivé ? A-t-on ramené la censure dans ses rives légales ? S'occupe-t-elle seulement des secrets militaires et d'État ?

Pas le moins du monde. Elle a envahi toute la littérature sociale avec la cruauté aveugle d'une inondation. L'Union des écrivains a tenté de sauver ne serait-ce que quelques livres de grands artistes, de Soljenitsyne, Bek et d'autres. Mais quoi ! L'opinion du collectif des écrivains ne signifie rien aujourd'hui. Pour parler en termes imagés, l'Union des écrivains a disparu sous les eaux, comme la ville de Kitej (1). Seules les coupoles émergent des hautes eaux de la censure...

(1) Allusion à l'opéra de Rimski-Korsakov « *La cité invisible de Kitej* », ville inondée dont quelques reflets sont perceptibles sous la surface de l'eau.



Un décret gouvernemental officiel a donné à nos kolkhozes le droit de décider souverainement ce qu'ils vont semer et faire pousser. La réforme économique est en cours dans l'industrie. Beaucoup de gens sont appelés à participer à la vie sociale. Seule, l'Union des écrivains reste à l'écart de ce processus naturel et sain.

Chaque écrivain a sa conscience de citoyen. L'écrivain communiste a en outre sa conscience de membre du Parti. Il répond de ce qu'il écrit. Mais ce droit de répondre devant le peuple de ce qu'il a écrit lui est retiré. L'écrivain est humilié, dépouillé de l'essentiel — du droit de faire part au peuple de ses pensées et sentiments intimes, du droit de parler de manière responsable, sans l'intervention d'une instance pseudo-secrète qui s'est arrogé celui de tout décider pour lui, en biffant ce qui lui convient. L'écrivain-sociologue se sent aujourd'hui citoyen de deuxième ou troisième zone. Il est écrasé par une existence sans lois, écrasé par le primitivisme militant des instances de contrôle.

Mais peut-être tout cela n'est-il pas vrai ? Peut-être les instances de contrôle ont-elles le droit de faire ce qu'elles font ? Examinons les choses calmement, en nous appuyant sur des faits. Avec calme et réflexion.

La pièce *Dion* (2) a été interdite à Leningrad, autorisée à Moscou. Le film *Devant le tribunal de l'histoire* (3) a été autorisé à Moscou et à Leningrad, mais interdit à Gorki et dans certaines autres villes. On a interdit à l'une des revues de Moscou de mentionner le nom de Soljenitsyne, même dans un article consacré à la littérature soviétique à l'étranger. Dans un comité de rédaction qui se trouve dans une rue voisine, on l'a permis.

(Animation dans la salle.)

Au cours de ces dix dernières années, on retire des livres de l'écrivain V. Pomerantsev ses meilleurs récits. A propos de l'un d'entre eux, par exemple, la conclusion officielle a affirmé qu'il « discrédite le parquet soviétique ». Quelques mois plus tard, le récit est paru dans la revue officieuse de la procureure de l'U.R.S.S., *Légalité socialiste*.

(Bruit dans la salle.)

L'arbitraire des instances de décision est devenu une habitude. Le film de Simonov et d'Ordynski, *Si ta maison t'est chère* (4), est accueilli avec enthousiasme par les spectateurs, mais interdit dans l'armée. Quant à la pièce de M. Chatrov, *Les bolcheviks* (5), elle n'est pas autorisée officiellement. Elle est jouée sans la permission du *Glavlit* (6).

La manipulation sans contrôle des textes, l'élimination de chapitres entiers sont devenues la norme. Que l'on commence à parler des caprices de la censure avec n'importe quel écrivain, l'on est vite interrompu : « Cela n'est encore rien ! Moi, par exemple... »

(Rires dans la salle.)

Lorsque l'on entend tout cela, et plus encore lorsqu'on l'éprouve

(2) *Dion*, pièce de Leonide Zorine, jouée en novembre 1965 ; les représentations en furent arrêtées en mars 1966.

(3), (4) et (5) Nous ne connaissons pas ces pièces ni ces films, qui ne sont pas sortis d'U.R.S.S.

(6) *Glavlit*. Cf. page 189, note 1.

sur soi-même, l'on pense involontairement à l'attaque de chars décrite par Tvardovski :

*Couché dans le fossé...  
Le cœur se brise à l'idée  
d'être écrasé par hasard.  
Il n'y voit rien après tout...*

Mais le *Glavlit* est-il réellement si sourd et si aveugle ? Peut-être voit-il très bien ceux qu'il écrase de ses chenilles ? Observe-t-on quelque règle pour définir ce que l'on permet et ce que l'on défend ? Sur quelles cibles dirige-t-on le feu, un feu qui parfois ravage tout ?

Depuis des années, cela est connu, on n'imprime plus les œuvres de Soljenitsyne. On ne publie pas les œuvres d'Axionova-Guinzbourg (7) et d'autres communistes revenus des geôles de Beria et qui racontent ce qu'ils ont vécu. C'est là une décision indigne et, comme le temps l'a montré, stupide.

Les communistes des partis occidentaux disent souvent aujourd'hui que le livre d'Axionova-Guinzbourg s'est avéré l'arme la plus efficace contre le livre de la renégate Svetlana Alliloueva. Svetlana Alliloueva affirme, pour essayer de protéger son père, que le coupable n'est pas lui, mais le système. Le système communiste soviétique. Le livre de la communiste Axionova-Guinzbourg, à en juger par la presse occidentale, réfute la calomnie d'Alliloueva. L'image de la bolchevique du livre d'Axionova-Guinzbourg, celle qui, comme l'écrit le journal *l'Unità*, a conservé dans les camps « *foi dans les hommes, dans le parti, dans la force indestructible de la vérité léniniste* », cette image a frappé le lecteur occidental et neutralisé pour beaucoup l'influence néfaste des écrits d'Alliloueva. Presque tous les journaux et revues d'Europe en témoignent. Et la revue communiste française *La Nouvelle Critique*, et la revue italienne *Rassensia Sovietica*, et la revue communiste autrichienne *Tagebuch* et des dizaines d'autres journaux communistes, socialistes et même bourgeois. Le journal communiste anglais *Morning Star* lui consacre en particulier un article sous le titre : *L'héroïsme d'une femme soviétique*. Cet article dit en propres termes : « *Chaque communiste doit lire ce livre.* » L'hebdomadaire allemand *Spiegel* a publié un portrait d'Evguenia Guinzbourg avec la légende : « *Fidèle au système.* »

Et chez nous ? Comment n'a-t-on pas qualifié Axionova-Guinzbourg lorsque son livre, à la surprise de son auteur, est paru à l'Ouest ! Avec quels sarcasmes Semitchastny a-t-il parlé d'elle dans l'un de ses discours ! Nous n'avons même pas pu discuter posément d'un tel livre... Au reste, même aujourd'hui, alors que tout le monde sait quelle importance a pris l'œuvre de la communiste Axionova-Guinzbourg, celle-ci reste interdite chez nous.

Je me suis arrêté sur le thème des camps parce qu'il est pourchassé aujourd'hui avec une particulière fureur. Et que retire-t-on

(7) Evguenia Guinzbourg, femme de Pavel Axionov, et mère de Vassili Axionov. Déportée de 1937 à 1954. A écrit trois volumes de souvenirs dont le premier, seul, a pu sortir d'Union soviétique et a été publié par les éditions du Seuil, sous le titre *Le vertige*. Quant à Svetlana Alliloueva, c'est, on le sait, la fille de Staline passée à l'Ouest.

des livres qui sont publiés tout de même, de nos livres à nous et à vous ? On brûle au fer rouge tout ce qui vise à éliminer les conséquences funestes du culte de la personnalité ; même parfois la mention indirecte que le culte de la personnalité a existé autrefois. Le *Glavlit* n'a pas permis au dramaturge M. Chatrov, dans sa pièce *Les bolcheviks* dont j'ai déjà parlé, de présenter sur la scène des figures du parti bolchevique telles que Kollontai, Enoukidze, Petrovski et autres... En demandant d'éliminer de la pièce les camarades Enoukidze et Petrovski, le sous-directeur du *Glavlit*, Nazarov, a invoqué les accusations lancées contre ces communistes en 1937. Rien n'a pu ébranler le *Glavlit*, même pas l'article de la *Pravda*, organe central de notre parti, où ces révolutionnaires ont été qualifiés de fidèles léninistes.

Aux yeux du *Glavlit*, le péril le plus terrible, c'est l'appel à dire la vérité. En voici un exemple, et le plus frais : novembre 1967. Dans le recueil *La journée de la poésie*, en langue géorgienne dans une composition du poète géorgien de grand talent Mikhaïl Kvlividze, la censure a interdit catégoriquement ces lignes, qui couronnaient l'œuvre :

*Tout reviendra, et le Bien et le Mal...  
Et il suffira d'un mot,  
d'un seul mot juste et courageux,  
pour justifier toute une vie !*

Comme il faut haïr la vérité pour interdire ces lignes !

Que dit-on aux écrivains — communistes et sans parti — lorsqu'ils essaient de défendre leur enfant ? Que leur dit-on, lorsqu'on ne peut objecter sur le fond ? Rejeter sans aucune explication ? On affirme : « *Ce n'est pas le moment !* » « *Les circonstances ne le permettent pas !* » « *Il faut attendre !* » « *Pour le moment, attendez !* ». Attendre... Chtchedrine connaissait déjà cette « conception »...

Dans *Une idylle contemporaine* (8), Saltikov-Chtchedrine écrit :  
« *Alexis Stepanitch Moltchaline vint me voir et me déclara : — Il faut attendre, mon cher ! Je m'étonnai, évidemment. Car, aussi haut que remontent mes souvenirs, je ne fais qu'attendre. Toute ma jeunesse, toute mon existence s'épuisent dans ce mot et voilà que je trouve un homme qui en vient à la conclusion qu'outre tout cela il est nécessaire que je mette un frein à mon ardeur... — Mais que voulez-vous donc dire ?*

— *Vous êtes russe, et vous ne comprenez pas le russe ? Vous êtes des gens merveilleux. Eh bien, attendre, s'adapter, savoir se taire au bon moment, savoir oublier certaines choses, penser à autre chose que ce à quoi l'on pense d'ordinaire, s'occuper d'autre chose que ce que l'on fait d'habitude. Par exemple, promenez-vous davantage, intéressez-vous un peu plus à la nourriture... écrivez des lettres à vos parents et le soir jouez aux cartes et au loto. Voilà ce que c'est, « attendre » ! »*

(8) Saltikov-Chtchedrine (1826-1889), grand romancier satirique du XIX<sup>e</sup> siècle. Auteur, entre autres, des *Frères Golovlev* (1875-1880), d'*Une idylle contemporaine* (1877-1883), etc.

Et c'est ainsi que nous attendons parfois. Nous attendons un an, deux ans, dix ans.

Mais il apparaît tout à coup que l'on n'interdit pas tout. Ce n'est pas à tous les écrivains que l'on conseille d'« attendre ». Au contraire, un grand nombre de textes de prose et de vers en relation directe avec le culte de la personnalité de Staline, non seulement ne sont pas interdits, mais sont imprimés au contraire à d'énormes tirages, et avancés en première ligne de feu. Par exemple, on a autorisé le roman de Zakroutkine, « *La création du monde* », livre 2 : revue *Oktiabr.* n<sup>os</sup> 6 et 7 de 1967.

« *Ne touche pas à Staline* », dit, avec une menace dans la voix, à l'adversaire de Staline le héros positif, dont V. Zakroutkine ne corrige pas les déclarations. « *Nous savons pourquoi Staline vous est resté en travers de la gorge... Parce qu'il défend les idées de Lénine et coupe court à toute tentative de trahir Lénine... C'est pour cela précisément que vous avez peur de Staline comme du feu.* » On dirait que Zakroutkine ignore tout des documents du parti sur la lutte contre le trotskysme, sur le fait que ce combat était dirigé par le comité central, que c'est Ordjanikidze qui a prononcé le rapport « *sur l'Opposition* » au XV<sup>e</sup> congrès. Il attribue à un seul homme le mérite de la défaite de l'Opposition. Et que faire alors de tout ce que le Parti a dit de Staline ? Or cela est imprimé, non pas dans les années 30, mais aujourd'hui, en 1967.

V. Zakroutkine répond à l'avance à cette question. Il y répond sans équivoque. « *Qui sait ? — pense à propos de Staline, de façon touchante et mélancolique, le héros positif de Zakroutkine, Dolotov — peut-être les prisons, l'exil, la solitude de la taïga, le froid et la faim, tout ce qu'il a enduré a durci réellement son âme, l'a rendu cassant et grossier, mais il est fidèle et dévoué à Lénine comme un soldat ! Et de toute sa force et sa volonté il défend l'enseignement de Lénine contre la racaille de l'Opposition, il veille à la pureté et à la discipline du Parti.* »

Ainsi, selon Zakroutkine, il n'y a pas eu de XX<sup>e</sup> congrès. Comme on dit, il a vu ce congrès dans un mauvais rêve.

Impossible d'aller plus loin, semble-t-il. Et pourtant il apparaît que les écrivains de Rostov ne sont que de timides provinciaux, comparés au poète de Moscou, Sergueï Smirnov. Le poète S. Smirnov, d'après le journal *Literatournaïa Gazeta*, parle au nom du peuple. (On trouve précisément ces mots dans l'article !) Et que dit-il donc en parlant au nom du peuple ? Que dit-il donc dans le numéro 10 de la revue *Moskva* de l'année 1967 ? Même si vous connaissez déjà ces strophes dithyrambiques, il est impossible de ne pas les citer ici.

*C'est lui qu'à juste titre  
nous avons chanté comme un grand capitaine.  
C'est lui qui, pendant les années d'épreuves,  
n'a pas quitté le poste de commandement.  
C'est nous qui, très légitimement,  
avons honoré en lui notre puissance  
C'est nous qui, de lui vivant, avons fait  
une icône et qui priions en la regardant.*



Camarades ! Vous réfléchissez un peu ! « *Nous l'avons chanté à juste titre* » ! « *Nous l'avons honoré très légitimement* » ! « *Nous avons très légitimement prié pour Staline* » ! « *Nous en avons fait très légitimement une icône* » ! Et l'on imprime des mots comme cela, et l'on publie des vers comme cela ! Et je dois le répéter : cela ne date pas des années 40, mais de l'année 1967 ; l'année du cinquantième anniversaire du pouvoir soviétique, dans un numéro anniversaire de revue, soigneusement préparé.

Les *Thèses du cinquantenaire de la révolution d'Octobre* adoptées par le Comité central du parti communiste disent exactement le contraire :

« *En instaurant le cours vers un développement approfondi de la démocratie socialiste, le Parti a condamné radicalement au XX<sup>e</sup> congrès le culte de la personnalité de Staline, qui s'était exprimé dans l'exaltation du rôle d'un individu, étrangère au marxisme-léninisme, dans l'abandon du principe de la direction collective, dans les répressions injustifiées et dans d'autres violations de la légalité soviétique, qui firent tort à notre société.* » Et le secrétaire général du Comité central, le camarade Brejnev, a, une fois de plus, souligné la fermeté de la position du Parti sur ce point dans son rapport consacré à l'anniversaire de la révolution.

Dans son poème anniversaire, S. Smirnov s'oppose au Parti en affirmant :

« MOI-MEME JE NE SAIS PAS ENCORE LA VERITE OBJECTIVE A SON EGARD. »

Le sens des lignes de Smirnov, c'est donc que les documents fondamentaux publiés par notre parti n'expriment pas la vérité objective. Bah ! après tout, qu'ils écrivent ce qu'ils veulent au Comité central, nous, nous avons nos idées là-dessus ! Stupéfiant ! Et ce sont précisément ces vers qui ont suscité les louanges du journal *Literatournaïa Rossia*. Par la bouche de Mikhaïl Alexeïev (9), ce journal a déclaré : « *S'il n'avait pas prononcé cette dernière phrase, le poète n'aurait pas rempli la tâche qu'il avait décidé d'assumer.* » Et ensuite, Mikhaïl Alexeïev, passant à toute allure et sans faire de citation, nous informe que le poète ne nous a pas encore tout dit, et les strophes les plus importantes viennent après : le coup de canon de l'*Aurora* (10), le Parti... Le Parti, signalons-le, dont S. Smirnov vient de dénigrer les conceptions léninistes !... Réfléchissez encore, camarades, aux honteuses et serviles strophes que je vais vous citer :

*Et alors, élevé au-dessus de nous tous,  
il ne nous a pas quittés seul...*

*Des centaines d'âmes de citoyens piétinés  
lui tressèrent une couronne de deuil*

(9) Mikhaïl Alexeïev, romancier, qui avait, en son temps, décrit, dans le roman *Le pain quotidien*, la famine effroyable déclenchée en 1932-1933 comme conséquences des méthodes de « *collectivisation forcée* » mises en œuvre par Staline à cette époque. Alexeïev est devenu, depuis lors, l'un des dirigeants de la fraction stalinienne des écrivains.

(10) L'*Aurora*, nom du croiseur qui tira à blanc sur le Palais d'hiver, le 8 novembre 1917, pour faire céder le gouvernement provisoire.



Qu'est-ce que cela veut dire ? Staline a poussé dans la tombe des millions de communistes et, d'après S. Smirnov, le peuple lui a, dans l'enthousiasme, tressé une couronne de cadavres piétinés !  
(Animation dans la salle.)

Ce n'est pas un lapsus de Smirnov. Ce n'est pas une erreur. C'est encore un coup direct contre les décisions du Parti. Pis encore, Smirnov tourne en fait en dérision ces décisions.

Et *Literatournaïa Rossia* et son critique, l'écrivain Mikhaïl Alexeïev, que font-ils donc ? Protestent-ils contre le sacrilège ? Protestent-ils au moins contre cette façon sanglante et moyen-âgeuse d'exalter Staline ? Pas le moins du monde... M. Alexeïev continue : « Une tradition bien établie voudrait que je souligne aussi les insuffisances du travail de S. Smirnov... Mais je me trouve en ce moment encore sous l'effet de l'impression de ce que je viens de lire et je ne puis rien dire à Sergueï Smirnov d'autre que des mots de remerciement pour cette œuvre remarquable... »

Eh bien ! quelle a été l'attitude du *Glavlit* à ce sujet ? Comme nous le voyons, il a donné sa bénédiction, et à S. Smirnov, et à M. Alexeïev. Cela est publié. Mikhaïl Alexeïev n'est pas une personne privée, mais un dirigeant des plus influents de l'Union des écrivains de la R.S.F.S.R., qui s'élève rapidement, depuis quelques années déjà, comme vous le savez, dans l'échelle hiérarchique. Ainsi les discours antiparti de S. Smirnov ont été déployés, tel un étendard d'anniversaire, non pas seulement par le *Glavlit*, mais par un dirigeant de l'Union des écrivains de la R.S.F.S.R.

Mais peut-être, camarades, tout cela est-il tout de même fortuit ? Une bévue ou une affaire de chapelle ? Des relations d'amitié ? En un mot, un cas particulier ? Non !

N'importe quel écrivain ou poète, et pas seulement S. Smirnov, se voit encourager et bénir pour de telles opinions. Il suffit de prendre position sans équivoque contre la ligne du XX<sup>e</sup> congrès du Parti.

Beaucoup d'entre vous connaissaient-ils le jeune poète F. Tchouev ? Il n'a encore enrichi en rien la littérature en tant que poète. On savait seulement qu'il est patronné par quelqu'un du comité central de la J.C. et que ce quelqu'un lui a donné en particulier sa recommandation pour un voyage à l'étranger. Mais voici que Tchouev a montré son visage politique, qu'il s'est mis à écrire sur Staline. Et à écrire de telle manière que les organisations sociales ont dû s'en occuper immédiatement. Dans une section de l'armée, un officier a été soumis à une très sévère sanction du Parti pour avoir répandu les vers de Tchouev.

Tchouev s'est-il calmé ? Non ! Parcourant diverses administrations et y provoquant des scandales, il lit ses vers, dans lesquels cette pensée principale sert de refrain : « *Remplacez Staline sur son piédestal !* »

Tchouev a reçu, pour le cinquantenaire d'Octobre, une décoration gouvernementale : la médaille « *pour distinction dans le travail* ». Voilà donc comment Tchouev s'est distingué !...

Kaverine ne s'est pas distingué, Bek ne s'est pas distingué, c'est pourquoi on ne les a pas récompensés. Mais Tchouev s'est distingué ! Qui répondra du fait que le comité central a été induit

en erreur ? Qui, concrètement, qui sont les éducateurs de ce garde rouge à l'Union des écrivains ? Dans les maisons d'édition ? Vaut-on répondre, à la fin des fins, pour les cadres qui s'éduquent chez nous ?

Lorsque l'on tente d'écarter la critique des survivances du passé, on affirme parfois : « *Il ne faut pas remuer le passé* », il ne faut pas « *raviver les blessures* », ou « *verser du sel sur les plaies* », etc. Mais personne d'autre qu'eux précisément — V. Zakroutkine, S. Smirnov, F. Tchouev et leurs semblables — ne « *ravive les blessures* », ne « *remue le passé* », attirant sur ce passé l'attention irritée du peuple et l'arrachant aux soucis actuels.

Lénine dit qu'on ne doit pas mentir, même aux ennemis. Chez nous, on ment aux amis. Combien a-t-on menti ces dernières années ! On a menti sur Pasternak, sur Soljenitsyne, on a menti sur Voznessenski, sur Evtouchenko, sur Evguenia Guinzbourg, sur Boulat Okoudjava. On a menti en disant qu'ils ne sont pas des patriotes, qu'ils encouragent les éléments arriérés... Que n'a-t-on pas proféré comme mensonges ! Nous nous sommes si bien habitués au mensonge que parfois nous ne nous soucions même pas d'une ombre de vraisemblance. Nous attirons dans ce mensonge les écrivains eux-mêmes, qui sont obligés de dire des contre-vérités, de mentir, comme on dit, au nom d'une discipline supérieure.

Ainsi, les appels à ne pas se retourner sur le passé, à ne pas « *raviver les blessures* », à ne pas « *remuer les cendres* », ne sont que des manifestations d'hypocrisie. Bek... ne remue pas le passé ! Evtouchenko... ne remue pas le passé ! Evguenia Guinzbourg... ne remue pas le passé ! Maltsev... tais-toi, mais Smirnov, s'il te plaît, vas-y !

Smirnov a très bien compris cela, et connaissant (qui d'entre nous ne la connaît pas ?) l'existence d'ouvrages interdits d'écrivains sérieux, de chapitres interdits, de paragraphes censurés, connaissant les véritables malheurs de ses camarades de littérature, ce Smirnov écrit dans le même poème avec un cynisme foudroyant :

*Ecris, comme l'époque l'exige*

*et ne fête pas les lâches.*

*Pas de problème, c'est très clair :*

*il n'y a pas aujourd'hui de thèmes défendus.*

Il n'y a pas de thèmes défendus sans doute, pour Smirnov, pour Zakroutkine, et pour leurs semblables...

Pas de problème, on ne peut pas dire mieux !

Je le sais, des éléments irresponsables vont se mettre à claironner — pour la nième fois ! — que les écrivains, ceux de Moscou en particulier, exigeraient la liberté de presse pour tous, des monarchistes aux anarchistes. Ah ! que vous faut-il encore !...

Ainsi donc, la vieille bolchevique Drabkina, qui a travaillé avec Lénine, est une anarchiste ? Son livre de souvenirs, *Le passage hivernal*, approuvé unanimement par notre organisation du Parti, est retenu *sine die*. Ou bien peut-être l'auteur de *La chaussée de Volokolamsk* (11), A. Bek, est-il un monarchiste ? On ne sait plus où marquer au fer nos pleureurs de la littérature !...

(11) *La chaussée de Volokolamsk* (1945), roman de guerre d'Alexandre Bek.

Oui, nous exigeons la liberté ! Mais non pas la liberté hors du Parti, dont nous sommes la chair et le sang. Les intérêts du Parti sont nos intérêts. Nous exigeons d'être libérés des déviations de la ligne du Parti auxquelles se livrent impunément les gens d'une chapelle combattante... Les diversions idéologiques des ennemis étrangers de notre pays sont devenues plus fréquentes ces derniers temps. Les ennemis ne répugnaient devant rien, auparavant aussi : ni devant les transfuges du type Alliloueva ni devant les calomniateurs.

LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. — Vous avez parlé vingt minutes.

DES VOIX. — Laissez-le continuer !

Maintenant ce sont nos réactionnaires « maison » qui servent d'instrument. On les cite volontiers à l'étranger. Leur position cadre on ne peut mieux avec la thèse de l'ennemi selon laquelle les déformations de la période du culte de la personnalité de Staline sont organiquement inhérentes au système communiste. L'ennemi a compris qu'il n'est pas au monde d'idée plus terrible, plus explosive que l'assertion — surtout lorsqu'on la trouve dans certains livres soviétiques — selon laquelle Staline serait un léniniste fidèle. Staline aurait toujours défendu les idées de Lénine. Cette idée archicalomniatrice est une véritable trouvaille pour les ennemis. Car ils la mettent aujourd'hui en rapport avec la grande tragédie du peuple chinois, avec les innombrables meurtres de communistes perpétrés sous les mots d'ordre : « *Vive Mao Tsé-toung ! Vive Staline !* »

Nous nous prétendons internationalistes. Mais dans quelle situation mettons-nous nos camarades, les communistes d'Italie, de France et tous les communistes de l'étranger, qui doivent nous défendre devant leurs lecteurs informés à toutes les sources !

Depuis combien d'années déjà parlons-nous du fractionnalisme au sein de l'Union des écrivains ? Nous le maudissons. Nous exigeons la réconciliation des parties... Les uns disent que les écrivains sont séparés par les genres, les autres par l'âge, d'autres encore font allusion aux passions littéraires et aux liens tissés au sein des maisons d'édition.

Tout cela est pur bavardage. Il faut le dire franchement : oui, il y a deux groupes à l'Union des écrivains. Ils ne sont séparés ni par les genres, ni par l'âge, ni par les passions littéraires. La ligne de partage entre eux est le XX<sup>e</sup> congrès du Parti.

(*Applaudissements.*)

Et lorsque nous parlons d'homogénéisation, disons toute la vérité, l'authentique vérité de Parti : il ne peut y avoir d'homogénéisation chez les écrivains — communistes et sans parti — hors de la question principale de notre époque, la question du XX<sup>e</sup> congrès du Parti. Où est ta foi ? As-tu ressenti, avec le Parti et le peuple, les grandes décisions de ce congrès, ou bien es-tu un dégénéré qui pense à les trahir ? Homogénéisation, mais seulement sur une base de Parti ! Pas de blocs et de groupuscules sans principes !

Il reste à examiner la question la plus importante. Pourquoi ces tendances antiparti sont-elles vivaces ? Qui les galvanise ? Et surtout, pourquoi ?

Les gens qui appellent à grands cris à la réhabilitation de Staline ont vraiment ressuscité ces derniers temps. Il y a parmi eux certains littérateurs, surtout ceux qui se sont élevés dans le passé par des moyens éloignés de la littérature. SONT POUR STALINE TOUS CEUX QUI METTENT LEURS PRIVILÈGES PERSONNELS AU-DESSUS DES INTÉRÊTS DU PARTI ET DU PEUPLE. Ces gens ont besoin de l'ordre qui s'était instauré sous Staline, bien qu'ils sachent fort bien que cet ordre a coûté la vie à des millions de leurs concitoyens. FONDAMENTALEMENT, C'EST L'ARBITRAIRE QUI LEUR EST NÉCESSAIRE.

Des gens de mauvaise foi peuvent dire que je concentre maintenant l'attention sur Staline, sur le passé. Mais... laissons de côté les gens de mauvaise foi. Comme vous le voyez, je parle des affaires actuelles de la littérature, du danger réel d'aujourd'hui, de ceux qui ne cachent pas eux-mêmes parfois que l'important n'est pas le nom, mais une seule chose : LE DROIT A L'ARBITRAIRE. C'est pourquoi l'on persécute si cruellement les livres où, certes, il n'est question ni de Staline ni des camps, mais où sont analysées la mécanique et la psychologie de l'arbitraire dans les conditions habituelles de notre existence. Je m'arrêterai sur un seul exemple, mon propre exemple. Je ne voulais pas parler de moi, mais, excusez-moi, cela fait très mal.

J'ai écrit il y a treize ans, en 1954, le roman *Examen d'Etat* : sur le sort de la cybernétique (12) dans les années 1949-1953, sur le courage des savants qui ont défendu la science contre les insultes, sur les savants qui, en fin de compte, ont lancé le spoutnik.

Le livre ne peut pas paraître, depuis voici maintenant treize ans. Même après avoir reçu le bon à tirer de l'édition *L'écrivain soviétique*, il est retenu par la censure. Retenu comme d'autres livres, où l'arbitraire quotidien des fonctionnaires est mis en accusation. Qui en répond ? Personne ! Au service de propagande du Comité central on dit : « *Demandez à la maison d'édition !* » A la maison d'édition, on fait signe du côté du *Glavlit*...

L'élimination des livres de discussion est un symptôme particulièrement dangereux. Il signifie que l'on n'a pas besoin de gens qui pensent. Celui qui pense dans les conditions de l'arbitraire est en puissance un mal-pensant.

L'architecte connaît la notion de « *style jésuite* ». Le mur extérieur d'une église est prolongé jusqu'à l'étage supérieur, mais comme faux mur, à but décoratif. Derrière ce mur se trouve quelque chose de tout à fait différent de ce qui apparaît à première vue. Ce style jésuite, hérité des années antérieures, n'est toujours pas surmonté dans notre travail idéologique. Il ne pouvait d'ailleurs pas être éliminé, puisque la structure organique elle-même de la direction des Arts est restée la même. Au-dehors, un mur décoratif : de justes discours, des promesses, des citations. Mais derrière eux, derrière ce mur, le *Glavlit*, le secret de Polichinelle en idéologie. Le *Glavlit* qui a reçu des droits inouïs, le *Glavlit* le

(12) La cybernétique était l'une des « *sciences bourgeoises* » condamnées par Staline à cette époque, au grand dam du développement de l'industrie des ordinateurs en U.R.S.S.

plus souvent incompetent, mais toujours investi du droit d'interdire. Pourquoi ce style depuis longtemps discredité se survit-il toujours ? On a l'impression que souvent le *Glavlit* intoxique le Bureau politique du Comité central, en opérant à l'aide de citations détachées de leur contexte, de répliques qui appartiennent aux héros négatifs, etc.

Comme il serait nécessaire que les dirigeants du travail idéologique, les membres du Bureau politique du Comité central viennent de temps en temps ici, à l'Union des écrivains, et parlent avec nous sans intermédiaires (*applaudissements*), des intermédiaires qui ne sont pas toujours objectifs, comme l'expérience l'a montré ! Je voudrais adresser à ces camarades une question angoissée : « *Quand enlèvera-t-on les barrières dressées sur la voie de la littérature qui étudie la vie ?* »

Peut-être a-t-on assez concédé à ceux qui prodiguent les interdictions, qui font honte au beau nom de communiste ; il est temps d'engager le combat contre ceux qui ne songent ni à leur peuple ni au mouvement communiste international, à ceux qui portent tort à la dignité et au prestige de notre pays. (*Applaudissements.*)





CHAPITRE IV

DE L'OPPOSITION "LITTÉRAIRE"  
A L'OPPOSITION POLITIQUE



*Le passage plus ou moins conscient de l'opposition « littéraire » à l'opposition politique se cristallise autour de deux problèmes étroitement liés : la répression croissante et sans cesse plus féroce, la réhabilitation de plus en plus systématique de Staline. Le refus d'accepter l'une ne signifie pas automatiquement le refus d'accepter l'autre. Ce lien n'est ni immédiat ni mécanique. Il ne peut, en effet, être conscient, et cette liaison consciente ne pourra devenir collective que dans les cadres d'une organisation. Il n'en est pas moins essentiel, même si un petit nombre seulement des signataires de la lettre des descendants de victimes innocentes de Staline se retrouvent au premier rang de la lutte de l'opposition communiste. La seule existence de cette lettre, comme les discussions d'historiens sur le troisième tome de l'histoire du P.C.U.S. et sur le livre de Nekritch, éclaire la continuité du bolchevisme sur laquelle s'appuie le combat de l'opposition.*

*Le lien entre les deux aspects (réhabilitation de Staline et répression) n'étant ni immédiat ni automatique, les textes ici regroupés donneront l'impression d'un certain désordre. Deux de ces textes datent de 1961. Ils devraient normalement figurer en premier, et ne sont à la fin du chapitre que pour des raisons pratiques : parce que nous n'avons pu que tardivement nous en procurer des versions correctes. Ils montrent qu'il n'y a pas eu de mutation brusque, mais passage, avec transformation qualitative, de l'opposition « littéraire » à l'opposition politique.*

*Aux funérailles de Kosterine, Grigorenko, qui est l'un des représentants les plus déterminés et les plus lucides de l'opposition communiste, datera sa transformation de « révolté » en « combattant » de l'année où il a rencontré Kosterine : 1965. La jonction politique entre la « révolte » incarnée par Grigorenko, persécuté depuis 1961 pour son refus d'accepter l'arbitraire bureaucratique, et le bolchevisme, incarné par le vieux bolchevik Kosterine, n'est pas, bien entendu, un fait essentiellement personnel. Elle traduit une mutation qualitative décisive beaucoup plus vaste et beaucoup plus profonde, et elle annonce par là même le passage de la « protestation » à l'« organisation ».*

LYDIA TCHOUKOVSKAIA

## DEUX LETTRES

*Fille du célèbre écrivain Korneï Tchoukovski, Lydia Tchoukovskaïa, auteur d'un roman circulant dans le Samizdat sur l'ère des Procès de Moscou (La maison déserte) a, dans le fil de la Lettre à Cholokhov, dont nous avons publié quelques extraits ci-dessus, écrit deux autres lettres, plus directement politiques, et centrées, à propos de l'affaire Guinzbourg-Galanskov (1) comme à propos de l'affaire Soljenitsyne, sur le problème du « stalinisme ». Sans doute ce problème du stalinisme est-il vu d'abord à travers le droit pour l'écrivain de s'exprimer, le droit à la parole. Mais, à partir de là, les problèmes évoqués vont beaucoup plus loin.*

*Soljenitsyne, d'ailleurs, reflète à lui seul la façon dont le problème du stalinisme peut être perçu par l'intelligentsia soviétique antistalinienne. Il a incarné la défense de l'U.R.S.S., c'est-à-dire des conquêtes d'Octobre, contre le capitalisme, en commandant héroïque d'une batterie d'artillerie ; il a été déporté comme critique du stalinisme, et son œuvre romanesque, fondée sur une expérience vécue, constitue une mise en cause sans cesse plus profonde du stalinisme. Cette mise en cause, tout en exprimant, on pourrait presque dire inconsciemment, les tendances profondes à la révolution politique, à la restauration de la démocratie socialiste qui traversent, comme autant de lignes de force tirant leur origine de la révolution d'Octobre, la société soviétique, ne débouche, de manière claire et consciente, que sur un programme extrêmement vague et confus : le « socialisme moral », défini dans Le pavillon des cancéreux. Les deux lettres de Tchoukovskaïa mettent en lumière l'importance du problème de Staline dans la lutte de l'opposition, comme l'angle beaucoup trop restreint sous lequel, en fait, la plupart des membres de cette opposition le posent.*

(1) Ce texte aurait pu trouver place dans le chapitre suivant, mais il représente plus une évolution logique que le contrecoup de l'affaire Guinzbourg-Galanskov.



Février 1968

## PLAIDOYER POUR LA PAROLE

(pour le XV<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Staline)

Ces derniers temps, les procès se succèdent : sous des prétextes divers — en audience publique ou semi-publique ou à huis clos — on juge la parole orale et écrite ; on juge des livres écrits chez soi et imprimés à l'étranger ; on juge une revue, imprimée chez nous, mais clandestinement ; on juge un recueil de documents dénonçant l'arbitraire des tribunaux ; on juge un cri sur une place pour la défense des emprisonnés (1). La parole subit la répression, comme pour confirmer, une fois encore, cette vérité ancienne aimée de Tolstoï : « *La parole est un acte.* » Sans doute la parole est-elle vraiment un acte, et de plus un acte subversif si, pour elle, on subit des années de camp et de prison, si, des années et des dizaines d'années durant, de grandes œuvres de poésie et de prose — romans, vers, poèmes, nouvelles — ne parviennent pas à accéder à la lumière, au lecteur à qui elles sont pourtant absolument nécessaires ; nécessaires, allais-je dire, comme le pain, mais, par leur vérité profonde, plus nécessaires que le pain. Et c'est peut-être parce que la parole de vérité ne peut retentir, se faire livre et, à travers les livres, transformer l'âme humaine, parce qu'elle est refoulée à l'intérieur de chacun, laissée à l'abandon, que l'on ressent avec une telle intensité l'artifice, la fausseté, l'hypocrisie de certaines paroles accessibles au lecteur.

Récemment, dans une revue, un petit poème m'est tombé sous les yeux. Il m'a vivement frappée. Insignifiant par lui-même, il exprime toute une façon de penser et de sentir fort répandue aujourd'hui et cependant tout à fait fausse. Il commence par une angoissante question :

*Le lourd bilan des jours passés  
a-t-il été tiré ?*

et s'achève sur une apaisante conclusion :

*Où, il a été, ce compte si lourd,  
largement soldé, largement pleuré.*

(1) Allusion à la manifestation de janvier 1967 pour la libération de Guinzbourg, Galanskov, etc. (Voir l'introduction, p. 58.)

C'est le caractère apaisant de cette conclusion qui m'a révoltée. Nous n'avons pas besoin, aujourd'hui, d'apaisement, mais, bien au contraire, d'une analyse du passé qui réveille notre mémoire et notre conscience. A en croire l'auteur, tirant notre bilan moral, après tout ce que nous avons vécu, grâce à Dieu, tout est bien qui finit bien : on a joint les deux bouts. Que dire de plus ?

Mais il y a encore beaucoup à dire. C'est de l'attitude qu'il adopte face à la période stalinienne de notre histoire, solidement agrippée à notre présent, que dépendent aujourd'hui la dignité humaine de l'écrivain et la fécondité de son travail.

Il est des comptes inéluctables et en même temps insolubles. Il est infâme de parler d'un compte soldé quand il s'agit de notre passé récent. A quel prix courant peut-on payer Norilsk et Potma, Karaganda et Magadan, les caves de la Loubianka et de la Chpalernaïa (2) ? Comment payer les tourments de chaque innocent ? Et il y en a eu des millions ! *A combien la tête ?* Et qui a le droit de dire : « *Le compte est soldé* » ? Il vaudrait sûrement mieux pour nous ne pas entreprendre de tels comptes ! Personne ne le peut, pour la simple raison que l'humanité n'a pas encore appris à ressusciter les morts.

Et qui soldera la foi trompée des hommes en ces mots sacrés : « *Chez nous, on n'emprisonne pas pour rien* » ? Cette croyance : si les Ivan Denissovitch (3) sont sous les verrous, c'est qu'ils sont réellement des ennemis ? Il faut le reconnaître, elle a admirablement fonctionné autrefois, la machine de la provocation — la radio, les réunions, les journaux — avec une telle précision, une telle continuité qu'il arrivait même à des gens honnêtes de pourchasser féroce ment des innocents. Des femmes reniaient leur mari, des enfants leur père, des amis leur meilleur camarade. Eux aussi, ces hommes trompés, sont, à leur manière, des victimes... victimes du mensonge organisé. Ne peut-on leur appliquer ces paroles dites en d'autres temps :

« *Eh quoi, martyrs du dogme, vous êtes aussi les victimes du siècle !* »

Comment solder la dépravation massivement organisée des âmes, la corruption de la plume, la perversion de la parole ? D'une seule façon, pourrait-on croire, si tant est que cela fût possible : en disant ouvertement toute la vérité. Mais la vérité est trahie à mots couverts, les bourreaux staliniens se drapent de

(2) Norilsk, Potma, Karaganda et Magadan sont des villes concentrationnaires. Magadan est la principale ville du complexe concentrationnaire de Kolyma, centre d'extraction aurifère (voir Evguenia Guinzbourg, *Le vertige*, et Chalamov, *Récits de Kolyma*). Norilsk est située près de l'embouchure de l'Henisseï, à l'extrémité nord-ouest du plateau sibérien ; c'est le centre de l'extraction du nickel. Karaganda se trouve en Asie centrale. Potma en Moldavie, en Russie d'Europe (cf. *Mon témoignage*, de Martchenko, à paraître au Senil).

La Loubianka est une prison au centre de Moscou (cf. *Le premier cercle* de Soljenitsyne, A. Laffont, éditeur). La Chpalernaïa est une autre prison.

(3) Allusion au célèbre roman de Soljenitsyne, *Une journée d'Ivan Denissovitch*, publié en français chez Julliard.

nouveau artistement d'un rideau de fumée, qui épaissit sous nos yeux.

La soif de la plus élémentaire justice n'a pas été éteinte. Aux veuves des victimes, on remet des attestations certifiant que leur mari a été injustement arrêté et qu'il est réhabilité à titre posthume, vu « *l'absence d'élément constitutif d'une infraction* ». Bien. Les mêmes attestations concernant « *l'absence d'élément constitutif d'une infraction* » sont délivrées à ceux des emprisonnés qui ont eu la chance de survivre. Parfait. Ils sont revenus. Mais où sont donc ceux qui ont été la cause de nos épreuves ? Ceux qui ont inventé des « *éléments constitutifs d'une infraction* » pour des millions de gens ? Ceux qui ont fabriqué, l'une après l'autre, des nouvelles fantastiques sous le titre « *Dossier d'instruction* » ? Qui a donné l'ordre de noircir les condamnés dans les journaux ? Qui sont ces gens, où sont-ils et que font-ils aujourd'hui ? Qui a fait le compte de leurs crimes, perpétrés avec assurance et méthode, en toute tranquillité, jour après jour, année après année ? Où, quand l'a-t-on fait ? Et à ceux-là, quelles attestations fournit-on et qui le fait ?

Visiblement personne, sans quoi on ne verrait pas un individu responsable de la mort de nombreux poètes diriger une collection de poésie, un écrivain, qui est surtout l'auteur de dénonciations, s'exhiber au présidium, lors des séances solennelles, un respectable vieillard à cheveux blancs, par qui périt autrefois Vavilov ou Meyerhold, recevoir une pension pour ses louables travaux... Fumée, fumée !

Le compte a été pleuré, dit-on dans le poème. Certes, des océans de larmes ont coulé. Mais elles ont coulé en cachette, sur l'oreiller... Il y a bien une « *journée du cheminot* », une « *journée de l'aviateur* », une « *journée du tankiste* », mais quand donc est la journée de deuil en mémoire des innocents condamnés ? Où sont les tombes fraternelles, les monuments portant le nom des victimes, les cimetières où les parents et amis pourraient, le jour des morts, venir pleurer ouvertement avec des couronnes et des bouquets de fleurs ? Où, enfin, est la *liste* de ceux qui ont ordonné les dénonciations, de ceux qui ont exécuté ces ordres, de ceux qui... mais il suffit ! Auprès des tombes, il convient de respecter le silence et la douleur.

Non, je ne crie pas vengeance, je ne réclame pas œil pour œil. La vengeance ne m'attire point. Je ne demande pas qu'ils soient jugés par les tribunaux, mais par la société. Car si les dénonciateurs, les bourreaux, les procureurs ont parfaitement mérité un châtement, notre peuple, lui, n'a pas mérité de se repaître de châtements.

Puisse, de la mort des innocents, naître, non un nouveau châtement, mais une idée claire. Une parole juste.

Je veux que, boulon après boulon, soit démontée la machine qui a transformé un homme plein de vie, débordant d'activité, en un cadavre glacé. Que sa sentence soit prononcée. A pleine voix. Il ne faut pas tirer un trait sur ce bilan, après lui avoir apposé le cachet rassurant « *soldé* », mais démêler l'écheveau des

causes et des effets, le défaire nœud après nœud, avec sérieux, avec soin... Des millions de familles paysannes, de familles de travailleurs, qualifiées de « *koulaks* » ou « *semi-koulaks* », ont été déportées dans le Nord. Des millions de citoyens, qualifiés de « *traîtres* », « *espions* », « *saboteurs* », ont été envoyés en prison et parfois directement dans l'autre monde. Des peuples entiers, accusés de trahison, ont été chassés de leur terre natale vers des lieux étrangers.

Qu'est-ce qui nous a conduits à ce malheur sans exemple ? A cette totale impuissance des gens devant la machine qui les broyait ? A cette union, cette fusion, cette jonction, jamais vue dans l'histoire, des organes de la Sécurité d'Etat (enfrenant la loi à chaque instant, jour et nuit) avec ceux de la Justice, conçus pour observer la loi (et servilement aveugles pendant des années), et enfin avec les journaux, qui auraient dû défendre le bon droit, et au lieu de cela déversaient, d'une manière planifiée, mécanique, uniforme, leurs calomnies sur les persécutés, des millions et des millions de paroles mensongères sur les « *ennemis forcés du peuple, méprisables crapules vendues aux espions étrangers, et enfin démasqués* » ? Quand et comment s'est réalisée cette combinaison, la plus dangereuse sans doute de toutes les combinaisons chimiques connues des savants ? Comment est-elle devenue possible ? Il y a là un énorme travail pour l'historien, le philosophe, le sociologue. Et avant tout pour l'écrivain. C'est notre tâche essentielle dans l'immédiat. Une tâche urgente. Il faut appeler les gens, jeunes et vieux, à ce travail gigantesque de prise de conscience du passé ; alors le chemin de l'avenir sera lui aussi plus clair. Les procès intentés aujourd'hui à la parole n'auraient pas lieu si ce travail avait été fait à temps.

*Le meurtre de la parole véridique* nous vient aussi de là, de cette époque maudite du stalinisme. C'est l'un des forfaits les plus noirs accomplis pendant des décennies. La perte du droit à une pensée indépendante a fermé la porte, à l'époque stalinienne, au doute, aux questions, aux cris d'alarme, et l'a ouverte au mensonge sûr de lui, impudent, imprimé à grand tirage et soutenu de toute part. Le mensonge répété à chaque heure du jour et de la nuit a empêché les gens de savoir ce qui arrivait à leurs concitoyens dans leur propre pays ; les uns ignoraient de bonne foi, naïvement, les autres ne tenaient absolument pas à savoir. Car celui qui savait ou devinait était condamné à se taire, dans la hantise de sa propre perte — il ne risquait pas seulement quelque ennui au travail, le chômage et le besoin, mais généralement la liquidation physique.

Tel était le grand honneur rendu en ces temps à la parole : pour elle, on tuait.

... Sur la tombe des victimes, disais-je, doit naître, non pas un châtement nouveau, non pas le châtement des assassins, mais une pensée claire. Laquelle ? Peut-être celle-ci ?

*Une fois déjà nous avons survécu...*

*Eh bien !*

*Jugez, coupables !*

*Tout est nôtre : la vérité et le mensonge,  
les victoires et les défaites,  
la honte et l'amertume comme les honneurs,  
les ténèbres et la lumière qui jaillit des ténèbres...*

Non, pas celle-ci. Ce raisonnement est séduisant, mais inadmissible. Il ne servirait qu'à embrouiller un peu plus l'écheveau, non à le démêler. La vérité et le mensonge ne sont pas des jumeaux, et personne n'a encore réussi à être à la fois la lumière et les ténèbres. Dans chaque situation concrète de la vie, l'un allume et l'autre éteint la lumière. Pis : l'un est criminel, l'autre victime.

*Nous avons été jeunes et fiers,  
la jeunesse est d'acier,  
il n'est pas de malheur  
auquel nous n'ayons résisté,  
il n'est pas de guerre  
où nous n'ayons vaincu.  
Et il n'est pas de faute  
qu'on n'ait voulu nous faire endosser.*

Il y a là deux faux. Premièrement, il est un malheur auquel nous n'avons pas su résister et dont nous n'avons pas sauvé notre pays. Il a pour nom STALINISME. Et d'un ! En ce qui concerne les fautes qu'aujourd'hui certains voudraient faire endosser à d'autres, on aimerait savoir qui, où, à qui ? On n'entend justement que fort peu parler de fautes dont on demanderait aujourd'hui compte au passé... On a dit et répété :

*Oui, tout ce qui nous est arrivé  
est arrivé !*

On n'a pas cherché plus loin.

Et pourtant, de « *tout ce qui nous est arrivé* » jaillit naturellement une pensée simple et claire, connue depuis longtemps de tous, mais qu'il vous faut assimiler et faire nôtre de nouveau. Il y a un siècle, Herzen répétait jour après jour dans *Kolokol* (\*) : sans liberté de parole, il n'est pas d'hommes libres, sans liberté d'expression, il n'est pas de pays puissant, capable d'évoluer intérieurement. « *L'homme ne peut être satisfait que si on lui parle ouvertement et franchement* », écrivait Herzen. « *Une conviction n'est sacrée que si elle est exprimée* », écrivait Ogarev. Le silence, pour eux, est synonyme de servitude, il signifie qu'on courbe la tête. Herzen parlait de la « *conspiration du silence* » : « *Le mutisme est le soutien du despotisme.* »

Les procès de ces dernières années, de ces derniers mois, ont suscité une vive résistance chez des gens d'âge et de profession divers. L'intolérance aux violations actuelles de la loi exprime leur indignation douloureuse contre eux-mêmes, tels qu'ils étaient hier, et contre l'étau du passé. Derrière les jeunes accusés d'aujourd'hui, nous, leurs aînés, croyons voir une longue file d'ombres. Derrière les lignes des manuscrits dignes d'être imprimés et qui ne le sont pas, nous hantent les visages d'écrivains morts avant



l'impression de leurs manuscrits — et derrière les articles de nos journaux, ceux d'hier, qui annonçaient les exécutions et sonnaient l'hallali.

« *La parole doit être libérée de la censure* », telle était l'une des devises de *Kolokol*. Il y a cent ans, en 1867, paraissait le dernier numéro de *Kolokol*. Cent ans ! Depuis, la censure est devenue moins apparente, mais a tout envahi. Elle dispose de mille moyens pour enterrer vivant le manuscrit qui ne lui convient pas, sans recourir au crayon rouge. Que la parole soit libérée de toutes ces chaînes, quel qu'en soit le nom ! Que soit rompu le mutisme, il a toujours été le soutien du despotisme !

Et que la mémoire demeure éternelle, indestructible, en dépit de tous les comptes prétendument soldés. La mémoire est le trésor le plus précieux de l'homme, sans elle, il ne peut y avoir ni conscience, ni honneur, ni travail intellectuel. Un grand poète est l'incarnation de la mémoire. Je citerai quelques vers d'un poète qui a refusé l'oubli, non seulement pendant sa vie, mais au seuil même de la mort (4) :

*Et même dans la mort bienheureuse, j'ai peur  
d'oublier le roulement des noirs fourgons cellulaires,  
d'oublier comment claquait la porte odieusement  
et hurlait la vieille femme, comme une bête blessée.*

Le souvenir du passé est la clé la plus sûre de l'avenir. Biffer les comptes, laisser le passé envahi par les ronces de la confusion, des réticences, de l'irréflexion ? Jamais ! D'ailleurs, si la mémoire nous trahissait, les jugements aujourd'hui prononcés contre la parole et le craquement sourd des articles de journaux nous rappelleraient l'odeur familière des bûchers d'hier.

Mais aujourd'hui n'est pas hier. La « *conspiration du silence* » a cessé.

(4) Ces vers sont extraits du *Requiem* d'Akhmatova, publié en édition bilingue par les *Editions de minuit*. Akhmatova y relate l'arrestation de son fils en 1937.

## A PROPOS DE SOLJENITSYNE

(*La responsabilité de l'écrivain  
et l'irresponsabilité de la Literatournaia Gazeta*)

Il y a des articles que l'on lit avec peine. On essaye de lire, mais on les met involontairement de côté. On les reprend, on tente d'en tirer quelque chose, de saisir, et on n'y arrive pas. L'article lui-même crée un obstacle à sa lecture. Ce n'est pas qu'il alimente l'esprit et le cœur d'une nourriture nouvelle que l'on n'aurait guère l'occasion de se mettre sous la dent. Au contraire, on a plutôt l'impression de remâcher quelque chose. L'auteur ne s'est pas donné la peine du moindre effort de réflexion, il n'a fait que rabâcher mécaniquement les mots du modèle courant, tantôt des phrases, tantôt des paragraphes entiers. Cela lui a été facile d'écrire, voilà pourquoi il est si difficile de le lire.

J'ai repris plusieurs fois l'article qui s'intitule *La lutte idéologique et la responsabilité de l'écrivain*, article publié dans la *Literatournaia Gazeta* du 26 juin de cette année, et je l'ai chaque fois laissé de côté sans en avoir surmonté les difficultés. Il y est question de lutte des idées, mais les idées mêmes du texte, on ne les saisit pas ; point de polémique, on revient toujours sur les sentiers battus ; point d'idées, mais un chapelet de mots. La « *soumission* » est « *inconditionnelle* », la « *fidélité* » est « *sans bornes* », s'il se produit une « *vague de calomnies* », elle est « *subversive* », une « *riposte* » est « *méritée* ». On n'a pas assez d'imagination pour voir, derrière cet assortiment de clichés, la soumission, la fidélité ou bien les ravages du poison de la calomnie. Les « *rencontres* » sont « *régulières* », une « *campagne de calomnies* » est « *effrénée* », une « *défense* » est « *conséquente* », et, s'il s'agit des écrivains qui ont demandé la révision du procès Guinzbourg, alors, bien entendu, ce sont des écrivains « *isolés* ». Aucun effort de réflexion, mais une permutation mécanique de signes.

J'ai bien failli céder à mon envie de ne pas lire cet article d'un bout à l'autre, mais je l'ai lu jusqu'au bout. Au milieu, il parlait de Soljenitsyne. Tout ce bavardage creux amenait, semble-t-il, une discussion sur son œuvre et sa vie.

L'auteur s'était donné pour but d'exposer la biographie de Soljenitsyne, mais il l'a fait sans toute l'exactitude requise.

Il mentionnait la *Lettre au congrès des écrivains, Le pavillon des cancéreux, Le premier cercle* (1). Il les condamnait sans en donner de raisons. Le nom de Soljenitsyne nous est trop cher, dans notre littérature, pour qu'il soit permis de laisser sans réplique la moindre petite erreur à son sujet. D'autant plus que, dans le cas présent, le lecteur est absolument sans défense, n'ayant nulle part où trouver ni les livres de Soljenitsyne ni des témoignages sur sa vie.

Je tenterai cependant de combler en partie cette lacune et de rendre plus clairs pour le lecteur les véritables dessous de la bataille qui s'est nouée autour de Soljenitsyne.

Cette revue nous apprend que « *Soljenitsyne a passé les dernières années de la Grande guerre nationale (\*) au front en qualité de commandant de batterie antiaérienne ; il a été décoré* ».

Soljenitsyne a été appelé à l'armée en 1941. Au bout d'un an, sortant de l'école spéciale, il est nommé commandant d'une batterie d'artillerie. Comme chacun sait, une batterie d'artillerie n'est pas une batterie antiaérienne, et 1942 n'est pas une des dernières années, mais au contraire une des premières années de la guerre. Il va de soi que ces erreurs sont insignifiantes, mais, dans un article portant sur la responsabilité de l'écrivain, on ne devrait pas les laisser passer. Le journalisme aussi est affaire de responsabilité.

Lisons plus loin : « *Peu de temps avant la fin de la guerre, il a été condamné sous l'inculpation d'activité antisoviétique et purgea sa peine dans les camps. En 1957, il a été réhabilité.* »

Il n'y a pas ici d'inexactitude en ce qui concerne les faits. Mais cet alinéa constitue quelque chose de bien pis qu'une inexactitude.

Soljenitsyne a en effet été réhabilité. Quel droit moral ou juridique a donc la *Literatournaïa Gazeta* de parler publiquement de crimes qu'il n'a pas commis ? En effet, les citoyens réhabilités après la mort de Staline sont les victimes de la terreur de Iéjov, de Beria, d'Abakoumov, en bref de la terreur stalinienne, et ils n'étaient coupables ni devant la loi ni devant la société ; au contraire, c'est la société et ses institutions, destinées à faire appliquer et protéger la loi, qui se sont rendues coupables envers eux. Pourquoi donc ce journal présente-t-il de nouveau au lecteur, d'un ton impassible et de manière anodine, ou suggère-t-il un mensonge qui a déjà été démasqué ? De deux choses l'une : si vous le désirez, vous pouvez croire à la justesse de son inculpation, si vous préférez, à celle de sa réhabilitation... C'est tout à fait comme dans cette fameuse anecdote : « *Petrov ? Ah oui, c'est ce type à qui il est arrivé quelque chose, mais je ne me souviens plus très bien si c'est lui qui avait volé quelqu'un, ou bien si on l'avait volé, lui... Quoi qu'il en soit, soyons vigilants.* »

Je puis certifier à la *Literatournaïa Gazeta* que c'est lui qu'on a volé. On lui a volé huit ans de sa vie, et on lui aurait bien volé

(1) La *Lettre* est publiée dans le chapitre précédent. *Le pavillon des cancéreux* a été publié chez Julliard, *Le premier cercle*, chez Laffont.

sa vie entière (« *exil à perpétuité* »), mais il se trouva que Staline n'était pas éternel.

En 1963, dans la préface d'*Une journée d'Ivan Denissovitch*, on disait qu'« *il avait été arrêté sur une dénonciation politique mensongère* ». Il s'est écoulé cinq ans depuis lors, et la pauvre *Literatournaïa Gazeta* s'est perdue dans le brouillard, et ne sait plus où est la vérité.

La réhabilitation de Soljenitsyne (cf. l'arrêté n° 4 N-083/57 de la Cour suprême de l'U.R.S.S. du 6 février 1957) a été exposée fort heureusement très en détail et donne une idée d'ensemble du combat qu'il a mené et des raisons des persécutions qu'on lui a fait subir.

Soljenitsyne « *se battit courageusement pour la patrie* », est-il écrit dans ce document ; « *il fit plus d'une fois preuve d'un véritable héroïsme et entraîna derrière lui la petite unité dont il avait le commandement. L'unité de Soljenitsyne s'est distinguée par sa discipline et ses faits d'armes... Il a été décoré de l'ordre du mérite de la Grande guerre nationale (\*) et de l'Ordre de l'étoile rouge.* »

Pourquoi donc cet officier combattif, qui était allé jusqu'en Prusse orientale avec notre armée, fut-il arrêté en février 1945, condamné sans jugement et envoyé dans les camps ?

Le même document donne une réponse tout à fait complète à cette question : « *A partir des documents de l'affaire, il est clair que Soljenitsyne, parlant dans son journal et dans ses lettres à son ami de la justesse du marxisme-léninisme, du contenu progressiste de la révolution socialiste dans notre pays et de l'inélucltabilité de sa victoire dans le monde entier, se prononçait contre le culte de la personnalité de Staline...* »

Voilà où se trouve la cause, voilà où est la clé de la compréhension du sort de Soljenitsyne. Tout jeune, et plus tôt que les autres, il devina qui était Staline ; à l'âge adulte, l'écrivain qu'il était entreprit de « *démasquer* » le stalinisme, et plus seulement dans son journal intime et dans ses lettres. Voilà la cause des persécutions contre lui, dans le passé, et des particularités pénibles de sa biographie, de nos jours...

Dans ce même article sur la lutte polémique et la responsabilité de l'écrivain, la *Literatournaïa Gazeta*, avec une totale irresponsabilité, ne se donne même pas la peine de produire des preuves pour qualifier le roman *Le premier cercle* de calomniateur.

N'est-ce pas parce que, derrière les agissements de ces artistes, se trouve impliqué, en la matière, Staline en personne ?

« *Ou bien est-ce que par hasard il serait interdit, demande l'écrivain, de démasquer Staline ?* »

Nulle part, je n'ai lu de telles instructions ni pris connaissance de telles dispositions, mais, à tout prendre, cela doit exister. Ne serait-ce que par le fait que, depuis déjà quelques années, à de très rares exceptions près, les rédacteurs (\*) font consciencieusement disparaître de tous les articles tout ce qui rappelle la disparition de nos compatriotes dans les prisons et camps staliniens. « *On nous a expliqué, m'a dit obligeamment un rédacteur, que*

*s'il fallait l'indiquer chaque fois, le lecteur pourrait avoir l'impression qu'ils ont été bien trop nombreux.* »

« Ils », c'est-à-dire les prisonniers. Ceux qui y sont restés.

Mais comment pourrait-on, avec de telles explications, faire paraître *Le premier cercle*, ce roman de Soljenitsyne où l'action essentielle se déroule dans une prison de Moscou, où il a rassemblé l'intelligentsia des techniciens, ingénieurs et philosophes des innombrables prisons et camps de Sibérie ? En effet, le lecteur peut avoir l'impression qu'il y en a eu beaucoup, beaucoup trop ! Il est beaucoup plus naturel, de nos jours, que retentissent des louanges de Staline à la façon de S. Smirnov. A propos d'une œuvre de ce genre, la *Literatournaïa Gazeta* n'écrira pas que c'est de la calomnie.

Voici comment S. Smirnov dépeint les funérailles de son héros :

*« Et voilà que, s'élevant au-dessus de chacun,  
il ne nous a point quittés dans la solitude :  
les centaines d'âmes de ses concitoyens écrasés  
lui dressèrent une couronne mortuaire. »*

Le lecteur doit se représenter dans quel climat s'accomplissent les tentatives de publier un roman comme *Le premier cercle*, un récit comme *Le pavillon des cancéreux* : dans un climat où l'on peut écrire, dans une revue à gros tirage, que des milliers de victimes constituent une couronne mortuaire.

Au lever comme au coucher, nous devons nous souvenir que le *Requiem* génial d'Akhmatova (2), cet hymne funèbre chanté pour tous ceux qui ont été torturés et assassinés, n'a pas à ce jour été publié, tandis que les mauvais vers de Smirnov, cet hymne funèbre entonné sur le tombeau de leur bourreau, ont été publiés sans aucun obstacle dans la revue *Moskva*, 1967, n° 10.

Voilà le climat dans lequel nous vivons aujourd'hui !

Du point de vue de la censure et de la rédaction, tout est pour le mieux dans la poésie de Smirnov : là, on n'y mentionne pas ceux que Staline a réussi à écraser à l'heure même de ses funérailles.

Après avoir parlé du XX<sup>e</sup> congrès (« *Nous passâmes ensuite dans la salle des colonnes, toute la fine fleur de l'usine et du village* »), Smirnov condamne en passant le culte de la personnalité, mais néanmoins continue à tomber en extase devant cette même personnalité :

*« Oui ! Chez de tels hommes, tout d'un bloc,  
qui n'ont pas atteint les sommets en un jour,  
on ne doit ni taire les fautes  
ni barrer d'une croix les mérites. »*

Il est peu probable que Smirnov ose compter parmi les mérites de Staline l'extermination de millions d'innocents. C'est donc à ses yeux une « erreur ». Ni un crime contre l'humanité, dont doivent être tenus pour responsables les complices des crimes stali-

(2) Voir ci-dessus, page 220, note 4.



niens, ni la cruauté même, ni la plus grandiose provocation que l'histoire ait jamais connue (provocation qui a failli détourner de sa route le peuple tout entier), mais, avec tact, « *une erreur* ». L'erreur d'un homme « *littéralement d'un bloc* », et « *qui n'a pas atteint les sommets du jour au lendemain* ».

Dans les lignes qui suivent, Smirnov avoue qu'à ce jour il ne connaît pas la vérité objective sur Staline. Mais s'il ne la connaît pas encore, alors je crains bien que rien ne puisse l'y amener. Ou plutôt si : ne devrait-il pas lire Soljenitsyne ?

Je n'ai pas du tout l'intention de réduire toute la richesse philosophique, sociale, morale, contenue dans les livres de Soljenitsyne à une démystification du stalinisme. Ce serait bien trop restreint. Et si je souligne aujourd'hui les tendances antistaliniennes de son œuvre, c'est seulement parce que la *Literatournaïa Gazeta* n'en dit pas un mot. Pour elle, l'affaire est enterrée ; et en ce qui la concerne, et tant que durera le climat qui règne en ce moment.

En 1964, la revue *Novy Mir* signa un contrat avec l'auteur pour son roman *Le premier cercle*. Aujourd'hui, en 1968, la *Literatournaïa Gazeta* dit que le roman n'est qu'« *une basse calomnie contre notre régime social* ». Qu'est-ce qui a donc changé ? Le roman ? Non. Le régime social ? Non plus. Notre passé ? Il est inamovible. C'est le climat qui a changé. Un nouvel ordre a été donné en sourdine : envelopper le passé de brouillard. N'ayant pas entendu cet ordre, le lecteur ne peut comprendre pourquoi l'on n'a toujours pas publié *Le pavillon des cancéreux* ni *Le premier cercle* ; pourquoi, voici deux ans, on a confisqué ses archives à l'auteur et on ne les lui a pas encore rendues ; pourquoi on a cessé, dans les bibliothèques, de laisser lire *Une journée d'Ivan Denissovitch* (« *Ils y sont bien trop nombreux !* ») ; pourquoi dans les stades spéciaux, d'année en année, s'enflent les allusions haineuses à Soljenitsyne : « *Il a fraternisé avec les Allemands ! C'est un criminel ! Il a été en captivité ! Il a un langage vulgaire ! Un schizophrène !* »

Il faut donc inventer un moyen de faire payer cet écrivain, qui continue à démasquer le stalinisme après même que l'ordre a été donné de l'oublier. Non, bien sûr, on a le droit de s'en souvenir, mais seulement de la manière suivante :

« *Dans toute la nation, en Octobre et en Mai,  
nous avons vérifié ce que l'on pense de lui  
et il se tenait droit, la main levée  
pareil au tonnerre en personne.* »

Dans le récit du *Pavillon des cancéreux*, Staline n'apparaît pas. C'est un récit philosophique plutôt qu'historique. Comme dans celui de Tolstoï, *La mort d'Ivan Ilitch*, l'auteur place ses héros face à face avec la mort, les fait tous se retourner sur leur vie passée et réfléchir à son sens ; le sens de la vie, par rapport à soi et aux autres. Dans le nœud étroitement serré de la vie s'entrelacent, non seulement les destinées, mais aussi les pensées. Il n'y a pas un homme, c'est-à-dire un être pensant, qui a lutté et souffert toute sa vie, qui ne soit (dans le roman) à la veille de la mort. Le récit réalise l'objectif qui doit être celui de la littérature : il apprend à faire travailler l'esprit du lecteur. Mais

il n'a été publié que par le Samizdat ; les huit chapitres insérés dans *Novy Mir* ont été retirés de la revue, bien que la section de littérature ait discuté du récit et que ses vingt-quatre membres soient tous intervenus en faveur de sa parution.

« Dans une perspective idéologique », la *Literatournaia Gazeta* fait remarquer, dans un jugement fort profond, que « le récit, comme l'avait noté le secrétariat, a besoin, pour l'essentiel, d'être retravaillé ». Et c'est là, dans l'article, la seule caractérisation du récit ! L'art de l'écriture bureaucratique consiste en ce qu'il faut condamner une idée (ou un livre) sans en donner au lecteur la moindre présentation.

Mais il serait intéressant de savoir quelles sont précisément les idées défendues par l'auteur qui embarrassent le secrétariat. L'idée de la dignité de l'homme ? La haine de la cruauté inimaginable qui imprègne la vie dans toutes ses fibres ? L'admiration de l'auteur devant le travail et l'abnégation des médecins ? La réflexion sur la liberté qu'a le médecin de décider du sort de son malade ? Laquelle précisément ?

À toutes ces questions la *Literatournaia Gazeta*, non seulement ne veut pas, mais ne peut pas répondre. En effet, à partir de là, un travail de réflexion est nécessaire, et penser ou argumenter ses idées « est une tout autre AFFAIRE » que de reproduire ces petits mots : « résistance persévérante » et « vague subversive ». À partir de là, il est nécessaire d'analyser les idées des autres, les arguments des autres, de trouver des arguments personnels ; c'est un travail vivant, tendu, absorbant et rigoureux de l'esprit. L'article sur *La lutte idéologique...* frappe par sa pauvreté dans le domaine des idées. Quelle sorte de lutte d'idées est-ce donc si, aux pensées neuves et puissantes de Soljenitsyne, aux reproches affligés de Kaverine qui intervint en faveur du récit de Soljenitsyne (3), si, à toutes leurs idées, fondées sur toute une accumulation de faits qu'ils rapportent dans leurs œuvres, la *Literatournaia Gazeta* n'oppose ni idées, ni pensées, ni faits bien entendu, mais seulement des étiquettes péjoratives, quelques chicaneries absurdes, totalement extérieures, sans aucun rapport avec le fond du débat dont il est question... ? Soljenitsyne, voyez-vous, a adressé sa *Lettre au congrès* « en violation des règles de bienséance normalement en usage ». C'est-à-dire qu'il l'a envoyée « non pas en un exemplaire, comme c'est la règle, mais à des centaines, au présidium, aux journaux, aux délégués ». Si au moins vous oubliez, ne serait-ce qu'un instant, le moyen par lequel la lettre a été envoyée, si vous vous rappelez la lettre elle-même, si vous en donniez un compte rendu au lecteur, si vous y répondiez, si vous réfutiez ses affirmations en une lutte ouverte, voilà ce qui pourrait s'appeler « lutte idéologique » ! Mais en attendant, que de chicaneries bureaucratiques ! Au sujet du roman *Le premier cercle*, vous n'avez lâché que six mots : « Il contient une basse calomnie contre notre régime social ». Alors que le roman compte trente-cinq feuillets imprimés,

(3) Vers la fin du printemps 1967, Kaverine a écrit au secrétariat de l'Union des écrivains une lettre par laquelle il se solidarise avec Soljenitsyne.

des dizaines de personnages, que l'action engage les couches les plus différentes de notre société, les niveaux les plus variés, et que la richesse des idées est telle que dix romans ne suffiraient pas à les épuiser, où donc, précisément, se cache la calomnie ? De quoi se compose-t-elle ? Pourquoi ne l'avez-vous pas citée et réfutée ?

Vous accusez Kaverine d'écouter tous les jours à la radio étrangère la lecture de sa lettre à Fedine (quelle connaissance précise vous avez de la vie familière de l'écrivain !) (4). Lorsqu'il s'agit d'en venir aux faits, c'est-à-dire au contenu de la lettre, vous remplacez cela par : « *Il est inutile d'étudier cette lettre en détail* ».

Inutile ? S'il en est ainsi, ne qualifiez pas votre démarche de polémique. C'est une autre sorte de lutte, mais pas de la polémique. La *Literatournaia Gazeta* sait où elle veut en venir : « *Soljenitsyne doit se désolidariser des bruits qui ont couru à son sujet à l'Ouest. Et un de ces jours, il deviendra enfin un écrivain idéologique et pourra espérer devenir digne d'être mentionné auprès de Galina Serebriakova elle-même. (Mais s'il ne se désolidarise pas, qu'il ne s'en prenne qu'à lui-même.) Ce qui est le plus important, ce de quoi il devrait se désolidariser, ce sont des racontars qui ont couru à l'Ouest au sujet de sa Lettre au congrès des écrivains.* » (Et par la même occasion, ce serait aussi bien qu'il se désolidarise des idées de cette lettre.)

Quand j'ai lu pour la première fois cette lettre assez originale, il m'est apparu que c'était toute la littérature russe qui se retournait sur le chemin qu'elle a parcouru, méditait, analysait tout ce qu'elle avait vécu jusque-là, faisait le compte de ce qui avait été gâché et perdu, rappelait ceux qui ont été persécutés, ceux que l'on a frappés en toute liberté, évaluait les pertes causées à la richesse spirituelle du pays par les persécutions contre les écrivains, et disait, par la voix de Soljenitsyne : « *C'en est assez ! cela ne doit plus continuer ! nous devons vivre autrement !* »

Soljenitsyne fit tout ce qu'il put pour que la voix de la littérature russe se fasse entendre au congrès. Mais bien que des dizaines de délégués l'aient appuyé et se soient adressés à la présidence du congrès en exigeant le débat sur cette lettre, elle ne fut ni lue ni discutée.

Il est assez difficile, comme on le voit, de combattre des idées ; il est bien plus difficile de les taire et de les dénigrer par le silence.

C'est ainsi que la voix de la littérature n'a pu se faire entendre au congrès.

Et cela se comprend. Ces idées, les maudites, elles sont bien trop nombreuses dans cette lettre : parmi les écrivains, il n'y a eu que six cents réhabilitations dont cent quatre-vingts ont été posthumes ! Il est impossible de contredire cette lettre, et les faits et les conclusions en sont incontestables ; il est beaucoup plus aisé d'affirmer, comme le fit la *Literatournaia Gazeta*, que « *la propagande occidentale a soulevé autour de cette lettre une campagne effrénée* »

(4) Il s'agit de la lettre citée à la note précédente : Fedine est l'un des principaux dirigeants de l'Union des écrivains.

d'antisoviétisme ». Les racontars sont les racontars, mais quel rapport avec le contenu de la lettre ? Pourquoi ces commérages cachent-ils à la *Literatournaia Gazeta* le contenu de la lettre ?

Le seul passage que la revue se risque à exposer et auquel elle tente de répondre, c'est la proposition d'introduire dans les statuts de l'Union des écrivains un article sur l'obligation de l'Union de défendre ceux qui sont injustement poursuivis.

Comment ? Défendre ? Ses membres ? L'Union ?

En effet, appliquons cette proposition dans la vie et nous nous convainçons vite que c'est de la pure fantaisie.

Par exemple ; lorsque le signal de traquer Pasternak fut donné, le camarade Semitchastny, grand connaisseur en littérature, se mit à intervenir et à déclarer publiquement à la tribune que ce grand poète est... un porc. Eh oui, tout simplement un porc qui se goinfre ou qui grogne, je ne sais plus très bien.

Et là, écoutez bien ! Au lieu de se couvrir de honte à tout jamais en excluant Pasternak, l'Union des écrivains intercède pour ce confrère et, dans le calme et la dignité, explique aux ignorants dans les colonnes de son journal qui est ce Pasternak.

Ou bien voici un autre exemple : Soljenitsyne. Pensons-y ! Au lieu de faire savoir que les documents qui lui ont été saisis ne l'ont pas été à Riazan mais à Moscou, et non pas dans l'appartement de Soljenitsyne, mais chez son ami (comme si cela avait une quelconque importance !), l'Union entame dans son journal une polémique sur la restitution des documents. Le journal rappelle à l'opinion publique que les archives d'un écrivain sont ce qu'il a de plus cher, que personne ne doit y toucher, qu'il a déjà été perdu suffisamment de précieuses archives d'écrivains dans des endroits mystérieux, que propager, sans le consentement de l'auteur, un manuscrit qui lui a été volé et auquel il a depuis longtemps renoncé est illégal et honteux...

Hélas ! tout cela n'est qu'un rêve. Dans la réalité, la revue est devenue complice des ravisseurs : dans le même article est cité un passage réprouvé par l'auteur (5).

Je ne connais pas d'autre cas de ce genre dans notre presse. Priver intentionnellement le lecteur de toute description d'un récit et d'un roman pour la publication desquels l'auteur se bat ouvertement depuis des années, présenter au public une œuvre qui n'a jamais été destinée à être publiée ou divulguée, mais gardée dans ses archives personnelles, c'est sans précédent. Pourquoi ne pas voler à Soljenitsyne (et cette fois-ci dans son appartement à Riazan et non chez son ami à Moscou) son journal ou ses lettres à sa femme et les présenter dans la *Literatournaia Gazeta* ? Cela serait encore plus intéressant.

Malgré l'expérience riche et douloureuse que l'on a de la disparition de différents écrivains, la revue conteste la nécessité d'introduire dans les statuts de l'Union des écrivains l'article sur

(5) Il s'agit vraisemblablement du *Banquet des vainqueurs*, pièce écrite par Soljenitsyne en déportation et à laquelle il fait allusion dans sa lettre au IV<sup>e</sup> Congrès des écrivains (voir chapitre III du présent volume, p. 192).

l'obligation de défendre ses membres : « *Un tel article, dit la revue, placerait les statuts de l'Union des écrivains au-dessus des lois de l'Etat, qui garantissent l'égalité de tous les citoyens dans leur défense contre la calomnie et l'injustice.* »

Mais pourquoi cela serait-il à coup sûr « *au-dessus des lois* » ? Chaque comité local de chaque syndicat possède précisément ce droit de défendre ses membres, et cela ne le place en aucune façon au-dessus des instances juridiques, mais ne fait que contribuer au combat général contre l'arbitraire et l'injustice.

Mais la *Literatournaïa Gazeta* se soucie autant de la justice que de la littérature. Elle a son idée fixe : obtenir que Soljenitsyne, et par la même occasion l'écrivain Kaverine qui est intervenu en sa faveur, se désolidarisent des bruits répandus à l'Ouest à leur sujet, et au sujet de leurs lettres. Celle de Soljenitsyne au congrès, celle de Kaverine à Fedine. Ces deux lettres contiennent une vérité incontestable, mais le vrai, c'est connu, ne se transforme pas en faux sous l'influence de racontars ou selon la longueur d'onde par laquelle il parvient. Qu'on jacasse ou qu'on se taise, la vérité reste ce qu'elle est. Et ce n'est pas aux racontars que doit en premier lieu penser une revue, mais à l'essence de l'affaire : est-ce la vérité que soulèvent des racontars ?

Je ne conteste pas que c'est un grand malheur, une grande humiliation pour notre peuple, pour nous tous, de recevoir notre propre richesse de mains étrangères. Mais pour éviter cela, il n'y a qu'un seul moyen : les œuvres importantes de la littérature et de la pensée sociale soviétiques doivent être éditées chez nous. Et il faut diffuser dans les kiosques *Maiak* et *Iounost* (6). Alors le lecteur trouvera une nourriture intellectuelle, et il n'y aura plus de racontars, il ne sera plus nécessaire d'obliger les écrivains à se rétracter.

Reprochant à Fedine de s'être personnellement opposé à la publication du *Pavillon des cancéreux* dans *Novy Mir*, Kaverine écrit : « *Cela signifie que le roman continuera à circuler de main en main à des milliers d'exemplaires recopiés à la main. Cela signifie qu'il sera publié à l'étranger. Nous le donnerons aux lecteurs d'Italie, de France, d'Angleterre et d'Allemagne de l'Ouest, c'est-à-dire qu'il se produira ce que Soljenitsyne a énergiquement combattu plus d'une fois. Se peut-il qu'à la direction de l'Union des écrivains, il existe des gens qui pensent punir un écrivain en le livrant à la littérature étrangère ? Ils le puniront de la gloire mondiale que nos ennemis utilisent à leurs propres fins. Ou bien espèrent-ils que Soljenitsyne se "corrige" et se mettra à écrire autrement ? C'est ridicule dans le cas d'un artiste qui représente un exemple rare de vocation ardente, l'exemple qui nous rappelle sans cesse que nous travaillons dans la littérature de Tchékhouv et de Tolstoï.* »

(6) Revues de jeunes publiées en U.R.S.S. *Iounost* a un tirage de 2.100.000 exemplaires. Evtouchenko et Axionov viennent d'être exclus de son comité de rédaction.



La vérité de ces paroles, ce ne sont pas des racontars de l'Occident qui peuvent l'étouffer, ni l'avertissement administratif lancé par la *Literatournaia Gazeta*.

« *Un exemple rare de vocation ardente...* », on ne peut mieux dire de Soljenitsyne. Chacune de ses œuvres est un témoignage devant une sorte de tribunal imaginaire, devant lequel il viendrait juste de prêter serment de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité.

Il a prêté serment à sa propre vie passée, aux gens qui ont été ses compagnons de route.

La lettre de Soljenitsyne se termine ainsi : « *Je suis assuré, bien sûr, que je saurai remplir ma tâche d'écrivain en toutes circonstances et, lorsque je serai dans la tombe, d'une façon plus sûre et plus incontestable que de mon vivant. Personne n'a le droit de barrer la route de la vérité, et pour la faire avancer, je suis prêt à accepter même la mort.* »

Et c'est à cet homme que la *Literatournaia Gazeta* prétend donner des leçons de responsabilité ! ...

N'est-ce pas ridicule ?

## XVII

### POÈMES ANONYMES

*De tout temps, en Russie, la critique clandestine et anonyme par la chanson, le bout rimé, le poème à diffusion massive a été l'un des moyens de combat contre l'« arbitraire » et le « despotisme » de l'autocratie tsariste.*

*Le stalinisme ayant, sur des bases sociales radicalement autres, repris certaines des traditions réactionnaires du passé a vu réapparaître contre lui ce moyen de combat. Les poèmes que nous reproduisons ci-dessous en témoignent. Ils ont pour thèmes l'univers des camps, l'hypocrisie et le mensonge de la bureaucratie, la « restauration » du stalinisme — puisque c'est ainsi que les opposants nomment le raidissement de la bureaucratie. Ces poèmes, nous sommes hors d'état d'en déterminer les dates, comme d'assurer que le texte que nous possédons en est le texte initial, tel que leur auteur l'a rédigé. Le propre de ces œuvres est que, recopiées et courant de main en main, elles subissent de légères modifications, et nous ne pouvons savoir si le texte qui nous est parvenu se trouve au début, au milieu ou à la fin de la chaîne...*

## J'AI RÊVÉ D'UNE NUIT EN SIBÉRIE

Du nord, de l'île Guestiov (1)  
les oiseaux volent,  
ils sont six, six, six,  
six oies sauvages grises...  
Six oies volent vers le sud

Maintenant il suffit de se renfrogner,  
maintenant il suffit de se fâcher,  
et de remâcher l'amertume du passé ;  
mais quand la nuit l'amertume m'assaille  
je revois les jours enfuis

le coucher du soleil s'embue  
derrière la taïga,  
sur la neige, en file indienne,  
cinq cents détenus.

Le vent humide nous sciait la figure,  
nous ballottait en avant, en arrière.  
Et le gardien du camp, le dogue à son côté,  
allait prêchant :

*« Entre corbeaux, nom de Dieu, pas de coups de bec !  
mais si quelqu'un essaie de ruser  
je le jette d'un coup face contre terre.  
Et je vous prie, nom de Dieu, de vous rappeler  
que si seulement vous sortez des rangs,  
cela sera, nom de Dieu, considéré,  
comme une tentative de fugue, nom de Dieu. »*

La tempête de neige fouette ta figure,  
qu'il est pénible de marcher !  
Et maintenant cinq, cinq, cinq, cinq  
continuent de voler...  
Cinq oies sauvages volent vers le sud.

(1) Ile en face de la région de Magadan, la plus grande région de camps de concentration (bassin de la Kolyma).

Je suis peut-être un inconscient  
à me répéter comme cela, mot par mot,  
pourtant, la nuit, quand l'insomnie m'assaille  
je revois les jours enfuis...

Ils ne parlent pas, ils ne se regardent même pas,  
les détenus sur les neiges de Sibérie  
et pendant ce temps-là à la Tcheka  
on discute des problèmes de l'art.

Les flashes des photographes brillaient  
et un gardien camouflé,  
imprégné d'eau de Cologne,  
attifé et pommadé, disait :

*« Entre corbeaux, permettez-moi, pas de coups de bec !  
mais si désormais chacun l'a bien compris  
il est inutile de le répéter, n'est-ce pas ?  
Et je vous prie, permettez-moi, de vous rappeler  
que si vous sortez, fût-ce un petit peu, des rangs,  
cela sera, pardon, considéré,  
comme une, pardon, déviation. »*

Il visa et tira  
une balle au cœur.  
Et maintenant, quatre, quatre, quatre,  
continuent de voler..

Mais si une seule arrive au Sud  
cela signifie qu'il valait la peine,  
cela signifie qu'il fallait voler.

## LE PHILISTIN KUZMIN

Et tout alla à vau-l'eau,  
d'un jour à l'autre la situation se précipita.  
Citoyens, la patrie est en danger !  
Citoyens, la patrie est en danger !  
Citoyens, c'est la guerre civile !  
C'était un mois de mai sans fond ni fin,  
un printemps cruel.  
Et il dit, en dévalant les escaliers :  
« *C'est ma faute, c'est ma faute !* »  
Le palais de Tsarskoe Selo (1)  
reposait dans le silence,  
et un autre encore, courant vers la sortie  
dit : « *C'est ma faute* ».  
Comme une pierre dans un tourbillon de neige  
tombèrent ces mots...  
Le frère part en guerre contre son frère  
mais bruit sur leurs fautes  
l'herbe de l'oubli.

... mais Kuzmin Kuzma Kuzmitch but un petit coup bien sec,  
goûta à quelques petits anchois,  
et, après avoir pris son papier et sa plume,  
écrivit en majuscules :  
« *que, comme un vrai patriote, comme serviteur fidèle de la patrie,  
il avait le devoir d'informer l'Autorité suprême...* »  
Mais là où vous étiez tombait une pluie de plomb  
rôdait la mort et les choses tournaient mal.  
... Des peupliers tombait le pollen  
sur vos mains de bronze  
là, dans le silence de Tsarskoe Selo,  
sur le rivage d'eaux ensommcillées.  
Et elle ne cesse pas, la guerre, elle ne cesse pas

(1) Tsarkoe Selo : l'une des principales résidences du tsar, près de l'ancienne Petersbourg. A pris depuis le nom de Pouchkine, en l'honneur du poète.



et bientôt ce sera mon tour.  
Le ciel était limpide et bleu  
mais le cœur se serrait de froid.  
Citoyens, la patrie est en danger !  
Citoyens, la patrie est en danger !  
Et les chars blindés entrent à Tsarkoe Selo !  
A qui la faute ? A personne ?  
Ne crois pas aux fautes sans coupables,  
quand toute la terre  
est en guerre et brûle.  
La guerre a éclaté, c'est ma faute !  
Et au nom de cette faute  
les vieux m'obligent  
à justifier toutes les horreurs.  
Et ils me préparent avec zèle  
à la prochaine bataille.  
Et cent morts, promet la guerre,  
c'est ma faute, c'est ma faute,  
et c'est moi qui mourrai cent fois.

Mais Kuzmin Kuzma Kuzmitch  
prit une rame de papier blanc,  
mordit un petit cornichon,  
et puis, papier et plume à la main,  
écrivit en lettres majuscules :  
*« que, comme vrai patriote, comme serviteur fidèle de la patrie,  
il avait le devoir d'informer les organes de la police... »*  
Mais, où nous étions, tombait une pluie de plomb  
rôdait la mort et les choses tournaient mal.  
... Des peupliers tombait le pollen  
sur nos mains de bronze,  
près de Tsarskoe Selo,  
sur les eaux troublées.  
Et la guerre ne cesse pas, ne cesse pas  
et bientôt ce sera ton tour.  
Et encore, encore, comme un éclair dans un ciel serein,  
comme un nœud à la gorge, comme une balle dans le dos :  
Citoyens, la patrie est en danger !  
Citoyens, la patrie est en danger !  
Et nos chars blindés occupent des terres étrangères !  
Et les lâches et les salauds crient qu'il n'y a pas de coupables !  
Mais de tous les crimes et les mensonges,  
c'est toi qui dois rendre compte.  
Si tu ne veux pas le faire, on s'en fout,  
pour les « non », il n'y a pas de questions.  
Alors bois, soûle-toi  
avec le concentré du mensonge !  
Et que la faute soit à moi, encore une fois,  
c'est ma faute, la guerre est à moi,  
même la mort est toujours à moi...

Et Kuzmin Kuzma Kuzmitch  
mangea cent grammes de roquefort,  
avala un hareng salé,  
et puis, après avoir pris son papier et sa plume,  
écrivit en majuscules :  
*« que, comme vrai patriote, comme serviteur fidèle de la patrie,  
il avait le devoir d'informer qui de droit... »*  
Mais ne comprends-tu pas qui nous exécutons,  
et de qui au contraire nous chantons les gloires ?

Kuzmin Kuzma Kuzmitch se promène dans Tsarskoe Selo.  
Le soir diaphane au château  
est calme et silencieux.  
Et des peupliers tombe le pollen  
sur le chapeau de Kuzmin.

## INCENDIEZ LES AUBES, CHARGEZ LES CANONS

Et à moi aussi me sont venus des cheveux blancs  
et les corbeaux commencent à croasser...  
« *Ne jugez pas, vous ne pouvez pas juger !* »  
La sorcière-mensonge m'a ensorcelé.  
Ah, gorgée glacée de l'oubli,  
tu me rappelles  
le fabuleux héros Boudienny (1)  
qui chevauchait sur son fabuleux cheval...  
Et, alors, courage, amis, triplons  
la réserve magique de nos forces !  
« *Ne me touche pas, car je ne te touche pas !* » (2)  
Ah ! nous avons chanté cette chanson  
et non pas seulement une fois.  
Ne jugez pas !  
Tombe à genoux et implore,  
plus docile qu'Abel, le toit et le pain.  
Oui, c'est vrai, un certain Babel a écrit des contes (3),  
et après il est mort — c'est ahurissant —  
Ne jugez pas !  
Et il n'y a pas de règles. Tout est permis, sauf le mot.  
Oui, c'est vrai, une certaine Marina (4) est morte,  
agonisant avec la corde au cou — c'est ahurissant !  
Ne jugez pas !  
Incendiez les aubes,  
chargez vos canons !  
Oui, c'est vrai, une théière dans un rayon  
grommelait quelque chose sur Phèdre.

(1) Boudienny (né en 1883), général commandant la fameuse *première division de la cavalerie rouge* pendant la guerre civile de 1918-1920. Publia en 1925 un article antisémite contre le recueil de nouvelles d'Isaac Babel, *Cavalerie rouge* (réécemment réédité en français chez Gallimard). Faisait partie, dès cette époque, de la fraction stalinienne.

(2) « *Ne me touche pas...* » Phrase d'une chanson soviétique de l'ère de Staline, à la veille de la deuxième guerre mondiale.

(3) « *Un certain Babel* » : ces mots évoquent le mépris qu'affecta de témoigner à l'égard de l'ancien commissaire de la cavalerie rouge qu'était Babel — future victime de Staline, liquidé en 1938 — le général Boudienny.

(4) Marina Tsvétaïeva, poétesse émigrée. Se pendit à Elabounga quelques mois après son retour en U.R.S.S., en 1941. Voir l'index des noms propres.

Je ne verrai pas la célèbre Phèdre  
 de la loge du théâtre antique (5).  
 ... Il ne verra pas la célèbre Phèdre  
 de la loge du théâtre antique !...  
 Moi, de mon noir, trouble passé,  
 j'adresse une prière à l'historien :  
*« Partage avec moi au moins un peu  
 de ta noble science.  
 Je ne cherche pas la voie de l'hérésie,  
 je suis prêt à marcher selon la loi...  
 Je suis agité, calme-moi ;  
 Je n'y comprends rien, explique-moi.  
 Je ne connais pas une autre terre aussi belle... »* (6)  
 Soyez heureux ! Votez !  
 Marchez épaule contre épaule,  
 ceux que vous avez élus sont aussi vos juges.  
*« Défense d'entrer à toute personne étrangère au chantier ! »*  
 Ah, qu'ils sont vite arrivés  
 les jours qui ont blanchi nos tempes.  
*« Ne jugez pas, vous ne pouvez pas juger ! »*  
 Alors, en somme, ne devons-nous pas juger !  
 Alors, nous devons dormir d'un sommeil tranquille,  
 boire le café tous les matins,  
 et quand ils jugent et tranchent des maximes, répondre :  
*« Ne me touche pas, car je ne te touche pas ! »*  
 Non, cette façon de vivre me répugne !  
 Ceux qui ont été élus, sont-ils aussi les juges ?  
 Je n'ai pas été élu.

MAIS JE JUGERAI !

(5) Vers de Mandelstamm, poète mort de faim, après avoir sombré dans la folie, dans les camps de Kolyma.

(6) Phrase d'une chanson rhétorique de l'ère de Staline.

## COMBIEN DE FOIS ON M'A DÉNONCÉ

Combien de fois on m'a dénoncé,  
et puis ils sont restés sidérés en me voyant encore en liberté.  
Et si je pourrissais à Soutchan (1)  
vous vous sentiriez mieux peut-être ?  
Et vous auriez peut-être les idées plus claires  
sur la façon d'agir avec justice ?  
Et pourquoi, comme un gardien dans la nuit,  
je creuse seul dans mes blessures ?  
Mais quel sacré destin est-ce là, par Dieu ?  
Mais quelle sacrée trompette est-ce là, par Dieu ?  
J'aimerais comme un refrain  
m'envoler sur les cordes,  
mais la guitare même est menteuse.

(1) Soutchan : ville de la région de Vladivostok, en Sibérie, où les camps de concentration étaient très nombreux.



## LA ROMANCE DE SAINT-PETERSBOURG

Je devrais être un peu plus tranquille  
mais l'être vraiment et non pas le paraître !  
... Ici dans la nuit les ponts de chez nous  
s'emballent comme des chevaux !  
Ici sur les places de chez nous  
à l'aube s'étirent toujours les pelotons  
du Synode au Sénat  
quatre files de personnes.  
Ici au comptoir de chez nous du vin  
aux lueurs de l'incendie à l'aube.  
Que de murmures,  
que d'espoirs,  
toutes les douleurs du monde  
tremblent dans ce pays...  
Et maintenant en silence nous payons  
notre responsabilité...  
C'était des gosses imberbes,  
sous-lieutenants et tambours,  
c'était des gosses fous,  
pourquoi ne m'ont-ils pas écouté ?  
Ils devaient se soigner, se soigner,  
peut-être même partir aux eaux,  
mais non, la nuit venue, ils ont chanté : « *Patrie* »,  
« *Tyrans* », « *L'aube de la liberté* »...  
Je suis colonel et non pas lieutenant.  
A la guerre, je me suis toujours battu avec ténacité,  
et leur conjuration de gamins  
me semblait un jeu, rien de plus.  
Je criais, moi aussi, avec eux : « *Tyrans !* »  
j'exaltais, moi aussi, la liberté ;  
et à peine achevés nos discours enflammés  
nous buvions du vin comme de l'eau.  
Et en ce matin fatal  
je ne crus pas offenser l'honneur  
mais bien agir en homme sensé,  
lorsque je me déclarai malade...  
Mais pourquoi donc, mais pourquoi donc  
ma gloire brille-t-elle aujourd'hui  
comme un kopek rouillé,  
et la leur comme un rayon de soleil ?

Les blessures me font encore mal,  
passent les années, toutes semblables et tristes.  
Mais moi aussi, j'ai crié : « *Tyrans !* »  
et j'ai chanté : « *L'aube de la liberté* ».  
Les murmures se répètent,  
nous suivons leurs traces,  
l'expérience n'a jamais sauvé  
personne de la chute.  
Jusques à quand, jusques à quand,  
ici, et dans le monde entier,  
les chevaux de Klodt  
devront-ils supporter la bride ?  
Et toujours de la même manière  
notre siècle nous met à l'épreuve.  
Alors tu y vas, tu descends sur la Place ?  
Tu oses descendre sur la Place ?  
Alors tu bouges, tu descends sur la Place  
à l'heure fixée ?  
Sur la place, où,  
du Synode au Sénat  
quatre files de personnes

attendent le peloton ?

## MON AMI LE GARDIEN DU CAMP

Celui qui n'est pas préposé à l'art  
ne peut pas entrer dans son temple,  
mais je chante sur deux anchois  
et un demi-litre de vodka.  
Versez-vous à boire le premier,  
et je vous amuserai.  
Je plierai mon échine indolente,  
et je vous écrirai sur la table  
des injures contre l'Etat.

Entrez, braves gens,  
il y aura des chansons et des petits gâteaux,  
il y aura des crêpes au fromage ;  
et les pruneaux dans la saumure  
me sauveront de la cuite.  
Je descends mon premier petit verre,  
je m'en verse encore un peu en réserve.  
C'est une chanson nouvelle, jamais entendue,  
que je vous chanterai pour commencer.

A droite un grabat contre le mur, à gauche un autre grabat,  
nous allons, un jour l'un, un jour l'autre, prendre le soleil...  
Lui était le gardien du camp et moi le numéro « untel »,  
voilà où nous eûmes l'occasion de nous rencontrer !  
Nous nous promenons dans la cour de l'infirmierie  
je fume, et il reste debout à faire le guet.  
Je me promène une demi-heure avec le gardien,  
nous souffrons et restons debout à nous reposer !  
Ainsi je me promenais avec lui à Viatka (1).  
A droite un grabat contre le mur, à gauche un autre grabat...

Les hôtes retardataires  
interrompent la ritournelle...  
Il faut qu'ils se fourrent de force dans la pièce,  
comme des clous...  
plus de place nulle part.  
Aucun de nous ne se souviendra du visage des autres,  
nous nous verserons de nouveau à boire,  
la vodka coule à volonté pour tout le monde.

(1) Viatka : nom, jusqu'en 1934, d'une ville importante de la Russie d'Europe, près des contreforts de l'Oural. Depuis 1934 a pris le nom de Kirov.

Ah, les pommes de terre à l'eau en robe de chambre,  
très, très chère Russie !  
Et j'ai un petit peu honte.  
Mais non, je n'ai pas du tout honte !  
Je veux jouir de cette gloire éphémère  
en chantant nos souffrances.

A droite un grabat contre le mur, à gauche un autre grabat,  
et derrière les fenêtres, la tourmente de janvier.  
Lui est un ex-gardien et moi l'ex-numéro « untel »,  
maintenant nous ne pouvons pas rester l'un sans l'autre !  
Et nous causons de choses et d'autres,  
de l'hôpital et de son directeur,  
nous préférons les plaies de ce temps-là,  
nous voulons les compter toutes en une heure.  
Aujourd'hui nous sommes à la retraite,  
nos grabats comme des bateaux attachés au môle,  
et, en dessous, sur le sol,  
nos savates, comme des poissons crevés !...  
Et il dit, en s'appuyant sur le coude  
*« Dommage, fils de chien, que je t'aie épargné à Viatka,  
vous êtes trop malins, vous, les détenus, trop malins... »*  
Et il tomba, commença à gargouiller, à sangloter,  
c'en était fini du gardien désormais, fini,  
et le grabat du gardien se mit à naviguer.  
Je couvre le gardien avec le drap,  
la neige continue de tomber, la neige sur Moscou,  
et c'est peut-être pour cela que mon fils amène  
la fille du gardien à jouer aux boules de neige...

Une voix chuchote comme dans l'ouate,  
seules les cordes tintent.  
Tout le monde, par convenance,  
se tait dans la pénombre.  
Et mon voisin-mouchard, derrière le mur,  
débranche son magnétophone.

## XVIII

ALEXIS KOSTERINE

Juin 1967

### LETTRE A CHOLOKHOV

*Comme son attitude lors du procès Siniavski-Daniel et la lettre de Tchoukovskaïa insérée dans le chapitre III le soulignent, Cholokhov est le chien de garde « idéologique » et culturel du stalinisme soviétique, un Aragon russe. Frappé de stérilité littéraire depuis des années, il consacre ses dernières forces à insulter les « jeunes écrivains » non conformistes, à soutenir l'unique verdict du procès Siniavski-Daniel, ou à cautionner la campagne contre Soljenitsyne.*

*C'est pourquoi la dénonciation de Cholokhov est l'un des terrains de combat politique de l'opposition « littéraire ». L'importance de la lettre adressée par Kosterine à Cholokhov, et à laquelle ce dernier ne répondit jamais, vient d'abord du personnage de Kosterine lui-même. Pour la comprendre, il suffit de se reporter ci-dessous au chapitre de la brochure de Grigorenko sur les funérailles de Kosterine : « Un écrivain bolchevique dénonce un usurpateur stalinien », tel pourrait être, en effet, le titre de cette lettre.*

Cholokhov,

Il y a bien longtemps que je ne puis résoudre la question : vous écrire a-t-il un sens ? Il est parfaitement compréhensible que l'on puisse nourrir un tel doute.

Après le discours que vous avez prononcé au XXIII<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., Lydia Tchoukovskaïa vous a adressé une lettre intelligente et courageuse (1). Cette lettre avait pour but, me semble-t-il, de mettre en lumière le caractère profondément misanthropique de votre discours et représentait une tentative pour vous aider à prendre conscience du danger que représente pour vous, en tant qu'écrivain, la voie dans laquelle vous vous êtes engagé.

(1) Voir des extraits de la *Lettre* de Lydia Tchoukovskaïa publiés au chapitre III, pp. 184-185. Des extraits du discours de Cholokhov y sont cités en note 12.



Du haut de votre « *grandeur* », vous n'avez pas daigné « *prendre en considération* » cette lettre. Cela vous aurait, pourtant, été d'autant plus utile que ceux qui veillent à la « *pureté* » de notre presse ont empêché systématiquement que cette lettre paraisse dans ses colonnes. Aussi ai-je tout lieu de croire, « *étoile* » littéraire de première grandeur que vous êtes, étoile qui baignez dans les rayons de la gloire et dans le bourdonnement de ses cloches, que vous ne me remarquerez pas et n'entendrez pas ma voix.

Je suis un simple soldat de la révolution, un soldat de l'armée des bolcheviks. J'ai mis ma plume au service de la révolution depuis l'année 1914 et, au début de 1915, j'ai reçu mes premiers « *honoraires* » : six mois de prison, suivis d'assignation à résidence forcée sous contrôle de la police. Après les années brûlantes de la révolution, j'ai troqué mon fusil contre la plume, et, en tant qu'écrivain, je me suis toujours tenu sur des positions d'avant-garde... ce qui m'a valu, au total, vingt ans de prison, de camp et de déportation (en comptant dans ce total les présents du tsarisme).

Comme vous voyez, les « *récompenses* » que j'ai reçues diffèrent quelque peu des vôtres. Mais c'est ainsi. A proprement parler, il s'agit là d'un détail dans ce qui nous sépare, car beaucoup de choses nous séparent, si, hélas, rien ne nous unit.

Sous l'influence des derniers événements qui ont agité la vie littéraire, j'ai suivi tout le chemin difficile qu'ont dû gravir les écrivains et les journalistes soviétiques. Soljenitsyne n'a indiqué, dans sa courageuse *Lettre au congrès des écrivains* (2), qu'une partie ridiculement réduite des malheurs qui se sont abattus et continuent de s'abattre sur nos têtes.

*Des centaines d'écrivains et de poètes « disparus sans laisser de trace » dans les camps et les prisons.*

Cette seule nouvelle me glace d'effroi, même moi, vieux forçat, d'autant que, parmi les disparus, se trouvent nombre de mes amis. Et combien de ceux qui ont échappé au massacre au massacre en sont-ils revenus physiquement et moralement mutilés ? Combien n'eurent plus la force de reprendre une plume ! Et se sentir incapable de renaître, de faire de nouveau sourdre en soi la force de l'écrivain, ce n'est pas moins effrayant que la mort. Et si l'on éclairait ces faits en établissant la liste des noms par nationalité, l'épreuve vécue par notre littérature apparaîtrait plus cauchemardesque encore.

Je n'en donnerai qu'un seul exemple.

Le peuple de Mariï (3), sous l'impulsion de la révolution d'Octobre, commença, vers le milieu des années 30, à créer sa propre littérature ; il vit apparaître en son sein des poètes et des écrivains dans sa propre langue. Mais, à l'époque des cataclysmes staliniens, on traîna dans la boue la littérature de Mariï, on liquida nombre de ses pionniers et l'on effaça toute trace de leurs

(2) La *Lettre* de Soljenitsyne est publiée dans le chapitre III.

(3) *Peuple de Mariï*. Petit peuple vivant sur le bassin moyen de la Volga, au sud de Kïrov (Viatka). Constitue une république autonome depuis 1936.

noms. Ce n'est qu'après le XX<sup>e</sup> congrès que la littérature de Marii retrouva vie.

Et que se passa-t-il donc dans les littératures phares de notre pays, comme les littératures russe et ukrainienne, conduites par des noms universellement connus ?

Conduites par d'autres que vous, bien que vous jouissiez d'une réputation mondiale. Mais ce n'est là qu'une erreur conjoncturelle que l'histoire corrigera.

Je voudrais vous dire brièvement pourquoi je vous considère comme une « *erreur conjoncturelle* ».

L'art ne vit que par la vérité qu'il apporte aux peuples. Et vos œuvres mentent. La classe ouvrière russe, comme la paysannerie, l'intelligentsia et les nationalités qui sont entrées dans l'empire russe, savent fort bien ce que représentaient les Cosaques, remparts de la monarchie, aliment de la contre-révolution. Dans les provinces de Bakou et de Saratov, j'ai vu avec quelle ardeur les Cosaques jouaient de la nagaïka (4), du sabre et du revolver contre les ouvriers et les paysans désarmés.

Pendant les années de la guerre civile, la « *Vendée cosaque* » a laissé planer son ombre terrible et menaçante sur la jeune république soviétique.

Mais vous, dans votre *Don paisible* (5), vous tentez de réhabiliter les Cosaques, et vous les décrivez comme des paysans ordinaires. C'est un profond mensonge, un mensonge grave sur le plan des principes (6).

Autre grave mensonge dans votre roman, *Les terres vierges*. La collectivisation stalinienne violait très grossièrement le plan de coopération léniniste, elle ne s'est nullement déroulée comme vous la décrivez et les Cosaques l'ont eux-mêmes, dans leur totalité, ressentie et subie tout autrement que vous ne l'écrivez. Et votre héros Davydov, dans la réalité, ne serait pas mort tué par des bandits, mais en prison ou dans un camp de concentration. Je le sais, car j'ai alors vu, de mes yeux vu, ce qui se passait dans les campagnes et dans les *stanitzas* (7) cosaques, et j'ai pu ensuite vérifier mes observations dans les camps de Kolyma.

Voilà pourquoi, après avoir médité sur le chemin pénible que la littérature soviétique a parcouru, sur les victimes nombreuses et douloureuses qu'elle a immolées sur l'autel du bureaucratisme, moi, soldat de la révolution de la classe de 1914, j'ai décidé : je ne dois pas, je n'ai pas le droit de me taire, car « *ce n'est pas le tyran qui est odieux, c'est notre silence qui est haïssable* ». Aujourd'hui encore les paroles que prononça Michel Svetlov après

(4) *Nagaïka* : fouet des Cosaques.

(5) *Le Don paisible*, publié de 1928 à 1940, est le principal roman de Cholokhov. Il raconte le comportement des Cosaques pendant la révolution et la guerre civile.

(6) Couche de paysans-soldats privilégiés, que le tsar avait généreusement dotés en terres, en Ukraine, sur la Basse-Volga, les Cosaques constituaient le principal support militaire du régime tsariste.

(7) *Stanitzas* : nom des stations ou villages cosaques.

ma réhabilitation, lorsqu'il me rencontra et me parla à l'oreille, en me prenant dans ses bras, ces paroles me troublent encore :  
« *Aliocha, ne parle pas, ne raconte rien... Je sais tout et crois-moi — cela a été pire pour moi — je me sens un salaud.* »

Et tout cela pour la seule raison qu'il n'avait pas été avec nous dans un camp et qu'il avait été contraint de se taire. Quant à Fadéev, pour d'autres raisons, si l'on en croit les bruits qui courent, il se justifia devant ses contemporains en se tirant une balle dans le cœur, parce qu'il se sentait aussi un salaud.

Si l'on ne compte pas même ceux qui sont morts dans les prisons ou les camps, des centaines d'autres « *esprits vils* » qui suivaient votre voie, la voie du conformisme, « *au nom de l'or et de la gloire* », ont péri pour la littérature. L'histoire reléguera aussi dans l'ombre leur gloire conjoncturelle.

J'en viens maintenant au thème essentiel de ma lettre : la censure qui sévit sur notre littérature. Soljenitsyne écrit dans sa *Lettre* que beaucoup d'écrivains ressentent la cruauté de la censure comme le supplice du lit de Procuste.

Plusieurs comités de rédaction de revues littéraires m'ont retourné quelques-unes de mes œuvres avec le commentaire :

— *Ça n'est pas mauvais, mais ça ne passera pas, hélas !*

L'un de mes manuscrits fut envoyé deux fois « *pour examen* » (comme on adresse un patient gravement malade à un professeur hautement spécialisé)... au K.G.B. ! Résultats de cette consultation : l'ouvrage perdit des chapitres entiers, de nombreux paragraphes, et même des répliques isolées, et devint un misérable cul-de-jatte rachitique et incolore à la Vertinski (8).

Je ne cesse de sentir, je n'ai cessé de sentir, depuis ma réhabilitation, qu'un homme vêtu de gris tenait ma plume dans ma main, opprimait mon cerveau et mon cœur, et me poussait sur la pente où l'on glisse à la célébrité et à la gloire.

Je sais par moi-même, et par l'exemple de toute une série d'autres écrivains, comment l'on biffe des œuvres la vérité actuelle et la vérité historique, comment l'on nous oblige à garder le silence sur des faits qui dénaturent radicalement la doctrine marxiste-léniniste.

Vous faites partie, par exemple, des gens qui, par manque de discernement ou délibérément, dénaturent Lénine.

Vous avez ainsi découpé un extrait d'une lettre de Lénine qui date de 1921 et dans laquelle il explique pourquoi, alors que la guerre civile sévissait encore et que la famine, le désordre, le banditisme ébranlaient le pays, on ne pouvait alors admettre la liberté de la presse « *allant des monarchistes aux anarchistes* ». En avançant cette citation, vous avez oublié quelques « *détails* ».

Vous avez oublié, par exemple, le fait qu'aujourd'hui nous ne sommes plus en 1921, à l'époque où anarchistes et monarchistes menaient une lutte sanglante contre le jeune pouvoir soviétique. Aujourd'hui, le problème de la liberté de la presse ne devrait

(8) *Vertinski* (1889-1957), chanteur de music-hall du genre sirupeux. Emigra en 1919, revint en U.R.S.S. en 1943.



pas se poser. Il s'agit de savoir qui a privé — et de quel droit ? — les citoyens soviétiques, oui, d'honnêtes travailleurs soviétiques, et non point les monarchistes et les anarchistes dont il ne reste plus trace ! qui les a privés d'un droit que leur reconnaît la Constitution.

Au lieu de répondre à cette question très simple et très claire, vous éludez la discussion en jouant sur la citation de Lénine, en spéculant avec démagogie sur la guerre au Vietnam, sur la C.I.A., sur les sénateurs américains, sur les anarchistes et les monarchistes russes, et vous exigez des écrivains qu'ils renoncent à un droit que la Constitution leur accorde.

Vous êtes intervenu contre la liberté de la presse, contre la liberté de création et vous avez ainsi glissé dans le camp des obscurantistes, dans le camp des oppresseurs de la liberté de pensée, sans laquelle il ne peut y avoir de progrès, c'est-à-dire de voie vers le communisme.

On ne peut vous savoir gré que d'une chose : vous avez suivi l'exemple des staliniens les plus zélés qui affirment qu'existe dans notre pays « *la plus grande liberté de presse du monde* ». Alexandre Soljenitsyne a démontré dans sa lettre, de façon fort convaincante, que cette liberté n'existait pas le moins du monde chez nous, il a montré comment l'on bafoue les droits de l'écrivain, il a mis en valeur le mépris que l'on affiche chez nous pour ceux qui exercent une activité créatrice. Vous avez approuvé tacitement ses arguments et vous vous empressez de jeter l'anathème sur les champions de la liberté de création.

On pourrait compléter le tableau esquissé par Soljenitsyne en y ajoutant des dizaines et des centaines d'autres faits. Mais Soljenitsyne se trompe lorsqu'il croit qu'il suffit de supprimer le *Glavlit* et l'ingérence du K.G.B. dans le domaine de la littérature pour qu'arrive le règne de la liberté. Pour y parvenir, il faut encore garantir l'usage du papier et des imprimeries dans l'intérêt des travailleurs, c'est-à-dire en faire l'usage que proposait Lénine.

Il écrit à ce propos : « *Les capitalistes (et de nombreux S.R. et mencheviks à leur suite, poussés par l'incompréhension ou par routine) appellent liberté de la presse une situation qui se définit par l'abolition de la censure et la possibilité pour tous les partis de publier les journaux qu'ils veulent.*

*En réalité, cela, ce n'est pas la liberté de la presse, c'est la liberté de tromper les masses opprimées et exploitées (...). La liberté de la presse signifie que toutes les opinions de tous les citoyens peuvent s'exprimer publiquement et librement. »*

Mais Lénine ne s'arrête pas là. Partant d'une définition pour ainsi dire abstraite, il porte le problème dans le domaine de la réalisation pratique, il indique les moyens concrets qui doivent permettre de parvenir à cette véritable liberté de la presse. Il écrit un peu plus loin, dans l'article *Comment assurer le succès de l'Assemblée constituante ?*

*« Le pouvoir d'Etat, incarné par les soviets, prend le contrôle de toutes les imprimeries, de tout le papier et les répartit équitablement, en premier lieu à l'Etat, dans l'intérêt de la majorité*

du peuple, en second lieu aux grands partis, et ensuite A TOUT GROUPE DE CITOYENS RÉUNISSANT UN CERTAIN NOMBRE DE GENS OU RASSEMBLANT UN NOMBRE DÉTERMINÉ DE SIGNATURES » (souligné par moi, italique de Lénine. A.K.).

Voilà comment s'exprimait Vladimir Ilitch avant la révolution d'Octobre. Quel était son point de vue après la prise du pouvoir par les bolcheviks ?

Reportons-nous à son discours prononcé lors du premier congrès de l'Internationale communiste :

« *La liberté et l'égalité véritables régneront dans le régime qu'instaureront les communistes et dans lequel il n'y aura pas de possibilité de s'enrichir sur le compte d'autrui, pas de possibilité objective — ni directe ni indirecte — de soumettre la presse au pouvoir de l'argent, il n'y aura pas d'obstacle à ce que chaque travailleur (ou un groupe de travailleurs, quel que soit leur nombre) jouisse d'un droit égal à l'usage et fasse usage des imprimeries d'Etat et du papier d'Etat.* » C'est ainsi, Cholokhov, qu'il faut comprendre la liberté de la presse d'après Lénine. Ces instructions de Lénine furent appliquées dans la vie au cours des années vingt. Nous avons eu une « *Amicale des écrivains de Moscou* » sans rédacteurs nommés et libérée de toute censure (à l'exception de la censure militaire) ; nous avons eu le droit de « *publier à compte d'auteur* ». Les revues et les journaux ouvraient leurs colonnes à des discussions, non seulement sur des thèmes littéraires, mais sur des problèmes d'une grande importance sur le plan des principes. Les journaux et les revues échappaient aussi à la censure, sauf à la censure militaire.

Notez-le bien, je vous en prie, il en était ainsi chez nous, dans une société de classes, au milieu d'une lutte âpre contre les survivances de la bourgeoisie, contre les idéologues socialistes-révolutionnaires (en particulier sur le problème de la coopération), contre les koulaks, contre les prêtres. Et cela était juste, nécessaire, car les théories, les sciences, les doctrines qui ignorent la discussion sont vouées au tombeau.

Aujourd'hui, non seulement « *chaque travailleur (ou groupe d'un certain nombre de travailleurs)* », mais tout membre de base du Parti se voit privé de la possibilité d'exprimer publiquement son avis dans la presse. On en est arrivé au point qu'il est impossible de faire publier une protestation contre les falsifications de l'histoire ou contre les falsifications des classiques du marxisme-léninisme que l'on observe très souvent dans notre presse.

Et cela se passe dans un pays où, à la veille du cinquantenaire de la révolution d'Octobre, on déclare : « *La victoire du socialisme a créé les conditions économiques, sociales, politiques et morales pour le passage à l'édification en grand de la société communiste.* » (Thèses du Comité central.)

Cela se passe dans un pays où le peuple, par sa participation massive à la lutte contre le fascisme, a démontré sa fidélité aux idées de Marx-Engels-Lénine. Et vous, Cholokhov, craignez-vous



donc les opinions et les jugements de ce peuple ? Voulez-vous le priver de son droit constitutionnel à la liberté de la presse ?

Réclamant la liberté de la presse, Soljenitsyne demandait en même temps au congrès des écrivains qu'il le protège contre l'arbitraire qui le frappe personnellement. Vous avez lu, bien entendu, la lettre de Soljenitsyne. Comment avez-vous répondu à son appel au secours ? Comment avez-vous aidé votre collègue de plume, comme jadis, par exemple, l'opinion publique russe prit la défense de Maxime Gorki ?

Non, vous suivez une autre voie, la voie qui, pour vous, est légitime ! Vous avez répondu à la lettre de Soljenitsyne à la tribune du congrès tout en sachant fort bien que l'auteur de la lettre ne disposait d'aucune tribune ni au congrès ni dans la presse. Vous avez joint votre voix à la voix de ceux qui persécutent systématiquement un écrivain plein de talent. Qualifiez-vous vous-même comme il sied cette attitude ? Car moi, j'ai de la peine, dans ces cas-là, à renoncer à certaines définitions du « *style de Kolyma* » (9).

Dans votre vanité délirante, vous ne vous jugez pas tenu de discuter sérieusement et dignement avec les délégués au congrès. Vous croyez qu'il suffit de jouer avec eux le rôle du père Chtchoukar (10), qui se permet de sombrer dans le badinage vulgaire, le ragot médisant, le mépris envers les camarades artisans de la plume qui s'indignent de subir l'étau intolérable de la censure.

Il est difficile de ne pas s'indigner quand on lit vos propos dignes d'un Cent-Noir (11) :

*« L'angoisse et l'inquiétude étreignent l'univers. Et certains aspirent à la "liberté de la presse" pour tous, des "monarchistes aux anarchistes". »*

Qu'est-ce que ces propos révèlent ? Une profonde naïveté ou une impudence éhontée ?

*« Ces assoiffés de liberté, continuez-vous, tentent de mener leur activité pestilentielle au sein de notre jeunesse. Non, messieurs, vous n'arriverez à rien. »*

Ainsi, nous, qui exigeons le rétablissement des règles léninistes sur la presse, nous qui exigeons la vérité — même la plus cruelle et la plus implacable dans l'art et dans l'histoire — nous qui exigeons que le combat soit engagé à la manière de Lénine contre la bureaucratie, nous sommes à vos yeux « *des messieurs* », qui jouissons d'une influence « *pestilentielle* ».

(9) Le « *style de Kolyma* », c'est le style des déportés de Kolyma, rude et grossier...

(10) Nous ignorons qui est ce personnage, littéraire sans doute.

(11) Les *Cent-Noirs* étaient une organisation ultra-réactionnaire et antisémite, organisée à la manière des bandes fascistes et spécialisée dans l'organisation de pogromes. Elle était puissante et très active dans les premières années du xx<sup>e</sup> siècle.

Cela, ce n'est pas la seule infamie contenue dans votre badinage de congrès.

Après tout, chaque époque à ses Boulgarine (12) !

Je vous conseille, monsieur Cholokhov, de lire intégralement le journal de Nikitenko, ancien censeur de l'époque de Nicolas I<sup>er</sup>. Ce fonctionnaire du tyran, du gendarme de l'Europe entière, était, à en juger par ses idées comme par ses actes, plus cultivé et plus noble que vous.

Voici ce que ce censeur, professeur de littérature par ailleurs, écrivait en décembre 1844 :

*« Je dois enseigner la littérature russe, mais où est-elle ? La littérature a-t-elle chez nous droit de cité ? Il ne lui reste qu'un unique refuge : le domaine mort de la théorie. Je trompe et je me trompe lorsque je prononce les mots : développement, courant de pensées, idées fondamentales de l'art. Tout cela signifie quelque chose, tout cela signifie même beaucoup là où existent une opinion publique, des intérêts intellectuels et esthétiques, mais ici ce ne sont que mots en l'air. Des mots, des mots, des mots ! Vivre dans les mots et pour les mots, lorsque l'on a une âme avide de vérité, un esprit qui aspire à des résultats exacts et fondamentaux, c'est vraiment un grand malheur ! »*

Nikitenko, fonctionnaire de Nicolas Palkine, sans avoir le courage de prendre ouvertement et audacieusement position contre la censure, du moins n'en prenait pas la défense dans ses interventions publiques et « soulageait son cœur » dans son journal intime. Mais vous, vous montez à la tribune dans les réunions les plus importantes pour bavarder à la Chtchoukar et proclamer à la face du monde entier des vérités dignes de Skalozoub et de Famoussov (13).

Pour vous et vos semblables, la période léniniste du Parti, le mode de vie, de pensée et de création qui régnait alors dans notre pays, les règles de morale de la société et du Parti, la liberté de parole, la liberté de la presse, tout cela « n'a pas existé ». Pour vous, cela n'a pas été, « c'est du domaine de l'invention » (pour reprendre l'expression de Ropchine-Savinkov).

Dernièrement, vous avez pris la parole en Suède devant de jeunes écrivains et vous leur avez déclaré, à en croire la *Komsomolskaïa Pravda* :

*« J'apprécie la beauté et le courage ! »*

Excusez-moi, mais je ne m'en suis jamais aperçu, si j'en juge par votre conduite et par votre œuvre. Je vous prends cependant au mot.

(12) Serge Nicolaïevitch Boulgarine (1789-1859), éditeur du journal réactionnaire *L'abeille du Nord*. Informateur du *Troisième bureau*, fournit à la police des rapports de dénonciation contre les plus grands écrivains de l'époque.

(13) Skalozoub et Famoussov sont deux personnages infatués et bornés, symboles de la morgue bureaucratique, de la pièce de Gribouïedov : *Le malheur d'avoir trop d'esprit* (1827).

Si vous êtes réellement courageux et si vous croyez défendre une cause juste, ne vous dissimulez pas derrière ceux qui, jusqu'à présent, empêchent vos opposants de prendre la parole. Engagez donc un combat littéraire honnête. Obtenez donc la publication des lettres de Tchoukovskaïa et de Soljenitsyne et de cette lettre-ci. Et apportez-y donc une réponse.

Mais non, cette fois encore, vous vous abriteriez derrière les palissades de votre villa, protégée par la police.

Je contresigne la lettre de L. Tchoukovskaïa, je contresigne son affirmation suivant laquelle, par vos interventions, vous vous êtes rayé de la liste des écrivains honnêtes et vous vous creusez vous-même une tombe sans gloire.

## XIX

GUEORGUI POMERANTZ

Le 3 décembre 1965

### LE ROLE DE L'INDIVIDU DANS L'HISTOIRE

*(Intervention prononcée à l'institut de philosophie)*

*Le texte du discours du philosophe Pomerantz sur Staline, publié par Phénix 66, pose de nombreux problèmes qui seront abordés dans la postface de cet ouvrage et ne peuvent qu'être très brièvement évoqués dans cette présentation sommaire. Ce texte est important à un double titre. Il représente la systématisation d'une critique purement idéaliste de Staline et du stalinisme, d'une critique qui nie l'histoire, et réduit donc la lutte des classes à des affrontements entre justes et méchants, ou bien entre idées justes et idées fausses, bref entre le bien et le mal, conçus comme des valeurs en soi. Pomerantz ne remet pas en cause les conquêtes d'Octobre, mais la logique de son texte les repousse au second plan.*

*D'autre part, cet humanisme, qui s'appuie cependant sur une aspiration révolutionnaire assez confuse — Pomerantz est du côté des Gracques et de la Commune de Paris, comme il est du côté des juifs de la Diaspora, bref du côté de tous les « opprimés » — cet humanisme qui mène à subordonner le progrès aux catégories de la morale est l'un des écueils qui guettent au jourd'hui l'opposition communiste elle-même. La révolulsion devant les aspects monstrueux du stalinisme — ou du capitalisme — risque d'engendrer (et l'on en a des traces manifestes chez le social-pacifiste Galanskov) une fuite dans la morale, différente sans doute de cette sécrétion de la morale que Trotsky dénonce chez « les démocrates, sociaux-démocrates, anarchistes et autres représentants de la gauche », « dans les époques de réaction triomphante », et qu'il assimilait à la transpiration des gens qui ont peur. Le problème que Trotsky pose dans Leur morale et la nôtre en réponse aux flots de moralisme qui servaient à mettre bolchevisme et stalinisme dans le même sac resurgit ici avec une vigueur nouvelle. Sans doute Pomerantz ne se satisfait-il nullement des catégories morales traditionnelles et rejette-t-il celles de la religion. Sans doute aussi son*

*appel à la découverte d'un nouveau code moral traduit-il, sous une forme aberrante, le double refus du stalinisme et du capitalisme, à travers le masque justificateur de ce dernier, la religion. Mais l'appel, si l'on peut dire, à de nouvelles idées éternelles, est à son tour mystificateur. Dans une société de classes, où le nouveau code moral plongera-t-il ses racines ?*

*Plutôt que de paraphraser Trotsky, citons-le à ce propos puisqu'il apporte sur ce point la réponse la plus claire et la plus nette :*

« Le mensonge et la violence ne sont-ils pas à condamner en « eux-mêmes » ? Assurément, à condamner, en même temps que la société divisée en classes qui les engendre. La société sans antagonismes sociaux sera, cela va de soi, sans mensonge et sans violence. Mais on ne peut jeter vers elle un pont que par les méthodes de la violence. La révolution est elle-même le produit de la société divisée en classes, dont elle porte nécessairement les marques (...) Il n'y a pas de frontières infranchissables entre la pacifique lutte de classes et la révolution. Chaque grève contient en germe tous les éléments de la guerre civile. » (L. Trotsky, *Leur morale et la nôtre*, J.-J. Pauvert éditeur, pp. 69-70.)

Je voudrais parler ici du rôle de l'individu dans la vie d'une collectivité historique. Pour rendre immédiatement clair ce contre quoi je vais m'élever, je commencerai par citer les vers de Korjavine :

*« Aujourd'hui, nous chantons ta Gloire  
et nous la chantons non sans raison,  
fondateur d'un Etat puissant,  
Ivan Kalita, prince de Moscou.  
Tu étais d'aspect assez répugnant,  
vil de cœur, mais là n'est pas l'essentiel :  
ton œuvre de créateur s'est révélée progressiste  
au regard de l'histoire... » (1)*

Je n'irai pas plus loin ; cette seconde strophe dit en effet l'essentiel : on peut appliquer ce texte à n'importe qui, même à Gengis Khan. Il était d'aspect assez répugnant, vil de cœur, mais là n'était pas l'essentiel : il initia des peuples arriérés, dont le peuple russe, aux bienfaits de la culture chinoise d'avant-garde. C'est pourquoi nous érigeons un monument à Gengis Khan. Et ce monument s'élève en République populaire de Chine.

Essayons de voir ce que donne le texte de Korjavine en l'appliquant à deux exemples académiques.

Il était une fois deux empereurs : l'un vivait en Inde, l'autre en Chine : Achoka et Tsin Chi Houandi. Tous deux avaient à remplir une tâche progressiste : l'unification du pays. Achoka ne s'acquitta

(1) Il s'agit probablement d'un texte — que nous ne connaissons pas — du poète Naoum Korjavine, qui passa plusieurs années dans les camps, et qui est l'auteur d'un poème antistalinien, *Tanka*, qui circule dans le Samizdat.



pas de cette tâche. Il céda à une fausse pitié, à un faux humanisme dont j'aimerais donner ici une caractérisation plus précise. Mais je ne le puis parce que, en cette époque lointaine, il n'y avait pas encore de petite-bourgeoisie. Sinon, bien sûr, je qualifierais cet humanisme de petit-bourgeois. Ainsi donc, Achoka céda à un faux humanisme : il ne sut pas distinguer les guerres émancipatrices des guerres réactionnaires. A peine eut-il conquis un royaume qu'il rengaina son épée, renonça à toute guerre, et, au lieu d'envoyer ses armées à l'étranger, il expédia des moines bouddhistes gaver les travailleurs des pays voisins d'un opium religieux et réactionnaire : « *Tu ne tueras point : tu ne commettras point de vol, tu ne diras point de mensonges* », etc.

En revanche, Tsin Chi Houan (le suffixe *di* signifie à peu près août) était un humaniste au cœur juste. Si l'ennemi ne se rendait pas, il l'anéantissait : s'il se rendait, il l'anéantissait aussi. Tsin Chi Houan, il est vrai, ne prisait guère le terme humanisme (qui se dit « *yen* » en chinois), et il ordonnait de brûler tous les livres qui parlaient de « *yen* », et tous les autres livres par la même occasion, à l'exception des ouvrages sur l'agriculture, les questions militaires et la magie. Et l'on rassembla les intellectuels bibliophiles qui avaient parlé de « *yen* » pour les brûler dans les latrines ou leur faire subir d'autres supplices infamants. Le nombre de ces intellectuels s'élevait à quatre cents. La couche intermédiaire n'avait pas encore réussi à se développer, et la tâche de Tsin Chi Houan se révéla relativement simple. Ayant nettoyé le pays de l'humanisme, Tsin Chi Houan unifia la Chine et fonda un seul Etat chinois sur des principes vigoureux : la non-dénonciation entraîne l'envoi au supplice, la dénonciation la promotion à un rang supérieur dans le travail ou une autre récompense. On édifia les grands monuments de la Chine antique, parmi lesquels la Grande muraille de Chine, qui se dresse encore de nos jours (on acheva sa construction et on la reconstruisit par la suite, mais c'est Tsin Chi Houan qui l'avait fait mettre en chantier).

Ce magnifique Etat n'avait qu'un seul défaut : on ne pouvait y vivre. Même Tsin Chi Houan, créateur du système, ne le supportait pas ; il tomba malade de la maladie professionnelle qui atteint les hommes de ce genre : la manie de la persécution. Le peuple non plus ne le supportait pas. A peine Tsin Chi Hou (fils de Tsin Chi Houan) fut-il détrôné que, après une révolte de courte durée, s'établit la dynastie des Khan qui réhabilita l'intelligentsia et les intellectuels. Depuis lors, les Chinois se donnent le nom de khans, et les empereurs chinois, pendant deux mille cent ans, se sont empêtrés à revêtir l'uniforme militaire. Ce n'est que depuis peu qu'est revenue la mode du blouson semi-militaire. Tsin Chi Houan n'était nullement un autocrate illettré. Il agissait en vertu d'une théorie scientifique soigneusement élaborée. Les origines de cette théorie remontent manifestement à Mo Di, qui a avancé le principe « *tout pour le peuple* » (sur cette base, les *mo-distes* ont rejeté l'art et la science comme inaccessibles au peuple) ; Chan Ian élaborera une théorie au caractère plus strict,

substituant au terme vague de « *peuple* » celui plus précis d'Etat. Au nom de l'Etat, on pouvait violer toutes les autres institutions archaïques, comme par exemple la famille, afin que les liens familiaux ne constituent pas un obstacle à la fidélité au seigneur. Khan Fei a écrit un traité brillant dans lequel il démontrait que l'homme qui est entre les mains du gouvernement est comparable à un morceau de bois entre les mains d'un artisan. Ce traité a été conservé, traduit en anglais et en français dans la série *Classiques d'Orient-UNESCO*, on peut en lire des extraits dans n'importe quels morceaux choisis. Khan Fei ne comparait pas l'homme à la machine pour la bonne raison qu'à l'époque les machines n'existaient pas. Au fond, on peut le considérer comme le précurseur de la cybernétique.

Aussi les deux empereurs étaient-ils des utopistes. Achoka, parce qu'il ne voyait dans l'homme qu'une créature spirituelle, et Tsin Chi Houan, parce qu'il voyait dans l'homme une machine que l'on pouvait programmer à l'aide de récompenses et de tortures. Dans le cadre du schéma proposé, il faut manifestement qualifier la première utopie de réactionnaire et la seconde de progressiste parce qu'Achoka s'appuyait sur la religion (force réactionnaire en tout temps et en tout lieu, comme on sait), et Tsin Chi Houan sur une théorie scientifique d'avant-garde.

Mais tous deux moururent, redevinrent poussière, et il resta de Tsin Chi Houan la Grande muraille de Chine et d'Achoka des inscriptions gravées sur des rochers : « *Moi, l'empereur Achoka, j'ai conquis le royaume de Kalinga et j'ai acquis la conviction qu'il fallait pour cela tuer cent mille hommes, et mon cœur en frémit.* »

Je n'affirme pas qu'il ne faut pas construire de murailles, mais j'affirme tout à fait sérieusement que le souvenir du cœur brisé d'Achoka est une chose sans laquelle aucun peuple ne peut vivre.

Le modèle théorique de Korjavine (2) se fonde sur deux prémisses : 1° les qualités morales de l'individu n'ont pas une grande importance, seuls comptent les actes ; 2° le progrès efface tout.

On peut réfuter ces deux hypothèses. Il existe non seulement une continuité dans les actes, mais une continuité dans l'information morale dont aucune tradition ne peut faire abstraction. Il existe une continuité des crucifiés, des guillotins, des fusillés qui n'ont rien fait et qui n'ont laissé à leurs descendants que le reflet de leurs visages. Les Gracques (3) crucifiés ont ressuscité au bout de deux mille ans en France, et leurs traits, qui se sont emparés des esprits, sont devenus une force lorsque éclata la révolution. Ni les Girondins ni les Jacobins ne parvinrent à établir la justice sur

(2) Voir la note 1 ci-dessus.

(3) Les deux frères Gracques — Tiberius Gracchus et Caius Gracchus — menèrent l'un après l'autre la lutte, dans la deuxième moitié du II<sup>e</sup> siècle avant notre ère, au sein de la république romaine pour une réforme agraire. Représentant les citoyens ruinés par les longues guerres et qui avaient dû vendre leurs terres aux patriciens, ils cherchaient à revenir à la petite propriété terrienne du début de la république. L'un après l'autre élus tribuns du peuple, ils furent l'un après l'autre assassinés, Caius en 121, Tiberius en 133.

terre. Mais les ombres décapitées ressuscitèrent en la personne des Communistes de 71, et les ombres des Communistes se dressèrent de nouveau pour donner l'assaut au Palais d'hiver. Conscient de cette succession, le gouvernement soviétique baptisa le navire de ligne de la flotte de la Baltique *Marat*.

Une maxime dit : « *La jeune fille peut chanter son amour perdu ; l'avare ne peut chanter que son argent perdu.* » Je me permettrai de dire qu'aucun peuple ne peut se maintenir s'il n'a rien à chanter. Les peuples qui avaient quelque chose à chanter ont supporté des siècles d'asservissement et de dispersion, puis ils se sont de nouveau levés et se sont réunis. La grande puissance assyrienne ne put se relever de sa première défaite, puis elle est tombée en poussière, parce que les Assyriens n'avaient rien dans l'âme, hormis le culte des valeurs militaires et la force grossière du soldat. De toutes ces puissances militaires, il est dit dans la chronique : « *Ils ont péri... ils n'ont ni tribu ni héritage.* »

J'en viens au second point. Qu'est-ce que le progrès ? Si l'on rejette toute appréciation subjective, le contenu réel du progrès consiste dans la différenciation. Il y avait une amibe, elle se différencia ; un organisme polycellulaire prit naissance, mais la mort arriva avec la différenciation. L'amibe, dans un certain sens, est immortelle ; elle se divise en deux et ces deux moitiés continuent à vivre (si on ne les tue pas), mais les cellules somatiques, séparées des cellules sexuelles, meurent dès la naissance ; elles ne peuvent pas ne pas mourir. Ainsi le progrès engendre certaines pertes.

Il en est de même dans la société. Les collectivités primitives sont, elles, étonnamment stables, et la civilisation s'est développée selon le principe de la succession. C'est pourquoi toute différenciation n'est pas bonne ; la bonne est seulement celle qui n'entraîne pas la désagrégation. « *la destruction commune des classes en lutte* » (4). Seule vaut la différenciation au cours de laquelle se réorganisent et se renouvellent les intégrateurs (5) (souvenirs, idées, images, institutions qui se rassemblent). Toute différenciation, tout progrès ébranlent les anciens intégrateurs. Si on ne les renouvelle pas, alors se produit ce que, dans l'Antiquité, on appelait « *la décadence des mœurs* » et ce développement ne mérite pas plus le nom de progressiste que la paralysie progressive.

Montaigne a dit : « *Les paysans simples sont honnestes gens, et honnestes gens les philosophes... les mestis sont dangereux, ineptes, importuns* » (6). Il pensait, bien sûr, à la demi-instruction morale,

(4) Pomerantz cite ici ce passage du début du chapitre I du *Manifeste communiste* de K. Marx et de F. Engels. Toutefois, contrairement à Pomerantz, Marx et Engels ne voulaient pas distinguer une « bonne » et une « mauvaise » lutte des classes, mais inclure dans leur conception de l'histoire les cas où, comme lors de la décadence de l'empire romain, aucune classe opprimée n'étant capable de prendre la direction de la société comme représentant un nouveau mode de production supérieur au mode existant, la civilisation connaît une éclipse plus ou moins longue.

(5) Pomerantz, qui est très « classique », en psychologie comme en morale, désigne sans doute par ce terme (le même en russe) les « facultés d'intégration de l'esprit humain » de la psychologie traditionnelle.

(6) Dans Montaigne, *Essais*, livre I, Garnier éditeur, p. 346.

Le paysan est lié à un système de tabous qui ne se distingue guère de celui de la tribu. Ce système de tabous — l'expérience morale de la collectivité — maintient chaque homme dans l'incapacité de raisonner comme une créature morale. Le philosophe est un homme intellectuellement et moralement évolué. Dans l'Antiquité, on disait : « *Le sage n'a point besoin de lois ; il a une raison* », ou dans les termes du Moyen Age : « *Aime Dieu et fais ce que veux* », mais la demi-instruction, c'est ce que, dans la Bible, on désigne par le mot « *musfle* ». Le « *musfle* », c'est l'homme qui a acquis assez de culture pour ne pas craindre de violer les tabous, mais pas assez pour accéder par son esprit et par son expérience aux vérités morales. Au XX<sup>e</sup> siècle, la goujaterie constitue un problème grave, à cause du progrès. Les paysans ont été arrachés aux conditions patriarcales dans lesquelles les maintenaient les tabous patriarcaux ; ils se sont urbanisés. Là où l'évolution a été particulièrement rapide, dans les pays d'Europe centrale, engagés tardivement sur la voie du progrès et qui se sont hâtés de rattraper et de dépasser leur retard, le développement de la mufferie a été particulièrement terrible. Il a mis en question l'existence même de la civilisation européenne.

Dans quelle mesure cela était-il inévitable ? Pour trouver la réponse, comparons deux pays voisins : l'Allemagne et le Danemark. L'un et l'autre ont conservé formellement le même système de signes, où les plus hautes valeurs morales se rattachent aux signes « *Christ* », « *immortalité de l'âme* », etc. L'un et l'autre ont connu le développement du capitalisme, mais le Danemark n'a pas porté sur ses épaules la même charge pour unifier le pays. L'intelligentsia danoise s'est attelée à instruire le peuple, et non à « *former des soldats capables de combattre l'ennemi héréditaire* ». Dès l'époque d'Andersen, le pasteur Grundtvig fonda les premières universités d'hiver de la culture, où l'on initiait le paysan à toutes les richesses créées par l'esprit humain, et le paysan danois, ayant dépassé le stade patriarcal, devint un intellectuel, tandis qu'en Allemagne il se produisit le phénomène que l'on a décrit dans les années trente comme un délire de petits-bourgeois enragés.

Quand ces petits-bourgeois enragés occupèrent le Danemark, la Kommandantur fasciste promulgua un ordre fasciste classique : « *Tous les juifs devront se faire enregistrer et porter l'étoile jaune.* » Ordre classique. Mais ensuite commença un conte. Le lendemain le roi et la reine de Danemark partirent se promener et mirent l'étoile jaune. Une demi-heure plus tard, tous les habitants de Copenhague épinglèrent l'étoile jaune à leur vêtement, puis, quelques heures plus tard, tout le pays fit de même. Et, tandis que les hitlériens se demandaient que faire dans cette situation, on transporta en Suède (en barque) tous ceux auxquels la loi imposait de porter l'étoile jaune.

Je pense que ce conte au dénouement heureux ne s'est pas réalisé par hasard dans la patrie du très grand conteur Hans Christian Andersen. Peut-être avait-il justement suggéré au roi et à la reine d'agir comme les rois ne le font que dans les contes, et au peuple de se comporter comme dans les pièces et les contes



d'Eugène Schwartz, mais, hélas ! il n'en est pas toujours ainsi dans la vie, loin de là. En Allemagne, on donnait manifestement aux enfants une éducation quelque peu différente de celle du Danemark. C'est l'histoire du papillon de Bradbury que l'on piétine en toute hâte.

J'espère vous avoir convaincus, et vous amener avec moi à conclure que tout progrès n'est pas bon et que tout progrès n'est pas progressiste. Et maintenant, à partir de ce que nous venons de dire, nous tenterons de porter une appréciation sur la figure historique, la personnalité que l'on dépeint aujourd'hui encore comme la figure du silence et que j'entend, nommer par son nom et par son patronyme : Iossif Vissarionovitch Staline.

Je voudrais poser deux questions : 1<sup>o</sup> Staline était-il un militant progressiste ? 2<sup>o</sup> Où nous entraînent aujourd'hui son ombre, son visage ?

Pour répondre à la première question, il faut distinguer nettement le mandat qu'un militant ne peut manquer de remplir et sa contribution personnelle. Staline a accédé au pouvoir dans les conditions que l'on sait, et, tant qu'il n'a pas transformé son pouvoir en pouvoir absolu, il ne pouvait mépriser ces conditions. Il ne pouvait pas ne pas réaliser l'industrialisation, la coopération, agricole ; il ne pouvait pas ne pas se soucier de la défense du pays ; tout autre militant élu secrétaire général aurait résolu ces problèmes. C'est pourquoi l'important n'est pas ce qu'a fait Staline, mais *comment il l'a fait*. Assez mal, me permettrai-je de dire. On ne peut porter à l'actif de Staline que l'industrialisation ; tout le reste s'inscrit à son passif. La collectivisation a été opérée de telle sorte qu'aujourd'hui encore il faut sortir de Moscou pour trouver des pommes de terre. D'après le grand internationaliste Ernst Henri (7), Staline a divisé le mouvement ouvrier international et a ainsi ouvert à Hitler la voie du pouvoir. Je crois qu'il serait bon d'examiner le point de vue d'Ernst Henri. Enfin, en ce qui concerne le problème : comment Staline a-t-il préparé le pays à la guerre ? vous pouvez lire l'ouvrage de Nekritch (8), paru récemment. Staline a littéralement décapité l'armée à la veille des combats. Mais ce n'est pas tout. Outre son mandat écrit — le programme du Parti — Staline prêtait l'oreille à d'autres mandats non écrits qui étaient dans l'air. Et, à mesure qu'il renforçait son pouvoir, ces mandats non écrits jouaient un rôle de plus en plus grand dans son activité. En premier lieu, ce mandat que Lénine qualifiait de « *sauvagerie asiatique* ». Vous vous rappelez sans doute les *Mémoires* du comte Heyden : « *L'esclave n'est pas coupable d'être réduit en esclavage ; mais l'esclave qui ne peut vivre sans maître est un larbin et un mufle.* » On peut d'ailleurs

(7) Ernst Henri est le pseudonyme d'un communiste allemand réfugié en U.R.S.S. et qui adressa à Ehrenbourg une lettre ouverte, publiée par *Phenix* 66, dans laquelle il reprochait à Staline, comme son crime principal, d'avoir rompu le Front unique en Allemagne et ouvert ainsi la voie à Hitler.

(8) Voir ci-dessous, dans ce même chapitre, la discussion sur le livre de Nekritch, pp. 268-272.



citer un autre aphorisme que Lénine aimait bien : « *Pauvre nation d'esclaves...* » Des siècles de domination tatare et de servage ont maintenu une tradition assez considérable de soumission et de muflerie que la révolution a ébranlée, mais, d'un autre côté, la révolution a arraché les masses paysannes à leurs foyers ; elle a transformé des couches entières d'un peuple patriarcal en masses qui ont abandonné leurs vieux principes, mais qui n'ont pas très bien assimilé la nouvelle idéologie. Les paysans ne voulaient pas voir s'étendre et s'affirmer la liberté ; ils ne comprenaient pas à quoi servait la liberté de la personne. Ils voulaient un maître et de l'ordre.

Tel était le deuxième mandat de Staline.

Le troisième mandat est le mandat de la religion décapitée. Le moujik croyait en Dieu, et, dans l'image du Sauveur ou de la Vierge de Kazan, il trouvait un objet d'amour et d'admiration désintéressés (je serais tenté de classer dans le deuxième mandat les motivations cupides du sentiment religieux). On expliqua au moujik que Dieu n'existait pas, mais cela ne détruisit pas le sentiment religieux. Et Staline fournit un dieu aux travailleurs, un dieu terrestre dont on ne pouvait nier l'existence. Il existait, il était au Kremlin, de temps en temps il paraissait à la tribune et agitait la main. Il veillait à ce que pas un cheveu ne tombât de la tête des travailleurs. Il était le meilleur ami des cheminots, des sportifs et des ballerines.

Le sentiment qui a donné à Staline son troisième mandat était pur en soi. Ce sont les enfants qui exprimaient le mieux ce sentiment :

*« Je suis une petite fille,  
je danse et je chante,  
je n'ai pas vu Staline,  
mais je l'aime. »*

Il est facile ici de remplacer le mot Staline par le symbole d'une créature toute de bonté, toute-puissante, guide suprême, source de toute perfection ou, comme on disait alors, « *inspirateur de nos victoires* ». La dimension seule a changé. Comment Staline pouvait-il remplir ces trois mandats à la fois ? Notre schéma n'est-il pas trop compliqué ? Staline avait un talent particulier pour l'hypocrisie et même, manifestement, pour la duperie. Mais l'histoire foisonne d'exemples de personnages historiques doubles et équivoques.

I. V. Staline aimait se comparer à ces têtes couronnées, Pierre le Grand et Ivan le Terrible. C'est pourquoi nous le comparerons à un personnage également à son goût : Napoléon. Voici ce que Tioutchev écrivait sur Napoléon :

*« Fils de la révolution ! Contre une mère effrayante,  
tu as courageusement engagé le combat et tu t'es éreinté dans  
la lutte.*

*Le combat est impossible ; l'effort vain.  
Tu la portais tout entière en toi ! »*

Peut-être vaudrait-il mieux se rappeler la caractéristique laconique et brillante de Pouchkine : « *Héritier et bourreau d'une liberté exacerbée* ». Mais cette comparaison n'est, naturellement, ni exhaustive ni fidèle. Je me permettrai d'établir une autre comparaison également insuffisante et inexacte. Une comparaison avilissante avec un militant sans couronne, j'ai nommé Azev. Azev fut le dirigeant de l'organisation de combat du parti S.-R. (9) et agent de la police secrète. En tant que S.-R., il organisa l'assassinat de son supérieur hiérarchique direct dans la police, le ministre de l'intérieur von Plehve. Sous la direction d'Azev, d'autres actes terroristes furent exécutés avec succès. Un exemple primitif définit une certaine manière, une méthode modèle pour aborder une question infiniment plus complexe : pour porter une appréciation sur la personne de Staline. Azev a commis des actes qui auraient pu passer pour méritoires aux yeux de la révolution ou, pour le moins, aux yeux du parti S.-R. Mais un provocateur n'a pas de mérite, c'est pourquoi on peut formuler la question concernant Staline dans les termes suivants : Staline était-il, non seulement idéologiquement (c'est-à-dire en paroles), mais moralement, de tout son être, à la hauteur du mouvement auquel il avait adhéré ? Alors, et dès cette époque, il pouvait avoir certains mérites. Ou ce qu'écrivait Lénine dans son *Testament* est-il exact : « *Staline est un corps moralement étranger à la direction du Parti* » ? Il occupait alors simplement un poste qui revenait à quelqu'un de plus digne, et s'y maintenait à force d'intrigues et de terreur. Alors il joua dans l'ensemble un rôle néfaste, bien que dans certains cas il ait pu prendre une décision juste.

Pour répondre à cette question, on peut réunir, noter et rechercher les témoignages des contemporains sur Staline, sur sa situation en déportation en 1917, etc. Quelque chose a été fait dans cette direction, mais trop peu, et la question reste posée.

J'aborderai à présent le point suivant. Où nous entraîne l'ombre de Staline ? Certains camarades sont restés sous l'emprise de leur jeunesse, d'une époque où, sous le feu crépitant des mitrailleuses, ils se dressaient et entraînaient les soldats aux mots : « *Pour la Patrie, pour Staline !* » (10). Ils croient que le mot d'ordre « *Pour Staline* » signifie encore aujourd'hui ce qu'il signifiait alors, disons en 1943. En 1943, « *Pour Staline* » voulait dire « *Contre Hitler* ». L'histoire ne nous a pas donné de meilleure arme. Elle a placé

(9) Les s.-r. ou socialistes-révolutionnaires : parti petit-bourgeois influent dans les masses paysannes et qui, après avoir été partisan du terrorisme, se dressa contre la révolution d'Octobre. Une fraction de gauche (les premiers s.-r. de gauche) participa au gouvernement des commissaires du peuple, après Octobre ; elle en démissionna en mars 1918 parce qu'elle rejetait la paix de Brest-Litovsk. Les s.-r. de gauche finirent par organiser un putsch militaire, en juin 1918, contre le gouvernement des soviets. Les s.-r. de droite constituaient en même temps des gouvernements contre-révolutionnaires avec les monarchistes et les gardes blancs.

(10) C'est ce double cri que, à l'instar des généraux du tsar, ceux de Staline faisaient pousser aux soldats de l'Armée rouge quand ils se lançaient à l'attaque.

toute une génération dans la situation de Pangloss, à qui un officier ordonnait de choisir entre la pendaison ou la fustigation. Pangloss avait beau objecter que ni l'une ni l'autre de ces éventualités ne lui convenait, l'officier restait inflexible. Dans la vie, cela n'était pas drôle du tout. En 1937, raconte Ehrenbourg dans ses *Mémoires*, Nicolas Ivanovitch Boukharine partit sans autorisation à Paris (11), où il erra plusieurs jours dans les rues, respira l'air de la liberté sans rien dire à personne ; puis il revint à Moscou ; conscient qu'on l'y attendait, il ne pouvait rester. La logique de la lutte l'aurait alors obligé à dénoncer Staline, mais Staline avait déjà réussi, avec une poigne de fer, à s'accrocher au pouvoir, et porter atteinte à Staline, c'était porter atteinte au système soviétique, et le système soviétique constituait l'un des plus puissants obstacles au fascisme. Non parce que Staline n'aimait pas Hitler, peut-être l'aimait-il, mais à cause de la logique du système, plus forte que la volonté de Staline. Et l'on ne pouvait se livrer à des opérations chirurgicales, porter atteinte au régime soviétique, fût-ce pour le guérir, face à Hitler. Et Boukharine fut contraint de se taire, et de parler ensuite.

Ainsi en était-il il y a un quart de siècle, mais, à présent, « *Pour Staline* » ne signifie nullement « *Contre Hitler* », contre le fascisme. Hitler est kaputt, et Staline mort et démasqué. Bien ou mal, on ne peut remettre sur son piédestal une idole déchuée. On peut promulguer n'importe quel règlement, il n'aura guère plus de valeur que la résolution de Nicolas I<sup>er</sup> en réponse à la plainte d'un gros propriétaire dont la fille s'était mariée contre son gré : « *Dissoudre le mariage, considérer la fille comme dégénérée.* » Staline, despote et assassin, ne peut redevenir digne de respect, sans même parler d'amour. Rétablir le respect de Staline, c'est instituer quelque chose de nouveau, instituer le respect des délations, des tortures, des assassinats. Cela, même Staline n'a pas osé le faire, il préférerait ruser.

Rétablir le respect de Staline, c'est souiller notre drapeau d'une monstruosité morale. Cela non plus n'a jamais eu lieu. On a fait des choses abominables, mais le drapeau est resté propre. Il portait cette inscription : « *Association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.* » Autour du drapeau se tenaient Marx, Engels, Lénine, des hommes qui avaient des faiblesses humaines, mais des hommes. A chacun d'eux on peut appliquer cette maxime que Marx appréciait : « *Je suis un homme, et rien de ce qui est humain ne m'est étranger.* » On ne peut plus mettre Staline à leurs côtés. Ce serait couvrir de boue leur drapeau. Il faut savoir distinguer la marque que Staline a imprimée à la guerre antifasciste de sa signification. L'exploit du peuple dans la guerre patriotique de 1812 n'en était

(11) Ce voyage, auquel Lydia Dan fait allusion dans *Le contrat social* (numéro de juillet-août 1964) a servi de prétexte au menchevik Boris Nicolaïevski pour fabriquer le document apocryphe qu'il publia en 1937 sous le titre de « *Lettre d'un vieux bolchevik* », et qui s'appuyait, entre autres, sur quelques confidences plus ou moins véridiques de Boukharine lors de ce voyage.

pas moins considérable du fait qu'à la tête de l'Etat se trouvait un dandy chauve, ennemi du travail, désespérément épris de gloire, et l'exploit des peuples de la grande guerre antifasciste n'en est pas moins considérable du fait qu'à la tête de l'Etat se trouvait Staline.

La menace du nihilisme, le vide idéologique remplissent certains d'effroi. Mais les civilisations grossières sont incapables de combler le vide. Elles s'effondrent comme un château de cartes. L'une des causes principales du vide provient de la collusion de deux conceptions du monde : la conception religieuse et la conception scientifique. L'héritage millénaire de l'humanité s'est codifié à travers les religions mondiales. La conception scientifique du monde a ébranlé les religions mondiales, mais elle n'a pu, en même temps, créer des symboles d'une beauté comparable à ceux de Bouddha ou du Christ. Cela relève apparemment non de la science, mais de la poésie, d'un processus que l'administration ne peut régler, un processus très lent, séculaire et peut-être même multiséculaire. C'est pourquoi le mouvement communiste mondial est en fait passé, sous l'influence des événements, des attaques des gardes rouges contre la religion à une autre forme de contacts avec la religion, au *dialogue* sur lequel on écrit beaucoup dans les *Problèmes de la paix et du socialisme* (12). Le dialogue avec la culture mondiale, qui a à son actif l'art de Bach, de Roublev, de Dante, me paraît une voie plus noble que le rétablissement du culte d'un despote et d'un assassin. Sur la voie du dialogue, nous pouvons unir les forces de toute l'intelligentsia et apporter au peuple la véritable instruction, l'essence de la culture, qu'il ne faut confondre avec aucun symbole athée ou religieux. Cette authentique culture, permettant vraiment de comprendre le monde, est l'une des voies les plus sûres pour sortir du « *vide* » actuel.

(12) Revue internationale publiée à Prague sous la responsabilité des P.C. de l'Est.

V.S.

1965

## ZIGZAG OU TOURNANT ?

(Paru dans *Kolokol*, organe de l'Union des Communards, n° 4 de 1965)

*Le groupe de l'Union des communards, qui publia en 1965 une deuxième série de la revue Kolokol (1) (dont une première série était parue en 1956), est sans doute l'une des organisations les plus importantes constituées par l'opposition communiste de gauche ; elle est aussi l'une des plus mal connues. Elle rassembla plus de 250 étudiants de Leningrad et publia au moins quatre numéros de sa revue avant d'être démantelée. Elle fut l'une des premières à déceler le mouvement vers la réhabilitation de Staline dans l'appareil. Kolokol en donne une analyse qui va au-delà de l'aspect extérieur de la « réhabilitation » d'un personnage qui évoque la terreur, les purges, l'espionnite, etc. C'est ainsi que, dans le même n° 4 de la revue Kolokol, paraissait un article affirmant la nécessité de la pluralité des partis ouvriers. Or le système du parti unique stalinien — étranger aux traditions bolcheviques, et qui n'apparut, au cours de la guerre civile, que comme une nécessité « militaire » imposée par les circonstances — ce système du parti unique est une des pierres angulaires de la domination de la bureaucratie. Le combattre, c'est aller plus à fond dans la critique du stalinisme que d'énumérer la liste la plus impressionnante qui soit des « crimes de Staline ».*

(1) *Kolokol* — *La cloche* — était le nom de la revue publiée par le démocrate Herzen dans l'émigration, dans les années 1860.



Le 8 mai, en pleine célébration du vingtième anniversaire de la victoire, le nom de Staline a été de nouveau prononcé avec respect, dans le discours de Brejnev, comme celui d'un grand dirigeant. Et, comme autrefois, ce nom a suscité les applaudissements de toute la salle.

La reconnaissance des mérites attribués à Staline dans la conduite des opérations militaires et l'organisation de la vie économique du pays, de même que le retour au terme « *bataille de Stalingrad* » au lieu de « *bataille de la Volga* » ne serait que légitime dans la mesure où il ne viendrait à l'esprit de personne de désavouer en bloc les mérites de Staline pendant la Grande guerre nationale (1940-1944) (\*), de l'homme qui, non seulement se trouvait à la tête de l'armée et de l'Etat, mais qui, pour beaucoup, même si ce n'est pas pour la majorité des Soviétiques, avait été le symbole de la résistance et de la victoire.

C'est pourquoi ce serait une bonne chose, et tout le monde le comprendrait, si les nouveaux dirigeants du Parti déclaraient ouvertement que l'on a commis une faute en condamnant en bloc Staline, en oubliant totalement son rôle historique, mais il faudrait répéter clairement à la même tribune que les crimes de Staline, liés à la violation des lois, à l'étouffement de toute pensée, à la répression sanglante et à l'extermination des meilleurs fils du peuple ainsi qu'à sa faute la plus lourde envers le peuple soviétique, à savoir l'impréparation de la guerre — que ces crimes, donc, ne peuvent être ni oubliés ni pardonnés, quels que soient les services réels que lui, Staline, ait pu rendre.

Cependant il n'en est pas ainsi dans les faits.

Il est vrai que, dans sa conférence de presse du 26 avril, le maréchal Koniev a déclaré que le gouvernement soviétique ne modifiait pas son appréciation du rôle de Staline pendant la guerre, et que, bien que Staline ait joué un rôle positif déterminé dans la conquête de la victoire finale, « *cependant, dans ses actes, particulièrement dans la période du début de la guerre et immédiatement avant sa mort, il y eut des erreurs et des fautes* ». Mais, par un hasard étrange, ces prises de position n'ont pas été publiées dans les journaux soviétiques et ont été réservées exclusivement pour les publications communistes de l'étranger (par exemple : le *Daily Worker* du 28 avril).

Les accusations contre Staline, que nous avons entendues pendant ces dix dernières années dans la bouche de tous les hommes politiques et de tous les cadres militaires du pays, ont complètement disparu des nombreux articles et éditoriaux commémorant la victoire : sa conviction maniaque, au point d'ignorer tous les avertissements, qu'Hitler n'attaquerait pas l'U.R.S.S., l'impréparation de l'armée, l'élimination de membres du Parti occupant les plus hautes fonctions, les nombreuses directives restées sans effet pendant la guerre, etc. Et bien que, dans ces articles, il ne soit pas question du « *génie stalinien* », le silence au sujet des « *fautes* » commises par Staline à cette époque, bien qu'elles soient universellement connues, est en lui-même assez éloquent. C'est précisément ainsi qu'est construit le discours de Brejnev : pas un

mot sur les responsabilités de Staline quant à nos échecs durant la guerre, la version ancienne déjà bien connue sur la soudaineté de l'attaque, et ensuite une respectueuse allusion au nom de Staline ainsi qu'au Comité d'Etat à la défense (1).

La cause de ce changement de cours, incompréhensible aux yeux de beaucoup de gens, commence à s'éclaircir à la lumière de l'instructif discours de Demitchev (le remplaçant d'Ilitchev au poste de direction de la commission idéologique près du C.C.). Dans ce discours destiné à l'élite des « *travailleurs du front idéologique* », il dit froidement qu'« *il est temps d'en finir avec cette interminable campagne de dénonciations de Staline* », car ces dénonciations portent préjudice au prestige du gouvernement soviétique à l'étranger comme en U.R.S.S., et nuisent au patriotisme... Dans le fond même de ce discours, il apparaît que le moment est venu de mettre fin à l'édition de la littérature des « *camps* », et des œuvres telles qu'*Une journée d'Ivan Denissovitch* (2) (la publication et la publicité faite autour de ce texte sont une des fautes reprochées à Khrouchtchev), les mémoires du général Gorbatov (*Les années et les guerres*) (3), et le roman de Simonov (*On ne naît pas soldat*) (4) ont été condamnées.

Aussi avons-nous tout intérêt à analyser ce cours politique. On ne fait encore aujourd'hui que les premiers pas, mais, après tout, la condamnation de Staline n'a pas été l'affaire d'un seul jour. Au début, dans les années 1953-1955, l'épithète « *stalinien* » disparut dans de nombreuses expressions usuelles telles que « *la constitution stalinienne* », « *les plans quinquennaux staliniens* », « *les pionniers staliniens* », etc. Ensuite, lors du XX<sup>e</sup> Congrès, Staline fut accusé d'abus de pouvoir, de lourdes fautes et de légèreté ; de sorte que l'attribution de ces crimes à Staline a laissé dans l'ombre des brigands de la race des Iejov et Beria. Au bout d'un an, Khrouchtchev lui-même fit acte de contrition, en déclarant que, en dépit de toutes les fautes commises, « *plaise à Dieu que chaque communiste ait la valeur de Staline* ». Et c'est seulement en 1961, lors du XXII<sup>e</sup> Congrès, qu'il fut enfin dit ouvertement que Staline et ses disciples (Molotov, Malenkov et Kaganovitch) signèrent eux-mêmes les arrêts de mort et furent responsables de tout ce qui arriva d'affreux pendant ces années ; et avec le mot « *fautes* », apparut le mot « *crimes* ».

Maintenant un retour en arrière est possible : de la reconnaissance des services réels rendus par Staline, en passant l'éponge sur ses crimes, il n'y a plus qu'un pas jusqu'à sa réhabilitation complète et sans réserve.

Si cette réhabilitation ne présentait qu'un intérêt historique, l'affaire aurait été conduite sans les manipulations de ses cendres

(1) Comité d'Etat à la défense : il fut constitué en juin 1941 pour diriger les opérations militaires.

(2) Publiée en français chez Julliard.

(3) Publiées en français chez Stock.

(4) Publié en français chez Julliard.

silencieuses auxquelles l'on assiste actuellement, et il n'y aurait pas de quoi en faire un malheur !

Mais les premiers pas vers la réhabilitation de Staline ne servent en rien un quelconque redressement de la vérité historique. Ils servent exclusivement les objectifs dont parlait Demitchev : il s'agit d'une politique de réhabilitation, en totalité, du régime bureaucratique, d'une tentative de masquer ses crimes passés et de lui rendre un aspect plus décent.

En même temps, les nouveaux dirigeants du pays espèrent, par là même, réhabiliter leur propre passé, le passé des compagnons d'armes de Staline au niveau le plus élevé, de ceux qui ont commencé leur carrière dans la commission d'épuration du Parti, en 1934-36, et qui ont occupé les postes laissés vacants par les victimes de la répression stalinienne en 1937-39.

Mais l'affaire risque de devenir encore plus grave. Nous avons déjà écrit que, parmi les dirigeants du sommet de la bureaucratie, existe une tendance ouverte en faveur de la « *manière forte* », laquelle recherche avec avidité « *un homme fort* ». Dans ces conditions, tous les discours au sujet des services rendus par Staline montrent le chemin préparant la réhabilitation, non seulement de Staline lui-même, mais des méthodes de direction stalinienne, méthodes à l'aide desquelles la bureaucratie espère surmonter ses sérieuses difficultés actuelles. Et alors, le pays sera de nouveau précipité dans une période de terreur et d'illégalité, sans laquelle la bureaucratie ne pourra se protéger de l'activité politique des masses, qui effraie ces nouveaux partisans de la dictature.

C'est pourquoi notre tâche actuelle n'est pas seulement l'explication, par tous les moyens, de la nature profonde du bureaucratisme, mais aussi l'analyse de ses manifestations concrètes ; dans le cas présent l'analyse des premiers pas par lesquels on entend réhabiliter, et peut-être même « *ressusciter* », Staline et l'époque stalinienne.

## XXI

Le 16 février 1966

### **STALINE, LA II<sup>e</sup> GUERRE MONDIALE ET LE FRONT UNIQUE**

*(Extraits de la discussion à l'institut du marxisme-léninisme  
sur le livre de Nekritch : Le 22 juin 1941)*

*A la fin de 1965 paraissait en U.R.S.S. un ouvrage du professeur Nekritch sur le début de la deuxième guerre mondiale, Le 22 juin 1941. Tiré à 50.000 exemplaires, vite épuisé, ce livre, qui mettait en cause les responsabilités de Staline et de son gouvernement dans les défaites écrasantes subies par l'Armée rouge et le peuple soviétique au cours des premiers mois de la guerre, suscita de vives discussions. Finalement, en juillet 1967, Nekritch fut exclu du P.C.U.S., son livre interdit et mis au pilon.*

*La discussion qui se déroula en mars 1966 entre historiens à l'institut du marxisme-léninisme souligne l'importance de ce livre qui, malgré ses limites (sans doute volontaires pour une part), ouvrait en fait publiquement la discussion sur le stalinisme. Les mésaventures de Nekritch et de son œuvre soulignent à quel point la bureaucratie ne peut admettre que la lumière soit faite sur son propre passé, car la vérité sur sa gestion de l'U.R.S.S. et des conquêtes d'Octobre est à elle seule explosive.*

*De cette discussion, reproduite dans Phenix 66, nous ne publions que les extraits les plus politiques. Le lecteur pourra en trouver le texte complet, ainsi qu'une lettre de Lev Kopelev sur la réhabilitation de Staline, à la fin de l'édition française du livre de Nekritch, L'armée rouge assassinée (Grasset, éditeur).*

**KOULITCH.** — Se demander si Staline a été totalement ou partiellement responsable des défaites du début de la guerre, c'est rester typiquement sur les positions du culte de la personnalité. On limite toujours le problème au seul Staline. Il faut étudier le problème plus à fond. Il faut se demander comment pareille situa-

tion a pu se créer. Comment notre gouvernement, dirigé par Staline, gouvernait-il le pays ? Comment défendait-il notre peuple contre le danger menaçant ? Ce gouvernement a-t-il su assumer ses responsabilités ? La réponse est NON. Il faut analyser le processus qui a fait de Staline, qui n'était pas à la hauteur de sa tâche, le chef du Parti et de l'État, doté de pouvoirs illimités.

GNEDITCH. — (...) Dans nos ouvrages d'histoire, on affirme que Staline est devenu chef de gouvernement le 5 mai 1941 « pour préparer la défense du pays » (1). Mais rien ne permet d'utiliser pareille formule. Car Staline n'a rien fait pour renforcer le potentiel défensif de l'U.R.S.S. Nous avons toutes raisons de croire que Staline est devenu chef du gouvernement, non point pour préparer le pays à se défendre, mais pour s'entendre avec Hitler.

SLEZKINE (de l'institut d'histoire de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S.). — J'ai été sur le front et, à l'âge de 19 ans, j'ai participé aux combats de juin 1941. On peut affirmer sans l'ombre d'une hésitation que l'activité de Staline était criminelle. Le culte de la personnalité, les provocations, les répressions avaient créé un cercle vicieux. Chacun s'efforçait de plaire à son supérieur en ne lui donnant que les informations susceptibles de lui faire plaisir, ou en agrémentant de commentaires défavorables les informations susceptibles de lui déplaire. On cherchait à ne pas exprimer d'idées personnelles. Cette situation a causé des dommages incommensurables au pays (...). Le principal coupable, c'est Staline. Le pacte de 1939 était peut-être nécessaire, mais ce fut un crime de fonder des espoirs sur ce pacte et surtout d'interrompre la lutte contre le fascisme. Or c'est ce que Staline a donné l'ordre de faire.

IAKIR (de l'institut d'histoire de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S.). — Certains des orateurs qui m'ont précédé ont parlé du « camarade Staline ». C'est là une formule impropre. Staline n'a été le camarade de personne et surtout pas le nôtre. Staline a entravé le développement de nos armements en éliminant de nombreux techniciens éminents, entre autres les fondateurs de notre artillerie : Tikhomirov, Lannemann (l'inventeur de la *Katioucha*) (2), Kourtchevski, Bekhaouri. Il faut étudier aussi le problème des camps de concentration, et l'étudier d'un point de vue économique. Alors que nous étions en guerre, des millions d'hommes valides, des spécialistes de tous les secteurs de la vie économique et militaire du pays croupissaient dans les camps de concentration. Et des forces considérables étaient mobilisées pour leur surveillance.

(1) Si Staline jugea indispensable, à cette date, de concentrer officiellement tous les pouvoirs entre ses mains, ce n'était pas, en effet, pour se préparer à faire face à l'attaque d'Hitler, à laquelle, en dépit des avertissements de Sorge et de Churchill, il ne croyait pas, mais pour mener les négociations avec le gouvernement nazi de Berlin.

(2) *Katioucha* : nom donné à un fameux canon, dont le constructeur fut d'ailleurs emprisonné. Voir plus bas, p. 299.



L. PETROVSKI (de l'institut des archives historiques). — Il faut rappeler que le fascisme est apparu du vivant de Lénine : la prise du pouvoir par Mussolini en Italie, le putsch de Kapp (3) ; et Lénine désigna le fascisme comme l'ennemi principal. Staline ne tint aucun compte de cette indication et déclara que l'ennemi principal était la social-démocratie. Sa théorie, largement popularisée, a divisé des millions d'ouvriers dans le monde entier. Cela a permis au fascisme de prendre le pouvoir (4).

BOLTINE. — Camarade Petrovski, dans cette salle et à cette tribune, il faut choisir ses expressions. Etes-vous un communiste ?

PETROVSKI. — Oui.

BOLTINE. — Je ne connais aucun texte, ni aucune directive, ni aucune résolution de notre Parti qui nous oblige à considérer Staline comme un criminel.

PETROVSKI. — Le XXII<sup>e</sup> congrès du Parti a décidé de retirer Staline du mausolée à cause de ses délits, des crimes qu'il a commis contre le Parti. Donc Staline est un criminel.

SNEGOV. — Le livre de Nekritch est honnête et utile. Quand, à la veille d'un combat, le désordre règne dans une unité, quand les culasses et les fusils ne sont pas au même endroit, quand les éclaireurs et les sentinelles dorment, cette unité se fait battre. En général, on fusille le chef d'une pareille unité, sur ordre du commandant suprême, et personne n'a rien à y redire. Staline fut à la fois le commandant suprême et le chef de l'unité, et cette unité, avec son désordre, c'était notre pays tout entier. Staline aurait dû être fusillé. Et pourtant, aujourd'hui, on tente de le justifier (...).

Quand Hitler préparait l'invasion de la Pologne, Staline l'a aidé. Il a fait fusiller tous les communistes polonais en U.R.S.S. et dissous le parti communiste polonais (5). Pourquoi a-t-on qualifié ce quatrième partage de la Pologne d'expédition libératrice ? Comment peut-on être communiste et parler avec sérénité de Staline, qui a trahi et vendu les communistes, Staline, qui a éliminé presque tous les délégués du XVII<sup>e</sup> congrès et presque tous les membres du Comité central que ce congrès avait élus, Staline,

(3) La tentative de putsch militaire du général allemand Kapp, le 13 mars 1920, fut brisée en quatre jours par la grève générale, l'ordre de grève ayant été donné par la direction de la centrale réformatrice elle-même. (Cf. *La révolution allemande*, supplément à *Etudes marxistes*. Envoi franco contre 11 F au C.C.P. BLOCH, PARIS 16.913-99).

(4) Voir plus haut, pp. 89-90, notes 7 et 8.

(5) En 1938, Staline décidait de dissoudre le P.C. polonais ; il convoqua au Kremlin son Comité central qu'il fit fusiller (sauf Gomulka, alors en prison, et Bierut qui accepta de dénoncer ses camarades comme « traîtres », « trotskystes », « espions »). Le « partage de la Pologne » désigne l'entrée de l'Armée rouge en Pologne, en septembre 1939, après l'accord Hitler-Staline et l'invasion de la Pologne par Hitler. Au même moment, Staline fit livrer à Hitler la quasi-totalité des communistes allemands réfugiés en U.R.S.S.

qui a trahi la république espagnole, la Pologne et tous les communistes dans tous les pays ?

DEBORINE (professeur). — (...) Nous avons déjà entendu plusieurs fois ce que Snegov vient de nous dire, mais cela nous venait du camp des ennemis, par exemple du professeur Jacobson, de l'Allemagne de l'Ouest. Il est étrange que Snegov partage lui aussi cette opinion. Camarade Snegov, tu dois nous dire à quel camp tu appartiens.

SNEGOV. — Je suis du camp de Kolyma !

DEBORINE. — C'est à vérifier.

UNE VOIX DANS LA SALLE. — Tu veux aussi le numéro de téléphone ? Comme au bon vieux temps ?

*(La salle empêche Deborine de continuer.)*

SNEGOV. — Je croyais participer à une discussion scientifique. Au lieu d'une démonstration scientifique, Deborine a produit des arguments qui sentent l'année 1937. Mais il est difficile de nous effrayer avec les camps de concentration. Nous ne nous laisserons pas intimider. Les temps ont changé, le passé ne reviendra pas.

*(Applaudissements.)*

PIOTR GRIGORENKO

1966-1967

## DEUX LETTRES

*Nous reproduisons ci-dessous deux textes de Grigorenko qui font partie des nombreuses « lettres » que le général rétrogradé au rang de deuxième classe a multipliées depuis 1966. Piotr Grigorenko s'est expliqué lui-même sur le sens et l'abondance de ses lettres. Dans une déclaration en date du 21 mai 1966, accompagnant en particulier l'envoi de sa lettre ouverte aux électeurs de la circonscription de Moscou où il explique pour quelles raisons il refuse de voter pour Kossyguine, il précise :*

« Le nombre élevé de mes lettres s'explique, non par la passion que j'éprouverais à les écrire (je dois, bien au contraire, me forcer à les rédiger), mais par le fait qu'elles restent sans réponse ou ne provoquent que des menaces. Je ne peux ni ne veux courber la tête devant l'arbitraire et suis décidé à poursuivre la lutte par tous les moyens qui me sont accessibles. »

*Sa lettre à la revue Questions d'histoire du P.C.U.S., protestant contre les attaques infamantes dont avait été victime le livre de Nekritch sur les responsabilités de Staline dans la deuxième guerre mondiale, est un long texte (1) dont nous ne publions que quelques pages. Grigorenko, partant de l'examen militaire de la conduite de la guerre et de sa préparation, et restant constamment sur le terrain de la défense de l'U.R.S.S., pose, en termes d'ailleurs confus, le problème de la bureaucratie à travers la question : comment cette désorganisation, ce désordre, ce gaspillage confinant au sabotage ont-ils été possibles ? Il envisage un instant, pour la rejeter aussitôt comme fantaisiste, l'idée d'une monstrueuse « trahison ». Cette « trahison », présentée en termes militaires, n'est, en*

(1) Ce texte est en cours de publication aux éditions de L'Herne.

*fait, que l'expression particulière du rôle réellement joué par la bureaucratie comme force contre-révolutionnaire, incapable, par là même, d'assurer la défense des conquêtes d'Octobre sur lesquelles elle vit en parasite.*

*Car, si elle a constitué, par la politique qu'elle a imprimée aux P.C. du monde entier, le principal obstacle à la seule défense réellement efficace (par de nouvelles victoires de la révolution socialiste) des conquêtes d'Octobre 1917, même sur le plan d'une défense purement militaire, elle a préféré la défense de ses privilèges — inséparable de la généralisation de la terreur, donc, en particulier, de la décimation des cadres de l'Armée rouge à la veille de la guerre — aux exigences les plus élémentaires de la défense nationale. A cela s'est ajoutée l'obstination de Staline, dans son « étroitesse provinciale », à refuser de croire, en dépit de tous les avertissements, qu'Hitler oserait l'attaquer sans préavis... C'est ainsi que le peuple soviétique a dû payer de VINGT MILLIONS de morts sa volonté acharnée de défendre les conquêtes d'Octobre contre les nazis. Là est la véritable trahison : celle de la révolution d'Octobre, de la révolution mondiale.*

## POURQUOI JE NE VOTERAI PAS POUR KOSSYGUINE

*(Lettre aux électeurs de la circonscription de Moscou)*

Alexis Kossyguine a fait partie du gouvernement de Staline ; il a ensuite occupé, aux côtés de Khrouchtchev, le poste de premier vice-président du conseil des ministres. Il porte donc sa part de responsabilités dans les activités de ces deux gouvernements et dans leurs fautes.

Nous pouvons laisser sombrer pareils faits dans l'oubli, lorsqu'il est manifeste que l'homme politique mis en cause a pris conscience de ses erreurs et entend ne pas les renouveler. Ce n'est malheureusement pas le cas d'Alexis Kossyguine. Il demeure le disciple de Staline et de Khrouchtchev, et précisément dans le domaine où ces anciens dirigeants avaient le plus lourdement failli : le respect de la légalité socialiste. Kossyguine estime, en effet, que les lois soviétiques ne le concernent pas.

Je vais en fournir quelques exemples.

A partir de 1961, je me suis élevé contre les activités déraisonnables et parfois nuisibles au pays de Khrouchtchev et de son équipe (1). J'ai dès lors été victime de représailles illégales et le 2 février 1964 j'ai été arrêté. Je ne discuterai pas ici de la légalité ou de l'illégalité de cette arrestation ; je ne m'arrêterai pas non plus aux entorses que l'on fit subir à la loi au cours de l'enquête et des débats judiciaires. Je signalerai seulement que l'on donna une apparence de légalité au verdict lorsque, le 17 juillet 1964, le collège militaire de la Cour suprême de l'U.R.S.S., se rangeant aux conclusions de l'expertise sur mon irresponsabilité psychique, classa mon affaire et décida que je devais subir un traitement d'office.

D'après la loi, le classement d'une affaire équivaut, juridiquement, à un acquittement. Mais les autorités n'en ont pas tenu compte et, dès le prononcé du verdict, m'ont soumis à de dures représailles administratives. Enfermé à la clinique psychiatrique attenante à la prison, j'ai appris par ouï-dire que, par décision du conseil des ministres, j'avais été rétrogradé du grade de général au rang de soldat de deuxième classe, puis rayé des cadres de l'armée et privé de tous mes droits à la retraite. Cette nouvelle,

(1) Voir ci-dessous, dans ce même chapitre, la *Déclaration* de Zinaïda Grigorenko.



je n'en ai jamais reçu confirmation officielle, mais tout me porte à croire qu'une telle décision a bel et bien été prise à cette époque, sur l'insistance de Khrouchtchev.

L'illégalité d'une telle procédure est si flagrante que le gouvernement préfère la taire, sans vouloir l'abroger, sans doute en vertu de l'absurde conception qui veut que rien ne doive « *ternir l'honneur de l'uniforme* ».

Mais si l'on ne m'informe pas officiellement des sanctions qui m'ont frappé, j'en subis les conséquences. Depuis le jour de mon arrestation, je n'ai pas touché un kopeck ; et pourtant, d'après la loi, je dois toucher ma solde jusqu'au jour où l'on m'a rayé des cadres, sans compter l'indemnité de départ. La retraite, qui m'est légalement due, m'a été refusée. Je n'ai reçu aucun document attestant que j'ai quitté la carrière militaire, et, privé de toute attestation, je ne puis trouver d'emploi. Ainsi, ma famille, qui comporte deux invalides, et moi-même avons été condamnés au besoin.

Comme je ne pouvais m'incliner devant un pareil arbitraire, j'ai réclamé dès que j'ai eu recouvré la liberté. A la fin de décembre 1965, après de longs mois d'attente (environ deux ans après mon arrestation), j'ai reçu par la poste un livret de retraite indiquant qu'on devait me verser le tiers de la somme à laquelle la loi me donne droit.

J'ai donc réclamé de nouveau. Après un long silence, on me répondit, en février 1966, en me menaçant de me priver de ma pension, de m'expulser de Moscou et de m'enfermer une seconde fois dans une clinique psychiatrique.

Face à de telles menaces, j'écrivis directement à Kossyguine. Je lui demandai, dans ma lettre, de me dire au moins si le conseil des ministres avait effectivement prononcé ma dégradation. Le chef du gouvernement ne me répondit pas. J'en conclus qu'il est lui-même l'un des auteurs de l'arbitraire qui m'a frappé, et qu'il connaît très bien les menaces dont j'ai fait l'objet.

Un homme coupable d'une pareille conduite ne mérite pas la confiance des électeurs. Je voterai donc contre Kossyguine, et j'appelle les électeurs à suivre mon exemple.

Ils montreront ainsi que les responsables de l'arbitraire doivent être écartés des postes les plus élevés de notre Etat.

Moscou, le 3 juin 1966.

## LE DÉBAT SUR LE LIVRE DE NEKRITCH

(Lettre à Questions d'histoire du P.C.U.S.)

### I. — POURQUOI VEUT-ON GARDER LE SILENCE SUR LES PREMIERS MOIS DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE ?

Deborine et Telpoukhovski s'efforcent de convaincre le lecteur qu'en examinant avec soin les causes concrètes des défaites que nous avons subies au début de la guerre, en 1941, nous affaiblissons la portée de notre victoire finale, nous dénigrons le rôle que notre structure sociale et étatique a joué dans la victoire que nous avons fini par remporter sur l'ennemi.

Impossible de proférer de plus grandes contre-vérités.

Regardez donc un peu, en effet, la longue liste des prétendues « *fautes* » et des prétendues « *erreurs de calculs* » commises par nos dirigeants. L'histoire ne connaît pas d'autres exemples où l'on ait livré avec une telle impudence un pays au « *fer et au feu* » de l'ennemi. Que notre pays, dans de telles conditions, ait pu, non seulement résister, mais encore triompher, cela dépasse l'imagination. Le plus acharné de nos adversaires ne peut manquer de reconnaître que ce résultat n'a d'autre cause que la puissance interne de notre structure sociale et étatique, que la force de NOTRE PEUPLE. Et nous ne faisons que souligner plus vigoureusement encore cette vérité, nous ne faisons que la rendre encore plus évidente et plus convaincante lorsque nous révélons le plus complètement qu'il se peut les épreuves les plus lourdes que notre peuple a dû surmonter, épreuves qui furent engendrées par les erreurs et — peut-être — les crimes de ses dirigeants, responsables de la préparation du pays à la guerre.

En revanche, tenter de dissimuler ces faits, c'est faire le jeu des vrais responsables de nos défaites, en se privant de la possibilité d'empêcher la répétition des épreuves que nous avons traversées, mais c'est surtout faire le jeu des falsificateurs nazis. Il est bien connu — et depuis longtemps — que chaque pays, engagé dans une guerre, s'efforce toujours de grossir les forces de son adversaire vaincu pour mieux mettre en valeur l'importance de sa propre

victoire. Lisez von Tippelskirch (1), vous n'y trouverez pas la moindre indication sur l'état d'impréparation dans lequel se trouvait notre armée... Si l'on suit la thèse fondamentale des deux censeurs de Nekritch, l'ouvrage de l'Allemand von Tippelskirch constitue l'analyse la plus objective de la période initiale de la guerre. D'après von Tippelskirch, notre haut commandement n'a en général commis aucune erreur. Nous n'avions même pas fait sauter nos vieux secteurs fortifiés, puisqu'il apparaît, à le lire, que les vaillantes divisions allemandes ont « enfoncé la ligne Staline » (2). Voilà en quelle glorieuse compagnie risquent de se retrouver tous ceux qui se refusent à étudier les faits et ne cherchent qu'à y découvrir la confirmation de leurs propres vues *a priori*.

Les hitlériens et les néo-fascistes ont de bonnes raisons pour falsifier ainsi la réalité. Mais pourquoi donc *dissimulerions-nous la vérité* sur les premiers mois de la guerre, vingt-deux ans après sa fin ? En passant sous silence ou en minimisant toutes les faiblesses — quelles qu'elles fussent — dont a souffert notre défense, en nous refusant à analyser avec hardiesse et jusqu'au bout les causes des insuffisances qui se firent jour dans les années 1941-1943, nous risquons purement et simplement de ne pas extirper radicalement leurs racines ; nous laissons donc planer une menace sur la sécurité future de notre pays, sur la vie de notre propre peuple. C'est pourquoi dans l'histoire on n'a jamais pardonné ni les trahisons ni même les fautes commises dans la préparation d'un pays à la résistance à l'agression. Et il serait étrange qu'on les pardonnât ou qu'on les passât sous silence. Ce serait là la plus dangereuse des « *rémissions des péchés* » pour les générations futures et leurs dirigeants responsables de la défense du pays, ce serait là un encouragement direct à la répétition des erreurs et des crimes.

Lors de la dernière guerre, aucun pays n'est apparu moins préparé que l'Union soviétique à faire face à une attaque surprise. Dans tous les pays en guerre avec l'Allemagne hitlérienne et qui ont été nos alliés, les erreurs commises avant la guerre ont plus ou moins été jugées.

L'Angleterre a renvoyé son gouvernement (celui de Chamberlain) pour cette seule raison qu'il s'était avéré incapable d'empêcher que la guerre n'éclate dans des conditions défavorables pour la Grande-Bretagne, c'est-à-dire pour ses seules erreurs dans le domaine de la politique extérieure (pour Munich).

Les Etats-Unis ont mis sur pied une commission d'enquête parlementaire, chargée d'étudier le seul cas d'attaque-surprise dont furent victimes leurs forces armées : l'attaque surprise de Pearl

(1) *Von Tippelskirch* : auteur allemand d'une *Histoire de la guerre de Russie*.

(2) La « ligne Staline », ou mieux, les OURY : initiales désignant la ligne de fortifications construite le long de la frontière soviétique de 1939, démantelée en 1940 après que cette frontière eut avancé de 200 à 250 kilomètres en moyenne vers l'Ouest au lendemain de l'entrée de l'Armée rouge en Pologne orientale. Voir, p. 300.

Harbor, déclenchée par l'aviation japonaise contre la flotte américaine du Pacifique (3).

La France a traduit devant les tribunaux son gouvernement (4) pour avoir laissé battre son armée, de très loin inférieure dans son ensemble — surtout dans le domaine de l'armement et de l'équipement — aux seules troupes de nos régions militaires frontalières...

Et chez nous seul le peuple a payé pour les fautes de NOTRE gouvernement, pour ses fautes qui équivalent à une trahison inouïe ! Le peuple a payé, d'abord, par les pertes fantastiques qu'il a subies sur le front : les Allemands ont perdu sur tous les fronts de la deuxième guerre mondiale, à l'Est, à l'Ouest, au Sud et en Afrique, environ quatre millions d'hommes, tués ou blessés et morts des suites de leurs blessures. Et nous, sur le seul front germano-soviétique, nous avons perdu 13,5 millions d'hommes, c'est-à-dire environ trois fois et demie plus.

Notre peuple a payé, ensuite, par les vies de millions de civils morts sous l'occupation hitlérienne.

Notre peuple a payé, enfin, par les millions de défenseurs de la patrie, par les millions de guerriers, soldats et officiers, qui multiplièrent avec abnégation, dans le combat contre l'envahisseur, les miracles de courage et d'héroïsme, et tombèrent victimes de la répression pendant et après la guerre.

En revanche, aucun des responsables directs de la paralysie de notre pays face à l'agression n'en a porté la moindre responsabilité — pas même morale.

Voilà qui est étrange, presque invraisemblable, mais, si l'on tient compte de tout ce que le XX<sup>e</sup> congrès du Parti a mis en lumière, tout à fait compréhensible. Il est, en revanche, beaucoup plus difficile d'expliquer maintenant la publication de l'article de Deborine et Telpoukhovski, qui, non seulement s'efforce de dissimuler la vérité sur nos défaites, mais encore menace sans détour quiconque s'emploie à dévoiler cette vérité. Et où menacent-ils ? Dans la revue officielle de l'institut du marxisme-léninisme ! A qui et à quoi sert donc un pareil article ? On a peine à croire que sa parution soit due à l'initiative de ses deux auteurs ou à la vôtre, camarade rédacteur en chef. Non, quelqu'un a passé com-

(3) A propos de Pearl Harbor, relevons qu'il a été établi par l'historien américain Charles A. Beard dans *President Roosevelt and the coming of the war*, 1941, que Roosevelt fit tout son possible pour provoquer l'agression japonaise et, informé de l'imminence de cette agression, fit rester les vaisseaux américains à Pearl Harbor afin que les Japonais, par leur agression « perfide », lui fournissent le prétexte nécessaire vis-à-vis de sa propre opinion publique pour entrer en guerre.

(4) La façon dont Grigorenko voit, par exemple, le procès de Riom (octobre 1940), au cours duquel le gouvernement pétainiste voulut mettre en accusation la Troisième République, dépend étroitement d'une propagande stalinienne qui n'a jamais renié l'offre de services faite par François Billoux au maréchal Pétain, laquelle se terminait par ces mots : « Je demande à être entendu comme tous mes amis en qualité de témoin par la Cour suprême de Riom. »

mande de ce libelle. Des forces existent — et visiblement des forces influentes — qui ont intérêt à ce que l'on n'écrive rien sur les premiers mois de la guerre. L'article publié dans votre revue n'est qu'une tentative de rejeter la première période de la guerre — sans tenir compte des intérêts fondamentaux de la défense du pays — dans la catégorie des sujets « *tabous* ».

Un certain nombre de questions inquiétantes se posent en liaison avec cet article :

- ① Quels intérêts sert-il ?
- ② Qui craint la vérité sur les premiers mois de la guerre ?
- ③ Quelles sont les forces qui, au détriment direct de notre pays et de son potentiel défensif, tentent avec obstination de repousser toute cette période dans l'oubli ?
- ④ Où sont ces forces, qui sont-elles ?

Ce sont des forces effrayantes pour notre pays.

C'est le moment de sonner l'alarme à ce propos, aujourd'hui, alors que la tension monte dans l'univers entier, alors que les agresseurs impérialistes étendent leur pillage aux quatre coins de notre planète, au moment où une nouvelle guerre mondiale frappe littéralement à notre porte. Si, dans ces conditions, les forces qui, lors de la préparation de la dernière guerre, ont accompli ce que l'on ne peut nommer que du seul nom de TRAHISON, survivent et même étendent leur influence, il faut crier au DANGER à plein gosier.

Ce qui s'est passé à la veille de la deuxième guerre mondiale a réellement été effrayant. On aurait cru que quelqu'un veillait avec une patience, un entêtement, une cohérence sans faille à faciliter la victoire des fascistes, à faire passer sous leur joug notre peuple tout entier. Quand je pense à cela, j'essaie de me représenter comment une poignée de traîtres, ou bien une organisation assez ramifiée et assez cohérente, aurait pu réussir à s'infiltrer dans notre appareil d'Etat. Mais ces idées ne tiennent pas debout et je ne puis leur donner forme. Il me paraît indubitable que toute organisation de ce type aurait été démasquée et neutralisée en très peu de temps dans n'importe quel pays.

Et pourtant, une trahison gigantesque, sans exemple dans l'histoire, s'est accomplie. Et après s'être accomplie, elle a réussi, jusqu'à ce jour, à se dissimuler aux yeux du peuple. Les forces capables de tout cela doivent être effrayantes. Le peuple ne peut vivre tranquillement dans le monde actuel, qui fourmille de contradictions, tant que ces forces existent. Il faut les cerner et les neutraliser, et cela au plus vite. **LES NECESSITES DE LA DEFENSE DE NOTRE PAYS L'EXIGENT, AVANT TOUT.**

Il est enfin temps de dire : CELA SUFFIT ! Nous en avons assez de déclarations fadasses et de bavardages creux ! La conscience humaine ne peut plus transiger avec l'hypocrisie et le mensonge. Nous ne pouvons plus laisser à personne la possibilité de se cacher derrière l'héroïsme des héros inconnus qui sont morts par la faute directe des amateurs de belles phrases sur l'héroïsme d'autrui. Nous ne pouvons plus accepter que l'on bafoue la mémoire de ceux



qui sont tombés sur le champ de bataille en amnistiant les traîtres passés et futurs. Tous les membres du parti de Lénine, tous les citoyens conscients doivent exiger une enquête publique sur les causes réelles de la défaite que nous avons subie pendant les premiers mois de la guerre. Cela accroîtra l'autorité internationale de notre pays, cela renforcera son potentiel défensif, cela fera sortir du silence des héros inconnus, comme le prédécesseur de Golikov à la direction des renseignements de l'état-major, le lieutenant-général de l'aviation Proskourov, que les bourreaux de Staline et de Beria envoyèrent à la mort, car il se refusait à donner sur l'adversaire les informations mensongères qui plaisaient à Staline. Cela servira enfin d'excellent avertissement aux actuels et futurs commandants des forces armées soviétiques.

## II. — LA RESPONSABILITE DE L'HISTORIEN

A quel résultat ont donc abouti les recherches de Nekritch ?

Sur la presque totalité des problèmes, il est parvenu aux conclusions que j'expose dans ma lettre, mais avec plus de formes, plus de diplomatie, plus de circonlocutions. Son livre n'analyse pas les rapports de force au début de la guerre ; il définit mal l'évolution de la théorie militaire soviétique ; il ne fait pas totalement la lumière — loin de là — sur le problème des cadres dirigeants de l'Armée rouge. Il n'analyse jamais l'influence des répressions massives sur le potentiel défensif du pays.

Je n'ai jusqu'ici abordé ce dernier problème que sous l'angle spécifiquement militaire. Mais, pendant les années des purges, les arrestations déferlaient, frappant, dans tous les domaines, sur tous les maillons de la chaîne de la vie économique, politique et culturelle du pays, qu'elles ébranlaient et épuisaient. A la veille et au cours même de la guerre, des millions d'hommes aptes au combat, dont un grand nombre d'éminents spécialistes de l'économie nationale, croupissaient dans les camps. Des centaines de milliers d'hommes jeunes et robustes, dont le front avait besoin, s'attachaient à garder, derrière leurs barbelés, les « *ennemis du peuple* », tandis que les réserves du contingent s'épuisaient, et que les besoins en troupes fraîches de soutien restaient tragiquement insatisfaits. Ces camps et leurs gardes grevaient lourdement le budget du pays et affaiblissaient très gravement son potentiel défensif. Nul, pourtant, ne s'est encore penché sur ce problème.

D'autre part, un bouleversement prodigieux s'effectuait dans les organisations des soviets, du parti, de l'économie et dans toutes les autres : les lèche-bottes, les calomniateurs, les mouchards, les incapables, inaptes à toute fonction dirigeante, accédaient aux postes clés. Le carriérisme et son corollaire inévitable, le bluff, s'épanouissaient somptueusement. Une flagornerie effrénée renforçait et durcissait le bureaucratisme délirant. La politique de Staline

favorisait cette situation : il déversait sur les hauts fonctionnaires appointements énormes (et ultra-secrets) (5), voitures, maisons de campagne, primes, galons, décorations... Cela pesait lourd aussi sur le budget et minait les capacités de l'appareil dirigeant : l'esprit d'initiative y succomba, tandis que fleurissait une servilité débridée : le souci de la « place » se substitua aux intérêts mêmes que l'on était censé servir. C'est peut-être ce qui donna naissance à des phénomènes comme la *Golikovchtchina* (6), attitude qui consiste à transmettre, dans les fiches de renseignement, non pas ce qui est, mais ce qui est susceptible de plaire aux supérieurs hiérarchiques. Ce problème reste encore, lui aussi, à étudier.

Nekritch passe ces problèmes sous silence. On ne peut lui en faire grief. Sur ce terrain, il est un pionnier. Et il est déjà beau qu'il ait soulevé un pan du voile sur des secrets longtemps dissimulés aux regards des masses populaires.

Le seul grief qu'on aurait dû lui adresser, c'est qu'il arrondit constamment les angles, qu'il rogne ses conclusions, et qu'il donne ainsi l'impression, malgré la justesse de tous les faits qu'il rapporte, qu'il n'y a effectivement eu que des « fautes », des « erreurs de calcul » et des « insuffisances », dont le seul Staline porterait la responsabilité. Et c'est loin d'être toute la vérité.

Mais peut-on en vouloir à Nekritch pour cela ?

Non, bien entendu. Et la meilleure preuve, ce sont les « censeurs » de son ouvrage qui la donnent. Leur « critique » montre que Nekritch a conduit ses recherches dans la bonne direction et que, sur le chemin qu'il suivait, on pouvait atteindre la vérité. Et ceux qui craignent cette vérité se sont alarmés. Ils ont entrepris de diffamer Nekritch et de terroriser les autres historiens.

Je crois fermement que Nekritch et tous les historiens marxistes authentiques auront assez de courage pour ne pas se laisser effrayer par les pitoyables incantations terroristes et nuisibles à notre pays des Deborine, des Telpoukhovski et autres propagandistes du mensonge. Ils doivent poursuivre leurs recherches sur la période que nous avons examinée et arriver, dans l'intérêt de notre pays, à établir la vérité complète. Quant à ceux qui, à l'instar de Deborine et de Telpoukhovski, tenteront de s'opposer à la vérité, ils commettront le plus grand crime que l'on puisse commettre contre notre peuple et contre notre pays, et il faudrait leur rappeler le sage et juste avertissement du grand Cervantes :

ON DOIT PUNIR LES FALSIFICATEURS DE L'HISTOIRE  
COMME ON PUNIT LES FAUX MONNAYEURS.

(Juin 1967.)

(5) Sur ces « appointements », voir dans le chapitre I la *Lettre ouverte* de Raskolnikov à Staline et, plus bas, le texte de Medvedev.

(6) *Golikovchtchina* : attitude à la Golikoy, responsable des services de renseignements à la veille de la guerre, qui s'était spécialisé dans les renseignements faux, mais de nature à plaire à Staline.

## XXIII

ZINAÏDA GRIGORENKO

Le 23 janvier 1968

### DÉCLARATION

*Cette lettre est caractéristique de nombreux documents analogues, émanant des proches des principaux militants de l'opposition et contribuant à entretenir l'agitation.*

Au camarade L. Brejnev, Comité central du P.C.U.S.

Au camarade Gorkine, Cour suprême de l'U.R.S.S.

Au camarade Roudenko, procureur général de l'U.R.S.S.

Au camarade Blokhine, président de l'Académie des sciences médicales de l'U.R.S.S.

De la part de Zinaïda Grigorenko, membre du Parti, 2 Pereoulok Komsomolski, Appt 94, tél. G-6-27-37.

Au cours du procès Guinzbourg-Galanskov, mon mari, Pierre Grigorenko, devait témoigner sur la demande de l'avocat Kaminskaïa. Le juge Mironov, président du tribunal, repoussa cette requête en s'appuyant, pour ce faire, sur une attestation du dispensaire psychiatrique n° 1 du district Lénine certifiant l'irresponsabilité mentale de Grigorenko.

Cette attestation est un faux, car, par décision de la commission de médecine du travail de décembre 1965, mon mari a été reconnu psychiquement normal, rayé des listes de l'hôpital psychiatrique, et n'a plus jamais été convoqué. Un certificat prouvant son bon état de santé a d'ailleurs été présenté au tribunal.

Se portant parfaitement, Pierre Grigorenko travaille comme contremaître à l'atelier de montage SU-2 et dirige des cours du Parti au titre de propagandiste. Le cercle dont il s'occupe compte vingt personnes, dont treize communistes et sept sans-parti.

Ainsi donc, d'une part, mon mari dirige un cercle politique, mais, d'autre part, il est, paraît-il, mentalement malade. Serait-ce là une erreur ? Nullement, car il s'agit d'une violation de la légalité qui dure depuis cinq ans.

Le 1<sup>er</sup> février 1964, le général de brigade Grigorenko, licencié ès sciences, fut arrêté sous l'inculpation d'activité anticommuniste. Cependant, au lieu de procéder à une enquête sur son cas, on le dirigea sur l'institut Serbski où il fut déclaré irresponsable et envoyé en traitement d'office à l'hôpital de la prison de Leningrad.

Lorsque je voulus savoir quand mon mari avait perdu la raison, car je ne l'avais personnellement jamais remarqué, les juges d'instruction militaires, les lieutenants-colonels Kouznetzov et Kantorov, m'expliquèrent que ses points de vue politiques, et la diffusion qu'il en assurait, en faisaient un individu socialement dangereux. Ils m'indiquèrent également que mon mari serait mis à la retraite, comme malade, et conserverait son grade et sa pension.

Dans les cercles du Parti, j'appris qu'une directive ordonnait d'exclure provisoirement les malades mentaux, quitte à les réintégrer après leur guérison. Qu'advint-il donc ensuite ?

Par décision de Khrouchtchev du 29 août 1964, mon mari fut dégradé au rang de simple soldat et exclu du Parti comme malade mental.

Tous les malades hospitalisés avec mon mari, à l'exception de lui-même, touchaient leur pension de maladie. La loi était strictement observée à l'égard des assassins : c'est ainsi que le lieutenant-colonel Chevtchenko, qui tua sa propre fille, et le lieutenant-colonel Bourkovski, qui abattit trois personnes à coups de revolver, furent mis à la retraite, mais conservèrent leur grade et leur pension.

Le 29 avril 1965, mon mari quitta l'hôpital avec une invalidité de seconde catégorie. Toutefois, bien que muni de cette attestation et bien qu'étant invalide de guerre, il ne put, dix mois durant, recevoir ni pension ni travail. Il dut donc travailler comme débardeur.

En décembre 1965, par décision de la Commission de médecine du travail du dispensaire n° 1 du district Lénine, mon mari fut reconnu sain d'esprit et rayé des listes de l'hôpital psychiatrique.

Il ne fut cependant pas réintégré dans le Parti, son grade ne lui fut pas plus restitué que la pension qu'il avait pourtant méritée après un fidèle service de 34 ans dans l'armée. Plusieurs fois blessé, il ne peut toujours pas obtenir d'attestation certifiant qu'il est invalide de guerre...

Toute l'histoire que je viens de raconter n'est qu'une grossière parodie de justice. Je considère qu'elle ne fait que préluder à de nouvelles répressions contre mon mari. Cela me remplit d'horreur, d'autant plus que, durant les années du culte de la personnalité, j'ai perdu mon premier mari, ma sœur et mon

beau-frère, sans compter que j'ai moi-même été soumise aux répressions.

En tant que communiste et que citoyenne de l'Union soviétique, j'exige qu'il soit mis fin aux actes illégaux dont sont victimes mon mari ainsi que ma famille, qu'il soit mis fin aux persécutions déclenchées contre mes enfants et contre moi-même. J'exige la restauration complète des droits de mon mari en tant que membre du Parti et que citoyen, et que le grade qui était le sien dans l'armée lui soit rendu.



## XXIV

LARISSA BOGORAZ-DANIEL

Le 15 juin 1967

### **IOULI DANIEL EN DEPORTATION**

*(Lettre aux autorités)*

*Lors du procès Siniavski-Daniel, la femme de Iouli Daniel, Larissa Bogoraz-Daniel, intervint par trois lettres vigoureuses dans lesquelles elle dénonçait les méthodes d'intimidation dont le K.G.B. avait usé contre elle. Rien n'indique que Larissa Daniel ait alors eu ni la moindre conception ni la moindre activité politiques nettement définies. C'est de toute évidence à partir du procès qui la frappe directement et de ses conséquences qu'elle se mobilise. Ses tentatives pour voir son mari déporté, la lutte qu'elle mène pour organiser la protestation contre les conditions d'existence qui sont faites à celui-ci dans les camps se heurtant à une fin de non-recevoir systématique, elle est amenée à se poser le problème du « pourquoi ? ».*

*L'administration du camp de Mordavie où Daniel avait été déporté n'a cessé de le brimer avec une attention toute particulière, dans la mesure même où Daniel apparaissait comme une tête et un cadre aux détenus politiques ou de droit commun qui peuplent les camps. Par la lettre ci-dessous, Larissa Daniel demande une commission d'enquête chargée de contrôler le traitement que subit Daniel. Une commission enquêtera en effet, mais non pas « publiquement », comme Larissa Daniel le demandait, et cette commission conclura que tout va pour le mieux dans la meilleure des léguités.*

Je m'adresse au gouvernement, aux personnalités publiques, aux juristes, aux médecins, aux savants et aux écrivains : je demande que l'on mette fin aux actions inhumaines et illégales des responsables du camp de « travaux correctifs » (\*) (matricule J Kh 385-17, chef du camp : Annenkov), où est incarcéré mon mari, l'écrivain Iouli Daniel ; je demande que l'on mette fin à leurs actes arbitraires, qui mettent en danger la santé et la vie de mon

mari et d'autres internés, actes qui compromettent le gouvernement et la justice de notre pays.

Iouli Daniel est actuellement détenu dans la prison du camp, et ce pour six mois.

Voici ce qui s'était passé auparavant.

Afin, manifestement, de le torturer — et sans aucune justification — les surveillants ont interdit à Daniel d'utiliser sa lotion antimoustiques et lui ont donné l'ordre de la rendre. Cette mesure n'est pas nouvelle : dans les années trente, déjà, années célèbres par les « *violations de la légalité socialiste* », la direction du camp, pleine d'imagination, exposait les internés « *aux moustiques* ».

Daniel a refusé d'exécuter cet ordre. Trois surveillants se sont jetés sur lui et lui ont tordu les bras. Bien entendu, cette agression a amené Daniel à se défendre. Les surveillants sont quand même venus à bout de lui, l'ont jeté à terre, frappé au visage, lui ont passé les menottes, et l'administration l'a envoyé pour six mois au « *baraquement à régime renforcé* », c'est-à-dire à la prison du camp.

Le régime de ce baraquement, c'est la réclusion en cellule, l'interdiction de s'allonger sur le sol du lever jusqu'au coucher, c'est le froid et c'est l'humidité, même en été, ce sont des rations réduites...

La santé de Daniel n'est pas fameuse, il souffre d'une otite chronique (qui n'a pas été soignée depuis son internement, car il n'a pu bénéficier des services de contrôle médical, ni de ceux d'un spécialiste, pas plus que du traitement indispensable, malgré les nombreuses demandes qu'il a faites), ainsi que d'une grave blessure de guerre et son organisme est éprouvé par la sous-alimentation qu'il subit au camp depuis un an. Il est normal que je sois inquiète et que je craigne pour la santé et pour la vie de mon mari.

Cette justice sommaire, dont Daniel est la victime, n'est nullement exceptionnelle dans la vie quotidienne des détenus politiques. Une directive secrète légalise pratiquement tout acte arbitraire des autorités : limitation de la nourriture, réduction, sinon même suppression complète, des visites des parents, suppression des paquets, des lettres, du tabac, des livres, sans compter la mise en cellule, les menottes et le « *baraquement* ». Les détenus n'ont aucun droit, ils sont coupés de la société et du monde extérieur : aussi les autorités du camp peuvent-elles aisément justifier n'importe lequel de leurs actes en invoquant la « *mauvaise conduite* » du détenu et la non-exécution des normes de production.

Aussi la vie et la santé des détenus dépendent-elles entièrement d'un « *bon* » ou d'un « *mauvais* » commandant de camp, rééducateur ou surveillant, et les droits humains comme les besoins des détenus ne sont-ils ni garantis ni défendus par personne.

En 1967, l'année du cinquantième anniversaire du pouvoir soviétique, on utilise des méthodes que le Code soviétique des années vingt condamnait sous le vocable de tortures :

« Pour mener vraiment à bien une politique de rééducation par le travail, le régime des centres d'internement doit ignorer l'utilisation de toutes les tortures, il interdira systématiquement l'usage des représailles physiques : menottes, fers, cachots, incarcération en cellule, privation de nourriture... »

(Code pénal de la R.S.F.S.R., p. 49, 1930.)

La punition par privation de liberté paraît être aujourd'hui considérée comme insuffisante, et la « rééducation par le travail », comme inefficace.

A mon avis, l'ensemble des faits que je viens de signaler devrait susciter une inquiétude profonde du public à l'égard de la réalité actuelle de la légalité socialiste dans les centres de détention. Seule, la publicité donnée à toutes les instructions concernant les centres de détention — depuis les exigences que l'administration peut formuler à l'égard des détenus jusqu'aux rations alimentaires obligatoires — peut garantir le respect de la légalité et de l'humanité. Il faut que ces règles soient connues dans les camps, tout comme à l'extérieur ; il faut aussi garantir le droit du détenu de faire connaître, autrement que par la voie hiérarchique officielle, les violations de ces règles et tout acte arbitraire.

A propos du cas particulier que j'ai évoqué au début de cette lettre, j'exige une enquête publique sur les événements que j'ai évoqués, j'exige que soit mis immédiatement fin à la détention illégale de mon mari dans le baraquement à régime renforcé. Une enquête doit aussi absolument être menée — et cela sous le contrôle de l'opinion publique — sur la détention de L. Rendel dans ce même baraquement : la raison véritable du châtimeut qui a frappé Rendel est sa tentative de se plaindre des actes de la direction du camp auprès des instances supérieures.

Il y a moins d'un mois, j'ai adressé une lettre aux écrivains, au président et aux secrétaires de l'Union des écrivains soviétiques (C. Fedine, A. Sourkov, A. Tvardovski, L. Sobolev, A. Tchakovski, L. Leonov, N. Tikhonov). Dans cette lettre, j'ai exposé en détail ce qui se passe dans le camp où se trouve Daniel et décrit l'arbitraire qui y règne. Si les informations que je leur ai adressées en mai avaient ému ces écrivains, il est vraisemblable que les sévices dont Iouli Daniel a souffert au début de juin auraient pu lui être évités. Je conçois d'ailleurs fort clairement que ces sévices ont été la conséquence directe de la lettre que j'ai adressée aux écrivains, dans la mesure où celle-ci n'a suscité ni réaction ni réponse. Ce n'est que face à une opinion publique passive que des irresponsables, détenteurs du pouvoir, peuvent imposer à notre vie et à notre conscience l'arbitraire et la violence.

Le 24 septembre 1967

**LES FILS ET FILLES DE VIEUX BOLCHEVIKS  
ASSASSINÉS  
S'ADRESSENT A LA DIRECTION DU P.C.U.S.**

*Le stalinisme s'est édifié en U.R.S.S. en liquidant complètement le parti bolchevique, en massacrant ses militants de la base au sommet, y compris les propres partisans de Staline... De 1935 à 1938, par exemple, un million de militants du parti communiste de l'U.R.S.S. furent arrêtés, 600.000 exécutés et 400.000 déportés...*

*Staline et la bureaucratie ont ainsi dû liquider la quasi-totalité du parti bolchevique, de ses cellules à son Bureau politique, pour asseoir leur domination et expulser le prolétariat du pouvoir.*

*La révolution politique en U.R.S.S. exige, en particulier, que le lien avec le passé du bolchevisme, que le stalinisme a tenté de rompre à jamais, soit renoué. C'est pourquoi le document reproduit ci-dessous, rédigé en 1967, est d'une importance capitale.*

*Les signataires de cette lettre, tous fils et filles de cadres bolcheviques assassinés par Staline et la bureaucratie, représentent, par leur nom même, comme par le contenu de leur lettre, une première filiation avec le bolchevisme. Car ils reflètent par leur NOM à peu près tout le passé et toute la diversité, toute la richesse : BOUKHARINE, membre du Bureau politique, dirigeant de la droite bolchevique ; ANTONOV-OVSEENKO, responsable de la direction politique de l'Armée rouge, opposant de gauche de 1923 à 1927 ; RADEK, membre du Comité central, conseiller du P.C. allemand, opposant de gauche de 1923 à 1929 ; PETROVSKI, commissaire du peuple à l'intérieur, membre du Comité central, tiède partisan de Staline au début ; CHLIAPNIKOV, membre du Comité central, dirigeant de l'Opposition ouvrière ; MOURALOV, l'un des dirigeants du soviet de Moscou en octobre 1917, opposant de gauche de 1923 à 1931 ; SAPRONOV, dirigeant de l'opposition dite du centralisme démocratique, opposant de gauche en 1923 ; PIATNITSKI, président du syndicat des cheminots, membre du Comité central, partisan de Staline ; SEREBRIAKOV, l'un des trois secrétaires du Comité central en 1919, opposant de gauche de 1923 à 1928 ; ENOUKIDZE, secrétaire du comité exécutif des*

soviets, partisan tiède de Staline ; BERZINĖ, colonel, commandant du régiment letton en 1917 ; KALININE, membre du Bureau politique, président du Comité exécutif des soviets, etc. Si l'éventail des signatures n'est pas plus vaste, c'est que des familles entières, à commencer par celle de Trotsky, ont été exterminées. En tout cas, qu'ils le veuillent ou non, par cette seule protestation contre la réhabilitation de Staline, aujourd'hui chose faite dans les colonnes de l'organe officiel du Comité central du P.C.U.S., les descendants des bolcheviks assassinés expriment le refus de millions de travailleurs manuels et intellectuels de l'U.R.S.S. de plier devant le renforcement du règne de la trique, renforcement que couronne tout naturellement la réhabilitation du père des camps de concentration et de la terreur contre-révolutionnaire, celui que, en 1952 encore, l'audacieux penseur Roger Garaudy appelait « Papa Staline »...

Au Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S.

De la part des enfants survivants de communistes, victimes innocentes de Staline.

Aujourd'hui, les discours, la presse, la radio, la télévision vantent les « mérites » de Staline. C'est là une révision politique des décisions des XX<sup>e</sup> et XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S.

Cela nous inquiète. Et pas seulement parce que nos parents et nous-mêmes avons été, comme des millions d'autres, victimes de la machine criminelle de Staline. Il nous est douloureux de penser que les masses, trompées, ont été contraintes en leur temps d'approuver l'arbitraire.

Cela ne doit pas se répéter. La renaissance du passé met en cause les idées du communisme, jette le discrédit sur notre système et légalise l'assassinat de millions d'innocents.

Toutes les tentatives faites pour blanchir les noires actions de Staline portent en elles le danger de voir se répéter l'effroyable tragédie qui a frappé notre Parti, notre peuple tout entier et le mouvement communiste dans son ensemble.

Les tragiques événements de Chine nous obligent tous à élaborer les garanties nécessaires contre la répétition de semblables catastrophes. C'est seulement en faisant totalement la lumière sur les crimes de Staline et de son entourage que l'on pourra engendrer dans la société tout entière l'émotion, les sentiments et l'indignation propres à anéantir toutes les conséquences du culte de la personnalité de Staline et à rendre impossible le retour à de nouveaux cultes et à un nouvel arbitraire.

Comment peut-on louer Staline, après tout ce que notre peuple et l'ensemble du mouvement communiste international ont subi par sa faute ? Ces louanges entravent nos progrès, affaiblissent nos



rangs, ruinent nos forces et rendent impossible le triomphe du communisme.

Nous devons fêter le cinquantième anniversaire de la grande révolution d'Octobre sous les drapeaux du Parti portant comme mots d'ordre : le nom immortel de Lénine, la démocratie la plus large, direction collective, autodirection de la société. Déployer ces drapeaux, c'est rendre le meilleur hommage aux hommes écrasés par la machine infernale du culte de la personnalité. Sur certains d'entre eux, on laisse encore aujourd'hui la marque d'une flétrissure injustifiée, d'autres sont voués à l'oubli. L'histoire les réintégrera au sein du Parti et au sein du peuple.

Le monument aux victimes de l'arbitraire, promis par le XXII<sup>e</sup> congrès du Parti (1), doit être érigé pour marquer ce demi-siècle d'existence de l'Etat soviétique. En ces jours de fête, ceux qui se battent pour un Octobre mondial seront avec nous. Leur nombre ne peut se compter : depuis les dirigeants éminents du Parti jusqu'aux soldats du rang de la révolution. Il n'y a pas de place pour le nom du despote sur les drapeaux du Parti.

Nous vous demandons de tenir compte de tout ce qui est écrit ci-dessus et d'examiner notre lettre comme une partie constituante de la lutte pour le communisme. Nous espérons que cette lettre permettra d'empêcher une faute irréparable.

A. ANTONOV-OVSÉENKO, fils de V. A. Antonov-Ovséenko.  
G. AKOULOV, fils d'I. A. Akoulov.  
A. BOKI, fille de G. I. Boki.  
Piotr IAKIR, fils d'E. A. Iakir.  
Iou. JIVLIOUK, fils de communiste.  
L. PETROVSKI, fils de P. G. Petrovski et petit-fils de G. I. Petrovski.  
G. POLECHTCHOUK, fille de N. I. Mouralov.  
Z. SEREBRIAKOVA, fille de G. Serebriakova.  
S. V. STANAKOVA (OSSINSKAIA-OBOLEVSKAIA), fille de communistes.  
V. TERLINE, fille de M. S. Gorb.  
G. TROITZKAIA, fille de Ia. Livchitz.

Les crimes très graves de Staline rendent tout jugement positif de son activité proprement immoral. Je signe précisément ce point :

Iou. AIKHENWALD, fils de communiste.  
Larissa BOCORAZ, fille de communiste.  
V. CHMIDT, fils de V. V. Chmidt.  
N. N. DEMTCHENKO, fils de N. Demtchenko.  
S. FEDOROVA, fille de G. F. Fedorova.  
A. GASTEY, fils de A. Gastev.  
I. IAKIR, petite-fille de I. E. Iakir et fille de P. I. Iakir.  
J. KRIAPIVIANSKI, fils de N. G. Kriapivianski.

(1) L'érection de ce monument, qui avait en effet été décidée par le XXII<sup>e</sup> congrès, au plus fort de la « déstalinisation » khrouchtchevienne, n'a pas fait l'objet même d'un début d'exécution.

- IOU. LARINE (BOUKHARINE), fils de N. I. Boukharine et petit-fils de Iouri Larine.  
 N. NETCHINCHTCHIKOV, fils de communiste.  
 N. N. POPOV, fils de N. Popov.  
 S. K. RADEK, fille de Karl Radek.  
 A. VSESVIATSKAIA, fille de communistes.

Il est impossible d'oublier et de justifier les crimes de Staline au nom d'un quelconque de ses « services ».

- T. BAEVA, fille de communiste.  
 K. BELETSKI (OUSSIEVITCH), fils de communiste et neveu de G. A. Oussievitch.  
 A. A. BERZINE, petit-fils de R. I. Berzine.  
 V. BLIOUMFELD (SVITCHIS), fils de communiste.  
 I. A. CHLIAPNIKOVA, fille de l'ami de Lénine, A. Chliapnikov.  
 Aria Reingoldovna DIMZE-BERZINE, fille de R. I. Berzine.  
 V. ENOUKIDZE, au nom de huit personnes de la famille des vieux bolcheviks A. et T. Enoukidze, anéantis par Staline.  
 S. GUENKINE, fils de communiste.  
 R. IANSON, fille de communiste.  
 M. IVANOV (KALININE), petit-fils de M. I. Kalinine.  
 IOU. KIM, fils de communiste.  
 I. PIATNITSKI, fils d'O. A. Piatnitski.  
 IOU. SAPRONOV, fils de T. V. Sapronov.  
 V. SCHWARTZSTEIN, fils de communiste.  
 T. SMILGA-POLOUIAN, fille de communistes.  
 S. SVETLOV, fils de communiste.  
 IOU. N. VAVILOV, fils de l'académicien Nicolas Vavilov, président du Vaskhnil (\*).  
 L. ZAVADSKI, fils de communiste.  
 K. ZONBERG, fils de communiste.

PIOTR IAKIR

Le 2 mars 1969

## POUR L'OUVERTURE D'UNE ACTION PÉNALE CONTRE STALINE

(A la rédaction de la revue *Kommounist*) (\*)

Copie au Comité central du P.C.U.S.

*Sous cette forme ironique, au moment même où la bureaucratie multiplie les procès contre les opposants communistes, Iakir récapitule toute la mise en accusation du régime de Staline.*

Les numéros 2 et 3 de votre revue pour l'année 1969 ont publié deux documents : un article du docteur ès-lettres (histoire) Boltine, intitulé *Les pages émouvantes du grand livre de la Grande guerre patriotique* (\*), et un article intitulé *Pour un esprit de parti léniniste dans l'étude de l'histoire du P.C.U.S.*, signé Golikov, Mourachov, Techkhikvichvili, Chataguine et S. Chaoumian.

Une lecture attentive de ces deux textes ne laisse aucun doute sur la nature de leur objectif essentiel : réhabiliter et exalter Staline. Malgré tous les vains efforts de leurs auteurs pour affecter un ton dénué de passion, il n'est pas difficile de suivre leur fil conducteur : porter un jugement d'ensemble hautement positif sur Staline.

Ainsi l'autorité de l'organe central du Comité central du P.C.U.S. (dans l'état actuel des choses où règne une manière autoritaire d'aborder les problèmes complexes de la vie sociale) est utilisée pour porter à son apogée la campagne prostalinienne qui se poursuit depuis plusieurs années. En outre, dans divers organes de presse, et désormais dans les colonnes de votre revue, on met l'accent, pour juger Staline, sur le problème secondaire de ses qualités personnelles en tant que chef de gouvernement. La pensée sociale de ceux de nos concitoyens qui réfléchissent laisse de côté, au cours de ces dernières années, les succès diplomatiques, mili-

taires et économiques d'un Ivan le Terrible ou d'un Nicolas I<sup>er</sup> : dans la conscience morale de nos contemporains, cela ne change pas et ne supprime pas le fait que le premier était un sadique, le respectable et l'exécuteur de répressions massives et que, sur la conscience du dernier, pèse pour toujours la pendaison des cinq décabristes (1). Faire pour Staline une exception à cette règle générale est d'autant plus étonnant que, il n'y a pas longtemps encore, les colonnes de votre revue donnaient des exemples de l'incurie, du volontarisme et de l'arbitraire criants que Staline a manifestés dans le domaine de l'économie, de la politique et de l'art.

Les gens de la vieille génération et de la génération des hommes de quarante ans gardent en mémoire l'héritage que Staline a laissé le 5 mars 1953 : une situation catastrophique dans l'agriculture, affermée au groupe de Lyssenko-Olchanski (2), les queues aux portes des boulangeries dans les régions périphériques, une crise du logement aiguë, les discordances du système des salaires et des prix, une politique extérieure féroce, qui nous avait entraînés au bord de la guerre, le règne inouï du diktat (allant jusqu'à la liquidation des « hérétiques ») dans le domaine de l'art, des dizaines de peuples déportés, des centaines de milliers d'hommes de tous âges, de la prime enfance à l'extrême vieillesse, pour ceux qui avaient pu survivre, qui pourrissaient dans les camps ; et beaucoup d'autres choses encore.

Faut-il rappeler les derniers mois de la vie de Staline : la campagne antisémite moyenâgeuse déchaînée avec la prétendue « affaire des médecins » (3), l'étalage des mensonges au XIX<sup>e</sup> congrès, les idées « fondamentales » du tyran sur l'économie du socialisme et sur la linguistique, idées « fondamentales » que la vie balaya dès que le joug du tyran se fut affaibli (4). Et je ne parle pas de l'héritage spirituel de Staline : l'atmosphère sinistre de suspicion

(1) Les *décabristes*. Voir p. 153, note 1.

(2) *Lyssenko*. Voir plus haut, p. 179, note 11.

(3) La campagne contre les « *médecins-assassins* » fut lancée en janvier 1953 par Staline, dans le cadre de la préparation d'une nouvelle purge massive : l'arrestation d'un groupe de médecins du Kremlin, dont une moitié de juifs, accusés de vouloir assassiner un certain nombre de chefs militaires, déclencha une campagne de terreur antisémite à laquelle s'associa, entre autres, un groupe de médecins parisiens qui déclara : « *Les médecins français estiment qu'un très grand service a été rendu à la cause de la paix par la mise hors d'état de nuire de ce groupe de criminels...* » Ils furent libérés de prison et réhabilités quelques semaines après la mort de Staline, sauf deux d'entre eux, morts au cours de l'interrogatoire.

(4) En 1950, Staline publia dans la *Pravda*, puis sous forme de brochure, un article intitulé *Le marxisme et la linguistique*, où il prenait à partie les thèses du linguiste soviétique Marr, mort depuis longtemps, et de ses disciples. Marr, spécialiste des langues du Caucase, avait élaboré une théorie de la genèse des langues qui menait à terme à l'affirmation que — la langue étant une superstructure — on verrait apparaître, lorsque la société sans classes se constituerait, une langue universelle. En fait, la polémique « *linguistique* » servait à Staline à « *démontrer* » que la thèse d'Engels sur le dépérissement de l'Etat dans la société socialiste était fausse.

et de mouchardage, dont les séquelles n'ont pas encore, semble-t-il, été surmontées aujourd'hui.

Et voici que votre revue recommande solennellement des travaux imprégnés d'un attendrissement servile devant la mémoire du « patron » — ce « patron » diligent (rappelons-nous le luxe horrible de la station de métro *Komsomolskaia* ou de l'hôtel *Lenin-gradskaia*, faits qui ont été divulgués, quelques mois après la mort de Staline, au plénum du Comité central de septembre 1953), ce « patron » attentif aux avis des spécialistes (comme exemple éclatant de cette qualité, rappelons la « discussion », comprise de façon, certes, originale, menée par le chef à demi illettré avec les partisans de l'excellent linguiste Marr ; la liquidation de la génétique ; le mépris étalé à l'égard de la cybernétique (5), déclarée « antiscientifique », ou de la théorie de la relativité ; les découvertes faites dans le domaine de l'histoire de la Russie féodale, etc.). Prenant apparemment le relais de ces années, votre revue écrit : « *Les historiens ont à leur disposition les travaux d'éminents dirigeants du P.C.U.S. et du gouvernement soviétique : ... Staline* » (n° 3, p. 71).

Une tendance déterminée apparaît derrière tout cela : « *Etablir les limites du culte de la personnalité* », séparer Staline de ses actes. Ainsi, l'on fait reposer la responsabilité des répressions massives sur les exécutants : Iejov, Beria, Abakoumov. C'est une façon séduisante, mais notoirement mensongère, de poser le problème. Jamais l'histoire de notre pays n'a connu le culte de la personnalité de Iejov, mais elle a connu le culte de la personnalité de Staline, et le départ de Iejov n'a pas marqué la fin des répressions ! Staline en porte la responsabilité, comme instigateur et organisateur de tous les crimes du gouvernement perpétrés pendant le quart de siècle qu'il dirigea le pays.

En passant, vos auteurs étrillent les historiens, qui « *concentrent toute (?) leur attention sur les fautes et les insuffisances* » (n° 3, p. 70), et qui « *au lieu de faire, dans l'esprit du Parti, une véritable critique des fautes et des insuffisances liées au culte de la personnalité, noircissent l'histoire héroïque de notre pays* » (id., p. 73).

Il n'est pas difficile de deviner ce qui se dissimule derrière l'appel à une « *véritable critique* ». Les auteurs définissent eux-mêmes, d'ailleurs, les limites de cette « *critique* » : « *Le point de vue du Parti est exposé dans la fameuse résolution du Comité central du P.C.U.S. du 30 juin 1956 : "Sur la liquidation du culte de la personnalité et de ses conséquences"* » (id., p. 73). En outre, bien entendu, on passe sous silence le fait qu'après le XX<sup>e</sup> congrès il y a eu le XXII<sup>e</sup>, et toute une série de conférences et de plénums, qui ont complété dans leurs documents et leurs décisions la résolution du 30 juin 1956. Je rappelle qu'à la tribune du congrès et de divers plénums s'est élevée la voix de gens qui sont aujourd'hui membres titulaires ou suppléants du Bureau politique. Tous, sans

(5) Sous Staline, la cybernétique fut déclarée une fausse science bourgeoise, relevant de la pure propagande.



exception, ont porté sur Staline et sur ses créatures, Molotov, Kaganovitch, Malenkov un jugement dévastateur. Pour ne pas parler gratuitement, j'en donnerai ici quelques exemples :

N. V. Podgorny : « *Les participants aux meetings et aux réunions considèrent comme inadmissible que le corps de Staline, au nom duquel est lié tout le mal énorme causé à notre Parti, à notre pays et aux citoyens soviétiques, repose à côté de notre guide et de notre grand maître, Lénine, le drapeau de toutes les victoires du socialisme.* » (XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., compte rendu sténographique, t. 3, p. 116.)

A. N. Chelepine : « *Toute une série de notes cyniques de Staline, de Kaganovitch, de Molotov, de Malenkov et de Vorochilov, portées sur les lettres et les déclarations des détenus, témoignent d'une attitude cruelle à l'égard des gens, à l'égard des camarades dirigeants soumis à une enquête.* » (Idem, t. 2, p. 403.)

P. N. Demitchev : « *Les Moscovites ont assisté, le cœur serré, à l'anéantissement des militants de Leningrad, réalisé par Staline et Malenkov. Nombre de cadres dirigeants du Parti, des soviets et de l'économie appartenant aux organisations de Moscou périrent aussi, quoique innocents.* » (Idem, t. 3, p. 116.)

M. A. Souslov : « *Molotov et Staline donnèrent leur accord à la condamnation aux peines les plus lourdes des femmes mêmes de militants portées sur la "LISTE N° 4 DES FEMMES DES ENNEMIS DU PEUPLE", où figuraient V. A. Dybenko-Sidiakina, E. S. Kossior, A. I. Tchoubar, E. E. Eikhe-Roubtsova et d'autres [...]. Pendant la période du culte de la personnalité de Staline régnerent des méthodes de liquidation physique envers les militants que Staline soupçonnait de ne pas être d'accord avec ses conceptions [...]. Les dirigeants chinois parlent et écrivent sur les répressions massives de l'époque du culte de la personnalité comme s'il s'agissait seulement d'"EXAGÉRATIONS" mineures [...]. Ils ont pris la défense des fautes et des déviations de Staline.* » (Rapport au plénum du Comité central du P.C.U.S. du 14 février 1964, dans la *Pravda* du 3 avril 1964.) Il ne reste qu'à constater avec tristesse que, sur ce problème, les dirigeants chinois ont trouvé des collègues dans les colonnes de la revue *Kommounist*.

Même sur les problèmes que touche l'article de Boltine, d'après qui « *I, V. Staline, compte tenu de toute la complexité et de toutes les contradictions de son caractère, est un éminent chef de guerre* », même sur ces problèmes, on entendait, il n'y a guère, un autre son de cloche : « *L'une des raisons qui fit que l'Armée rouge dut se battre dans des conditions incroyablement difficiles fut la faute commise par Staline, qui sous-estima la réalité de la menace de guerre.* » (*La Grande guerre patriotique de l'Union soviétique*, Moscou 1961, p. 46.)

Le groupe d'armées du front sud-ouest, placé dans une situation particulièrement périlleuse, finit par être encerclé, en septembre 1941, dans la région de Kiev. La situation qui s'était créée exigeait un repli immédiat des troupes du front vers l'est pour sauver les hommes et le matériel, et pouvoir ensuite utiliser ces mêmes troupes afin de lancer la contre-offensive. Cependant, malgré

des propositions multiples du commandement de l'axe sud-ouest et du front, propositions adressées à Staline en personne, ce dernier interdit catégoriquement le repli des troupes du front et, par là même, signa l'arrêt de mort des soldats du front sud-ouest. (Voir I. Kh. Bagramian : *Une année de combats sur le Dniepr*. Editions de littérature politique, Moscou, 1965, pp. 143-151.)

Du 17 au 23 mai 1942, Staline repoussa par trois fois les propositions du front sud-ouest d'arrêter l'offensive lancée sur Kharkov. Ce refus entraîna l'encerclement total du front sud-ouest. Ainsi, cette offensive s'acheva par une déroute totale de nos troupes, qui subirent de lourdes pertes en hommes et en matériel. (Voir *La Grande guerre patriotique de l'Union soviétique*. Abrégé, p. 162.)

Le problème n'est pas de discuter pour savoir si Staline élaborait des opérations militaires sur un globe terrestre ou sur une carte. Tout homme d'Etat peut, bien entendu, commettre des fautes et des erreurs. Mais nous avons critiqué Staline, non point pour son absence d'habileté à gouverner, mais pour son inhumanité pathologique et ses violations criminelles des règles sociales et des lois du pays.

On pourrait écrire des dizaines de milliers de pages sur les crimes de Staline. Mais notre objectif est plus modeste : en utilisant le code pénal de la R.S.F.S.R., édité à Moscou en 1966 (le plus modéré de toute notre histoire), nous tenterons de montrer que votre revue a pris la défense d'un criminel, méritant quatre fois d'être condamné à mort et passible au total de 68 ans d'internement dans des lieux de détention à régime sévère pour des crimes qui n'auraient été accomplis qu'une seule fois ; mais comme Staline a accompli ces crimes en permanence, le châtimeut devrait être multiplié plusieurs centaines ou plusieurs milliers de fois.

La résolution du XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. affirme : « 7. *Considérer comme inopportun que le sarcophage contenant le cercueil de Staline continue à rester dans le mausolée, étant donné les violations sérieuses des préceptes de Lénine dont Staline s'est rendu coupable : SES ABUS DE POUVOIR, LES RÉPRESSIONS MASSIVES CONTRE D'HONNÊTES CITOYENS SOVIÉTIQUES ET LES AUTRES ACTES COMMIS PENDANT LA PÉRIODE DU CULTE DE LA PERSONNALITÉ* [souligné par moi, P. I.] *ne permettent pas de laisser le cercueil contenant son corps dans le mausolée de V. I. Lénine.* » (XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., compte rendu sténographique. Moscou 1962, t. 3, p. 122.)

Cette résolution a été votée à l'unanimité par le congrès, sur la proposition des délégations de Moscou et de Leningrad, des délégations des partis communistes d'Ukraine et de Géorgie, qui traduisaient, à leur tour, les exigences exprimées par les travailleurs des villes et des républiques.

Personne n'a abrogé cette décision.

Le code pénal soviétique contient des articles qui punissent les actions mentionnées dans la résolution du XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S.

1. Abus de pouvoir — au sens global (art. 170 : privation de liberté allant jusqu'à huit ans), ainsi qu'excès d'autorité ou de pouvoirs (art. 171 : privation de liberté allant jusqu'à dix ans).

2. Au cours des répressions de masse, des gens ont été privés illégalement de leur liberté, ce qui est puni, aux termes de l'article 126 et de l'article 17, par une peine allant jusqu'à trois ans de privation de liberté (art. 17 du code pénal de R.S.F.S.R. : « *complicité* »). Il est dit dans l'article : « *Sont complices d'une infraction, au même titre que les exécutants, les organisateurs, les instigateurs et ceux qui facilitent l'infraction.* »

Comme, en l'occurrence, tout comme dans une série d'autres cas, l'exécution personnelle par Staline de tel ou tel méfait est inconnue, nous nous référerons à l'article 17 du code pénal de la R.S.F.S.R., car le rôle d'organisateur de Staline est évident, ce que les documents du XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. suffisent à indiquer : « *Tant les répressions des années 1935-1937 que les répressions de l'après-guerre (1949-1950) furent menées soit sur l'ordre direct de Staline, soit à sa connaissance et avec son approbation.* » (XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., compte rendu sténographique. Moscou 1962, t. 3, p. 114.)

3. On sait que c'est sur la proposition de Staline qu'a été prise en 1937 la décision d'employer les méthodes physiques pour influencer les enquêtes judiciaires, ce qui entraîna les coups, la privation de sommeil allant jusqu'à sept jours et autres tourments dont l'auteur de ces lignes (arrêté en 1937 à l'âge de quatorze ans comme membre de la famille d'un « *ennemi du peuple* ») a été personnellement témoin. Ces actions sont punies aux termes des articles 113 et 17 d'une peine de privation de liberté allant jusqu'à trois ans.

4. Un grand nombre de cadres dirigeants ont mis fin à leurs jours par le suicide, certains par répugnance à participer aux crimes commis, ce dont témoignent des lettres écrites avant leur mort : S. Ordjonikidze, I. Kossior, F. Furer, Pogrebinski, chef du N.K.V.D. de la région de Gorki, fondateur de nos communes de redressement, Litvine, chef du N.K.V.D. de Leningrad, Kozelski, chef de l'une des directions du N.K.V.D. d'Ukraine, Norine, chef de la section spéciale du N.K.V.D. de Géorgie, et de nombreux autres. Une série de personnes persécutées ont mis fin à leurs jours par protestation ou par crainte des tortures : Ia. Gamarnik, M. Tomski, P. Lioubtchenko et sa femme, V. Lominadze, A. Tcheriakov, Rabitchev, Adamovitch, Lakoba, Firine et de nombreux autres. Certains qui ne résistaient pas aux tortures se sont suicidés en prison : N. Gololed, I. Garkavy, Nosalevski, Lapine et de nombreux autres. Tout cela tombe sous le coup de l'article 107 (incitation au suicide) et entraîne une peine de privation de liberté allant jusqu'à cinq ans.

5. Les répressions de masse s'accompagnaient de calomnies et d'insultes à l'adresse des victimes et de leurs amis et parents, dans la presse, à la radio, dans les réunions et conférences. Les actions de ce genre tombent sous le coup de l'article 130 (« *calomnie* » - peine allant jusqu'à cinq ans) et de l'article 131 (« *offenses* » - travaux correctifs allant jusqu'à un an).

6. Pour n'avoir pas dénoncé et avoir protégé ses complices (Fjov, Frinovski, Iagoda, Beria, Ulrich, Vychinski et des dizaines de milliers d'autres), Staline doit répondre de l'infraction prévue par les articles 83-1 et 83-2, et être privé de liberté pour un délai allant de trois à cinq ans.

7. De nombreuses personnes, victimes de la répression, ont été fusillées ou simplement tuées, ou sont mortes de blessures subies pendant les enquêtes. Parmi celles-ci figurent des personnalités du Parti aussi éminentes que Tchoubar, Kossior, Roudzoutak, Postychev, Eikhe, Voznessenski, Kouznetsov, cent dix membres du C.C. du P.C.U.S. sur cent trente-neuf qui avaient été élus au XVII<sup>e</sup> congrès du Parti et des centaines d'autres hommes honnêtes.

7 a) Sur l'ordre de Staline ont été arrêtés et, dans la majorité des cas, liquidés, les représentants de toutes les oppositions, dont beaucoup ne sont pas réhabilités jusqu'à nos jours, bien que les accusations lancées à leur adresse aient été entièrement fabriquées (aucun des condamnés du procès de Zinoviev n'a été réhabilité ; aucun des condamnés du procès de Piatakov non plus ; du procès de Boukharine, on n'a pas réhabilité dix-sept des vingt-deux condamnés ; on n'a pas réhabilité non plus toute une série de gens qui furent condamnés lors des procès du début des années trente).

7 b) Staline n'a pas reculé devant l'anéantissement des communistes étrangers qui s'étaient réfugiés dans notre pays pour échapper aux persécutions des dictatures fascistes, semi-fascistes et monarchistes : les Allemands H. Remmele, Schubert, Heinz Neumann, Werner Hirsch ; les Hongrois Bela Kun, Mesan, Gidas, Gabor Farkas et d'autres ; les Bulgares Stamoniakov, Taney et d'autres ; les Polonais Dombal, Lesczynski, Prochniak et d'autres ; les Estoniens Kh. Pegelman et d'autres ; les Iraniens Sultan-Zade et d'autres ; les Yougoslaves V. Tchopitch, D. Serditch et d'autres ; le Suisse F. Platten (qui avait couvert de son corps V. I. Lénine au moment du premier attentat contre lui) et d'autres.

Nous pourrions continuer très longtemps encore cette énumération, mais nous considérons que cela est déjà suffisant pour en finir avec ce chef d'accusation.

7 c) C'est au su de Staline qu'ont été anéantis de nombreux dirigeants de notre service de renseignements : Berzine, Artousov, Treliasser, Boki, Ouritski, Borovitch, Spiegelglass, Xenofontov, Peters, Latsis, Kedrov et d'autres. Cela a sérieusement affaibli notre information dans la période d'avant guerre.

Etant donné que nous ne connaissons pas de manière documentée les crimes accomplis personnellement par Staline, nous sommes contraints de l'accuser par le biais de l'article 17 et plus précisément de l'article 102-17 (« *meurtre prémédité avec circonstances aggravantes* », puni par une peine allant jusqu'à quinze ans d'internement ou par la peine de mort) et de l'article 66-17 « *acte terroriste* » - « *meurtre d'une personnalité sociale ou d'Etat ou d'un représentant du pouvoir... dans le but de saper ou d'affaiblir*



le pouvoir soviétique», punis d'une privation de liberté allant jusqu'à quinze ans ou de la peine de mort).

8. Staline était chef de l'Etat lorsque, pendant et après la Grande guerre patriotique (\*), une série de peuples de notre pays (les Tatares de Crimée, les Kalmouks, les Tchetchènes, les Ingouches, les Balkares, les Coréens, les Grecs, les Turcs, les Allemands et d'autres) ont été victimes d'une déportation forcée et illégale qui les expulsa de leurs terres natales.

Ces crimes tombent sous le coup de l'article 74 (« violation de l'égalité des nations et des races », peine allant jusqu'à cinq ans de privation de liberté).

9. En liaison avec les répressions de masse, les cadres dirigeants scientifiques et techniques de toutes les branches de notre industrie et de notre agriculture ont été dans leur majorité anéantis ou emprisonnés, ce qui a eu un effet considérable sur l'économie de notre pays. Ainsi, par exemple, en 1938, il fut extrait 10 % de moins de minerai de fer qu'en 1937, bien que le plan ait prévu une augmentation de l'extraction. La rotation rapide des cadres qualifiés a freiné la production : en 1940, par exemple, sur cent cinquante-trois chefs d'atelier dans l'industrie métallurgique, soixante-quinze occupaient cette fonction depuis moins d'un an (*Questions d'histoire du P.C.U.S.*, 1964, n° 2, pp. 73-74).

Les plus grands constructeurs-inventeurs dans le domaine de la technique militaire ont été physiquement liquidés : Lannemann (créateur du canon connu par la suite sous le nom de *Katioucha*), Kourtehevski (créateur du meilleur canon sans recul), V. Bekaouri (fondateur du système de commande des explosions par radio), V. Zaslavski (constructeur de tanks), Smirnov (chef des travaux sur le radar), I. Kleïmenov (chef de l'Institut scientifique de recherche sur les moteurs à réaction), M. Leitenzon (fondateur de la société des voyages interplanétaires près l'académie Joukovski), et d'autres. Furent emprisonnés : A. Toupolev, S. Korolev, A. Berg, V. Glouchko, B. Vannikov (commissaire du peuple aux armements) et une masse d'autres.

De très grands savants ont été anéantis : N. Vavilov, I. Kritchevski, Dogadkine, Toulaiïkov, Guerasimovitch, Polag, et d'autres...

Les actions énumérées peuvent être qualifiées selon l'article 69 (« sabotage » - « action ou inaction tendant à saper l'industrie, le transport, l'agriculture... ») et sont punies d'une privation de liberté allant jusqu'à quinze ans.

10. Des cas de profanation de tombes ont eu lieu (ce qui est puni, selon l'article 229, par une peine de privation de liberté allant jusqu'à trois ans). L'urne contenant les cendres de S.S. Kamenev a été extraite de la muraille du Kremlin, l'urne contenant les cendres de I. A. Gamarnik a été enlevée, la tombe de M. Tomski a été anéantie, le monument ornant la tombe de I. Iakir a été renversé, etc.

11. Comme on le sait, d'après la lettre confidentielle du C.C. du P.C.U.S. au XX<sup>e</sup> congrès du Parti, ainsi que d'après le roman



récemment publié de Tchakovski (6). Staline s'est caché quelque part le jour du déclenchement de la guerre ; pendant plusieurs heures, aucun des dirigeants de l'Etat n'a pu trouver le commandant en chef. L'épisode en question est qualifié par l'article 247 (« *désertion* »), ce qui entraîne la peine de mort en temps de guerre.

12. Il avait été construit en 1939 une ligne étalée en profondeur et bien équipée de régions fortifiées (les OURY) (\*). Après le rattachement des républiques haltes, de la Biélorussie occidentale et de l'Ukraine occidentale, de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord, la frontière s'est déplacée de 100 à 600 kilomètres. Il fut décidé de fortifier cette nouvelle frontière. Mais, sans attendre le début de la construction des nouveaux OURY, et malgré la protestation du chef de l'état-major général B. Chapochnikov, on démontra, sur l'ordre de Staline, tous les anciens OURY, ce qui permit aux envahisseurs fascistes de progresser sans obstacles sur notre territoire. Cela nous paraît une négligence criminelle, confinant à la trahison de la patrie. Quand à l'anéantissement de 80 % du corps des officiers supérieurs et de commandement, ce qui a décapité l'armée, il constitue une trahison directe de la patrie (article 64 — peine de mort).

On arrêta en outre au printemps 1941, puis l'on fusilla en octobre sans jugement les chefs militaires qui avaient fait la guerre d'Espagne : Smouchkevitch, deux fois héros de l'Union soviétique, à qui un monument a été érigé dans sa patrie le 26 février de cette année ; les héros de l'Union soviétique P. Rytchagov, Stern, Tchernykh, Ptoukhine, Goussev, Proskourov, Poupour, Arjenoukhine et d'autres.

On liquida les bases de partisans sur notre territoire ; on démembra les formations de blindés ; certains types d'armement automatique indispensables à l'armée ne furent pas mis en fabrication ; et il y eut de nombreuses autres mesures.

Les millions de victimes de la première période de la Grande guerre patriotique (\*) sont le résultat de tout un ensemble de crimes commis par Staline.

13. Outre tout ce qui a été dit plus haut, il a été commis dans notre pays, non à l'insu de Staline, mais sur son ordre, des bestialités moyenâgeuses qui ne tombent pas directement sous le coup du code pénal de la R.S.F.S.R., mais qui sont des crimes contre l'humanité.

Au cours des enquêtes, les coups et autres méthodes ont conduit des personnes arrêtées à perdre la raison et des gens sains d'esprit ont été enfermés dans les hôpitaux psychiatriques.

14. On a arrêté et souvent fusillé les épouses de militants abattus (furent fusillées les épouses de Toukhatchevski, Ouborevitch, Postychev, Kossior, Eïkhe, Gamarnik, Kork, Tchoubar, Chelekhes, Agranov, Dybenko, Vareïkis et d'autres). Allant jusqu'au

(6) Tchakovski : *Le siège*, roman publié dans *Znamia*, n<sup>os</sup> 10, 11, 12 de 1968 et qui est une réhabilitation de Staline, chef de guerre.

comble du délire, Staline fit arrêter les épouses de ses compagnons Kalinine, Molotov, Poskrebychev.

15. On arrêta et l'on garda dans des camps et dans des prisons les enfants mineurs de victimes de la répression : ceux de Postychev, Kossior, Lioubtchenko, Medved, Kamenev, Garkavy, Bauman, Kadatski, Tonski, Sosnovski, Popov et d'autres. Le fils aîné de Postychev, Valentin — les fils d'Evdokimov et de Lakoba — ont été fusillés.

16. Dans certains camps, des centaines de détenus ont été fusillés sans jugement et sans enquête (la *Garaninchtchina* sur la Kolyma) (7).

17. Presque tous les représentants des mencheviks, des S.R., des S.R. de gauche, des anarchistes, des bundistes, des borotbistes (8), qui avaient, pour l'essentiel d'entre eux, abandonné la vie politique, furent anéantis physiquement dans les années trente et au début des années quarante (cf. Spiridonova).

18. L'auteur de ces lignes, purgeant une partie de son temps au camp de l'Oural du Nord du M.G.B. (\*) (1911-1942), peut témoigner du fait que la majorité des détenus politiques furent volontaires pour partir sur le front et que, en réponse à leur demande, les autorités les condamnèrent à mourir de faim, ce qui, sans compter le reste, affaiblit notre front.

19. Sur l'ordre de Staline, notre gouvernement a refusé de participer à l'organisation internationale de la Croix-Rouge pour l'aide aux prisonniers de guerre, car, dans notre statut militaire, la captivité équivalait à la trahison de la patrie. Cela a privé les prisonniers d'une aide matérielle et du contrôle de leurs conditions de détention, ce qui a contribué à la perte d'un grand nombre d'honnêtes gens (dans leur majorité, ils ont été faits prisonniers étant blessés, sans connaissance et sans munitions).

Nous ne nous étions pas donné pour but de formuler contre Staline toutes les accusations qu'il mérite : mais la dix-millième partie de ses crimes, telle qu'elle est exposée dans la présente déclaration, constitue déjà un corps de délit aux termes des articles 64, 68-17, 69, 74, 88-1, 88-2, 102-17, 107, 113-17, 126-17, 130, 131, 170, 171, 229, 230, 247 du code pénal de la R.S.F.S.R. Si nous examinons l'article 38 du code pénal (« *circonstances qui atténuent la responsabilité* »), nous ne trouvons pas, en ce qui concerne Staline, de motifs pour atténuer la sentence.

Sur la base de l'article 39 du code pénal (« *circonstances qui aggravent la responsabilité* ») :

« 1. *Crimes commis par une personne qui a déjà commis un autre crime...*

(7) La *garaninchtchina* : nom donné à la terreur que fit régner à Kolyma en 1937 le colonel Garanine. Cf. à ce propos les *Récits de Kolyma*, de Varlam Chalamov (Denoël).

(8) *Borotbistes* : nom donné aux « communistes de gauche » ukrainiens en 1919-1920.

« 4. *Crime entraînant de graves conséquences,*  
« 5. *Crime commis envers un mineur, une personne âgée ou une personne sans défense...*,

« 7. *Crime commis avec une cruauté particulière et insultes à l'égard de la victime* »,

nous ne doutons pas de la nécessité de recourir à l'article 39 du code pénal à l'encontre de l'accusé I. V. Staline.

Il est également nécessaire de recourir contre Staline à l'article 36 (« *privation des grades militaires et autres, ainsi que des décorations et médailles et titres honorifiques* »), car cette mesure est prévue pour la condamnation des crimes graves.

Sur quelles bases les auteurs des articles mentionnés et la rédaction de la revue réhabilitent-ils le plus grand criminel que notre pays ait connu dans toute son histoire contemporaine ?

Je propose aux auteurs des articles dont il est question de réfuter les faits que j'ai mentionnés ci-dessus ; de les réfuter par le seul moyen admis dans la société des honnêtes gens, à savoir en publiant ma déclaration et en y répondant. Dans le cas contraire, il ne me restera qu'à considérer que les auteurs sont d'accord avec les faits exposés dans ma déclaration et avec les conclusions qui découlent de ces faits. Cela signifie que, sans attendre la réponse à cette déclaration, je me considérerai en droit d'inviter mes collègues participant à cette discussion à s'adresser collectivement au parquet de l'U.R.S.S. aux fins d'ouvrir une action pénale contre Staline (Djougachvili) I. V., accusé des crimes énumérés plus haut. Je suis persuadé qu'une condamnation posthume est possible et légale, tout comme les réhabilitations posthumes sont possibles et légales.

## QUI A TUÉ TROTSKY ?

### TROTSKY VU PAR UN OPPOSANT DE GAUCHE

(Article paru dans le n° 3 des « Cahiers de la démocratie socialiste »)

*Sous la forme anecdotique de cette question, cet article, publié par la revue clandestine Cahiers de la démocratie socialiste, tente de dresser une première esquisse de ce que le trotskysme peut représenter pour un courant de l'opposition communiste en U.R.S.S. Cette première esquisse peut apparaître décevante, mais on ne peut en comprendre les limites qu'en se rappelant que l'effort d'un communiste ou d'un groupe de communistes soviétiques pour comprendre le trotskysme se heurte à des obstacles gigantesques : quarante ans de propagande stalinienne effrénée sur la planète entière pour dresser le trotskysme contre le léninisme, pour diffamer, calomnier, déformer, etc. Or l'opposition communiste de gauche n'a pas accès aux textes, ni à l'histoire réelle du parti bolchevique. Elle ne peut tenter de deviner le trotskysme qu'à travers l'interprétation de la diffamation et de la calomnie officielle, qui lui impose un certain cadre de pensée.*

*Il est significatif que l'auteur de ce texte reprenne à son compte des inventions surprenantes (le lien affirmé entre Trotsky et le Comité sioniste), ne puisse saisir l'opposition entre la révolution permanente — présentée sous un jour faux — et le socialisme dans un seul pays, et affirme qu'en 1929 Trotsky « quitta » sa patrie, alors qu'il en fut expulsé par la force, etc.*

*Il y a là, néanmoins, une volonté de déterminer la vérité dont l'orientation générale n'est pas douteuse : car, pour un communiste soviétique, tchèque, polonais, etc., réclamer la « réhabilitation de Trotsky », c'est une façon d'affirmer que le trotskysme n'est ni hostile ni étranger au léninisme, donc qu'il est, sinon la, du moins une continuité d'Octobre, bref renverser tout l'édifice de mensonge construit par le stalinisme contre le trotskysme.*

Le 12 septembre 1965, la *Pravda* a publié une allusion diffamatoire à Trotsky. Quelques jours plus tard, la *Krasnaia Zvezda*, le journal de l'armée, faisait de même. On ne peut que se poser la question : pourquoi ? Pourquoi donc le mot de « *trotskyiste* » sonne-t-il aux oreilles de tant de gens comme synonyme d'opportunisme et de trahison ? Pourquoi Trotsky, qui fut un authentique compagnon de Lénine, n'a-t-il pas été réhabilité après 1956 ou après 1961 ?

Révolutionnaire professionnel et conspirateur, Lev Davidovitch Bronstein (le véritable nom de Trotsky), qui rejoignit tout jeune le mouvement social-démocrate, est aujourd'hui accusé de fractionnisme. Oui, Trotsky fut un fractionniste, tout comme le bloc d'Août et les « *Mejraiontsy* » (1). D'autres personnages du parti social-démocrate russe appartinrent d'ailleurs à des fractions : Lounatcharski, Ouritski, Volodarski, Boubnov, Rykov, Vorovski, Dzerjinski, tous militants que nul n'accuse — au contraire — de tous les péchés mortels.

Lev Davidovitch Trotsky fut l'un des dirigeants de la révolution d'Octobre à Petrograd. John Reed, qui fonda plus tard le parti communiste américain, écrivit alors que la révolution d'Octobre était la révolution de Lénine et de Trotsky (certainement pas de Lénine et de Staline) (2). Trotsky fut président du soviet de Petrograd des députés ouvriers et soldats ; après le deuxième congrès des soviets, il devint commissaire du peuple aux affaires étrangères, puis commissaire du peuple à la défense et à la marine. Il créa l'Armée rouge et encouragea la formation des jeunes capitaines rouges, à commencer par Toukhatchevski.

En 1924, Trotsky abandonna la lutte pour le pouvoir ; cela ne diminua pas pourtant l'inimitié de Staline à son égard. Intellectuel de haute volée, orateur éloquent, journaliste exceptionnel, Trotsky avait éveillé l'animosité inlassable de l'astucieux Géorgien. Outre leur mésentente personnelle, de sérieuses divergences politiques existaient entre eux. Trotsky soutenait la théorie de la « *révolution permanente* » : d'abord la révolution mondiale et ensuite seulement la construction du socialisme ; Staline, de son côté, sans rejeter l'internationalisme prolétarien, donna la priorité à la théorie du « *socialisme dans un seul pays* », que même d'an-

(1) *Bloc d'Août* : bloc constitué à l'initiative de Trotsky en août 1912 contre les bolcheviks et qui rassemblait tous les courants et groupements du Parti ouvrier social-démocrate russe, sauf ceux-ci et les partisans de Plekhanov. Le bloc s'écroula vite. Trotsky plaçait alors l'unité du Parti et de tous ses courants au-dessus de tout. Il reconnut à partir de 1917 qu'il s'était trompé en adoptant cette attitude, qui le mena à participer, en 1913, à la constitution des *Mejraiontsy*, groupe de militants sociaux-démocrates russes hors fractions, qui, en août 1917, entrera en bloc dans le parti bolchevique.

(2) Staline fit disparaître le livre de John Reed *Les dix jours qui ébranlèrent le monde*, dont Lénine avait dit que c'était le meilleur témoignage sur la révolution d'Octobre. Khrouchtchev le fit rééditer en 1956, avec une postface et des notes expliquant que Reed n'avait pas compris le vrai rôle de Trotsky. Depuis, l'ouvrage est devenu très difficile à trouver en U.R.S.S. ...



ciens camarades de Trotsky soutinrent, les conceptions de Staline s'appuyant sur les intérêts de l'Etat, alors que le programme de Trotsky, en perpétuel changement, paraissait ne pas avoir d'avenir. Aussi Trotsky fut-il remplacé.

Trotsky était lui-même une personnalité remarquable, mais, en même temps, extrêmement contradictoire et changeante.

Il exprima des opinions sur chaque aspect de tous les problèmes possibles, mélangeant un esprit profondément démocratique avec des attitudes dictatoriales. A la suite de débats et d'intrigues sans nombre, Trotsky fut exclu du Parti et, deux ans plus tard, en 1929, quitta sa patrie (3).

Il déploya une activité fiévreuse pour rassembler ses partisans, en Turquie d'abord, puis en France, en Norvège et à Mexico, activité qui déboucha, en 1933, sur la création de la Quatrième Internationale (4), lors d'une conférence de tous les partis trotskystes.

L'autorité de Trotsky était si grande que le Comité sioniste international, sis à Paris (auquel appartenaient Rothschild, Léon Blum, Marshall et d'autres), lui demanda de rejoindre ses rangs. Trotsky refusa, en affirmant que la cause qu'il défendait était internationale. Mais il leur souhaita de réussir dans la lutte pour la création d'une république israélienne.

L'activité de Trotsky n'a jamais cessé d'effrayer Staline. A la fin des années 30, lorsque les révolutionnaires professionnels et les conspirateurs furent exclus de toute position dirigeante et que les bureaucrates professionnels et les apparatchiki les remplacèrent, Staline eut peur que Trotsky ne saisît cette occasion pour développer ses activités en Union soviétique. Aussi Staline ordonna-t-il que Trotsky fût tué. Peu avant sa mort, l'exilé Trotsky écrivit : « *Une fois de plus, le destin m'a accordé un délai. Mais je sais que ce délai ne sera pas long* (5). »

Un agent sous-marin du N.K.V.D., l'Espagnol Ramon del Rio Mercader, fut envoyé à Mexico exécuter la sentence prononcée *par contumace*. Il était assez difficile de pénétrer dans le cercle des amis de Trotsky (au nombre desquels figuraient de grands personnages comme l'ex-président du Mexique, le général Lazaro Cardenas).

Néanmoins, Mercader, en utilisant le pseudonyme de « *Jacson* » et en jouant au « *représentant* » des républicains espagnols, s'arrangea pour se faire admettre dans la maison de Trotsky le

(3) En fait, Trotsky fut expulsé contre son gré, avec sa famille, en Turquie au début de 1929. Staline voulait à tout prix se débarrasser de lui et ne pouvait pas encore, en 1929, recourir aux assassinats judiciaires.

(4) Trotsky ne créa pas la IV<sup>e</sup> Internationale en 1933, comme l'affirment E.M. (et John Hansen dans la préface à l'édition américaine du dernier livre de Trotsky *In defence of marxism*). En 1933 fut définie, après la capitulation sans combat de l'Internationale communiste devant Hitler, la nécessité de lutter pour construire la IV<sup>e</sup> Internationale.

(5) Référence au *Journal d'exil* de 1935.

28 mai 1940. Il lui rendit une nouvelle visite le 12 juin. Alors Mercader-Jacson coordonna ses plans criminels avec le N.K.V.D. Il rendit une nouvelle visite à Trotsky, mais des circonstances imprévues vinrent l'empêcher d'exécuter à l'heure dite l'ordre donné par Staline.

Finalement, le 20 août 1940, prétextant le désir de lui montrer un article, Mercader revint voir Trotsky. Deux « complices » pénétrèrent aussi dans le bureau de Trotsky. Trois ou quatre minutes plus tard la femme de Trotsky entendit un cri déchirant : elle courut dans le bureau...

Trotsky gisait près de la porte, le crâne fracassé.

« *Qu'est-il arrivé ?* » cria-t-elle.

« *Jacson* », répondit Trotsky, proférant ce mot comme s'il disait : « *C'est arrivé* », ainsi que l'écrivit sa femme dans ses *Souvenirs*. Une gigantesque cérémonie funéraire fut préparée pour Trotsky, mais, la veille des funérailles, un incendie ravagea sa demeure et on ne put enterrer que ses os (6).

Mercader dissimula longtemps son nom et les mobiles qui l'avaient poussé à tuer. Il affirma au tribunal : « *Trotsky avait détruit ma vie personnelle.* » Avec la passion propre aux Espagnols, il prétendit que Trotsky avait séduit sa « *fiancée* », qui était la secrétaire personnelle de Trotsky.

Il faut noter que, d'après le plan des criminels, Mercader devait quitter tranquillement la maison de Trotsky après le meurtre et retrouver, au coin de la maison, une automobile où l'attendaient sa femme et sa mère. Cette automobile devait emporter la « *sainte famille* » à un port voisin, d'où un navire soviétique devait appareiller une demi-heure plus tard.

En 1942, un tribunal mexicain condamna Mercader à une peine de vingt ans d'emprisonnement. Depuis 1960 Mercader a vécu dans les environs de Prague. (En passant, signalons que Staline lui a accordé le titre et la décoration de *héros de l'Union soviétique* dès 1940.)

Grand homme politique, aussi savant que brillant, L. D. Trotsky n'a cessé d'attirer l'attention de nombreuses personnes, qui désirent vivement savoir la vérité à son égard. Aujourd'hui encore, il a des partisans dans de nombreux pays, qui se donnent le nom de « *bolcheviks-léninistes* ». L'influence politique des trotskystes est insignifiante, mais nombre d'entre eux ont réussi à se lier à divers dirigeants ; c'est ainsi que Raptis (7), secrétaire général de la

(6) Détail imaginaire... Les informations de l'auteur sont à certains égards très précises (les circonstances de l'assassinat et la personne de l'assassin), à d'autres, fantaisistes (Rothschild, l'incendie...).

(7) Alias Pablo, l'un des dirigeants du « *Secrétariat unifié* », père de la théorie de l'évolution à gauche des appareils stalinien en 1952 et de l'entrisme dit « *sui generis* » dans ces appareils ; beau-père, si l'on peut dire, de la théorie des « *trois zones* » (c'est-à-dire la division de la planète en monde capitaliste, monde stalinien et « *tiers-monde* », chacun de ces « *mondes* » ayant ses lois propres de développement, au mépris de l'unité mondiale de la lutte

IV<sup>e</sup> Internationale, fut l'un des conseillers de l'ancien président de l'Algérie, Ben Bella.

« *Trotsky n'a pas fait dérailler de train*, écrivait F. Raskolnikov à Staline en 1939. *Comme vous le savez, je n'ai jamais été trotskyste ; au contraire, sur le terrain idéologique, j'ai lutté contre l'opposition, à la fois dans les colonnes de la presse et dans les réunions. Aujourd'hui, je suis en désaccord avec la position politique de Trotsky, mais je le considère comme un révolutionnaire honnête. Je ne crois pas et je ne croirai jamais aux ragots sur son entente avec Hitler et Ribbentrop* », continuait-il (8).

Tous les communistes et tous les léninistes, tous les partisans de la démocratie socialiste, tous les citoyens d'esprit démocratique seront d'accord avec cette affirmation de Raskolnikov, ainsi que tous ceux qui aspirent à ce que la vérité soit connue.

Vive la vérité historique !

A bas les falsifications de l'histoire !

*(Article publié dans le numéro 8 (et sans doute dernier) de la revue clandestine Les cahiers de la démocratie socialiste, bulletin dactylographié qui portait en épigraphe la formule Socialisme et démocratie !)*

---

des classes). Fut un moment haut conseiller de Ben Bella, président d'une république algérienne baptisée pour l'occasion « socialiste ». L'entrée de M. Pablo comme haut fonctionnaire politique dans un gouvernement nationaliste bourgeois n'était que l'une des conséquences du « pablisme », théorie révisionniste de l'adaptation aux forces objectives, c'est-à-dire aux appareils considérés comme les maîtres tout-puissants du processus historique. C'est là une des conquêtes du pablisme, pas le moins du monde du trotskysme.

(8) Cf. le texte de cette *Lettre* de Raskolnikov, dans le chapitre I. Pour une traduction plus exacte de ce passage, voir p. 95.

A. KARANINE

1961

## LETTRE A EVTOUCHENKO

*Nous ne publions que de courts extraits de ce texte — contrairement au principe affirmé dans la présentation — cela pour des raisons purement circonstancielles : nous ne l'avons eu, dans une version correcte, comme le poème de Galanskov, qu'une fois le volume achevé. D'une façon confuse, Karanine y pose le problème de la nature réelle du stalinisme et du rôle réel de la prétendue « déstalinisation » à la Khrouchtchev et à la Evtouchenko. S'il perçoit le problème, il n'avance guère de solutions. Mais Karanine est l'un des premiers à avoir deviné dans l'aile libérale de la bureaucratie une héritière légitime, quoique plus « humaine », de Staline. Ce texte est en tout cas le complément nécessaire des poèmes d'Evtouchenko que nous avons publiés dans le chapitre I (pp. 149-152) parce qu'ils sont un élément réel du tableau d'ensemble que nous nous efforçons de présenter, sans qu'il faille oublier que Evtouchenko s'est discrédité aux yeux de la jeunesse de l'U.R.S.S. et de la nouvelle opposition communiste par son attitude. Ce sont ces sentiments qu'esquisse la lettre de Karanine, parue dans Phenix 61.*

L'un des adolescents qui avaient écouté votre appel à « penser aux petites choses comme aux grandes » vous renie. Les Issakovski et les Ochanine (1) ne vous renieront pas, ils s'efforceront de vous épurer, de vous corriger, mais ils ne vous demanderont pas de sortir des rangs. Nous, c'est notre seule conscience qui peut nous permettre de vous accepter ou non dans les rangs que nous commençons à former.

(1) Issakovski et Ochanine sont deux poètes staliniennotaires. Voznessenski s'est moqué d'Ochanine dans l'un de ses poèmes les plus connus, qui a été publié en français par *Les temps modernes*.

Mais avant de m'arrêter sur votre œuvre, je ferai quelques remarques sur la destination de la poésie (2) (...)

Examinons votre poème *Station Zima* (3). Une époque confuse et trouble a trouvé son expression dans ce poème. Les spasmes des sanglots paralysaient la Russie... Elle accompagnait à sa dernière demeure « l'éducateur et le guide de toute l'humanité progressiste ». Les politiciens lui payaient leur dernier tribut en jurant fidélité au « père de la terre russe » et déposaient leur confrère dans le mausolée.

Une question torturait la Russie : « *Que va-t-il se passer ensuite ?* » Ensuite, tout apparut fort simple. Il apparut que l'ami de l'humanité progressiste avait dirigé le pays comme son patrimoine. On commença à expurger ses erreurs. Elles ont coûté cher, ces erreurs, Russie ! Elles ont englouti des millions des meilleurs de tes fils... Ce poème est bon en ce qu'il n'écarte pas le lecteur des problèmes brûlants. On voulait que la Russie, en entrant en lutte avec le culte de la personnalité, ne réfléchisse pas trop aux raisons qui l'ont engendré. Mais ce n'était pas le cas de ce poème. Il éveille l'esprit.

La Russie y médite sur le chemin qu'elle a parcouru depuis la révolution de 1917. La révolution ! Le peuple, en s'emparant du pouvoir, pensait qu'il obtiendrait d'un seul coup la vérité et le pain. Tout paraissait fort simple : débarrassons-nous des bourgeois et nous allons construire notre nouveau monde. Le parti bolchevique a su inspirer la foi dans la possibilité d'une réalisation rapide du principe de l'égalité et de la justice. Et nous regardons avec amour et tristesse ces hommes « *rudes et mordants* » qui crurent, après avoir pris le Palais d'hiver, que demain

« ... drapeaux déployés  
s'avancera l'Internationale  
et le soleil dans les trompettes  
et le chemin  
fleuri  
vers la Commune. »

Nous sourions, car nous ne pensons pas qu'il soit possible de déployer ses drapeaux et de marcher droit vers la Commune. Nous sommes pour marcher directement vers la Commune, mais pas par le chemin, semé de mensonge et de bassesse, où l'on a tenté de nous engager (...)

(2) Ici figure un long développement que nous n'avons pu reproduire : Karanine y nie que la poésie puisse « servir le peuple », au sens où le « réalisme socialiste » et Paul Déroulède l'entendaient.

(3) Poème publié par Evtouchenko à l'été de 1956, et qui lui valut d'être exclu des J.C., sans pour cela l'empêcher d'être élu à l'Union des écrivains. (Cette dernière organisation, bien qu'en principe elle tienne lieu de syndicat pour les écrivains, ne recrute que par cooptation.) *Station Zima* représentait l'extrême limite de ce que pouvait donner le khrouchtchevisme dans le sens d'une « déstalinisation » tolérable, au moins momentanément, par la bureaucratie, mais contenant, d'ailleurs, en germe la « restalinisation » ultérieure.



Votre poème est utile en ce qu'il arrache le voile des objets, qu'il n'est pas bon de regarder. Il éveille la pensée, et nous écoutons avec un grand plaisir vos appels :

« *Pensons-y : le mensonge  
ne peut pas être grand* »

Mais dans ce poème déjà, on voit apparaître le dédoublement, l'affectation et l'absence de convictions fermes qui sont si éclatants dans vos vers suivants. Vous montrez le mensonge et la bassesse qui sont devenus la loi dans la vie de la Russie, les idées de la révolution qui ont dégénéré, mais vous avez tendance à semer l'illusion qu'il suffit de les lustrer et que ces idées retrouveront alors leur éclat antérieur.

A votre sens, un jeune gars, pieds nus, « *son épieu sur l'épaule* », représente une force susceptible d'atteindre la vérité... et alors, tiens-toi bien, bureaucratie ! Même si l'on tient compte de toutes les contradictions intérieures de ce poème, on ne peut pas ne pas remarquer qu'il renferme un véritable dégel ! Et, dans ces cas-là, l'espoir est toujours lié à l'attente du printemps. Mais, hélas, le printemps est arrivé... et ce ne fut pas du tout ce que nous attendions ! (...)

Le poème s'achève par un appel à l'unité devant la mémoire de nos pères. Et à la question « *D'où venez-vous ?* » nous apprenons que

« *De Moscou et de Khabarovsk, de l'Etat  
nous sommes la paysannerie et nous sommes le prolétariat,  
et l'Etat c'est nous !* »

Saint-Lavrenti [Beria] lui-même n'a pas osé affirmer que l'Etat, c'est nous. Par ses actes, il a franchement montré que, à la première étape de l'édification du communisme, l'Etat et lui étaient indissociables. Quant à ce qui se passerait à la seconde étape, à l'étape finale, cela n'est pas important (...) Toujours en suivant le courant, jamais contre le courant, voilà votre *credo*. Par votre caractère, vous êtes le type moderne du petit-bourgeois.

**PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS**

*Galanskov se qualifie lui-même d'« opposant de gauche » et de « social-pacifiste ». Son souci essentiel est la lutte contre la guerre, contre le militarisme, contre tous les militarismes, qu'il met sur le même plan. C'est là sans doute l'une des questions centrales à régler pour certains cercles de l'opposition qui se réclament d'Octobre et des premières années de la révolution : étouffant sous le poids de l'appareil policier stalinien — dont la caste des officiers, abolie par la révolution d'Octobre mais ressuscitée par la bureaucratie, est une des composantes les plus réactionnaires — ils ne comprennent pas toujours que le militarisme de la bureaucratie n'est qu'une conséquence seconde du militarisme des pays capitalistes.*

*En effet, le militarisme est l'une des données permanentes du capitalisme — dont le volant d'équilibre essentiel est aujourd'hui le monstrueux marché artificiel des armements. L'armée des pays impérialistes est d'ailleurs aussi bien un moyen de menace et de pression à l'égard des pays où le capitalisme a été aboli qu'un ultime recours, contre les travailleurs, pour la défense de la propriété privée. Marchandises et moyens de pénétration des marchandises, les canons de l'impérialisme répondent à deux exigences fondamentales pour celui-ci. La bureaucratie n'a besoin de canons ni pour l'un, ni pour l'autre, ni même pour le troisième de ces buts. Si mal qu'elle défende les conquêtes d'Octobre (collectivisation, planification, monopole du commerce extérieur), elle ne peut laisser l'impérialisme les menacer directement, car ces conquêtes demeurent la base de son existence parasitaire : il n'y a pas de place pour elle, en tant que couche sociale déterminée, dans le cadre du capitalisme privé. Et les canons qu'elle construit sont la réponse à l'encerclement économique et militaire de l'impérialisme ; en outre, un lourd fardeau pour l'économie de l'U.R.S.S., qui ne souffre pas d'une surabondance de produits, mais au contraire de leur pénurie. Pour pouvoir construire le socialisme*

*dans un seul pays, il faudrait, en particulier, que le capitalisme n'exerce pas sa pression économique et militaire constante. C'est ce que la bureaucratie demande en priant pour la « coexistence pacifique ». Mais ces prières n'empêchent pas que le capitalisme étouffe sur un marché trop étroit...*

*On pourrait soutenir enfin que, pour la bureaucratie, le rôle essentiel de l'armée est de servir, comme en Hongrie en 1956 ou en Tchécoslovaquie en 1968, d'instrument de répression contre les travailleurs en marche vers la révolution politique. Nous reviendrons sur ce point dans la présentation du chapitre VI. Pour l'instant, remarquons que les dépenses d'armement de beaucoup les plus lourdes que doit s'imposer l'U.R.S.S. ne correspondent nullement à la fonction répressive de l'armée, mais à son rôle dans la défense de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme dans le cadre de la politique du socialisme dans un seul pays, donc d'une défense purement militaire et étatique excluant l'appui sur le prolétariat mondial et l'extension de la révolution.*

*A ne pas poser ces problèmes, on aboutit à dénoncer le militarisme en soi. Comme la violence en soi : celle des Communards fusillés et celle des Versaillais fusilleurs par exemple. Galanskov ne va pas jusque-là, de toute évidence. Mais la logique de son raisonnement, indépendamment de ses propres aspirations, mène à ce moralisme abstrait.*

*Ce poème a paru dans Phenix 61.*

## I. NE ME LAISSEZ PAS TUER

Moscou !  
New York !  
Le Caire !  
Ils refusent tous la guerre.  
Mais, comme un écureuil,  
l'univers torturé  
tourne dans sa roue de canon.  
Les pétitions volent...  
Et alors ?  
Les hommes crachent sur les questionnaires.  
Ils veulent envelopper le corps  
des fusées de la peau des hommes.  
Et les hommes,  
les hommes tout-puissants  
chancellent sur les ossements  
et portent des seins de mères  
pour nourrir des enfants de bronze.  
Debout, troupeaux !  
Ils vous chasseront  
dans une palanque de bois,  
ils vous ligoteront.

Le bourreau frappe avec assurance  
entre les cornes,  
serre le poignard dans sa main.  
Sûr et triomphal,  
il lisse du revers de sa lame  
le bandeau rouge sur le cou.  
Ne me laissez pas tuer !  
Un filet sanglant sur les yeux,  
la flamme de la rage luisant dans les naseaux,  
l'écume bavant de ton museau  
dresse donc ta tête, comme un drapeau,  
tes entrailles enroulées autour de ton cou !

## 2. DERRIERE LA REVOLUTION... UNE AUTRE REVOLUTION

Les mêmes visages las, semblait-il,  
les mêmes sentiments  
et les mêmes pensées ;  
mais, je l'affirme, quelque part  
se cache  
une énorme  
mutinerie  
universelle.  
Au-dessus des bombes, une question se lève,  
et le monde attentif se tait.  
Les poètes marmonnent  
de vieilles chansons sous leur nez,  
crient hourrah,  
sombrent dans l'hystérie,  
balayent les lèvres vermeilles.  
Et soudain  
dans les faibles mains de l'Amérique  
le sucre de Cuba s'est teinté de sang,  
la trompette a sonné dans le sein des pyramides,  
le Sphinx réveillé a jailli de l'ombre  
et comme une torche dans les mains d'un esclave  
le pétrole de l'Irak a pris feu.  
L'Europe paraissait crucifiée  
mais les bourgeons éclataient.  
Dictateurs et diplomates  
tremblaient sur leur tonneau atomique.  
La faim,  
la maladie,  
la fatigue  
pendaient au-dessus de l'Univers comme une faute  
et je sentais que le dernier mot  
me resterait.

### 3. A BAS LES PESSIMISTES

Peut-être arriverai-je  
en médecin superflu  
dans les villes pestilentielles  
et je comprendrai que le monde est condamné  
à souffrir et faire peu pour l'éternité.  
NON ! NON ! NON !  
Regardez, l'aube se lève,  
Regardez, l'aurore apparaît  
et m'attend, moi le Rebelle.  
J'arriverai,  
J'apporterai aux généraux un morceau  
de viande grossière de martien.  
Et je transformerai les bombes  
en ananas juteux.  
Je traverserai l'intrigue  
des labyrinthes.  
J'arracherai au loin les barreaux des prisons,  
les rats bondiront des mains des laborantines,  
sauteront au cou des créateurs de peste.  
Je n'apporte pas le mal, mais une offrande  
pour les musées,  
les superbombes,  
les fléaux  
et la tuberculose,  
et je les lâcherai avec indolence  
sur les pessimistes, mouillés de larmes.



CHAPITRE V

LE PROCÈS  
GUINZBOURG-GALANSKOV  
ET SES SUITES



*Nous avons insisté dans l'introduction de ce volume sur l'importance de ce procès, le sens que voulut lui donner l'appareil, la mobilisation dont il fut le point de départ, la décision des opposants communistes d'en appeler dès lors « à l'opinion publique mondiale » et aux « partis communistes frères », deux manières plus ou moins indirectes de dire : « Aux travailleurs du monde entier ». Tout cela lui donne une place décisive.*

*Si nous ne publions qu'un petit nombre de textes relatifs à ce procès, c'est, entre autres raisons, parce que les Éditions du Seuil viennent de publier, dans la collection Combats, un volume sur L'affaire Guinzbourg-Galanskov auquel nous renvoyons. Les textes ci-dessous suffisent cependant à donner une image réelle des suites du procès, de l'ampleur de la répression comme de l'ampleur de la résistance, et une idée de son approfondissement politique. Sans doute est-il impossible et donc arbitraire de séparer le développement et le durcissement de l'opposition communiste, à partir du procès Guinzbourg, de l'irruption des masses sur la scène politique en Tchécoslovaquie, du développement des luttes en Pologne, en Yougoslavie, en Italie, de la préparation de l'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat en France, et de la grève générale de mai-juin 1968 (1). Aussi ce chapitre est-il étroitement subordonné au suivant et en annonce-t-il un autre qui n'a pu trouver place dans ce livre et qui serait consacré à définir la crise qui ébranle conjointement l'impérialisme et le stalinisme, et cela d'une façon particulièrement frappante depuis la mort de Staline.*

*Un tel chapitre manque à ce volume parce que les opposants communistes soviétiques ne l'ont pas encore écrit. Ils perçoivent leur combat à travers la réfraction dans la seule Union soviétique de cette crise conjuguée. C'est ainsi que, dans le texte du mathématicien Pliouchtch, s'il est bien question de la dégénérescence thermidorienne de l'État ouvrier soviétique, qu'il date de 1928, c'est-à-dire de la défaite de l'Opposition de gauche en U.R.S.S., ce dernier ressent, de toute évidence, cette dégénérescence comme un phénomène national. Or la différence essentielle entre les oppo-*

(1) Il faut lire à ce propos l'ouvrage de F. de Massot, édité par Informations Ouvrières : *La grève générale de mai-juin 1968.*

sants communistes d'hier et ceux d'aujourd'hui ne consiste nullement en ce que nos contemporains seraient plus courageux et plus décidés que leurs aînés. Leurs aînés, s'ils avaient sur eux le désavantage d'avoir été usés, pour bon nombre d'entre eux, par vingt ou trente ans d'une lutte féroce contre le tsarisme, contre la réaction internationale, puis contre la bureaucratie naissante, avaient une trempe sans égale et une compréhension non moins exceptionnelle de la situation nationale et internationale au sein de laquelle ils se battaient. Mais le courant, en U.R.S.S. comme dans les pays capitalistes, allait contre eux. Et il leur fallait aller contre le courant. Aujourd'hui, on ne peut comprendre le sens du combat des opposants communistes en U.R.S.S., pas plus que de celui des travailleurs des pays capitalistes, ou de ceux de Tchécoslovaquie, de Pologne, etc., si l'on oublie ce fait déterminant que le courant va contre la bourgeoisie mondiale et contre son agence au sein de l'Etat ouvrier soviétique et du mouvement ouvrier international, la bureaucratie. Depuis la seconde guerre mondiale, le prolétariat mondial a remporté un certain nombre de victoires majeures (révolution chinoise, chute de De Gaulle) auprès desquelles ses quelques défaites (écrasement de la révolution hongroise, victoire sans combat des colonels grecs) sont secondaires. Et, depuis 1968, une nouvelle phase de montée générale des masses s'est ouverte.

Parce que l'impérialisme étouffe sans cesse davantage dans les limites toujours plus étroites du marché ; parce que le surplus de marchandises qu'il fabrique sans pouvoir les vendre ne cesse de grossir ; parce que croît parallèlement le volume des capitaux fictifs (crédit), la pression de l'impérialisme sur les pays d'économie socialisée s'accroît, introduisant au sein de la bureaucratie dissensions, failles, germes de décomposition. Et cela, au moment même où les travailleurs d'U.R.S.S., de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Yougoslavie se dressent, depuis 1953, avec sans cesse plus de force, contre la bureaucratie, et à travers elle, contre la bourgeoisie internationale.

Les opposants d'aujourd'hui ne s'avancent plus entre le fascisme et le stalinisme montants, ils se battent dans une situation de crise internationale qui met à l'ordre du jour la révolution sociale à l'Ouest, la révolution politique à l'Est, comme aspects complémentaires d'un phénomène mondial unique. Qu'ils n'en soient pas conscients est une chose, qu'ils s'inscrivent dans cette réalité en est une autre, déterminante.

L'affaire Guinzbourg-Galanskov a servi de détonateur et enclenché le processus de cette répression, qui atteint par centaines les militants du P.C.U.S. Il est donc logique que ce chapitre se termine sur ce bilan qui est, malgré les apparences, un bilan de défaite pour la bureaucratie. La réintégration de Guerline à son poste ou la réintégration dans le parti communiste de l'U.R.S.S. de tel militant exclu suffit à révéler l'ampleur des dissensions qui fissurent l'appareil de haut en bas et qui ouvrent la brèche par où s'engouffrera le mouvement des masses.

Le 16 avril 1968

## L'EXCLUSION DU PROFESSEUR GUERLINE DE SON LYCEE

*Le tsarisme réservait l'accès à l'enseignement aux enfants de l'élite nobiliaire, bureaucratique et intellectuelle. La révolution d'Octobre changea tout cela et fit accéder à la culture des millions de déshérités. La révolution d'Octobre a fait pénétrer Tolstoï dans les villages et créé certaines cultures nationales (celle des Mariï, par exemple). Mais la dégénérescence de l'Etat ouvrier isolé ne pouvait pas ne pas modifier cette conquête capitale. Le stalinisme a ainsi tenté de transformer l'enseignement en une vaste machine de propagande. Il n'y est parvenu qu'en partie, et c'est pourquoi les enseignants constituent l'un des secteurs privilégiés de la surveillance policière et de la répression.*

*Le procès Guinzbourg-Galanskov (janvier 1968), organisé contre l'auteur du Livre blanc sur le procès Siniavski-Daniel (Guinzbourg) et le rédacteur en chef de la revue non autorisée Phenix 61 et Phenix 66 (Galanskov), engendra une série de réactions : pétitions, lettres affluèrent pour protester contre ce procès inique, qui tentait d'établir une parenté contre nature entre l'activité des opposants soviétiques et les fascistes du N.T.S. (1).*

*Le professeur Guerline, femme du critique littéraire Iouri Aïkhenwald, qui écrit en particulier dans Novy Mir, signa la pétition dite des 170 (2) qui déclarait entre autres : « Nous affirmons notre accord complet avec les auteurs de la lettre (3) », dénonçait les illégalités grossières du procès : « Ce tribunal tendancieux*

(1) Pour plus de précisions sur les procès Siniavski-Daniel et Guinzbourg-Galanskov, voir l'introduction du présent volume, pp. 65-71.

(2) Voir *L'affaire Guinzbourg-Galanskov*, Editions du Seuil, pp. 135-137.

(3) C'est-à-dire la lettre de Litvinov et Daniel publiée dans *L'affaire Guinzbourg-Galanskov*, pp. 83-85.



prononça un verdict également tendancieux » et s'achevait par la revendication suivante : « Nous réclamons la révision du procès Galanskov-Guinzbourg-Dobrovolski-Lachkova au cours d'un jugement public dont le déroulement répondrait aux normes de la légalité et en présence de représentants de l'opinion publique choisis parmi les signataires de cette lettre. Nous réclamons que des sanctions soient prises contre les responsables de l'organisation de ce procès qui ont jeté le discrédit sur la justice soviétique. »

*Mais un enseignant, dans le système stalinien, n'est pas d'abord un diffuseur de la culture et un éducateur, il doit être aussi l'instrument vigilant d'un réseau de propagande d'autant plus contraignant qu'il est grossièrement mythologique et que l'équilibre qu'il défend est fragile. C'est ainsi que l'organe officiel Outchitelskaia Gazeta du 16 décembre 1953 définissait la tâche de l'enseignant dans les termes suivants : « Tout l'enseignement donné à l'école doit être imprégné de l'esprit du Parti et se conformer rigoureusement à ses principes. » C'est cette position de « principes » qui permettait, par exemple, à un correspondant de l'Outchitelskaia Pravda du 18 février 1953, de reprocher à un instituteur de se cantonner dans l'abstraction lorsqu'il traitait le thème « Les tribunaux soviétiques et leurs tâches », puisqu'il n'avait « pas songé à évoquer les médecins-assassins qui s'étaient vendus aux impérialistes pour des dollars et des livres sterlings ». Par bonheur pour ledit instituteur, d'ailleurs, quelques semaines plus tard, une fois Staline mort, ces médecins furent tous réhabilités (dont ceux qui avaient succombé pendant les interrogatoires).*

*Aussi la cellule du lycée où enseigne Guerline décida-t-elle — sur ordre venu d'en haut sans le moindre doute — de débarrasser l'enseignement soviétique de ce professeur perverti qui se battait pour l'application des garanties que donnent aux citoyens soviétiques la Constitution et les lois. La cellule prit donc la décision de l'exclure, puis réunit la section syndicale du lycée, c'est-à-dire l'ensemble des enseignants (le « collectif »), puisque la syndicalisation est de facto obligatoire (4). L'assemblée syndicale prit, elle aussi, la décision d'exclure Guerline à une énorme majorité ; l'un des assistants à la réunion prit en note les débats et ce compte rendu fut diffusé par le Samizdat. Il faut noter d'ailleurs que Guerline fit appel de la décision devant un tribunal et qu'elle fut l'un des rares, parmi les nombreux enseignants révoqués pour avoir protesté contre l'arbitraire et l'illégalité, à être réintégrés. La publicité faite à son cas par la diffusion du document ci-dessous n'est sans doute pas étrangère à cette décision du tribunal, ainsi, sans doute, que la volonté de briser l'unité de front des réfractaires.*

*On ne peut, dans cette brève introduction, élucider toutes les allusions de ce texte. La plus insidieuse est celle des « clefs ». Elle*

(4) Quiconque n'est pas à jour de ses timbres syndicaux chercherait en vain à se faire rembourser par la Sécurité sociale ses frais éventuels d'hospitalisation !

signifie probablement que l'époux de Guerline, Aikhenwald, recevait la visite de gens qui signèrent une des protestations et leur laissait éventuellement les clefs de son appartement. Cette attitude est vigoureusement dénoncée comme suspecte par certains participants de cette réunion « syndicale ». L'espionnisme et la « vigilance » staliniennes, auxquelles les procès de Moscou donnèrent l'essor, sont, on le voit, toujours cultivées par l'appareil comme un des moyens — désagrégateurs — de résistance face à la montée lente, mais profonde, du mouvement des masses.

N.B. — En U.R.S.S., la 1<sup>re</sup> est la plus petite classe et la 10<sup>e</sup> la plus haute (correspondant à notre Terminale).

*Le président.* — Cette réunion syndicale doit décider du renvoi de V. M. Guerline, professeur de littérature dans les classes terminales, qui, de par ses positions politiques et idéologiques, ne mérite plus notre confiance.

A. V. NOVOJILOVA. — Début janvier a eu lieu le procès de quatre jeunes gens (1). Leur activité était véritablement antisoviétique. Ils étaient coupables à des degrés divers, mais des preuves irréfutables ont attesté de leur culpabilité. On a trouvé chez eux un appareil à photocopier, des dollars, de l'argent soviétique et de la littérature antisoviétique. L'accusé Guinzbourg, outre cette activité antisoviétique, faisait éditer ses articles à l'étranger (2). Tous étaient des antisoviétiques invétérés et ont reçu un châtiment mérité. Le procès n'a pas été tout à fait public, mais quelle importance cela a-t-il quand il s'agit de faits aussi patents ? On ne pouvait pas leur laisser prononcer des déclarations antisoviétiques au procès en présence de Soviétiques, on ne pouvait laisser notre peuple subir l'influence de telles calomnies. Il y avait peut-être d'autres motifs pour lesquels on ne pouvait laisser le premier venu assister au procès. Nous n'avons pas à tout savoir. Nous devons faire confiance à nos services de sécurité, et non les soupçonner. Après le jugement, Litvinov et Bogoraz [la femme de Daniel (N.D.L.R.)] ont transmis à la presse étrangère un pamphlet calomnieux, truffé de revendications antisoviétiques (3) — libération des emprisonnés, condamnation de la justice soviétique avec l'aide de l'Occident. À cette lettre répugnante se sont associés toute une série d'intellectuels instables, qui ont cédé à la provocation. Leur signature est jointe au bas de la lettre de Litvinov et Bogoraz. Ce groupe de gens idéologiquement instables a pris la défense des criminels. Cette lettre a été signée par notre collègue, le professeur Guerline. Elle

(1) Procès de Guinzbourg, Galanskov, Lachkova et Dobrovolski (janvier 1968). Voir l'introduction, pp. 65-67.

(2) Allusion à la composition par Guinzbourg d'un *Livre blanc sur l'affaire Siniavski-Daniel*, destiné à circuler en U.R.S.S. et publié par l'organisation parafasciste, le N.T.S., sans l'aval de Guinzbourg.

(3) Voir ci-dessus, page 319, note 3.

à pris la défense d'activistes antisoviétiques, en même temps qu'elle enseignait la littérature. Une telle duplicité est inadmissible. Celui qui hésite ou doute ne peut être un guide idéologique, ne peut être un éducateur, ne peut travailler dans notre école.

V. M. GUERLINE. — J'ai déjà vécu tout cela. On m'a jugée sans m'entendre en 1949, si l'on peut appeler cela un jugement, pour cette seule raison que j'étais la fille d'un homme fusillé en 1947. Aujourd'hui aussi, on me juge, ou plutôt on m'a déjà jugée sans m'entendre, puisque la réunion du Parti et le comité local ont déjà pris leur décision, sans même prendre la peine de m'écouter. On connaît d'avance la décision qui sera prise ici : le collectif doit confirmer une décision déjà prise, et vous n'êtes réunis que pour cela. La conduite des communistes de l'école est lâche et indigne, car ils ont agi comme dans les séances spéciales du N.K.V.D., où l'on jugeait en l'absence de l'accusé. Je n'ai pas peur de cela : il y a eu pire. Mais je dois parler de mon acte, de ses causes et de moi-même. Je suis restée orpheline à 7 ans : mon père, un communiste, a été fusillé, ma mère condamnée à huit ans de prison pour ses liens avec un « *ennemi du peuple* ». Elle n'a survécu que peu de temps à la réhabilitation. Quand on m'a arrêtée, j'avais 19 ans. Mon institut unanime m'a stigmatisée avec d'autres ennemis, des professeurs de marxisme aujourd'hui réhabilités. Quand je suis revenue à Moscou après ma réhabilitation, beaucoup avaient honte de me regarder en face. Ces gens avaient tout simplement cru à ma culpabilité, ils avaient tout aussi simplement satisfait aux exigences des organisations qui leur étaient hiérarchiquement supérieures. Avant de stigmatiser encore qui que ce soit, les témoins survivants des années 1937-1947 doivent se rappeler les meetings de masse exigeant l'exécution de Toukhatchevski et de Iakir, et cette inconscience avec laquelle on « *démasquait* » des milliers de gens qui n'avaient rien fait, et cet activisme fécond qui nous faisait découvrir des organisations antisoviétiques jusque dans les jardins d'enfants. Je sais ce qu'est la violation des lois. Je sais comme il est important pour l'honneur de notre Etat que la loi soit observée à la lettre, car c'est l'esprit même de la loi qui s'y exprime. Pour nous, l'histoire n'est pas inscrite dans les manuels, dans des feuillets sans vie, mais dans notre chair ; nous devons nous sentir individuellement responsables devant elle et pour elle. Nous ne pouvons rester indifférents aux violations de la loi ; nous devons sonner l'alarme chaque fois que nous ne sommes pas certains que la loi de l'Etat soviétique a été scrupuleusement observée, car, au niveau de l'Etat, la légalité, et la légalité seule, est la mesure de la justice. Je ne comprends pas ceux qui manquent de fibre civique, ceux qui se désintéressent de la justice en tant que telle et de l'honneur de notre pays qui y est lié. Des idées nobles et justes exigent pour leur réalisation des méthodes justes. Le souci civique, auquel, non seulement j'ai droit, mais qui m'est un devoir, voilà ce qui m'a poussée à agir comme je l'ai fait, c'est-à-dire à signer une lettre dont le thème essentiel était la légalité du jugement.

Venons-en maintenant à cette lettre. Je n'ai pas signé l'appel de Litvinov et Bogoraz, et j'aurais refusé de le faire. Je me suis

adressée uniquement aux organes étatiques et judiciaires soviétiques. Je ne crois pas pouvoir m'adresser par-dessus leur tête à l'opinion mondiale. En m'accusant d'activité antisoviétique, vous n'avez, on ne sait pourquoi, cité que la lettre de Litvinov et de Bogoraz, alors que c'est une autre lettre que j'ai signée. Cette lettre était adressée (je le souligne encore une fois) à la Cour suprême, aux camarades Brejnev, Kossyguine et Podgorny et aux avocats des accusés. Il n'y est pas question d'appel à la presse étrangère. Les demandes exposées dans cette lettre diffèrent nettement de celles de Litvinov et Bogoraz. Je ne parle pas de la libération des accusés, mais seulement de la révision du procès « *en observant pleinement la publicité des débats et toutes les normes juridiques* », et du châtement de ceux qui se seraient rendus coupables de violation de la loi (il s'agit du tribunal de Moscou). La lettre n'évoque pas la question de la culpabilité des accusés, et j'écarte délibérément cette question. Elle excède ma compétence, car je ne peux faire fonction de juge. Mais — encore une fois — le respect honnête et strict de la loi doit intéresser tout homme de bonne foi. Un criminel, un meurtrier, l'auteur d'un viol, sous un gouvernement juste et à plus forte raison soviétique, doivent être jugés selon la loi, dans toute sa sévérité et sans la moindre violation.

*Une voix dans la salle.* — Et les antisoviétiques, d'après vous, il faut les juger selon la loi ?

GUERLINE. — Les antisoviétiques aussi, et même les criminels de guerre.

*La même voix.* — Mais ce sont des ennemis. Comment peut-on défendre des ennemis ? Ils vont nous nuire et nous allons observer la loi ! Mais c'est inadmissible ! Est-ce qu'ils nous ménagent, eux ?

GUERLINE. — N'avez-vous pas honte ? Vos paroles sont indignes, non seulement d'un enseignant, mais de tout individu un tant soit peu sensé. Ne pas pardonner à nos ennemis, c'est précisément les juger selon la loi, et seulement selon la loi. Notre loi est assez forte et sévère pour punir quiconque l'a enfreinte, sans recourir à l'injustice. Et si nous n'observons pas la loi de notre pays, en quoi nous distinguerons-nous de nos ennemis ? En fait, vous en appelez à la loi de Lynch et aux exécutions sommaires de l'année 1937 ! Quelle garantie avons-nous qu'un tribunal qui a condamné illégalement un coupable ne condamnera pas demain un innocent ?

*Une voix* (toujours le même professeur de mathématiques, N. N. NOJKINA). — On ne peut pas juger les criminels selon la justice ! A ce compte-là, il faudrait tous les acquitter !

GUERLINE. — Condamner les coupables et acquitter les innocents. Celui qui ne comprend pas cela devrait suivre un cours de formation politique élémentaire.

NOJKINA. — Mais que vous importe donc le sort de ces criminels, en quoi vous concerne-t-il ?

GUERLINE. — Je ne me préoccupe pas de leur sort. Je parle seulement du respect des lois de la justice de l'Etat. Mais je continue. Les gens à qui on a donné l'ordre de me chasser, et qui ont déjà pris cette décision, ne veulent rien entendre, rien comprendre ; avec une constance digne d'un meilleur sort, ils répètent la même phrase : « *Nous nous associons pleinement aux auteurs de cette lettre* » (cette phrase est effectivement extraite de la lettre que j'ai signée). Mais que signifie « *s'associer pleinement* » à Litvinov et Bogoraz ? En lisant cette lettre, je l'ai compris et le comprends toujours dans un sens bien précis : nous nous associons au souci du bien public, à l'inquiétude civique que manifeste la lettre de Litvinov et Bogoraz. Car les destinataires de ma lettre et les revendications qui s'y expriment sont en opposition avec la lettre de Litvinov et de Bogoraz. Si le contenu de ces deux lettres avait coïncidé, un second texte, avec d'autres revendications, n'aurait eu aucun sens, et il aurait suffi de se limiter à la phrase : « *Nous nous associons pleinement* ». J'en conviens, cette phrase permet une double interprétation. Si j'avais rédigé cette lettre ou eu la possibilité de la corriger, je n'aurais pas laissé passer une telle négligence dans la formulation. Cette phrase n'aurait pas été écrite, ou l'aurait été avec précision : nous partageons l'inquiétude de Litvinov et de Bogoraz concernant les violations de la législation soviétique commises au cours du dernier procès politique. J'insiste pour que les camarades qui reviendront sur cette question se souviennent de mes éclaircissements concernant cette phrase « *criminelle* », et la considèrent avec l'interprétation et l'appréciation que j'en donne.

Camarades, je ne crains pas ce qui va m'arriver. J'ai connu pire. En cet instant, je ne pense pas seulement à moi, je pense à vous. Je ne veux pas que, par votre faute, revienne l'année 1949. Ce qui se passe en ce moment même est assez éloquent : cette réunion, convoquée *après* que mon renvoi a été décidé, justifie l'inquiétude qui m'a poussée à signer cette lettre. Réfléchissez : l'essentiel est-il une phrase négligée ou même fautive, *démentie par tout le contenu de la lettre*, ou bien la pureté et le caractère sacré des lois, sans lesquelles on ne peut concevoir notre Etat ?

Maintenant, quelques mots sur l'école. Il en a été question à l'interrogatoire qui a précédé le jugement rendu aujourd'hui. C'est pourquoi j'en parle, prévenant ainsi les questions. Je n'ai jamais été hypocrite avec les enfants. Je ne leur ai pas menti. Je leur ai enseigné (dans la mesure où j'en étais capable !) ce que je considérais comme vrai. Je ne leur ai pas parlé de la lettre ni des problèmes soulevés ici, ils sont encore trop jeunes pour les comprendre. Je leur ai enseigné la littérature, cette littérature fondée depuis toujours sur les principes d'une haute moralité, de l'honneur, de l'humanisme. Je me suis efforcée d'apprendre aux enfants à penser (si tant est que cela puisse s'apprendre), à penser honnêtement et à être conséquents. Qui peut dire sérieusement que mon enseignement a été néfaste aux enfants ?



## QUESTIONS A GUERLINE

EIDLINE (*professeur d'histoire*). — Quel rapport y a-t-il entre Bogoraz et Siniavski ?

GUERLINE. — C'est la femme de Daniel.

NOJKINA. — Comment avez-vous su ce qui se passait au procès ?

GUERLINE. — Par des gens qui se trouvaient près du siège du tribunal où se déroulait le procès, qui avait été déclaré public, mais où on ne laissait entrer qu'un public trié sur le volet, par la mère de Guinzbourg, par les plaidoiries des avocats.

NOJKINA. — Pourquoi les avoir crus, eux, et pas nous ?

GUERLINE. — Parce que je ne veux pas croire, mais savoir. Tout ce qu'on m'a raconté a accru ce désir et m'a donné des motifs d'inquiétude.

NOVOJLOVA. — Pourquoi ne voulez-vous pas reconnaître que le gouvernement soviétique peut avoir des raisons qu'il n'est pas tenu de donner et pour lesquelles il était impossible de laisser entrer tout le monde au procès ? N'aurait-il pas fallu alors l'organiser à Loujniki (4) ?

GUERLINE. — Mais la loi prévoit les cas où le procès se déroule à huis clos. Et depuis 1956, vous et moi, nous tous devons comprendre le danger terrible qu'il y a à dire : cela nous dépasse. L'histoire ne vous a-t-elle rien appris à vous, historienne ? En ce qui concerne Loujniki, ce n'était pas nécessaire : il y fait froid l'hiver. On a retransmis le procès Penkovski (5) à la télévision, aucun doute n'a surgi quant à la légalité du procès.

EIDLINE. — A votre avis, les accusés sont-ils coupables d'anti-soviétisme ?

GUERLINE. — J'ai déjà dit que je ne me pose pas cette question, n'étant pas juge. N'avez-vous donc pas encore compris que là n'est pas la question ?

*Quelqu'un*. — Pourquoi vous êtes-vous adressée à la « *Voix de l'Amérique* » et à la B.B.C. ?

GUERLINE. — Je me suis adressée à notre gouvernement et à nos instances judiciaires, je n'ai pas à répondre pour la B.B.C.

*Une voix*. — Mais la B.B.C. l'a retransmis.

GUERLINE. — La B.B.C., pas moi. Je ne suis pas la B.B.C.

ANDRÉEV (*professeur de travail manuel*). — Pourquoi dites-vous toujours « nous », « nous » ? Qui est ce « nous » ? Au nom de quelle organisation parlez-vous ?

GUERLINE. — Je dis « nous » dans le sens suivant : nous, citoyens (et vous y compris), devons être sensibles à ce qui se passe

(4) Loujniki : stade de 15.000 places dans la banlieue de Moscou.

(5) Le colonel Penkovski était un espion américain. Son procès fut public et télévisé, comme le procès de l'agent anglais du N.T.S., Gérard Brooke, récemment élargi par les autorités soviétiques.

dans le pays. J'ai signé la lettre en mon nom personnel, j'en réponds personnellement.

ANDRÉEV. — Qui vous a donné cette lettre à signer ?

GUERLINE. — Je trouve cette question immorale. Je vais expliquer pourquoi. Si l'on me chasse de mon travail pour l'avoir signée, alors que je ne l'ai fait signer à personne, celui qui m'a donné cette lettre à signer s'expose à une répression encore plus sévère. Ces gens n'ont voulu et n'ont rien fait de mal, je ne veux pas aggraver leur sort.

*Quelqu'un.* — Vous connaissez tous ceux qui ont signé la lettre ?

GUERLINE. — Non. J'en connais à peine une dizaine. Plus ou moins bien.

*Le même.* — Pouvez-vous répondre de la moralité des signataires ?

GUERLINE. — Je ne réponds que de moi-même.

*Une voix.* — Quels signataires connaissez-vous ?

GUERLINE. — C'est une question ou de la curiosité ?

*La même voix.* — Je ne crois pas que vous ne connaissiez en tout que dix personnes.

GUERLINE. — Vous avez raison. J'en connais probablement plus — parmi ceux qui ont signé d'autres lettres concernant ce procès — Benjamin Kaverine par exemple, ou Paoustovski (6).

NOJKINA. — Mais pourquoi vous intéressez-vous à ces délinquants et à leur sort ?

GUERLINE. — Essayez donc enfin de comprendre, c'est la justice qui m'intéresse.

NOJKINA *jette d'une voix perçante.* — Des criminels et la justice !

GUERLINE. — A ce niveau, je suis incapable de rien expliquer. Pensez un peu à ce que vous dites. Vos paroles sont une vraie trouvaille aux mains de l'ennemi !

*Le président.* — Qui demande la parole ?

*Trois minutes environ de complet silence.*

SAVELEV (*professeur de dessin industriel, directeur pédagogique adjoint*). — Guerline vient de parler d'humanisme, de respect pour l'homme. Je comprends ses sentiments. Je connais la famille de Iouovskaïa : elle aussi a été arrêtée, mais irait-elle signer ? Elle a été dans les camps, et plus de cinq ans, tandis que Guerline n'a subi que cinq ans d'exil. Mais je comprends ses sentiments. Par contre, ce que je ne comprends pas, c'est le rapport entre tout cela et le collectif des élèves. En effet, que se passe-t-il ? Avant, à l'école, personne ne connaissait Andreï Biely, Sacha Tchorny,

(6) Kaverine et Paoustovski : écrivains soviétiques très connus et âgés. Paoustovski, dont il fut question pour le prix Nobel, est mort en 1968.

Akhmatova ou Goumilev (7), personne n'en parlait. Et maintenant ? Des élèves d'autres classes que la sienne demandent qui sont ces poètes. Par qui en ont-ils entendu parler ? Par les membres du cercle littéraire. Avant, personne ne parlait de ces poètes, personne ne lisait leurs vers, et maintenant, on les lit et on les recopie à la machine. Pourquoi ? Sur la machine à écrire de l'école par-dessus le marché. Pourquoi ne prend-on pas ce qu'il y a à la bibliothèque ? D'où vient cet engouement malsain ? Ce qui a attiré mon attention, c'est un incident au cours d'un débat, quand un élève de 10<sup>e</sup> a demandé : pourquoi ne pas considérer la mort de Goumilev comme héroïque ? Les autres élèves ont vertement répliqué à ce jeune sot, et je m'en suis réjoui. Mais il y a un autre membre du cercle qui n'a pas été admis au Komsomol. Pour fatuité. C'est encore à cause du cercle. Le comité de rédaction m'a aussi beaucoup inquiété. Trois membres du cercle en font partie. Avant, le journal mettait en lumière la vie de l'école, maintenant, il n'y est plus question que de littérature. Le journal pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre se composait d'un éditorial et, pour le reste, rien que des vers. Bon, Maïakovski ça va, mais ensuite Blok, Essenine. Le comité de rédaction a prétendu qu'on ne pouvait faire mieux. Eh bien, les élèves de 10<sup>e</sup> s'y sont mis et ont fait mieux. Au lieu de couper les cheveux en quatre, ils ont montré la vie de l'école. Lena Efremova sortait un bon journal en 8<sup>e</sup>, et en 9<sup>e</sup>, à cause du cercle, a commencé à mal travailler. On n'a rien mis dans le journal sur le plénum du Comité du Parti de Moscou. Elle a demandé pour quelles raisons on écrivait là-dessus, puisque tout le monde lit les journaux. Il n'y a rien sur Gorki dans le journal. On dit : en 9<sup>e</sup>, nous ne l'avons pas encore étudié, que les 10<sup>e</sup> s'en occupent. Et sa 7<sup>e</sup> B ? Voilà trois ans qu'elle porte le nom de Zoïa Kosmodemianskaïa (8), et il n'y a encore aucun travail à son sujet. Encore une chose, une élève de 8<sup>e</sup>, où Guerline n'enseigne pas, a dit : quel bon professeur que Guerline, et on va la renvoyer ! Ils sont bien suspects, Guerline, les sentiments qui vous animent.

OSIPOV (*professeur de mathématiques*). — Quel adulte dirigeait le journal ? Quel rapport Guerline a-t-elle avec le journal ?

SAVELEV. — Personne ne dirige le journal. Nous faisons confiance aux enfants. Guerline n'a rien à voir avec le journal, mais trois membres du comité de rédaction appartiennent au cercle littéraire, les autres leur obéissent.

(7) Ces quatre grands poètes, dont l'un, Goumilev, époux d'Akhmatova, fut exécuté en 1922 pour participation à un complot monarchiste, furent « exclus » de la littérature soviétique officielle à partir de Staline. Bien que les œuvres de Biely, Sacha Tchorny et Akhmatova (pas celles de Goumilev) aient été rééditées à petits tirages pour l'« élite », on voit qu'ils doivent rester « maudits » pour les masses.

(8) Zoïa Kosmodemianskaïa : Jeune communiste, engagée volontaire en octobre 1941, faite prisonnière en novembre, pendue par les nazis le 29 novembre 1941.

BOUGROVA (*professeur de physique*). — La petite fille de 8<sup>e</sup> qui parlait de Guerline l'a fait il y a longtemps. C'est la fille d'une amie de Guerline, et elle est malade psychiquement. Quand elle a dit cela, il n'était pas encore question de renvoi. Elle parle souvent de façon étrange et incompréhensible.

## NOUVELLES QUESTIONS A GUERLINE

*Une voix.* — Qui de vous a signé le premier, vous ou votre mari ?

GUERLINE. — Moi.

*Une voix.* — Ne vous semble-t-il pas que Bogoraz est partielle ?

GUERLINE. — En quoi cela me concerne-t-il ?

NOJKINA. — Et si ce procès s'était déroulé selon toutes les règles, qu'auriez-vous dit ?

GUERLINE. — J'aurais dit que la justice triomphait.

NOJKINA. — Qu'est-ce qui vous manque alors ?

EIDLIN. — Guerline, si vous êtes animée de sentiments humanitaires, pourquoi n'avez-vous rien signé pour Spoke (9) ?

GUERLINE. — J'aurais pu le faire, si je ne m'intéressais encore plus aux problèmes de notre pays.

*Une voix.* — Pourquoi vous être indignée pour une cause politique ? Vous n'êtes pas intervenue pour des droits communs.

GUERLINE. — Si, mais on ne m'a pas chassée de mon travail pour cela.

INGEROV (*le directeur*). — Personne, parmi les gens que nous connaissons, personne à l'école n'a signé ! Personne !

ANDRÉEV. — Que sont pour vous Kristi et Klenitskaïa (10) ?

GUERLINE. — Des amis.

ANDRÉEV. — Vous connaissez Orlovski ?

GUERLINE. — Comme vous, je n'en ai que trop souvent entendu parler. Je l'ai vu une fois, mais à une époque beaucoup plus tardive que celle qui vous intéresse.

ANDRÉEV. — Quand vous partez de chez vous, vous laissez vos clés à des étrangers ? Combien avez-vous de clés ?

GUERLINE. — Nous en avons beaucoup. Nous vivons ainsi. Nous les laissons à nos amis, quand c'est nécessaire, à des étrangers jamais.

ANDRÉEV. — Elle a signé la lettre de Litvinov et Bogoraz. Leur lettre est un complément à ceci (il lit la fin de la lettre de Litvinov). N'y a-t-il pas de gens honnêtes, chez nous, en Union soviétique ?

(9) Spoke : « progressiste » américain, détenu quelques jours en 1968 à la suite d'une manifestation contre la guerre du Vietnam.

(10) Signataires de la lettre.

À vous entendre, vous êtes plus honnête que tout le monde. N'avons-nous pas nos journaux, nos institutions ? Vous ne vous êtes pas adressée à eux. Donc vous foulez aux pieds les lois soviétiques dont vous parlez. Vous n'avez pas dit qui vous a transmis cette lettre. Vous ne dites que ce qui vous est profitable (*Une voix*. — Vous parlez d'un profit !). Vous mentez en disant que vous n'avez pas signé la première. Votre signature est l'une des premières (GUERLINE. — Elles sont par ordre alphabétique). Et vous faites erreur sur la législation soviétique. Si vous avez reçu un appel, il fallait le transmettre à qui de droit (GUERLINE. — Je l'ai envoyé au gouvernement soviétique). Et vous avez encore développé la démocratie, vous signez les lettres de Litvinov ! Vous dites que vous n'avez pas donné vos clés, et votre mari dit qu'il les a données. Moi, je garde mes clés dans ma poche et vous, qu'en faites-vous ? Vous mentez, vous cherchez votre intérêt, vous vous élevez contre les autorités soviétiques. Nous avons élu des juges pour leur faire confiance et vous réclamez leur châtiment. La lettre est de bout en bout écrite par une main antisoviétique. Et même parmi les membres du Parti, il y a des gens pas tout à fait honnêtes. Qui vous a parlé de la décision de la réunion du Parti ?

GUERLINE. — J'ai élucidé seule ce secret d'État : il y a eu une réunion du Parti, puis du comité local des enseignants, qui a décidé mon renvoi. Il est clair que ce n'est pas le comité local qui a pris cette décision tout seul !

ANDRÉEV. — Encore une fois, vous ne voulez pas nommer vos comparses. Qui vous a parlé de la réunion ?

GUERLINE. — Je l'ai déjà expliqué.

ANDRÉEV. — Quelqu'un qui a signé cette lettre ne peut travailler dans notre école.

OSSIPOVA. — Nous savons tous et nous comprenons tous les devoirs que confère la charge professorale. Nous connaissons Guerline. C'est un bon professeur. Nous devons tout peser soigneusement et ne pas porter d'accusations à la légère. Je ne peux pas ne pas croire les explications de Guerline. Je ne peux pas ne pas en tenir compte. Nous devons aussi considérer les mobiles qui l'ont poussée. Elle ressent en effet personnellement le problème de la légalité, et elle en a le droit. Admettons même qu'elle se soit trompée en n'attachant pas à la première phrase de la lettre toute l'importance requise. Mais devons-nous prendre des sanctions pour une seule faute ? Je veux faire ici une analogie. Lénine, dans une intervention contre le chauvinisme de grande puissance et le nationalisme en général, disait qu'il faut pardonner le nationalisme des nations opprimées, mais non celui des nations dominantes. Si Guerline s'est trompée, nous pouvons la comprendre. Il faut la comprendre et non la sanctionner. Guerline n'a pas signé la lettre de Litvinov et de Bogoraz, elle a signé une lettre adressée aux institutions de l'État soviétique. Nous ne devons pas perdre cela de vue. Réfléchissez bien avant de décider.

L. P. SEMEROVA (*ex-censeur, retraitée, attachée au travail du Parti*). — La situation actuelle est très complexe. En Pologne, en



Tchécoslovaquie agit la main de l'ennemi. La lutte idéologique s'est fortement intensifiée. Guerline dit qu'elle prend à cœur la défense des lois et de l'humanité. Elle ne se soucie pas de savoir quand et dans quelles conditions s'est déroulé ce procès. Comment une Soviétique peut-elle parler ainsi ? Tout cela ne peut parvenir à l'étranger sans la main de l'ennemi. Nous souhaitons qu'on parle de ce qui ne va pas, mais pourquoi signer des lettres ? Pourquoi collecter des signatures ? Pourquoi faire savoir tout cela au monde entier ? Ces lettres couvrent de boue notre Etat, nos lois. Dans les déclarations de Guerline transparait sans cesse l'idée qu'elle seule comprend tout très bien ; et les autres, ils ne comprennent donc rien ? Vous avez souvent dit des choses fausses quand je travaillais encore. Et en 5<sup>e</sup>, dans votre classe, pendant tout un semestre, il n'y a pas eu de travail de pionnier... Vous n'arriviez pas à le mettre en route. C'est honteux. L'homme peut satisfaire ses besoins quand il consacre toutes ses forces à la société. Si un professeur n'est pas convaincu que son Etat a raison, il ne peut être un éducateur. On n'a pas le droit de déverser de la boue dans des lettres. Et qu'y a-t-il à dire du passé ? On l'a déjà jugé, il n'y a plus à y revenir.

OGORODNIKOV (*professeur d'éducation physique*). — Anna Léonidovna vient de parler de chauvinisme. N'a-t-elle pas honte ? Que vient faire ici le nationalisme ? (OSSIPOVA. — Vous m'avez mal comprise !). Peut-être, mais ça ne fait rien ! Anna Leonidovna a tort. Guerline tente ici de se démarquer de la lettre de Litvinov. Ça ne marchera pas ! On ne peut pas récuser l'une et signer l'autre. Et elle veut se justifier en plus ! Il y a seulement deux propagandes. Ce qui est utile à la leur est nuisible pour nous. Sa faiblesse politique ne permet pas à Guerline d'être professeur. J'exprime ma défiance politique à son égard.

N. E. SMIRNOVA (*professeur de littérature*). — J'ai entendu ici bien des choses auxquelles il est impossible de ne pas répliquer. D'abord, pourquoi presque tous les camarades qui sont intervenus ont-ils parlé de la lettre de Litvinov et de Bogoraz ? Guerline a éloquentement prouvé, faits en main, qu'elle se situe sur une autre position que celle de Litvinov et de Bogoraz, que la lettre qu'elle a signée était adressée aux instances du pouvoir soviétique, qu'elle était dictée par des motifs véritablement civiques. Elle a accompli un acte responsable, non pour la gloire, non pour en tirer profit, mais parce qu'il lui était dicté par ses convictions civiques. Si elle a commis une erreur en n'attachant pas assez d'importance à la première phrase dont on a fait ici une telle affaire, elle s'en est expliquée de façon suffisamment convaincante. Autre chose maintenant. On a parlé ici du cercle. Guerline est un bon professeur dont les cours sont hautement appréciés. Elle a dirigé le journal mural. Cette année, elle a animé un cercle intéressant. Elle n'a pas commencé par Goumilev, mais par la littérature des années 80. Elle a traité un processus littéraire complexe. A toutes les séances du cercle a assisté L.-S. Bougrova, qui n'en a donné que des appréciations positives. Je regrette de ne pas avoir été à ces séances, mais j'ai entendu les comptes rendus de L.-S. Bougrova. Je connais

les élèves de Guerline personnellement et aussi pour avoir la quantité de leurs devoirs — comme Guerline lisait ceux de mes élèves — et je suis certaine qu'elle ne leur a rien enseigné et ne pouvait rien leur enseigner de mal, ni en cours (elle a été inspectée et toujours bien notée) ni au cercle. Le cercle était conçu pour élargir le programme et non pour le doubler, il y était donc question, non de Gorki, mais, disons, de Blok et Brioussov, sans qui on ne peut comprendre le processus littéraire ; Gorki et Maïakovski sont étudiés à fond en 10<sup>e</sup>, et Guerline cherchait à élargir l'horizon des enfants. Elle a fourni un gros travail, elle a dirigé pendant un an le journal radio, a aidé à l'organisation de toutes les soirées, en a préparé elle-même deux.

*Une voix.* — Mais comment appréciez-vous ce qu'elle a fait ?

SMIRNOVA. — Je l'ai déjà dit. — En se fondant sur une seule phrase et en sachant de plus le sens que lui donne Guerline, on ne peut manifester de défiance politique à son égard, ni comme professeur ni comme individu.

VASSILEVA (*professeur dans les classes primaires*). — Camarades, en tant que communiste, je dois vous déclarer franchement : Guerline a signé un document dont la signification antisoviétique est indiscutable. Les camarades qui parlent ici de la lettre de Litvinov et Bogoraz ont raison. Il n'y a pas de différence essentielle entre les deux lettres. Elle ne peut se désolidariser de l'additif. Il n'est pas étonnant qu'une lettre avec un tel additif n'ait pas reçu de réponse. Sans l'additif, il y aurait eu une réponse. Personne ne répondra à des lettres antisoviétiques. Ce dont il faut parler, ce n'est pas de négligences dans la formulation de cette lettre, mais, si l'on est responsable, de tout son contenu antisoviétique. Pourquoi cette lettre a-t-elle été signée par 220 personnes ? C'est là l'expression d'une offense personnelle peut-être ? Et vous avez tenté d'expliquer ici que vous ne nous en vouliez pas ! Vous ne tenez compte de rien ; la situation internationale est si difficile à l'heure actuelle, nous devons y penser sans cesse ; pour nous, l'essentiel, c'est la fermeté idéologique du professeur. Camarades, je ne confierais pas à Guerline l'éducation des enfants.

EIDLIN (*professeur d'histoire*). — Je comprends Guerline. Sa vie n'a pas été facile. Mais est-elle la seule à avoir enduré tout cela ? Très exactement hier, accablé par cette affreuse histoire, je l'ai racontée à mon père. Et j'ai inopinément appris que mon père aussi avait souffert du culte de la personnalité. En 1952. Je ne l'ai jamais su : je ne vivais pas avec lui, nous ne nous voyions pas. Il en a été victime, mais il parle avec indignation de ceux qui disent des choses pareilles de notre pays dans de sales lettres envoyées à nos ennemis. Mon père m'a donné une solide éducation idéologique. Tandis que là, il s'agit d'une faute politique, je le dis carrément, quoi qu'il m'en coûte. Déjà, le 25 mars, à la réunion du Parti, je suis intervenu. Il m'est devenu difficile de travailler dans les classes de 9<sup>e</sup>. On dirait que les enfants guettent le moment où je ferai quelque faux pas. Je leur dis : « *Le mouvement déca-*

dent (11) est un courant réactionnaire », et eux, aussitôt : « Alors les poètes décadents sont des réactionnaires ? » Je réponds : « Oui, sauf Brioussov et Blok, qui ont reconnu leurs erreurs. » Et eux, de nouveau : « Et Tsvétaïeva (12), c'est une poétesse réactionnaire ? — Oui, bien sûr. — Mais Guerline ne nous a pas dit ça. C'est très difficile de travailler. » Et les débats ! Un élève se lève et dit : « Si quelqu'un se sacrifie pour une idée, quelle qu'elle soit, qu'il considère juste, c'est un exploit. » C'était au sujet de Goumilev. Qui leur a parlé de Goumilev ? Depuis quand traite-t-on le sujet « La poésie soviétique » en parlant d'Annenkov [confusion sans doute avec Annenski (N.D.L.R.)] (13), de Goumilev, de Biely ? C'est qu'on peut établir un parallèle avec *Les aïeux* (14). Là-bas aussi, on a commencé comme ça. Et qu'est-il arrivé ? On n'a pas le droit de mal orienter les élèves, de faire vaciller leur conception du monde, de leur donner un double point de vue sur les choses. On n'a pas le droit de comprendre les décadents ; qu'apporteront ces poètes mineurs à la trempe idéologique de notre génération ? La position de Guerline est fautive, viciée. Elle vient de l'exprimer. Mais Guerline, il n'y a pas eu chez nous seulement l'année 37 ! Il y a le pouvoir soviétique. Ça suffit avec l'année 37 ! Elle a déjà été jugée. Dans le collectif, il y a un groupe qui se met au-dessus des autres. Nous avons une organisation, et ce groupe de professeurs s'oppose toujours aux autres, fait étalage de son érudition. Non, Guerline ! Vous avez manqué de caractère. Relâchement, indiscipline ! Ce sont les deux faces d'une même médaille. On ne peut vous confier un rôle d'éducateur. La main sur le cœur, si, pour cette lettre, on vous faisait passer en jugement, j'aurais été contre, parole d'honneur ! Mais vous ne pouvez travailler, éduquer. Ne m'en veuillez pas, je ne vous fais pas confiance.

V. I. NAGORNAIA (*professeur d'éducation physique*). — Nous avons commis une faute. Au comité local, nous avons pris une décision sans entendre Guerline. Elle a raison, il ne fallait pas le faire. Ce n'est pas un acte que nous jugeons, mais une personne. Quand une personne s'adresse à nous, on ne peut voir seulement le dossier, il faut savoir l'écouter. J'ignorais tout de cette lettre, je n'avais pas d'opinion. Je viens d'entendre Guerline. Je ne peux pas douter d'elle, ne pas la croire. Réfléchissez, pourquoi ce procès précisément a-t-il suscité une telle indignation, pourquoi a-t-on parlé de violations de la loi ? On ne m'a pas répondu à cette question. Pourquoi ne pouvait-on rendre ces faits publics ? Tout aurait été

(11) Mouvement décadent : sous ce vocable, la critique soviétique officielle englobe l'ensemble des courants poétiques de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> en Russie (symbolistes, futuristes, acméistes, etc.).

(12) Brioussov : fondateur de l'école symboliste. Se rallia à la révolution d'Octobre. Mourut en 1924.

Tsvétaïeva (1892-1941) : poétesse russe, émigra en 1922, rentra en U.R.S.S. en 1940 et s'y suicida en 1941.

(13) Annenski : poète et dramaturge du début du XX<sup>e</sup> siècle.

(14) *Les aïeux* : pièce de Mickiewicz, poète et dramaturge polonais du XIX<sup>e</sup> siècle, considéré comme le plus grand écrivain polonais. L'interdiction des *Aïeux* à Varsovie au début de 1968 déclencha la résistance des intellectuels et les manifestations d'étudiants dont il est question dans les lignes qui suivent.

clair alors... Tandis que maintenant... On parle du cercle. Il a fonctionné moins d'un an. C'est un délai bien court pour transformer des enfants. Le cercle n'a pu déformer les enfants. Il y a d'autres matières que la littérature. Il y a l'éducation physique. Moi, professeur d'éducation physique, je dis : nous aussi participons à leur éducation et il faut aussi m'exclure, nous exclure tous...

EPCHTEIN (*professeur de géographie*). — Voilà trente ans que je travaille, et c'est la première fois que j'entends de telles discussions à l'école ; l'école est un établissement idéologique d'Etat, et des discussions pareilles ! Si vous aviez fait la guerre, Guerline, vous respecteriez le pouvoir soviétique ! Que vient faire ici le culte de la personnalité ? Vous prétendez que chez nous, il y aurait le culte de la personnalité. Il ne faut pas détourner la conversation. La première et la deuxième lettre, c'est tout un, que vous le vouliez ou non. C'est l'acte qui nous intéresse, et non ses mobiles. Si vous avez osé signer une telle lettre, la Pologne n'est pas loin. L'analogie est directe. Ce sont les maillons d'une seule et même chaîne. A qui est-ce nécessaire ? Nous devons être totalement convaincus, ne pas hésiter. Autrement quels professeurs sommes-nous ! Comment oserons-nous approfondir en classe des questions politiques, sans une conception du monde parfaitement assurée et d'une pureté cristalline ? De tels professeurs n'ont pas leur place à l'école.

NOJKINA (*professeur de mathématiques*). — Je ne suis pas convaincue que Guerline ait voulu défendre la justice. Cette justice n'est pas convaincante. Ossipova et Nagornaïa en ont parlé, et elles ne m'ont pas convaincue. Pas convaincue ! Si Guerline avait eu raison, vous m'auriez convaincue. Tous les autres m'ont convaincue et pas vous. Je ne crois pas à votre légalité. L'essentiel, pour vous, Guerline, c'est l'offense personnelle qui vous a été faite. Les gens n'intéressent pas Guerline, et il faut s'y intéresser. Votre signature, c'est la défense de gens que vous ne connaissez pas. Comment peut-on défendre des criminels ? Et que vient faire là la justice ? Elle juge les criminels, et vous les défendez. Guerline, comment n'avez-vous pas cherché conseil auprès de vos amis ? Si ce sont vos amis, pourquoi ne vous ont-ils pas conseillée ? Ou bien vous les couvrez, ou bien ce ne sont pas des amis. C'est juste, ce que je dis ? Il y a là quelque chose qui ne va pas. Autrement que défendent donc ces amis ? Et si Guerline défend la justice, que n'a-t-elle porté cette question à l'ordre du jour de la réunion syndicale ? Pourquoi craint-elle de dire honnêtement le nom de ceux qui lui ont donné la lettre ? Comment peut-on la défendre ici ? Et notre administration aussi a eu tort. Elle n'a regardé que ses cours. N'importe qui peut donner des cours. On l'a même félicitée pour son érudition. Mais à qui est-elle nécessaire ? En cours, un professeur a un rôle de formation idéologique ; laissez-nous tranquilles avec votre logique, ce n'est pas la question. On n'éduque pas avec de la logique. Chez Guerline, dans sa 7<sup>e</sup> B, tout ne va pas pour le mieux. C'est une classe relâchée, indisciplinée. Avec moi ça va bien, avec moi ça va bien partout. Mais quand ils étaient en 5<sup>e</sup>, qu'ils sortaient juste de l'école primaire, quand ils

voyaient une fille moins bien habillée, ils en riaient. Leur esprit ne me plaisait pas du tout. Maintenant c'est fini, mais c'est une classe indisciplinée. On avait collé à Guerline l'étiquette : bon professeur, mais il y avait beaucoup à lui reprocher. Je suis tout à fait d'avis que sa conduite est incompatible avec l'état de professeur. Quiconque vacille à droite ne peut enseigner à gauche.

**MAZO** (*un jeune biologiste*). — Je dois partir, mais je vais dire un mot. Il y a deux ans, on a jugé des criminels de guerre. Mon opinion personnelle : j'établis un parallèle.

*Une voix.* — Qu'est-ce que ça veut dire ? C'est incompréhensible.

**MAZO.** — J'ai dit : j'établis un parallèle. (*Il sort.*)

**BOUGROVA** (*physicienne*). — C'est moi qui ai parlé à Guerline de la décision du comité local. Ce n'est pas un secret. Et j'ai donné des vers. Au conseil pédagogique, aux professeurs. Et les enfants les ont pris. C'étaient mes vers préférés. Et j'ai participé au cercle.

**MANTSOUR** (*professeur de littérature, amie de Guerline*). — Guerline a dit que ceux qui l'avaient condamnée en 1949 avaient eu honte ensuite de la regarder en face. Pour ne pas avoir honte, je parlerai. Je ne soutiens pas Guerline. Je n'ai pas divulgué le secret de la réunion du Parti. J'ai dit ce que je pense et je n'aurai pas honte de regarder Guerline en face.

**ПАХОМОВ** (*physicien, président du comité local*). — Bougrova n'avait pas le droit de divulguer le secret de la décision du comité local !

**INGEROV** (*directeur de l'école*). — Camarades, personne parmi vous n'avait de doute quant aux défenseurs de Guerline. Cela mérite réflexion. Leur intervention n'est pas le fruit du hasard, et ce n'est pas par hasard que nous l'avions prévue. Ces camarades seraient bien inspirés de songer à eux-mêmes. Où va les conduire une telle position ? Le collectif ne voudra pas travailler avec ceux qui l'ont défendue. L'intervention de Guerline est inqualifiable. La première et la deuxième lettre, c'est tout un. Il ne sert à rien de chicaner et de finasser ! C'est tout un ! Vous ne vous en tirez pas et ne trompez personne ! Sans en avoir l'air, c'est nous tous que Guerline a insultés. Pourquoi dit-elle que tout est décidé à l'avance ? Les interventions de Guerline et celles de ses défenseurs sont dérisoires et vaines. Leurs radios (15) ne tromperont personne, il ne sert à rien de se défilier. Ce n'est pas par hasard que la classe est indisciplinée et le cercle aussi. Non, ce n'est pas par hasard. L'homme est fait d'une succession de hasards. Pas un de ceux qui pensent juste n'a pris la défense de Guerline. L'intervention de Nagornaïa est indigne, comme sa conduite pendant la séance (elle a plusieurs fois interrompu les orateurs par des exclamations indignées). Quelle absence de principes ! Quant à la sincérité de Guerline, ce n'est même pas la peine d'en parler. Quelle hypocrite ! Elle est de la même bande que Gabaï. Qui croira que Guerline ne savait pas

(15) C'est-à-dire la B.B.C. et la *Voix de l'Amérique* que le K.G.B. n'a brouillées que pendant l'invasion de la Tchécoslovaquie et se charge à l'occasion de renseigner lui-même pour compromettre les opposants.



que ses calomnies seraient reprises par la *Voix de l'Amérique* ? Pourquoi a-t-elle transmis la lettre (GUERLINE. — Vous mentez ! Je ne l'ai pas transmise) et n'est-elle pas venue à l'organisation du Parti ? Posons maintenant la question essentielle : qu'allez-vous faire maintenant, camarades défenseurs, et avec qui ? Nous ne vous permettrons pas de jouer sur les deux tableaux. Vous n'avez pas le droit d'introduire le doute dans des têtes de seize ans. Un groupe sans principes s'est formé qui essaye de tirer ses camarades d'affaire. Pouvons-nous être certains qu'avec le départ de Guerline se rétablira chez nous une atmosphère soviétique ? Nous prévenons ces camarades sans équivoque. Qu'ils réfléchissent avant de voter. Nous donnons à cette affaire une valeur politique. Il aurait fallu renvoyer Guerline plus tôt, il n'aurait jamais fallu l'admettre à l'école, on ne peut confier l'éducation de nos enfants à un individu politiquement douteux !

BATYGUINA (*censeur*). — On a dit ici que Guerline n'avait commis qu'une seule faute. Une seule faute peut caractériser le niveau politique d'un professeur. Oui, elle faisait de bons cours, elle était érudite, mais il faut aller plus loin. Quelles traces a laissées la 7<sup>e</sup> B dans le travail pionnier ? Tout est formel, rien qui vienne du cœur, et nous ne parlons que des cours ! Cette classe porte le nom de Zoia Kosmodemianskaïa ! Et elle n'a fait aucune étude à son sujet. Les 45 minutes de cours terminées, voilà ce qu'on voit : la lettre. Et insolente avec ça ! Elle refuse d'être de permanence, ou bien on lui a fait une remarque injustifiée (à ce qu'elle dit), elle refuse par principe d'intervenir dans les meetings, elle refuse de recopier les rapports, elle dit qu'elle en a assez. Voilà son vrai visage. Mon fils a été dans sa classe. Comme mère et comme professeur, comme administrateur, je considère qu'elle ne peut être professeur. Elle n'éduque pas les hommes dont la patrie a besoin.

*Le président de séance (professeur à l'école primaire)*. — Vous n'avez pas encore acquis cet esprit civique et cette honnêteté dont vous parlez. Sur bien des points vous êtes apolitique. La comparaison avec le culte de la personnalité, c'est de l'apolitisme pur ! Les gens qui ont la conscience nette et des sentiments véritablement civiques se sentent en parfaite sécurité. Pourquoi est-ce que je ne me sens pas en danger ? J'ai la conscience nette.

On met aux voix la proposition : demander au ministère de la Culture de renvoyer V. M. Guerline, conformément à l'article 48 du code du travail (sur demande de l'organisation syndicale) (\*).

*Résultats du vote*. — Sur 42 présents, 5 contre et 2 abstentions (on transmettra au ministère de la Culture des résultats différents : 2 ou 3 contre et 1 abstention).

GUERLINE (*dernière intervention*). — J'ai honte. J'ai tellement honte que je ne puis lever les yeux, j'ai honte, honte pour vous, camarades. Parce que vous ne savez ni écouter ni comprendre, parce que vous ne savez pas penser, parce que beaucoup parmi vous se sont révélés encore plus malhonnêtes que je ne le pensais.

IVAN A. IAKHIMOVITCH

Le 22 janvier 1968

## DES PROCÈS QUI FONT BEAUCOUP DE MAL A LA CAUSE DU COMMUNISME

*(Lettre au C.C. du P.C.U.S. et au camarade Souslov)*

*En 1964, la Komsomolskaia Pravda, organe officiel des Jeunesses communistes de l'U.R.S.S. (Komsomol), organisation qui compte 19 millions de membres, publiait, avec des éloges, des extraits du journal d'un président de kolkhoze modèle, le jeune président du kolkhoze Iaouna Gardo (Jeune Garde) de Lettonie, Ivan Iakhimovitch.*

*La lettre publiée ci-dessous (le premier texte de Iakhimovitch après ce journal vieux de cinq ans) marque une évolution profonde et qui n'en est pourtant qu'à ses débuts. Le même jeune président d'un kolkhoze frontalier, qui veut construire le socialisme, s'adresse à la direction de ce qu'il considère comme SON parti pour lui signaler, après le procès Guinzbourg-Galanskov, que les ouvriers et les paysans vont prendre les choses en main si la direction du P.C.U.S. ne change pas sa politique, qui la conduit, souligne-t-il, à affronter la jeunesse dans son ensemble ou presque.*

*La lettre de Iakhimovitch prouve que l'opposition n'est pas un phénomène « intellectuel » et « urbain », et le fait que l'appareil ait dû, pour le licencier, attendre que Iakhimovitch quitte quelques jours son kolkhoze afin d'aller passer des examens prouve que l'opposition communiste a des liens beaucoup plus étroits avec les masses que le nombre de ses représentants connus pourrait le laisser supposer... Lorsque, un an plus tard, la police vint arrêter Iakhimovitch, ses trois filles, âgées, l'une de sept ans, les*

*deux autres de six ans, se rangèrent dans la cour de l'immeuble et entonnèrent l'Internationale. Dans la situation générale d'aujourd'hui, ce petit fait a la même signification : il annonce la levée des masses pour le socialisme, contre la bureaucratie et contre la bourgeoisie.*

Je ne peux pas juger du degré de culpabilité des victimes de diverses formes de répression, car je suis trop mal informé. Mais je sais une chose dont je suis fermement convaincu : les procès du type de celui qui vient de se dérouler au tribunal de la ville de Moscou du 8 au 12 janvier font beaucoup de mal à notre Parti et à la cause du communisme.

Nous venons de fêter un anniversaire glorieux (1), en affirmant notre fierté des résultats que nous avons obtenus dans les domaines économique et scientifique, et pourtant, l'année même que l'O.N.U. a déclarée « *année des droits de l'homme* » (2), nous fournissons nous-mêmes aux ennemis du communisme les atouts les plus forts contre nous. Quelle absurdité !

Il y a cinquante ans, nous manquions de tout, nous étions affamés, et réduits à l'état de demi-mendiants, mais nous vainquions parce que nous mettions au premier plan l'émancipation de l'homme de l'injustice, de la violence, de l'arbitraire. Et aujourd'hui, alors que nous possédons des fusées et des bombes atomiques, nous risquons de tout perdre, car nous oublions d'où est issue la révolution d'Octobre.

Depuis Raditchev, les intellectuels d'avant-garde ont toujours considéré comme une infamie les procès d'écrivains. A quoi donc pensaient nos dirigeants nationaux en bâillonnant Soljenitsyne, en bafouant le poète Voznessenski, en condamnant Siniavski et Daniel au bagne ?

On ne doit pas miner la confiance des masses à l'égard du Parti, on ne doit pas jouer avec l'honneur de l'Etat, même si je ne sais quel dirigeant veut, dans les six mois à venir, régler son compte au Samizdat. On ne peut liquider le Samizdat que par un seul et unique moyen : en développant les droits démocratiques, et non en les étranglant, en respectant la Constitution et non en la violant, en mettant en pratique la déclaration universelle des droits de l'homme que Vichynski a signée au nom de notre Etat, et non en la mettant sous l'étouffoir. L'article 20 précise d'ailleurs :

*« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions, et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération*

(1) En octobre 1967, a été célébré le cinquantième anniversaire de la révolution, auquel la bureaucratie donna une solennité particulière...

(2) L'année 1968 avait été déclarée par l'O.N.U. « *année des droits de l'homme* », l'opposition a utilisé ce fait pour la « *défense des droits civiques* ».

*de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.* »

Vous connaissez parfaitement l'article 125 de notre Constitution (\*), inutile de le citer. Je voudrais seulement vous rappeler les mots de Vladimir Ilitch Lénine, qui soulignait que nous avons besoin d'une information précise et complète, et que la vérité ne doit pas dépendre de celui à qui elle doit être utile...

Je considère que les persécutions engagées contre des jeunes dont les opinions diffèrent de celles de la majorité, dans notre pays où plus de la moitié de la population a en dessous de trente ans, est une attitude extrêmement dangereuse, du pur aventurisme. Ce ne sont pas les lèche-bottes, les béni-oui-oui — et cette engeance court les rues ! — ce ne sont pas les fils à papa qui dessineront notre avenir, mais ces révoltés qui constituent l'élément de la jeune génération le plus énergique, le plus viril, le plus dévoué à des principes. Il est absurde de les considérer comme des ennemis du pouvoir soviétique, et plus stupide encore de les entasser dans les prisons et de les bafouer. Cette ligne politique mène le Parti au suicide. Malheur à nous si nous n'arrivons pas à trouver un langage commun avec cette jeunesse ! Elle va fonder, elle va inévitablement fonder un nouveau parti. Penchez-vous sur l'histoire, et vous vous en convaincrez : ni les bagnes, ni les prisons, ni la déportation ne peuvent tuer les idées. Qui ne comprend pas cette vérité n'est ni un homme politique ni un marxiste.

Vous vous rappelez le fameux testament de Palmiro Togliatti ? Je pense à cette phrase : *« On a l'impression que le retour aux normes léninistes, qui garantissaient, au sein du Parti comme à l'extérieur, une plus grande liberté d'expression et de discussion sur les problèmes culturels, artistiques et même politiques, s'effectue en un mouvement lent et contradictoire. Il nous est difficile d'expliquer cette lenteur et ces contradictions, surtout lorsque nous prenons en considération les circonstances actuelles : l'encerclement capitaliste n'existe plus, et l'édification économique de l'U.R.S.S. a atteint des résultats grandioses. Nous sommes toujours partis de l'idée que le socialisme était un système garantissant la plus large liberté aux travailleurs qui participent, d'une façon organisée, à la direction de toute la vie sociale. »* (La Pravda, 10 septembre 1964.)

A qui sert donc cette politique de lenteur et de contradictions ? Elle ne sert qu'aux staliniens déclarés ou discrets, aux banqueroutiers de la politique. Rappelez-vous : le léninisme OUI, le stalinisme NON ! Le vingtième congrès du Parti a fait son travail. Le Djinn est libéré de sa prison. Personne ne réussira, par aucun moyen, à l'y enfermer de nouveau.

Nous sommes à la veille du cinquantenaire de la création de l'armée soviétique, nous sommes à la veille de la conférence consultative des partis communistes frères. Ne vous compliquez pas le travail, n'alourdissez pas le climat dans le pays !

Le camarade Podgorny pourrait, au contraire, amnistier Sinjavski, Daniel, Boukovski, obtenir la révision du procès Guinz-

bourg. Le tribunal de la ville de Moscou a, dans cette dernière affaire, entériné les violations les plus grossières de la légalité. Il faut punir comme ils le méritent le procureur Terekhov, le juge Mironov, le président du tribunal Tsirkounenko, essentiellement pour imbécillité et pour abus de pouvoir. On ne peut garantir la légalité en violant la loi. Nous ne laisserons personne prostituer notre justice soviétique, nos lois et nos droits ! Il faut chasser sans pitié des juges pareils, car ils font plus de mal au pouvoir soviétique que tous les N.T.S., les B.B.C. et les Radio-Liberté réunis.

Que *Novy Mir* édite donc encore les œuvres de Soljenitsyne, que Serebriakova publie donc en Union soviétique *La trombe*, et Evguenia Guinzbourg *Le vertige* (3). De toute façon, il faut bien l'avouer..., on connaît et on lit déjà ces œuvres.

Dans la province où je vis, une maison sur dix seulement possède l'électricité, les autobus ne peuvent circuler l'hiver, les lettres arrivent avec plusieurs semaines de retard. Si les informations sont, cependant, largement parvenues jusqu'à nous, vous pouvez deviner ce que vous avez fait, quelles semences vous avez répandues dans le pays ! Ayez le courage de corriger vos erreurs, tant que les ouvriers et les paysans n'ont pas encore pris cette affaire en main !

Je ne voudrais pas que l'on fit le silence sur cette lettre, car les problèmes du Parti ne peuvent être des problèmes particuliers, personnels, et moins encore de second ordre. Je considère de mon devoir de communiste d'avertir le Comité central de mon Parti, et d'insister pour que le contenu de cette lettre soit communiqué à tous les membres du Comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. C'est dans ce but précis que je l'ai adressée au camarade Souslov.

Salutations communistes.

I. A. Iakhimovitch,

*président du kolkhoze Iaouna Gardo  
(Jeune Garde) en Lettonie.*

(3) *La trombe*, titre des souvenirs de Galina Serebriakova (femme de Serebriakov puis de Sokolnikov, deux vieux bolcheviks), qui a fait quinze ans de déportation. Ces souvenirs, préparés à l'impression, furent détruits sur plombs : une série d'épreuves parvint à *Kultura*, périodique polonais dans l'émigration, qui les publia. Sur *Le vertige*, voir plus haut, page 201, note 7.



## XXXII

Février 1968 (?)

### **CES PROCÈS NOUS INQUIÈTENT...**

*(Lettre de 139 représentants des intellectuels et des travailleurs de Kiev)*

*La politique chauvine de russification menée par la bureaucratie sème dans toutes les minorités nationales de l'U.R.S.S. les germes du nationalisme et vise ainsi à dresser les uns contre les autres les travailleurs soviétiques.*

*Le texte qu'on va lire montre que — dans le pays où le nationalisme est le plus fort et la politique de russification la plus brutale — et sans le cadre de conscience que représenterait une organisation, des couches de travailleurs manuels et intellectuels désignent sans ambiguïté leur adversaire, adversaire qui est le même pour les travailleurs de Moscou et pour ceux de Kiev : la bureaucratie et son appareil, organisateur des procès politiques et de la chasse aux sorcières.*

*Pour un examen plus complet des luttes que mènent aujourd'hui les travailleurs des nationalités minoritaires et des problèmes qu'elles posent, nous renvoyons au chapitre VIII, qui y est consacré en entier.*

Au secrétaire général du Comité central du P.C.U.S.,

L. I. Brejnev

Au président du conseil des ministres de l'U.R.S.S.,

A. N. Kossyguine

Au président du présidium du soviet suprême de l'U.R.S.S.,

N. V. Podgorny

Chers camarades,

Nous nous adressons à vous au sujet d'une question qui trouble profondément divers milieux de la société soviétique.

Au cours de ces dernières années se sont déroulés, en Union soviétique, des procès politiques contre des jeunes gens parmi les intellectuels les plus féconds et les plus instruits. Ces procès nous inquiètent pour toute une série de raisons.

Avant tout, nous ne pouvons pas ne pas nous émouvoir de ce que, à l'occasion de nombre de ces procès, les lois de notre pays ont été violées. Par exemple, tous les procès de Kiev, de Lvov et d'Ivano-Frankovsk en 1965-1966, au cours desquels ont été condamnés plus de vingt personnes, se sont déroulés à huis clos, ce qui est contraire à la Constitution de l'U.R.S.S., aux constitutions des républiques unies et à leurs codes pénaux. Le plus grave est que le caractère secret de ces procès a contribué à faciliter la violation de la légalité dans le cours même des débats.

Nous estimons que la violation du principe de publicité des débats va à l'encontre de l'intérêt de la société soviétique, que cela apparaît comme un outrage aux principes les plus élevés de notre pays (exprimés par la Constitution de l'Union des républiques socialistes soviétiques), et que cela ne se justifie en rien.

Le principe de la publicité des débats exige, non seulement que les débats soient ouverts au public, mais encore que leur déroulement soit le plus largement et le plus exactement publié. On sait que Lénine avait le souci que les plus larges masses soient tenues au courant de tout, puissent tout voir et puissent juger de tout ; et particulièrement au sujet des instances pénales, il disait que *« les masses doivent avoir le droit de tout savoir et de tout vérifier sur chacune des manifestations, même la plus minime,*

de l'activité de ces instances » (*Œuvres*, tome 27, p. 186). Cependant, notre presse n'a absolument pas réagi aux procès politiques qui se sont déroulés en Ukraine. En ce qui concerne les procès qui se sont déroulés à Moscou, les courts résumés qui en ont paru dans la presse étaient plus propres à provoquer rapidement l'indifférence et à choquer le bon sens du lecteur soviétique qu'à lui donner une information objective sur la marche des débats.

En fait, le huis clos, rendant impossible tout contrôle, a permis la violation des garanties constitutionnelles et l'irrégularité de la procédure. C'est presque devenu la règle que, lors de semblables procès politiques, le tribunal renonce à écouter les témoins à décharge et se borne seulement aux témoins à charge. Les faits rapportés dans la lettre ouverte, largement connue, que vous avez reçue de Pavel Litvinov et L. Bogoraz (1) témoignent éloquemment que le procès Galanskov, Guinzbourg, Dobrovolski et Lachkova a comporté de grossières infractions aux règles de procédure.

Une circonstance fâcheuse attire l'attention : dans de nombreux cas, les accusés se voient reprocher d'avoir exprimé et défendu des idées n'ayant nullement un caractère antisoviétique, mais comportant une critique d'événements divers de notre vie sociale, ou bien la critique d'écarts flagrants par rapport à l'idéal socialiste, d'infractions flagrantes à des normes officiellement proclamées. Par exemple, le journaliste Viatcheslav Tchornovil a été condamné par le tribunal de Lvov, le 15 novembre 1967, simplement pour avoir rassemblé et fait paraître dans les organes officiels des documents révélant le caractère illégal et irrégulier des procès qui s'étaient déroulés en Ukraine en 1965 et 1966. Et, en dépit du fait que l'accusation n'a rien pu produire de clair contre V. Tchornovil, et n'a même pas pu avancer un seul témoignage contre lui (des deux témoins cités par l'accusation, l'un, ne vint pas au procès pour un motif inconnu et l'autre revint sur sa déposition antérieure et fit une déposition en faveur de V. Tchornovil) ; en dépit du fait que la défense a dévoilé de façon claire et convaincante tout le ridicule de l'accusation portée contre V. Tchornovil, le tribunal a cependant satisfait toutes les exigences de l'accusation et condamné le jeune journaliste à trois ans de prison.

Tous ces faits, ainsi que bien d'autres, laissent entendre que les procès politiques qui se sont déroulés ces dernières années deviennent une forme de répression contre ceux qui pensent « autrement », une forme de répression de l'activité civique et de la critique sociale, tout à fait néfaste à la santé de n'importe quelle société. Ils témoignent du renforcement de la restauration du stalinisme, contre lequel nous mettons en garde avec tant d'énergie et de courage I. Gabaï, Iouri Kim et P. Iakir dans leur adresse aux hommes de sciences, aux gens cultivés et aux

(1) Lettre déjà citée plusieurs fois. Voir *L'affaire Guinzbourg-Galanskov*, o.c., pp. 83-85.

artistes de l'U.R.S.S. (2). En Ukraine, où les infractions à la démocratie sont accompagnées et aggravées par la répression au point d'en devenir un problème national, les symptômes du stalinisme se manifestent avec d'autant plus d'évidence et de rigueur.

Nous estimons de notre devoir d'exprimer notre profonde inquiétude à l'occasion de ce qui vient de se passer. Nous vous demandons d'utiliser votre autorité et votre mandat dans le but de faire strictement respecter les lois soviétiques par les instances des tribunaux et les procureurs, afin que les difficultés et les divergences qui surgissent dans notre vie politique et sociale puissent être résolues dans le cadre de la discussion idéologique et non pas remises à la compétence des procureurs et des agents de la Sécurité d'Etat.

Cette lettre porte 139 signatures d'intellectuels, d'étudiants et d'ouvriers ukrainiens. On trouvera les noms les plus connus dans la rubrique *Répression*, reproduite de la *Chronique des événements*, sous les n° 101 à 125 : *Répression en Ukraine* (3).

*(Le document [l'exemplaire de la rédaction] n'est pas daté. Il a vraisemblablement été écrit en février 1968.)*

(2) Reproduit ci-après dans ce chapitre.

(3) Voir ci-après, pp. 364-367.

ILIA GABAI, PIOTR IAKIR, IOULI KIM

**VERS UN RETOUR DU STALINISME ?**

*(Lettre aux représentants de l'art, de la science et de la culture  
en Union soviétique)*

*Les textes de l'opposition ont presque tous — au moins à l'origine — un caractère étroitement circonstanciel : protestations contre tel ou tel acte d'arbitraire, pétitions, lettres, etc. Rares sont ceux qui tentent de replacer la succession des événements dans un cadre plus général.*

*La Lettre de Kim, Gabai et Iakir est l'une des premières tentatives connues de pallier ce défaut. Et c'est là un pas en avant d'une importance considérable ; si elle ne progressait pas dans ce sens, l'opposition se condamnerait à l'empirisme. Elle a d'ailleurs continué à le faire depuis : c'est ainsi que l'un des derniers opuscules diffusés dans le Samizdat sous le titre Transformation du bolchevisme est une tentative d'analyser la dégénérescence de l'Etat ouvrier issu de la révolution d'Octobre.*

*Le texte qu'on va lire tourne autour de l'idée d'une « restauration du stalinisme ». On ne peut déterminer si les trois auteurs affirment ici LEUR propre conception du durcissement de l'appareil ou si, pour accroître l'audience de leur lettre, ils emploient une formulation qui reprend les illusions semées par Khrouchtchev ; ces illusions consistent à voir dans le stalinisme soit une idéologie, soit un ensemble de pratiques monstrueuses (purges, déportations massives, procès sanglants, etc.) : la liquidation officielle de certaines « thèses » (comme celle de l'aggravation de la lutte des classes au fur et à mesure que progresse la « construction du socialisme ») et des pratiques les plus meurtrières du stalinisme marquerait ainsi la fin de ce dernier. Conception évidemment fautive parce que liée aux seules apparences, au seul aspect extérieur des choses : le stalinisme, c'est la domination politique d'une bureaucratie parasitaire sur la base des rapports sociaux issus de la révolution d'Octobre. domination qui s'exerce sur et contre le prolé-*



tariat, qu'elle a chassé du pouvoir, et qui, subordonnée à l'isolement du prolétariat soviétique par rapport à la classe ouvrière des autres pays et donc au statu quo dans le reste du monde engendre une politique de soutien de la bourgeoisie internationale dans l'ensemble des pays capitalistes.

Le XX<sup>e</sup> congrès n'a donc nullement marqué la liquidation du stalinisme. Il l'a adapté à la nécessité de faire des concessions aux masses et à l'impossibilité de perpétuer un certain type de rapports terroristes entre l'appareil et les travailleurs : l'ultra-centralisme bureaucratique pouvait en effet suffire à jeter les bases de la grande industrie, il ne peut répondre aux exigences de la gestion d'une économie moderne diversifiée.

L'idée de la « restauration du stalinisme » n'est donc que le produit d'une confusion entre forme et contenu. Aujourd'hui, la bureaucratie apeurée recourt de plus en plus à l'intimidation brutale et à la répression systématique. Cela signifie simplement que la « libéralisation » ou la « démocratisation » ne sont que des formes — impossibles d'ailleurs à maintenir — d'une domination si fragile que la bureaucratie n'a toujours, face au mouvement des masses, d'autre recours ultime que la terreur.

En 1956, elle y a recouru sans phrases pour écraser la révolution hongroise des conseils ouvriers : aujourd'hui, elle tente désespérément, en Tchécoslovaquie, de la différer au profit d'une solution politique plus économique (la reconstruction d'un appareil homogène, d'ailleurs impossible à mener à bien sans recourir à la violence), parce que, à l'échelle de l'Europe et du monde, le rapport des forces entre les masses d'un côté, la bureaucratie et la bourgeoisie de l'autre, a penché en faveur des masses, et que la désintégration de l'appareil international du stalinisme, qui a commencé, tend à libérer les forces explosives du prolétariat et des milliers de ses cadres organisateurs... Iakir, Kim et Gabai prennent ainsi pour une restauration ce qui n'est qu'un moment de la convulsion du stalinisme international.

Nous, signataires de cette lettre, nous adressons à vous pour vous dire notre inquiétude profonde sur le destin et l'honneur de notre pays.

Au cours des dernières années se sont multipliés les symptômes menaçant d'un retour au stalinisme. Cela apparaît avec une évidence particulière dans la multiplication des procès contre les hommes qui ont osé défendre leur dignité et leur liberté, qui ont osé penser et protester. C'est là la tare la plus terrible de notre époque.

La répression n'a pas atteint, bien entendu, le niveau de jadis. Mais nous avons assez de motifs pour craindre qu'il n'y ait, parmi les dirigeants de l'Etat et du Parti, une foule de nostalgiques désireux de renverser le cours de notre développement. Et si

nous laissons ce processus se développer, nous n'aurions aucune garantie que l'année 1937 ne revienne pas...

Nous ne reverrons pas avant longtemps André Siniavski et Iouli Daniel, condamnés à de longues années de souffrances pour ce seul motif qu'ils ont osé écrire ce qu'ils jugeaient vrai.

On a arraché à la vie normale des jeunes gens comme Victor Khaoustov et Vladimir Boukovski pour trois ans (1). Leur seul « crime », c'est d'avoir exprimé publiquement leur désaccord avec les lois draconiennes et les mesures répressives qui, une fois de plus, ravagent notre pays.

L'action du tribunal de barbares qui les a jugés est un modèle d'arbitraire cynique et de falsification.

Le récent procès organisé contre Guinzbourg et ses camarades a dépassé toutes les limites dans la dérision des droits de l'homme. Vichynski lui-même aurait pu envier l'organisation de ce procès. Lui, au moins, il extorquait des aveux des accusés et des déclarations des témoins. Le procureur Terekhov et le juge Mironov n'ont même pas éprouvé le besoin de remplir la vaine formalité qui consiste à présenter des preuves. Iouri Galanskov, physiquement très malade, a été condamné à sept ans de travaux forcés. La seule preuve — particulièrement fragile ! — de sa culpabilité a été la déposition de l'ignoble lâche qui a nom Dobrovolski (2). Alexandre Guinzbourg a été condamné à cinq ans de travaux forcés au mépris des déclarations de tous les témoins et des faits les plus évidents.

Même Alexis Dobrovolski, qui a joué le rôle sinistre d'un Kostomarov (3) à ce procès, a vu son existence saccagée. S'il n'a même qu'une ombre de conscience, trente deniers ne constituent pas, loin de là, une compensation suffisante au mépris et au dégoût qui attendent ce diffamateur. Nos services de répression portent la responsabilité la plus lourde dans cette mutilation morale de Dobrovolski, marqué du signe de la canaille, qui a détruit et calomnié ses camarades par un vil souci d'intérêt personnel.

Vera Lachkova était coupable d'avoir tapé à la machine des textes que le tribunal a jugés criminels (4). Et dans les conditions qui sont celles de notre pays, comme le montre le cas d'autres condamnés pour des crimes similaires (L. Rendel, A. Martchenko et d'autres), elle paiera très cher cette faute : sa condamnation figurera sur sa carte d'identité, et elle perdra le droit de vivre et d'étudier à Moscou.

(1) Pour le procès Khaoustov (février 1967) et le procès Boukovski (septembre 1967), voir l'introduction et le texte *La répression* dans ce même chapitre.

(2) Au procès Guinzbourg-Galanskov, l'accusé Dobrovolski capitula complètement, et joua le rôle de provocateur contre ses coaccusés.

(3) Kostomarov : militant clandestin sous le tsar Alexandre II. Arrêté par la police, il accabla ses camarades. Et son nom est devenu le symbole du « mouton ».

(4) Lachkova : son seul « crime » fut d'accepter de dactylographier le texte du *Livre blanc sur l'affaire Siniavski-Daniel* de Guinzbourg.

L'atmosphère qui entourait le procès a constitué un chaînon supplémentaire dans la chaîne de l'illégalité. Les services officiels ont honteusement menti à la presse communiste occidentale. Le premier jour du procès, on annonça que la date n'en était pas encore fixée. Interrogé à ce propos quelques jours avant l'ouverture du procès, le vice-président du tribunal de Moscou, Mironov, répondit que le tribunal de Moscou n'avait pas encore été informé de l'affaire.

Les gens qui tentèrent d'entrer dans la salle d'audience furent soumis à un chantage brutal et à un traitement insupportable : on les photographia, on les espionna sans cesse, on vérifia leurs papiers, on enregistra leurs conversations... et ce n'est là qu'une liste bien incomplète des hauts faits qui ont marqué les jours mémorables du procès Guinzbourg. Le plus effrayant, c'était sans doute le nombre de jeunes gens (garçons et filles) parmi tous ces mouchards : ils espionnaient au lieu d'étudier, ils dénonçaient au lieu de tenter de saisir et de comprendre quelque chose, et, du point de vue du K.G.B., leur travail d'informateurs représentait sans doute le modèle de la moralité juvénile, par opposition à l'« immoralité » de Guinzbourg, qui avait osé intervenir en faveur d'hommes condamnés bien qu'innocents.

Vous connaissez, à coup sûr, la lettre de Larissa Bogoraz-Daniel et de Pavel Litvinov. Nous prenons toutes nos responsabilités et déclarons : non seulement chaque ligne de cette lettre est pure vérité, mais elle n'est qu'une petite partie de la vérité sur les outrages et les sarcasmes dont les accusés furent victimes. L'organisation du procès et la conduite du juge — dont la responsabilité exige l'impartialité absolue — privèrent en fait les accusés de leur droit de se défendre, et les huées sauvages du « public » créèrent un climat d'hostilité insupportable pour eux. En outre, dans la salle d'audience, des gens lisaient le journal ou somnolaient, ne se réveillant que pour hurler leur exigence d'un verdict plus sévère.

Les autorités ont donc, une fois de plus, organisé un prétendu « procès public » en exploitant les traits de caractère les plus vils de gens sélectionnés à cet effet et dotés d'une logique de tambour, bardés d'une indifférence solide à l'égard du sort d'autrui, et trop aveugles pour se soucier de s'informer ou d'analyser les faits.

Pendant que, dans la salle d'audience, des bonnes femmes hystériques et des Cent-Noirs (5) sommeillaient ou insultaient les accusés, à l'extérieur, dans le corridor, puis plus tard dehors, dans le froid, le véritable public tournait en rond : amis et parents des accusés, plus des gens qui ne les connaissaient pas, mais voulaient savoir la vérité : écrivains, artistes, étudiants, enseignants.

Nos journaux ont manigancé une série de falsifications fondées soit sur des mensonges purs et simples, soit sur une présentation tendancieuse de faits soigneusement sélectionnés pour les gens non informés. Ceux qui prétendent jouer le rôle de mentors idéologiques ont oublié quelque chose de très important : « *Il est essen-*

(5) Voir plus haut, page 250, note 11.

*tiel de ne pas considérer des faits isolés, mais la totalité des faits qui concernent le problème examiné, SANS UNE SEULE EXCEPTION, sinon on ne peut manquer de prêter le flanc au soupçon — tout à fait justifié — d'avoir sélectionné ou choisi arbitrairement les faits présentés et d'offrir, au lieu d'un ensemble objectif et complexe (...), un arrangement subjectif qui vise peut-être à justifier une combine douteuse. Et cela, après tout, arrive (...) plus souvent qu'il ne peut y paraître tout d'abord.»* Ainsi parlait Lénine.

Le pogrome contre les intellectuels n'est que l'aboutissement logique de l'atmosphère qui règne depuis plusieurs années dans notre pays. Les espoirs naïfs d'une purification de notre vie publique, que nous avons nourris après les décisions du XX<sup>e</sup> et du XXII<sup>e</sup> congrès, ont avorté. La restauration du stalinisme s'effectue lentement, mais sûrement. Ce processus s'appuie essentiellement sur notre propre passivité, sur notre mémoire trop courte et sur l'amère vérité que nous nous sommes habitués à l'absence de liberté.

Voici quelques-uns des signes de la renaissance du stalinisme au cours des dernières années,

1. Les plus hautes autorités ont cité le nom de Staline de façon tout à fait positive. Les journaux ont signalé les applaudissements qu'a suscités son nom. Ils ont omis de signaler que ces applaudissements venaient de gens qui aspirent servilement à obéir à un homme fort, de gens qui veulent justifier leur propre conduite dans un passé assez proche, ou de gens gangrenés par les restes de sentiments nationalistes perversis.

Pendant combien de temps a-t-il donc fallu corrompre la nature humaine pour que des hommes applaudissent l'assassin de centaines de milliers d'êtres, l'organisateur des tortures et des supplices ?

2. On pourrait peut-être expliquer la réapparition du nom de Staline par le désir d'aborder l'histoire objectivement. Bien entendu, une attitude objective à l'égard d'un bourreau, cela relève aussi de la pathologie, mais cela peut encore se comprendre.

Mais l'objectivité ne permet pas encore de dire la vérité sur les dirigeants politiques de la première décennie du pouvoir soviétique. On pourrait, après tout, sans transgresser les limites de la discussion interne dans le Parti, dire honnêtement d'un certain nombre d'individus qu'ils n'ont organisé aucune action terroriste, qu'ils ne se sont engagés dans aucune activité d'espionnage, et qu'ils n'ont pas truffé des aliments de verre pilé. On pourrait, après tout, expliquer ce qu'ils ont fait aux postes importants qu'ils ont occupés. Mais l'on nous accable toujours sous les hauts faits de Staline lorsqu'il fut commissaire du peuple aux nationalités et sous la longue liste des activités de sabotage organisées par celui qui était alors commissaire du peuple aux forces armées et président du conseil militaire révolutionnaire, L. D. Trotsky.

3. En conséquence, le terme « *culte de la personnalité* » a été banni. Et les ouvrages littéraires ou historiques où Staline et les crimes de la période stalinienne sont critiqués se voient, ou bien refusés, ou encore retirés à l'impression, alors même qu'ils sont déjà composés (les souvenirs de B. Vannikov, le livre de L. Slavine sur le maréchal Egorov, les souvenirs du front de C. Simokov, les souvenirs d'E. Guinzbourg et bien d'autres encore) (6). On en est arrivé au point que le puissant responsable idéologique Fedosseiev nous a recommandé de n'utiliser le terme « *culte de la personnalité* » qu'en référence aux dictateurs d'Amérique Latine et à Mao Tsé-toung.

4. Aucun principe démocratique n'a été à ce jour mis en pratique. Les goûts littéraires ou artistiques des écornifleurs ont force de loi pour les écrivains, les artistes, les éditeurs, les lecteurs, les spectateurs. Des films qui nous honorerait pourrissent dans les archives des cinémathèques, de merveilleux tableaux crouissent dans des studios ou des greniers minuscules. On ne trouve place dans la littérature que pour les œuvres minables des Kotchetov et des Smirnov — surtout celles qui glorifient Joseph Staline — alors que, seuls, un petit nombre de privilégiés ont pu lire *Le pavillon des cancéreux* de Soljenitsyne (7).

La tentative d'empêcher ce que l'on appelle le Samizdat, ou littérature non soumise à la censure, est condamnée à l'échec. S'il n'y avait pas eu le Samizdat dans la littérature russe, nous aurions perdu le roman de Raditchev, *Le malheur d'avoir trop d'esprit* de Griboïedov, de nombreux poèmes de Pouchkine (8). Et même de notre temps, l'intérêt que portent un certain nombre de lecteurs aux œuvres non publiées préservera pour des temps meilleurs la vérité sur la pensée et l'esprit créateur de nos contemporains. Les écornifleurs n'y peuvent rien ! Les Jdanov sombrent dans l'oubli et l'œuvre des Akhmatova conquiert les générations les unes après les autres (9).

Les organismes de répression qui le comprennent recourent à des faux grossiers, comme ce fut le cas dans l'absurde tentative d'associer Guinzbourg, l'homme qui a composé le *Livre blanc* (10)

(6) Les trois premiers textes concernent la dernière guerre et n'ont pas franchi la frontière ; des souvenirs de E. Guinzbourg, comme l'on sait, un tome sur trois, le premier, a pu la franchir. Le Seuil l'a publié sous le titre *Le vertige*.

(7) Voir la bibliographie à la fin du volume.

(8) Radichtchev : auteur du *Voyage de Moscou à Saint-Petersbourg*, qui fut brûlé par les autorités et entraîna la déportation de son auteur en Sibérie ; Griboïedov : auteur de la comédie anticonformiste *Le malheur d'avoir trop d'esprit* ; Pouchkine : poète fameux, lié aux décabristes. Ces trois auteurs, dont le premier vivait dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, les deux autres dans le premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, durent faire circuler un certain nombre de leurs œuvres « *sous le manteau* ».

(9) Akhmatova fut, avec le romancier Zochtchenko, condamnée par un décret du Comité central du P.C.U.S. d'août 1946 rédigé par Jdanov.

(10) Voir l'introduction, page 67.



sur Siniavski et Daniel, avec une organisation d'émigrés, le N.T.S. (11).

Dans les sciences humaines, les diktats simplistes et pernicieux de l'opportunité politique règnent toujours. Le chercheur qui s'éloigne du chemin de la vérité se condamne à mort, et pourtant nos historiens, nos philosophes, nos économistes d'aujourd'hui sont obligés de le faire chaque jour. Si, par hasard, une parcelle de vérité finit par se voir imprimée, les auteurs en sont persécutés. Il y a, sur ce point, trop d'exemples fameux.

5. Les Tatares de Crimée viennent d'être réhabilités, il y a peu de temps. Mais l'opinion publique soviétique ne sait pas grand-chose là-dessus, comme elle ne sait pas que ce peuple, victime d'un crime monstrueux, ne peut pas encore revenir dans sa terre natale. Et les Tatares qui tentent de revenir chez eux sont refoulés ou soumis à diverses mesures de répression.

6. Le plus dégradant est la surveillance constante et multiforme qui est devenue partie intégrante de la vie quotidienne de nombreux citoyens soviétiques.

Nous n'avons cité là que quelques exemples de notre vie publique.

Une fois de plus, nous vous le rappelons : la complicité silencieuse avec les staliniens et les bureaucrates, qui trompent à la fois le peuple et la direction, qui étouffent tout signe, toute plainte, toute protestation, mène logiquement au pire des résultats : les repréailles illégales contre des êtres humains.

C'est dans ces conditions que nous faisons appel à vous, vous qui êtes des créateurs et en qui notre nation place une confiance sans limites : élevez la voix contre le danger imminent de voir réapparaître de nouveaux Staline et de nouveaux Lejov. Sur votre conscience repose le sort des futurs Vavilov et des futurs Mandelstamm.

Vous êtes les héritiers des grandes traditions humanistes de l'intelligentsia russe.

Vous avez sous les yeux l'exemple que représente de nos jours la conduite de l'intelligentsia progressiste occidentale.

Nous le comprenons bien : vous êtes placés dans des conditions qui réclament de votre part un acte de courage chaque fois que vous vous voyez appelés à remplir vos devoirs de citoyens. Mais, après tout, il n'y a pas d'autre choix : ou le courage ou la lâche complicité avec des actions infâmes ; ou l'acceptation des risques, ou l'alliance avec les Vassiliev et les Kedrina ; ou le sacrifice, ou l'entrée dans les rangs des jaunes et des tâcherons de la plume

(11) N.T.S. : organisation d'émigrés blancs pro-nazis qui publie *Possev* et *Grani*, et y insère, à des fins provocatrices, de nombreux textes de l'opposition communiste qu'elle reçoit du K.G.B. via la C.I.A.

qui barbouillent les colonnes des *Izvestia* et de la *Komsomolskaia Pravda*, et qui considèrent moralement justifiable la diffamation publique des hommes qu'ils ont contribué à faire condamner.

Nous ne voulons qu'une chose : que notre peuple ait le *droit moral* de protester contre la condamnation de Theodorakis à six mois de prison (12).

Et pour que cela soit, il faut quelque chose de plus : il faut obtenir l'élargissement de nos compagnons frappés de longues peines de détention.

Nous vous le rappelons une fois encore : des hommes qui ont osé penser croupissent dans les camps de travail forcé. Le silence de chacun de vous sera un pas de plus vers le procès d'un autre Daniel ou d'un autre Guinzbourg. Avec votre consentement silencieux, on verra alors s'avancer lentement une nouvelle année 1937.

ILIA GABAI, *instituteur*.

PIOTR IAKIR, *historien*.

IOULI KIM, *professeur*.

(12) Compositeur grec condamné à la prison par le « régime des colonels ».

Mars 1968

## APPEL AUX COMMUNISTES

*(Au présidium de la conférence des partis communistes  
à Budapest) (\*)*

*Les opposants ont commencé à marquer leur volonté d'assurer leur jonction avec les travailleurs des pays capitalistes en adressant systématiquement leurs lettres à l'Humanité, à l'Unita, au Morning Star — qui n'en ont jamais publié une ligne.*

*Cette adresse collective au présidium de la conférence consultative des P.C. de Budapest est un pas de plus : à la fois parce qu'elle est collective et qu'elle s'adresse à l'ensemble du mouvement communiste organisé. C'est, enfin, la première fois qu'apparaît publiquement au bas d'un texte collectif la signature du vieux bolchevik Alexis Kosterine.*

De nombreux procès politiques se sont déroulés dans notre pays au cours des dernières années. Le caractère essentiel de ces procès, c'est que, en violation des droits fondamentaux du citoyen, on a jugé des hommes pour leurs convictions. C'est précisément pourquoi ces procès se sont accompagnés de viols grossiers de la légalité, à commencer par leur huis clos de fait. L'opinion publique refuse désormais d'accepter en silence cet arbitraire ; l'indignation et les protestations ne cessent de s'amplifier d'un procès à l'autre.

Les organismes du Parti et de l'État, le Comité central du Parti lui-même, ont reçu de très nombreuses lettres individuelles et collectives qui sont restées sans réponse.

On a répondu aux plus énergiques des protestataires en les licenciant, en les convoquant au K.G.B., en les menaçant d'arrestation et, enfin, en recourant à la mesure de répression la plus infâme : l'internement forcé en clinique psychiatrique. Ces actes illégaux et antihumanitaires ne peuvent apporter aucun résultat

positif. Ils ne font, au contraire, qu'exacerber la tension et engendrer une nouvelle indignation.

Nous considérons aussi comme notre devoir de vous signaler que dans les prisons et dans les camps croupissent plusieurs milliers d'internés politiques ; presque personne ne le sait. Ils vivent dans des conditions inhumaines de travail forcé, avec des rations de famine, soumis à l'arbitraire de l'administration (1). Leur peine achevée, ils sont soumis à des persécutions extra-judiciaires et le plus souvent illégales (limitation de leur lieu de séjour, surveillance administrative) qui mettent un homme libre dans la situation d'un déporté.

Nous attirons également votre attention sur la discrimination dont sont victimes les petites nations et sur les persécutions politiques qui accablent ceux qui se battent pour l'égalité nationale ; le procès des Tatares de Crimée en est un signe éclatant (2).

Nous savons que de nombreux communistes des pays étrangers et de notre pays ont, plus d'une fois, exprimé leur désapprobation à l'égard des mesures de répression politique des dernières années. Nous demandons aux participants de la conférence consultative de Budapest de bien peser les dangers qu'engendre le mépris des droits de l'homme dans notre pays.

Zamira Assanov, *médecin* ; Larissa Bogoraz-Daniel, *philologue* ; Boris Chraguine, *philosophe* ; Ilia Gabaï, *professeur* ; Iouri Glazov, *linguiste* ; Piotr Grigorenko, *ingénieur en bâtiments, ancien général-major* ; Piotr Iakir, *historien* ; Iouli Kim, *professeur* ; Alexis Kostérine, *écrivain* ; Victor Krassine, *économiste* ; Anatole Lévitine-Krasnov, *écrivain religieux* ; Pavel Litvinov, *physicien*.

(1) Voir à ce sujet les *Lettres* de Larissa Daniel et de Martchenko publiées dans ce volume.

(2) Voir le chapitre VIII et la présentation de ce chapitre.

## LA RÉPRESSION

(Extrait de la Chronique des événements)

Cette liste et la diversité de ceux qui sont frappés, comme des mesures qui les frappent, en disent assez sur l'ampleur et la profondeur de la lutte entre l'appareil et l'opposition.

Il faut souligner au passage un aspect significatif de cette répression : la liste ci-dessous (incomplète) donne une idée suffisamment claire, et du caractère parasitaire de la bureaucratie, et de la conscience qu'elle a de la fragilité de sa domination. Pour répondre à une campagne de protestation, elle n'hésite pas, en effet, à licencier des savants par dizaines... entravant ainsi le développement scientifique de l'U.R.S.S., comme elle a, en 1939-1941, saboté la défense de l'U.R.S.S. à la veille de l'agression hitlérienne.

Cette brutalité répressive aussi coûteuse n'est pas une absurdité administrative : c'est pour la bureaucratie une nécessité politique vitale qui met en danger le développement même de l'U.R.S.S. (a).

1. Iouri AÏKHENWALD, poète, traducteur, professeur de langue russe et de littérature, a été déporté dans les camps staliniens ; réhabilité, signataire de la *Lettre des 170* (1), licencié de son poste en fonction de l'article 49 du code du travail (\*), rétabli dans ses fonctions après un arrêt du tribunal.

2. Alla ALEXANDROVA, étudiante de 1<sup>re</sup> année à la faculté d'histoire et de philologie de l'institut pédagogique, signataire de la *Lettre des 116* (2) et de la *Lettre des 170*, exclue de la J.C. et de l'institut.

(a) En règle générale, dans les listes de noms, toujours données en russe par ordre alphabétique, nous avons introduit l'ordre alphabétique latin, qui ne correspond pas à l'ordre alphabétique russe de l'original. Dans le cas d'une numérotation, comme dans le présent texte, nous avons conservé l'ordre du texte russe.

(1) Lettre de protestation contre le procès Guinzbourg-Galanskov et son verdict, publiée dans *L'affaire Guinzbourg-Galanskov* (Le Seuil), pp. 135-137.

(2) *Lettre des 116* : ce texte nous est inconnu.



3. Igor ALEXEIEV, professeur de philosophie à l'université de Novossibirsk, signataire de la *Lettre des savants de Novossibirsk* (3) ; blâme sévère du Parti.

4. Liudmila ALEXEIEVA, historienne, rédactrice aux éditions *Naouka*, signataire de la *Lettre des 116*, de la *Lettre des 44* et de la *Lettre des 80* (4), exclue du Parti par le Comité d'arrondissement en son absence, licenciée pour « *incompétence pédagogique* », a fait appel de ce licenciement devant la justice.

5. Nicolaï ANBRONOV, artiste, signataire de la *Lettre des 120* (5), blâme sévère du Parti.

6. Pavel ANTOKOLSKI, poète, membre de l'Union des écrivains, signataire de la *Lettre des écrivains* (6), blâme sévère du Parti.

7. ARKHANGELSKI, docteur ès sciences physiques, professeur à l'université de Moscou, signataire de la *Lettre des 99* (7), blâme sévère du Parti.

8. Boris BALTER, prosateur, membre de l'Union des écrivains, signataire de la *Lettre des écrivains*, blâme sévère du Parti.

9. Mikhaïl BELENSKI, mathématicien, Kiev, signataire de la *Lettre des Ukrainiens* (8), licencié « *sur sa demande* ».

10. Liudmila BELOVA, agrégée de philosophie, professeur à l'institut d'histoire de l'art, signataire de la *Lettre des 80*, exclue du Parti par le comité d'arrondissement.

11. Boris BIRGER, artiste, signataire de la *Lettre des 31* (9) et de la *Lettre des écrivains*, exclu du Parti par le comité d'arrondissement et rétrogradé de membre titulaire à membre stagiaire de l'Union des artistes.

12. Liudmila BORISSOVA, sociologue, Novossibirsk, signataire de la *Lettre des savants de Novossibirsk*, blâme sévère du Parti.

13. Nicolaï WILLIAMS, mathématicien, professeur à l'institut technologique de chimie minérale, a été déporté dans les camps staliniens, réhabilité, signataire de la *Lettre des 80*, de la *Lettre des 99*, licencié de son travail « *sur sa demande* ».

14. Vladimir VOÏNOVITCH, prosateur et dramaturge, membre de l'Union des écrivains, signataire de la *Lettre des écrivains* ; ses pièces *Je veux être honnête* et la *Cause d'un camarade* (10) ont été retirées du répertoire ; la seconde de ces pièces n'avait pas encore été portée à la scène, mais trente-six théâtres du pays l'avaient déjà inscrite à leur répertoire.

(3) *Lettre des savants de Novossibirsk* : voir *L'affaire Guinzbourg-Galanskov*. Le Seuil, pp. 132-133.

(4) *Lettre des 44* : ce texte nous est inconnu. *Lettre des 80* : figure dans *L'affaire Guinzbourg-Galanskov*. Le Seuil, pp. 126-129, avec 78 signatures. Il y en a sans doute eu deux de plus au moment où paraît la *Chronique*.

(5) *Lettre des 120* (en fait 121) : o.e., pp. 123-124.

(6) *Lettre des écrivains* (= *Lettre des 24*) : o.e., pp. 130-131.

(7) *Lettre des 99* : ce texte nous est inconnu.

(8) Lettre de protestation de 139 intellectuels, employés et ouvriers ukrainiens contre le procès Guinzbourg-Galanskov, publiée ci-dessus, pp. 340-343.

(9) O.e., pp. 47-48.

(10) Voïnovitch, romancier et dramaturge, auteur de *Je veux être honnête*, qui critique le bluff bureaucratique.

15. Zoia VOLOTZKAIA, linguiste, institut d'études slaves, signataire de la *Lettre des 170* ; la soutenance de son diplôme a été repoussée *sine die*.

16. Sergueï VOROBIEV, membre du comité de lecture des éditions *Encyclopédie soviétique*, a pris la parole lors d'une réunion pour déclarer qu'il était impossible de discuter et de condamner les lettres écrites à propos du procès alors qu'aucun des présents à la réunion n'avait lu ces lettres ; exclu de la J.C.

17. Īlia GABAĪ, professeur de littérature et d'histoire, ces derniers temps collaborateur de l'institut des peuples de l'Asie ; en 1967, passa quatre mois à la prison de Lefortovo pour l'affaire de la *manifestation de la place Pouchkine*, libéré pour absence « d'élément constitutif d'une infraction », signataire de la *Lettre des 44*, de la *Lettre des 170*, de l'appel (signé par lui, Iouli Kim et Piotr Iakir) « Aux représentants éminents de la science, de la culture et de l'art » (11), de l'Appel à la conférence consultative de Budapest (12), licencié de son poste d'auxiliaire le 1<sup>er</sup> mars, un mois avant la date prévue, a fait des démarches en mai pour faire partie d'une équipe de géologues, ce qui lui fut refusé au dernier moment sur les instructions directes du K.G.B.

18. Piama GAÏDENKO, licenciée de philosophie, travaillait à l'institut du mouvement ouvrier international, signataire de la *Lettre des 80*, exclue du Parti par le comité d'arrondissement, licenciée de son poste, réintégrée dans le Parti par la commission de contrôle près le Comité central, son exclusion étant remplacée par un blâme sévère.

19. Valéria GUERLINE, professeur de langue et de littérature russes au lycée, femme de Iouri Aïkhenwald, a été déportée dans les camps staliniens ; réhabilitée, signataire de la *Lettre des 170*, licenciée de son poste en application de l'article 49 du code du travail (\*), réintégrée dans son poste sur décision du tribunal (13).

20. Iouri GUERTCHOUK, critique d'art, travaille à l'institut de théorie et d'histoire de l'architecture, signataire de la *Lettre des 116* et de la *Lettre des 80*, exclu en son absence de l'Union des artistes par le présidium de celle-ci.

21. Alexis GLADKI, docteur ès sciences physiques, travaillait à l'institut de mathématiques de l'Académie des sciences et à l'institut de Novossibirsk (14), signataire de la *Lettre des savants de Novossibirsk*, licencié de son poste à l'université « pour compression de personnel », en liaison avec la fermeture du département de mathématiques (15).

22. Iouri GLAZOV, agrégé d'histoire, linguiste, travaillait à l'institut des peuples de l'Asie, signataire de la *Lettre des 31*, de

(11) Publié dans ce chapitre, pp. 344-351.

(12) *Idem*, pp. 352-353.

(13) Voir le premier texte de ce chapitre, pp. 319-335.

(14) L'institut de Novossibirsk est l'un des instituts scientifiques soviétiques les plus réputés.

(15) Cette fermeture de la section de mathématiques de l'institut de Novossibirsk semble n'avoir été que très temporaire ; une fois les signataires de la *Lettre des 46* exclus « pour cette raison », la section fut rouverte.

la *Lettre des 80*, de la *Lettre des 170*, de l'*Appel à la conférence consultative de Budapest*, licencié par décision du conseil de l'institut.

23. Igor GOLOMCHTOK, critique d'art, signataire de la *Lettre des 116* et de la *Lettre des 80*, rétrogradé pour six mois du rang de membre titulaire de l'Union des artistes à celui de stagiaire.

24. Mstislav GRABAR, agrégé de sciences physiques et mathématiques ; chargé de cours à l'institut technologique de l'aviation, signataire de la *Lettre des 116*, de la *Lettre des 80* et de la *Lettre des 99*, licencié « sur sa demande ».

25. Piotr GRIGORENKO, ancien général-major, spécialiste de cybernétique militaire, licencié de sciences militaires, ces derniers temps travaillait comme ingénieur à la direction du bâtiment, auteur d'une lettre personnelle au Comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. à propos du procès de Vladimir Boukovski (16), d'une lettre personnelle à la Cour suprême de la R.S.F.S.R. dans laquelle il faisait sa déposition, puisqu'il n'avait pu être entendu comme témoin lors du procès à huis clos (17), signataire de la *Lettre des 116*, de la *Lettre des 80*, de l'*Appel à la conférence consultative de Budapest* et d'autres protestations pour la défense de la légalité et des droits civiques, convoqué au K.G.B. en février pour une « conversation prophylactique » (18), à propos de laquelle il écrivit une lettre à Iouri V. Andropov (19), licencié de son emploi « pour compression de personnel ».

26. A. GOURVITCH, docteur en biologie, travaille à l'institut de médecine expérimentale, signataire de la *Lettre des 120*, exclu de la direction de son laboratoire.

27. Iouri DAVYDOV, agrégé de philosophie, travaille à l'institut d'histoire de l'art, signataire de la *Lettre des 80*, blâme sévère du Parti.

28. Félix DREIZINE, linguiste, agrégé de philologie, en poste à l'université de Novossibirsk, signataire de la *Lettre des savants de Novossibirsk*, licencié « sur sa demande ».

29. Boris EFIMOV, rédacteur, signataire de la *Lettre des 116* et de la *Lettre des 170*, licencié « pour compression de personnel », puis réintégré.

30. Boris ZOLOTOUKHINE, avocat, défenseur d'Alexandre Guinzbourg, a demandé l'acquiescement de son client, exclu du Parti par le comité d'arrondissement « pour avoir défendu son client d'une façon étrangère à l'esprit du Parti et à l'esprit soviétique », exclu de la direction du bureau des consultations juridiques, exclu du présidium du barreau de Moscou, enfin exclu du barreau en

(16) Procès tenu en septembre 1967 (voir l'introduction p. 53). La dernière déclaration de V. Boukovski lors de son procès figure dans *L'affaire Guinzbourg-Golanskov*, éd. du Seuil.

(17) Ce procès à huis clos étant illégal.

(18) Formule ironique, du genre « lavage de cerveau », employée pour désigner les convocations au K.G.B., dans un but d'intimidation et de chantage, de membres de l'opposition. On lira dans le chapitre VI un texte de Litvinov relatant avec précision une « conversation prophylactique » avec un fonctionnaire du K.G.B.

(19) Lettre qui nous est inconnue.

juin, c'est-à-dire privé du droit d'exercer son métier d'avocat ; motif de l'exclusion : « *A employé des formulations négligentes, politiquement confuses, que nos adversaires politiques ont la possibilité d'utiliser au détriment du gouvernement et de la justice soviétiques, et n'a pas pris de mesures pour les désavouer.* » L'appel adressé par Zolotoukhine à la Commission de contrôle pour sa réintégration dans le Parti a été rejeté.

31. Kirille ILITCHEV, physicien, travaille à l'institut de cinétique de l'Académie des sciences, signataire de la *Lettre des savants de Novossibirsk*, exclu de la Jeunesse communiste par le comité d'arrondissement de la J.C.

32. Irina KAMYCHALOVA, mécanicienne, témoin de la défense au procès Galanskov et à d'autres procès, signataire de la *Lettre des témoins* (20), licenciée de son travail « *sur sa demande* ».

33. Iouri KARIAKINE, agrégé de philosophie, critique littéraire, membre de l'Union des écrivains, a prononcé un discours anti-stalinien lors d'une soirée à la mémoire d'Andrei Platonov, exclu du Parti en son absence par le comité du Parti de la ville de Moscou.

34. Iouli KIM, professeur de langue et de littérature russes au département de physique et de mathématiques de l'université de Moscou, auteur de chansons très connues qu'il chante lui-même, signataire de la *Lettre des 116*, de la *Lettre des 44*, de la *Lettre des 170*, de l'appel (signé par Ilia Gabai, Piotr Iakir et lui) *Aux représentants éminents de la science, de la culture et de l'art*, de l'*Appel à la conférence consultative de Budapest*, licencié de son poste « *sur sa demande* » ; tous les spectacles comportant des chansons de lui ont été supprimés, un contrat qui lui assurait un rôle de premier plan dans un film a été résilié.

35. Alexandre KRON, physicien, travaille à l'institut de physique de l'atmosphère, signataire de la *Lettre des 120*, exclu de la Jeunesse communiste.

36. Vladimir KONEV, professeur de philosophie à l'institut de Novossibirsk, signataire de la *Lettre des savants de Novossibirsk*, blâme sévère du Parti.

37. Lev KOPELEV, critique, historien de la littérature allemande, agrégé de philosophie, membre de l'Union des écrivains, a été déporté dans les camps staliniens, réhabilité et réintégré dans le Parti. Travaille à l'institut d'histoire de l'art, signataire de la *Lettre des 120*, auteur d'une lettre personnelle à propos du procès Guinzbourg, auteur d'un article *Pourquoi il est impossible de réhabiliter Staline* publié par la revue communiste autrichienne *Tagebuch*, exclu du Parti par le comité d'arrondissement ; ses ouvrages et ses articles précédemment acceptés ont été retirés de l'impression, il a été licencié par ordre du directeur, sans consultation du conseil de l'institut.

38. Esfir KOSSITSYNA, éducatrice et professeur d'anglais près l'académie des sciences, signataire de la *Lettre des savants de Novossibirsk*, exclue du Parti, licenciée « *sur sa demande* ».

(20) Publiée dans *L'affaire Guinzbourg-Galanskov* (Le Seuil).

39. Mikhaïlina KOTSIUBINSKAIA, écrivain, Kiev, signataire de la *Lettre des Ukrainiens*, licenciée de son emploi.

40. Irina KRISTI, mathématicienne, travaillait à l'institut de physique théorique et expérimentale, signataire de la *Lettre des 116*, de la *Lettre des 170* et de la *Lettre des 99* ; licenciée « pour réduction du personnel ».

41. Alexandre KRONROD, docteur ès mathématiques, ex-directeur du laboratoire de calcul numérique de l'institut de physique théorique et expérimentale, signataire de la *Lettre des 99*, licencié « pour compression de personnel ».

42. Lidia KRONROD, mathématicienne, professeur à l'institut pédagogique, signataire de la *Lettre des 99*, licenciée par décision du Conseil de l'institut.

43. Leonide KRYSSINE, linguiste, agrégé ès lettres, professeur à l'institut de la langue russe, signataire de la *Lettre des 120*, exclu du comité de rédaction des revues *La langue russe* et *L'enseignement de la langue russe à l'école*.

44. Sergueï IARINE, critique, traducteur de prose polonaise, a travaillé à la revue *La littérature polonaise* (en langue étrangère), signataire de la *Lettre des écrivains*, exclu de l'Union des journalistes.

45. Pavel LITVINOV, physicien, travaillait à l'institut technologique de chimie minérale, auteur d'une lettre adressée aux journaux soviétiques et étrangers sur sa « conversation prophylactique » avec le K.G.B. à propos du procès de Vladimir Boukovski (21), signataire de la *Lettre des 116*, de la *Lettre des 44*, de l'appel (signé par lui et L. Bogoraz) « A l'opinion publique mondiale » (22), de l'Appel à la conférence consultative de Budapest ; quelques jours avant le procès de janvier et aussitôt après la publication de sa première lettre dans la presse occidentale, a été licencié « pour absence injustifiée » ; soumis en mars à une « conversation prophylactique » au parquet, accompagnée de menaces d'application contre lui de l'article 190-1 du code pénal (\*).

46. Viatcheslav LOUTCHKOV, physiologiste, travaille à l'institut de psychologie, signataire de la *Lettre des 170*, exclu du Komsomol par le comité d'arrondissement de celui-ci.

47. Margarita LOUTCHKOVA, ingénieur, signataire de la *Lettre des 170*, exclue de la J.C.

48. Vadim MENIKER, agrégé de sciences économiques, travaillait à l'institut de l'économie du système socialiste mondial, connu pour sa lettre sur le procès Siniavski-Daniel, signataire de la *Lettre des 116* et de la *Lettre des 80*, licencié par décision du conseil de l'institut.

(21) C'est sans doute la lettre publiée dans *Est-Ouest*, numéro du 1<sup>er</sup>-15 février 1968, adressée à *l'Unita*, *l'Humanité*, etc.

(22) Publié dans *L'affaire Guinzbourg-Galanskov* (Le Seuil). Largement cité dans l'introduction.



49. Alexandre MOROZOV, historien de la littérature, rédacteur (23) des éditions *Iskousstvo*, signataire de la *Lettre des 120*, licencié « pour compression de personnel » ; a fait appel de cette décision devant la justice, a été débouté par le tribunal.

50. Dimitri MOURAVIEV, rédacteur aux éditions *Iskousstvo*, licencié pour « compression de personnel », a fait appel de cette décision devant la justice, a été débouté par le tribunal.

51. Boris NAÏDORF, professeur de physique à l'École de physique et de mathématiques près l'Académie des sciences, signataire de la *Lettre des savants de Novossibirsk* ; licencié de son poste « sur sa demande ».

52. Nicolaï NAÏDOV, membre de l'Union des écrivains, travaille à la revue *Inostrannaia Literatoura*, signataire de la *Lettre des 120*, exclu du Parti, rétrogradé dans sa profession.

53. Valentin NEPOMNIACHTCHÏ, critique littéraire, spécialiste de Pouchkine, travaille à la revue *Voprossy Literatouri*, signataire de la *Lettre des écrivains*, exclu du Parti par le comité d'arrondissement, rétrogradé dans sa profession.

54. Alexandre OCOURTISOV, agrégé de philosophie, travaille à l'institut du mouvement ouvrier international, signataire de la *Lettre des 80*, exclu du Parti par le comité d'arrondissement.

55. Valeri PAVLINTCHOUK, physicien, travaille à l'institut d'énergie à Obninsk, exclu du Parti par le comité de ville pour « activité de Samizdat ». Le comité régional de Kalouga ajouta aux motifs de son exclusion le fait qu'il avait signé la *Lettre des 170* ; il fut privé du droit d'entrer à l'institut, puis licencié « pour compression de personnel » ; l'organisation de base du Parti de sa section, où Pavlintchouk était organisateur du Parti, protesta contre les décisions du comité de ville et contre les violations des statuts du Parti ; en conséquence de quoi l'organisation de base à laquelle il appartenait fut dissoute.

56. Leonide PAJITNOV, agrégé de philosophie, travaillait à l'institut d'histoire de l'art, signataire de la *Lettre des 80*, exclu du Parti par le comité d'arrondissement, licencié de son poste sur ordre du directeur, sans consultation du conseil de l'institut.

57. Vladimir PERTSOVSKI, professeur de littérature à l'École de physique et de mathématiques près l'Académie des sciences, signataire de la *Lettre des savants de Novossibirsk*, licencié de son poste.

58. Iouri PILIAR, prosateur, membre de l'Union des écrivains, déporté à Mathausen, puis dans les camps de Staline, réhabilité, signataire de la *Lettre des écrivains*, blâme sévère du Parti (24).

59. Gueorgui POMERANTZ, philosophe, spécialiste de la philosophie de l'Inde, collaborateur au service du fonds de la Bibliothèque des sciences sociales, déporté dans les camps stalinien-

(23) « Rédacteur » : ce terme désigne toute fonction liée à l'exercice d'une responsabilité dans le domaine de la publication et de l'édition d'un volume, d'une revue, etc., par un organisme quelconque.

(24) Voir *L'affaire Guinzbourg-Galanskov* (Le Senil), p. 132.

réhabilité, auteur de quelques articles diffusés dans le Samizdat ; deux d'entre eux furent publiés dans le *Phenix 66* ; signataire de la *Lettre des 170*, la soutenance de son diplôme à l'institut des peuples de l'Asie a été repoussée *sine die*.

60. Alexandre PIATIGORSKI, agrégé de philosophie, linguiste, spécialiste des langues de l'Inde, travaille à l'institut des peuples de l'Asie, signataire de la *Lettre des 80*, licencié de son poste « pour absence injustifiée » ; son absence injustifiée provoquée de la façon suivante : alors que Piatigorski devait aller présenter un rapport en Estonie, où il est membre du comité d'organisation (25), on ne lui donna ni ordre de mission ni congé officiel pour faire le voyage, et il dut se déplacer par ses propres moyens.

61. Vladimir RODIONOV, docteur en biologie, travaille à l'institut de biochimie de l'Académie des sciences médicales, signataire de la *Lettre des 120*, exclu du Parti.

62. Svetlana ROJNOVA, historienne, diplômée d'études supérieures de l'institut de Novossibirsk, signataire de la *Lettre des savants de Novossibirsk*, exclue du Parti.

63. Natalia ROMANOVA, mathématicienne, travaille à l'institut de la physique de l'atmosphère, signataire de la *Lettre des 120*, exclue de la J.C.

64. Mikhaïl ROCHTCHINE, prosateur, membre de l'Union des écrivains, signataire de la *Lettre des écrivains*, blâme sévère du Parti.

65. Constantin ROUDNITSKI, membre de l'Union des écrivains, agrégé de philosophie, travaille à l'institut d'histoire de l'art, signataire de la *Lettre des 116*, de la *Lettre des 31*, blâme sévère du Parti.

66. Valentina SAVENKOVA, ouvrière de l'usine d'automobiles Likhatchev, femme de Piotr Iakir, déportée dans les camps staliniens, réhabilitée, signataire de la *Lettre des 116*, de la *Lettre des 44*, de la *Lettre des 170*, licenciée « pour compression de personnel ».

67. Nadejda SVETLITCHNAIA, Kiev, signataire de la *Lettre des Ukrainiens*, licenciée de son poste.

68. Grigori SVIRSKI, prosateur, membre de l'Union des écrivains, a prononcé un discours sur la censure et la renaissance du stalinisme à la réunion des écrivains de Moscou membres du Parti ; exclu du Parti par le comité d'arrondissement.

69. Dimitri SEGAL, linguiste, travaille à l'institut des études slaves, signataire de la *Lettre des 31* et de la *Lettre des 170* ; la soutenance de son diplôme a été repoussée *sine die*.

70. Fedot SOUTCHKOV, critique littéraire, membre de l'Union des écrivains, déporté dans les camps staliniens, réhabilité et réintégré dans le Parti, signataire de la *Lettre des écrivains*, a prononcé un discours antistalinien à la soirée organisée en souvenir d'Andrei Platonov ; exclu du Parti par le comité d'arrondissement.

(25) Comité d'organisation du Parti : le bureau responsable du travail d'organisation.

71. Moïse TOULTCHINSKI, agrégé d'histoire, rédacteur aux éditions *Naouka*, signataire de la *Lettre des 116* et de la *Lettre des 120*, exclu du Parti par le comité d'arrondissement, rétrogradé, réintégré dans le Parti par la commission de contrôle près le Comité central, l'exclusion a été transformée en blâme sévère.

72. Natalia OUSTINOVA, dactylo, témoin au procès Galanskov, signataire de la *Lettre des 116*, de la *Lettre des 44* et de la *Lettre des témoins*, licenciée « sur sa demande ».

73. Abram FET, docteur ès sciences physiques et mathématiques, travaille à l'institut de mathématiques de l'Académie des sciences, signataire de la *Lettre des savants de Novossibirsk*, rétrogradé par le conseil de l'institut au rang d'assistant.

74. Isaac EILCHTINSKI, agrégé d'histoire, travaille à l'institut des peuples de l'Asie, déporté dans les camps staliniens, réhabilité, auteur d'une *Lettre à Kossyguine* (26), qu'il écrivit avec sa femme et la philologue Anna Rappoport, exclu du Parti par le comité d'arrondissement.

75. Sergueï FOMINE, docteur ès sciences physiques et mathématiques, professeur à l'université de Moscou, signataire de la *Lettre des 99*, exclu du Parti.

76. Aron KHANOUKOV, ingénieur en chef dans le bâtiment, signataire de la *Lettre des dix amis de Guinzbourg* (27), adressée à la *Komsomolskaïa Pravda*, exclu du Parti, rétrogradé au rang d'ingénieur d'atelier.

77. Iouri TSEKHMISTRENKO, agrégé de sciences physiques et mathématiques, Kiev, signataire de la *Lettre des Ukrainiens*, exclu du Parti.

78. Maïa TCHEREMISSINA, agrégée de philosophie, travaille à l'institut de Novossibirsk, licenciée pour réduction du personnel en liaison avec la fermeture de la section de linguistique mathématique.

79. Victor CHAKHSOUVAROV, ingénieur, signataire de la *Lettre des 170*, licencié « pour compression de personnel ».

80. Galina CHESTOPAL, agrégée de sciences mathématiques et physiques, travaille à l'institut pédagogique, signataire de la *Lettre des 99*, licenciée sur décision du conseil de l'institut.

81. CHIKHANOVITCH, mathématicien, agrégé de pédagogie, professeur à la section de linguistique mathématique de la faculté des lettres de Moscou, signataire de la *Lettre des 99*, licencié.

82. Boris CHARGUINE, agrégé de philosophie, travaille à l'institut d'histoire de l'art, signataire de la *Lettre des 116*, de la *Lettre des 80*, de l'*Appel à la conférence de Budapest*, exclu du Parti par le comité d'arrondissement, licencié sur ordre du directeur sans consultation du conseil de l'institut.

83. CHTENDEL, travaille à l'institut de technologie de l'automatisation de l'Académie des sciences, signataire de la *Lettre des*

(26) Texte que nous ne connaissons pas.

(27) Idem.

*savants de Novossibirsk*, licencié « pour compression de personnel ».

84. Gueorgui CITCHEDOVITSKI, agrégé de philosophie, signataire de la *Lettre des 170*, exclu du Parti.

85. Grigori IABLONSKI, chimiste, travaille à l'institut de la catalyse de l'Académie des sciences, auteur de chansons qu'il chante lui-même, signataire de la *Lettre des savants de Novossibirsk*, exclu du Parti ; un article pogromiste de Iou. Chpakov contre lui a été publié par le journal *Sovetskaïa Rossia*.

86. Isaac IAGLON, mathématicien, docteur en pédagogie, travaille à l'institut pédagogique, licencié de son poste par décision du conseil de l'institut.

87. Boris LAMPOLSKI, prosateur, membre de l'Union des écrivains, auteur d'un poème antistalinien, lu — par quelqu'un d'autre que lui-même — à la soirée consacrée au souvenir d'Andrei Platonov, blâme sévère du Parti.

88. Ivan IAKHIMOVITCH, philologue, élève diplômé de l'institut letton, président du kolkhoze *Iaouna Gardo* de la république de Lettonie, étudiant par correspondance de l'Académie d'agriculture de Lettonie, auteur d'une *Lettre personnelle au Comité central du P.C.U.S.* (28), exclu du Parti par le comité d'arrondissement du P.C.U.S. et révoqué de son poste de président en son absence, alors qu'il était parti passer des examens.

89. Irina IAKHIMOVITCH, femme d'Ivan Iakhimovitch, professeur de langue et de littérature russes à l'école du kolkhoze *Iaouna Gardo*, licenciée.

90. Raïssa BERG, docteur en biologie, généticienne, travaillait à l'institut de biologie moléculaire de l'Académie des sciences, signataire de la *Lettre des savants de Novossibirsk*, licenciée de son poste « sur sa demande ».

91. Lev KVATCHEVSKI, chimiste, Leningrad, signataire de la *Lettre des 10 Leningradois* (29), de la *Lettre des 170*, licencié « pour compression de personnel ».

(Extrait de la *Chronique*, n° 2, avril 1968)

## COMPLEMENT A LA LISTE DES REPRESSIONS POLITIQUES EXTRA-JUDICIAIRES

*Premier complément* : à propos des gens cités dans le numéro 2 de la *Chronique* :

Boris BALTER, exclu du Parti par le comité de la ville de Moscou.

Iouri TSEKHIMISTRENKO. Nous avons signalé à tort qu'il avait été exclu du Parti ; en réalité, il a reçu un blâme sévère.

(28) Lettre publiée dans le présent chapitre.

(29) Peut-être la même que celle citée ci-dessus, note 26. Texte, en tout cas, que nous ne connaissons pas.



Valentin NEPOMNIACHTCH. Exclu de l'Union des journalistes, son appel pour sa réintégration a été déclaré irrecevable.

Iouri GUERTCHOUK, rétrogradé dans sa profession.

Ivan IAKHIMOVITCH, sa *propiska* lui a été supprimée (30).

Abram FET, licencié de son poste.

Un certain nombre de gens qui ont fait appel de leur exclusion du Parti ont été réintégrés et leur exclusion a été remplacée par un blâme sévère. Parmi eux : Fedot SOUTCHKOV, Iouri KARIAKINE, Liudmila BELOVA, Moïse TOULTCHINSKI, Sergueï FOMINE.

On a tout récemment autorisé de nouveau la représentation des pièces de Vladimir Voïnovitch.

#### *Deuxième complément plus vaste :*

La liste publiée dans le numéro 2 de la *Chronique* comportait 91 noms de famille. La nouvelle liste devrait comprendre les noms suivants :

92. Konstantin BABITSKI, la soutenance de son diplôme a été repoussée *sine die* parce qu'il a signé des lettres concernant le procès Guinzbourg-Galanskov.

93. Nicolaï DANILOV, exclu de l'institut littéraire, mais, comme on sait, entre la parution des numéros 2 et 5 de la *Chronique*, ils ont été soumis à la répression judiciaire (31).

94. Victor KRASSINE, économiste, a été déporté dans les camps staliniens, a signé l'une des lettres sur le procès Guinzbourg-Galanskov, l'*Appel à la conférence consultative de Budapest*, l'*Appel des amis de Martchenko* (32), licencié de son poste « sur sa demande ».

95. Alexandre JOLKOVSKI, linguiste, travaille au laboratoire de traduction électronique ; signataire de la lettre pour la défense de Guinzbourg ; la soutenance de son diplôme a été repoussée *sine die*, et son maintien dans son poste est constamment menacé.

96. M. M. GROMYKO, docteur ès lettres (histoire), travaille à l'institut d'histoire, de littérature et de philosophie près l'Académie des sciences, professeur à l'institut de Novossibirsk, a signé la *Lettre des savants de Novossibirsk* ; a été privé du droit d'enseigner à l'institut.

97. Iossif GOLDENBERG, historien de la littérature, professeur à l'institut de Novossibirsk, signataire de la *Lettre des savants de Novossibirsk* ; privé du droit d'enseigner à l'institut.

98. N. ZORKAIA, licenciée d'histoire de l'art, travaille à l'institut d'histoire de l'art, a signé l'une des lettres sur le procès Guinzbourg-Galanskov, exclue du Parti et rétrogradée dans sa profession.

(30) *Propiska* : certificat d'enregistrement qu'un citoyen soviétique doit posséder pour avoir le droit de résider dans une ville déterminée.

(31) Babitski a, en effet, été condamné lors du procès des manifestants de la place Rouge (P. Litvinov, L. Daniel, etc.) à deux ans de déportation. Pour Daniloï, nous n'avons pas d'autre information.

(32) Publié plus loin dans ce volume, chapitre VI.



99. Vladimir MILACHEVITCH, travaille au centre d'hygrométrie, a signé l'une des lettres sur le procès Guinzbourg-Galanskov, révoqué pour « *compression de personnel* ».

100. Vladimir LEBEDEV, collaborateur littéraire de la revue *Touriste*, signataire de l'une des lettres sur le procès Guinzbourg-Galanskov ; révoqué « *pour compression de personnel* ».

101-125. *Répressions déclenchées en Ukraine à propos de la lettre des intellectuels et des ouvriers ukrainiens au gouvernement soviétique sur les procès politiques à Moscou et en Ukraine.*

Le présidium de l'Union des artistes de la République socialiste soviétique d'Ukraine a qualifié cette lettre d'« *antisoviétique* » et a pris la décision d'exclure de l'Union des artistes : A. A. GORSKAIA, L. N. SEMIKINA, I. S. LITOVCHENKO, V. P. LOUTSAK, B. S. DOYGAN, V. M. ZARETSKI, G. SEVROUK, A. ZAKHARTCHOUK. L'artiste ZARETSKI s'est vu infliger un blâme sévère par le Parti. Le sculpteur BORODAÏ, président de l'Union, a organisé personnellement la chasse aux artistes. Le texte de l'accusation contre les signataires était franchement antisémite et débordait d'insultes et de braillements sur les ennemis du pouvoir soviétique, les partisans de Bandera, etc.

Les conseils des instituts de l'Académie des sciences de la République socialiste soviétique d'Ukraine ont révoqué de leurs postes pour signature de la lettre :

M. E. BRAÏTCHEVSKI, historien ukrainien renommé, licencié d'histoire, auteur de six monographies *Quand et comment naquit Kiev, La formation de la structure de l'Etat occidental-slave, L'origine de la Russie*, collaborateur scientifique supérieur de l'institut d'histoire de l'Académie des sciences d'Ukraine.

I. G. ZASLAVASKAIA, licenciée ès sciences physiques et mathématiques, collaboratrice de l'institut des semi-conducteurs de l'Académie des sciences d'Ukraine ; le bureau du Parti de l'institut lui a exprimé préventivement sa défiance politique.

L. IACHTCHENKO, membre de l'Union des compositeurs de musique d'Ukraine, licencié d'histoire de l'art, auteur de chansons connues (*La verhovina*, etc.), collaborateur de l'institut de folklore et d'histoire de l'art de l'Académie des sciences d'Ukraine.

Le conseil de l'institut et la réunion des membres de l'institut de linguistique de l'Académie des sciences d'Ukraine a pris la décision de révoquer Z. T. FRANKO.

Iou. BATCHINSKI a été révoqué de son poste à l'institut de zoologie. Il a ensuite été licencié de l'emploi dans lequel il était entré après avoir perdu le premier.

L. N. KOVALENKO, collaborateur de l'institut de littérature de l'Académie des sciences d'Ukraine, blâme sévère du Parti.

C. DVORKO, docteur ès sciences (chimie), exclu du Parti.

A l'Académie des sciences d'Ukraine, M. Chamota, auteur d'une critique hostile au roman de Gontchar *Le concile* (33) et

(33) Roman que nous ne connaissons pas.

Skaba, directeur de l'institut d'histoire et qui dirigeait auparavant le travail idéologique au Comité central du P.C. ukrainien, se sont particulièrement distingués dans cette chasse aux sorcières. Chamota a exigé catégoriquement le licenciement de M. KOTSIUBINSKAIA (cf. n° 2). Skaba s'en est pris à BRAITCHEVSKI en affirmant : « *Je ne peux pas supporter les gens douteux.* »

À l'université de Kiev, le professeur A. VYCHENSKI a reçu un blâme pour avoir signé la lettre. Le licencié de physique et de mathématiques V. G. BONDARTCHOUK a été révoqué par une décision illégale, sans consultation du conseil de l'université et avec un motif illégal : « *révoqué pour avoir accompli des actes incompatibles avec la haute fonction de professeur soviétique* ». Le décret de révocation fut signé en toute hâte par le recteur de l'université de Kiev, I. T. Chevtz, auteur fameux d'un feuilleton paru dans un journal sous le titre : « *Et tailleur et moissonneur et joueur de pipeau* », alors que la réunion des professeurs avait seulement proposé que Bondartchouk soit écarté de toute activité enseignante.

Parmi les organisateurs de la chasse aux sorcières à l'université d'Etat de Kiev, le même Chvetz s'est distingué à la faculté de mathématiques et technique : « *l'opposition* », « *il faut les chasser* », « *il faut faire comparaître au bureau du Parti les communistes qui interviennent trop mollement* », etc. Il ne permit pas à Bondartchouk de terminer ses cours et de passer ses examens.

Les interventions de G. N. Poloji, correspondant de l'Académie des sciences de la République socialiste soviétique d'Ukraine, furent particulièrement significatives. Poloji était connu parmi les mathématiciens comme l'instigateur de persécutions contre les juifs et aussi contre des mathématiciens célèbres. Dans ses interventions, il soulignait que les mathématiciens ne doivent pas s'occuper de politique : « *Certains mathématiciens de Moscou ont cessé d'obtenir des résultats quand ils ont voulu s'illustrer sur un autre terrain* » ; il avait appelé à faire preuve d'énergie : « *Qu'est-ce que vous lambinez avec ces gens-là ?* », il avait déclaré que « *université de Saint-Vladimir* » (c'est le nom que portait l'université de Kiev jusqu'à la révolution) ne sonnait pas plus mal qu'« *université Chevtchenko* » (34). Poloji a fait condamner un de ses assistants, qui s'était abstenu lors du vote sur l'affaire Bondartchouk, et a annulé sa présentation au titre de chargé de cours.

Le collectif de l'institut de mathématiques a déconseillé aux membres correspondants de l'Académie des sciences d'Ukraine, I. BEREKANSKI et V. SKOROKHOD, d'enseigner à l'Université.

Le poète Ivan DRATCH a été exclu du Parti.

L. ZABOÏ, étudiante de 5<sup>e</sup> année de l'institut artistique de Kiev, a été exclue de l'institut.

Par deux fois, l'institutrice L. OREL a été licenciée d'écoles différentes.

Le mathématicien Leonid PLIOUCHTCH, qui, non seulement a

(34) Chevtchenko : grand poète ukrainien du XIX<sup>e</sup> siècle.

signé une lettre collective, mais a écrit une lettre personnelle concernant le procès de Moscou de cet hiver, a été licencié de l'institut de cybernétique à la suite d'une « *compression de personnel* ».

127. R. MOTROUK a été licencié du comité de la radio de Kiev, à la suite d'une « *compression de personnel* », pour avoir contrevenu aux ordres de la direction, en se rendant, le 22 mai, au monument de Chevtchenko. Ce jour-là, que les Ukrainiens célèbrent chaque année, l'anniversaire des funérailles de Chevtchenko, les autorités de Kiev ont tout fait pour éviter qu'aient lieu des meetings ou des manifestations : auprès du monument, on avait organisé un festival avec la participation d'artistes professionnels et amateurs ; en guise de public, on avait rassemblé des J.C., des membres de la milice populaire et également des troupes. Ceux pour qui rendre visite ce jour-là au monument était une tradition furent prévenus à leur travail de ne pas le faire.

#### 128-136. LES MESURES DE REPRESSION A GORKI

Cinq étudiants de 3<sup>e</sup> année de la faculté d'histoire de l'université de Gorki ont rédigé en commun une étude sur *Le socialisme et l'Etat*. Il s'agit de V. POMOSOV, B. KOULTCHIKOV, V. BOUDINE et de deux autres dont l'identité n'est pas encore connue. Leur étude repose entièrement sur l'analyse de documents marxistes-léninistes. Tous les cinq ont été exclus de la J.C. et de l'université et envoyés à l'armée. A la réunion des J.C. de l'université qui a décidé de leur exclusion, une étudiante du département de linguistique mathématique a annoncé sa démission de la Jeunesse communiste.

Ont été perquisitionnés, puis exclus de l'Université pour des motifs liés à la diffusion du manuscrit dont il est question ci-dessus et d'autres œuvres du Samizdat :

TAVGUER, chargé de cours à la faculté de physique ;

V. V. POUATCHIEV, professeur à la faculté de physique ;

Z. PAVLENKOV, enseignant de la chaire de langues étrangères ;

S. PAVLENKOV, enseignant.

137. Evgueni GORONKOV, agrégé de sciences physiques et mathématiques, de l'institut polytechnique de l'Oural, l'un des dirigeants du club *La chanson*. En mai, le club avait invité Iouli Kim à se produire à Sverdlovsk. A la gare, les membres de la milice populaire vinrent accueillir Kim, et lui enjoignirent de s'en retourner. La représentation fut annulée, mais Kim chanta quelques chansons dans l'appartement de quelqu'un qui l'avait invité ; deux semaines plus tard, l'hôte était arrêté par le K.G.B., faussement accusé de meurtre et soumis au chantage jusqu'à ce qu'il rende les bandes sur lesquelles avaient été enregistrées les chansons, le texte de ces chansons et fait les dépositions voulues par le K.G.B.

La direction du club *La chanson* a été chamboulée, Evgueni Goronkov rappelé d'une mission en Pologne, puis licencié de son travail.

138. Boris FELDMAN, étudiant de l'institut polytechnique de l'Oural, exclu pour sa participation aux activités du Samizdat.

### 139-142. LA REPRESSION A OBNINSK EN GUISE DE NECROLOGIE A LA MEMOIRE DE VALERI PAVLINTCHOUK

Valeri Alexeevitch PAVLINTCHOUK est né en 1938, a terminé ses études à la faculté de physique de l'institut polytechnique de Sverdlovsk, a travaillé à l'institut de physique appliquée de la ville d'Obninsk, d'abord comme assistant-chef, puis comme assistant. En même temps, il suivait des cours par correspondance. Il avait été élu au conseil de la maison des savants. Il avait pris part, comme rédacteur et traducteur, à la publication du livre *Les physiciens plaisantent*. Jusqu'à son exclusion du Parti, il avait été secrétaire du bureau d'un des départements de son institut. La presse locale appréciait positivement l'activité de V. Pavlintchouk dans le Parti.

Dans le fascicule 3 de la *Chronique*, on a annoncé la mort prématurée de V. Pavlintchouk. Quelques détails nous sont parvenus sur les suites de son enterrement à Obninsk.

Bien qu'aucun de ceux qui ont pris la parole à son enterrement n'ait accordé une mention spéciale à l'activité politique et sociale de Valeri Pavlintchouk, sur l'initiative du secrétaire du comité de ville d'Obninsk, fraîchement nommé, Novikov, et du secrétaire de la région de Kalouga, Kondratenkov, ceux qui étaient venus honorer sa mémoire furent touchés par des mesures de répression administrative et des sanctions à l'intérieur du Parti.

R. TOCHINSKI, physicien, agrégé de sciences physiques et mathématiques, a été l'objet d'un blâme du Parti.

R. LEVITE, économiste, a été exclu du Parti et licencié « sur sa demande ». Levite était aussi accusé d'avoir pris part, en son temps, à la publication du célèbre recueil *Pages de Taroussa* (35).

M. LOKHVITSKI, rédacteur d'un journal local, a été exclu du Parti et licencié.

Tous trois étaient membres du comité de ville d'Obninsk du P.C.U.S. On leur a imputé en particulier la présence à cet enterrement des « antisoviétiques » Litvinov et Bogoraz.

Un ami de V. Pavlintchouk, A. G. VASSILIEV, chef de laboratoire à la filiale de physico-chimie de l'institut Karpov, a été également en butte à une répression injustifiée. Candidat de sciences physiques et mathématiques, A. Vassiliev a fait publier

(35) Recueil publié en 1962 sous la direction de Constantin Paoustovski sans l'« imprimerie » officiel. Fut saisi par la police. Khrouchtchev finit par autoriser la mise en vente de 10 % du tirage officiel, puis l'ouvrage fut pilonné.

50 articles scientifiques. Actuellement, il est technicien de la santé au K.K.O. d'Obninsk. Cela s'est fait après la séance de la commission d'organisation dirigée par le directeur de la filiale de l'institut Nazarov, et qui a pris la décision de refuser à A. G. Vassiliev le droit d'être affecté à tout travail secret. A ce propos, on lui a reproché d'avoir, comme membre du soviet de la maison des savants, invité V. Kaverine et A. Charov, qui auraient tenu des propos antisoviétiques.

143. Guenadi ALTOUNIANE, commandant de l'armée soviétique, technicien-radio, professeur à l'Académie militaire de Kharkov, l'un des dix habitants de Kharkov perquisitionnés le 9 août. Les perquisitions et les interrogatoires qui ont suivi se sont faits sous le couvert de l'article 190 (\*), mais, en violation de la loi, sans qu'ils soient impliqués dans une affaire précise. Peu après, Altouniane fut versé dans la réserve et licencié de son travail.

144. V. KAÏDANE, étudiant du département de linguistique mathématique de la faculté de physique de l'université d'Etat de Moscou. Il a déjà été cité dans le fascicule 4, dans la rubrique *Informations brèves*. Des données complémentaires permettent de retracer ainsi son histoire. Il était l'un des étudiants de 3<sup>e</sup> année qui, au printemps 1968, avaient refusé de condamner l'activité scolaire de Chikhanovitch (voir fascicule 2 de la *Chronique*) (36). Les étudiants avaient été menacés d'exclusion. Au même moment, la lettre de Kaïdane à sa femme (37), dont il est question dans le fascicule 4, avait été interceptée. En octobre, au début de l'année scolaire, Kaïdane dut comparaître trois fois, y compris devant une assemblée des militants de base élargie, où tout son groupe était invité, et devant le comité du Parti de la faculté. Son groupe d'études condamna ses « activités ». Kaïdane lui-même exprima par écrit son repentir, qui fut considéré comme « mensonger », car il refusait de nommer celui qui lui avait donné à lire *l'Appel* de Litvinov et Bogoraz. A chacune des réunions où il était jugé fut prise la décision de l'exclure de la J.C. et de demander au recteur son exclusion de l'Université. On dit que ce qui fut le plus dur pour lui était d'avoir écrit cette lettre de repentir. S'il a bien été hospitalisé à l'hôpital Kachtchenko, le bruit selon lequel son séjour à l'hôpital aurait suivi une tentative de suicide est dénué de fondements.

145-148. Quatre étudiants, qui, comme Kaïdane, avaient refusé d'intervenir contre Chikhanovitch, ont été exclus de l'Université pour leurs « mauvais résultats » à l'instruction militaire.

149. BOPOLOV, étudiant à l'institut des langues étrangères, a écrit une lettre à la rédaction de la *Voix de l'Amérique*, où il condamnait l'invasion de la Tchécoslovaquie ; il n'envoya pas cette lettre, mais la perdit et elle fut retrouvée à l'Université ; le collectif des étudiants de son année décida de l'exclure de la J.C. et de demander au recteur son exclusion de l'Université.

(36) Nous ne savons pas à quoi il est fait allusion ici.

(37) Texte que nous ignorons.



Trois heures après la réunion, Bopolov se jeta dans la Moscova, mais il fut sauvé, puis interné dans un hôpital psychiatrique.

150. Maria MELIKIANE, titulaire de la chaire de langue russe pour les étrangers de l'Université d'Etat de Moscou, a voté contre la résolution qui approuvait l'entrée des troupes en Tchécoslovaquie ; a été licenciée de l'institut « sur sa demande ».

151. Tatiana BAEVA, étudiante à l'institut des archives historiques, a été arrêtée le 25 août sur la place Rouge et quelques jours plus tard exclue de l'institut.

152. Vladimir GUERCHOVITCH, mathématicien à l'école supérieure technique d'usine du Z.I.L. (38), était près du tribunal pendant le jugement des manifestants de la place Rouge, il discutait là avec ses étudiants ; des membres de la milice de l'usine l'ont dénoncé. Licencié de son travail.

153. Irina IAKIR, étudiante de l'institut des archives historiques, était près du tribunal le 9 octobre, a été convoquée le 10 après ses cours au comité de la J.C., où on lui a dit de ne plus retourner là-bas ; elle répondit : « Ce sont mes amis qu'on juge, et, si j'avais été à Moscou le 25 août, j'aurais été avec eux. » Exclue de la Jeunesse communiste.

154. Oleg MELNIKOV, étudiant à la faculté de biologie de l'Université de Moscou, était près du tribunal, a signé une pétition réclamant le droit d'entrer dans la salle du tribunal pour ceux qui étaient rassemblés dehors ; le décanat de la faculté, dirigé par le professeur N. P. Naoumov, a décidé de l'exclure de l'Université, décision qui précédait de deux mois la soutenance de son diplôme.

La *Chronique* attire l'attention sur la nécessité qu'il y a de faire connaître les noms de toutes les victimes encore non identifiées de la répression à Gorki et à Moscou.

(Extrait de la *Chronique*, n° 5 du 25 décembre 1968.)

(38) Z.I.L. : usine Lénine.

VADIM DELAUNAY

Mars 1968

**JE PRENDS SUR MOI D’AFFIRMER...**

(Lettre à la Literatournaïa Gazeta et à la Komsomolskaïa Pravda)

*Participant à la manifestation de janvier 1967, arrêté avec ses autres organisateurs (Khaoustov, Kouchev, Boukovski), jugé avec ces deux derniers en septembre 1967, Delaunay fut condamné à un an de prison avec sursis, car il laissa apparaître au cours du procès quelques regrets. Il s'explique là-dessus d'ailleurs dans sa dernière intervention lors du procès des manifestants de la place Rouge. S'il refusa de faire son autocritique, Delaunay, par ailleurs accablé par les dépositions du provocateur Dobrovolski, qui devait resservir lors du procès Guinzbourg-Galanskov, put paraître à l'appareil comme susceptible de s'amender et d'être donc utilisé contre l'opposition tout entière.*

*Le calcul se révéla faux. S'il avait eu quelques hésitations lors du procès de septembre 1967 — et loin de nous, bien entendu, l'idée de vouloir porter sur ces hésitations le moindre jugement de valeur ! — le mouvement des masses et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie les balayèrent. Et Delaunay se retrouva l'un des sept manifestants de la place Rouge le 25 août 1968. Il fut donc jugé et condamné à la déportation avec ses camarades Litvinov, Daniel, Dremliouga, Babitski.*

*La lettre qu'on va lire démonte avec précision le mécanisme politique de la provocation du procès Guinzbourg-Galanskov et donne un certain nombre de détails précieux sur l'activité de l'opposition. Ajoutons pour compléter l'image de ce jeune poète révolutionnaire, ou de ce jeune révolutionnaire poète, cela est ici secondaire, qu'il a écrit un admirable poème (Ballade sur l'incrédulité), où il décrit l'incertitude « idéologique » de l'opposition (c'est-à-dire sa difficulté à élaborer une plateforme et à définir des méthodes d'action) et dénonce les calomnies staliniennes contre Trotsky :*

« Nous cherchons mais ne trouvons pas.  
 Nous cherchons et nous perdons.  
 Ainsi se jetaient, solitaires, sur les chemins  
 déserts, les combattants sans idées.  
 Nous nous souvenons. Nous n'avons pas oublié  
 ceux qui sont entrés dans la lutte  
 dans les lointains d'avant l'aurore  
 et tombaient pour se relever.  
 Pour leur sueur et leur courage  
 ils ont payé le prix du plomb  
 et les calomnies du crépuscule  
 ont balayé les aurores sur la Russie :  
 Mort au bras droit de Lénine !  
 Mort au chef de l'Internationale !  
 Le commandant qui forgea la victoire  
 était trahi en pleine guerre civile !... »

Le 22 janvier 1967, sur la place Pouchkine à Moscou, a eu lieu une manifestation pour protester contre l'arrestation de Iouri Galanskov et de ses camarades ; les manifestants exigeaient également l'abrogation des articles 70 et 190 du code pénal de la R.S.F.S.R. (\*), qui sont contraires à la Constitution. En février 1967, l'un des organisateurs de cette manifestation, V. Khaoustov, était condamné à trois ans de déportation dans un camp.

A la fin d'août, le tribunal de Moscou condamnait à trois ans de déportation un autre organisateur de la manifestation, Vladimir Boukovski, à un an avec sursis Evgueni Kouchev et moi-même, Delaunay, auteur de cette lettre, participant actif à la manifestation, à un an avec sursis. En janvier 1968 étaient jugés, prétendument pour propagande antisoviétique, Guinzbourg, Galanskov, Lachkova et Dobrovolski. La presse soviétique, pour tenter de justifier les iniques condamnations du tribunal de Moscou, se complut à noircir et à calomnier les condamnés, qui, enfermés dans la prison du K.G.B. de Lefortovo, étaient privés de toute possibilité de défendre leur dignité.

Cela me contraint, moi qui connais bien les condamnés et le fond de leur affaire, à m'adresser à l'opinion publique soviétique et internationale. Je prends sur moi d'affirmer que Guinzbourg, Galanskov, Boukovski et Khaoustov ont fait preuve d'un véritable courage civique et sont les meilleurs représentants de la jeune intelligentsia artistique. Ils ont lutté pour la démocratisation de notre société, pour la défense des droits élémentaires de l'homme.

Déjà, vers la fin des années 50 et le début des années 60, Vladimir Boukovski avait organisé des réunions publiques sur la place Maïakovski à Moscou, où poètes et écrivains venaient librement lire leurs œuvres. Le conflit aigu entre la jeune littérature, qui se développait alors impétueusement, et une censure féroce rendait alors nécessaires de telles manifestations. Les poètes et les publicistes étaient constamment chassés des abords de la statue

de Maïakovski par des groupes d'intervention (1). Finalement, il fallut abandonner totalement cette activité, bien qu'elle fût approuvée par des représentants éminents de l'art soviétique et même par quelques militants du C.C. de la Jeunesse communiste.

En 1968, Boukovski fut arrêté pour avoir écrit un article, où il affirmait que la J.C. était morte et ne pourrait revivre qu'en se fixant pour tâche la démocratisation de notre société, c'est-à-dire la tâche qui intéresse réellement les cercles progressistes de notre jeunesse.

Boukovski fut accusé d'avoir rédigé un document antisoviétique et recélé de la littérature antisoviétique, en l'occurrence le livre de Djilas, *La nouvelle classe* (2). L'expertise médico-légale conclut à l'irresponsabilité de Boukovski en se fondant sur sa passion irraisonnée pour la philosophie, ainsi qu'il ressort des documents d'expertise.

Il a passé deux ans environ dans un hôpital psychiatrique pénitentiaire, et, dès sa libération, a tenté d'obtenir la légalisation du groupe littéraire S.M.O.G. (initiales des mots *audace, pensée, image* et *profondeur*). Ce groupe d'inspiration néo-futuriste a repris la tradition des lectures publiques sur la place Maïakovski. En décembre 1965, Boukovski organisa une manifestation pour exiger la publicité du procès Siniavski-Daniel et le respect de la Constitution. Il fut arrêté par des membres du K.G.B. et détenu huit mois dans un hôpital psychiatrique pénitentiaire, sans avoir été jugé et sans qu'aucune instruction fût menée contre lui, en dépit des protestations répétées de sa mère, et des déclarations de médecins témoignant qu'il n'avait nullement besoin de soins.

C'est un homme de la plus grande honnêteté, qui n'a jamais poursuivi de buts intéressés. En janvier 1967, il organisa une nouvelle manifestation de protestation.

Le poète et publiciste Iouri Galanskov, auteur du *Manifeste humain* (3) et de bien d'autres œuvres marquantes, a participé activement aux réunions de la place Maïakovski. C'est Guinzbourg qui a composé le premier recueil des poètes et écrivains du *Cercle Maïakovski* (4). Depuis, il est en butte aux persécutions du K.G.B.

Le journal *Komsomolskaïa Pravda* s'est distingué par la violence de ses attaques calomnieuses à l'encontre de Guinzbourg et de Galanskov. Ce journal est l'organe du C.C. de la J. C. Ceux qui ont sanctionné le choix des lettres publiées et l'article *Les laquais* (5)

(1) Les *droujinniki* ou policiers volontaires.

(2) Ouvrage dans lequel Djilas analyse la « *bureaucratie* » comme une nouvelle classe dirigeante. Il est significatif, à ce propos, qu'aucun des opposants communistes ne reprenne cette analyse à son compte.

(3) Œuvre que nous ne connaissons pas, mais dont le titre laisse entendre qu'elle développe, comme le reste de ses œuvres et, en particulier, sa *Lettre à Choloïkhov*, une sorte d'humanisme pacifiste.

(4) Le *Cercle Maïakovski* a publié ses œuvres, par l'intermédiaire de Guinzbourg, dans les revues *Boomerang* et *Syntaxis*.

(5) Publié dans *L'affaire Guinzbourg-Galanskov*, o.c., pp. 78-80.



ne peuvent pas avoir oublié qu'en août 1956 un groupe de jeunes poètes, prosateurs et publicistes, dont les œuvres ne parvenaient pas, pour des raisons diverses, à franchir le barrage de la censure, s'était adressé au comité de Moscou de la J.C. J'étais l'un de ceux qui s'étaient alors adressés au comité de ville.

De nombreux poètes et prosateurs, qui s'étaient produits place Maïakovski, et aussi des participants du groupe S.M.O.G. se virent interdire l'accès aux Unions légales d'écrivains et la publication de leurs œuvres. Cependant, ces jeunes artistes nouèrent entre eux d'étroits liens artistiques. Il fut décidé de tenter, une fois encore, de légaliser la jeune littérature du Samizdat. Un projet de statuts d'une Union artistique des jeunes fut rédigé.

Quelques écrivains connus acceptèrent de participer au conseil artistique de la section. En fait, ils touchaient à la solution des problèmes dont parlent, dans leurs adresses à l'Union des écrivains, Soljenitsyne et Kaverine (6).

On sait que, dans notre pays, un large public ignore tout de nombreuses œuvres artistiques, simplement parce que ces œuvres, pour des raisons purement formelles, ne répondent pas aux canons du prétendu réalisme socialiste, ou, plus exactement, de ce qu'entendent par réalisme socialiste les dirigeants de l'Union des écrivains, de la section moscovite de l'Union des artistes soviétiques et les innombrables mentors idéologiques.

Ces œuvres sont dénoncées comme formalistes, influencées par l'art bourgeois, et pratiquement interdites, sous le prétexte qu'elles détourneraient les gens de la vie réelle. Cette affirmation est fort peu convaincante. Au contraire, ce sont précisément les journaux artistiques soviétiques, les œuvres prétendues conformes au réalisme socialiste, qui détournent nos concitoyens des problèmes complexes de notre époque.

Comment expliquer encore le fait que les pages de nos journaux sont émaillées de poésie gentille et de faux romantisme, mais qu'il est impossible d'y découvrir les œuvres profondément civiques de Soljenitsyne, Korjavine et de bien d'autres ? Et comment expliquer que bien des œuvres de Boulgakov, Mandelstamm, etc., restent inédites, même après la réhabilitation posthume de leurs auteurs, sans parler des nombreuses pièces et films interdits ?

Une telle situation dans la littérature et l'art crée une atmosphère d'indigence spirituelle chez les meilleurs des jeunes. Mais, chez la plupart, cette situation de l'art détermine des opinions extrêmement bornées et une conception du monde fort étriquée. Et de là découlent inévitablement le conformisme, l'unanimité apparente, les monstruosité morales, le communisme des casernes.

Nous comprenions parfaitement que la situation de la littérature et du journalisme reflétait assez clairement certains processus qui se développent au sein de notre société, et, en particulier, le fait que le principe fondamental de cette société — le

(6) Cf. la lettre de Soljenitsyne au congrès de l'Union des écrivains publiée dans ce volume, pp. 188 à 193.



centralisme démocratique — n'est partiellement appliqué que de haut en bas, mais reste purement formel dans le sens inverse. Nous comprenions que le problème à résoudre, pour la jeune littérature du Samizdat, était celui de la censure.

La plus grande liberté possible de parole, de presse et d'information, réelle et non seulement théorique, permettrait à notre société de se développer librement, elle favoriserait la solution des problèmes économiques. Nous intervenions pour que soient publiées ou projetées les œuvres d'écrivains, de poètes, de prosateurs, d'artistes oubliés ou pratiquement interdits du passé ou d'aujourd'hui.

Nous pensions que la critique la plus acérée est toujours plus utile à la société que le déguisement de la réalité. Dans l'idée de « *diriger la création* » se mêlent des notions contradictoires ; nous acceptons pourtant que certaines œuvres ne puissent être immédiatement livrées à un large public. C'est pourquoi nous proposons d'organiser des expositions et des séances de lectures non publiques, des discussions avec les représentants de la J.C. et les dirigeants officiels de l'art.

La conférence de l'Union artistique, avec la participation de membres du C.C. de la Jeunesse communiste, fut fixée au 18 septembre 1966. C'est Iouri Galanskov qui devait en diriger les travaux. Cependant, deux jours très exactement avant la date fixée, le premier secrétaire du comité de Moscou de la J.C., Trouchine, et le secrétaire à l'idéologie et à la propagande, A. Roganov, nous firent savoir, par le comité de Moscou du Parti, que la J.C. refusait de prendre part à la conférence, et que, si nous décidions de la tenir par nous-mêmes, le comité d'organisation dans son entier serait arrêté dès l'ouverture.

Quelques membres du comité d'organisation furent effectivement arrêtés, un peu plus tard il est vrai, car nous avons renoncé à la conférence, souhaitant montrer par là que notre action n'avait rien à voir avec de la propagande politique.

Comme notre art, au même titre que la vie sociale tout entière, dépend des instances du Parti, nous nous sommes adressés à la commission idéologique du C.C., en l'avertissant que, si cette question n'était pas réglée d'une manière ou d'une autre, les déclamations sur les places, les manifestations reprendraient inévitablement, et que gonflerait le flot de littérature du Samizdat qui s'écoule vers l'étranger. Cependant le C.C. « *s'en lava les mains* ». Il est vrai que l'instructeur de la commission idéologique, Galanov, promit de « *faire quelque chose* », mais, en fait, rien ne fut fait.

Après l'effondrement de tous nos espoirs, Iouri Galanskov entreprit la rédaction de son recueil dactylographié *Phenix 66*. Il était dans une impasse. Je fus arrêté le 25 janvier 1967, le même jour que Guinzbourg. Pendant plusieurs mois, l'enquête sur Boukovski, Kouchev et moi-même fut menée sur la base de l'article 70 (\*), pour l'affaire Guinzbourg-Galanskov, bien que, formellement, nous fussions inculpés en vertu de l'article 190 (\*). Ce

n'est que peu avant le procès que nous fûmes avertis de la cessation des poursuites sur la base de l'article 70 (\*), en l'absence de tout corps de délit.

Aussi, à la fin de l'enquête sur notre affaire, avant de passer en jugement, je pris connaissance des éléments essentiels de l'affaire Guinzbourg-Galanskov. Je peux déclarer responsablement que Dobrovolski a fait de fausses dépositions à l'instruction, et calomnié ses amis, leur imputant ses propres fautes. Mais ce n'est pas tout. Dobrovolski a, par exemple, déclaré qu'il existerait chez nous une organisation hostile au pouvoir soviétique, le *Front unique*.

Dobrovolski a trouvé le moyen d'enrôler dans cette organisation mythique quelques-uns des physiciens et des historiens les plus en vue : Piotr Iakir, Nekritch, Snegov, etc., les écrivains Victor Nekrassov, Dombrovski, etc., quelques jeunes savants parmi ceux qui avaient soutenu notre idée d'une union artistique et, bien entendu, les poètes et les prosateurs qui avaient tenté de faire légaliser leurs œuvres. De tels témoignages ne peuvent être le fait que d'un fou ou d'un monstrueux provocateur. Pourtant, l'enquête a retenu la version de Dobrovolski en ce qui concerne Guinzbourg et Galanskov.

Le jugement qui ne reposait en fait que sur les seules dépositions de Dobrovolski a condamné Guinzbourg et Galanskov à de longues années de camp.

L'opinion publique soviétique et mondiale se rend-elle compte des conséquences terribles qui auraient pu s'ensuivre si l'instruction et le tribunal avaient entièrement retenu la version de Dobrovolski ? Les instances officielles s'efforcent toujours de convaincre l'opinion que le procès était public et objectif, alors que les membres du K.G.B. déclarent froidement que, dans des affaires comme celle de Guinzbourg et Galanskov, le tribunal ne joue aucun rôle. Le directeur adjoint du K.G.B. à Moscou et capitaine de région, Voronine, m'a convoqué à la Loubianka après ma mise en liberté et m'a menacé, parce qu'il avait appris que j'avais l'intention de réunir des fonds pour payer l'avocat de Lachkova. Voronine me dit entre autres :

*« Vos parents ont dépensé un argent fou pour votre défense, et tout à fait en vain. C'est nous qui décidons... »*

La Cour suprême de la R.S.F.S.R. a confirmé le jugement du tribunal de Moscou, sans en changer une virgule, en dépit de centaines de protestations, et a confirmé par là même que la condamnation de Guinzbourg et de Galanskov n'est pas une simple erreur, mais bien le résultat de toute l'évolution de notre société pendant ces dernières années. En réponse aux protestations, les instances supérieures du Parti, au lieu de donner une information objective ou de réviser le procès, ont avancé la thèse nouvelle *« du renforcement de la lutte idéologique entre le socialisme et l'impérialisme »*.

Dans les conditions actuelles, cette thèse rappelle par trop la thèse stalinienne du *« renforcement de la lutte des classes pendant*

la période de construction du communisme » (7). On sait où a conduit la thèse stalinienne. Il est absurde de mettre au compte de la « propagande bourgeoise » les contradictions de notre société. La presse soviétique et les instances soviétiques créent elles-mêmes la prétendue « diversion idéologique de l'impérialisme », en ne publiant pas les protestations des citoyens soviétiques, en ne donnant pas une information objective et en laissant ce soin aux radios étrangères. La thèse du « renforcement de la lutte idéologique » n'est utilisée que pour contraindre au silence ceux qui tentent de défendre leur point de vue et protestent contre le rétablissement de certains usages, contre la réhabilitation du stalinisme. Cette thèse sert à interdire les mises en scène théâtrales, les œuvres littéraires, les films les plus audacieux.

C'est ainsi que la presse soviétique n'a pas publié les romans de Soljenitsyne *Le pavillon des cancéreux* et *Le premier cercle* et, quand ces œuvres sont parues en Occident, les larbins de la *Literatournaïa Gazeta* se sont égosillés contre notre plus grand écrivain. Le roman *Le premier cercle* — analyse véritablement shakespearienne du régime stalinien — est qualifiée de « calomnie haineuse » de notre régime social.

L'article 70, contre lequel nous protestons place Pouchkine le 22 janvier, prévoit trois ans de camp « pour des élucubrations dénigrant notre régime politique et social ». Pour l'instant, c'est la presse, et non un procureur, qui condamne Soljenitsyne, Galitch, Voïnovitch, pour l'instant, ceux qui ont signé des lettres de protestation payent leur honnêteté au pire de la perte de leur emploi, mais, s'il en est besoin, on trouvera toujours des volontaires pour jouer le rôle de Dobrovolski, et Tchakovski et Mikhalkov prononceront les discours d'usage sur la nocivité de la propagande bourgeoise et l'utilité des procès judiciaires.

Je suis jeune, ma situation sociale est modeste, il est facile de me calomnier. C'est ce qu'a brillamment démontré le journal *Novossibirsk Soir*. Le 8 juin 1968, il a déclaré que mes vers n'étaient que mensonges et en a cité, en les déformant grossièrement, quelques lignes ; il les a citées, bien que la ballade *Le Retour*, dédiée à mes amis Boukovski, Guinzbourg, Galanskov et Khaoustov, ne soit, bien entendu, éditée nulle part et que je n'aie pas envoyé mes vers à la rédaction de *Novossibirsk Soir*.

Je sais que ma voix est faible, mais je me permets de rappeler à ceux qui justifient les procès de Boukovski, Khaoustov, Guinzbourg et Galanskov, à ceux qui jettent l'opprobre sur les signataires des lettres de protestation, que ce sont eux, et pas du tout Guinzbourg et Galanskov, qui commettent un crime contre leur pays, contre la jeune génération, en favorisant la renaissance du stalinisme, en inculquant à la jeunesse l'idée de mythiques « enne-

(7) Thèse exposée en particulier dans ses deux derniers écrits : *Le marxisme et la linguistique* et *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, mais élaborée dès 1933, et qui sert à masquer la liquidation du parti bolchevique.

*mis du peuple* », en induisant en erreur l'opinion soviétique et internationale.

Je me permets de rappeler à ceux qui se taisent aujourd'hui que la sentence prononcée contre le poète Galanskov, atteint d'un ulcère à l'estomac, peut, dans les conditions insupportables des camps à régime sévère, se transformer en condamnation à mort.

Tout ce que je viens de dire me contraint à m'adresser, comme l'ont fait Litvinov, Bogoraz, Iakir, Kim et Gabaï, aux représentants de la science, de la culture et de l'art, en Union soviétique et à l'étranger.

Souvenez-vous : si l'opinion progressiste soviétique et internationale n'obtient pas la révision des procès Boukovski, Khaoustov, Guinzbourg et Galanskov, Siniavski et Daniel, le danger d'une répression massive et de mesures d'arbitraire administratif envers les intellectuels soviétiques qui auront osé protester se fera plus pressant.

Luttez pour obtenir la révision de ces procès, une information objective à leur sujet et au sujet des autres procès qui se sont déroulés à huis clos dans notre pays ces dernières années ! Luttez pour obtenir l'amnistie des condamnés politiques d'Union soviétique !

VADIM DELAUNAY,

*condamné au procès Boukovski à un an de prison avec sursis et cinq ans de mise à l'épreuve (\*), poète.*

LEONIDE PLIOUCHTCH

Février 1968

*(Lettre à la Komsomolskaia Pravda)*

## LES THERMIDORIENS ET L'AFFAIRE GUINZBOURG-GALANSKOV

*Le mathématicien ukrainien Pliouchtch est l'un des signataires de la lettre des 139 intellectuels, employés et ouvriers ukrainiens protestant contre le « retour » aux méthodes staliniennes qu'ils décelaient dans l'affaire Guinzbourg-Galanskov. Pliouchtch a jugé nécessaire d'ajouter à cette protestation collective une protestation individuelle qui, bien plus qu'une « protestation », est l'un des documents politiques de l'opposition communiste qui, à ce jour, vont le plus loin. De tous les documents du Samizdat dont nous avons pu prendre connaissance (le texte de Transformation du bolchevisme ne nous est pas parvenu, par exemple), c'est le seul qui donne de la bureaucratie une caractérisation politique renouant consciemment le lien du bolchevisme. Définir la bureaucratie par le terme de « bâtards THERMIDORIENS du bolchevisme » et placer la victoire du Thermidor soviétique en 1928, c'est-à-dire au lendemain de la défaite de l'Opposition de gauche, au moment où les opposants battus partent en exil ou en déportation, c'est affirmer une continuité politique avec le combat de l'Opposition de gauche.*

*Sans doute Pliouchtch ne donne-t-il pas à cette analyse de la bureaucratie sa dimension internationale. Mais il n'a certainement pu lire la moindre page de Trotsky, et l'on ne peut reconstituer un héritage politique international par le seul effort d'une réflexion que l'expérience maintient dans des cadres étroitement nationaux. Pliouchtch et ses semblables ne peuvent surmonter l'absence d'une section soviétique de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le stade même auquel leur réflexion est parvenue en démontre, en tout cas, la nécessité.*



J'ai devant moi votre journal du 18 janvier de cette année et la lettre de protestation de la mère d'Alexandre Guinzbourg contre l'article calomniateur, pour reprendre sa propre expression, contenu dans ce numéro. Combien de fois se retrouvent face à face la presse soumise à la censure, « *frétilant de la queue comme un chien* » (selon l'expression de Marx), et le Samizdat qui échappe à la censure ! Cela pose un problème : qui croire ? Il est difficile de vérifier directement. Comment avoir accès aux documents du procès de Guinzbourg et Galanskov ? Il ne reste qu'une chose à faire, procéder par vérifications indirectes. Je vais tenter de vous expliquer pourquoi, dans ce cas précis, je ne crois pas à la version officielle.

### PREMIER ARGUMENT

Depuis très longtemps, notre presse n'inspire aucune confiance. On a vu se succéder les articles tapageurs et ronflants sur les « *ennemis du peuple* » et les modestes petits articles sur les « *héros de la révolution et de la guerre civile injustement frappés* » ; les roulements de tambour sur l'épanouissement du village et le rappel craintif des millions de paysans *volontairement* affamés pendant les années trente en Ukraine (c'est ainsi, en tout cas, que le héros de la révolution et de la guerre civile, l'amiral Fiodor Raskolnikov, apprécie ces événements) (1) ; les « *portraits* » de « *l'agent de la Gestapo* » I. B. Tito (2) et les excuses furtives à l'adresse du parti communiste yougoslave ; les persécutions contre Pasternak, qui ont hâté sa mort ; le déchaînement insensé au moment de la croisade contre la culture, en 1963 (3) ; l'encensement de « *notre cher* » N. S. Khrouchtchev, favori du jour, et les piqures d'épingles empoisonnées, sous forme d'allusions au volontarisme, à l'inculture, etc. (4) ; les mensonges contre « *l'antisémite Siniavski* », qui aurait pris en haine jusqu'à Tchekhov (j'ai lu *Les graphomanes* et me suis *personnellement* convaincu du caractère mensonger des attaques portées contre l'auteur) ; les puantes falsifications de la revue *Peretz* à l'encontre d'un des meilleurs critiques ukrai-

(1) Voir sa lettre reproduite dans le premier chapitre de ce volume, pp. 92-101.

(2) Entre 1948, date de l'exclusion du P.C. yougoslave du Bureau d'information des partis communistes (*Kominform*), et 1953, la presse stalinienne regorgea de portraits de Tito en Goëbbels assoiffé de sang, bardé de croix gammées, de grenades, de pistolets, entouré de rats visqueux et de vipères lubriques, etc. L'un des fournisseurs de *l'Humanité* pour ces dessins infâmes était Mittelberg, devenu, sous le nom de Tim, un fournisseur de propagande sioniste. Peu de temps avant d'être exclu du P.C.F. et de passer au gaullisme, P. Hervé publiait en 1952, dans *La nouvelle critique*, une série d'articles intitulée *De Trotsky à Tito* faisant de ces derniers des membres de la Gestapo, etc. En mai 1955, Khrouchtchev et Boulganine descendaient d'avion à Belgrade pour donner l'accolade à ce dernier.

(3) Allusion au déchaînement de Khrouchtchev contre les écrivains et les peintres abstraits en 1963.

(4) Après la chute de Khrouchtchev, ce furent les deux reproches qui lui furent publiquement adressés.

niens. Dzioub (5). Notre presse, même quand elle exprime des pensées justes, le fait d'une façon tellement indigne qu'elle discrédite ces idées mêmes (par exemple la « *polémique unilatérale* » avec Steinbeck). C'est à flot que coulent les mensonges dévoilés ou non de notre presse : les tyrans et les larbins sont encensés et nos meilleurs représentants couverts de boue. L'histoire est falsifiée (par exemple B. Khmel'nitski (6) s'est « *miraculeusement* » transformé de traître au peuple ukrainien — voir l'édition d'avant guerre de la Grande encyclopédie soviétique — en héros de ce même peuple), etc. Ce flot de mensonges, qui a pris sa source à la fin des années vingt, ne s'est jamais totalement tari. Même à l'époque du dégel, du XX<sup>e</sup> au XXII<sup>e</sup> congrès ou un peu plus, quand Khrouchtchev faisait de l'équilibre avec des demi-vérités.

A ce flot s'oppose le Samizdat.

Est-on fondé de croire la lettre de la mère de Guinzbourg (7), l'Adresse à l'opinion publique mondiale de L. Bogoraz et P. Litvinov (8), l'Adresse aux représentants de la science, de la culture et de l'art (9) de Gabai, Kim et Iakir (Iakir est le fils du célèbre commandant d'armée torturé dans les geôles staliniennes et calomnié par cette même presse) ?

A mon sens, oui.

Ou bien sont-ils eux aussi « *insuffisamment informés* » et « *induits en erreur par la propagande bourgeoise* » ? Ou achetés par le N.T.S., le T.S.R.O.U. (10), la B.B.C. et la *Voix de l'Amérique* ? J'espère que vous n'en viendrez pas à de telles absurdités.

S'ils mentaient, le K.G.B. et ses filiales monteraient contre eux, avec le plus grand plaisir, un procès pour calomnies, il n'y aurait même pas besoin pour cela d'avoir recours à des lois exceptionnelles, comme le tristement célèbre article 190 du code pénal de la R.S.F.S.R. (\*) Et puis, on n'achète pas le courage.

## DEUXIEME ARGUMENT

Si le procès de Guinzbourg et de ses amis avait été régulier, on n'aurait pas craint de le rendre public. Ovtcharenko déclare (11), il est vrai, que des « *représentants des entreprises et des organisations auxquelles les accusés avaient eu affaire à divers*

(5) *Peretz*, hebdomadaire satirique officiel ukrainien.

(6) Bogdan Khmel'nitski (1595-1567), ataman ukrainien, mena une longue lutte contre les Polonais. Grand faiseur de pogromes antisémites. Pendant la seconde guerre mondiale, Staline créa un « *Ordre de Bogdan Khmel'nitski* » qu'il se plut à faire attribuer à des officiers juifs, qui, le plus souvent, le refusèrent.

(7) *L'affaire Guinzbourg-Galanskov* (Editions du Seuil), pp. 115-116.

(8) *Idem*, pp. 83-85.

(9) Texte reproduit dans ce même chapitre.

(10) Le T.S.R.O.U. est sans doute une organisation d'émigrés ukrainiens. Sur le N.T.S., voir *L'affaire Guinzbourg-Galanskov*, pp. 21-26, et à la fin du présent volume.

(11) Dans son article reproduit dans *L'affaire Guinzbourg-Galanskov*, o.c., pp. 70-80.

*moments* » assistaient au procès. Mais Litvinov et Iakir affirment qu'ils ne s'agissait là que d'une claque. Je les crois, et non Ovtcharenko, car j'ai vu de mes propres yeux un procès analogue, celui des soi-disant « *nationalistes ukrainiens* », en 1965 (12), et j'ai entendu les explications incroyablement stupides sur le caractère « *à la fois public et non public* » du procès fournies par les magistrats.

Si le procès avait été régulier, la *Komsomolskaia Pravda* publierait la lettre de la mère de Guinzbourg ; et publiquement, en donnant les faits, les faits attestés par Iakir ou Litvinov (on n'osera pas réfuter des faits comme le procès-verbal de perquisition ou celui du jugement), elle démontrerait que l'auteur de la lettre a tort.

Mais — hélas ! — il est passé, le temps où les bolcheviks proclamaient fièrement : « *Nous n'avons pas peur de la vérité, car elle travaille pour nous* ». Leurs héritiers bâtards (les héritiers légitimes ont été exterminés dans les geôles staliniennes de Beria), les thermidoriens d'Octobre, ont peur de la vérité. Tout ce dont ils sont capables, c'est de trafiquer et de rogner des citations, arbitrairement amalgamées.

Mais, seule, la vérité pourrait convaincre l'opinion publique mondiale et celle de notre pays de la légalité et de l'impartialité du jugement. Il est passé, le temps où le naïf Feuchtwanger trouvait le moyen, en assistant au procès de Radek, Piatakov, Sokolnikov, etc., d'ajouter foi à cette comédie (il ne se l'est jamais pardonné (13)).

### TROISIEME ARGUMENT

La fausseté de l'article est visible même pour un œil que n'aurait pas instruit l'expérience du passé. Le journal affirme que Guinzbourg et Galanskov sont les « *agents à gages du N.T.S.* », qu'ils ont trempé dans une sombre conspiration, comme il convient aux agents d'une organisation antisoviétique. Et ce même journal, dans ce même article, explique que leurs « *œuvres* » paraissaient à l'étranger *signées de leur nom*. Et la conspiration ? Est-ce croyable ? Quarante ans après Thermidor, ils auraient pu, au moins, apprendre à mentir !

(12) Il s'agit sans doute d'une erreur de date : 1965 pour 1966, année au cours de laquelle eurent lieu plusieurs procès à huis clos contre de prétendus « *nationalistes ukrainiens* », Ivan Hel, Mychailo Horyn, Opanas Zalivacha, Mychailo Masintko. Voir le chapitre VIII.

(13) Cet écrivain juif allemand accepta de publier sous son nom un livre intitulé *Moscou 1937*, qui reprenait intégralement la version stalinienne des procès de Moscou. Feuchtwanger n'était nullement « *naïf* ». En contrepartie, Staline lui fit promettre la réédition en U.R.S.S. de ses œuvres complètes AVEC LES DROITS D'AUTEUR PAYES EN DOLLARS ! Il faut lire, à ce propos, les pages que consacre à cet épisode Elsa Poretski, la veuve d'Ignace Reiss, dans *Les nôtres* (Denoël, 1968), pp. 195-196.

Ovtcharenko ne s'est pas résolu à citer, parmi les noms des signataires de la *Lettre des quinze* à Litvinov et Bogoraz-Daniel « ayant mordu à l'appât » de la propagande bourgeoise, celui de Bertrand Russell, conscience personnifiée de l'Europe, d'Igor Stravinski, etc., mais n'a pas craint de falsifier la dernière déclaration de Iouri Galanskov, où il explique qu'il lui importe peu d'être connu.

Une fois seulement, semble-t-il, Ovtcharenko dit vrai : « Ces noms ne disent absolument rien aux Soviétiques. » De la même façon que, voici quelques années, le jeune lecteur ignorait le nom de Boulgakov et qu'il ignore encore celui d'Ivanovo-Pazoumnik et de bien d'autres. Je plains ceux qui ignorent que vit et écrit sur la terre russe le grand écrivain Soljenitsyne, auteur des romans *Le pavillon des cancéreux*, *Le premier cercle*, et des pièces *La bougie au vent*, *L'élan et l'aiguille de pin* (14). Je plains les signataires des lettres parues dans la *Komsomolskaia Pravda* du 28 février de cette année (15). C'est qu'ils n'ont rien compris. Peut-être auront-ils honte plus tard, comme ont honte aujourd'hui ceux qui ont suivi la foule et exigé « avec indignation » l'exécution des compagnons de Lénine. C'est qu'ils ne sont pas tous des Cent-Noirs (16) ; plutôt les descendants de cette vieille qui vint apporter son fagot au bûcher de Jean Huss (17). Dieu fasse qu'ils soient guéris de cette « sainte simplicité » ! Il n'y aura plus alors de bûchers...

Je plains ceux qui ne savent pas et ne veulent pas savoir ce qui s'est passé et ce qui se passe dans leur pays. Raskolnikov écrivait, dans sa lettre à Staline, que le peuple le jugerait pour tout ce qu'il avait fait avec notre révolution. J'espère que viendra le temps où Staline et ses laquais seront jugés selon les lois de notre pays, sans qu'il soit besoin de fouler ces dernières aux pieds. Comme tous les falsificateurs, on vous jugera, rédacteurs de la *Komsomolskaia Pravda*, selon les lois de l'honneur. Selon ces lois, comme laquais et faux témoins de notre temps, vous avez déjà mérité le mépris de tous les gens honnêtes.

LEONIDE PLIOUCHTCH,  
mathématicien, ingénieur,  
Kiev.

P.-S. — Pour éviter toute calomnie du journal, j'envoie copie de cette lettre à des personnes de confiance.

(14) Voir la lettre de Lydia Tchoukovskaia *La responsabilité de l'écrivain* publiée dans le présent volume, pp. 221-230.

(15) Lettres soutenant le verdict et dénonçant Guinzbourg et Galanskov.

(16) *Cent-Noirs* : voir plus haut, page 250, note 11.

(17) On raconte que, alors que le bûcher où les autorités allaient faire brûler le réformateur tchèque Jean Huss venait d'être préparé, une vieille femme (du peuple) vint y ajouter son petit fagot personnel...





## CHAPITRE VI

# " LE PRINTEMPS DES PEUPLES COMMENCE A PRAGUE "



Dans son livre *Le printemps des peuples commence à Prague*, P. Broué (1) écrit :

« Depuis 1956, par vagues successives, les poussées de la révolution politique dans les pays vassaux viennent battre le bastion bureaucratique, l'Union soviétique. Aucune de ces poussées ne saurait effectivement aboutir tant que la bureaucratie n'est pas frappée au cœur, à Moscou même et dans les cités industrielles d'Union soviétique. Mais chacune rapproche précisément ce moment en précisant les voies et les moyens, et en ébranlant l'édifice... »

*Le printemps de Prague — comme, à un moindre degré, la grève générale de mai-juin 1968 en France — a eu une influence profonde sur le développement de l'opposition communiste en U.R.S.S. ; il a précisé ses idées, il a montré que le combat contre le stalinisme et le capitalisme n'était pas pour des lendemains éloignés, mais pour aujourd'hui, il a montré la voie du combat, il y a entraîné des dizaines et des dizaines d'intellectuels et de travailleurs. C'est sous l'influence du mouvement des masses en Tchécoslovaquie que s'est engagée la lutte contre le procès Guinzbourg-Galanskov et contre ses suites, et que certains dirigeants de l'opposition sont passés définitivement de la « protestation » au combat politique : Larissa Daniel-Bogoraz, P. Litvinov, Delaunay, Martchenko, Grigorenko, Iakhimovitch, etc. C'est à partir de là que le vieux bolchevik Kosterine a engagé lui aussi la lutte publique et regroupé autour de lui un petit noyau (Grigorenko, Iakir, etc.).*

*Cette influence directe et immédiate sur la lutte entre la bureaucratie et les masses en Union soviétique est, bien entendu, pour cette dernière, l'aspect le plus inacceptable de la « démocratisation » en Tchécoslovaquie. Le mouvement des masses tchécoslovaques ébranle tout l'édifice bureaucratique à l'Est comme il secoue l'édifice du capitalisme à l'Ouest, il nourrit les manifestations de Varsovie et de Belgrade, l'activité des opposants communistes d'U.R.S.S. et fait mûrir rapidement la crise de conscience*

(1) Pierre Broué, *Le printemps des peuples commence à Prague* (Essai sur la révolution politique en Europe de l'Est). Ouvrage paru en supplément à *La Vérité*. Envoi franco contre 9 F au C.C.P. Bloch Paris 606-23. La citation est extraite de la page 180.

*de nombreux militants des P.C. des pays bourgeois, tout particulièrement de ceux du P.C.F., déjà troublés par la politique de leur parti pendant la grève générale. Les chars staliniens du pacte de Varsovie n'entrent pas en Tchécoslovaquie pour rétablir l'ordre bureaucratique à Prague, mais pour maintenir l'ordre à Moscou, Berlin (Berlin-Est et Berlin-Ouest...), Sofia, Varsovie, Belgrade.*

*L'impulsion était donnée : la manifestation du 25 août qui a rassemblé sept représentants de l'opposition sur la place Rouge de Moscou, comme les diverses manifestations isolées, ne sont pas des actes de désespoir, mais des actes politiques qui marquent un point de non-retour : pour défendre l'héritage d'Octobre, l'opposition ne se contente plus d'en appeler à l'observation des règles constitutionnelles et garanties légales, elle se dresse contre la bureaucratie. Une page de l'histoire tourne...*

## XXXVIII

ANATOLE MARTCHENKO

Mars 1968 - Juillet 1968

### **DE LA PROTESTATION CONTRE LA REPRESSION A LA LUTTE CONTRE L'INTERVENTION EN TCHECOSLOVAQUIE**

*Débardeur, condamné en 1961 à six ans de travaux forcés pour tentative de fuite en Iran, Martchenko, libéré, se mit à rédiger un ouvrage sur son expérience, Mon témoignage (qui doit prochainement paraître au Seuil). Et il engagea le combat contre le régime concentrationnaire en U.R.S.S.*

*Sa lettre du 22 juillet 1968, qui entraînera son arrestation le 29 juillet sous le prétexte fallacieux d'une infraction au régime des passeports (\*), témoigne de l'élargissement politique de sa lutte sous l'impact du combat des masses tchécoslovaques. Martchenko ne veut plus se contenter dès lors de « dire la vérité » sur les camps de Khrouchtchev et de Brejnev, il veut mener en U.R.S.S. le même combat que les Tchèques dans leur pays. Sept jours plus tard, le K.G.B. l'arrête ; un tribunal le condamne à un an de déportation, peine à laquelle s'ajoutent bientôt deux années de déportation supplémentaires...*

*Les protestations contre son arrestation, nombreuses, susciteront une réponse vigoureuse de la bureaucratie : l'une des « protestataires », Irina Belogorodskaïa, oubliera dans un taxi un paquet de pétitions à faire signer contre l'arrestation de Martchenko et sera condamnée à un an de déportation pour ce délit...*

*La lettre de Martchenko aux journaux tchèques (ainsi qu'à l'Humanité, au Morning Star et à l'Unità, le journal du P.C. italien prétendument antistalinien, dont aucun n'en a reproduit le moindre mot) pose avec clarté un problème commun à toute l'opposition communiste ou peu s'en faut : son attitude à l'égard de la Chine et de la « révolution culturelle ». La référence constante que font les maoïstes à Staline, leur culte délirant de Mao (qui rappelle celui de Staline), la substitution typiquement stalinienne de l'insulte et de la dénonciation à la discussion politique poussent les oppo-*



sants de gauche à voir dans la « révolution culturelle » le déchaînement d'un stalinisme particulièrement hystérique.

Il est pourtant difficile d'assimiler l'action des « gardes rouges » aux persécutions, à la répression et aux purges organisées par l'appareil policier en U.R.S.S. La mobilisation des gardes rouges contre la fraction prosoviétique de l'appareil du P.C. chinois a constitué une mobilisation des masses, profondément déformée sans doute, mais si puissante que le groupe de Mao a souvent dû avouer son incapacité à la contrôler, dénoncer certaines de ses composantes pour « gauchisme » et, finalement, la canaliser dans la triple alliance avec les cadres du Parti et l'armée. Rien de tel — et pour cause ! — dans les purges staliniennes.

En outre, Martchenko et ses camarades n'analysent pas les causes de la « révolution culturelle » ; ils n'analysent ni la situation matérielle qui a engendré la réaction d'une fraction du P.C. chinois (rupture par l'U.R.S.S. des traités commerciaux, soutien à l'agression indienne par la fourniture d'avions de combat, etc.) ni la nature réelle de l'« idéologie » maoïste (attachement à la « coexistence pacifique », définition d'une « zone des tempêtes » où mûrit la révolution et qui exclut les pays industriellement avancés, etc.). Ils ne peuvent donc comprendre le sens des réactions d'une fraction de la bureaucratie chinoise, abandonnée par la bureaucratie soviétique aux appétits de l'impérialisme. En annulant les traités d'aide économique, en rappelant ses techniciens, en fournissant des Mig au pacifique Nehru pour mitrailler les troupes chinoises, Khrouchtchev (et ses successeurs continuent cette politique) signifiait très clairement à l'impérialisme américain, qui étouffe sur un marché trop étroit, incapable d'absorber sa production, que l'immense marché chinois échappait à la couverture militaire soviétique. Le Kremlin espère ainsi détourner l'énorme pression des marchandises et du bellicisme concomitant de l'impérialisme en en dirigeant l'impact sur la Chine... C'est à quoi le groupe de Mao a tenté de répondre par l'élimination du groupe de Liu Shao-chi, prosoviétique, et la mobilisation contrôlée de la jeunesse. Ce poids relatif écrasant de l'impérialisme par rapport à la Chine tend, bien entendu, à y reproduire ces mêmes phénomènes que l'encercllement capitaliste a engendrés en U.R.S.S. L'époque actuelle n'étant cependant pas une époque de recul, mais de montée du mouvement ouvrier international, la Chine n'est pas le théâtre d'une répétition de ce que furent les années trente en U.R.S.S., mais de convulsions d'une caste bureaucratique qui se défend pied à pied contre un impérialisme menaçant, quoique de plus en plus menacé de l'intérieur.

Le jugement très superficiel que portent sur la « révolution culturelle » chinoise Martchenko et les autres opposants témoigne, une fois de plus, des limites « nationales » dans lesquelles s'inscrit leur pensée, limites qui constituent aujourd'hui le principal frein à leur développement politique.

## LETTRE A A. TCHAKOVSKI

(*rédacteur en chef de la Literatournaia Gazeta*)

Citoyen A. Tchakovski, j'ai lu dans la *Literatournaia Gazeta*, n° 13, votre article *Réponse à un lecteur* ; il contient notamment ces lignes : « ... au lieu d'abreuver et de nourrir des gens pareils aux frais du peuple, en prison ou dans les colonies de travaux correctifs ».

Vous prenez dans votre article la pose d'un homme doué de conscience civique. Vous semblez sincèrement préoccupé du destin et du prestige de notre pays. Mais même l'ignorance, le manque d'information ne peuvent justifier un homme qui adopte une position si civique. Même si vous ne le saviez pas jusqu'à présent, vous auriez pu et donc dû savoir comment on est abreuvé et nourri dans les colonies de « travaux correctifs » et aux frais de qui. Il semble pourtant que vous n'essayez même pas de vous le représenter, que cette question ne vous intéresse pas et que vous n'avez écrit les lignes que je cite que pour la beauté du style, pour mieux mettre en accusation les « criminels ».

Ce n'est pas tant pour vous que pour vos lecteurs que je vais apporter des précisions à vos lignes.

Dans les camps de « travaux correctifs » à régime sévère (et tous les politiques sont au régime sévère), un détenu reçoit 2.400 calories par jour, soit la norme d'un enfant de sept à onze ans : le matin, une ration (à peu près deux verres) de soupe maigre et claire ; au déjeuner, la même quantité de soupe aux choux pourris et deux cuillerées de kacha (1) liquide ; le soir, deux cuillerées de la même kacha et une tranche de morue cuite à l'eau, grande comme une boîte d'allumettes. Toutes ces soupes et kachas doivent en principe contenir 20 grammes de matières grasses (pas de beurre, bien sûr !). En outre, on a droit à 700 grammes de pain noir et à 15 grammes de sucre par jour. C'est tout.

C'est là le régime général. Pour les « réfractaires », il y en a un autre, dit disciplinaire, avec des rations de famine : le matin, un quart d'eau chaude, à midi 400 grammes de soupe aux choux et deux cuillerées de kacha liquide, le soir le même petit bout de

(1) *Kacha* : bouillie de gruau.

morue cuite à l'eau (sans kacha). La soupe aux choux disciplinaire est spéciale : on n'y met pas un gramme de matières grasses. Le sucre aussi est interdit. La ration de pain noir est de 450 grammes par jour. Le tout représente 1.300 calories (ration d'un enfant de un à trois ans).

Voilà comment les « gens pareils » sont nourris et abreuvés aujourd'hui. Et aux frais de qui, c'est une autre affaire.

Le détenu du camp de « travaux correctifs » travaille huit heures par jour, 48 heures par semaine. C'est au camp de « travaux correctifs » de Doubrovlag qu'ont été fabriqués le téléviseur que votre famille regarde tous les soirs, le poste de radio qui vous permet d'entendre (par hasard, bien sûr) la *Voix de l'Amérique*, votre canapé et votre bureau. Mais ne croyez pas que vos meubles ne coûtent aucun effort à ceux qui les fabriquent et qui « sont abreuvés et nourris aux frais du peuple ». Les débardeurs déportés (parmi lesquels on trouve d'anciens artistes, écrivains, travailleurs scientifiques, fonctionnaires du Parti et de la J.C.), qui travaillent à la production « facile » de meubles, s'épuisent en déchargeant à la main le bois et la pierre ; en vernissant votre table dans des ateliers insalubres, vos anciens collègues ruinent peut-être leur santé pour toujours.

En contrepartie, ils touchent la soupe, le pain noir, la faim, jour après jour, pendant des années.

Est-ce cela que vous aviez en vue en écrivant que le peuple « abreuve et nourrit des gens pareils » ? Le niveau de votre humanisme, écrivain A. Tchakovski, est vraiment très élevé !

Est-ce ainsi que le peuple — y compris les déportés de Doubrovlag, de Vorkouta, de Sibérie et du Kazakhstan — vous nourrit, vous et les autres écrivains qui représentez la « conscience populaire » ?

Mais peut-être le profond pathos civique de votre article s'explique-t-il justement par le fait que vous recevez pour vos tâches un peu plus qu'un bol de soupe et une ration de pain noir ?

Si on vous donne l'ordre de répondre à ma lettre, vous citerez probablement des exemples des conditions de détention aux États-Unis ou en Chine. Vous pourriez ne pas vous limiter à ces deux cas et citer aussi l'exemple de la Grèce ou de la Rhodésie du Sud. Et pourquoi pas les camps hitlériens aussi ? Le plus probable est que vous passerez sous silence les camps staliniens, bien que vous invitiez les gens à « tourner leurs regards vers le passé relativement récent ».

Comment en va-t-il pourtant chez nous et aujourd'hui ? Voilà vers quoi devrait se tourner le pathos civique d'un citoyen aussi hautement conscient que vous !

Je voudrais que cette lettre ouverte parvienne à la connaissance de mes concitoyens, non par l'intermédiaire de la *Voix de l'Amérique* ou de la *B.B.C.*, mais dans les colonnes de votre journal. C'est alors seulement qu'on pourrait parler d'« approfondissement du socialisme » et que nos ennemis idéologiques à l'étranger ne pourraient pas exploiter pour leurs objectifs propres les faits honteux qui sont cités ici.

## LETTRE AUX AUTORITES

A :

- G. A. Miterev, président de la Croix-Rouge de l'U.R.S.S.  
B. V. Petrovski, ministre de la santé publique de l'U.R.S.S.  
A. A. Pokrovski, directeur de l'institut d'alimentation auprès de l'académie des sciences médicales.  
Alexis, patriarche de toutes les Russies.  
M. V. Keldych, président de l'académie des sciences de l'U.R.S.S.  
V. D. Timakov, président de l'académie des sciences médicales de l'U.R.S.S.  
Tchikvadze, directeur de l'institut d'Etat et du droit.  
I. G. Petrovski, recteur de l'université d'Etat de Moscou.  
K. Fedine, premier secrétaire de l'Union des écrivains de l'U.R.S.S.  
Zamiatine, président de l'Union des journalistes de l'U.R.S.S.

*Aux écrivains :*

K. Simonov, R. Gamzatov, R. Rojdestvenski, E. Evtouchenko.

*(Copie au comité des Nations unies pour la défense des droits de l'homme, à la conférence internationale des Nations unies sur les droits de l'homme.)*

J'ai achevé un livre, *Mon témoignage* (1), il y a cinq mois, sur les six années (1960-1966) que j'ai passées à la prison de Vladimir et dans des camps de détenus politiques. J'écris dans l'introduction à ce livre :

« *Les camps soviétiques pour détenus politiques sont aussi terribles aujourd'hui que les camps de Staline. Meilleurs sous certains aspects, Pires sous d'autres.* »

Il faut que tout le monde le sache.

Il faut que le sachent aussi bien ceux qui veulent savoir la vérité, mais qui ne connaissent que les articles rassurants et

(1) Référence à *Mon témoignage* de Martchenko qui doit paraître prochainement aux Editions du Seuil.

mensongers des journaux qui endorment la conscience publique, que ceux qui ne veulent pas savoir, ferment les yeux et se bouchent les oreilles pour pouvoir se justifier un jour et s'en sortir une fois encore immaculés, en disant : « *Mon Dieu, nous ne savions même pas.* » S'ils ont tant soit peu de conscience civique et d'amour vrai de leur pays, ils interviendront pour défendre la vérité, comme l'ont toujours fait les vrais fils de la Russie.

Je voudrais que mon témoignage sur les camps et les prisons soviétiques pour détenus politiques soit connu des humanitaires et des progressistes des autres pays — ceux qui interviennent en faveur des détenus politiques de la Grèce et du Portugal, de la république d'Afrique du Sud et de l'Espagne. Qu'ils demandent à leurs compagnons soviétiques de lutte contre l'antihumanisme : « *Qu'avez-vous fait pour que chez vous, dans votre propre pays, les détenus politiques ne soient pas « éduqués » par la faim ?...* »

J'ai fait tout ce que j'ai pu pour faire connaître mon livre au public. Mais il n'a eu jusqu'à présent aucun écho (si je ne compte pas ma conversation avec un collaborateur du K.G.B. au sujet de mon « *activité antisociale* »). La situation n'a pas changé dans les camps. Je me vois donc obligé de m'adresser à des personnalités que leur position rend au premier chef responsables de l'état de notre société, de son degré d'humanité et de légalité.

Vous devez savoir ce qui suit.

Des milliers de détenus politiques croupissent dans les prisons et les camps de notre pays. La plupart ont été condamnés par des tribunaux siégeant à huis clos. Il n'y a eu virtuellement aucun procès public (à part les procès des criminels de guerre). Dans tous les cas, le principe fondamental de la procédure judiciaire, la publicité, a été violé. Ainsi la société n'a pas pu et ne peut pas contrôler le respect de la légalité et l'étendue des répressions politiques.

La condition des détenus politiques est en tout point semblable à celle des condamnés de droit commun, et même à certains égards bien pire : le minimum de la peine est pour eux la détention dans un camp à régime sévère, tandis que les condamnés de droit commun jouissent du régime général ou d'un autre encore plus libéral (\*); ils peuvent être libérés à l'expiration des deux tiers ou de la moitié de leur peine, les politiques purgent la leur entièrement, de bout en bout.

La situation des détenus politiques est ainsi entièrement assimilée à celle des pires criminels et des récidivistes. Juridiquement, il n'y a pas de différence.

Les détenus politiques sont en règle générale des personnes qui avaient avant leur arrestation une activité socialement utile : ingénieurs, ouvriers, hommes de lettres, artistes, travailleurs scientifiques. Au camp, le « *moyen de rééducation* » qu'on leur applique est le travail forcé. L'administration du camp peut en outre en faire une punition : les faibles doivent exécuter des travaux de force, les intellectuels un travail de manœuvre. La non-exécution des normes est considérée comme une infraction au règlement et



est passible de punitions administratives : interdiction des visites, cachot ou régime cellulaire.

Le moyen de pression le plus puissant est la faim. Les rations alimentaires sont telles qu'elles laissent une sensation constante de faim, entretiennent un état permanent de sous-alimentation. Elles représentent 2.400 calories par jour (norme d'un enfant de sept à onze ans), et un adulte astreint à un travail physique doit s'en contenter jour après jour pendant des années, parfois quinze ou vingt-cinq ans ! Ces calories sont fournies pour l'essentiel par le pain noir (700 grammes par jour). Les détenus ne voient jamais ni légumes frais, ni beurre, ni beaucoup d'autres aliments indispensables : la vente en est interdite à la cantine du camp (comme celle du sucre).

Je note tout de suite : les détenus paient la nourriture comme l'habillement avec leurs salaires (dont 50 pour cent sont déduits pour l'entretien du camp : baraquements, équipements, clôtures, miradors, etc.). On n'a le droit d'acheter que pour cinq roubles de ravitaillement (y compris le tabac) par mois — avec ce qui reste du salaire une fois les déductions opérées. Mais on peut être privé même de ce droit de dépenser 17 kopecks par jour « pour infraction au règlement ». Par exemple, l'historien L. Rendel (condamné à dix ans de détention pour avoir fait partie d'un cercle marxiste illégal) a été privé pendant deux mois du droit de faire des achats à la cantine pour avoir porté sa soupe à des camarades malades ; de même l'écrivain Siniavski, pour avoir communiqué avec un autre écrivain, son ami Daniel, quand celui-ci était à la prison du camp.

Pour une prétendue infraction au règlement, comme la non-exécution des normes, un détenu peut être soumis à un régime encore plus rigoureux, 1.300 calories par jour (ration d'un enfant de un à trois ans). Par exemple, l'écrivain Daniel et l'ingénieur Ronkine (condamné à sept ans de détention pour activité marxiste illégale) furent mis à ce régime à la fin de l'été 1967.

Les détenus soumis à ce régime n'ont pas le droit de recevoir de colis de ravitaillement ; l'autorisation en est parfois donnée à titre d'encouragement pour bonne conduite (repentir, délation, collaboration avec l'administration), mais seulement après l'expiration de la moitié de la peine et pour un maximum de quatre colis de cinq kilogrammes par an, au plus.

L'administration du camp dispose ainsi d'un moyen de pression physique — tout un système d'escalade de la faim. Les conséquences en sont l'épuisement, l'avitaminose.

La faim permanente pousse certains détenus à tuer et manger des corbeaux, et avec un peu de chance, des chiens. En automne 1967, un détenu de la section II de Doubrovlag arriva à se procurer des pommes de terre près de l'infirmerie ; il en mangea tant qu'il mourut ( les pommes de terre étaient crues).

La faim est encore plus cruelle à la prison de Vladimir et dans les camps de régime particulier<sup>(\*)</sup> où il y a aussi un nombre non négligeable de détenus politiques.

En comparaison de cette faim permanente, les autres « moyens

*de rééducation* » paraissent plus anodins. On ne peut pas pourtant ne pas en évoquer au moins quelques-uns : privation de visites, cheveux coupés à ras, interdiction de porter ses propres vêtements (y compris le linge de corps chaud en hiver), obstacles mis à l'activité créatrice, aux pratiques religieuses.

Les plaintes et les réclamations adressées par les détenus au parquet, au présidium du soviet suprême, au comité central du Parti, reviennent invariablement, après de nombreux détours, à l'administration du camp : les instances supérieures les transmettent au ministère du maintien de l'ordre public, à la direction principale des établissements pénitentiaires et de là, d'instance en instance, elles finissent par aboutir chez ceux-là mêmes qui en font l'objet — « *pour enquête* ». Naturellement, le résultat des plaintes est toujours le même : l'administration du camp répond que « *les faits n'ont pas été confirmés* », « *la punition était justifiée* », tandis que la situation des plaignants devient intenable ; il arrive même qu'on les mette en prison ou au régime cellulaire pour nouvelle « *infraction au règlement* ». Aussi les officiers-éducateurs disent-ils souvent perfidement aux détenus mécontents : « *Vous voulez vous plaindre de nous, faites donc, écrivez, c'est votre droit.* » D'autres, plus bonasses, les exhortent : « *Voyons, à quoi bon protester, vous savez bien que l'administration trouvera toujours un motif pour punir n'importe quel détenu. Vous ne faites qu'aggraver votre cas, il faut vous adapter...* »

Et en effet le *Règlement sur les camps et les prisons*, adopté en 1961 par le soviet suprême, donne à l'administration des camps des possibilités presque illimitées de pression physique et morale. L'interdiction de recevoir des colis, de s'approvisionner à la cantine, les rations de famine, la privation de visites, le cachot, les menottes, la cellule, tout cela est légalisé par ce *Règlement* et appliqué aux détenus politiques. Ces mesures conviennent d'autant mieux à l'administration des camps que, parmi les « *éducateurs* », on compte beaucoup d'anciens responsables des camps de concentration staliniens, habitués à un arbitraire illimité (qui correspondait d'ailleurs aux instructions d'alors).

L'absence de tout recours fait prendre à la protestation des détenus des formes parfois tragiques : grèves de la faim, mutilations, suicides — le déporté se dirige en plein jour vers la zone interdite, s'approche des barbelés et est abattu par la sentinelle pour « *tentative d'évasion* ».

Je ne sais pas si aujourd'hui, au milieu des années 60, ce statut des détenus politiques existe quelque part ailleurs que dans notre pays : arbitraire légalisé, plus faim légalisée, plus travail forcé légalisé. Je suis certain d'une chose : ces conditions ne sont possibles chez nous que parce que personne ne les connaît en dehors de leurs organisateurs et exécutants. Si l'opinion publique les connaissait, comment pourriez-vous protester contre le traitement des détenus politiques dans d'autres pays ? Pour le moment, nos détenus politiques sont les seuls, en lisant ces protestations dans les journaux, à pouvoir apprécier la monstrueuse

équivoque de la situation, l'extrême contradiction entre la propagande pour « *l'exportation* » et la pratique chez soi.

Certains d'entre vous sont directement responsables de la situation existante ; la responsabilité des autres se définit par le seul fait qu'ils sont des citoyens. C'est à ce titre que je m'adresse à vous tous ; nous sommes tous responsables devant notre patrie, devant sa jeunesse, devant son avenir. La génération des années 1930-1940 a laissé commettre des crimes au nom du peuple. Cela suffit ! Il est impossible, il est inadmissible, de montrer de nouveau la même indifférence criminelle qui a rendu alors le peuple tout entier complice de crimes sanglants.

Je vous appelle à :

- Exiger une enquête publique sur la situation des déportés ;
- Exiger une large diffusion du *Règlement sur les camps et les prisons* ; réclamer l'établissement de règles spéciales de détention des prisonniers politiques ;
- Exiger la publication du régime alimentaire des détenus ;
- Exiger l'élimination immédiate du travail d'« *éducation* » des cadres des camps de concentration staliniens qui se montrent aujourd'hui cruels et inhumains avec les déportés ;
- Exiger qu'ils soient jugés publiquement.

Notre devoir civique, le devoir de notre conscience d'hommes est de mettre un terme aux crimes commis contre l'humanité. Le crime ne commence pas, en effet, aux cheminées fumantes des crématoires et aux navires bondés de déportés en partance pour Magadan. Le crime commence à l'indifférence civique.

## VIVE LA DEMOCRATISATION EN TCHECOSLOVAQUIE !

(Lettre adressée à Rude Pravo, Literarni Listy, Prace, copie à l'Humanité, Unita, The Morning Star et à la B.B.C.)

Lors de la session du soviet suprême qui vient de se terminer, tous les députés ont évoqué un problème : les événements de Tchécoslovaquie. Ils ont voté à l'unanimité la décision de soutenir le comité central du P.C.U.S. sur ce problème, ils ont, avec la même unanimité, approuvé l'appel des cinq partis communistes, dit de Varsovie, lancé au comité central du P.C. tchécoslovaque (1). Ils ont approuvé et soutenu dans son ensemble la politique du Parti et du gouvernement sur ce problème.

Si des membres du parti communiste approuvent cette politique en la considérant comme un modèle d'une authentique politique marxiste-léniniste dans les rapports entre partis frères, c'est leur affaire de communistes, cela concerne leur conscience de membres du Parti.

Mais lors de la session du soviet suprême, ce sont des députés chargés d'exprimer l'opinion des électeurs, c'est-à-dire de la population — qui, dans son écrasante majorité, et moi y compris, n'appartient pas au parti communiste — qui ont à l'unanimité approuvé cette politique.

Le numéro des *Izvestia* qui rend compte des délibérations du soviet suprême n'avait pas encore pu arriver entre les mains de toute la population que les numéros suivants engageaient déjà une campagne de soutien aux résolutions adoptées par le soviet suprême au nom de « l'ensemble » de la population, de « l'ensemble » des travailleurs.

J'ai sur ce point mon opinion personnelle et je tiens à profiter du droit garanti par la Constitution pour l'exprimer.

Je suis avec attention (dans la mesure où cela est possible

(1) Voir plus loin la note 1 du texte d'Alexéev, dans le chapitre IX.

dans notre pays) les événements de Tchécoslovaquie et je ne puis observer avec tranquillité et indifférence les réactions que ces événements suscitent dans la presse de chez nous. Depuis un an et demi, les journaux de chez nous tentent d'intoxiquer l'opinion publique soviétique et l'opinion publique mondiale quant à l'attitude de notre pays à l'égard de l'évolution actuelle de la Tchécoslovaquie. Ils présentent la position adoptée par la direction du P.C.U.S. comme la position — unanime ! — de l'ensemble de la population. Brejnev n'a eu qu'à se donner la peine de coller sur l'évolution de la Tchécoslovaquie les étiquettes « *menées de l'impérialisme* », « *danger menaçant le socialisme* », « *offensive des éléments antisocialistes* », etc., pour que toute la presse reprenne en chœur toutes ces épithètes, bien qu'aujourd'hui, tout comme il y a six mois, notre peuple ignore absolument tout de la situation réelle de la Tchécoslovaquie. Les lettres de travailleurs aux journaux et les résolutions adoptées par les meetings de masse se contentent de reprendre les formules toutes faites transmises « *du sommet* » et n'expriment pas la moindre opinion indépendante, fondée sur la connaissance des faits concrets. Des voix dociles répètent en écho à la direction du Parti : « *La lutte décidée pour sauvegarder le régime socialiste en Tchécoslovaquie n'est pas la tâche des seuls communistes tchécoslovaques, c'est notre tâche à tous.* » « *Je soutiens les résolutions du plénum affirmant la nécessité de combattre pour la cause du socialisme en Tchécoslovaquie.* » (*Izvestia*, n° 168), etc.

Les auteurs de ces lettres et de ces déclarations ne se sont certainement jamais demandé pour quelle raison c'est un plénum du comité central du P.C. de l'Union soviétique qui adopte les résolutions sur la lutte pour le socialisme en Tchécoslovaquie. Ils n'ont sans doute pas pensé que notre appel aux « *forces saines* » de la Tchécoslovaquie peut bien n'être qu'un appel aux éléments hostiles au gouvernement et un encouragement à une agression armée contre un gouvernement légal ; ils n'ont sans doute pas compris que les mots « *C'est notre tâche* » peuvent signifier, pour le moins, une pression politique sur un pays souverain, et, au pis, une éventuelle intervention de nos troupes dans la République socialiste de Tchécoslovaquie. Il est fort probable aussi que les auteurs de ces lettres n'ont pas pensé, en approuvant la politique du comité central du P.C.U.S., que cette dernière présente une ressemblance frappante — par exemple — avec la politique, cent fois dénoncée dans notre presse, des Etats-Unis vis-à-vis de la République dominicaine.

L'examen des articles publiés dans les journaux tchécoslovaques, les informations diffusées par les radios occidentales, tout comme les rares faits cités par les journaux de chez nous, m'amènent à penser que l'évolution de la Tchécoslovaquie marque un authentique progrès vers le développement d'une société saine : lutte d'idées et d'opinions, liberté de critique, tentative de réaliser dans la pratique les idéaux proclamés du socialisme, qui n'ont, jusqu'à ce jour, existé partout que sous forme de mots d'ordre et de perspectives à réaliser dans un lointain futur. C'est pourquoi la



*Lettre de Varsovie* des cinq partis communistes et les résolutions du comité central du P.C.U.S., qui ont bénéficié du soutien unanime de nos journaux, n'ont suscité en moi que l'indignation et la honte.

Etant donné l'insistance avec laquelle nous avons répété que tout peuple doit lui-même décider de son propre sort, pourquoi donc précisément le sort des Tchèques et des Slovaques devrait-il se décider, non point à Prague, mais à Varsovie et à Moscou ? Qu'est-ce qui permet donc à Brejnev et Ulbricht de croire qu'ils peuvent mieux apprécier la situation qui règne en Tchécoslovaquie que Dubcek et que les Tchèques et les Slovaques eux-mêmes ?

Je ne crois ni aux mythiques complots impérialistes contre la République socialiste tchécoslovaque ni à l'« *offensive des forces intérieures de la réaction* ». Je ne pense d'ailleurs pas que les inventeurs de ces mythes y croient eux-mêmes. Ils ont fabriqué ces formules accusatrices par routine ou pour obscurcir les cerveaux.

Nos dirigeants sont-ils réellement inquiets devant ce qui se passe en Tchécoslovaquie ? A mon sens, ils ne sont pas seulement inquiets, ils sont épouvantés, et cela, non point parce que l'évolution de la Tchécoslovaquie est menaçante pour le développement du socialisme ou pour la sécurité des nations du pacte de Varsovie, mais parce qu'elle risque de saper l'autorité des dirigeants de ces pays et de jeter le discrédit sur les principes et les méthodes mêmes de gouvernement qui règnent aujourd'hui dans le camp socialiste.

On peut se demander ce qui pourrait bien être plus horrible et plus effroyable que le communisme chinois. Nos journaux dénoncent chaque jour la sanglante terreur qui ravage la Chine, la ruine de son économie, les erreurs théoriques du parti communiste chinois, etc. Les dirigeants chinois renvoient la balle. Il ne peut plus du tout être question de coopération entre ces deux grands peuples, qui, naguère encore, étaient frères. Et pourtant, aucune conférence, aucun plénum du comité central du P.C.U.S. n'a adopté une résolution sur la nécessité de défendre la cause du socialisme en Chine ; aucune discussion ne s'est engagée sur la responsabilité des partis frères vis-à-vis de leurs propres peuples ou vis-à-vis des peuples de la Chine, plongés dans le sang depuis plusieurs années. A coup sûr, le parti communiste chinois n'a pas abandonné les rênes du gouvernement. Mais qu'en résulte-t-il ? Les résultats obtenus par ce gouvernement sont-ils meilleurs que les perspectives ouvertes par un développement libre et démocratique dans la république socialiste de Tchécoslovaquie ? L'hostilité ouverte du parti communiste chinois à l'égard de notre pays est-elle préférable à d'amicales relations avec l'actuel gouvernement tchécoslovaque ?

Nos dirigeants ne rappellent pourtant pas à la direction du P.C. chinois que nous avons libéré la Chine du militarisme japonais et ne s'appuient pas sur cette vérité pour prétendre au rôle de défenseur du peuple chinois contre la réaction intérieure. Nous ne faisons pas appel aux « *forces saines* » et « *aux véritables*

*communistes* » en Chine, en leur promettant « *que les communistes et tous les Soviétiques rempliront leur devoir international en apportant, sous toutes les formes, leur aide et leur soutien à ces forces* » (Discours de N. V. Podgorny à la troisième session du soviet suprême de la R.S.F.S.R. prononcé le 19 juillet 1968. *Izvestia*, n° 168).

Et pourtant, nos frères chinois, que l'on est en train de liquider physiquement, ont certainement un beaucoup plus grand besoin de cette aide que les « *véritables communistes* » de Tchécoslovaquie, qui ne jouissent pas seulement de la sécurité et de la liberté, mais aussi de la même liberté de parole que tous les autres citoyens. A l'égard de la Chine, nos dirigeants ont une position d'observateurs tranquilles et il n'y a eu aucune initiative conjointe — semblable à celle que le secrétaire du comité du Parti, Prokopenko, le brigadier Akhmatsév et le licencié ès sciences Antossenko ont prise vis-à-vis de la Tchécoslovaquie (*Izvestia*, n° 168) pour proposer « *toute l'aide possible* » au peuple chinois. Est-il vraiment possible que la terreur sanglante déchaînée par le comité central du parti communiste chinois contre son propre peuple éveille moins notre responsabilité collective que le développement fondamentalement pacifique de la démocratie en Tchécoslovaquie ? Comment peut-on donc expliquer des réactions aussi contradictoires ?

A mon sens, la première explication est que nous n'osons pas nous adresser à la Chine à partir d'une position de force, alors que, par la force de l'habitude, nous nous permettons de nous adresser à la Tchécoslovaquie sur un ton dominateur.

Fait non moins important : malgré l'hostilité de la Chine à l'égard du P.C.U.S., sa politique intérieure, loin de saper la position du comité central du P.C.U.S. dans notre pays, la renforce : « *En Chine, il y a des exécutions publiques ; chez nous, il n'y en a pas* », s'exclame notre presse avec jubilation. (Voir la *Réponse à un lecteur* de Tchakovski dans *Literatournaia Gazeta*, (2). Comparé à celui qui règne en Chine, notre régime actuel n'est pas un régime de terreur, mais un régime de restrictions, presque libéral, presque aussi libéral que celui du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais si la Tchécoslovaquie parvenait effectivement à organiser chez elle un socialisme démocratique, il n'y aurait plus alors de justification à l'absence de libertés démocratiques dans notre pays, et à ce moment, sait-on jamais, il se pourrait bien que les ouvriers, les paysans, les intellectuels de chez nous exigent la liberté de parole dans la réalité, et non plus seulement sur le papier.

Voilà ce que veut dire l'appel de Varsovie avec son « *Nous ne pouvons pas admettre* », et cela n'a rien à voir avec une mythique menace contre le socialisme en Tchécoslovaquie.

Nos dirigeants ont exprimé leur inquiétude à l'égard des « *communistes authentiques* », soi-disant calomniés et soumis à une « *terreur morale* » par les antisocialistes tchèques, qui se seraient

(2) Voir ci-dessus la lettre de Martchenko à Tchakovski, pp. 391-392.

emparés de l'appareil de la propagande (on pourrait croire qu'un coup de main armé leur a permis de s'emparer du téléphone, du télégraphe et de la Maison de la radio à Prague). Ils oublient tout simplement que ces communistes ont la possibilité de réfuter eux-mêmes publiquement ces calomnies. Il est certain que les justifications balbutiées, par exemple, par le Dr Urvalek, l'ancien président de la cour suprême de la République socialiste de Tchécoslovaquie (3), ne paraissent pas bien convaincantes. Mais quel rapport cela a-t-il avec les agissements des antisocialistes ? Il a dit tout ce qu'il voulait et tout ce qu'il pouvait dire.

On peut comprendre aisément pourquoi nos dirigeants volent au secours des Urvalek, des Novotny et de leurs semblables : donner aux dirigeants du Parti et du gouvernement une responsabilité personnelle devant le peuple, cela créerait un précédent dangereux et contagieux. Et si nos propres dirigeants se voyaient soudain appelés un jour à rendre des comptes pour des actes que l'on a qualifiés pudiquement d'« erreurs » ou d'« excès » ou, par un euphémisme encore plus aimable et plus obscur, de « difficultés résolues de notre passé héroïque » ! Alors qu'il s'agit de millions d'hommes injustement condamnés et assassinés, de tortures dans les cachots du K.G.B., de peuples entiers décrétés « ennemis du peuple », de l'effondrement de l'agriculture du pays et autres bagatelles du même ordre !

Les Tchèques et les Slovaques demandent aujourd'hui des comptes à Urvalek et à Novotny, mais demain toutes les nationalités de notre peuple pourraient bien demander à Brejnev ce qu'il a fait ..avant 1953 : la réponse à cette question écarterait pour un temps Brejnev du poste qu'il occupe !

Dans leur appel de Varsovie, les cinq partis proposent au P.C. tchécoslovaque d'utiliser tous les moyens connus dans l'arsenal des Etats socialistes pour combattre les « forces antisocialistes ». Il est bien regrettable que les partis frères n'aient pas adopté une formulation plus précise, qu'ils n'aient pas précisé concrètement les moyens qu'ils préconisent : Kolyma ? Norilsk ? Gardes rouges ? Procès « publics » ? Camps de concentration et prisons politiques ? Ou bien, tout simplement, la censure traditionnelle et les répressions extrajudiciaires, tel le licenciement ?

Et devant la situation qui s'est développée, nous nous offensons encore que la Tchécoslovaquie ait réclamé le retrait des troupes soviétiques de son territoire ! En fait, après nos déclarations et nos résolutions, la présence de nos unités militaires sur le sol de la République socialiste de Tchécoslovaquie ne peut plus apparaître comme celle de troupes alliées, mais comme une menace à l'égard de la souveraineté d'un pays.

J'aimerais, dans cette lettre, exprimer mon opinion personnelle sur ces événements, car cette opinion diffère du soutien

(3) *Urvalek* : ancien procureur général qui dirigea le procès Slansky (décembre 1952). Slansky, ancien dirigeant du P.C. tchèque, et ses coaccusés s'étaient vu reprocher, lors de ce procès, d'être les instruments du sionisme. En majorité, les accusés ont été pendus à l'issue du procès. Voir Broué, o.c., pp. 64-67.

« *unanime* » apporté aux résolutions du plénum du comité central du P.C.U.S. La campagne de presse engagée depuis quelques semaines a suscité en moi l'appréhension qu'elle ne serve à paver la voie à l'intervention militaire, au premier prétexte venu ou artificiellement créé.

Je voudrais rappeler aux auteurs de lettres et aux participants aux meetings et rassemblements divers de soutien à la politique du comité central que les prétendus « *erreurs* » et « *excès* » de l'histoire de notre pays se sont accomplis au milieu des « *applaudissements enthousiastes et tempétueux se transformant en ovation* », au milieu des cris d'approbation unanimes de nos citoyens hautement conscients. La servilité était, en effet, la vertu civique la plus appréciée.

Je voudrais aussi rappeler des événements historiques plus anciens : comment la valeureuse armée russe, après avoir libéré de Napoléon les peuples de l'Europe, écrasa dans le sang, aussi valeureusement, le soulèvement polonais. Davidov, le héros russe de la guerre de 1812, était plus fier de ses exploits accomplis lors de la répression contre les patriotes polonais que de ses hauts faits de la guerre nationale.

J'ai honte pour mon pays, qui assume une fois de plus le rôle infâme de gendarme de l'Europe.

J'aurais honte pour mon peuple, si je croyais qu'il soutient vraiment dans son unanimité la politique du comité central du P.C.U.S. et du gouvernement vis-à-vis de la Tchécoslovaquie. Mais je suis certain que ce n'est nullement le cas et que ma lettre n'est pas la seule de ce genre : seulement, chez nous, on ne publie pas ce genre de lettres. Là encore, l'unanimité de nos citoyens est créée artificiellement en violant la liberté de parole qui s'épanouit aujourd'hui en Tchécoslovaquie.

Même si j'étais le seul de mon avis, je n'y renoncerais pas, car c'est ma conscience qui me le dicte. Or, à mes yeux, la conscience est un guide plus sûr que la ligne sans cesse changeante du comité central du P.C.U.S. et les résolutions adoptées par différentes réunions en fonction de cette ligne générale et de ses fluctuations.

Je vous prie de bien vouloir accepter l'expression de mon admiration et de ma sympathie pour le processus de démocratisation en marche dans votre pays.

A. Martchenko,  
*débardeur,*  
*ancien détenu politique,*  
27, rue Novinskaïa,  
Alexandrov, région de Vladimir.

Le 30 juillet 1968

## CONTRE L'ARRESTATION DE MARTCHENKO

*(Lettre au procureur du quartier Timiriazev)*

Au procureur du quartier Timiriazev de Moscou,

Nous avons appris que notre ami Anatole Tikhonovitch Martchenko a été interpellé par la police le 29 juillet au matin pour infraction à la réglementation des passeports (art. 192-I du code pénal de la R.S.F.S.R.) (\*) et qu'il est gardé en détention préventive à la 64<sup>e</sup> section.

Nous jugeons cette interpellation illégale pour les motifs suivants :

1. Il n'y avait pas, dans le cas présent, infraction à la réglementation des passeports, car Anatole Martchenko avait quitté Alexandrov, où il habite, dans la nuit du 27 juillet (ce que la personne qui le loge à Alexandrov peut confirmer), et n'avait même pas passé à Moscou les trois jours autorisés par la loi.

2. Bien que, formellement, l'interpellation en question soit la troisième dans le cas de Martchenko, en fait les deux premiers avertissements étaient également illégaux : dans le premier cas, Martchenko avait passé un mois et demi à l'hôpital et était dans un état grave à la suite d'une opération ; la deuxième fois, il fut interpellé le jour de son arrivée à Moscou, où il était invité à une soirée littéraire de la Maison centrale des littérateurs.

3. Même s'il y avait eu réellement infraction à la réglementation des passeports, son maintien en détention préventive sous cette accusation serait injustifié, car cette infraction n'a pas un caractère criminel grave, ne menace personne, et l'on n'est pas fondé à supposer que Martchenko se soustrairait à l'instruction : il travaille et a un domicile fixe.

Nous croyons nécessaire d'ajouter à ce qui précède qu'une perquisition a été opérée au domicile de L. Bogoraz, chez qui Martchenko descendait à Moscou et gardait des papiers personnels. Outre les documents et les dossiers médicaux de Martchenko, on a saisi, lors de cette perquisition, des papiers lui appartenant, tels



que lettres personnelles, lettres de protestation sur la situation dans les camps de détenus politiques, réponses des instances officielles à ces lettres, brouillons, résumés d'ouvrages de Marx, Engels, Plekhanov, Lénine, articles de revues politico-économiques, études de critique littéraire. Les papiers saisis ne peuvent avoir aucun rapport avec une infraction à la réglementation des passeports.

On a saisi aussi des papiers et un livre appartenant personnellement à L. Bogoraz et qui se trouvaient dans sa serviette.

Tout cela atteste que l'accusation d'infraction à la réglementation des passeports portée contre Anatole Martchenko n'est que prétexte à une répression politique contre un homme connu de l'opinion publique comme l'auteur d'un livre documentaire sur les camps politiques et d'une série de protestations contre la situation des détenus politiques dans notre pays.

Nous exigeons la libération immédiate d'Anatole Martchenko et une enquête sur son interpellation.

Le 30 juillet 1968.

I. Belogorodskaia ; L. Bogoraz ; P. Grigorenko ; P. Litvinov ; I. Roudakov.

Avenue Lénine 85, appt 3, Moscou, B-261.

Le 30 juillet 1968

## APPEL AUX CITOYENS CONTRE L'ARRESTATION DE MARTCHENKO

Citoyens !

Anatole Martchenko a été arrêté le 29 juillet 1968 à Moscou. Nous, ses amis, nous considérons comme de notre devoir de faire connaître les circonstances qui ont précédé et entraîné son arrestation.

Anatole Martchenko est un ouvrier âgé de 30 ans. Il a passé six ans de sa vie — de 1960 à 1966 — dans les camps et prisons politiques. Comme des milliers d'autres personnes condamnées pour leurs convictions, il a appris dans sa chair ce que sont les camps de l'époque poststaliniennne : il en est sorti sourd, souffrant d'hémorragies intestinales et de terribles maux de tête. Il n'a pensé, pendant ces six ans, qu'à écrire, dès sa libération, tout ce qu'il y avait vu.

En 1967, il écrivit ce livre, *Mon témoignage* : « *Les camps soviétiques pour détenus politiques sont aussi terribles aujourd'hui que les camps de Staline. Meilleurs sous certains aspects, Pires sous d'autres.* »

Cinq mois plus tard, il ajoutait dans sa *Lettre aux autorités* : « *Il faut que tout le monde le sache. Il faut que le sachent aussi bien ceux qui veulent savoir la vérité, mais qui ne connaissent que les articles rassurants et mensongers des journaux... que ceux qui ne veulent pas savoir, ferment les yeux et se bouchent les oreilles pour pouvoir se justifier un jour et s'en sortir, une fois encore, immaculés, en disant : "Mon Dieu, nous ne savions même pas..."* » (1).

Martchenko acheva son livre — et fut de nouveau menacé d'arrestation. Il a été plusieurs fois interpellé par des agents du K.G.B. qui lui dirent qu'il « *paierait cher son livre* ». Mais Martchenko continua à faire tout ce qu'il pouvait pour que tout le monde sût la situation des détenus politiques ; il fit des démarches auprès des journaux, auprès d'écrivains, de savants, de la

(1) Voir ci-dessus la *Lettre aux autorités* de Martchenko.

Croix-Rouge. Sa dernière lettre, avant son arrestation, était adressée aux journaux tchécoslovaques.

*« On peut comprendre aisément pourquoi, écrit-il, nos dirigeants volent au secours des Urvalek, des Novotny et de leurs semblables : donner aux dirigeants du Parti et du gouvernement une responsabilité personnelle devant le peuple, cela créerait un précédent dangereux et contagieux. Et si nos propres dirigeants se voyaient soudain appelés un jour à rendre des comptes pour des actes que l'on a qualifiés pudiquement d'« ERREURS » ou d'« EXCÈS » (2). Le 29 juillet, la lettre fut remise à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Moscou — et le même jour, Martchenko était arrêté.*

Les ennemis de Martchenko ont de nombreuses possibilités : sous n'importe quel faux prétexte, on pourrait le condamner à une nouvelle peine de détention, dans le plus grand secret, ou le calomnier dans les journaux, le priver de défenseurs ou intimider ces derniers. Nous, ses amis, nous n'avons qu'une possibilité : la publicité. Le plus grand nombre de personnes possible doivent connaître la lutte courageuse qu'il a menée et sa nouvelle arrestation.

Si vous ne voulez pas continuer à vous résigner à l'arbitraire, si vous comprenez que Martchenko a lutté pour nous tous, et que nous devons lutter pour lui, nous vous demandons de faire pour sa défense ce que vous jugerez vous-mêmes utile.

Ludmila Alexeeva (tél. 258.70.34) ; Larissa Bogoraz (tél. 134.68.98) ; Victor Krassine (Perovo polé, 44, rue Chkolskaïa) ; Pavel Litvinov (tél. 299.38.65).

*P.-S. — Pour plus amples détails, vous pouvez écrire ou téléphoner à n'importe lequel d'entre nous.*

(2) Voir ce texte ci-dessus.

29 juin 1968

**AUX COMMUNISTES DE TCHECOSLOVAQUIE !  
AU PEUPLE TCHECOSLOVAQUE TOUT ENTIER !**

*(Lettre de cinq communistes de l'U.R.S.S.)*

*La lettre adressée par Kosterine, Grigorenko, Pissarev, Iakhimovitch et Pavlintchouk (qui devait mourir peu après, à l'âge de 28 ans) « aux communistes de Tchécoslovaquie, au peuple tchécoslovaque tout entier » est importante à la fois par ce qu'elle dit et par ce qu'elle représente : l'affirmation de la solidarité avec les travailleurs et les communistes tchécoslovaques prend tout son sens à travers l'acte d'organisation que représente en fait la rédaction d'un document politique (et non d'une protestation) signée par cinq communistes, dont le vieux bolchevik Kosterine, de qui, sauf erreur, la signature apparaît ici pour la première fois au bas d'un document du Samizdat, qui fut largement diffusé.*

Chers amis,

La direction du Parti et du gouvernement soviétiques, inquiète du développement politique intérieur dans votre pays, a multiplié dernièrement les prises de position et entrepris un certain nombre d'actions que l'écrasante majorité de la communauté mondiale, y compris la communauté communiste, apprécie comme une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie. La crainte a même été et est toujours exprimée que les cercles dirigeants de notre pays se préparent — estimant défavorable à leurs intérêts l'évolution de la Tchécoslovaquie — à utiliser la force armée pour arrêter cette évolution.

Cette crainte est renforcée par la manière unilatérale et fort peu objective dont notre presse décrit les événements de Tchéco-

slovaquie, ce avec quoi les citoyens soviétiques qui pensent avec leur propre tête ne peuvent être d'accord.

Nous, communistes soviétiques, qui connaissons fort bien l'état d'esprit de notre peuple, son amour de la paix, et ses sentiments d'amitié authentique pour votre peuple, nous considérons que ces craintes ne sont pas fondées. Une direction du Parti et du gouvernement qui déclencherait une guerre en Europe, et particulièrement contre un pays socialiste ami, perdrait vite tout crédit et la confiance du peuple.

En observant les activités de la nouvelle direction du parti communiste tchécoslovaque, nous nous sentons de plus en plus d'admiration pour sa lutte courageuse, sage et inflexible pour restaurer le prestige du Parti, bien compromis à la suite de la politique catastrophique de ses dirigeants précédents. Nous avons le plus grand respect et la plus grande confiance à l'égard des communistes de Tchécoslovaquie, à l'égard des travailleurs et de toutes les forces socialistes de votre pays.

Piotr Grigorenko ; Ivan Iakhimovitch ; Alexis Kostérine ; Serguei Pissarev ; V. Pavlintchouk.



Le 30 août 1968

## LES REACTIONS A L'INVASION DE LA TCHEGOSLOVAQUIE

*Les pages qui suivent constituent toute la partie du numéro 3 de la Chronique des événements consacrée aux réactions à l'invasion de la Tchécoslovaquie. Daté du 30 août 1968, ce numéro ne donne qu'une faible idée des diverses réactions qui marquèrent l'hostilité des travailleurs à l'entrée des forces du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie pour « sauver le socialisme ». La rapide rotation qu'il fallut imposer aux troupes soviétiques stationnées en Tchécoslovaquie pour prévenir leur « démoralisation » en est un autre signe. On a d'ailleurs là un symbole très clair de la double nature de l'armée soviétique, armée sous le contrôle de la bureaucratie et utilisée par elle pour ses besoins de parasite féroce, mais armée combattant au nom du « socialisme » et qui ne peut donc être une armée d'« occupation ». Les soldats soviétiques ne sont soumis aux diktats de la bureaucratie que dans la mesure où celle-ci réussit encore à apparaître comme l'héritière d'Octobre, comme le foyer du « communisme » mondial et donc comme le défenseur du socialisme.*

*Déjà, en octobre-novembre 1956, il avait fallu à Khrouchtchev gagner quelques jours, en feignant de négocier avec le gouvernement d'Imre Nagy, pour retirer les troupes qui avaient participé à la première intervention et en amener d'autres, en provenance des contrées asiatiques les plus arriérées de l'U.R.S.S. et ne parlant même pas le russe, pour organiser avec celles-ci la deuxième intervention à Budapest et écraser les conseils ouvriers hongrois.*

LE 25 AOUT 1968, LES TROUPES DE CINQ PAYS,  
MEMBRES DU PACTE DE VARSOVIE, ONT ENVAHI  
LA TCHECOSLOVAQUIE PAR TRAITRISE  
ET SANS MOTIF

(Extrait de la Chronique des événements)

L'agression de l'U.R.S.S. et de ses alliés a rencontré une vive réprobation dans l'opinion publique mondiale. Ici sont éclairés les événements intérieurs à notre pays, liés, d'une façon ou d'une autre, au problème de la Tchécoslovaquie. Les faits en témoignent : même dans des conditions qui excluent pratiquement toute possibilité de résistance, la lutte ne cesse pratiquement pas pour l'application des principes de l'humanisme et de la justice.

⊙ Le 26 juin 1968, un docker de 30 ans, Anatole Martchenko, a envoyé à la rédaction des journaux *Rude Pravo*, *Prace*, *Literarni Listy*, une lettre ouverte (1), où il protestait contre la campagne de calomnies et d'insinuations à l'égard de la Tchécoslovaquie et parlait de la menace d'intervention qui planait sur ce pays.

Deux jours plus tard, le 28 juin 1968, Anatole Martchenko était arrêté dans la rue et emmené à la prison Boutyrskaia. On l'accusait d'avoir enfreint l'article 198 (\*) du code pénal de la R.F.S.F.R. concernant la réglementation des passeports.

De 1960 à 1966, Anatole Martchenko, accusé à tort de trahison, a purgé sa peine dans les camps politiques de la république des Mordaves. Pendant sa détention, Martchenko a rédigé le livre *Mon témoignage (Mes dépositions)*, document entièrement fondé sur des faits, sur la situation actuelle dans les camps politiques et les prisons de l'U.R.S.S. Les faits exposés dans le livre de Martchenko n'ont pu être réfutés par l'administration judiciaire du pays. L'auteur a été soumis au chantage et à l'arbitraire administratif. Sur une courte période, il a reçu deux avertissements pour infraction à la réglementation des passeports, le premier peu après avoir subi une grave opération, le second totalement arbitraire.

Le 21 août 1968, le tribunal populaire du district de Timiriazev (juge Romanov) a examiné l'acte d'accusation contre A. Martchenko visant l'article 198 du code pénal de la R.S.F.S.R. (infraction à la réglementation des passeports).

Il fut condamné à la peine maximale exigible pour cet article, un an de détention cellulaire, alors qu'il était gravement malade, souffrant d'anémie progressive et de surdité, après avoir passé la plus grande partie de sa vie dans les conditions insupportables des camps à régime sévère (\*) et des colonies de travaux correctifs (\*).

(1) Lettre de Martchenko reproduite ci-dessus, pp. 398-403.

● Un groupe d'amis d'Anatole Martchenko, Ludmila Alekséeva, Larissa Bogoraz, Iouri Guertchouk, Natalia Gorbanévskaja, Piotr Grigorenko, Victor Krassine, Pavel Litvinov et Anatole Jakobson, ont adressé aux citoyens de notre pays une lettre (2) dans laquelle ils dévoilent les véritables raisons de l'arrestation de Martchenko.

● Dans la nuit du 7 au 8 août 1968 a été arrêtée Irina Belgorodskaïa, sous l'inculpation d'avoir diffusé cette lettre. Elle a été jugée en vertu de l'article 190-1 du code pénal de la R.S.F.S.R. (\*) qui prévoit une condamnation pouvant aller jusqu'à quatre ans pour diffusion d'informations de caractère diffamatoire pour l'ordre social soviétique. Son domicile et celui de trois des auteurs de la lettre ont été perquisitionnés.

Irina Belgorodskaïa est toujours à la prison de Lefortovo.

● Le 29 juin, une lettre signée de cinq communistes soviétiques (3), dans laquelle ils approuvaient le cours nouveau du P.C. tchécoslovaque et condamnaient la pression soviétique sur la République socialiste soviétique tchécoslovaque, a été remise à l'ambassade de Tchécoslovaquie.

Les signataires en étaient A. Kosterine, S. Pissarev, P. Grigorenko, V. Pavlintchouk et I. Iakhimovitch.

● Le 30 juin est décédé Valeri Pavlintchouk, jeune physicien de la ville d'Obninsk, l'un des militants les plus actifs du parti communiste, savant et pédagogue de talent ; il avait été exclu du Parti et licencié de son travail pour diffusion du Samizdat. Mais il ne perdit pas courage pour autant. Peu avant sa mort, il adressa une lettre ouverte à A. Dubcek (4), où il exprimait directement sa solidarité avec le nouveau cours politique de la Tchécoslovaquie, dans lequel il voyait l'exemple d'une véritable construction du socialisme, libérée du dogmatisme et du régime policier.

● Avant même l'invasion de la Tchécoslovaquie, ont disparu des kiosques les journaux tchécoslovaques, et, à partir de l'invasion, ont cessé de nous parvenir *l'Humanité*, *l'Unità*, *The Morning Star*, *Borba*, *Rinascita*, etc. Les émissions des radios étrangères ont été régulièrement brouillées.

● A Moscou, place d'Octobre, le 24 août, un citoyen inconnu a crié des mots d'ordre contre l'invasion de la Tchécoslovaquie et a été cruellement matraqué par des inconnus en civil. Deux d'entre eux l'ont poussé dans une voiture et l'ont emmené, tandis qu'un troisième restait près d'une autre voiture. Les témoins indignés ont commencé à exiger de la police qu'elle arrête les participants à cette bagarre. La police s'est contentée de vérifier leurs papiers.

(2) Lettre reproduite ci-dessus, pp. 406-407.

(3) Lettre de Kosterine, Grigorenko, Pissarev, Iakhimovitch, Pavlintchouk publiée ci-dessus, pp. 408-409.

(4) Cette lettre nous est inconnue.

● On connaît de nombreux cas de refus de principe d'assister aux réunions où devait être unanimement approuvée l'entrée des troupes en Tchécoslovaquie.

On connaît également des cas où certains ont eu le courage de s'abstenir ou de voter contre. Il en a été ainsi aux réunions de l'institut du mouvement ouvrier international, à l'institut de langue russe, à l'une des chaires de l'université de Moscou, à l'institut d'économie mondiale et des rapports internationaux, à l'institut de philosophie, à l'institut de radiotechnique et électrotechnique.

● Des tracts, protestant contre l'occupation de la Tchécoslovaquie, ont été assez largement diffusés à Moscou. Voici le texte de l'un d'entre eux.

### **ALLONS, PENSONS UN PEU PAR NOUS-MÊMES !**

Le comité central et la majorité des membres du parti communiste chinois, ainsi que les partis communistes d'Albanie, d'Indonésie, de Corée du Nord et les partis dits « *parallèles* » du Japon, de l'Inde, d'Australie, affirment qu'en U.R.S.S. triomphent le « *révisionnisme bourgeois* » et la contre-révolution ouverte, que le P.C.U.S., pour avoir dénoncé le culte de Staline et ses crimes et ne pas reconnaître le génie de Mao, « *a trahi les idéaux de la dictature du prolétariat* », que la presse soviétique calomnie la Chine, etc.

Et si l'un de nos héritiers zélés de Staline-Beria décidait tout à coup d'en appeler à l'aide des frères chinois, albanais ou autres ?

Et si les tanks et les parachutes faisaient soudain leur apparition au milieu de la nuit dans les rues de nos villes ? Et si leurs soldats, au nom de la sauvegarde et de la défense des idéaux du communisme — tels qu'ils les comprennent — se mettaient à arrêter les dirigeants de notre Parti et de notre Etat, à fermer les journaux, à réduire les stations de radio au silence, à fusiller quiconque oserait s'opposer à eux ?

Non seulement l'écrasante majorité des communistes tchèques et slovaques, mais encore tous les communistes italiens, français, anglais, suédois, norvégiens, et également roumains et yougoslaves, bref la grande majorité des communistes du monde entier, parmi lesquels les dirigeants de 78 des 90 pays qui soutenaient jusqu'à présent le P.C.U.S. dans sa dispute avec le P.C. chinois, sont convaincus que précisément la Tchécoslovaquie, après janvier 1968, commençait la première à réaliser véritablement les idées de Marx, et que, dans tous nos écrits sur « *les menaces contre-révolutionnaires* » et la « *dégénérescence révisionniste* » en Tchécoslovaquie, pas un mot n'est vrai.

Et si ces communistes étrangers — dont les vues sont partagées par de nombreux communistes en Hongrie, en Pologne, en R.D.A. et en Bulgarie — si ces communistes convaincus que le

P.C.U.S. commet de graves erreurs, que les conséquences du culte de Staline, non seulement ne sont pas éliminées chez nous, mais sont même en recrudescence, ce dont témoigne précisément l'intervention militaire non motivée dans un paisible pays socialiste, si ces communistes décidaient de nous « sauver » et d'établir chez nous le socialisme qu'ils considèrent comme vrai, à l'aide de tanks, de canons et de débarquements aériens ?

Et si dans les rues de notre ville, on voyait apparaître des tanks yougoslaves, roumains, tchécoslovaques ou allemands de l'Est, et que des propagandistes, revolver au poing, entreprennent de nous démontrer qu'il s'agit là d'une aide fraternelle et d'une manifestation de solidarité prolétarienne ?

Allons, pensons un peu par nous-mêmes, demandons-nous à qui peut être utile en réalité et à qui peut nuire ce qui s'est passé le 21 août !

② Deux étudiants de la faculté de mécanique et mathématiques de l'université de Moscou, qui recueillaient des signatures pour une pétition de protestation, ont été arrêtés. A l'heure actuelle, ils se trouvent en liberté.

③ La manifestation la plus décidée contre l'agression en Tchécoslovaquie a été la manifestation de protestation qui a eu lieu le 25 août 1968 à midi sur la place Rouge. Une information complète sur cet événement est donnée par la

## **LETTRE DE NATALIA GORBANEVSKAIA, QUI PRIT PART A LA MANIFESTATION**

Aux rédacteurs en chef des journaux :

*Rude Pravo, Unita, Morning Star, l'Humanité, Times, Le Monde, Washington Post, Neue Zeitung, New York Times,*  
et de tous les journaux qui publieront cette lettre.

Monsieur le rédacteur,

Je vous prie de bien vouloir publier ma lettre sur la manifestation de la place Rouge à Moscou, le 25 août 1968, dans la mesure où je suis la seule manifestante encore en liberté.

A la manifestation participaient : Constantin Babitski, linguiste ; Larissa Bogoraz, philologue ; Vadim Delaunay, poète ; Vladimir Dremliouga, ouvrier ; Pavel Litvinov, physicien ; Victor Fainberg, spécialiste de l'histoire de l'art, et Natalia Gorbanevskaja, poète. A midi nous nous sommes assis sur le parapet du lieu des supplices (5) et avons déployé nos mots d'ordre : « *Vive la Tchécoslovaquie libre et indépendante* » (en langue tchèque), « *Honte*

(5) Estrade de pierre blanche élevée sur la place Rouge, d'où l'on annonçait les oukazes du tsar et où avaient lieu des exécutions publiques.



aux occupants », « Bas les pattes devant la République socialiste soviétique de Tchécoslovaquie », « Pour votre et notre liberté ». Presque immédiatement retentit un sifflet et de tous les coins de la place se sont jetés sur nous des agents du K.G.B. en civil : ils étaient de service sur la place Rouge, où ils attendaient la sortie du Kremlin de la délégation tchécoslovaque. En accourant, ils criaient : « Ce sont tous des juifs ! A bas les antisoviétiques ! ». Nous étions assis tranquillement et n'opposions pas de résistance. On nous arracha les banderoles des mains. Victor Fainberg fut frappé au visage jusqu'au sang et on lui cassa les dents. Pavel Litvinov fut frappé au visage avec une lourde sacoche et on m'arracha des mains un drapeau tchécoslovaque pour le briser. On nous criait « *Dispersez-vous ! Ordures !* » mais nous restions assis. Quelques minutes plus tard, une voiture s'approcha, où tous, sauf moi, furent jetés. J'étais avec mon fils, âgé de 3 mois, et c'est pourquoi on ne m'arrêta pas tout de suite : je restai assise encore une dizaine de minutes. Dans la voiture, j'ai été battue. Avec nous, on arrêta ceux des passants attroupés qui nous avaient manifesté leur sympathie — ils ne furent relâchés que dans la soirée. La nuit, une perquisition fut effectuée chez tous ceux qui avaient été arrêtés, sous l'accusation d'« *activité de groupe troublant gravement l'ordre public* ». L'un de nous, Vadim Delaunay, était déjà, en principe, sous le coup de ce même article, pour avoir participé à la manifestation du 22 janvier 1967 sur la place Pouchkine (6). Après la perquisition, je fus libérée, sans doute parce que j'ai deux enfants en bas âge. On continue à me convoquer pour faire des dépositions. J'ai refusé de faire des dépositions sur l'organisation et le déroulement de la manifestation, dans la mesure où c'était une manifestation pacifique, qui ne troublait pas l'ordre public. Mais j'ai fait des dépositions sur les actes contraires à la loi de ceux qui nous ont arrêtés ; je suis prête à en témoigner devant l'opinion publique mondiale.

Mes camarades et moi-même sommes heureux d'avoir pu participer à cette manifestation, d'avoir pu rompre, fût-ce un instant, le flot délirant du mensonge et du lâche silence, et montrer que tous les citoyens de notre pays ne sont pas d'accord avec la violence qui s'exerce au nom du peuple soviétique. Nous espérons que le peuple tchécoslovaque a appris ou apprendra ce qui s'est passé. Et la conviction que les Tchèques et les Slovaques, en pensant aux Soviétiques, ne penseront pas seulement aux occupants, mais aussi à nous, nous donne force et courage.

NATALIA GORBANEVSKAIA.

Moscou, A-352 Rue Novopestchanaia,  
maison 13/3, appt 34.

(6) Sur cette manifestation, voir l'introduction, p. 58, et la lettre de Vadim Delaunay qui figure dans le chapitre précédent, pp. 371-378.

## XLI

PAVEL LITVINOV

Octobre 1967 - octobre 1968

### DEUX TEXTES

*Auteur d'un Livre blanc sur le procès Boukovski, Pavel Litvinov, petit-fils de l'ancien commissaire du peuple aux affaires étrangères, Maxime Litvinov, fut au centre de la lutte contre le procès Guinzbourg-Galanskov, sur lequel il composa un autre Livre blanc. Organisateur de la manifestation sur la place Rouge, il fut l'un des principaux accusés du procès consécutif ; il fut condamné à la peine la plus lourde (cinq ans de déportation) et, depuis lors, une nouvelle provocation montée contre lui par le K.G.B. risque de l'entraîner dans un nouveau procès.*

*La lecture des deux textes ci-dessous, la lettre protestant contre sa convocation au K.G.B. et sa dernière déclaration au procès des sept de la place Rouge, est la meilleure illustration que l'on puisse fournir de l'évolution de l'opposition, incarnée par un homme qui, en février 1968, disait n'avoir rien d'un révolutionnaire et n'avoir comme objectif que la défense de la légalité : c'est bien là, en effet, le cadre du premier texte ; le second est un plaidoyer pour le socialisme contre la bureaucratie (1).*

(1) Le lecteur pourra consulter le texte des dernières déclarations des autres accusés du procès des sept de la place Rouge dans *L'affaire Guinzbourg-Galanskov*, o. c., pp. 166-176.

Le 3 octobre 1967

## UNE "CONVERSATION PROPHYLACTIQUE" AVEC LE K.G.B.

Au rédacteur en chef des *Izvestia*  
Au rédacteur en chef de la *Komsomolskaia Pravda*  
Au rédacteur en chef de *Literatournaia Gazeta*  
Au rédacteur en chef de *Moskovski Komsomolets*  
Au rédacteur en chef de *l'Humanité*  
Au rédacteur en chef de *Unita*

J'estime de mon devoir de porter les faits suivants à la connaissance de l'opinion publique.

Le 26 septembre 1967, j'ai été convoqué au comité de la Sécurité d'Etat par le fonctionnaire du K.G.B. (2, place Dzerjinski, bureau 557) GOSTIEV.

Un autre fonctionnaire du K.G.B., dont j'ignore le nom, assistait à notre entretien.

Cet entretien terminé, je l'ai aussitôt inscrit dans ma mémoire, parce que, j'en suis convaincu, il manifeste clairement des tendances que l'on doit rendre publiques et qui ne peuvent manquer d'alarmer notre opinion publique et l'ensemble de l'opinion publique progressiste mondiale. Je reproduis le texte de cet entretien. Je me porte garant de l'exactitude du contenu essentiel des propos échangés entre le représentant du K.G.B. et moi-même.

GOSTIEV. — Pavel Mikhaïlovitch, nous sommes informés qu'un groupe d'individus et vous-même vous proposez de rédiger et de diffuser un compte rendu du dernier procès de Boukovski et consorts (1). Nous vous avertissons que si vous le faites, vous engagerez votre responsabilité pénale.

Moi. — Quelles que soient mes intentions, je ne vois pas en quoi consiste le caractère délictueux d'un tel acte au regard de la loi pénale.

GOSTIEV. — C'est votre procès qui en décidera, mais nous, nous voulons seulement vous avertir que, si un tel compte rendu est diffusé à Moscou ou dans d'autres villes, ou s'il parvient à l'étranger, vous aurez à en répondre.

(1) Voir sur ce point l'introduction, pp. 61-62.

*Moi.* — Je connais bien les lois, et ne vois pas quelle loi la rédaction d'un tel document peut bien enfreindre.

*GOSTIEV.* — Il s'agit de l'article 190-1 (\*). Prenez le code pénal et lisez.

*Moi.* — Je connais fort bien cet article (à ce propos, le K.G.B. n'a pas compétence pour connaître des poursuites engagées sur la base de cet article) et je puis le citer de mémoire. Il vise des assertions calomnieuses dénigrant le régime politique et social soviétique. Comment peut-il y avoir calomnie dans le fait de donner le compte rendu d'une affaire jugée devant un tribunal soviétique ?

*GOSTIEV.* — Mais votre compte rendu falsifiera tendancieusement les faits et calomnierait l'activité du tribunal (2), et les organes compétents pour connaître de ces affaires vous le prouveront.

*Moi.* — Que pouvez-vous en savoir ? Au lieu de mener cette discussion absurde, vous feriez mieux de publier vous-même un compte rendu de ce procès, et vous mettriez fin ainsi aux bruits qui courent dans Moscou. J'ai rencontré hier une de mes connaissances, et elle m'a dit tant de sottises au sujet de cette affaire qu'il m'était tout simplement insupportable de l'écouter.

*GOSTIEV.* — Mais pourquoi le publieriez-vous ? Il s'agit d'une affaire courante de violation de l'ordre public.

*Moi.* — Raison de plus pour en informer les gens, afin que tout un chacun sache qu'il s'agit réellement d'une affaire ordinaire.

*GOSTIEV.* — Toutes les informations concernant cette affaire sont données dans le numéro du 4 septembre de cette année de *Vetchernaia Moskva*. On y trouve tout ce qu'il faut savoir sur ce procès.

*Moi.* — D'abord, les informations y sont réduites à leur plus simple expression : le lecteur qui n'a jamais entendu parler auparavant de cette affaire ne comprend absolument pas de quoi il s'agit. Ensuite, ces informations sont mensongères et calomnieuses. Il faudrait poursuivre pour calomnie le rédacteur en chef de *Vetchernaia Moskva* ou celui qui lui a transmis ces informations.

*GOSTIEV.* — Pavel Mikhailovitch, ces informations sont parfaitement exactes, tenez-vous-le pour dit.

*Moi.* — On y lit que Boukovski a plaidé coupable, et moi qui me suis intéressé de près à cette affaire, je sais parfaitement que c'est faux.

*GOSTIEV.* — Qu'importe qu'il ait ou non avoué, le tribunal l'a reconnu coupable, donc il l'est.

*Moi.* — Je ne parle pas en ce moment de la décision du tribunal, et le communiqué du journal ne la mentionne pas non plus, il parle des aveux de culpabilité de l'accusé : c'est une notion juridique totalement indépendante. Le communiqué ajoute que Boukovski a antérieurement commis des actes de hooliganisme (3) antisocial. De quelque manière que l'on juge ses actes, on ne peut les qualifier de hooliganisme.

---

(2) Voir l'introduction, pp. 61-62.

(3) Sur le hooliganisme, voir l'introduction, pp. 46-51.



GOSTIEV. — Le hooliganisme consiste dans la violation de l'ordre public.

Moi. — Donc, n'importe quelle violation de l'ordre public relève du hooliganisme. Par exemple, je traverse la rue en dehors des clous, je suis un hooligan ?

GOSTIEV. — Pavel Mikhaïlovitch, vous n'êtes plus un enfant, vous comprenez très bien de quoi il est question.

Moi. — Il vaudrait mieux parler de Boukovski : par exemple de la manière dont les *droujinniki* (4) l'ont appréhendé tandis qu'il lisait des vers sur la place Maiakovski, l'ont conduit au commissariat de police et l'ont battu.

GOSTIEV. — Cela est faux, il n'a pas pu en être ainsi.

Moi. — C'est ce qu'a dit sa mère.

GOSTIEV. — Dieu sait ce qu'elle ne vous racontera pas...

Moi. — Elle ne me l'a pas dit à moi (je ne la connais pas), mais au tribunal, et personne ne l'a interrompue ni accusée de calomnie.

GOSTIEV. — Elle ferait mieux de vous raconter comment nous l'avons convoquée et informée de la conduite de son fils. Nous pouvons aussi convoquer vos parents. Et en général, Pavel Mikhaïlovitch, dites-vous bien ceci : *Vetchernaïa Moskva* a écrit sur cette affaire tout ce que les Soviétiques ont à en connaître et ses informations sont parfaitement véridiques ; mais nous vous avertissons que, si l'un quelconque de vos amis ou n'importe qui d'autre, même sans que vous y preniez part, établit ce compte rendu, vous en serez vous-même tenu pour responsable.

Moi. — C'est intéressant. Vous parlez de responsabilité légale, mais la loi prévoit qu'un homme ne répond que des seuls actes qu'il a commis lui-même.

GOSTIEV. — Vous pouvez éviter ces histoires !

Moi. — Mais vous ne m'avez toujours pas expliqué en quoi mes actes sont dangereux et passibles de la loi.

GOSTIEV. — Vous comprenez fort bien qu'un tel compte rendu peut être utilisé par nos ennemis idéologiques, surtout à la veille du cinquantième anniversaire du pouvoir soviétique.

Moi. — Mais je ne connais pas de loi qui incrimine la diffusion d'un document non secret pour le seul motif qu'il peut être un jour utilisé dans un certain but. Nombre de documents critiques parus dans la presse soviétique peuvent aussi être utilisés par quiconque.

GOSTIEV. — Vous savez clairement de quoi il s'agit. Nous ne faisons que vous avertir, et il appartiendra au tribunal d'établir votre culpabilité.

Moi. — Il l'établira, je n'en doute pas. Cela est évident, quand on ne se référerait qu'au procès Boukovski. Mais mon ami Alexandre Guinzbourg est en prison pour avoir commis les actes au sujet desquels vous m'avertissez (5).

(4) Les *droujinniki* sont des policiers volontaires.

(5) C'est-à-dire pour avoir écrit le *Livre blanc sur l'affaire Siniavski-Daniel*.



GOSTIEV. — Quand on jugera Guinzbourg, vous saurez ce qu'il a fait. S'il n'est pas coupable, il sera relaxé. Pouvez-vous croire qu'aujourd'hui, à la veille du cinquantième anniversaire du pouvoir soviétique, un tribunal soviétique puisse rendre une sentence injuste ?

*Moi.* — Alors pourquoi le procès Boukovski s'est-il déroulé à huis clos ?

GOSTIEV. — Le procès était public.

*Moi.* — Mais on ne pouvait pas y assister.

GOSTIEV. — Y ont assisté ceux qui le devaient. Il y avait des représentants de l'opinion publique et il n'y avait plus de place dans la salle. Nous n'allions quand même pas louer une salle de spectacle pour ce procès.

*Moi.* — Bref, la publicité des débats a été, en fait, violée.

GOSTIEV. — Pavel Mikhaïlovitch, nous n'avons pas l'intention de discuter avec vous. Nous vous avertissons simplement. Dites-vous que l'on saura que le petit-fils du grand diplomate Litvinov a trempé dans de telles affaires, ce sera une insulte à sa mémoire.

*Moi.* — Et bien, je pense qu'il ne m'en aurait pas fait grief. Puis-je m'en aller ?

GOSTIEV. — Je vous en prie. Le mieux que vous ayez à faire à présent est de rentrer chez vous et de détruire tout ce qui s'y trouve.

Je sais que ce genre de propos ont été tenus à Alexandre Guinzbourg deux mois avant son arrestation.

Je proteste contre ces activités des organes de la sécurité d'Etat, qui relèvent d'un chantage manifeste.

Je vous demande de publier cette lettre, afin que, si je suis l'objet d'une arrestation, l'opinion publique soit informée des circonstances qui l'ont précédée.

P.-M. LITVINOV,

*Assistant de la chaire de physique  
de l'Institut technologique de chimie minérale  
de Moscou.*

Moscou, le 3 octobre 1967.

8, rue Alexis-Tolstoï - Appt 78 - Moscou.

Le 10 octobre 1968

## DERNIERE DECLARATION

Notre innocence est manifeste et je ne me reconnais pas coupable ; il est pourtant évident que le verdict tombera : coupable ! Je le savais lorsque j'ai décidé d'aller manifester sur la place Rouge, je savais que les membres du K.G.B. monteraient une provocation contre moi et je savais comment se concluerait cette provocation. J'ai lu ma condamnation dans les yeux de l'homme qui me filait jour et nuit. Et je suis pourtant allé sur la place Rouge.

Je ne parlerai pas ici de mes motifs. Aller manifester sur la place Rouge, cela ne m'a jamais posé de problème. En tant que citoyen soviétique, j'étais obligé de faire entendre ma voix contre des actions du gouvernement qui m'indignaient.

Lorsque l'on me fit signer mon procès-verbal au commissariat, un policier me déclara :

« *Vous êtes des fous ! Vous n'aviez qu'à vous taire et vous auriez continué à vivre en paix.* »

Il ne faisait aucun doute pour lui que j'allais perdre ma liberté.

Peut-être a-t-il raison. Peut-être sommes-nous des fous. Mais l'acte dont nous sommes accusés ne constitue pas une *infraction* grave. C'est pourquoi notre arrestation était illégale. Pouvait-on vraiment se figurer que nous allions nous enfuir après ce que nous avions fait ?

Personne ne m'a demandé si je croyais aux opinions que j'ai exprimées pendant la manifestation. En effet, s'il était apparu que j'y crois, l'accusation en vertu de l'article 190-1 visant la diffusion de calomnies *en connaissance de cause* tombait d'elle-même. Or j'y crois, et j'en suis même profondément convaincu.

L'accusation reste trop au niveau des généralités. Elle n'explique pas en quoi les mots d'ordre que nous avons défendus étaient subversifs par rapport à notre système social et étatique.

Le procureur lui-même a d'ailleurs déclaré que nous avons manifesté contre la *politique* du Parti et du gouvernement, et non pas contre le *système* socialiste.

Peut-être y a-t-il des gens pour considérer que notre politique et en particulier nos erreurs politiques sont la conséquence logique de notre système social et étatique. Je ne le pense pas. Je crois que le procureur, lui non plus, ne le pense pas. Sinon, il lui faudrait alors reconnaître que les crimes de Staline sont, eux aussi, les conséquences de notre système social et étatique.

Le procureur a déformé le sens de l'article 125 de la Constitution (\*) en affirmant que les droits et les libertés qui y sont reconnus ne peuvent s'exercer que dans l'intérêt de l'Etat. Non. C'est dans l'intérêt du socialisme et de ceux qui l'édifient que ces droits et ces libertés doivent être donnés au peuple.

*Le procureur.* — Ces remarques sont étrangères au débat.

P. LITVINOV. — Pas du tout, elles sont au cœur de l'affaire. Qui peut décider de ce qui va dans le sens des intérêts du socialisme et de ce qui lui est contraire ? Peut-être le procureur, qui a évoqué avec enthousiasme et tendresse ceux qui nous ont frappés et insultés ? Mais le procureur est un spécialiste en matière de droit. Et c'est là que je trouve la situation générale terrifiante. On considère, en fait, que c'est précisément à ces gens-là qu'il appartient de savoir ce que sont le socialisme et la contre-révolution.

C'est cela que je trouve terrifiant pour moi aussi. C'est pourquoi je suis allé manifester sur la place Rouge. Voilà contre quoi je me suis battu et contre quoi je me battrai jusqu'à la fin de ma vie, par tous les moyens légaux à ma disposition.

**LENINISME, OUI ! STALINISME, NON !**

*Après la rédaction et l'envoi de la lettre reproduite plus haut au C.C. du P.C.U.S. et à Souslov, Iakhimovitch fut licencié de son poste de président de kolkhoze. Il écrivit après l'invasion de la Tchécoslovaquie la lettre ci-dessous.*

*Que Iakhimovitch s'appuie sur le XX<sup>e</sup> congrès et ses décisions ne signifie nullement qu'il soit, comme Roy Medvedev, dont nous reparlerons dans la présentation d'un de ses textes que nous publions au chapitre IX, une sorte de « khrouchtchevien » de gauche ou, plus précisément, un partisan du redressement du P.C.U.S. sur la ligne de l'approfondissement et de l'élargissement des décisions de ce congrès. Il s'appuie sur ces décisions parce qu'elles constituent un point de départ commun à des millions d'hommes, et que, au surplus, la bureaucratie tente aujourd'hui de les abroger.*

*Iakhimovitch caractérise le stalinisme comme une déviation « gauchiste » et « aventuriste ». Ce jugement, qui ne se fonde que sur des apparences trompeuses, est susceptible d'engendrer de graves erreurs politiques. La bureaucratie stalinienne ne pratique pas une politique extérieure « dure » ; elle est, par essence, « pacifique » et son aspiration à la « coexistence pacifique » est profondément sincère ; la bureaucratie voudrait bien que la « coexistence pacifique » soit possible, que le combat entre elle et l'impérialisme avide des marchés qu'elle contrôle ne soit qu'un concours sportif entre deux systèmes, et que le « meilleur » gagne ; la bureaucratie n'a pas à conquérir de marchés. Elle est prête à brader le Vietnam et Cuba dans le cadre d'un règlement général où l'impérialisme américain lui accorderait quelques assurances durables. Mais elle est responsable du maintien de l'ordre pour son compte comme pour le compte de l'impérialisme sur un tiers de la planète. Sa « force », elle la réserve pour les travailleurs soviétiques, hongrois, polonais ou tchèques et pour les petites nations qu'elle opprime parce qu'il lui est impossible d'accorder la moindre liberté nationale sans poser par là même le problème*

*des libertés politiques. La bureaucratie n'a donc besoin pour elle-même que d'un appareil policier intérieur ; la pression de l'impérialisme lui impose l'entretien d'un appareil militaire monstrueux, qui ne lui sert nullement de marché artificiel, comme c'est le cas des économies capitalistes, mais étouffe le développement de l'économie socialisée qui la nourrit.*

*La bureaucratie n'est donc « aventuriste » qu'à l'égard des travailleurs hongrois, polonais, tchèques, des opposants communistes qu'elle déporte, des Tchetchènes - Ingouches et des Tatares de Crimée. Et cet « aventurisme » n'est que l'une des expressions de sa politique profondément « droitière » : empêcher l'explosion du monde capitaliste qui l'entraînerait avec lui dans la tombe. Iakhimovitch s'en convaincrait aisément s'il avait pu suivre de près la politique du P.C.F. pendant la grève générale de mai-juin 1968 : le P.C.F. morcelé systématiquement la GREVE GENERALE en grèves séparées et combattit le mot d'ordre du COMITE CENTRAL DE GREVE pour empêcher que ce vaste mouvement de masses ne dresse sa force concentrée face à l'appareil concentré de l'Etat. Tenter de sauver De Gaulle et Pompidou, ce n'est certes pas de l'« aventurisme » !*

Un spectre hante l'Europe, celui de la catastrophe.

Depuis la fin de la Grande guerre patriotique (\*), notre peuple n'a jamais connu de conditions aussi pénibles que celles dans lesquelles l'ont plongé les événements du 21 août 1968. Occuper un pays socialiste allié pour le seul motif qu'on le soupçonne de contre-révolution, occuper un pays où le rôle dirigeant revient au parti communiste sans l'accord de ce dernier, au mépris de sa volonté, voilà qui va à l'encontre des conceptions morales des Soviétiques, gens épris de paix, désintéressés, et qui savent apprécier l'amitié et la confiance des peuples. Une vieille maladie : la peur, une stupeur semblable à la paralysie, s'est abattue sur l'âme de millions d'hommes, comme une renaissance de la peur servile et avilissante de la nuit sanglante du stalinisme.

Toute cette confrérie de staliniens qui n'avaient et qui n'ont toujours rien à voir avec le marxisme-léninisme, mais qui, au contraire, tendent vers le fascisme, et qui utilisent bien souvent les méthodes du fascisme, ces staliniens, relégués par Khrouchtchev dans les greniers et les coulisses de l'histoire, ont jugé que l'heure de la revanche avait sonné. Comme ils ressemblent aux assoiffés de revanche d'Allemagne de l'Ouest ! Eux aussi, ils se camoufflent sous des mots d'ordre de parade ! Eux aussi, ils aspirent à la revanche !

De pareils actes d'ingérence grossière dans les affaires d'un Etat socialiste peuvent-ils consolider le mouvement communiste ? NON !

Peuvent-ils renforcer l'autorité de l'Union soviétique ? NON !



Le stalinisme est devenu le principal danger qui menace l'unité et la solidarité des ouvriers de tous les pays, le principal danger qui menace le progrès et la paix.

Il est indubitable que tous les marxistes-léninistes doivent unir leurs efforts pour détruire le stalinisme, pour détruire cette déviation gauchiste, ce révisionnisme fieffé, ce non-socialisme, avant que le danger qu'il représente n'ait engendré une catastrophe.

Que les staliniens en aient ou non conscience, ils craignent plus leur propre peuple qu'ils ne craignent les impérialistes. C'est cette peur seule qui permet d'expliquer l'intoxication permanente de larges couches de la population, l'emploi de méthodes d'intimidation et de chantage, la violation grossière de la Constitution, la bureaucratisation extrême du pouvoir, l'immense réseau d'espionnage, de mouchardage, de prisons et de camps de concentration.

Est-ce que tout cela est le socialisme ?

Où est-ce qu'ils ont pris ça ?

Le marxisme-léninisme n'a pas élaboré ce type de « *socialisme* », il ne contient pas de pareils principes ; il ignore ces idées, voilà ce qu'il faut admettre si l'on balaye tout leur paravent de pelure verbale et si l'on met les faits sous la lumière du réel. Non ! mille fois non !

Voilà pourquoi le XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. a affirmé la nécessité de restaurer les normes et les principes léninistes. Voilà pourquoi le monde communiste tout entier a suivi avec tant d'attention et d'espoir le processus de démocratisation en Tchécoslovaquie. Et voilà pourquoi les staliniens ont attaqué avec tant de fureur le P.C. tchécoslovaque. Ce n'est pas par hasard qu'ils y ont vu un danger mortel pour eux-mêmes, personnellement ; ils se moquent bien du socialisme et du communisme et de tous leurs principes pour sauver leur propre peau. N'est-il pas significatif que, le 25 août 1968, on ait arrêté et passé à tabac des camarades qui manifestaient sur la place Rouge sur des mots d'ordre de soutien à la Tchécoslovaquie, à son gouvernement et à son peuple ? Cela se passait l'année des droits de l'homme (1), et, qui plus est, sur la place Rouge.

Il faut en arriver aux limites de la peur et de la panique pour s'en prendre à ses propres concitoyens, à des Soviétiques. Ces manifestants, Pavel Litvinov, Larissa Bogoraz et les autres, ne soutenaient-ils pas un Etat socialiste ? Ces manifestants ne soutenaient-ils pas le parti communiste de Tchécoslovaquie ? Peut-être qu'ils soutenaient, après tout, Franco, Salazar ou la junte militaire grecque ?

NON ! Les staliniens sentent que le sol glisse sous leurs pieds, que l'heure mortelle, que l'histoire a fixée pour eux, approche. Leur panique, c'est la panique des condamnés, c'est la panique des cadavres vivants. Mais il faut être vigilant ! Ils ont entre les mains une arme aujourd'hui puissante, ils ont entre les mains

(1) Voir plus haut, page 337, note 2.

les leviers du pouvoir, mais leurs mains sont frêles. Ce sont des mains de criminels. Communistes du monde entier, arrêtez-les, tant qu'il n'est pas trop tard !

Nous savons quel est le sort qui attend Pavel Litvinov et ses camarades. Nous savons quelles accusations mensongères et infamantes seront portées contre eux.

Je ne dis pas cela à partir de simples hypothèses, mais à partir de mon expérience personnelle.

Le 27 septembre, cinq individus sont venus perquisitionner chez moi parce que j'étais « *suspect d'avoir dérobé 19.000 roubles* » à la banque d'Etat de la ville de Iourmala !

Ils ont fouillé mon appartement, ils y ont trouvé de la littérature politique, tout ce qui concernait les événements de Tchécoslovaquie, même la *Pravda* et les *Izvestia*, étant donné que j'avais porté quelques commentaires personnels en marge de certaines prises de position. Vous pouvez ne pas avoir le moindre doute sur le fait que, désormais, « *on* » trouvera matière à une intervention directe des services du K.G.B. et à mon arrestation.

Le juge d'instruction m'a demandé pourquoi j'étais resté si longtemps (depuis le 1<sup>er</sup> avril de cette année) sans travailler... Or on m'a licencié pendant mes vacances (pour la lettre que j'ai écrite à Souslov et adressée au Comité central). On ne me donne d'ailleurs pas de billet d'enregistrement (1) me permettant de rejoindre ma famille. Or, qui ignore qu'en U.R.S.S., sans billet d'enregistrement, on ne peut même pas trouver de travail comme portier et que l'on ne vous admet pas à l'hôpital ? Quelle dose d'hypocrisie faut-il avoir pour poser à un chômeur la question : « *Mais pourquoi ne travaillez-vous pas ?* », lorsque l'on sait sur l'ordre de qui et pourquoi tout ce que je viens de signaler a été décidé !

Lorsqu'un torrent de calomnies inonde tous nos journaux, lorsque l'on calomnie le parti communiste frère de la République socialiste de Tchécoslovaquie, qu'est-ce que cela peut bien faire, une calomnie supplémentaire contre un ancien président de kolkhoze ?

Les partis communistes qui soutiennent les erreurs grossières du P.C.U.S. lui rendent, qu'ils le veuillent ou non, le pire des services : ils contribuent à tromper le peuple soviétique, ils affaiblissent dans la pratique notre pays, car ils favorisent le renforcement des éléments aventuristes au sein de la direction du parti et l'affaiblissement des éléments progressistes sains.

Nous répétons : **REPRENEZ VOS ESPRITS !**

Nous répétons : **BAS LES PATTES DEVANT LA TCHECOSLOVAQUIE !**

Nous répétons : **LIBERTE AUX DETENUS POLITIQUES !**

Nous répétons : **LENINISME, OUI !**

**STALINISME, NON !**

(1) *Billet d'enregistrement* : rappelons qu'un citoyen soviétique ne peut changer de résidence que s'il en obtient l'autorisation, matérialisée par un billet d'enregistrement (en russe *propiska*) dans sa nouvelle résidence.

## XLIII

PIOTR GRIGORENKO

Le 28 février 1969

IVAN IAKHIMOVITCH

### **VIVE L'HEROIQUE PEUPLE TCHECOSLOVAQUE ! APPEL AUX CITOYENS DE L'UNION SOVIETIQUE**

*Ce tract fut rédigé et ronéotypé par Iakhimovitch et Grigorenko, et distribué par eux à Moscou en février, nous ne savons en quelle quantité.*

La campagne de suicides par le feu en Tchécoslovaquie, commencée le 16 janvier 1969, avec le suicide de l'étudiant pragois Jan Palach, en signe de protestation contre l'ingérence dans les affaires intérieures de la République socialiste de Tchécoslovaquie, ne cesse pas. Le 21 février, une nouvelle « *torche vivante* » — la dernière pour l'instant ! — s'est enflammée place Venceslas.

Cette protestation, qui a pris une forme si effroyable, était dirigée d'abord *contre nous, Soviétiques*. C'est la présence non sollicitée et absolument injustifiée de nos troupes qui provoque une telle colère et un tel désespoir chez les Tchécoslovaques. Ce n'est pas par hasard que la mort de Jan Palach (le premier à s'être fait brûler, le 16 janvier) a bouleversé tous les travailleurs tchécoslovaques.

Nous portons tous le poids de la responsabilité de sa mort, comme de la mort des autres frères tchécoslovaques qui se sont suicidés. C'est en approuvant, en justifiant l'intervention militaire, ou simplement en nous taisant, que nous permettons que des torches vivantes continuent de brûler sur les places de Prague et d'autres villes.

Les Tchèques et les Slovaques nous ont toujours considérés comme leurs frères. Est-ce que nous allons donc laisser le mot « *soviétique* » devenir pour eux synonyme d'« *ennemi* » ?

CITOYENS DE NOTRE GRAND PAYS,

La grandeur d'un pays ne réside pas dans la puissance de ses armées lancées sur un petit peuple épris de liberté, mais dans sa force morale.

Allons-nous donc continuer à voir périr nos frères en silence ?

Il est maintenant clair pour tous que la présence de nos troupes sur le territoire de la République socialiste de Tchécoslovaquie n'est exigée ni par les intérêts de la défense de notre pays ni par les intérêts des pays de la communauté socialiste.

N'aurons-nous donc pas assez de courage pour reconnaître qu'une erreur tragique a été commise et pour faire tout ce que nous pouvons pour la rectifier ? C'est notre droit et c'est notre devoir !

Nous appelons tous les citoyens soviétiques — en évitant toute action hâtive et inconsidérée — à obtenir, par tous les moyens légaux à leur disposition, le retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie et l'engagement de ne plus s'ingérer dans les affaires intérieures de ce pays. C'est de cette manière seulement que peut être rétablie l'amitié entre nos peuples.

VIVE L'HEROIQUE PEUPLE TCHECOSLOVAQUE !

VIVE L'AMITIE SOVIETO-TCHECOSLOVAQUE !



## XLIV

IVAN IAKHIMOVITCH

Le 24 mars 1969

### LEVONS-NOUS !

(Lettre d'adieu avant son arrestation)

*L'arrestation de Iakhimovitch, qui précéda de peu celle de Grigorenko, se situe chronologiquement à la veille du remplacement de Dubcek par Husak à la tête du P.C. tchécoslovaque. Elle devrait précéder un procès qui ne paraît pourtant pas s'annoncer ; apparemment, le Kremlin hésite... La lettre écrite par Iakhimovitch quelques heures avant d'être arrêté montre sans équivoque — malgré la confusion qui amène Iakhimovitch à s'adresser à Bertrand Russell, ce vieil anticommuniste qui a redoré son blason au soleil d'un pacifisme respectueux de l'ordre bourgeois — le degré de confiance que l'opposition communiste a dans le combat qu'elle mène.*

Mes jours de liberté sont comptés. Au seuil de la captivité, je me tourne vers ceux dont les noms me hantent : écoutez-moi !

J'ai 38 ans ; dixième enfant d'une blanchisseuse et d'un journalier, je suis né à Dunabourg. Après le baccalauréat, j'ai fait mes études à l'université d'Etat de Lettonie, l'université Piotr-Stutchka. Puis j'ai travaillé successivement comme enseignant à la campagne, comme inspecteur scolaire, comme président du kolkhoze *Iaouna Gardo*, dans le district de Kraslava. Actuellement, je travaille comme chauffeur au sanatorium *Bielorussia* à Yourmala, R.S.S. de Lettonie. J'ai été dix ans membre de la J.C. et huit ans membre du Parti (j'ai été exclu le 13 mars 1968).

J'ai grandi dans un milieu où le nom de Lénine avait plus de prix qu'aucun autre ; où l'on nous a appris à placer la vérité



au-dessus de tout. Au début de 1942, mon frère, Casimir Iakhimovitch, porteur de l'ordre de l'Étoile rouge, est tombé devant Moscou ; mon beau-frère, Nicolai Iakhimovitch, neveu de l'ancien président du soviet suprême de la R.S.S. de Lettonie, est mort en défendant Leningrad. Mon oncle, Ignat Iakhimovitch, vieux révolutionnaire, a passé huit ans en prison sous le gouvernement bourgeois de Lettonie...

En 1956, je suis parti, comme volontaire de la J.C., dans les terres vierges (1). J'y ai fait la connaissance de ma future femme, bien que nous ayons fait nos études chez nous à la même faculté, celle de philosophie et d'histoire. Elle était en première année, moi en cinquième. Nous nous sommes mariés en 1960.

Il me faut parler de moi, parce qu'un flot de mensonges et de calomnies va sans doute se répandre prochainement à mon sujet depuis les salles de tribunal. Il me faut parler de moi, parce que mon destin est le destin de mon peuple, et mon honneur son honneur.

Je suis accusé, en vertu de l'article 183, § 1, du code pénal de la R.S.S. de Lettonie (\*), d'avoir répandu des inventions mensongères qui, prétend l'accusation, discréditent l'Etat et la société soviétiques. La peine maximale encourue est de trois ans de privation de liberté ou d'un an de travaux forcés, ou de 100 roubles d'amende.

Il paraît que ma lettre à Souslov (2), que j'ai adressée au C.C. du P.C.U.S., et qui a été également connue à l'Ouest, était anti-soviétique. Il paraît que l'appel de P. Litvinov et L. Bogoraz à l'opinion publique mondiale, que j'ai aidé à diffuser, était calomnieux.

Lors de la perquisition opérée à mon domicile, le 27 septembre, on a saisi des journaux, des périodiques, des copies de citations de Lénine, deux carnets contenant mes notes sur les événements de Tchécoslovaquie, le journal de ma femme, une lettre non expédiée pour la défense de Pavel Litvinov, un rapport de F. G. Grigorenko sur le début de la guerre de 1941-1945. La perquisition a eu lieu sous le prétexte que j'aurais dérobé à ma banque une somme de plus de 19.000 roubles, bien qu'à ce moment-là le véritable auteur de ce vol ait déjà été arrêté et que tous les postes de police aient déjà été avertis d'avoir à cesser leurs recherches.

Le 5 février, les 19 et 24 mars, j'ai été convoqué devant le juge d'instruction du district Lénine de Riga, E. Kakitis, bien que

(1) *Terres vierges* : immenses espaces de terres incultes du Kazakhstan et du Karaganda, où Khrouchtchev fit lancer de grandes opérations de défrichage, d'ensemencement, etc., qui, menées à grand renfort de campagnes désorganisatrices, se soldèrent par un échec retentissant, échec qui ne fut sans doute pas étranger à la chute de Khrouchtchev.

(2) Lettre publiée dans le chapitre précédent.

j'habite à Jourmala. Du rapport négatif établi sur moi par le premier secrétaire du Parti du district de Kraslava, G. M. Kirilov, et le chef de la direction de la production, A. I. Oralov, comme des déclarations du professeur à l'académie d'agronomie Ielgava, le camarade Pakalniētis (qui prétend que j'aurais déclaré avoir rendu visite à Moscou à P. Litvinov et que j'aurais enregistré ma lettre à Souslov sur bande magnétique pour l'envoyer à l'étranger), et de toute une série d'autres indices analogues, une chose est ressortie clairement pour moi ; si l'alternative était auparavant entre me faire passer devant le tribunal ou ne pas m'y faire passer et, si j'y passais, m'emprisonner ou non, il ne reste plus maintenant qu'un choix : me faire passer devant le tribunal et m'emprisonner...

Bertrand Russell (3), vous qui êtes un philosophe — peut-être comprenez-vous mieux que moi sur quoi ils fondent leur accusation ? De quelles positions procèdent-ils ? D'un point de vue de classe ? Mais je suis un ouvrier par mon origine sociale, et je le suis aussi, maintenant, par mon emploi effectif.

Quelles lois ai-je enfreintes ? La constitution de la R.S.S. de Lettonie et la déclaration universelle des droits de l'homme garantissent la liberté d'écrire, de répandre des idées, de manifester. etc.

Peut-être craint-on que je sois en train de devenir un capitaliste ? Mais, comme président de kolkhoze, je ne possédais ni un lopin de terre, ni une vache, ni un mouton, ni même un poulet, je vivais du salaire de mon travail. Je ne possède ni maison à moi, ni auto, ni livret de caisse d'épargne. Mon seul capital, ce sont mes livres et trois enfants. Peut-être croit-on que je n'ai pas travaillé et continue à ne pas travailler pour le socialisme ? Alors pour quel système est-ce que je travaille ? Qui ma liberté menace-t-elle, et pourquoi doit-elle à tout prix m'être retirée ?

Camarade Alexandre Dubcek, lorsque, le 25 août, sept hommes sont allés sur la place Rouge, avec les mots d'ordre « *Bas les pattes devant la République socialiste de Tchécoslovaquie !* » et « *Pour votre et notre liberté !* », qu'ils se sont fait battre jusqu'au sang et traités d'« *antisoviétiques* », de « *cochons de juifs* », etc., je n'ai pas pu être avec eux, mais j'étais de leur côté, et j'y resterai tant que vous servirez fidèlement votre peuple. « *Tenez bon, le soleil se lèvera de nouveau...* »

Alexander Issaievitch [Soljenitsyne], je suis heureux d'avoir lu vos ouvrages. Je vous souhaite un « *jour plein de cœur et de vin* » !

Pavel [Litvinov] et Larissa [Bogoraz-Daniel], nous avons salué votre courage, digne de celui des gladiateurs : « *Ave Caesar, mori-*

(3) Iakhimovitch ne connaît sans doute pas le livre de Russell contre le bolchevisme qui vient d'être réédité en France. Il ne voit Russell qu'à travers l'image « *antiimpérialiste* » qu'en a donnée toute une presse qui confond l'eau bénite et la lutte des classes.

*turi te salutant!* » Nous sommes fiers de vous. « *Au fond des mines de Sibérie, restez pleins d'endurance et de fierté... Vos peines ne sont pas vaines, ni l'essor de vos pensées* » (Pouchkine) (4).

Evgueni Mikhaïlovitch, vieil ami et compagnon de lutte de la dernière guerre mondiale, mon arrestation ne doit pas te prendre au dépourvu. Ne les crois pas, ne les crois pas ! Je ne peux pas être un ennemi du pouvoir soviétique.

Paysans de la *Iaouna Gardo*, j'ai travaillé huit ans parmi vous, assez longtemps pour apprendre à comprendre un homme. Jugez vous-mêmes, et que votre jugement serve la vérité, ne vous laissez pas induire en erreur.

Ouvriers de Leningrad, de Moscou, de Riga ! Dockers d'Odessa, de Liepaïa, de Tallinn ! L'ouvrier Vladimir Dremlïouga, en opposant, sur la place Rouge, son « *Non* » à l'occupation de la Tchécoslovaquie, a sauvé l'honneur de sa classe — et a été jeté en prison. (Boîte postale 241/17, Mourmansk 9) (5).

Sous le prétexte d'avoir contrevenu aux prescriptions concernant le permis de séjour, l'ouvrier des transports Anatole Martchenko a été jeté en prison (territoire de Perm, district de Tcherdyn, bureau de poste Nyrob, Boîte postale Ch 320/16 t). Sa lettre (6) a démasqué la fausseté des cercles dirigeants, leur immixtion dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie. Auparavant, sur dénonciation d'un indicateur, il s'était consumé six ans dans les camps du territoire de Mordvinie et y avait perdu l'ouïe et la santé.

Qui aidera un ouvrier, sinon les ouvriers ? Un pour tous, tous pour un !

Camarade Grigorenko, camarade Iakir ! champions expérimentés de la vérité ! Puisse la vie vous être conservée pour la bonne cause !

Tatars de Crimée ! Priver tout un peuple de sa patrie, calomnier tout un peuple, des nouveau-nés aux vieillards, c'est être l'ennemi de tous les peuples ! A votre patrie, la R.S.S. autonome des Tatars de Crimée ! A vos filles et à vos fils que l'on jette en prison ! A vos droits que l'on foule aux pieds !

... Je me tourne vers les Lettons, dont le pays est devenu ma patrie, dont je parle la langue depuis mon enfance, comme le polonais et le russe... N'oubliez pas que dans les camps de Mordvinie

(4) Extraits du fameux poème *Lettre de Sibérie* où Pouchkine rend hommage aux décabristes déportés.

(5) *Dremlïouga* : l'un des sept manifestants de la place Rouge jugés en octobre 1968. Voir sa dernière déclaration dans *L'affaire Guinzbourg-Galanskov* (Le Seuil), pp. 168-170.

(6) Lettre citée ci-dessus, pp. 398-403.

et de Sibérie, des milliers de vos compatriotes se consomment ! Exigez leur retour en Lettonie ! Suivez attentivement le sort de chacun de ceux qu'on prive de sa liberté pour motif politique...

Sakharov, membre de l'Académie, j'ai entendu parler de vos idées et je regrette de n'avoir plus eu la possibilité de vous répondre. Je reste votre débiteur. *« Il y a beaucoup de mal dans le monde, et si peu d'hommes qui s'en étonnent »* (Youssef Has Hadchib Balassagunski).

Communistes de tous les pays, communistes de l'Union soviétique, vous ne servez qu'un maître et qu'un chef, le peuple. Mais le peuple se compose d'hommes vivants, aux destins concrets. Quand les droits humains sont violés, et cela au nom du socialisme, au nom du marxisme, il ne peut y avoir plusieurs opinions. Votre conscience et votre honneur doivent vous commander : Communistes, en avant ! Communistes, en avant !

Avant tout, c'est un danger pour le pouvoir soviétique lui-même quand des hommes sont privés de liberté pour leurs convictions, car il ne se passera pas longtemps avant que lui aussi soit privé de liberté.

Les puissants de ce monde sont forts parce que nous sommes à genoux. Levons-nous !

I. A. IAKHIMOVITCH,  
R.S.S. de Lettonie, Iourmala 10,  
Boudourou Prospekt 18, Appartement 4.

Fin mars 1969

## APPEL POUR LA DEFENSE D'IVAN IAKHIMOVITCH

La nouvelle de l'arrestation de Ivan Antonovitch Iakhimovitch et la lettre qu'il a écrite peu de temps auparavant nous ont bouleversés. Pour les gens qui le connaissent personnellement ou bien qui connaissent ses prises de position publiques et rigoureuses contre les actes illégaux qui s'accomplissent aujourd'hui dans notre pays, il n'y a et il ne peut y avoir le moindre doute : les organes répressifs s'efforcent de régler son compte à un homme d'une honnêteté irréprochable et d'un grand courage, dont nous sommes sûrs qu'il est parfaitement innocent.

Nous n'accepterons jamais les actes de répression destinés à piétiner les droits accordés par la loi et la dignité de nos concitoyens.

Nous n'accepterons jamais l'arrestation d'Ivan Iakhimovitch.

C'est pourquoi nous considérons de notre devoir de déclarer : tout en restant dans les cadres de la loi, nous ne nous arrêterons devant rien, et nous ferons tout notre possible pour enrayer la honteuse répression qui s'abat sur Ivan Iakhimovitch.

T. Baeva, *employée* ; N. Emelkina, *employée* ; I. Gabaï, *philologue* ; V. Gorchouni, *ouvrier* ; I. Iachinov, *océanologue* ; M. Iakir, *employée* ; P. Iakir, *historien* ; V. Kojarinov, *ouvrier* ; S. Kovalev, *biologiste* ; V. Krasine, *économiste* ; A. Lavout, *mathématicien* ; A. Levitine-Krasnov, *écrivain religieux* ; Iou. Maltsev, *philologue* ; B. Rakitianski, *physicien* ; M. Roudakov, *ouvrier* ; G. Samokhina, *institutrice* ; V. Timatchev, *géologue* ; D. Vassiliev, *juriste*.



## POUR L'ANNIVERSAIRE DE L'INVASION DE LA TCHECOSLOVAQUIE

(Déclaration de seize citoyens soviétiques)

Le 21 août 1969

*Les opposants communistes diffusèrent ce texte auprès des correspondants d'agences de presse le 21 août 1969. Certains des signataires sont toujours sous les verrous soit d'une clinique psychiatrique, soit d'une prison. Les arrestations et les déportations, on le voit, n'empêchent pas que les listes de signataires ne se remplissent : femmes, fils, camarades reprennent le flambeau, et rien n'indique que la bureaucratie puisse aujourd'hui éteindre ce flambeau.*

Le 21 août de l'année passée s'est produit un événement tragique : les troupes des pays du pacte de Varsovie ont pénétré en Tchécoslovaquie, dans un pays ami. Cet acte avait pour but de briser le développement démocratique sur la voie duquel ce pays s'était engagé. Le monde entier suivait avec espoir le développement de la « *politique d'après janvier* » en Tchécoslovaquie. Il semblait que l'idée du socialisme, déshonorée à l'époque stalinienne, allait être réhabilitée. Les chars du pacte de Varsovie ont détruit cet espoir. A l'occasion de ce triste anniversaire, nous déclarons que nous ne sommes pas d'accord avec une décision qui menace l'avenir du socialisme.

Nous sommes solidaires du peuple tchécoslovaque, qui voulait prouver que le socialisme à visage humain est possible.

Ces lignes sont rédigées avec un sentiment de tristesse pour notre patrie que nous voulons voir véritablement grande, libre et heureuse. Nous sommes fermement convaincus qu'un peuple qui opprime d'autres peuples ne peut être libre et heureux.

T. Baeva ; M. Djemilev ; N. Emelkina ; I. Gabaï ;  
N. Gorbanevskaïa ; Z. Grigorenko ; I. Iakir ; P. Iakir ;  
A. Jakobson ; S. Kovalev ; V. Krassine ; A. Levitine-  
Krasnov ; L. Petrovski ; L. Pliouchtch ; G. Podiapolski ;  
L. Ternovski ; Iou. Vichnevskaïa.



CHAPITRE VII

LES FUNÉRAILLES  
D'ALEXIS KOSTERINE

*(Brochure de Piotr Grigorenko)*



*Les funérailles d'Alexis Kosterine, organisées le 14 novembre 1968, constituent, en fait, le premier pas décisif vers l'organisation. Rassemblant, en dépit de l'obstruction de la police, trois à quatre cents personnes, dont la plupart des têtes de la nouvelle opposition communiste de l'U.R.S.S. (Grigorenko, Iakir, Petrovski, Pisarev, des représentants des Tatares de Crimée), ces funérailles ont constitué un véritable meeting, qui, sans peut-être qu'aucun des participants en ait eu conscience, renouait avec le dernier meeting libre tenu en Union soviétique, les funérailles du vieux bolchevik Abraham Ioffé, gravement malade et persécuté, qui se suicida le 16 novembre 1927, parce que son état ne lui permettait plus de continuer personnellement la lutte, après avoir laissé une lettre où il affirmait sa confiance inébranlable dans le programme de l'Opposition de gauche et sa victoire finale.*

*Le 19 novembre 1927, un cortège de plusieurs milliers de bolcheviks suivit le cercueil de Ioffé à travers Moscou jusqu'au cimetière de Novodevitchi. La police tenta d'empêcher le cortège d'entrer au cimetière, mais les barrages craquèrent... Trotsky, puis Racovski prirent la parole. Trotsky déclara :*

« Ioffé nous a quittés, non parce qu'il ne voulait plus continuer la lutte, mais parce qu'il n'avait plus la force physique nécessaire pour le faire. Il craignait de devenir un fardeau pour tous ceux qui s'étaient engagés dans la bataille. C'est sa vie, et non son suicide, qui doit servir de modèle à ceux qui restent après lui. Le combat continue. Chacun reste à son poste. Que personne ne déserte ! »

*C'était le dernier discours de Trotsky prononcé en U.R.S.S., discours ferme, mais qui laisse percer le sentiment que le cours de l'histoire roule momentanément contre les tenants du marxisme, contre les militants communistes révolutionnaires.*

*Les opposants qui prennent la parole aux funérailles de Kosterine — vieux bolchevik comme Ioffé — n'ont pas derrière eux l'expérience et les combats des opposants de gauche de 1927 ; leur pensée politique est beaucoup plus faible et vacillante, car il lui manque l'expérience internationale et l'expérience d'une révolution triomphante qu'avaient les Trotsky, les Racovski, les Dinkelstedt, les Solntsev... ; mais ils ont la même trempe et les mêmes*



*objectifs, même s'ils les perçoivent plus confusément, et surtout, le cours actuel de l'histoire les porte : leurs combats essentiels sont devant eux. Les funérailles de Kosterine ne sont qu'un début...*

*C'est sous cet angle qu'il faut apprécier l'ensemble des discours prononcés, en tenant compte, en outre, de la sentimentalité typique des pays de l'Europe de l'Est, qui permet de juger à sa juste valeur un débordement de lyrisme et de pathos qui tient à la fois aux caractéristiques nationales et à l'émotion des participants.*

*La tenue de ce meeting posait le problème de l'organisation. On veut bien croire Grigorenko, sans être toujours absolument convaincu, lorsqu'il affirme que la spontanéité a réglé la plupart des problèmes politiques et matériels de l'organisation des funérailles. Mais les miracles n'ont lieu qu'une fois et ce succès même devait être dépassé. Et il devait l'être quelques mois plus tard par la proclamation du Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques, démarche sur laquelle nous revenons, en publiant le document qui en annonce la fondation, dans le chapitre IX.*

*Même la vie la plus honnête s'efface de la mémoire des hommes si une mort digne d'elle ne la consacre pas.*

(Proverbe oriental.)

A Vera Ivanovna Kosterine, à la fille de l'écrivain, Lena, à son petit-fils, Aliocha Kosterine, aux filles des frères de l'écrivain, Irma (fille de Mikhaïl Kosterine) et Vera (fille de Vassili Kosterine), aux parents et aux amis de l'écrivain, je dédie ce recueil.

*L'auteur.*

## XLVIII

### AVANT-PROPOS DE L'AUTEUR

Les funérailles d'Alexis Evgrafovitch Kosterine, éminente personnalité sociale soviétique et écrivain remarquable, homme au destin en même temps tragique et enviable, se sont transformées d'elles-mêmes en un événement exceptionnel. Sa vie et sa mort représentent une véritable tragédie optimiste. Porter jusque dans le tombeau la foi dans les idéaux que l'on a commencé à défendre dans sa prime jeunesse, et cela malgré des souffrances dont la seule évocation est sinistre, n'est pas donné à un grand nombre d'hommes. C'est le lot des élus, le destin de Danko, le destin des êtres qui s'arrachent le cœur de leur propre poitrine pour éclairer les hommes. Il nous est difficile, à nous qui avons pris une part directe aux événements, de formuler aujourd'hui un jugement correct sur ce qui s'est passé le 14 novembre 1968. Mais il faut penser et croire que ce qui s'est déroulé ce jour-là sera retenu par l'histoire comme un jalon d'une importance certaine au tournant du destin de notre patrie. Notons bien, en tout cas, que, dans le torrent des événements de notre vie, cet événement du 14 novembre 1968 est exceptionnel.

Ce n'est pas là seulement, ou, plus exactement, ce n'est pas tant mon avis personnel que l'avis de nombreux participants à ces funérailles. Dès la sortie du columbarium, immédiatement après une cérémonie aussi triste, de nombreuses personnes qui m'étaient bien connues, mal connues, ou même parfaitement inconnues, sont

venues me demander d'éditer un recueil contenant une notice nécrologique et tous les discours prononcés lors des funérailles. Cette demande fut répétée avec plus d'insistance encore lors du repas de funérailles. Ce n'était d'ailleurs plus, dès lors, une demande, mais une exigence : exigence formulée par la femme de l'écrivain, Vera Ivanovna Kosterine, par ses proches parents et par ses nombreux amis. Et j'ai compris que c'était mon devoir à l'égard de mon ami défunt, à l'égard de sa mémoire, à mes yeux immortelle. Je l'ai compris et, dès le lendemain, j'ai entrepris de composer ce recueil. Mais, alors qu'il était déjà presque achevé, j'ai vu se présenter chez moi les membres de ce même K.G.B. qui avaient mis tant de zèle à pousser l'écrivain Kosterine dans le four crématoire, et qui débarquèrent chez moi « *afin de découvrir et de confisquer des documents contenant des élucubrations calomnieuses, dénigrant le régime social et politique de l'Union soviétique* ».

Au cours de cette perquisition (opérée le 19 novembre), les policiers m'ont confisqué l'ensemble des documents du recueil. Il fallut tout reprendre à zéro. Je suis bien loin d'y être arrivé complètement. Je ne suis même pas sûr que je me souviens de tous ceux qui ont pris la parole. D'après les renseignements dont je dispose aujourd'hui, dix-huit personnes en tout ont pris la parole au cours de ces obsèques (à la morgue, au columbarium ou lors du repas de funérailles) : Anatole Jakobson (qui lut la notice nécrologique), Martynov, Mouarrem Djelialoglou, Rechat Djemilev, Sergueï Pissarev, Abliamit Borseitov, Refik Mouzafarov, Piotr Grigorenko, Molla Abdourachman, Piotr Iakir, Khalid Ochaïev, Djafer Akhmedov, Andreï Grigorenko, Esma Oulanova, Rechat Osmanov, Leonid Petrovski, Veli Samedliaïev, Zampira Assanova. Je n'ai pas pu retrouver le nom du dix-huitième orateur. Il est apparu ce jour-là pour la première fois dans notre cercle, et aucun d'entre nous ne sait comment le retrouver. Cependant, le procès-verbal de son discours a été préservé par chance. C'est pourquoi je l'inclus dans le recueil, sous le pseudonyme, inventé par moi : « *Un chrétien* ».

Les discours prononcés par les non-Moscovites, qui sont partis avant la perquisition du 19, n'ont pu être rétablis et ne figurent donc pas dans ce recueil. Voici les auteurs de ces discours :

● Un invalide du premier groupe (aux deux mains arrachées), l'ingénieur Rechat Osmanov, qui donna lecture du message collectif des Tatares de Crimée vivant dans le territoire de Krasnodarski ;

● Molla Abdourachman, qui a participé à la Grande guerre patriotique (\*), a été récompensé par des décorations et des médailles de ses exploits de combattant et a obtenu les grades de commandant d'un bataillon d'infanterie et de major de réserve ; Molla Abdourachman intervint au nom des Tatares de Crimée qui vivent dans la ville de Soukhoumi et dans ses environs ;

● La retraitée Esma Oulanova, membre du P.C.U.S., qui intervint au nom du petit nombre de Tatares de Crimée qui vivent encore en Crimée ;

● L'institutrice Vela Samedliaeva, qui intervint au nom des Tatares de Crimée qui vivent dans les régions de Zaporojie et de Kherson ;

● La retraitée Djafera Akhmedova, membre du P.C.U.S., qui intervint au nom des travailleurs de Tchirtchik.

Je demande instamment à ces camarades de m'envoyer le texte de leurs discours afin que je puisse les inclure dans le recueil, lors de ses éventuelles rééditions.

J'ai tenté de compenser, au moins partiellement, le retard — dont je ne suis pas responsable — apporté à l'édition de ce recueil, par le récit du déroulement des obsèques. Ce récit figure sous le titre : *Des sentiments sacrés encore une fois bafoués*.

J'espère que je remplirai mieux ainsi ma dette envers vous, que j'exprimerai encore plus concrètement ma reconnaissance et mon respect à l'égard de tous ceux qui ont assisté aux obsèques et qui nous ont aidés par leur participation à démontrer que les forces vives de la société ne sont pas encore écrasées, que les hommes chez qui le sentiment du devoir civique est cent fois plus fort que celui de la peur, implantée dans notre peuple par des dizaines d'années d'une terreur sinistre, ne se sont pas rendus et qu'ils se battent. Vera Ivanovna, les proches parents de l'écrivain et ses amis intimes expriment leur très profonde reconnaissance à ceux qui ont partagé notre chagrin, et tout particulièrement à ceux qui, dédaignant les difficultés matérielles et les problèmes de temps, ont fait des centaines et des centaines de kilomètres pour venir. Nous exprimons un sentiment de reconnaissance tout particulier au peuple des Tatares de Crimée, qui a beaucoup souffert, et qui a envoyé à ces funérailles la délégation la plus nombreuse — vingt-trois personnes représentant tous les coins de notre patrie où vivent des Tatares de Crimée.

Il y avait à ces obsèques très peu d'Allemands de la Basse-Volga. Mais leurs conditions d'existence sont pires encore que celles des Tatares de Crimée. Nous le comprenons, et c'est pourquoi nous exprimons notre admiration devant le courage de ceux qui sont venus assister aux obsèques, mais nous ne citons ni leurs noms, ni le discours de leur représentant.

*L'auteur.*

## **DES SENTIMENTS SACRÉS ENCORE UNE FOIS BAFOUÉS !**

Les funérailles de l'écrivain-bolchevik, l'inflexible marxiste-léniniste, Alexis Evgrafovitch Kosterine, ont marqué une nouvelle page dans le livre des hauts faits d'hommes qui ont perdu toute essence humaine, des hauts faits caractéristiques d'une époque effroyable.

Qui d'entre nous ne s'est pas senti remué jusqu'au fond de l'âme en lisant le récit des persécutions engagées par l'église catholique

contre le cadavre de Paganini (1) ? Quelque chose de semblable vient de se produire sous nos yeux. Et cela ne s'est pas passé dans « un trou perdu », « aux confins du monde », mais dans la capitale du premier Etat socialiste de l'histoire. Et cela ne s'est pas passé dans le milieu de je ne sais quels obscurantistes, mais dans « une société cultivée », au milieu de gens qui s'appellent « les ingénieurs de l'âme humaine » (2). Et cela ne s'est pas passé dans le giron d'une église catholique moyenâgeuse, ou de quelque secte obscurantiste, mais à l'initiative de gens qui se donnent le nom de communistes et qui portent dans la poche intérieure gauche de leurs vestons leur carte du Parti, avec le portrait de Lénine.

Alexis Kosterine est mort le 10 novembre 1968 à 9 h 20 du matin. Personne, bien entendu, ne pensait qu'il vivrait éternellement ; mais il avait en lui tant d'optimisme et d'entrain juvénile, ses yeux brillaient d'un éclat si jeune, son rire sonnait si clair qu'aucun d'entre nous ne croyait au pire. Son état s'aggrava dès avant les fêtes (3). La veille (le 9 novembre), il devint désespéré, et le médecin dit à sa femme, Vera Ivanovna : « Préparez-vous au pire ». Et pourtant, nous ne pouvions nous résoudre à penser au pire. Alexis lui-même ne nous le permettait pas : il plaisantait comme avant, il riait d'une façon toujours aussi contagieuse, il discutait avec ses amis des perspectives de démocratisation de notre existence. C'est pourquoi, lorsque l'effrayant et l'absurde se produisirent, nous fûmes tous frappés de stupeur, ébranlés, si profondément émus que, le premier jour, nous fûmes incapables d'entreprendre quoi que ce soit : ni d'aller annoncer la nouvelle à ses amis et à ses parents ni de la communiquer à l'Union des écrivains dont il était membre depuis le jour de sa fondation.

Quel fut notre étonnement lorsque le lendemain (11 novembre), nos représentants, la nièce de l'écrivain Irma Mikhailovna et l'un de ses amis, Piotr Iakir, passant à l'Union des écrivains vers midi, y apprirent que celle-ci était déjà au courant de tout et avait déjà fixé la date et l'heure de la crémation : le 12 novembre à 16 heures, c'est-à-dire qu'il ne nous restait qu'une journée à notre disposition. Bien entendu, nos représentants protestèrent. Piotr Iakir déclara : « Ce délai suffit, bien entendu, pour brûler un cadavre. Mais nous devons encore faire nos adieux au défunt. » Ces paroles suscitèrent pour la première fois cette réponse, qui nous poursuivit ensuite jusqu'au crématoire : « Et alors, c'est une manifestation que vous voulez ? Cela, nous ne vous le laisserons pas faire. »

Nos représentants s'adressèrent à Iline, rappelèrent les mesures qui étaient de règle pour les vétérans défunts de l'Union des écri-

(1) Le corps de Paganini défunt a connu ainsi un destin analogue à ceux de Molière, de Mozart et de bien d'autres.

(2) « Ingénieur de l'âme humaine », formule inventée par Staline en 1932 pour définir le rôle de l'écrivain dans le cadre du « réalisme socialiste », c'est-à-dire comme plumentif à gage du Kremlin.

(3) C'est-à-dire les fêtes du 7 novembre qui marquent l'anniversaire de la révolution d'Octobre.



vains : publication, dans la presse, d'un communiqué annonçant la mort de l'écrivain, communiqué indiquant le lieu et l'heure de la levée du corps et des funérailles ; publication d'une notice nécrologique ; attribution d'un local dans la Maison des écrivains pour la cérémonie funèbre et pour l'assemblée des funérailles ; enterrement aux frais du Fonds littéraire, au cimetière de Novodevitchi ; et nos représentants demandèrent tout cela pour Kosterine, membre de l'Union des écrivains depuis sa fondation.

Mais tout cela nous fut refusé, et une fois de plus sous le prétexte : « *Nous ne vous permettrons pas d'organiser des manifestations.* » A la fin, ils « *s'apitoyèrent* », et décidèrent de prélever sur la caisse de la Fondation littéraire le règlement des frais du catafalque et du crématoire. Nous dûmes cependant déclarer que nous refusions cette aumône, car la Fondation littéraire avait fixé l'heure d'arrivée du catafalque et la levée du corps de telle façon que nous n'aurions eu que quelques minutes pour voir le défunt lorsqu'il serait mis sur le piédestal, dans le columbarium. La Fondation littéraire fit alors des concessions : elle accepta que le corps du défunt, placé dans son cercueil, fût exposé pendant une heure dans la salle funéraire de la morgue, elle paya le columbarium pour une séance double, c'est-à-dire qu'elle nous laissa la disposition du piédestal et de la tribune pendant une demi-heure ; outre le catafalque, elle affréta deux autobus (elle refusa ensuite de régler le prix de leur location). Sans l'aide de la Fondation littéraire, nous louâmes une salle de restaurant pour le repas funéraire.

Ainsi tout s'arrangeait plus ou moins convenablement. Mais les surprises commencèrent le jour même des obsèques. Première surprise : on interdit aux autobus qui amenaient l'assistance et les couronnes de s'approcher à plus de 800 mètres de la morgue. Qui avait donné cet ordre ? Les services municipaux de la circulation. Par un curieux concours de circonstances, ces services avaient installé, une heure avant notre arrivée, un poste de contrôle de la circulation dans la zone de l'hôpital Boltine. A vrai dire, l'existence de ce poste fut éphémère : il fut supprimé dès notre départ de la morgue. Pendant son éphémère existence, il abattit un travail énorme : il arrêta nos deux autobus, et rien de plus.

Seconde surprise, à vrai dire pas tout à fait inattendue : l'extraordinaire souci de notre « *sécurité* » que déployèrent la police et les inspecteurs du K.G.B., qui entouraient la morgue, en nombre assez imposant. Deux individus porteurs de livrets à couverture bleue (4) pénétrèrent dans la section où l'on prépare les corps des défunts avant la remise aux familles. Alors commença un incident tout à fait fantastique. Le corps devait nous être remis à 17 heures. 17 heures : rien. 17 h 10 : rien. 17 h 20 : toujours rien. L'inquiétude nous gagna. Nous appelâmes plusieurs fois le directeur de la

(4) Sous le tsar, l'uniforme de la police était bleu, ce fut aussi l'uniforme de la police politique sous Staline. De la même façon, la « *carte* » ou le « *livret* » de policier politique est bleu.

morgue, qui nous marmonna quelques phrases incompréhensibles en nous fixant d'un air suppliant. Mes amis assaillirent littéralement l'officier de police qui assurait la permanence à l'entrée de la morgue, en lui exprimant leur indignation dans les termes les plus énergiques. Il ne tenta d'ailleurs pas de discuter avec eux ni de justifier ce qui se passait. Il leur répondit tout simplement : « *Que voulez-vous que je fasse ? Je vous comprends et je compatis. Mais vous avez vu ceux qui sont entrés. Contre eux, je suis impuisant.* »

A ce moment-là, nouvelle surprise. Les camarades chargés de préparer le repas de funérailles vinrent nous dire : « *On nous a refusé la salle de restaurant. Tout était déjà prêt. Mais deux types en civil sont arrivés dans une Volga (5), et sont allés voir le directeur. L'économe et le chef ont été aussitôt convoqués à cette réunion.* » Après quoi, on rendit à nos camarades les arrhes qu'ils avaient versées sans leur donner la moindre explication sur cette rupture de l'accord passé précédemment.

Il était clair que l'on cherchait à saboter les obsèques d'Alexis Kosterine. Les ennemis de l'écrivain d'avant-garde, de l'éminente personnalité sociale qu'était Kosterine, cherchaient à épancher sur le défunt toute la hargne qu'ils avaient accumulée contre Kosterine vivant.

Nous discutâmes avec Vera Ivanovna, sa femme, qui décida : « *Si l'on ne nous donne pas le corps du défunt immédiatement, au lieu de le faire transporter au columbarium, je l'emporterai à la maison. Nous organiserons les obsèques demain ou après-demain sans la Fondation littéraire, et nous tiendrons l'assemblée des funérailles dans la cour de l'immeuble.* » Un inconnu, que nos fines langues dénommèrent aussitôt « *le mystérieux individu en chapeau* », avait écouté notre conversation. C'était lui qui, d'après nos observations, dirigeait la marche des adieux du K.G.B. à Kosterine. La tournure qu'allaient ainsi prendre les événements ne lui convenait manifestement pas, et le corps du défunt nous fut immédiatement remis.

A 17 h 37, nous plaçâmes enfin le cercueil sur le piédestal et nous commençâmes la cérémonie funèbre, qui se déroula sans excès. Les amis du défunt constituèrent autour du cercueil une masse si compacte et si monolithique que nul n'osa troubler l'ordre et déranger notre tristesse. Je quittai la morgue le dernier, après m'être assuré que l'on n'avait retenu personne, que l'on avait tout emporté et que tout le monde s'était installé dans les autobus et dans le catafalque.

Le directeur de la morgue, qui avait écouté la lecture de la notice nécrologique et les discours des amis du défunt, me suivit, l'air complètement désesparé et coupable. Alors que je m'app préparais à sortir, il me regarda d'un air suppliant et me déclara : « *Com-*

(5) *Volga* : marque de voiture, genre berline « *chic* ».

*prenez que cela n'a pas dépendu de moi.* » Mais je ne pus lui exprimer aucune compassion. Je considérais et je considère qu'un homme ne peut devenir un *homme* que par lui-même. En tout état de cause, je n'aurais autorisé personne à se mêler d'affaires dont la responsabilité aurait reposé sur mes seules épaules. Il y a chez nous beaucoup de gens (un très grand nombre, hélas !) que le seul fait d'entendre le nom magique du K.G.B. pousse à effectuer, sur l'ordre d'un individu représentant cet organisme, les actes les plus honteux. Il faudra bien pourtant perdre un jour cette habitude. Il faut enfin se rappeler qu'il existe d'excellentes notions, telle la dignité humaine.

### DIGNITÉ HUMAINE !

Le trajet de la morgue au columbarium se déroula sans incidents, si l'on ne tient pas compte du fait que le chauffeur de l'un des autobus « *oublia* » soudainement le chemin de Krasnaia Presnia au pont de Crimée et s'engagea dans la direction exactement opposée. Mais nos camarades étaient suffisamment vigilants, et ils « *expliquèrent* » rapidement au chauffeur le chemin qu'il devait suivre.

Au columbarium, notre inquiétude s'accrût. À peine arrivés, nous vîmes que la cour était littéralement envahie par des policiers et des individus en civil que dirigeait ici aussi le « *mystérieux inconnu en chapeau* ». Seul petit changement : il n'avait plus de chapeau, mais une chapka (6). Manifestement, il avait eu « *froid* », et avait changé de coiffure pendant le trajet... Exactement comme dans un mauvais roman policier !

Noire inquiétude se révéla prématurée. Trois à quatre cents amis de l'écrivain s'étaient rassemblés dans la salle du columbarium. Ils entrèrent en groupe compact dans la salle à la suite du cercueil. Ils firent leur entrée avec un air si sûr d'eux et avec une telle unité que les « *individus en civil* » n'osèrent pas s'insérer dans cette colonne et restèrent à l'entrée et à l'intérieur de la salle, mais à une distance respectable de l'assistance. Ici aussi, d'ailleurs, une manœuvre fut tentée pour repousser le début des obsèques, mais dès l'heure fixée (19 heures), nos gens soulevèrent le cercueil et le placèrent sur le piédestal. Les employés, qui n'étaient visiblement pas au courant des finesses de la « *grande politique* », allumèrent la lumière et la seconde partie de la cérémonie funèbre commença. Au milieu de mon discours, une voix annonça au haut-parleur : « *Terminez !* ». Cette injonction fut répétée quelques minutes plus tard. Comme je l'appris par la suite, le « *mystérieux inconnu au chapeau* » cria au directeur du columbarium : « *Descendez le cercueil !* ». Mais nos camarades placés à proximité déclarèrent d'un ton ferme : « *Essayez donc un peu !*

(6) *Chapka* : bonnet de fourrure à oreilles que l'on porte lorsque le froid est mordant.

*La moitié du temps qui nous est imparti ne s'est pas encore écoulée.* » Cette réponse fut proférée sur un ton tel que le directeur ne mit pas plus de hâte à exécuter l'ordre qu'il avait reçu que le « *mystérieux inconnu* » à le répéter.

Les obsèques s'achevèrent comme il avait été prévu. Elles n'avaient duré que dix-huit minutes, au lieu des trente qui nous avaient été imparties. Une fois de plus, ce fut Kosterine, et non ses persécuteurs, qui l'emporta. LE PREMIER MEETING LIBRE VENAIT DE SE TENIR après des décennies de silence étouffant. Mon ami peut être fier. Par sa mort même, il venait de donner une nouvelle impulsion au mouvement démocratique dans notre pays. Les partisans de la démocratie, eux aussi, peuvent être fiers. Les ennemis du progrès et de la démocratie, ceux qui étouffent toute activité libre et d'avant-garde, avaient mobilisé pour leur « *opération obsèques* » une grande quantité de spécialistes rodés à ce genre d'affaires et qui ont fait de ce type d'activités leur profession pour la vie. On avait tout spécialement préparé ces « *spécialistes* » ; ils avaient répété les événements qui devaient se dérouler, élaboré diverses variantes qu'ils avaient discutées. Quant à nous, nous ne nous étions préparés à rien du tout. Nous ne savions même pas qui viendrait à ces obsèques. Ce furent les parents et les amis intimes de Kosterine qui se chargèrent eux-mêmes de leur organisation. Des volontaires vinrent continuellement se joindre à eux pour les aider. Nous n'avions même pas établi la liste des orateurs destinés à prendre la parole à la cérémonie. Nous donnâmes tout simplement la parole à ceux qui la demandèrent. Et malgré cela, nous fûmes vainqueurs.

Nous fûmes vainqueurs, parce que la justice était de notre côté. Nous fûmes vainqueurs, parce que nous avions la certitude que le droit était de notre côté, et parce que l'audace et l'esprit d'initiative engendrés par cette certitude se trouvaient de notre côté.

Personne n'avait désigné quelqu'un pour placer le cercueil sur le piédestal. Et pourtant, pendant que, dirigeants spontanés, nous discussions avec le directeur du columbarium en essayant de lui prouver que l'heure était arrivée, le cercueil fut levé et placé sur le piédestal. Aussitôt après, la lumière s'alluma, et il ne me restait plus qu'à monter à la tribune. Nul n'avait été chargé de surveiller les actes du « *mystérieux inconnu en chapeau* » et pourtant, au moment voulu, nos gens se trouvèrent à ses côtés pour étouffer dans l'œuf son sinistre projet. Nul n'avait été désigné pour prendre la décision qui se révéla, finalement, la plus importante pour donner à la masse des gens venus aux obsèques leur unité et leur cohésion. Je vise ici l'initiative prise par nos femmes de confectionner des rubans et des brassards de deuil. Avec un flair extraordinaire, elles ne donnèrent ces rubans et ces brassards qu'à ceux qui étaient venus honorer la mémoire du défunt. Des individus en « *civil* », seul le « *mystérieux inconnu en chapeau* » se vit attribuer un brassard de deuil, ce qui permit précisément à tous nos amis de le repérer. Les rubans et les brassards permirent aux nôtres de se reconnaître et transformèrent une masse de gens qui se connaissaient



plus ou moins bien — ou qui ne se connaissaient pas du tout — en un groupe monolithique. Cet exemple montre, mieux que tout autre, qu'une cause juste finit par triompher, quels que soient les efforts que déploient ses adversaires contre elle. Il y faut seulement la foi.

Quoi que l'on dise aujourd'hui de cette assemblée de funérailles, chacun avait alors la certitude qu'une grande victoire venait d'être remportée. Et un enthousiasme solennel nous embrasait tous. Aussi l'assistance ne voulut-elle pas se séparer et tout le monde se groupa autour des autobus. Mais il ne fallait pas tenter le destin plus longtemps. Des provocateurs pouvaient se manifester et tenter de nous faire payer la défaite qu'ils venaient de subir dans leur combat contre Kosterine défunt. Je racontai aux gens rassemblés comment l'on avait tenté de saboter le repas de funérailles en nous refusant une salle de restaurant, et je proposai d'aller organiser ce repas chez moi. La grande masse de nos « *protecteurs* » nous quitta à ces mots. Le « *mystérieux inconnu en chapeau* » ne comprit manifestement pas que, même dans un appartement de 45 m<sup>2</sup>, on peut installer un grand nombre de personnes qui désirent resserrer leur amitié, non point par avidité, mais pour obéir à leurs convictions profondes. En tout cas, tous les passagers qu'avaient amenés les deux autobus, absolument bondés, purent entrer dans mon appartement. Ils y emplirent toutes les chambres, la cuisine, la salle de bains, l'entrée et occupèrent même le palier devant notre porte. Nous trouvâmes pour chacun un petit verre de vodka, un sandwich et une tasse de thé : tout cela, d'ailleurs, avait été organisé à l'insu des locataires mêmes de l'appartement, je ne sais même pas par qui... Nous trouvâmes aussi pour chacun une chaude parole d'amitié. La cérémonie funèbre se poursuivit ici aussi. Et ce n'est que seulement dans la nuit que la femme du défunt et ses amis les plus proches quittèrent mon domicile.

Je pense que tous ceux qui ont assisté aux funérailles d'Alexis Kosterine en ont gardé le souvenir lumineux d'un grand homme et un sentiment de satisfaction à l'idée que chacun de nous a rempli avec dignité et dans l'honneur son devoir de citoyen.

PIOTR GRIGORENKO.



## ALEXIS EVGRAFOVITCH KOSTERINE

### NOTICE NECROLOGIQUE

Le 10 novembre 1968 nous a quittés, quatre mois avant son soixante-treizième anniversaire, un homme et un citoyen, un écrivain-bolchevik d'une extrême honnêteté et d'une extrême intégrité.

Sa vie est une illustration remarquable de la droiture, de l'honnêteté, du talent, de l'énergie, de l'enthousiasme créateur et du tragique destin de la classe ouvrière russe.

Aliocha (7) naquit dans la Basse-Volga, dans une famille de prolétaires de père en fils. A l'âge de 16 ans, à la suite de ses frères aînés, il rejoint le mouvement révolutionnaire et commence à collaborer à la presse ouvrière. En 1916 il adhère au P.O.S.D.R. (bolchevique) (8). Trois années de prison sous le régime tsariste l'avaient enflammé et avaient renforcé ses conceptions révolutionnaires. La révolution socialiste ébranla aussi la vieille génération ouvrière et, en 1918, le père et la mère de trois communistes adhérèrent au parti bolchevique : le père et la mère des trois frères Kosterine.

Pendant la guerre civile, Alexis est l'un des dirigeants du mouvement des partisans dans le Caucase du Nord et il collabore régulièrement à la presse bolchevique. Son emprisonnement par les sbires de Denikine et son évasion sous les balles, ce ne sont là que

(7) *Aliocha* : diminutif d'Alexis.

(8) *P.O.S.D.R. (b)* : au deuxième congrès du parti ouvrier social-démocrate de Russie, en 1903, une scission se produisit ; la majorité (les bolcheviks) se prononçant pour un parti vigoureusement centralisé, la minorité (mencheviks), pour une centralisation beaucoup plus lâche. Il apparut bientôt que cette divergence d'organisation recouvrait une différence politique profonde, les mencheviks étant pour l'alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie libérale sous l'hégémonie politique de cette dernière, les bolcheviks pour l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie pauvre, sous l'hégémonie du prolétariat. Voir sur ce point l'édition de *Que faire ?* de Lénine au Seuil (collection politique), préparée par J.-J. Marie, notamment l'introduction et le dossier de la discussion. Le parti bolchevique se dénomma officiellement Parti ouvrier social-démocrate (bolchevique) jusqu'en 1918, lorsqu'il prit le nom de parti communiste.

l'un des nombreux épisodes au cours desquels il démontre son courage pendant cette période.

La guerre cesse enfin, et Alexis Kosterine peut se consacrer à son activité favorite, celle d'écrivain et de journaliste. Les années vingt virent l'essor de son œuvre. En dehors de son travail quotidien exténuant de journaliste, il écrit et publie quelques romans : *Lorsque la Volga dort* (1921), *Les débris des jours* (1926), *La forêt ou l'or vert* (1930) et des recueils de nouvelles : *Le pétrole vermeil* (1923), *A la cassure des jours* (1924), *Deux* (1924), *La petite année 18* (1924), *Dans le torrent des jours* (1924), *Cœur de marin* (1928) et *L'aviateur* (1928).

L'originalité du talent d'écrivain de Kosterine consiste en ce que chacune de ses œuvres repose sur un fait vécu qu'il décrit dans sa réalité, sans recourir à la fiction ni à l'invention. Mais la vision aiguë de l'écrivain fait que chacune de ses œuvres se lit avec un intérêt prenant. Il sait saisir dans le torrent des événements de l'existence le trait caractéristique, remarquable, typique. Il n'obéit à aucun canon littéraire rigoureux. Son souci primordial, c'est de décrire avec la plus grande précision possible le fait qui l'intéresse et de lui donner l'éclairage le plus objectif qu'il se peut. C'est pourquoi ses récits et ses nouvelles prennent parfois la forme du simple reportage, de l'article, de la discussion philosophique ou du vigoureux pamphlet politique. C'est cela qui lui donne son originalité et qui souligne la véracité de ses œuvres. Mais cette particularité, qui a rencontré un écho profond auprès des lecteurs, a causé bien des désagréments à l'auteur lui-même. Car c'est précisément la nature de l'œuvre de Kosterine qui l'a rendue inacceptable aux yeux des autorités.

À la fin des années vingt, on édite de moins en moins Kosterine ; pendant les sept premières années des années trente, deux petits volumes de sa plume seulement voient le jour, et encore sont-ils consacrés à la guerre civile : *La Volga en feu (Notes d'un partisan)* et un recueil de nouvelles, *Les jours mémorables*. Ses œuvres portant sur l'actualité ne faisaient pas l'affaire. Il ne pouvait décrire que ce qu'il voyait sous ses yeux, alors que l'on exigeait des écrivains qu'ils aillent « chercher », essentiellement dans les éditoriaux de la *Pravda*, dans les discours des « chefs », sinon même dans leur propre tête, ce que les détenteurs du pouvoir désiraient que l'on écrivît, puis écrire là-dessus comme s'il s'agissait de la réalité. Aussi les œuvres littéraires comme les reportages de Kosterine finissaient-ils dans les corbeilles à papier des rédactions. Au début du printemps 1934, il parcourut à pied toute la région de Kalinine, et adressa chaque jour son billet de correspondant aux *Izvestia*. Résultat : on le raya de la liste des « correspondants particuliers ». Et comment aurait-on pu ne pas le rayer ? Ses lettres quotidiennes traçaient, dans leur ensemble, un tableau qui n'était pas celui de la campagne dont parlaient bruyamment depuis plusieurs années les littérateurs caméléons. Au contraire, Kosterine montrait, de façon convaincante, en alignant des faits rigoureusement argumentés, que la campagne était restée, comme auparavant, le

royaume de l'obscurantisme, de l'inculture, du pillage et de l'iniquité. Il est parfaitement évident qu'un homme en quête de vérité, comme l'était Kosterine, non seulement ne pouvait faire un bon ouvrier de la presse stalinienne, mais encore devait apparaître dangereux au régime des brutes et des menteurs. Aussi, en mai 1933, fut-il arrêté. En 1937, on avait déjà arrêté et fusillé son frère aîné, Mikhaïl, « professeur rouge » de la première promotion de l'institut des professeurs rouges. Quant au second de ses frères, Vassili, il avait été exclu du Parti et licencié de son emploi...

La prison engloutit dix-sept années de la vie d'Alexis, avec son cortège de tortures bestiales, dans les camps d'extermination de Staline et de Beria, à Kolyma et en exil. Il n'était alors question d'aucune sorte de travail littéraire, même dans le genre épistolaire. Il était déjà difficile de survivre. Mais Alexis eut de la chance : il s'en tira. Et pourtant, sa famille subit des coups très durs : son frère Vassili périt, persécuté, abattu par la terreur. Son père, ouvrier métallurgiste hautement qualifié, mourut de faim. Sa fille aînée, Nina, mourut en combattant contre les envahisseurs fascistes. Elle laissa un journal qui constitue un document bouleversant de l'époque. Son âme pure et droite s'y exprime tout entière : ne croyant pas aux calomnies qui se déversaient sur son père, elle construisit sa vie en suivant l'exemple de celui-ci. Elle regarde les événements de la vie, les yeux grands ouverts, naïvement émerveillés. Ce qu'elle ne peut appréhender par la raison, sa conscience limpide, développée depuis la première enfance, le lui fait saisir. Et, ainsi, une lycéenne du rang, sans expérience de la vie et ignorant tout du métier d'écrivain, décrit avec beaucoup de relief et de façon convaincante le tableau de l'influence sinistre du stalinisme sur la vie de la société et de ses effets de décomposition morale. C'est pourquoi le *Journal de Nina Kosterina*, après sa publication dans *Novy Mir*, se répandit spontanément dans le monde entier, exactement comme le journal d'Anne Frank. Le journal de Nina n'est pas seulement un monument d'une époque, ce n'est pas seulement l'hymne triomphal d'une âme droite et pure, c'est en même temps un témoignage de gloire impérissable pour celui qui avait semé dans cette âme les semences d'idéaux élevés et nobles, le père de Nina, Alexis Evgrafovitch Kosterine. Seuls survécurent, dans la famille des Kosterine, sa mère, qui quitta le Parti aussitôt après l'arrestation de Mikhaïl, sa dernière fille Lena, et les filles de Mikhaïl et Vassili : Irina et Vera.

Sa mère, mourant dans les bras de son dernier fils, du dernier membre restant en vie d'une famille de révolutionnaires prolétariens jadis grande et unie, lui laissa en héritage la vie, une vie pour les hommes. Et Alexis écouta fidèlement ce testament maternel. Il reprit la plume et s'adonna entièrement à la lutte contre les illégalités et l'arbitraire, pour la démocratie et l'humanisme, pour la liquidation de l'inégalité de droits des petites nations, soumises pendant les années de la terreur stalinienne à des répressions injustes et cruelles et qui continuent à être victimes, aujourd'hui encore, de discrimination : les Allemands de la Basse-Volga, les

Tatares de Crimée, les Tchetchènes, les Turcs et quelques autres (9). Cette lutte qu'il entreprit lui valut son exclusion du Parti et toute une série de persécutions administratives, dont des perquisitions, des convocations au K.G.B., etc. Mais il ne l'abandonna pas pour autant, et obtint d'ailleurs quelques résultats : on le réintégra dans le Parti ; on édita, quoique sous une forme extrêmement mutilée, ses notes sur la vie dans les camps à Kolyma ; le recueil *Par les chemins neigeux*. *Novy Mir* publia deux de ses récits, *Moskva* un, et la revue *Iskousstvo* un de ses articles sur l'histoire de l'art.

Mais ce que l'on a publié de ses écrits ne représente qu'une partie fort mince de son activité créatrice de cette époque. L'édition soumise à la censure n'a pas publié ses œuvres essentielles, qui furent donc largement diffusés par le Samizdat. Ces textes représentent l'essentiel de cette période de son œuvre littéraire et sociale. Certains d'entre eux atteignent une grande vigueur dans le genre du publiciste et une grande force accusatrice. Il est difficile d'exagérer leur influence sur les esprits et les âmes des lecteurs. Des œuvres comme *Réflexions sur un lit d'hôpital* et *Méditations pour une nuit d'insomnie*, ou ce message tout à fait extraordinaire à un soldat tué sur le front : *A mon frère Kadyr Tarpi Djemilev, de sa sœur Goulkhane Tarpi Djemileva*, où l'histoire authentique d'une famille tatare de Crimée atteint aux sommets du *J'accuse* artistique, ces œuvres ébranlent le lecteur, elles l'enflamment d'une indignation indomptable contre les continuateurs vivants des hauts faits et des crimes de Staline, contre le système de l'arbitraire et des illégalités.

Il est bien évident que les staliniens ne pouvaient pardonner tout cela à Kosterine. Ils commencèrent à le persécuter sauvagement, alors qu'il était gravement malade. L'organisation du Parti des écrivains de Moscou prit part à cette persécution. Le cœur du vieux combattant, qui avait déjà tant souffert, ne put en supporter autant, et le dénouement tragique se produisit.

Après la mort de notre ami, nous avons appris que les staliniens, pour l'atteindre plus sûrement encore, avaient préparé un nouveau comp. Le 30 octobre 1968, le présidium de l'Union des écrivains avait décidé, à l'insu de Kosterine et des milieux littéraires, son exclusion de l'Union. Au cours des quinze dernières années, g'aurait été la troisième exclusion d'écrivains pour motifs politiques, la première étant celle de Pasternak, et la seconde exclusion d'écrivain décidée par la machine à l'insu des membres de base de l'organisation des écrivains (la première a été celle d'Oxman).

La sagesse orientale affirme : « *Même la vie la plus honnête s'efface de la mémoire des hommes sans laisser de trace, si elle n'est pas consacrée par une mort qui en soit digne.* » La mort d'Alexis

(9) Sur les persécutions dont tous ces petits peuples furent victimes, voir l'introduction de ce livre, pp. 53-54, et celle du chapitre VIII.



Kosterine a été digne de sa vie. Il est tombé comme un combattant, refusant de s'incliner devant l'ennemi. Pour protester contre les violations des principes léninistes dans le Parti et dans le pays, pour protester contre l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie, pour protester contre l'arbitraire qui le frappait, il rédigea, le 24 octobre 1968, une déclaration sur sa démission du Parti et renvoya sa carte de membre du Parti au Comité central. A cette occasion encore, alors qu'il se retrouvait au seuil même de la mort, il agit en véritable bolchevik-léniniste, en combattant, qui ne pense pas à lui-même, mais à ceux qui restent après lui. Il n'avait déjà plus assez de forces pour attaquer au corps à corps les ennemis de la cause pour laquelle il s'était battu toute sa vie, les usurpateurs qui avaient réussi, par le mensonge et la violence, à s'emparer des postes dirigeants dans le Parti auquel il s'était donné tout entier, sans réserve. Alors, tel un soldat, mortellement blessé sur le champ de bataille, il utilise ses dernières forces pour lancer son corps de moribond contre le portail de la place forte ennemie, afin d'aider ainsi ses camarades qui montent à l'assaut. Bolchevik-léniniste, il l'est resté à la veille même de sa mort. Voici les mots qu'il écrivit vingt-cinq jours avant de mourir : *« Je suis un soldat de l'armée révolutionnaire léniniste, un représentant de la génération qui a marché derrière Lénine, et c'est pourquoi, même au risque de ma vie, jusqu'à mon dernier souffle et même après ma mort, je me battrai pour les idées, pour la doctrine définies par Marx, Engels et Lénine. »*

Oui, Alexis Kosterine continue à combattre. Et il continuera à combattre, par ses œuvres, par son exemple de courage civique. Et son nom ne sera pas oublié, à la différence de bien des gens qui se vantent aujourd'hui dans la gloire. Ses amis et ses compagnons d'idées utiliseront son œuvre et son nom comme des armes pour atteindre au grand but : la victoire de la DEMOCRATIE, le triomphe d'une authentique et complète EMANCIPATION DE L'HUMANITE, le triomphe de l'HUMANISME.

*(Un groupe d'amis et de compagnons d'idées.)*

*(Lu à la morgue de l'hôpital Boltine  
par Anatole Jakobson.)*



## DISCOURS PRONONCES A LA MORGUE DE L'HOPITAL BOLTINE

### MOUARREM DJELIALOGLOU MARTYNOV

*(retraité vivant à Bekabada, poète populaire du peuple des Tatares de Crimée ; prononce un discours dans sa forme habituelle d'expression, en vers, dans sa langue natale)*

Camarades ! Pour accompagner dans sa dernière demeure le cher ami de notre peuple, Alexis Evgrafovitch Kosterine, je voudrais prononcer dans ma langue natale mes paroles d'adieu.

A A. E. Kosterine.

Oh, démocrate Kosterine ! Tu nous a quittés pour toujours !  
Quel sera désormais notre appui, à nous les Tatares proscrits !  
Tu n'es pas mort de ta belle mort : on t'a assassiné,  
Après t'avoir torturé dans les camps et les prisons.  
Tu n'as pas fermé les yeux devant l'arbitraire, mais, fidèle  
Aux préceptes de Lénine, tu as frappé l'ennemi en plein visage.  
« *Que notre Parti pratique la justice, et jamais alors  
N'existera le nationalisme...* », disait notre chef Lénine.  
Repose en paix, toi le plus noble des fils de la Russie !  
Ton souvenir palpitera toujours dans le cœur des Tatares.  
Adieu ! Adieu ! Toi, notre fidèle ami ! Alexis Evgrafovitch  
Kosterine, tu es pour nous comme un fils de notre peuple.  
Tu nous as revêtus de deuil, tu nous as faits orphelins,  
Tu as empli aujourd'hui de larmes les yeux des Tatares.  
Nous suivrons tes préceptes, comme la prunelle de nos yeux,  
A jamais nous garderons en nous tes cendres,  
Les Tatares de Crimée te seront à jamais reconnaissants,  
Et se préparent à devenir des combattants semblables à toi !

*(Traduit du tatar par Moustapha Abdouldjemil.)*

## SERGUEI PETROVITCH PISSAREV

(collaborateur scientifique (\*) à Moscou, membre du P.C.U.S. depuis 1920)

C'est avec un sentiment de vive douleur et avec un profond chagrin que nous accompagnons notre cher ami Alexis Evgrafovitch Kosterine sur son dernier chemin de douleur. J'ai travaillé avec lui dès les premières années de la révolution, et je suis fier d'être son ami ; il a toujours été dévoué au Parti, à la cause de Lénine, toujours été fidèle à ses principes. Lorsque commença, après la mort de Lénine, le processus d'abandon de la politique léniniste, Alexis Kosterine fut soumis à des persécutions cruelles et continues parce qu'il luttait contre cet abandon. Il lutta contre toutes les formes d'abandon de Lénine, mais surtout, avec beaucoup de vigueur et de courage, contre l'abandon de la politique léniniste des nationalités. Il lutta constamment pour les droits des petits peuples, pour le retour des Tatares de Crimée dans leur patrie millénaire, pour la restauration de l'autonomie nationale de ce peuple, ainsi que de celle des Allemands de la Basse-Volga.

Alexis Kosterine a posé devant deux congrès du Parti le problème de la restauration de l'autonomie nationale de ces peuples (10). Il considérait que l'abandon de Lénine, la violation des droits des petits peuples sapaient l'autorité et la puissance de notre Etat tout entier et déshonoraient, aux yeux de toute l'humanité, les grandes idées prônées par Marx, Engels et Lénine. La perte d'Alexis Kosterine est pénible et poignante pour ses parents, pour ses proches, pour tous ses amis, mais elle est pénible aussi pour les petits peuples de notre pays, pour tous les Soviétiques d'avant-garde.

Alexis Kosterine a immortalisé son nom, non seulement en tant qu'écrivain-bolchevik d'avant-garde, mais, plus encore, en tant que combattant pour les droits des petites nations. Nos enfants et nos petits-enfants ne retiendront pas les noms de quatre-vingt-dix-neuf sur cent des écrivains d'aujourd'hui, mais ils se rappelleront Kosterine, et ils seront éternellement fiers de lui. Et la cause pour laquelle il s'est tant battu, à la bolchevique, remportera une victoire totale. Tous les honnêtes gens d'avant-garde du pays — et au premier rang, nous tous, ses amis — nous continuerons cette œuvre : la lutte pour la restauration de l'autonomie nationale léniniste des Tatares de Crimée et des Allemands de la Basse-Volga. C'est un problème qui ne concerne pas seulement les nationalités déshéritées ! Non ! C'est notre affaire à nous tous, c'est une affaire d'honneur pour notre pays tout entier. C'est pourquoi la politique nationale léniniste triomphera inévitablement

(10) Les comptes rendus des congrès du P.C.U.S. depuis le XX<sup>e</sup> (1956) ne portent évidemment aucune mention de ces lettres. On ne peut savoir à quel congrès elles furent adressées. Le plus probable est que les congrès concernés sont le XXI<sup>e</sup> (1959) et le XXII<sup>e</sup> (1961). Elles n'ont jamais été publiées, et sans doute jamais diffusées dans le Samizdat.

dans notre pays. Et ce sera là le meilleur monument — et le monument véritablement éternel — en souvenir de notre bon Alexis Kosterine. Son souvenir, comme la cause à laquelle il a consacré sa vie entière, ne mourra jamais !

### **ABLIAMIT BORSEITOV**

*(instituteur à Syr-Daria ; parle en langue tatare)*

J'exprime d'abord ma compassion profonde à la compagne fidèle de notre cher Alexis Kosterine, à Vera Ivanovna Kosterine, à son petit-fils Aliocha, à sa fille Lena, à tous les parents et à tous les amis du défunt. Nous, Tatares de Crimée, nous nous affligeons en même temps que vous. Le meilleur témoignage de cette affliction et de la grande affection des Tatares de Crimée pour Alexis Kosterine, c'est le torrent de télégrammes qui ne cessent d'affluer de leur part, exprimant une grande et sincère tristesse.

Peut-être est-ce ici déplacé, mais je veux exprimer ma protestation indignée contre ceux qui, même après la mort de Kosterine, continuent à multiplier les coups bas qu'ils dirigent contre lui. Je vise par-là les obstacles dressés par les représentants des autorités pour empêcher le peuple d'exprimer son affliction et son profond respect pour ce grand homme, pour cet HOMME authentique.

Cela, c'est impardonnable ! Nous qui sommes ici, nous nous inclinons devant ces cendres qui nous sont chères, et nous jurons que nous nous battons avec plus de vigueur encore pour la cause pour laquelle le défunt a combattu. Et nous croyons que cette juste cause triomphera, que notre autonomie nationale sera rétablie et que, dans notre grand pays, l'illégalité sera abolie et que seront restaurées la JUSTICE, la LIBERTE, la DEMOCRATIE !

Que ne s'efface jamais le souvenir de ce combattant, qui est tombé dans le feu de la lutte pour ses idéaux, que ne s'efface jamais le souvenir de notre cher et inoubliable ami Alexis Evgrafovitch Kosterine !

*(Traduit du tatare.)*

### **RECHAT DJEMILEV**

*(ingénieur de la région de Krasnodarsk)*

Chers camarades,

La mort d'Alexis Evgrafovitch Kosterine frappe douloureusement de nombreux petits peuples de notre pays, dont un chauvinisme impérialiste a foulé et foule aux pieds les droits. Elle frappe douloureusement les Tchetchènes et les Ingouches, les Allemands de la Basse-Volga et les habitants de la lointaine toundra.

Elle représente pour nous aussi, Tatares de Crimée, un grand chagrin et une perte irréparable. Pour nous, Alexis Kosterine, c'est l'homme qui a organisé et dirigé l'avant-garde de l'intelligentsia soviétique pour venir en aide à la lutte que mène le peuple des Tatares de Crimée afin d'obtenir l'égalité des droits et son retour dans sa patrie natale : la Crimée.

En la personne d'Alexis Kosterine, la Russie vient de perdre l'un de ses meilleurs fils, grâce auxquels une amitié sincère entre le peuple russe et les autres peuples du pays reste possible. Je suis sûr que la grandeur d'un pays et de son peuple ne consiste ni dans l'occupation d'un pays étranger par des divisions blindées ni dans la décision d'imposer sa volonté à un petit peuple. Cette grandeur se définit aujourd'hui par le nombre de personnes capables de dire un NON catégorique à toute manifestation d'arbitraire, à toute violation des droits de l'homme, indépendamment des conséquences que cela risque d'entraîner pour lui personnellement. Tel était précisément Alexis Kosterine.

Depuis l'instauration du pouvoir soviétique, aucun écrivain soviétique — je le souligne — AUCUN ECRIVAIN SOVIETIQUE, même s'il a été trois ou quatre fois lauréat, n'a suscité autant d'amour, de respect, n'a connu autant de gloire parmi les Tatares de Crimée qu'Alexis Kosterine. Nous avons apprécié sa grandeur d'âme, sa noblesse d'esprit et son courage.

Le nom de Kosterine occupera toujours une place de choix dans le cœur des Tatares de Crimée.

Adieu, notre fidèle ami !

## DISCOURS PRONONCÉS AU COLUMBARIUM DE MOSCOU

**REFIK MOUZAFAROV**

(docteur ès lettres, professeur à Djamboul)

Camarades ! Ne me jugez pas mal si je prends la parole en gardant mon chapeau sur la tête. Ne jugez pas mal non plus ceux qui, se trouvant parmi vous, ne se sont pas découverts. La coutume de mon peuple, le peuple des Tatares de Crimée, veut que l'on garde la tête couverte, que l'on garde son chapeau lorsque l'on accompagne les morts à leur dernière demeure.

Les représentants de mon peuple qui ont pris la parole avant moi ont déjà signalé quelle profonde blessure a causée au cœur de notre petit peuple la mort d'Alexis Evgrafovitch Kosterine. En vérité, la douleur populaire est infinie. Parmi les Tatares de Crimée, on ne peut trouver un seul homme qui ne connaisse pas le nom d'Alexis Evgrafovitch Kosterine. Des vieillards aux petits enfants, ils le connaissent tous. Des légendes sur lui naissent déjà au sein du peuple, les poètes et les chanteurs le célèbrent déjà.

Je connais peu l'écrivain Kosterine. Le seul livre de lui qui ait paru dans les années d'après les camps de concentration — livre dont il dit lui-même que, après le travail effectué par la censure sur le texte, il en était sorti un volume « *pitoyablement inoffensif* » — et les trois nouvelles de lui qu'ont publiées des revues de Moscou ne donnent pas la possibilité de juger de l'écrivain de façon satisfaisante. Mais ce qu'il a fait pour notre peuple témoigne de la fine sensibilité de son âme. Et c'est là la qualité essentielle que doit avoir un écrivain pour mériter d'être appelé « *grand* ». Donc, c'était un écrivain véritablement grand, doué d'un talent capable de se frayer une voie même dans les circonstances incroyablement difficiles qu'a connues notre ami défunt. Et je promets d'user de toutes mes forces pour transmettre son héritage littéraire à mon peuple.

Je n'ai pas eu de chance. Je n'ai pas eu le temps de faire la connaissance de cet écrivain personnellement, de son vivant. Aujourd'hui, je regrette de ne pas avoir lâché toutes mes occupations pour venir exprès à Moscou, le voir. Mais on n'y changera rien maintenant. La seule chose que j'aie été capable de faire, c'a été d'apporter ici à ses cendres le témoignage de l'affliction de mon



peuple. Il m'est pénible, il est pénible à tout notre peuple d'avoir perdu un tel compagnon d'armes, un tel précepteur.

Nous qui restons, nous garderons son souvenir, nous nous battons pour la cause pour laquelle il a donné toute sa vie.

Que ta mémoire et ta gloire soient éternelles, notre cher ami !

### PIOTR GRIGORENKO

(licencié ès sciences militaires, Moscou)

L'héroïque guerre des Titans  
Et la honte des ennemis qu'ils vainquirent  
Ne sont rien devant le tribunal de l'esprit  
Et des siècles, face à la vaillance civique.

K. Ryleiev. Ode *Le courage civique*.

Oui, chacun est bien loin d'avoir reçu cette qualité en partage : *le courage civique*. Alexis Kosterine, dont nous accompagnons aujourd'hui le corps à sa dernière demeure, la possédait de façon organique.

J'ai vu sous mes yeux s'accomplir pendant la guerre d'héroïques exploits. Bien des hommes en ont accompli. Des soldats sans nombre sont allés à la mort sur le champ de bataille au nom de la victoire sur l'ennemi. Mais nombre de ceux-là même qui, au combat, se conduisirent en véritables héros, reculent, lorsqu'il est nécessaire de faire preuve de courage civique. Il faut avoir un profond amour des hommes, il faut haïr le mal et l'arbitraire, et croire, croire sans réserve dans la victoire de la justice, pour accomplir un exploit civique. Alexis possédait naturellement ces vertus. C'est pourquoi nous nous sentons aujourd'hui si lourdement accablés.

Chère Vera Ivanovna ! Chers Lena et Aliocha, chères Irma et Vera, chers parents du défunt ! Nous comprenons votre accablement et surtout le vôtre, Vera Ivanovna, vous qui fûtes sa compagne la plus proche. Nous comprenons l'accablement de sa fille Lena et de son petit-fils, élevé par vous, l'héritier du nom et de la cause de son grand-père : Aliocha Kosterine. Nous comprenons le chagrin d'Irma, pour qui la disparition d'Alexis Kosterine n'est pas seulement la disparition du frère de son père fusillé, mais celle de l'homme sur lequel elle avait reporté son amour filial. Mais croyez aussi que notre affliction à nous, ses amis et ses compagnons de lutte, est très profonde. Nos rangs viennent de se clairsemmer, et nous ne pouvons en rien compenser la perte que nous venons de subir. Nous sentirons longtemps dans nos rangs une brèche immense et dans nos cœurs une peine inextinguible.

Voilà pourquoi, en vous exprimant mes condoléances les plus sincères, j'exprime en même temps mes condoléances à tous ses amis, à l'ensemble du mouvement démocratique, et en particulier à tous ceux qui se battent pour l'égalité des droits des petites

nations. Ils ont perdu en Alexis Kosterine un défenseur passionné et indomptable, un homme qui mettait dans ce combat tout son esprit et toute son âme. Je vois ici des représentants de nombreuses petites nations. Ils seraient beaucoup plus nombreux encore si les gens avaient été informés à temps de la mort d'Alexis Kosterine. Mais, malheureusement, notre presse n'a pas cru bon d'en communiquer la nouvelle et le télégraphe a pris soin que certains télégrammes n'aillent point trop vite. C'est ainsi que, à Ferghana (11), notre télégramme n'est arrivé qu'hier soir. C'est pourquoi, en vous exprimant toutes mes condoléances, je ne peux pas, en même temps, ne pas exprimer mon indignation et mon mépris envers ceux qui ont tenté, par tous les moyens, de nous empêcher de donner à cet homme les funérailles qu'il méritait.

Chers camarades ! Mon âme gémit de douleur. Et je pleure en même temps que vous. Je compatis tout particulièrement avec vous, représentants du peuple des Tatares de Crimée, qui a tant souffert. Nombreux étaient, parmi les hommes de votre peuple, ceux qui connaissaient Alexis Kosterine et qui se sont liés d'amitié avec lui. Il fut toujours avec vous et parmi vous. Il restera avec vous. Je pense que Noufret, qui me téléphonait hier de Ferghana, a exprimé l'opinion générale de votre peuple en me disant : « *Nous ne reconnaissons pas sa mort. Il vivra toujours au milieu de nous.* » Vous savez qu'Alexis Kosterine avait un profond amour pour votre peuple. Ce n'est pas un hasard s'il a légué ses cendres au peuple des Tatares de Crimée. Et nous — Vera Ivanovna et tous ses amis — nous exécuterons ce vœu testamentaire : nous transporterons en Crimée l'urne contenant ses cendres, dès que l'autonomie des Tatares de Crimée sera rétablie sur la terre de leurs ancêtres. Croyez-moi, Kosterine continuera à se battre pour la réalisation de cet objectif. Nous espérons aussi que, parmi les écrivains soviétiques, il se trouvera des gens capables de reprendre l'étendard brandi par Kosterine et de mener la lutte pour l'égalité des droits des petites nations, pas seulement aux États-Unis, en Amérique latine et en Afrique, mais aussi chez eux, dans leur propre pays.

Il y a très peu de temps que je connais Alexis. Il y a moins de trois ans. Mais j'ai passé à ses côtés une vie tout entière. Mon ami le plus proche m'a dit, du vivant même d'Alexis Kosterine : « *C'est Kosterine qui t'a créé.* » Et je ne le contestai pas. Oui, il m'a créé : du révolté que j'étais, il a fait un combattant. Et je lui en serai reconnaissant jusqu'à la fin de mes jours. Je me rappellerai chaque pas que j'ai fait avec lui. Nous étions inséparables, même lorsque la réalité nous séparait. Je puis dire que je connais toute la vie de cet homme et que j'approuve chacun de ses pas, chacune de ses pensées. Et il m'a donné le droit de me nommer l'un de ses amis les plus intimes.

Que puis-je dire de lui, moi qui fus son ami le plus proche ? Qu'est-ce donc qui m'a attiré vers lui avec tant de force ?

(11) *Ferghana* : capitale de la « *région de Ferghana* », territoire enclavé dans la république de Kirghizie, au sud-est de l'Oural.

Avant tout, c'est son humanité, son amour inépuisable pour les hommes, sa foi en eux, sa foi dans l'idée que l'homme a été créé pour marcher sur terre la tête haute et non pour ramper soit devant la puissance de l'argent, soit devant les « *autorités* », soit devant les « *détenteurs* » du pouvoir. Pour Kosterine, l'homme est un être pensant. C'est pourquoi, par sa nature même, il aspire à la connaissance, c'est-à-dire à la capacité d'apprécier la réalité de façon critique, de déduire ses propres conclusions et d'exprimer librement ses opinions et ses vues. Il était, lui, un homme de ce calibre ; c'était un penseur qui jetait un regard aigu sur l'existence. Et c'est pour ce trait de caractère que le haïssaient ceux qui considèrent que les hommes n'existent que pour servir d'« *écho* » aux « *chefs* », pour les applaudir, pour leur crier « *hurrah !* », pour croire aveuglément en eux, pour prier pour eux, pour subir sans murmurer leurs avanies et grogner de satisfaction si l'on verse dans leur auge un peu plus de soupe que dans celle du voisin, et une soupe plus épaisse.

Alexis répondait à ces animaux à forme humaine par la plus totale réciprocité. Il ne les considérait pas comme des hommes et pensait que l'humanité se débarrasserait un jour à tout jamais de cette tourbe humaine. Il ne se contentait pas de haïr ces gens-là, il haïssait aussi les usages mêmes qu'ils avaient créés. Il ne cessait de répéter les mots de Lénine : « *Il n'y a rien de plus cruel et de plus impitoyable que la machine des fonctionnaires et des bureaucrates.* » C'est pourquoi il considérait qu'un communiste n'avait pas de tâche plus importante que la destruction de cette machine. Mais ce n'était pas un « *extrémiste* », dans le sens aujourd'hui courant de ce terme : révolté-destructeur. Il était persuadé que l'œuvre de destruction de cette machine ne pouvait consister en une action violente et soudaine, mais qu'il s'agissait d'une œuvre de longue haleine, liée à la liquidation des préjugés séculaires et de l'admiration mystique du gouvernement, à la liquidation de l'idée aveugle que les hommes ne peuvent exister que sous surveillance, que si leurs pensées et leur volonté sont écrasées par une force extérieure. Autrement dit, la destruction de la machine des fonctionnaires et des bureaucrates, c'est avant tout le produit d'une révolution dans les esprits, dans la conscience des hommes, ce qui est inconcevable dans les conditions du totalitarisme. C'est pourquoi l'objectif essentiel, aujourd'hui, c'est le développement d'une authentique *démocratie léniniste*, une lutte sans compromission contre le totalitarisme, qui se dissimule sous le masque de la prétendue « *démocratie socialiste* ». C'est à cet objectif qu'il consacrait toutes ses forces.

L'exemple de la vie, de la mort et des funérailles de Kosterine nous montre aujourd'hui à quel point était juste la caractérisation que Lénine donnait du visage moral de la machine bureaucratique et administrative. Dans les conditions de la domination de cette machine, chacun de ceux qui assistèrent à la réunion du Parti consacrée à l'examen du « *cas personnel de Kosterine* », qui écoutèrent en silence les calomnies déversées sur leur camarade de parti en sachant qu'il se trouvait au bord de la tombe, et qui

votèrent ensuite son exclusion en comprenant qu'il ne s'agissait pas seulement d'un coup moral et psychologique porté à un homme gravement malade, mais de la sanction de persécutions ultérieures, pourrait dire : « *Mais que pouvais-je faire tout seul ?* », et s'endormir paisiblement après avoir ainsi apaisé sa conscience. Ces gens, élevés, non dans un esprit de responsabilité personnelle à l'égard de tout ce qui se passe dans le monde, mais dans une obéissance aveugle aux « *instructions* », ne réaliseront pas qu'ils ont participé au *meurtre d'un homme*, car ils n'ont pas seulement traumatisé un homme malade, ils ont également voulu le priver de la faculté essentielle qui fait un homme : le droit de penser.

Et ceux qui organisèrent l'exclusion de Kosterine du Parti, puis, comme des voleurs, tentèrent, dans le plus grand secret, de le priver du titre d'écrivain ou, plus précisément, des avantages qui découlent du droit d'être inscrit avec le titre d'écrivain sur les registres bureaucratiques, que diront-ils, ceux-là ? Ils ont reçu des « *instructions* », et puis, avec des airs de seigneurs, ils ont entrepris de procéder à la « *dégradation* », sans même comprendre que la qualité d'écrivain s'acquiert par d'autres voies que par le dépôt d'une candidature à l'Union des écrivains. Ils ont oublié, ou peut-être ne savent-ils pas, que ni Pouchkine ni Tolstoï ne furent membres de cette organisation. Ils ont tant de confiance dans la force de leurs décisions bureaucratiques qu'ils ont tenté de priver du titre d'écrivain un poète de notre pays aussi grand que Pasternak (12). Ils ne comprennent pas que, même sans leur Union, Soljenitsyne reste un grand écrivain (13), et que ses œuvres traverseront les siècles, alors que leurs productions bureaucratiques, en l'absence d'écrivains comme Pasternak et Soljenitsyne, ne seront que fadaïses, dépourvues d'intérêt pour qui que ce soit.

Il ne leur est pas venu à l'esprit que, pour tout écrivain authentique, il est plus agréable de partager le destin de Pasternak et de Kosterine que de siéger auprès de gens comme Voronkov et Iline. Bien des choses leur sont encore incompréhensibles, à ces petites vis de la machine bureaucratique-administrative dans le domaine de la « *littérature* ». Ils n'auront même pas de remords de conscience. Et alors ? Ils ont « *rempli leur devoir* » ; ils ont fait tourner les roues d'une machine qu'ils ne conduisent pas. Un homme est mort en conséquence de leur activité. Qu'est-ce qu'ils ont donc à y voir ?

Personne n'est responsable. Ils ont tous la conscience tranquille. Même le directeur de la salle de restaurant qui, la veille des obsèques, avait accepté notre demande de réservation de la salle pour le repas de funérailles et qui, deux heures avant les obsèques, a refusé catégoriquement de louer la salle et nous a rendu nos arrhes, après avoir reçu la visite de deux individus porteurs d'un livret bleu. Même le directeur du columbarium, qui, sous la direction d'un mystérieux individu en civil, a essayé de raccourcir le délai

(12) Allusion à l'exclusion de Pasternak de l'Union des écrivains en 1958.

(13) Allusion à la campagne menée contre Soljenitsyne. Voir plus haut les lettres de Soljenitsyne (pp. 188-193) et de Tchoukovskaïa (pp. 221-230) à ce propos.



d'une demi-heure qui nous était imparti (délai double que nous avions payé). Même ces innombrables types de la police en uniforme et épaulettes, qui se profilaient sans cesse sous nos yeux, assombrissant de leur présence les minutes déjà lourdes de nos adieux mélancoliques, tous ces gens-là ont la conscience tranquille ! Tous, ils ont « exécuté les instructions » reçues, bien qu'aucun d'entre eux ne sache précisément de qui elles émanent. Chez un seul homme, le travailleur de la morgue, qui, obéissant lui aussi aux instructions du même mystérieux individu, nous a remis le corps du défunt, non point à l'heure fixée, mais vingt minutes avant le départ de la morgue, chez lui seulement est apparu quelque chose d'humain, une fois qu'il a écouté les discours prononcés par quelques amis de l'écrivain bolchevique ; et, une expression d'interrogation inquiète sur le visage, il nous a déclaré : « *Comprenez, s'il vous plaît, que je n'ai pas fait cela de ma propre volonté.* »

Voilà ce qu'est cette machine, cette machine mue par nos propres mains et nos propres têtes, qui nous écrase impitoyablement, qui anéantit les meilleurs représentants de notre société, qui innocente chacun, qui débarrasse chacun de la responsabilité des crimes qu'il commet et libère ses serviteurs des soucis de leur conscience. Machine effrayante, cruelle et inhumaine.

C'est précisément à la lutte contre cette machine que Kostérine a consacré toute sa vie. C'est précisément contre elle qu'il a tenté de protéger les gens. Et les gens se joignaient à lui, se plaçaient à ses côtés, le protégeaient eux-mêmes. Ni le problème des nationalités ni le problème de l'opposition entre pères et fils n'apparaissaient dans le cercle qu'il animait. Ukrainiens, Allemands, Tchèques, Turcs, Tchetchènes, Tatares de Crimée et bien d'autres nationalités (on ne peut les énumérer toutes) trouvaient un accueil chaleureux dans sa maison. Il avait beaucoup d'amis intimes parmi eux, et surtout parmi les Tatares de Crimée, les Tchetchènes et les Ingouches. C'était la même chose en ce qui concerne les générations. Outre des personnes de sa génération, il avait des amis parmi les gens de quarante ans et parmi les jeunes, comme ce théoricien de la physique, plein de talent, poussé dans la tombe à l'âge de vingt-huit ans par la machine bureaucratice-administrative, Valentin Pavlioutchouk, et Volodia Boukovski, qui purge aujourd'hui une peine de travaux correctifs dans un camp à régime sévère pour avoir organisé une manifestation sur la place Pouchkine pour la défense de Galanskov, de Guinzbourg et de leurs amis (14)... sans compter bien d'autres jeunes gens encore que je ne nommerai pas, pour des raisons bien compréhensibles.

Dans un discours funèbre, il est impossible de dire tout sur un homme tel que le défunt, surtout lorsque la tristesse vous étreint la gorge et que vous étouffe la colère contre les assassins de ce

(14) Il s'agit de la manifestation du 22 janvier 1967, dont parlent l'introduction (p. 67) et la lettre de Vadim Delaunay, reproduite pp. 371-378.



remarquable communiste, de ce démocrate-internationaliste, de ce combattant indomptable pour la dignité de l'homme, pour les *droits de l'homme*, lorsque les domestiques des assassins tentent de vous interrompre, de ne pas vous laisser dire jusqu'au bout tout ce qui veut jaillir du fond du cœur.

En faisant ses adieux à un défunt on dit, d'ordinaire : « *Repose en paix, cher camarade !* » Je ne dirai pas ces mots-là. D'abord parce qu'il ne m'écouterà pas. Il continuera, de toute façon, à se battre. Ensuite, je ne puis absolument pas me passer de toi, Alexis. Tu t'es installé en moi. Restes-y. Je ne puis vivre sans toi. Aussi, ne te repose pas, Aliochka ! Combats, Aliochka ! Balaye toute cette tourbe qui veut faire éternellement tourner cette maudite machine, contre laquelle tu t'es battu toute ton existence durant. Nous, tes amis, nous ne resterons pas à la traîne.

LA LIBERTE TRIOMPHERA !

LA DEMOCRATIE TRIOMPHERA !

LA CRIMEE ACCUEILLERA TES CENDRES.

## DISCOURS PRONONCÉS AU REPAS DE FUNÉRAILLES

### PIOTR IAKIR

*(historien, Moscou ; fils du commandant I. E. Iakir assassiné par Staline ; Piotr lui-même, en tant que fils d' « ennemi du peuple », a passé dix-sept ans en camp de concentration, de 14 à 31 ans)*

On a déjà dit beaucoup de choses justes sur le défunt. Moi aussi, j'étais tout simplement épris d'Alexis Kosterine, et je voudrais maintenant — et je le pourrais — parler de lui sans m'arrêter, je voudrais rappeler mes rencontres et mes discussions avec lui, qui me paraissent aujourd'hui avoir été bien rares. Lors de mon dernier rendez-vous avec lui, je suis même arrivé en retard. J'étais venu le voir sur son invitation, alors qu'il n'était déjà plus possible d'avoir une conversation avec lui. Mais je ne volerai pas leur temps à ceux qui attendent leur tour pour épancher leur douleur devant leurs amis. C'est pourquoi je ne décrirai qu'un trait de caractère d'Alexis Kosterine, trait de caractère que, personnellement, je ne découvre chez personne de sa génération. Je veux parler de sa fidélité à ses idéaux.

Il a conservé une fidélité inébranlable et sans tache à ces idéaux, depuis sa prime jeunesse jusqu'à son dernier soupir, jusqu'au dernier moment, où il serra le poing pour demander de l'oxygène, alors qu'il ne pouvait déjà plus parler. Je sais que, parmi les millions d'hommes impitoyablement anéantis par la machine d'extermination stalinienne, il y en a eu beaucoup (et peut-être la majorité) qui ont franchi le Styx en gardant leur foi dans le marxisme-léninisme. Mais de nombreux représentants de cette génération ont survécu. Et la majorité de ces survivants n'ont même pas été victimes de la répression. Et pourtant, tous, j'insiste bien TOUS, ONT TRAHIS LEURS IDEAUX. Quelques isolés, tapis dans leur coin et gardant leur foi au fond de leur cœur, ne peuvent modifier cet effrayant tableau de la dégénérescence d'une génération tout entière. Ceux qui représentent effectivement cette génération parlent, bien entendu, d'« idéaux sacrés » auxquels ils jurent fidélité, mais ils servent fidèlement les staliniens, qui se moquent en général des idéaux, quels qu'ils soient. Nombreux sont les larbins qui espèrent recevoir quelques restes des bons morceaux qui tombent de la table du festin de nos dirigeants. La morale chrétienne a très judicieusement qualifié des individus de cette

sorte de PHARISIENS. D'autres se conduisent de la même manière par peur. Il s'agit là d'une espèce assez répugnante de tartufes et d'hypocrites, qui, lors des réunions, disent une chose — ils louent et encensent le pouvoir — et retournent leur veste pour critiquer ce dernier dans les conversations entre gens de confiance. Puis, après s'être ainsi défoulés, nombre d'entre eux, sentant le danger, ne manquent pas de dénoncer leurs interlocuteurs confiants.

La majorité est composée de fanatiques et de petits-bourgeois. Ces gens, qui n'ont jamais rien lu des œuvres des créateurs de la théorie marxiste-léniniste, sont truffés de préjugés jusqu'au cou, et prêts à décorer du nom de marxisme-léninisme, de socialisme, de communisme et d'autres « ismes » n'importe quelles balivernes, pourvu qu'elles soient ainsi qualifiées par les autorités. Ces gens-là sont toujours prêts à soutenir le pouvoir dans toutes ses entreprises, même celles qui sont dignes des Cent-Noirs (15), et même à aller plus loin que lui. Ce sont eux qui criaient à Ponce-Pilate : « *Crucifie-le !* ». Ce sont eux aussi qui, inondant comme un raz de marée les rues des villes et des villages, exigeaient en hurlant l'exécution des « *ennemis du peuple* ». Ils ont également sévi contre Kosterine, dans l'organisation du Parti à laquelle il appartenait comme au présidium de l'Union des écrivains.

Comment ne pas être frappé par la force d'âme d'un homme qui a conservé ses convictions au beau milieu de cette masse obscure de gens gangrenés de préjugés et d'idées préconçues, des tortures de la « *maison de Vaskov* » (16), l'effroyable prison de Magadan, dans laquelle Alexis Kosterine s'est vu enfermé en mai 1938, du camp de Kolyma et de l'action « *éducatrice* » des pharisiens, des tartufes et des hypocrites, des hululements des fanatiques et des petits-bourgeois ? En considérant l'exemple que nous donne la vie de cet homme, on ne peut pas ne pas dire : « *Vraiment, c'était une génération vigoureuse que celle des hommes d'Octobre !* »

J'aimais Alexis Kosterine, et comme un homme ayant une grande âme, et comme CITOYEN. Une certaine communauté dans notre destinée a sans doute joué quelque rôle dans la formation de ce sentiment. Mais je l'aimais tout particulièrement pour la clarté de sa pensée, pour sa fidélité à ses idéaux. Ce n'est pas un secret que nombre de ceux qui ont subi les mêmes épreuves qu'Alexis Kosterine ont perdu la foi dans les idéaux pour lesquels ils s'étaient battus dans leur jeunesse. Ils ont rendu responsables de ce qui leur est arrivé, non seulement les hommes, mais les idées.

Alexis Kosterine en avait tiré d'autres leçons. Au cours d'une de nos conversations, il m'a dit à peu près ce qui suit :

« *Pas plus qu'aucun autre système d'idées, le marxisme-léninisme n'est idéalement pur, homogène comme du cristal, ni vrai*

(15) *Cent-Noirs* : voir la note II, page 250.

(16) *Maison de Vaskov* : nom donné à la prison centrale de Magadan, capitale des camps de Kolyma, du nom de son fondateur, le commandant Vaskov ; voir Varlam Chalamov, *Récits de Kolyma*, o. c., p. 91.

dans tous ses détails et dans toutes ses parties. Il porte en lui la marque de l'individualité de ses créateurs (qui étaient des hommes et non des dieux) et de l'époque où il a été créé (et, nous le savons, les époques changent). Il n'y a donc rien d'étonnant si des hommes qui se spécialisent dans ce travail trouvent dans les œuvres de Marx, d'Engels et de Lénine toutes les citations nécessaires pour justifier les actions les plus noires de tous les Staline, de tous les Khrouchtchev et de tous les Brejnev. C'est une opération très facile à réaliser chez nous, étant donné la méthode de citation qu'on y emploie, méthode qui consiste à châtrer la pensée qui s'y exprime en tête comme en queue et même au milieu du passage cité, l'opération pouvant se répéter plusieurs fois. Il est même assez fréquent que l'on complète la citation par des propos parfaitement étrangers au texte original. Et cette opération s'effectue impunément, car, dans notre pays, aucun organe de presse n'oserait se dresser contre de telles falsifications. L'on y trouve d'ailleurs à la pelle des volontaires prêts à se charger de distribuer cette cuisine toute préparée.

C'est précisément cette spéculation sur des idées et sur des noms sacrés pour notre peuple qui a créé la base « morale » sur laquelle se sont développés dans le passé le stalinisme, et aujourd'hui le néostalinisme. Même à moi, il m'a été difficile de me débarrasser de cette hallucination. J'ai, moi aussi, considéré longtemps la politique menée consciemment afin d'implanter la dictature personnelle de Staline comme une série de fautes de détail des organismes locaux et centraux du Parti et des soviets. Et je me battais contre ces « erreurs » et ces « déviations » de « détail ». Le plus souvent, je me tirais de ces combats avec des « plaies et des bosses », mais parfois la chance me souriait, et je me lançais de nouveau à l'assaut des « moulins à vent », absolument persuadé que c'était en cela précisément que consistait mon devoir de membre du Parti. Ce n'est qu'à partir de 1934, tout particulièrement à partir de l'assassinat de Kirov, que j'ai commencé à avoir des doutes. Mais la voile n'est définitivement tombé de mes yeux que dans la « maison de Vaskov ». C'est alors seulement que j'ai enfin compris que le marxisme-léninisme avait été enterré dans notre pays et que le parti de Lénine était anéanti. »

Je laisse de côté le problème de savoir si sa conclusion finale est juste ou non. Mais je ne peux pas ne pas m'incliner devant l'intégrité de cet homme, devant sa pureté de cristal, devant son courage et sa force d'âme incroyables, tout simplement colossaux. Représentez-vous donc un homme persuadé que, sous le masque de la doctrine qu'il professe, des hommes, pour qui rien n'est sacré, dirigent le pays. Représentez-vous que cet homme sait que ces dirigeants ne reculeront devant rien pour fermer la bouche à quiconque tente de les démasquer. Et si l'on ajoute que, non content de savoir cela, il a encore subi les tortures de la « maison de Vaskov » et de nombreuses années de camp à Kolyma !

Si vous vous êtes représenté tout cela, alors inclinez une fois encore la tête devant Alexis Kostérine. Sans avoir eu littéralement le temps de reprendre ses esprits de tout ce qu'il avait subi, il



intervient en faveur des Tchetchènes et des Ingouches. Et aussitôt, la meute des pharisiens et des tartufes, des hypocrites et des fanatiques lui tombe dessus, toute la petite-bourgeoisie militante et les autorités lui tombent dessus. On l'exclut de nouveau du Parti et il attend son arrestation d'une minute à l'autre. Quelle épreuve à peu près incompréhensible pour quelqu'un qui n'aurait pas passé par la « maison de Vaskov » et par Kolyma, ou par d'autres de ces camps qui se sont tant multipliés chez nous ! Mais Kostérine a supporté cette nouvelle épreuve. Il s'est trouvé des communistes pour prendre sa défense, lui éviter la prison, et obtenir sa réintégration dans le Parti. A tous ces militants, et surtout à une communiste, dont je ne cite pas le nom, car je ne suis pas autorisé à le faire, il a gardé reconnaissance jusqu'à son dernier jour.

Même après cette terrible épreuve morale, Alexis Kostérine est de nouveau entré en lutte pour ses idéaux. Il est intervenu pour la défense des Allemands de Basse-Volga, des Tatares de Crimée et d'autres petits peuples, il est intervenu contre la renaissance du stalinisme... mais comment pourrais-je énumérer tout ce que cet homme au cœur à demi brisé, mais à l'âme forte, a pu faire ? Il a tenté de nous faire partager sa foi, à nous, ses amis et ses compagnons d'armes. Je me souviens que, dans l'une de nos conversations, il opposa à nos objections les arguments suivants :

*« Bien sûr, les prétendus pays capitalistes avancés nous ont devancés d'une époque entière sur la voie du développement social. Ils satisfont beaucoup mieux que nous les besoins matériels et spirituels de leurs citoyens, ils garantissent mieux le libre développement de la personnalité. Mais est-ce qu'ils ont réalisé un idéal ? Est-ce que là-bas, l'homme qui se trouve dans des conditions de vie insatisfaisantes par la naissance ou du fait de circonstances malheureuses peut espérer s'arracher au cercle vicieux dans lequel il est enfermé ? Est-ce que l'on a créé là-bas des conditions égales pour le développement de chacun ? Est-ce que là-bas, la misère et les vices ont complètement disparu ? Est-ce que là-bas, on a liquidé l'inégalité sociale, nationale et raciale ? Alors, que proposez-vous donc comme alternative à ce régime, qui, nous le voyons, est loin d'être parfait ? »*

Il resta silencieux quelques minutes, puis répondit lui-même :

*« La seule alternative à ce régime et au « socialisme » stalinien, c'est le socialisme marxiste-léniniste, épuré de la boue, régénéré et se développant dans la liberté. »*

Quelle ne fut pas sa joie lorsque commença le renouveau démocratique de la Tchécoslovaquie ! Recevant des nouvelles sur le processus de démocratisation sociale dans ce pays, il s'exclamait à tout bout de champ : « Ah, vous voyez ! Qu'est-ce que je vous avais dit ! La voilà, l'alternative, et au capitalisme, et au stalinisme ! » Il avait une confiance sans réserve dans le P.C. tchécoslovaque et dans le peuple tchécoslovaque. Il répétait : « Ah, la Tchécoslovaquie, ce n'est pas la Russie ! Là-bas, le peuple sait ce que c'est que la démocratie ! Il ne supportera pas éternellement la barbarie qu'on lui a imposée. Staline a fait une gaffe — ajoutait-il ironiquement, après une pause — il a avalé un morceau que son estomac de



*barbare ne peut pas digérer. La Tchécoslovaquie, ce n'est pas Touva (17) ou la Mongolie ! C'est un pays européen avancé, aux traditions démocratiques les plus riches. Je pense que la petite Tchécoslovaquie aura assez de forces morales pour entraîner sur sa voie le grand monde socialiste tout entier. »*

L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie le marqua terriblement. Je crois que cette intervention a considérablement rapproché l'issue fatale en chargeant son cœur d'un poids trop lourd. Il a suivi toute l'évolution des événements en Tchécoslovaquie. Il voulait, semblait-il, barrer la route à la maladie qui le clouait sur son lit pour voler vers ce peuple, en lequel il croyait, et devenir un soldat dans ses rangs. Jusqu'à sa mort, jusqu'à son dernier souffle, il a cru en la victoire du peuple tchécoslovaque, parce qu'il croyait en la force des idées qui éclairent la route sur laquelle s'est engagé ce peuple et qui ont éclairé toute sa vie.

Je m'incline une fois encore devant cette force d'âme incroyable, stupéfiante, devant ce courage et devant cette fidélité à ses idéaux. Je vous demande de m'imiter.

C'était un homme comme j'aimerais en être un, et comme je désirerais que soient mes proches et mes amis.

### **KHALID DOUDAIEVITCH OCHAEV**

*(écrivain, membre du P.C.U.S. ; citoyen de la république des Tchetchènes-Ingouches)*

Chers camarades,

On ne peut que s'incliner devant la vie et la mort d'Alexis Kosterine. Moi aussi, je souhaiterais achever ma vie sur cette terre comme il a achevé la sienne, et je souhaiterais que l'on m'accompagne à mon ultime demeure avec la même chaleur.

De tous ceux qui prennent ici la parole je suis, hélas, le plus vieux ; une amitié de cinquante ans m'a lié à Alexis Kosterine. En 1918, il fut envoyé de Bakou à Grozny dans un détachement de soixante militants, composé pour moitié de matelots, pour y renforcer le travail du Parti et des soviets. C'était l'un des vingt-six commissaires du peuple de Bakou (18), Ivan Fioletov, qui l'avait envoyé. J'ai fait la connaissance de Kosterine après une centaine de jours de combats ininterrompus qui s'achevèrent en

(17) *Touva* : république autonome sur la frontière mongole.

(18) En août 1918, la ville de Bakou, contrôlée par les bolcheviks, tomba entre les mains des troupes anglaises et d'une coalition de socialistes-révolutionnaires et de mencheviks, soutenue par les troupes britanniques. Les mencheviks et les S.-R. arrêtèrent les 20 commissaires du peuple de Bakou (Azerbaïdjan) et les livrèrent aux troupes anglaises qui les fusillèrent. Parmi eux se trouvaient S. Chaoumian et A. Djaparidzé.

novembre 1918. La plus profonde amitié naquit bientôt entre nous ; elle dura jusqu'à ses derniers jours ; elle dura cinquante ans.

Que peut-on dire de lui en quelques mots, et que toute mon expérience de cinquante années confirme ? C'était un combattant léniniste courageux et inflexible. Tel il était le jour où nous fîmes connaissance, et tel il fut pour affronter la mort. J'en apporterai quelques exemples tirés de notre jeunesse commune. En février 1919, les armées de Denikine occupèrent Grozny. Alexis était alors cloué au lit par le typhus. Il réussit cependant à se dresser « *comme le vent* » sur ses propres jambes, et à se replier avec tout le monde sur la Tchetchénie. Plus de 5.000 hommes, holcheviks, responsables des soviets de Grozny, soldats rouges, cadres ouvriers, se replièrent de la sorte. Ils formèrent, dans les montagnes de Tchetchénie, un fort détachement de partisans. Alexis fut désigné comme adjoint au commandant du détachement pour les problèmes opérationnels. Cette responsabilité l'amena à participer à de nombreuses escarmouches avec les Blancs. Alors que les Blancs occupaient la moitié de l'Ukraine, tout le sud de la Russie et qu'ils avançaient déjà sur Toula, il subsistait dans les montagnes tchetchènes une petite tache, un territoire sur lequel était préservé le pouvoir soviétique. Le drapeau rouge ne cessa jamais d'y flotter. Dans la mer démontée de l'offensive de Denikine, les partisans tchetchènes et le détachement de partisans russes défendirent le drapeau rouge, et repoussèrent l'ennemi qui les attaquait de tous côtés. C'était Alexis Kosterine qui dirigeait alors les actions militaires du détachement de partisans russes. Je me souviens fort bien d'une grande bataille qui se déroula dans le bourg de Vosdvijski, le 31 janvier 1920. Un détachement de Blancs de douze cents baïonnettes et sabres encercla un groupe de partisans d'environ trois cents baïonnettes, qui se tenait en avant-poste à l'entrée du défilé d'Argouni.

Les trois cents se battirent de l'aube jusqu'au plus profond de la nuit. Leur destin paraissait scellé. Mais, venant du sud, les montagnards tombèrent sur les Blancs. La ligne des Blancs fut rompue, et les combattants rouges qui avaient survécu s'engouffrèrent dans cette brèche, emportant avec eux leurs blessés (environ 40) et 33 morts. N.-F. Guikalo, l'Ingouche Soultan Doudaev, qui trouva la mort dans ce combat, et Alexis Kosterine dirigèrent cette opération. Kosterine y fut sérieusement blessé (une balle lui arracha la racine du nez), mais il n'abandonna jamais la première ligne. Le groupe se replia dans l'ancienne forteresse tsariste de Chatoï. Des témoins m'ont raconté que, lorsque le détachement entra par le portail de la forteresse, Alexis Kosterine marchait en tête, au pas cadencé. Sa tête était entourée d'un chiffon sanglant, et ses pieds, sans chaussures, étaient enveloppés dans des bandes sales cerclées de bouts de ficelle. Et le détachement entra en chantant. Voilà ce qu'était le jeune Kosterine.

Bientôt, le pouvoir soviétique s'installa dans le Caucase du Nord. Alexis Kosterine fut nommé commissaire à la guerre de la Tchetchénie. Puis il travailla à Vladicaucase, puis à Kabarda.

Il se mit à écrire des essais, des récits. C'est alors qu'il écrivit son premier livre : *Dans les montagnes du Caucase* (1919-1920). Puis il fit partie de ce que l'on appela l'*armée rouge perse*, que les Anglais boutèrent hors de Perse (19). Jusqu'en 1937, Alexis Kosterine et moi, nous restâmes liés de façon permanente et vivante.

En 1937, la trombe mortelle du stalinisme m'enveloppa. En 1940, je fus déporté à Kolyma où je restai dix ans. Là, j'appris qu'Alexis se trouvait lui aussi dans les camps, près du pôle du froid, sur la rivière Nera. Dans les camps staliniens, il était impossible à un déporté d'un camp d'avoir des relations avec un déporté d'un autre camp. Toute tentative d'établir de telles relations nous valait le cachot. Je réussis cependant à faire parvenir deux lettres à Alexis et à en recevoir une de lui.

En 1957, mon petit peuple des Tchetchènes-Ingouches (20) réussit à revenir de son exil en Asie Centrale dans sa petite patrie, et j'appris qu'Alexis était à Moscou. Nous renouâmes aussitôt nos liens amicaux, qui se maintinrent jusqu'au jour tragique où nous sommes. Si les Tatares de Crimée aiment et respectent en Alexis Kosterine l'homme qui a élevé, avec courage et audace, la voix pour le rétablissement des règles léninistes de la politique des nationalités envers le peuple des Tatares de Crimée, qui a beaucoup souffert, il faut ajouter que, dès la première année du retour du peuple des Tchetchènes-Ingouches, Alexis manifesta, en authentique combattant de l'internationalisme, son amitié inébranlable pour les petits peuples. Il écrivit, à propos des Tchetchènes et des Ingouches, une lettre qui se répandit avec la vitesse de l'éclair au sein de ces deux peuples. Il y appelait le Parti et le gouvernement à prêter attention à la situation misérable de ces montagnards revenant dans leur patrie. Mais Khrouchtchev, qui dirigeait alors le pays, non content de ne prêter aucune attention à ce cri sorti de l'âme d'un écrivain russe, commença à le persécuter jusqu'à ce qu'un infarctus le terrasse.

Nous avons aujourd'hui fait à jamais nos adieux à Alexis Kosterine. Piotr Grigorievitch Grigorenko, son ami et son compagnon de lutte, a prononcé près de son corps un discours courageux. Je n'oublierai jamais ce discours, car il dépeint avec beaucoup de vigueur la personnalité d'Alexis Kosterine, le communiste, l'homme, l'internationaliste, le combattant pour les droits de l'homme et pour la justice. Grigorenko a affirmé qu'une fois rétablie la République socialiste soviétique autonome de Crimée, dès la renaissance du peuple des Tatares de Crimée et son retour sur la terre de ses ancêtres, on transférerait les cendres de Kosterine en Crimée et on en ferait don au peuple de la république ressuscitée. Je me suis dit alors : « *Mais cette urne, elle*

(19) Armée rouge créée en 1919 par le mouvement d'émancipation perse avec l'aide de quelques conseillers soviétiques et que les troupes anglaises finirent par écraser en 1920.

(20) Peuple du Caucase (contrée qui est la plus formidable mosaïque de peuples du monde). Voir l'introduction. Ce peuple fut, comme beaucoup d'autres, déporté en Sibérie par Staline pendant la deuxième guerre mondiale.

*devrait être chez nous, sur le territoire des Tchetchènes-Ingouches.* » Et puis j'ai compris que les souffrances des Tatares de Crimée sont infiniment plus grandes que les nôtres ; j'ai compris clairement que, cette fois encore, c'était lui qui avait raison, notre Aliocha. Il faut donner l'urne contenant ses cendres au peuple des Tatares de Crimée. Ils ont énormément souffert et ils ont gagné, par leur lutte courageuse, le droit de conserver ses cendres, chères à tous les petits peuples.

Camarades ! La République socialiste soviétique autonome de Crimée a été créée par un décret signé de Lénine (21), et je crois, que tôt ou tard, la cause et la volonté de Lénine triompheront, sur ce problème aussi. Le peuple des Tatares de Crimée retournera dans sa magnifique patrie et il y construira un avenir communiste heureux en étroite amitié avec tous les peuples qui habitent la Crimée. Je crois que les fondements léninistes de la politique des nationalités, foulés aux pieds par Staline, seront rétablis. Et si je vis jusqu'à cette minute merveilleuse, moi, Tchetchène, qui ai goûté aux fruits amers de la déportation hors de ma patrie et de l'injustice, j'irai fêter cet événement avec les Tatares de Crimée. Et nous tous, ses amis, nous nous rappellerons le défunt, nous verserons de nouveau des larmes sur ses cendres et nous mentionnerons son nom avec des mots d'amitié.

Que sa mémoire vive éternellement, car il a combattu pour la JUSTICE ET L'HUMANITE LENINISTES !

## ANDREI GRIGORENKO

*(technicien, étudiant à l'institut du soir, Moscou)*

### REQUIEM

à A. E. Kosterine.

Alexis Evgrafovitch Kosterine !

Adieu !

La tristesse nous serre la gorge...

Fleurs du chagrin, ne vous fanez pas

Sur le combattant mort,

mais que rien n'a brisé.

Dans les prisons du tsar le destin a sonné

Pour vous du son mélancolique des chaînes et

du cri des aigles

(21) La République socialiste soviétique autonome (R.S.S.A.) de Crimée fut créée par un décret signé par Lénine le 13 octobre 1921, « vraisemblablement, déclara une publication anticomuniste, parce qu'il tenait compte du grand prestige dont jouissaient les Tatares de Crimée dans le monde turc et musulman ». A la date de 1940, la République comptait plus de 300.000 habitants.

Il a chanté sur les chemins où rôdaient les partisans  
Aux contreforts du Caucase  
Les années se sont enfuies...

Nina grandissait  
Et mûrissaient les lignes de son *Journal*.  
Et le cliquetis des trains de marchandises  
Vous emmenait sous bonne escorte.  
Et dix-sept ans...  
sous l'aboïement des chiens de berger  
Vous avez piétiné la taïga de Kolyma  
Mais le bolchevik n'a pas cédé.

Sur la paille  
Son grand talent ne fit que croître.  
Et de nouveau,  
comme aux temps d'autrefois,  
Il repartit en guerre,  
pour les Tchetchènes,  
pour la Crimée !

Et sa plume,  
pareille à la baïonnette fidèle du soldat,  
Mit à nu le stalinisme mondial.  
Adieu, adieu donc,

cœur de démocrate !  
Nous te le jurons, dans notre chagrin tragique,  
Nous allons suivre la voie étroite du soldat  
Et partir à l'assaut  
pour la Liberté !

## ZAMPIRA ASSANOVA

(médecin à Ferghana)

Alexis Kosterine a joué un rôle particulier dans ma vie. L'école, l'institut, la vie m'avaient inculqué de l'aversion... pis encore, de la haine à l'égard du marxisme-léninisme et de la personnalité de Lénine lui-même. Je dis que l'on m'avait inculqué de tels sentiments, mais cela ne signifie pas que l'on m'ait jamais dit quoi que ce soit de mal sur Lénine. Au contraire, on en parlait toujours au superlatif, presque comme d'un dieu. Mais je ne pouvais l'aimer, car tout le mal que nous subissions dans notre existence était exalté dans les journaux, dans les manuels, dans les discours des hauts fonctionnaires du Parti, à la radio et à la télévision, comme l'exécution même des préceptes de Lénine. Et je me disais : « *Puisqu'il a pu enseigner d'aussi tristes choses, ce ne pouvait être qu'un triste sire !* » C'est pourquoi je ne voulais pas lire Lénine, je ne voulais pas connaître — et ne connaissais pas — sa doctrine.



C'est de la bouche d'Alexis Kosterine que j'entendis pour la première fois une tout autre façon de présenter Lénine. Il parlait de façon si simple et si claire de la doctrine de Lénine qu'on voulait l'écouter, et l'écouter encore. Dans son exposé, il comparait ce que disait Lénine et ce qui se passe dans la vie, et il démontrait ainsi que l'on utilise seulement le nom de Lénine et nullement sa doctrine. Et on l'utilise en particulier malhonnêtement, pour couvrir des infamies. Après cela, j'entrepris d'étudier les œuvres de Lénine. Mais mes préventions, engendrées par toute ma vie précédente, furent un obstacle très gênant. Et je ne m'en suis pas encore débarrassée. Cependant, en écoutant aujourd'hui les discours des amis les plus proches de Kosterine — Piotr Grigorenko, Sergueï Pissarev, le camarade Ochaev, et en me rappelant ce qu'il disait lui-même, je me dis : « *Non, de tels gens ne peuvent professer une mauvaise doctrine. Sûrement ici aussi, comme dans la religion, les serviteurs intéressés de la doctrine altèrent-ils son véritable sens à leur profit.* » Et moi, devant vous, camarades, devant la mémoire d'un grand homme, que tout le peuple des Tatares de Crimée et moi-même avons profondément aimé, devant la mémoire de l'écrivain-bolchevik, du communiste et du démocrate Alexis Evgrafovitch Kosterine, je jure solennellement d'étudier les leçons de Lénine et de me battre pour les faire passer dans la vie sous leur aspect authentique.

J'ai beaucoup de peine et de chagrin. Les larmes m'empêchent de parler. Et pourtant je dirai encore : **NOTRE PEUPLE N'OUBLIERA JAMAIS ALEXIS KOSTERINE ! NOUS L'HONORERONS COMME UN PROPHETE ET COMME UN SAINT ! QUE SA MEMOIRE ET SA GLOIRE SOIENT ETERNELLES !**

### **LEONIDE PETROVSKI**

*(historien, membre du P.C.U.S., Moscou)*

Camarades ! Nous avons entendu aujourd'hui beaucoup de paroles chaleureuses sur l'écrivain bolchevik Alexis Evgrafovitch Kosterine. Je veux parler de la cause pour laquelle Alexis Kosterine a lutté et pour laquelle il a donné sa vie. Tous les membres de sa famille étaient des communistes : son père, sa mère, ses frères, sa fille Nina. Et tous, ils ont mis leur vie en jeu pour que nous tous, nous vivions mieux, au sein d'une authentique société communiste intégrale, dans une véritable liberté et dans une véritable démocratie.

Par malheur, je ne connaissais pas Alexis Kosterine, mais j'ai beaucoup entendu parler de lui, surtout par ses amis, les hommes courageux que sont Piotr Grigorievitch Grigorenko et Piotr Ivanovitch Iakir. Et je ne peux pas ne pas dire au moins quelques mots ici de ces deux hommes. Chaque fois, ou presque,

que je passe chez l'un d'eux, j'y rencontre beaucoup d'autres visiteurs. Sachant que, du haut des tribunes officielles, on les dénonce l'un et l'autre comme des « *antisoviétiques* », je leur ai demandé parfois avec étonnement : « *Est-ce que l'on ne prend donc pas la précaution d'éviter vos appartements de quelques kilomètres ?* » Tous les deux se contentent de me répondre : « *Toi, tu ne les évites pas !* »

Aujourd'hui, aux obsèques, j'ai vu quelques centaines de leurs amis, qui combattent manifestement pour la cause pour laquelle Alexis Kosterine a donné sa vie. Ils sont venus ici de tous les quartiers de Moscou et de divers coins de l'Union soviétique pour honorer la mémoire d'un bolchevik-léniniste ; ils savaient pourtant qu'il était soumis à de cruelles persécutions et que, pour protester contre les violations des *règles de vie léninistes* dans le Parti et dans le pays, il avait démissionné du Parti. C'est une excellente chose que des gens aient manifesté un tel courage et une telle fidélité à leur amitié. Moi aussi, j'ai voulu être fidèle à ces principes élevés. Une amitié authentique et sincère peut exister entre des hommes qui ne se connaissent pas. En tout cas, j'avais pris l'habitude de penser à Alexis Kosterine comme au meilleur, au plus intelligent, au plus délicat de mes vieux amis. Ses œuvres, que j'ai lues lors de mes visites à Piotr Grigorenko, avaient fait de moi l'intime de leur auteur, me l'avaient rendu proche et compréhensible. C'est pourquoi la nouvelle de sa mort m'a terriblement frappé. J'ai appris cette nouvelle chez Piotr Iakir. Piotr Grigorenko, à peine un peu remis du choc qu'elle lui avait occasionné, avait d'abord téléphoné à Piotr Iakir. Nous nous habillâmes en hâte, nous nous jetâmes dans la rue, nous trouvâmes un taxi, pour rendre hommage aux cendres d'un homme qui nous était cher, à Vera Ivanovna et à son ami le plus proche, tous deux victimes d'une perte irréparable. Je ne dirai pas ce que nous trouvâmes dans l'appartement de l'écrivain-bolchevik. Ce serait trop insupportable pour tout le monde. Je ne dirai qu'une seule chose : notre présence n'était nullement superflue.

Alexis Kosterine a écrit beaucoup de livres honnêtes et nécessaires à notre peuple, mais la majorité d'entre eux ne peuvent encore figurer dans les bibliographies soviétiques. Je suis pourtant persuadé que le temps est proche où ils y trouveront la place qu'ils méritent.

Je pense qu'aujourd'hui nous devons évoquer non seulement le défunt, mais toute la famille des Kosterine. Une famille de bolcheviks-léninistes, de communistes, qui ont consacré leur vie à la lutte pour la liberté, pour la démocratie, pour le communisme. Parmi eux se trouvait la très jeune fille d'Alexis Kosterine, Nina Kosterine. Elle avait construit sa vie à partir de l'exemple de son père et était devenue une combattante courageuse, honnête et pure de l'armée mondiale des communistes. Elle mourut en luttant contre les envahisseurs fascistes, en défendant la possibilité d'un avenir meilleur pour nous qui survivons et pour son père. Si nous pouvons, aujourd'hui, nous rassembler ici, nous le

devons à Nina et à tous les jeunes gens qui donnèrent leurs jeunes vies pour défendre la liberté et l'indépendance de la patrie dans le combat contre les agresseurs fascistes. Mais Nina n'a pas accompli que des exploits militaires. Elle s'est distinguée aussi par un grand courage civique. Le *Journal de Nina Kosterina* en est un éclatant témoignage.

J'ai vu pour la première fois ce journal dans le magasin *Politkniga*, passage des artistes. Je le pris entre mes mains et je commençai à le feuilleter. Dès ses premières lignes, il me saisit, et je ne pus m'en arracher jusqu'à ce que je l'aie lu du début à la fin. Et je fus chagriné de me séparer de cet ouvrage. Je voulais aller plus loin encore en compagnie de cette jeune fille, je ne pouvais croire à sa mort. Elle démasquait Staline et l'arbitraire qui régnait à cette époque avec tout à la fois tant de simplicité et tant de force qu'elle ne pouvait que convaincre chacun, sans recourir à des preuves juridiques, que son père était un homme honnête, un brave homme, et un authentique communiste-léniniste. Ainsi, elle perpétuait la tradition de la famille des Kosterine, ces révolutionnaires prolétariens : se battre fermement pour la vérité, ne pas baisser la tête devant la force injuste. Tous les Kosterine ont lutté pour la cause de Lénine. A nous, ils ont légué le soin de poursuivre cette lutte. En disant cela, je veux, en même temps, répondre à Zampira Assanova qui a pris la parole avant moi.

Chère Zampira ! Les crimes qui s'accomplissent dans notre pays et les injustices qui s'accomplissent encore aujourd'hui sous le masque du nom de Lénine n'ont rien de commun avec le marxisme-léninisme. Kosterine nous a appris à distinguer les vrais et les faux amis du peuple, nous a appris la fermeté et la persévérance dans la lutte pour le léninisme, pour la cause immortelle de Lénine. C'est à cela qu'il a consacré toute sa vie, et il s'est ainsi élevé un monument impérissable. Les falsificateurs du léninisme, si hauts que soient les postes qu'ils occupent aujourd'hui, seront, eux, inévitablement démasqués, et le peuple livrera leurs noms au mépris dans les siècles des siècles.

Que soit impérissable le souvenir d'Alexis Evgrafovitch Kosterine, cet écrivain humaniste, ce combattant pour les grands idéaux du marxisme-léninisme, pour la liberté, pour la démocratie, pour le communisme !

\*\*

*N. B. de l'auteur :* L.-P. Petrovski est le petit-fils de l'un des fondateurs du P.O.S.D.R., un ouvrier de la ville d'Ekaterinoslav (aujourd'hui Dniepropetrovsk), par la suite militant important du parti bolchevique, président de la fraction bolchevique à la quatrième douma gouvernementale, commissaire du peuple aux affaires intérieures dans le premier gouvernement soviétique, président du Comité exécutif des soviets d'Ukraine et du Comité exécutif panrusse des soviets (de l'U.R.S.S.), membre du Parti depuis 1897 : Grigori Ivanovitch Petrovski.

Le père de Leonide, le fils aîné de Grigori Ivanovitch Petrovski, Piotr Grigorievitch Petrovski, marcha dès sa jeunesse sur les traces de son père. En 1916, il entre dans le parti bolchevique. Après Octobre, il est membre de la brigade de la Garde rouge, chargée de la garde de Lénine. Pendant la guerre civile, il est commissaire de la 22<sup>e</sup> division (la division de Tchapaïev), dirige l'héroïque défense de la ville d'Oural'sk qui dure 80 jours, est commandant de division de la 6<sup>e</sup> division d'infanterie d'Orlov. Par la suite, il est secrétaire du Comité central de la J.C., président de la délégation russe de l'Internationale communiste des jeunes, et militant important du Parti. Formé et trempé comme marxiste-léniniste dans les combats révolutionnaires, Piotr Grigorievitch Petrovski entre en opposition vigoureuse avec Staline dès les premières tentatives de ce dernier d'imposer sa dictature au Parti. Cela lui vaut d'être soumis aux persécutions des laquais de Staline ; on l'écarte de toute responsabilité dans le Parti ; puis, lorsque arrive l'ère des répressions massives, il est arrêté et liquidé comme « ennemi du peuple ». La répression déclenchée contre Piotr Grigorievitch retomba sur l'ensemble de la famille des Petrovski. Le deuxième fils de Grigori Ivanovitch, Leonide, fut arrêté, puis soumis pendant longtemps à de cruelles persécutions. Réhabilité à la veille de la Grande guerre patriotique (\*), il commanda la 63<sup>e</sup> division d'infanterie, qui engagea une vigoureuse contre-offensive contre les unités nazies du centre qui fondaient sur Moscou sans rencontrer d'obstacle ; la 63<sup>e</sup> division défendit pendant 50 jours les bords du Dniepr, ce qui brisa l'offensive des blindés de Guderian sur l'axe de Moscou. Leonide Grigorievitch Petrovski mourut en héros en combattant les envahisseurs fascistes. Tous les autres membres de la famille des Petrovski furent soumis à la répression et à des persécutions de divers ordres, y compris Grigori Ivanovitch Petrovski, qui, à la fin de sa vie, gagnait son pain en remplissant la modeste fonction de commandant du Musée de la révolution à Moscou (22).

### « UN CHRÉTIEN »

C'est la première fois que je me trouve parmi des gens comme vous. Je suis venu ici tout à fait par hasard, parce que, dans le trolleybus, j'ai entendu des gens que je ne connaissais pas parler des funérailles d'un écrivain dont le nom ne me disait rien. Mais, comme il s'agissait d'un écrivain, et que la célébrité ou l'obscurité ne peuvent, dans notre pays, servir de critère pour juger du talent et de l'importance sociale d'un écrivain, j'ai décidé d'assister

(22) « *Commandant* » désigne à peu près la fonction d'intendant et de gérant.



à sa crémation. Ce que j'y ai entendu m'a bouleversé, et je suis venu ici au repas funéraire afin de faire plus ample connaissance avec les amis d'un homme aussi remarquable.

J'ai vingt-huit ans. Je sors d'un institut technique et, depuis plus de cinq ans, je travaille comme ingénieur. Je suis bien vu à mon travail, bien que je ne l'apprécie guère. Je suis devenu ingénieur sur l'insistance de mes parents, mais ma véritable vocation est à coup sûr littéraire. J'ai commencé à écrire dès l'enfance, mais j'ai caché cette passion aux autres et je n'ai montré mes œuvres à personne. J'ai continué à écrire pendant mes études à l'institut. Je continue à écrire aujourd'hui encore, consacrant à cela tout mon temps libre. Et je donne parfois à lire autour de moi ce que j'écris aujourd'hui, non pas comme étant de moi, mais comme des écrits diffusés par le Samizdat, sous un pseudonyme. En général, ceux qui lisent ce que je leur communique me demandent si j'ai encore quelque chose de cet auteur, et de le leur passer pour qu'ils puissent le lire. J'en conclus que j'ai, malgré tout, quelque chose à dire. Mais je n'ai fait aucune tentative pour me faire éditer, car je suis persuadé que la censure ne laisserait rien passer de ce que j'écris. Et je n'ai pas envie de m'adapter à la censure. Je n'ai pas communiqué mes œuvres à des spécialistes de la littérature. Je connais quelques écrivains célèbres. Je les connais par l'intermédiaire de mes parents, qui se situent à un échelon assez élevé de la hiérarchie bureaucratique. Mais je n'ai aucune confiance en ces écrivains, aussi ne me suis-je pas adressé à eux pour solliciter critiques et conseils.

En écoutant tout ce que l'on a dit d'Alexis Kosterine, je pense qu'il était le genre d'homme au jugement duquel j'aurais pu soumettre tout ce que j'ai écrit. Et je me sens triste jusqu'aux larmes de n'avoir pas connu cet homme vivant. Triste, non pas tant parce que j'ai perdu en sa personne un précepteur littéraire, que parce que je n'ai pu éprouver le bonheur d'une communication spirituelle avec lui. Plus j'entends les discours prononcés en son honneur, et plus je m'incline devant lui, et plus je crois en l'invincibilité de l'esprit humain, en l'impossibilité de détruire le principe divin dans l'homme. J'ai entendu par hasard Piotr Grigorenko déclarer à un homme qui, lui aussi, connaissait sans doute ce Kosterine : « *Si Dieu existait, il aurait probablement envoyé sur terre des hommes comme Alexis Kosterine pour rapeler son existence aux hommes.* »

Je suis profondément croyant, et je crois que c'est précisément à cette fin que Dieu nous a envoyé Kosterine. Dieu nous rappelle son existence par des hommes comme lui, et aussi par le fait qu'apparaissent soudain des hommes profondément persuadés de l'existence d'un Créateur de l'univers au sein d'un milieu totalement irrégulier et spirituellement dépravé. Vous dire que mes parents sont tous deux des « *communistes* » serait inexact. Après ce que j'ai entendu aujourd'hui, je leur donnerai un autre nom, celui de « *membres du Parti* ». Le nom de « *communiste* », tel qu'il a été employé ici, ne leur convient pas. Or ils sont incroyants. Le



milieu où j'ai grandi, où j'ai été éduqué, était, lui aussi, profondément imprégné d'incrédulité. Pourtant je devins un *chrétien* orthodoxe, profondément croyant, et cela sans influence extérieure. J'ai même reçu le sacrement du baptême. La seule chose que mes parents, mobilisés contre ma foi, purent obtenir de moi, c'est que je n'affiche pas cette foi.

Je considérais jusqu'à présent ma foi comme incompatible avec l'idéologie marxiste-léniniste, comme sont incompatibles le bien et le mal, la lumière et les ténèbres, le divin et le vicieux. Mais ma conviction sur ce point est ébranlée aujourd'hui. Je commence à penser que le problème réside, non point dans la doctrine elle-même, mais dans les hommes qui la professent. Les forces du mal peuvent tourner l'amour lui-même contre l'homme. C'est pourquoi je voudrais vous dire que le souvenir d'un homme tel qu'Alexis Kosterine doit unir ceux qui veulent barrer la route au mal, ceux qui veulent donner libre champ à *l'élément divin dans l'Homme*, à sa raison, à sa libre création, que ces gens se donnent le nom de communistes, de socialistes, de chrétiens, ou simplement d'hommes. Pour témoigner de la totale sincérité de ces paroles, je demande au communiste Leonide Petrovski, qui est intervenu avant moi, et qui se tient tout près de moi, de ne pas me refuser une amicale accolade. (*Il prend Leonide Petrovski dans ses bras et lui donne l'accolade.*)

*L'auteur et le rédacteur en chef du recueil :*

PIOTR GRIGORENKO.

CHAPITRE VIII

LA QUESTION NATIONALE  
ET  
LA RÉVOLUTION POLITIQUE



*Le dernier combat que Lénine, cloué sur son lit par la maladie, engagea contre Staline, porta sur la question nationale. Informé, avec beaucoup de difficulté d'ailleurs, de la politique que faisaient Staline et son proconsul Ordjonikidze en Géorgie — politique de russification qui passait par la persécution et l'épuration du P.C. géorgien — Lénine se proposa d'engager la lutte contre cette politique et l'homme qui la représentait, Staline, au XIII<sup>e</sup> congrès du Parti, qui devait s'ouvrir en avril 1923.*

*A cette fin il écrivit, les 30 et 31 décembre 1922, trois lettres portant sur la « question des nationalités ou de l' "autonomie" » et destinées à ce prochain congrès. Dans ces trois lettres, il stigmatise l'attitude du secrétaire général du parti bolchevique et de ses acolytes en Géorgie, analyse les raisons générales expliquant la politique qu'il mène (le fait que l'appareil d'Etat soviétique est « un appareil qui, de fait, nous est encore foncièrement étranger »), et propose au congrès de prendre des mesures extrêmement sévères. Nous reproduisons ces trois lettres comme introduction à un chapitre qui ne donne, par les textes récents qu'il contient, que des vues limitées sur la « question nationale ».*

*Les tendances que Lénine décelait et dénonçait en 1922 n'étaient alors que la première et faible esquisse d'une politique que la bureaucratie mènera bientôt avec la plus extrême férocité : la russification des nationalités, expression du caractère réactionnaire de la bureaucratie, qui reprend toute une partie de l'héritage tsariste, et moyen de subordination à son pouvoir centralisateur de parasite pillard. Les deux premières nations en cause furent alors l'Ukraine et les Tatares. En 1923, Staline fit arrêter le dirigeant communiste tatar Sultan-Galiev, accusé de nationalisme tatar et panturc, et le fit disparaître ; à la même époque commença une sourde campagne contre le « nationalisme ukrainien » ; elle se déchaînera au début des années trente, et aboutira, par exemple, au suicide du vieux bolchevik ukrainien Skrypnyk en 1933.*

*L'article de Trotsky sur la question ukrainienne (ainsi que celui de B. Gerland dans le chapitre I) éclaire assez le problème pour qu'il soit inutile d'y revenir. Ajoutons que l'impossibilité pour Staline et l'appareil de briser l'Ukraine comme « petite nation » (de quarante millions d'habitants !) a fait de celle-ci une véritable plaie au flanc de l'appareil : en 1937, la liquidation*

par Staline de toute une fraction de son appareil commence par l'Ukraine (le B.P. du P.C. ukrainien, convoqué à Moscou, y est assassiné) ; en 1947, le N.K.V.D. réprime à la mitrailleuse des émeutes de la faim à Kharkov ; en 1949, le Kremlin remplace Khrouchtchev par un certain Melnikov comme premier secrétaire du P.C. ukrainien pour y mener campagne contre le « nationalisme bourgeois » et russifier l'Ukraine... et, au XX<sup>e</sup> congrès, Khrouchtchev raconte sans rire que Staline, à la fin de la seconde guerre mondiale, avait pensé déporter la totalité du peuple ukrainien en Sibérie, et avait seulement reculé parce que quarante millions d'habitants représentaient une masse d'hommes impossible à déplacer...

Depuis, les répressions n'ont pas cessé et nourrissent constamment un nationalisme soutenu par un passé et une tradition qui n'empêchent pas les communistes ukrainiens d'affirmer leur volonté de lutter pour le socialisme, comme on le verra à la lecture du programme de l'Union ouvrière et paysanne d'Ukraine.

Quant aux Tatares, répartis dans deux républiques soviétiques (les Tatares de Kazan et la République autonome des Tatares de Crimée), ils furent soumis très tôt à la persécution pour les mêmes raisons, sans doute, que les juifs et les Ukrainiens : l'existence de populations tatares en dehors des frontières soviétiques (en Turquie) représentait un foyer d'attraction centrifuge permettant aux Tatares d'échapper à la russification systématique.

La République des Tatares de Crimée, qui comptait plus de 300.000 habitants, fut dissoute à la fin de la seconde guerre mondiale par Staline, et tous ses habitants déportés en Asie soviétique. Les Tatares de Crimée entreprirent dès le lendemain du XX<sup>e</sup> congrès la lutte pour leur réhabilitation, bien que le rapport de Khrouchtchev ait omis de les mentionner dans la liste des peuples soviétiques victimes de Staline pendant la guerre. S'ils eurent leur réhabilitation, ils n'ont pu, à ce jour, obtenir leur retour en Crimée, définie comme leur ancienne patrie.

Le combat pour les droits des Tatares de Crimée a été l'un des centres d'intervention de la nouvelle opposition communiste de gauche. C'est autour de ce combat que se sont rencontrés le vieux bolchevik Kosterine et le général Grigorenko, et c'est là, à plus d'un titre, une lutte politiquement exemplaire : menée par des communistes tatares, élus comme représentants permanents de leur peuple à Moscou, dirigée, en commun avec eux, par un communiste russe (Kosterine) et un communiste ukrainien (Grigorenko), elle est, en fait, une lutte pour les libertés démocratiques, c'est-à-dire pour la démocratie ouvrière en Union soviétique.

Sans doute la question nationale, sous-produit de la lutte des classes dont les formes sont déterminées par l'oppression bureaucratique, porte-t-elle en elle tous les risques de déviation nationaliste. La tentative faite en 1956 par une partie de l'opposition communiste polonaise de définir un « modèle polonais du socia-



lisme », qui fut reprise en 1968 par certains courants en Tchécoslovaquie, avec la bénédiction, cette fois, de Roger Garaudy, ne traduit, en fait, que la volonté de privilégier les particularités nationales par rapport à l'unité mondiale de la lutte des classes, et aussi le désir plus ou moins inavoué de parvenir à un impossible *modus vivendi* avec la bureaucratie du Kremlin sur une base du genre : nous faisons ce que nous voulons en Pologne ou en Tchécoslovaquie, nous développons notre socialisme à nous dans notre petit pays à nous, mais cela n'aura pas de conséquence pour vous, seigneurs moscovites de la bureaucratie.

Ce *modus vivendi* est impossible. Il n'y a pas de « modèle » français, polonais, tchèque ou italien du socialisme, il n'y a que la réfraction, dans des formes nationales, de la lutte mondiale des classes, UNE sur toute la planète. La bureaucratie le sait : elle sait que le combat des travailleurs tchèques, polonais, ukrainiens, tatars, lituaniens, lettons, estoniens menace son emprise faiblissante sur le mouvement ouvrier international, son contrôle parasitaire sur l'Union soviétique et les conquêtes d'Octobre. Mais il est essentiel que les communistes et les travailleurs de ces pays en aient une claire conscience politique. Intégré à la lutte mondiale contre la bourgeoisie et la bureaucratie, c'est-à-dire intégré à la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, le combat des petites nations pour la reconnaissance de leurs droits est un élément essentiel de la lutte des masses opprimées et exploitées pour leur émancipation. En dehors de ce cadre, il ne pourrait déboucher que sur une indépendance illusoire, sous le contrôle de l'impérialisme ou de la bureaucratie. Ce n'est que dans l'unité des « prolétaires de tous les pays » que Tatars de Crimée, Ukrainiens, Baltes, Tchèques ou Polonais pourront obtenir une authentique indépendance nationale. Mais cela suppose, tout d'abord, que les travailleurs des « grandes nations » leur reconnaissent sans réserve ni arrière-pensées le droit à l'autodétermination le plus total.

## XLIX

VLADIMIR ILITCH LENINE

Les 30-31 décembre 1922

### TROIS LETTRES AU CONGRÈS

### LA QUESTION DES NATIONALITÉS OU DE L' "AUTONOMIE"

*Écrites dans le cadre de la préparation du XIII<sup>e</sup> congrès, ces lettres constituaient le premier élément de ce que Lénine lui-même définissait comme une « bombe » — bombe qui devait exploser à ce congrès et faire sauter Staline, ses acolytes et leur politique dans la « question nationale ». Pour ce faire, Lénine fit un bloc avec Trotsky. Mais une ultime attaque le cloua définitivement sur son lit de malade un mois avant le congrès, et la bombe n'éclata pas. Ces lettres furent tenues sous le boisseau et dénoncées par les staliniens, ainsi que les autres textes connus sous le nom de Testament de Lénine, comme un « faux trotskyste ». Lorsque les Tatares de Crimée ou les Ukrainiens font appel à la politique léniniste des nationalités, c'est d'abord sur trois de ces textes qu'ils s'appuient, car ils définissent ce que la révolution d'Octobre apportait aux petites nations soumises pendant des décennies au joug tsariste. Ce sont ces textes que l'on va lire.*

Le 30 décembre 1922.

Je suis fort coupable, je crois, devant les ouvriers de Russie, de n'être pas intervenu avec assez d'énergie et de rudesse dans la fameuse question de l'autonomie, appelée officiellement, si je ne me trompe, question de l'union des républiques socialistes soviétiques.

En été, au moment où cette question s'est posée, j'étais malade, et en automne j'ai trop compté sur ma guérison et aussi sur l'espoir que les sessions plénières d'octobre et de décembre me permettraient d'intervenir dans cette question. Or je n'ai pu assister ni à la session d'octobre (consacrée à ce problème) ni à celle de décembre ; et c'est ainsi que la question a été discutée presque complètement en dehors de moi.

J'ai pu seulement m'entretenir avec le camarade Dzerjinski qui, à son retour du Caucase, m'a fait savoir où en était cette question en Géorgie. J'ai pu de même échanger deux mots avec le camarade Zinoviev et lui dire mes craintes à ce sujet. De la communication que m'a faite le camarade Dzerjinski, qui était à la tête de la commission envoyée par le Comité central pour « *enquêter* » sur l'incident géorgien, je n'ai pu tirer que les craintes les plus sérieuses. Si les choses en sont venues au point qu'Ordjonikidze s'est laissé aller à user de violence, comme me l'a dit le camarade Dzerjinski, vous pouvez bien vous imaginer dans quel borbier nous avons glissé. Visiblement, toute cette entreprise d'« *autonomie* » a été foncièrement erronée et inopportune.

On prétend qu'il fallait absolument unifier l'appareil. D'où émanaient ces affirmations ? N'est-ce pas ce même appareil de Russie, que, comme je l'ai déjà dit dans un numéro précédent de mon journal, nous avons emprunté au tsarisme en nous bornant à le badigeonner légèrement d'un vernis soviétique ?

Sans aucun doute, il aurait fallu renvoyer cette mesure jusqu'au jour où nous aurions pu dire que nous nous portions garants de notre appareil, parce que nous l'avions bien en main. Et maintenant nous devons en toute conscience dire l'inverse ; nous appelons nôtre un appareil qui, de fait, nous est encore foncièrement étranger et représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes, qu'il nous était absolument impossible de transformer en cinq ans, faute d'avoir l'aide des autres pays, et alors que prédominaient les « *préoccupations* » militaires et la lutte contre la famine.

Dans ces conditions, il est tout à fait naturel que « *la liberté de sortir de l'union* », qui nous sert de justification, apparaisse comme une formule bureaucratique incapable de défendre les allo-gènes de Russie contre l'invasion du Russe authentique, du Grand-Russe, du chauvin, de ce gremlin et de cet oppresseur qu'est au fond le bureaucrate russe typique. Il n'est pas douteux que les ouvriers soviétiques et soviétisés, qui sont en proportion infime, se noieraient dans cet océan de la racaille grand-russe chauvine, comme une mouche dans du lait.

Pour appuyer cette mesure, on dit que nous avons créé les commissariats du peuple s'occupant spécialement de la psychologie nationale, de l'éducation nationale. Mais alors une question se pose : est-il possible de détacher intégralement ces commissariats du peuple ? Seconde question : avons-nous pris avec assez de soin des mesures pour défendre réellement les allogènes contre le typique argousin russe ? Je pense que nous n'avons pas pris ces mesures, encore que nous eussions pu et dû le faire.

Je pense qu'un rôle fatal a été joué ici par la hâte de Staline et son goût pour l'administration, ainsi que par son irritation contre le fameux « *social-nationalisme* ». L'irritation joue généralement en politique un rôle des plus désastreux.

Je crains aussi que le camarade Dzerjinski, qui s'est rendu au Caucase pour enquêter sur les « *crimes* » de ces « *sociaux-nationaux* », se soit de même essentiellement distingué ici par son état d'esprit cent pour cent russe (on sait que les allogènes russifiés

forcent constamment la note en l'occurrence), et que l'impartialité de toute sa commission se caractérise assez par les « *voies de fait* » d'Ordjonikidze. Je pense que l'on ne saurait justifier ces voies de fait russes par aucune provocation ni même par aucun outrage, et que le camarade Dzerjinski a commis une faute irréparable en considérant ces voies de fait avec trop de légèreté.

Ordjonikidze représentait le pouvoir pour tous les autres citoyens du Caucase. Il n'avait pas de droit de s'emporter, droit que lui et Dzerjinski ont invoqué. Ordjonikidze aurait dû, au contraire, montrer un sang-froid auquel aucun citoyen ordinaire n'est tenu, à plus forte raison s'il est inculpé d'un crime « *politique* ». Car, au fond, les sociaux-nationaux étaient des citoyens inculpés d'un crime politique, et toute l'ambiance de cette accusation ne pouvait le qualifier autrement.

Ici se pose une importante question de principe : comment concevoir l'internationalisme ?

Le 31 décembre 1922.

J'ai déjà écrit dans mes ouvrages sur la question nationale qu'il est tout à fait vain de poser dans l'abstrait la question du nationalisme en général. Il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée, entre le nationalisme d'une grande nation et celui d'une petite nation.

Par rapport au second nationalisme, nous, les nationaux d'une grande nation, nous nous rendons presque toujours coupables, à travers l'histoire, d'une infinité de violences, et même plus, nous commettons une infinité d'injustices et d'exactions sans nous en apercevoir. Il n'est que d'évoquer mes souvenirs de la Volga sur la façon dont on traite chez nous les allogènes : le Polonais, le Tatar, l'Ukrainien, le Géorgien et les autres allogènes du Caucase ne s'entendent appeler respectivement que par des sobriquets péjoratifs, tels : « *Poliatchichka* », « *Kniaz* », « *Khokhol* », « *Kapkazski tchelovek* ».

Aussi l'internationalisme, du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite « *grande* » (encore qu'elle ne soit grande que par ses violences, grande simplement comme l'est, par exemple, l'argousin), doit-il consister, non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant, de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie. Quiconque n'a pas compris cela n'a pas compris non plus ce qu'est l'attitude vraiment prolétarienne à l'égard de la question nationale : celui-là s'en tient, au fond, au point de vue petit-bourgeois et, par suite, ne peut que glisser à chaque instant vers les positions de la bourgeoisie.

Qu'est-ce qui est important pour le prolétaire ? Il est important, mais aussi essentiel et indispensable, qu'on lui assure dans la lutte de classe prolétarienne le maximum de confiance de la part des allogènes. Que faut-il pour cela ? Pour cela il ne faut pas

seulement l'égalité formelle, il faut aussi compenser d'une façon ou d'une autre, par son comportement ou les concessions à l'allo-gène, la défiance, le soupçon, les griefs qui, au fil de l'histoire, ont été engendrés chez lui par le gouvernement de la nation « *impérialiste* ».

Je pense que pour les bolcheviks, pour les communistes, il n'est guère nécessaire d'expliquer cela plus longuement. Et je crois qu'ici nous avons, en ce qui concerne la nation géorgienne, l'exemple typique du fait qu'une attitude vraiment prolétarienne exige que nous redoublions de prudence, de prévenance et d'accommodement. Le Géorgien qui considère avec dédain ce côté de l'affaire, qui lance dédaigneusement des accusations de « *social-nationalisme* » (alors qu'il est lui-même non seulement un vrai, un authentique « *social-national* », mais encore un brutal argousin grand-russe), ce Géorgien-là porte en réalité atteinte à la solidarité prolétarienne de classe, car il n'est rien qui en retarde le développement et la consolidation comme l'injustice nationale ; il n'est rien qui soit plus sensible aux nationaux « *offensés* » que le sentiment d'égalité et la violation de cette égalité, fût-ce par négligence ou plaisanterie, par leurs camarades prolétaires. Voilà pourquoi, dans le cas considéré, il vaut mieux forcer la note dans le sens de l'esprit d'accommodement et de la douceur à l'égard des minorités nationales que faire l'inverse. Voilà pourquoi, dans le cas considéré, l'intérêt fondamental de la solidarité prolétarienne, et donc de la lutte de classe prolétarienne, exige que nous n'observions jamais une attitude purement formelle envers la question nationale, mais que nous tenions toujours compte de la différence obligatoire dans le comportement du prolétaire d'une nation opprimée (ou petite) envers la nation qui opprime (ou grande).

Le 31 décembre 1922.

Quelles sont donc les mesures pratiques à prendre dans la situation ainsi créée ?

*Premièrement*, il faut maintenir et consolider l'union des républiques socialistes ; il ne peut exister aucun doute sur ce point. Cette mesure nous est nécessaire comme elle l'est au prolétariat communiste mondial pour combattre la bourgeoisie mondiale et pour se défendre contre ses intrigues.

*Deuxièmement*, il faut maintenir l'union des républiques socialistes en ce qui concerne l'appareil diplomatique. C'est d'ailleurs une exception dans notre appareil d'Etat. Nous n'y avons pas admis une seule personne quelque peu influente de l'ancien appareil tsariste. Dans son personnel les cadres moyens comme les cadres supérieurs sont communistes. Aussi a-t-il déjà conquis (on peut le dire hardiment) le nom d'appareil communiste éprouvé, infiniment mieux épuré des éléments de l'ancien appareil tsariste, bourgeois et petit-bourgeois, que celui dont nous sommes obligés de nous contenter dans les autres commissariats du peuple.



*Troisièmement*, il faut infliger une punition exemplaire au camarade Ordjonikidze (je dis cela avec d'autant plus de regret que je compte personnellement parmi ses amis et que j'ai milité avec lui à l'étranger, dans l'émigration), et aussi achever l'enquête ou procéder à une enquête nouvelle sur tous les documents de la commission Dzerjinski, afin de redresser l'énorme quantité d'irrégularités et de jugements partiels qui s'y trouvent indubitablement. Il va de soi que c'est Staline et Dzerjinski qui doivent être rendus politiquement responsables de cette campagne foncièrement nationaliste grand-russe.

*Quatrièmement*, il faut introduire les règles les plus rigoureuses quant à l'emploi de la langue nationale dans les républiques allogènes faisant partie de notre Union, et vérifier ces règles avec le plus grand soin. Il n'est pas douteux que, sous prétexte d'unité des services ferroviaires, sous prétexte d'unité fiscale, etc., une infinité d'abus, de nature authentiquement russe, se feront jour chez nous avec notre appareil actuel. Pour lutter contre ces abus, il faut un esprit d'initiative tout particulier, sans parler de l'extrême loyauté de ceux qui mèneront cette lutte. Un code minutieux sera nécessaire, et seuls les nationaux habitant la république donnée sont capables de l'élaborer avec quelque succès. Et il ne faut jamais jurer d'avance que, à la suite de tout ce travail, on ne revienne pas en arrière au prochain congrès des soviets, en ne maintenant l'union des républiques socialistes soviétiques que sur le plan militaire et diplomatique, et en rétablissant, sous tous les autres rapports, la complète autonomie des différents commissariats du peuple.

Il ne faut pas oublier que le morcellement des commissariats du peuple et le défaut de coordination de leur fonctionnement par rapport à Moscou et autres centres peuvent être suffisamment compensés par l'autorité du Parti, si celle-ci s'exerce avec assez de circonspection et en toute impartialité ; le préjudice que peut causer à notre Etat l'absence d'appareils nationaux unifiés avec l'appareil russe est infiniment, incommensurablement moindre que celui qui résulte des abus que je viens d'énumérer, pour nous, pour toute l'Internationale, pour les centaines de millions d'hommes des peuples d'Asie, qui apparaîtront après nous sur l'avant-scène de l'histoire, dans un proche avenir. Ce serait un opportunisme impardonnable si, à la veille de cette intervention de l'Orient et au début de son réveil, nous sapions à ses yeux notre autorité par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de nos propres allogènes. Une chose est la nécessité de faire front tous ensemble contre les impérialistes d'Occident, défenseurs du monde capitaliste. Là, il ne saurait y avoir de doute, et il est superflu d'ajouter que j'approuve absolument ces mesures. Autre chose est de nous engager nous-mêmes, fût-ce pour les questions de détail, dans des rapports impérialistes à l'égard des nationalités opprimées, en éveillant ainsi la suspicion sur la sincérité de nos principes, sur notre justification de principe de la lutte contre l'impérialisme. Or la journée de demain, dans l'histoire mondiale, sera justement celle du réveil définitif des peuples opprimés par l'impérialisme et du commencement d'une longue et âpre bataille pour leur affranchissement.

## L

LÉON TROTSKY

Le 2 avril 1939

### LA QUESTION UKRAINIENNE

*Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne, unique, libre et indépendante !*

*Trotsky écrivit cet article au début de 1939 pour répondre aux problèmes posés par les trotskystes ukrainiens, nombreux alors au Canada. La réponse qu'il donne est exactement dans le fil de ce que définissait Lénine en 1922 lorsqu'il combattait le projet ultracentraliste de constitution de l'U.R.S.S. élaboré par Staline et sa clique, ou dans ses Lettres au congrès reproduites ci-dessus. L'appel au dialogue sur lequel il s'achève ne put évidemment recevoir de réponse...*

*Pour la bonne intelligence du texte, il faut préciser que, au moment où Trotsky écrivait, l'Ukraine orientale constituait la République socialiste soviétique d'Ukraine, l'Ukraine occidentale (Ruthénie) appartenait à la Pologne, d'autres Ukrainiens vivaient dans les provinces roumaines de Bessarabie et de Bukovine du Nord, l'Ukraine subcarpatique, enfin, appartenait à la Tchécoslovaquie.*

La question ukrainienne, que beaucoup de gouvernements, beaucoup de « socialistes » et même beaucoup de « communistes » se sont efforcés d'oublier ou de reléguer au fin fond de l'histoire, vient d'être remise de nouveau à l'ordre du jour, et cette fois avec une force redoublée. La nouvelle aggravation du problème ukrainien se trouve reliée très intimement à la dégénérescence de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste et aux succès du fascisme, et à l'approche de la prochaine guerre impérialiste. Ecartelée entre quatre Etats, l'Ukraine occupe à présent, dans les destinées de l'Europe, la même position qu'autrefois la Pologne, avec cette différence que les relations internationales sont maintenant plus tendues et que le rythme des événements s'accélère.

La question ukrainienne est destinée, dans un proche avenir, à jouer un rôle énorme dans la vie de l'Europe. Ce n'est pas pour rien qu'Hitler a si bruyamment soulevé la question de la constitution d'une « Grande Ukraine », et ce n'est pas non plus pour rien qu'il a laissé tomber cette question avec une telle hâte.

La II<sup>e</sup> Internationale, qui exprime les intérêts de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrière des Etats impérialistes, a complètement ignoré la question ukrainienne. Même son aile gauche ne lui a jamais accordé l'attention nécessaire. Il suffit de rappeler que Rosa Luxembourg, malgré sa brillante intelligence et son esprit véritablement révolutionnaire, a pu déclarer que la question ukrainienne était l'invention d'une poignée d'intellectuels. Cette position laissa même une profonde empreinte sur le parti communiste polonais. La question ukrainienne fut considérée par les chefs officiels de la section polonaise de l'I.C. plutôt comme un obstacle que comme un problème révolutionnaire. De là, ses efforts opportunistes constants pour échapper à cette question, pour la supprimer, pour la passer sous silence ou la remettre à un avenir indéterminé.

Le parti bolchevique, non sans difficulté et graduellement, sous la pression constante de Lénine, parvint à se faire une idée correcte de la question ukrainienne. Le droit d'autodétermination, c'est-à-dire de séparation, fut étendu par Lénine aussi bien aux Polonais qu'aux Ukrainiens. Il ne reconnaissait pas de nations aristocratiques. Toute tendance à éliminer le problème posé par une nationalité opprimée ou à en différer la solution était considérée par lui comme une satisfaction du chauvinisme grand-russien.

Après la conquête du pouvoir, une lutte sérieuse eut lieu au sein du Parti à propos de la solution des nombreux problèmes nationaux hérités de la vieille Russie tsariste. En sa qualité de commissaire du peuple aux nationalités, Staline représentait invariablement la tendance la plus centraliste et la plus bureaucratique. Cela s'est manifesté tout particulièrement à propos de la question de la Géorgie et de la question de l'Ukraine. La correspondance qui traite de ces sujets n'a pas été publiée jusqu'à présent. Nous espérons en publier une partie — la toute petite partie qui se trouve à notre disposition. Chaque ligne des lettres et des propositions de Lénine traduit avec insistance l'aspiration à aller le plus loin possible pour satisfaire les nationalités autrefois opprimées. Dans les propositions et dans les déclarations de Staline, au contraire, la tendance au centralisme bureaucratique se révèle invariablement. A seule fin de satisfaire des « besoins administratifs », lisez les intérêts de la bureaucratie, les revendications les plus légitimes des nationalités opprimées furent dénoncées comme une manifestation de nationalisme petit-bourgeois. Tous ces symptômes purent s'observer dès 1922-1923. Depuis cette époque, ils se sont développés monstrueusement et ont conduit à l'étranglement complet de toute espèce de développement national indépendant des peuples de l'U.R.S.S.

Selon la conception du vieux parti bolchevique, l'Ukraine soviétique était destinée à devenir un axe puissant autour duquel les autres sections du peuple ukrainien s'uniraient. Il est incontestable que, durant la première période de son existence, l'Ukraine soviétique exerça une puissante force attractive, du point de vue national également, et éveilla à la lutte les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia révolutionnaire de l'Ukraine occidentale, asservie à la Pologne. Mais au cours des années de la réaction thermidorienne, la situation de l'Ukraine soviétique et, en même temps, la manière de poser la question ukrainienne dans son ensemble se modifièrent profondément. Plus grands avaient été les espoirs suscités, plus profonde fut la désillusion. En Grande-Russie aussi, la bureaucratie a étranglé et pillé le peuple. Mais en Ukraine les choses se compliquèrent encore par l'anéantissement des espoirs nationaux. Nulle part, les restrictions, les épurations, les répressions et en général toutes les formes de brigandage bureaucratique ne prirent une envergure aussi meurtrière qu'en Ukraine, dans la lutte contre les aspirations puissantes, profondément enracinées, des masses ukrainiennes pour plus de liberté et d'indépendance. Pour la bureaucratie totalitaire, l'Ukraine soviétique devint une section administrative d'une entité économique et une base militaire de l'U.R.S.S. Sans doute, la bureaucratie stalinienne élève des statues à Chevtchenko, mais uniquement afin d'écraser plus complètement le peuple ukrainien sous le poids de ces monuments et de l'obliger à chanter, dans la langue de Kobzar, des éloges à l'adresse de la clique pillarde du Kremlin.

Vis-à-vis des parties de l'Ukraine situées en dehors de ses frontières, l'attitude du Kremlin est aujourd'hui la même que vis-à-vis de toutes les nationalités opprimées, de toutes les colonies et semi-colonies, c'est-à-dire qu'il les considère comme une monnaie d'échange dans ses combinaisons internationales avec les gouvernements impérialistes. Au dernier congrès du « parti » stalinien, le XVIII<sup>e</sup>, Manouïlski, l'un des plus répugnants renégats du communisme ukrainien, déclara tout à fait ouvertement que, non seulement l'U.R.S.S., mais également l'I.C. (la « boutique », comme l'appelle Staline) se refuse à réclamer l'émancipation des peuples opprimés, lorsque leurs oppresseurs ne sont pas les ennemis de la clique dirigeante de Moscou. L'Inde se trouve être défendue à l'heure actuelle par Staline, Dimitrov et Manouïlski contre le Japon, mais non pas contre l'Angleterre. Ils s'appêtent à céder pour toujours l'Ukraine occidentale à la Pologne, en échange d'un accord diplomatique qui paraît, à l'heure actuelle, profitable aux bureaucrates du Kremlin. Depuis longtemps, ils ne dépassent plus, dans leur politique, les combinaisons épisodiques.

Rien ne subsiste de la confiance et de la sympathie d'antan des masses de l'Ukraine occidentale pour le Kremlin. Depuis la toute dernière « épuration » sanglante en Ukraine, personne, à l'ouest, ne désire plus devenir partie intégrante de cette satrapie du Kremlin qui continue à porter le nom d'Ukraine soviétique. Les masses ouvrières et paysannes de l'Ukraine occidentale, en Buko-



vine, en Ukraine subcarpatique sont désorientées : où se tourner ? Que réclamer ? Cette situation fait glisser tout naturellement la direction aux mains des cliques les plus réactionnaires de l'Ukraine, qui expriment leur « *nationalisme* » en cherchant à vendre le peuple ukrainien à n'importe quel impérialisme, en échange d'une promesse d'indépendance fictive. C'est sur cette tragique confusion qu'Hitler fonde sa politique dans la question ukrainienne. Nous l'avons dit autrefois : sans Staline (c'est-à-dire sans la fatale politique de l'I.C. en Allemagne), il n'y aurait pas eu d'Hitler. A cela, nous pouvons maintenant ajouter : sans les violences que l'Ukraine soviétique subit de la part de la bureaucratie stalinienne, il n'y aurait pas eu de politique hitlérienne pour l'Ukraine.

Nous ne nous attarderons pas ici à analyser les motifs qui ont poussé Hitler à rejeter, pour le moment du moins, le mot d'ordre d'une « *Grande Ukraine* ». Les raisons doivent en être cherchées, d'une part, dans les combinaisons frauduleuses de l'impérialisme allemand, de l'autre, dans la crainte d'évoquer un mauvais esprit qui pourrait s'avérer difficile à exorciser. Hitler a donné l'Ukraine subcarpatique en cadeau aux houchers hongrois. Et cela s'est accompli, sinon avec l'approbation ouverte de Moscou, du moins avec la conviction que l'approbation suivrait. C'est comme si Hitler avait dit à Staline : « *Si je me préparais à attaquer demain l'Ukraine soviétique, j'aurais gardé l'Ukraine subcarpatique dans mes propres mains.* » Hitler se propose d'attaquer l'Ukraine ? Nenni ! Se battre avec Hitler ? Pas la moindre raison pour cela ! Staline interprète manifestement la remise de l'Ukraine subcarpatique à la Hongrie comme un acte de paix.

Cela signifie que les diverses parties du peuple ukrainien sont devenues ni plus ni moins qu'une monnaie d'échange pour les machinations internationales du Kremlin. La IV<sup>e</sup> Internationale doit comprendre clairement l'énorme importance de la question ukrainienne pour les destinées, non seulement de l'Europe sud-orientale et orientale, mais encore de l'Europe tout entière. Nous avons affaire ici à un peuple qui a donné des preuves de sa vitalité, qui est numériquement égal à la population de la France et occupe un territoire exceptionnellement riche et, par surcroît, de la plus grande importance stratégique. La question du sort de l'Ukraine est ainsi posée dans toute son ampleur. Il faut un mot d'ordre clair et précis qui corresponde à la nouvelle situation. A mon avis, il n'y a, à l'heure actuelle, qu'un seul mot d'ordre de cette espèce : *Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne, unique, libre et indépendante !*

Ce programme est, tout d'abord, en opposition inconciliable avec les intérêts des trois puissances impérialistes, Pologne, Roumanie et Hongrie. Il n'y a que d'indécrottables imbéciles pacifistes pour croire que l'émancipation et l'unification de l'Ukraine puissent être réalisées par de pacifiques moyens diplomatiques, par des référendums, par des décisions de la Société des nations, etc. Ne valent pas mieux, naturellement, tous ces « *nationalistes* »



qui proposent de résoudre la question ukrainienne en se soumettant à un impérialisme contre l'autre, Hitler a donné une inestimable leçon à ces aventuriers en livrant (pour combien de temps ?) l'Ukraine subcarpatique aux Hongrois, qui s'empressèrent de massacrer bon nombre d'Ukrainiens confiants. Pour autant que l'issue dépende de la force militaire des Etats impérialistes, la victoire de l'un ou de l'autre bloc peut seulement signifier un nouveau démembrement et un asservissement plus brutal encore du peuple ukrainien. Le programme de l'indépendance de l'Ukraine, à l'époque de l'impérialisme, est directement et indissolublement lié au programme de la révolution prolétarienne. Il serait criminel d'entretenir quelque illusion que ce soit en cette matière.

Mais l'indépendance d'une Ukraine unifiée signifierait la séparation de l'Ukraine de l'U.R.S.S., vont s'écrier en chœur les « amis » du Kremlin. Qu'y a-t-il de si terrible ? répliquons-nous. L'adoration béate des frontières d'Etats nous est totalement étrangère. Nous ne soutenons pas la thèse de la Russie « *une et indivisible* ». Après tout, la Constitution de l'U.R.S.S. elle-même reconnaît le droit d'autodétermination aux peuples fédérés qui la composent, c'est-à-dire le droit de séparation. Ainsi, même l'actuelle oligarchie toute-puissante du Kremlin n'ose pas nier ce principe. Sans doute, il ne subsiste plus que sur le papier. La moindre tentative de soulever ouvertement la question d'une Ukraine indépendante entraînerait une exécution immédiate pour trahison. Mais c'est précisément cette duplicité répugnante, cette persécution impitoyable de toute pensée nationale libre qui a conduit les masses travailleuses de l'Ukraine, plus encore que les masses de la Grande-Russie, à considérer le gouvernement du Kremlin comme un monstrueux oppresseur. Devant une telle situation intérieure, il est naturellement impossible de parler d'une Ukraine occidentale se rattachant volontairement à l'U.R.S.S., telle qu'elle est actuellement constituée. Par conséquent, l'unification de l'Ukraine pré-suppose l'affranchissement de l'Ukraine dite soviétique de la botte stalinienne. En ce domaine encore, la clique bonapartiste ne récoltera que ce qu'elle a semé.

Mais cela ne signifierait-il pas un affaiblissement militaire de l'U.R.S.S. ? vont hurler d'épouvante les « amis » du Kremlin. Nous répondons que l'affaiblissement de l'U.R.S.S. est causé par les tendances centrifuges toujours croissantes qu'engendre la dictature bonapartiste. Dans le cas d'une guerre, la haine des masses pour la clique dirigeante peut conduire à l'écroulement de toutes les conquêtes sociales d'Octobre. L'origine des tendances défaitistes se trouve au Kremlin. D'autre part, une Ukraine soviétique indépendante deviendrait, ne fût-ce qu'en vertu de ses propres intérêts, un puissant rempart sud-occidental de l'U.R.S.S. La séparation de l'Ukraine signifierait, non pas l'affaiblissement des liens avec les masses travailleuses de Grande-Russie, mais seulement l'affaiblissement du régime totalitaire qui étouffe la Grande-Russie comme les autres peuples de l'Union. Plus vite la caste bonapartiste actuelle sera ébranlée, renversée, écrasée et balayée, plus

solide deviendra la défense de la République soviétique et plus certain son avenir socialiste.

Evidemment, une Ukraine ouvrière et paysanne indépendante pourrait, par la suite, rejoindre la fédération soviétique, mais de sa propre volonté, à des conditions qu'elle-même jugerait acceptables, ce qui suppose, à son tour, une régénération révolutionnaire de l'U.R.S.S. L'émancipation véritable du peuple ukrainien est inconcevable sans une révolution ou sans une série de révolutions en Occident, devant mener finalement à la constitution des Etats-Unis soviétiques d'Europe. Une Ukraine indépendante pourrait entrer et entrerait indubitablement dans cette fédération à titre de membre jouissant des mêmes droits que les autres. La révolution prolétarienne en Europe ne laisserait pas, à son tour, pierre sur pierre de l'édifice répugnant du bonapartisme stalinien. Dès lors, les liens les plus étroits entre les Etats-Unis socialistes d'Europe et l'U.R.S.S. régénérée seraient inévitables et présenteraient des avantages infinis pour les continents européen ou asiatique, y compris naturellement l'Ukraine. Mais ici nous glissons vers des questions de seconde et même de troisième importance. La question capitale est la garantie révolutionnaire de l'unité de l'Ukraine ouvrière et paysanne contre l'impérialisme, d'une part, contre le bonapartisme moscovite, d'autre part. L'Ukraine est particulièrement riche et expérimentée dans les voies erronées de la lutte pour son émancipation nationale. Ici, tout a été essayé : la Rada petite-bourgeoise, et Skoropadsky, et Petlioura, et l'« alliance » avec les Hohenzollern, et les combinaisons avec l'Entente. Après toutes ces expériences, il n'y a plus que des cadavres politiques qui puissent continuer à mettre leurs espoirs dans l'une quelconque des fractions de la bourgeoisie ukrainienne pour diriger la lutte nationale pour l'émancipation. Le prolétariat ukrainien seul est à même, non seulement d'accomplir cette tâche — qui est révolutionnaire en son essence — mais encore de prendre l'initiative de l'accomplir. Le prolétariat peut seul rallier autour de lui les masses paysannes et l'intelligentsia nationale véritablement révolutionnaire.

Au début de la dernière guerre impérialiste, les Ukrainiens Melenevsky (« *Basok* ») et Skoropis-Yeltukhovski tentèrent de placer le mouvement de libération ukrainienne sous l'aile du général des Hohenzollern, Ludendorff. Ce faisant, ils se couvrirent d'une phraséologie gauchiste. D'une seule bourrade, les marxistes révolutionnaires boutèrent ces gens dehors. C'est ainsi que des révolutionnaires doivent demain encore procéder. La guerre qui vient créera une atmosphère favorable à toutes sortes d'aventuriers, de faiseurs de miracles et de chercheurs de la Toison d'Or. Ces messieurs, qui affectionnent particulièrement de se chauffer les mains au voisinage des questions nationales, doivent être refoulés à bonne distance du mouvement ouvrier. Pas le moindre compromis avec l'impérialisme, qu'il soit fasciste ou démocratique ! Pas la moindre concession aux nationalistes ukrainiens, qu'ils soient clérico-réactionnaires ou pacifistes-libéraux ! Pas de « *Fronts populaires* » ! Complète indépendance pour le parti prolétarien, avant-garde des travailleurs !

Voici ce qui me semble être la politique juste dans la question ukrainienne. Je parle ici à titre personnel. La question doit être ouverte à la discussion internationale. La toute première place dans cette discussion doit revenir aux marxistes révolutionnaires ukrainiens. Nous écouterons leurs voix avec la plus grande attention. Mais ils feraient bien de se hâter. Il ne reste que peu de temps pour les préparatifs.

LÉON TROTSKY.

(*Bulletin de l'Opposition*, mai-juin-juillet 1939,  
n° 77-78.)

IVAN KANDYBA

Juin 1961

## LE PROGRAMME DE L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE D'UKRAINE

*(Lettre au premier secrétaire du P.C. ukrainien  
Piotr Iakhimovitch Chelest)*

Du 16 au 20 mai 1961 se déroula à Lvov le procès de l'Union ouvrière et paysanne d'Ukraine ou, plus précisément, d'un groupe de militants qui se proposaient de fonder cette U.O.P.U. : Loukanienko, Kandyba, Viroun, Libovitch, Loutskiv, Borovnitcki et Ripytch. Au cours d'une réunion tenue le 6 novembre 1960, et à laquelle participaient, d'après l'acte d'accusation, Loukanienko, Viroun, Kandyba et Loutskiv, il fut décidé de rédiger un Projet de programme d'une Union ouvrière et paysanne dont la création était envisagée, afin de mener l'agitation et la propagande pour une Ukraine socialiste indépendante.

Arrêtés quelque temps après, les fondateurs de l'U.O.P.U. furent traduits en justice pour activité antisoviétique. Loukanienko fut condamné à mort (peine ensuite commuée en quinze ans de déportation), Kandyba à quinze ans de déportation, Viroun, Loutskiv, Libovitch et Borovnitcki à dix ans de la même peine.

Après sa condamnation, Kandyba écrivit une lettre au premier secrétaire du P.C. ukrainien Piotr Chelest, dans laquelle il expose l'« affaire » de l'Union ouvrière et paysanne d'Ukraine. Nous en publions les passages où Kandyba expose le programme de cette Union, en y résumant lui-même sa propre brochure, Projet de programme, qui paraît être un assez long document que nous ne possédons malheureusement pas.

Kandyba signale enfin que ses camarades et lui ont été arrêtés AVANT d'avoir pu mettre sur pied leur organisation, c'est-à-dire avant d'avoir pu apparaître comme une organisation légale et publique aux masses ukrainiennes.

Comme on peut le voir d'après ce qui a été dit plus haut, les accusations portées contre nous étaient graves et elles ont entraîné les lourdes peines correspondantes. Ces accusations, cependant, ne correspondent pas à la réalité, étant donné que l'on ne peut définir notre activité comme constituant une trahison de la patrie ni, en général, comme représentant un crime.

Je ne nie pas que nous ayons disposé d'une brochure intitulée *Projet de programme de l'Union ouvrière et paysanne d'Ukraine*, brochure dont l'auteur est Loukanienko, dont nous avons donné lecture et que nous avons diffusée auprès d'un grand nombre de gens pour qu'ils la lisent, mais son contenu n'est pas aussi dangereux que le jugement ne l'affirme.

Dans ce *Projet de programme*, nous avons effectué une analyse du régime actuel à partir des positions du marxisme-léninisme. C'est à partir de ces mêmes positions marxistes-léninistes que la brochure donne une critique acérée de la politique du Parti et du gouvernement dans les années de la famine en Ukraine (1933-1934) et des répressions massives des années 30 en Ukraine orientale, dans une période qu'il est traditionnel de désigner par l'euphémisme de « *culte de la personnalité* ». Le jugement que nous portons sur cette période ne diffère presque pas du jugement porté par les dirigeants du Parti et du gouvernement lors du XX<sup>e</sup> congrès du Parti et après.

La brochure soumet aussi à la critique les insuffisances de la période « *d'après le culte* » : les méthodes bureaucratiques de gestion de l'économie, les méthodes de la planification centralisée dans l'industrie et l'agriculture, la limitation des droits des syndicats, dont les représentants sont devenus les bras droits des directeurs, en violation de la légalité socialiste. Elle critique aussi vigoureusement la politique menée à l'égard des paysans, qui sont les victimes d'une politique de pression sociale, économique et culturelle, et dont la condition ne se distingue en rien de celle des paysans serfs des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

La brochure soumet à une critique particulièrement vigoureuse la politique des nationalités suivie en Ukraine depuis l'instauration du pouvoir soviétique : accusations massives de nationalisme adressées à des millions d'Ukrainiens, extermination physique de millions d'Ukrainiens, parmi lesquels des milliers de personnalités politiques, scientifiques et culturelles, enfin interdiction frappant les œuvres de centaines de poètes et d'écrivains, d'historiens, d'artistes et de personnalités de la culture.

La brochure souligne aussi les restrictions apportées aux droits politiques et économiques de l'Ukraine, la liquidation de sa souveraineté et de son droit d'avoir des relations avec d'autres États. La langue ukrainienne n'est pas reconnue comme une langue nationale ; elle n'est pas utilisée dans les services administratifs, dans les instituts scientifiques, dans les écoles supérieures, dans les lycées, dans les entreprises industrielles, dans les manifestations de la vie sociale et culturelle du peuple.

L'Ukraine est devenue un appendice de la Russie ; les deux tiers de ses richesses sont exportées hors des frontières de la République



et, sur tous les compartiments de son existence, pèse la politique chauvine et impérialiste de la Russie.

L'auteur, prenant en considération la situation décrite ci-dessus de l'Ukraine, en est venu à la conclusion que, dans le cadre de l'Union soviétique, elle n'a aucune possibilité de développement normal du point de vue politique, économique et culturel et que, sous de nombreux aspects, sa condition est pire que ce qu'elle était sous le tsarisme, qu'elle est, en fait, devenue une colonie de Moscou. Dans le meilleur des cas, on peut dire que l'Ukraine jouit d'une certaine autonomie culturelle.

Dernière conclusion : pour créer des conditions normales de développement, en accord avec les articles 14 et 17 de la Constitution de la république ukrainienne, et de la Constitution de l'Union soviétique, il est nécessaire de sortir de l'U.R.S.S. et de devenir un Etat absolument indépendant et souverain.

La brochure précise plus loin que, pour atteindre ces objectifs, il faut créer une organisation, que l'on pourrait dénommer *l'Union ouvrière et paysanne d'Ukraine*, qui, de façon parfaitement légale, en respectant la Constitution, développerait la propagande et l'agitation parmi les citoyens de l'Ukraine pour obtenir la sortie de notre république de l'Union soviétique. Cette rupture devrait s'effectuer, en conséquence, avec l'accord des instances supérieures du pouvoir. La brochure souligne aussi que, si la majorité du peuple ukrainien ne soutenait pas cette initiative, notre organisation déciderait son autoliquidation.

Elle prévoit que, en cas de séparation de l'Ukraine, son régime politique doit rester soviétique, son régime économique socialiste.

L'Ukraine, en tant qu'Etat souverain et socialiste, devrait maintenir des liens d'étroite amitié avec les Etats socialistes.

Voici quelques points du *Projet de programme de l'U.O.P.U.* :

« Nous nous battons pour une Ukraine indépendante, qui garantirait la satisfaction des besoins matériels et spirituels de ses citoyens sur la base d'une économie socialisée et se développant sur la voie du communisme ; pour une Ukraine dont tous les citoyens jouiraient réellement des libertés politiques et définiraient le cours même du développement économique et politique du pays. »

Voici comment notre parti définit son but final :

« Dans notre lutte, l'idée qui nous guide, c'est celle d'une Ukraine souveraine avec un régime politique socialiste largement développé.

Ce n'est pas seulement le Parti, c'est le peuple ukrainien tout entier qui décidera de la constitution d'une Ukraine autonome.

Ainsi, le but de l'étape actuelle, de la première étape de notre lutte, c'est l'obtention des libertés démocratiques, nécessaires pour la mobilisation du peuple ukrainien tout entier dans la lutte pour la création d'un Etat populaire et indépendant. Nous utiliserons pour parvenir à la réalisation de ce but des méthodes pacifiques et constitutionnelles. » (Programme, p. 3.)

Le 23 avril 1968

## LA "MANIFESTATION" DE TCHIRTCHIK ET LA REPRESSION POLICIERE

*En voulant fêter l'anniversaire de la naissance de Lénine, les Tatares de Crimée exilés dans la région de Tachkent voulaient fêter la naissance du père de la République des Tatares de Crimée, dissoute par Staline, et l'auteur des Lettres au congrès sur la question nationale et l'"autonomie". Bref, qu'ils en fussent conscients ou non, ils voulaient fêter l'anniversaire de la révolution d'Octobre contre ses usurpateurs. La réponse des usurpateurs et de leur police peut étonner. Mais l'important est que, par l'une des méthodes traditionnelles de lutte du prolétariat (la manifestation), les travailleurs de Tchirtchik ont en réalité fait reculer politiquement la police des bureaucrates.*

Au bureau politique du Comité central,  
Au présidium du soviet suprême de l'U.R.S.S.,  
Au procureur général de l'U.R.S.S.

Les représentants à Moscou du peuple des Tatares de Crimée ont eu connaissance des tragiques événements qui se sont déroulés le 21 avril 1968 dans la ville de Tchirtchik (1).

Ce jour-là, les Tatares de Crimée voulaient fêter solennellement l'anniversaire de la naissance de Lénine, qui est cher à notre peuple, en particulier parce qu'il fut à l'origine de la création de la République socialiste soviétique autonome des Tatares. A

(1) Tchirtchik : ville de la région de Tachkent, où ont été déportés en 1944 de nombreux Tatares de Crimée.

cette intention, les Tatares de Crimée, habitant la ville de Tchirtchik décidèrent d'organiser une grande fête populaire et en avertirent le comité urbain du Parti. Mais le secrétaire du comité, F. G. Iakoubov, s'éleva catégoriquement contre ce projet. Il déclara à nos représentants qu'il interdirait formellement aux Tatares de Crimée de fêter l'anniversaire de Lénine. « *Si vous vous rassemblez pour une kermesse, déclara-t-il, nous ferons usage de la force contre vous.* » Le major-général Charaliev, haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur, qui assistait à cet entretien, téléphona à Tachkent et donna ostensiblement l'ordre suivant : « *Concentrez des troupes autour de Tchirtchik !* »

Au matin du 21 avril, des voitures commencèrent à converger vers Tchirtchik, amenant des Tatares de Crimée qui habitaient diverses agglomérations de la région de Tachkent et se proposaient de participer aux festivités avec leurs proches, amis et connaissances habitant la ville. Mais il apparut que toutes les routes étaient fermées par de forts barrages de police qui faisaient descendre de force les occupants et confisquaient les permis de conduire des chauffeurs. Ceux qui purent atteindre l'endroit du rendez-vous constatèrent qu'il était impossible de se divertir, l'endroit étant occupé par d'importants détachements de militaires et de policiers. L'assistance se dirigea alors vers le parc municipal pour fêter malgré tout la naissance du grand Lénine. Vers 13 heures environ, alors que la fête battait son plein et que, de toutes parts, résonnaient la musique, les rires, les chants joyeux, tandis que les gens dansaient gaiement les danses populaires ou participaient à des jeux sonores, le parc fut cerné par les troupes et la police. Quelque chose d'incroyable se produisit. Des autopompes arrivées sur les lieux avec la police dirigèrent vers la masse des joyeux participants de puissants jets d'un liquide corrosif qui renversèrent les gens. Tous ceux que touchèrent ces jets ont conservé des taches blanches sur leurs vêtements. On ne peut encore juger des conséquences funestes de ce produit pour la santé des gens. On peut, en tout cas, juger de la nocivité du produit par le fait que les détachements militaires et la police qui participaient à la dispersion de la kermesse étaient munis de masques à gaz. Les policiers se jetaient sur les gens, leur tordaient les bras, les frappaient et les poussaient brutalement dans des fourgons cellulaires qui les emmenaient on ne sait où.

Cette agression contre des citoyens qui se distraient paisiblement, qu'absolument rien n'avait provoquée, suscita une violente indignation. Certains d'entre eux, particulièrement les femmes, victimes d'outrages, commencèrent à opposer une résistance à cet arbitraire grossier.

Mais la majorité des promeneurs brisèrent le cordon d'encerclement et organisèrent une manifestation de rue. Des colonnes de gens poussant des cris d'indignation se dirigèrent vers la ville. Lorsqu'une colonne parvint au comité urbain du Parti, huit personnes s'en détachèrent pour se rendre au comité et protester oralement contre cet acte d'arbitraire manifeste. La délégation ne fut pas reçue. Des jets de liquide furent dirigés sur les mani-

festants qui subirent de nouveaux assauts de la milice. Pourtant la foule ne se dissipait pas. La troupe et la police continuèrent jusqu'à la nuit leur chasse aux gens qui exprimaient leur indignation contre les brutalités dont le peuple faisait l'objet.

Des arrestations à domicile, tard dans la soirée, complétèrent les actes arbitraires auxquels les autorités s'étaient livrées durant la journée. On arrêtait même ceux qui ne s'étaient pas rendus à la kermesse. D'après des données incomplètes, le chiffre des personnes appréhendées pendant la journée du 21 avril serait de 300. Il y eut également de nombreux blessés.

Nous sommes convaincus que ces actes arbitraires n'ont pas été perpétrés à l'insu des autorités du Parti et de l'Etat car, outre le secrétaire du comité urbain du Parti Iakoubov et le major-général Charaliev, déjà mentionnés, les représentants du K.G.B. de l'Ouzbekistan et l'adjoint au procureur de la république Botcharov dirigeaient également les opérations décrites.

Considérant que ces actes nuisent au régime social soviétique, et constituent une provocation à l'égard de notre peuple, nous exigeons, en son nom et sur sa demande :

1. La libération immédiate de tous les détenus ;
2. La création d'une commission d'enquête spéciale, relevant du Parti et de l'Etat, et comprenant des représentants du peuple des Tatares de Crimée, mais sans les représentants des autorités locales qui sont les premiers responsables des brutalités commises. La commission doit effectuer dans les plus brefs délais une enquête publique sur les événements du 21 avril 1968, afin de trouver tous les responsables et les punir sévèrement.

Les représentants des Tatares de Crimée se trouvant à Moscou :

1. Enver Assanov (Fergana).
2. Lennara Gousseinova (Bekobad).
3. Mustafa Djemilev (Goulistan).
4. Idris Kassimov (Toy-Tubé).
5. Ravzié Klebleeva (Andijan).
6. Ifet Mandraji (village de Ziadip, région de Samara).
7. Vassip Medjitov (N. Bakanka, territoire de Krasnodar).
8. Marlène Mamoutov (Bekabad, DVZ N° 1).
9. Assan Mouratov (Almalik).
10. Ferit Omerov (Cité de Syr-Dariansk).
11. Youssouf Rassinov (Bekobad).
12. Mustafa Rassoulov (Cité de Charikhaï, région d'Andijan).
13. Chevket Seitablaev (Yangui-Yul).
14. Esmâ Oulanova (Moscou).
15. Oumer Yaguitchev (Fergana).
16. Emina Hairoutdikova (Marguelan).

## LIII

Le 30 avril 1969

### LE PROCÈS OMER BAIEV

(Chronique des événements, n° 7)

*Le procès Omer Baiev n'est que l'un des nombreux procès qui s'abattent, depuis 1967, sur les représentants élus des Tatares de Crimée, chargés de défendre leurs droits et leurs revendications. En présentant l'activité de ceux-ci comme illégale, l'appareil tente de rompre l'unité entre les 300.000 Tatares de Crimée et leurs représentants, union qui fait leur force. Aussitôt après le procès Omer Baiev devait s'ouvrir à Tachkent le procès des dix. C'est à ce propos que le général Grigorenko, répondant à l'appel écrit de 2.000 Tatares de Crimée, se rendit à Tachkent afin de déposer comme « défenseur social » (\*) à ce procès. Et c'est alors qu'il fut arrêté. Après quoi le procès des dix se tint à huis clos ; ils furent tous condamnés.*

Les 23-24 et 28-29 avril s'est déroulé à Simferopol le procès de l'ingénieur Omer Baiev, Tatar de Crimée, accusé d'avoir diffusé « en connaissance de cause des assertions mensongères dénigrant le régime politique et social soviétique » (art. 187-1 du Code pénal de la R.S.S. d'Ukraine) (\*). Le contenu de l'accusation se fonde sur plusieurs lettres adressées aux instances officielles par les Tatares de Crimée, non signées, mais que l'on prétend avoir été diffusées par Baiev ; sur une information concernant les Tatares recopiée par Baiev sur son cahier et qu'on lui reproche d'avoir diffusée, car, selon les témoignages, Baiev aurait donné lecture d'un passage d'un cahier au cours d'une réunion ; sur des lettres de Baiev concernant la situation des Tatares de Crimée. A propos de ces dernières lettres, il est fort intéressant de noter que l'une d'elles concernait l'affaire d'une façon générale. La collaboratrice scientifique principale de l'institut du marxisme-léninisme Sinitchkina a publié dans la presse un article sur la question nationale, où elle écrivait que la question nationale était totalement réglée en U.R.S.S. Omer Baiev écrivit à Sinitchkina une lettre personnelle où il lui demandait si elle jugeait réglée la question des Tatares



de Crimée et, dans l'affirmative, comment elle expliquait le fait que lui, Omer Baïev, avait perdu son emploi, s'était vu chassé du foyer communautaire et avait reçu l'ordre de quitter le territoire de Crimée. En guise de réponse, Sinitchkina transmit la lettre au K.G.B. comme contenant des « *questions provocatrices* ».

Au procès, le juge A. A. Avramenko présidait, l'accusation était soutenue par le procureur Terentev et la défense de l'accusé assurée par l'avocat N. A. Monakhov. Le tribunal agit de façon régulière ; dans la salle, l'assistance se composait de ceux qui étaient vraiment venus au procès, et non d'un public fabriqué, comme il est de règle à Moscou.

Déposant au procès comme témoin, le chef du bureau des passeports, Ekho, confirma que les Tatares de Crimée ne pouvaient se faire enregistrer en Crimée (1). De cela avait aussi parlé l'ingénieur principal d'un sovkhose où l'on avait embauché une équipe de Tatares de Crimée, dont Baïev, et que l'on avait licenciés quand on avait su qui ils étaient. Le procureur expliqua cela par le fait qu'il s'agissait d'ouvriers non qualifiés, mais l'ingénieur confirma que l'équipe possédait la qualification requise, que le sovkhose avait actuellement besoin d'au moins une centaine d'ouvriers, que le sovkhose pouvait leur assurer le logement en foyer communautaire. A la question de l'avocat : « *Et si, aujourd'hui, une même équipe se présentait, l'embaucheriez-vous ?* », l'ingénieur répondit en toute ingénuité : « *Mais c'est qu'on ne les enregistrera pas !* »

Le procureur ayant mentionné que l'accusé menait une vie laborieuse, qu'il n'avait fait l'objet d'aucune condamnation antérieure, indiqua que celui-ci plaidait non coupable et ne manifestait aucun repentir, ce en quoi il représentait un danger pour la société. Le procureur requit trois ans de camp pour Omer Baïev, c'est-à-dire le maximum de la peine prévue par l'article de loi.

L'avocat n'aborda pas la question du contenu des documents à la rédaction et à la diffusion desquels Baïev niait avoir contribué ; il démontra de manière convaincante que son client disait la vérité. En ce qui concerne les documents rédigés par Baïev, l'avocat adopta le point de vue suivant : ces documents exposent des faits irréfutables ; on y trouve des comparaisons malheureuses, excessivement émotionnelles, tranchantes, mais cela ne peut nullement passer pour une calomnie. L'avocat demanda l'acquiescement, faute d'éléments constituant l'infraction.

Dans sa dernière déclaration, Omer Baïev parla de la déportation de son peuple de Crimée, de ses membres morts de faim en exil, de la lutte de ce peuple pour le rétablissement de l'égalité nationale.

Le tribunal reconnut Omer Baïev coupable de l'infraction prévue à l'article 187-1 du code pénal de la R.S.S. d'Ukraine et le condamna à deux ans de camp.

(1) Rappelons encore une fois qu'il faut à tout citoyen soviétique un billet d'enregistrement nominal (*propiska*) pour avoir le droit de résider dans une ville déterminée.

## JE NE VOUS DEMANDE RIEN

*Jeune journaliste communiste ukrainien, Tchornovil rassembla en 1967 un dossier volumineux sur les « persécutions illégales » qui se sont multipliées en Ukraine depuis 1965. La constitution de ce dossier lui valut trois ans de prison. Nous ne pouvons publier qu'une petite partie de sa lettre ; quant à son dossier, il constitue un volume à lui seul. Le lecteur doit compléter cette esquisse par le texte sur la répression paru dans le chapitre V (numéros 101 à 125 : la répression en Ukraine). Tchornovil a, depuis, participé à la fondation du Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques.*

*Au procureur de la République socialiste soviétique d'Ukraine, au président de la cour suprême de la République socialiste soviétique d'Ukraine, au président du comité de la sécurité d'Etat près le conseil des ministres de la République socialiste soviétique d'Ukraine.*

Je ne vous demande rien. Toutes les demandes, toutes les déclarations, toutes les plaintes, toutes les interventions, qui furent nombreuses, se sont brisées contre le mur glacial de votre indifférence. Vous n'avez répondu que par un silence morose à M. Stelmach, lauréat du prix Lénine, à A. Malychko et G. Majboroda, lauréats du prix Chevtchenko, au constructeur d'avions universellement connu, O. Antonov, au régisseur de cinéma Paradzanov, aux compositeurs P. Majboroda et V. Koreiko, aux écrivains M. Serpine, L. Kostenko et I. Dracz.

Ils ne réclamaient pourtant pas grand-chose : ils réclamaient la publicité du procès organisé contre les gens arrêtés à Kiev, à Lvov, à Tarnopol et dans la localité d'Ivan Frantisek.

Un groupe important, composé de plus de soixante-dix personnes, comportant des écrivains, des savants, des étudiants et des ouvriers,

s'est adressé à vous. Leurs exigences n'étaient pas non plus démesurées : ils voulaient assister au procès où l'on jugeait leurs amis, leurs camarades, leurs proches, leurs parents. La police les a chassés du couloir du tribunal où l'on réglait en secret, loin du regard des hommes, le sort de l'étudiant de la faculté de médecine de Kiev, Iaroslav Havrytch. La milice et les soldats maintinrent en état d'arrestation nombre d'entre eux pendant que le tribunal, siégeant à huis clos, prononçait son verdict contre les frères Horyn. Pendant deux mois, mères, femmes, enfants ont en vain tenté de voir leurs fils, leurs maris et leurs pères, qui souffraient derrière les barreaux.

La saturnale des perquisitions et des enquêtes fait, aujourd'hui encore, trembler l'intelligentsia ukrainienne et interdit à nombre de gens de se livrer à un travail créateur paisible (...). Observer en silence ce qui se passe aujourd'hui, c'est participer à la violation de la légalité socialiste.

### RETOUR DE LA TERREUR OU LEGALITE ?

(...) Si les serviteurs de Thémis constatent l'intérêt suscité par les éditions en langue ukrainienne à l'étranger et par la littérature diffusée par le Samizdat, intérêt qui est provoqué par un violent mécontentement à l'égard des violations que subit aujourd'hui la politique des nationalités de Lénine, par les discriminations dont est victime notre langue comme notre culture, alors les défenseurs du droit doivent attirer sur-le-champ l'attention des organes du Parti et de l'Etat sur le climat qui favorise un pareil état d'esprit et qui provoque des actes que le code pénal nomme des délits (...).

### CONTRADICTION ENTRE LA CONSTITUTION DE L'U.R.S.S. ET L'ARTICLE 62 DU CODE PENAL DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE.

Voici la liste des actes auxquels on ne peut appliquer l'article 62 du code pénal de la R.S.S. d'Ukraine :

*« Conformément aux intérêts des travailleurs et afin de renforcer le régime socialiste, la loi garantit aux citoyens d'U.R.S.S. :*

- a) *la liberté de parole ;*
- b) *la liberté de la presse ;*
- c) *la liberté de réunions et de meetings ;*

*d) la liberté de cortèges et de manifestations de rue. » (Article 125 de la Constitution de l'U.R.S.S.)*

*« L'agitation ou la propagande menée dans le but de miner ou d'affaiblir le pouvoir soviétique ou l'accomplissement de délits contre l'Etat particulièrement dangereux, la propagation, dans ce but, d'inventions calomnieuses diffamant le régime social et politique de l'U.R.S.S., ainsi que la propagation ou bien la rédaction ou*

encore la détention à cette même fin de littérature ayant ce même contenu, sont passibles d'une peine d'emprisonnement d'une durée de six mois à sept ans et d'une peine de déportation pouvant aller jusqu'à cinq ans, ou d'une simple peine de déportation de deux à cinq ans... » (Article 62, paragraphe 1 du code de procédure pénale de la R.S.S. d'Ukraine. Chapitre : Crimes particulièrement dangereux contre l'Etat.)

« Le tribunal, le procureur, les organes d'instruction et de renseignements sont obligés, dans les limites de leur compétence, de dégager les preuves de l'évidence de l'infraction. » (Article 4 du code pénal de la R.S.S. d'Ukraine.)

« La loi est semblable au timon ;  
dans le sens où tu le tournes,  
le timon suit toujours. »  
(Dicton populaire ukrainien.)

Le peintre de très grand talent P. Zalivatcha, le critique d'art B. Horyn, le psychologue M. Horyn, les maîtres de conférence à l'institut pédagogique de Lucek Morozov et Ivachtchenko, l'instituteur Ozerny, de la région d'Ivan Frantisek, l'étudiant de la faculté de médecine de Kiev I. Havrytch, les savants de Kiev Rusyn et Martynienko, Kouznetsova, laborantine à la même faculté, le retraité de Teodozia Masiutko et d'autres encore ont été condamnés en vertu de l'article 62 du code pénal de la R.S.S. d'Ukraine.

Cependant cet article 62, si populaire de nos jours, est incompatible avec la Constitution. Le soviet suprême doit abroger cet article ou le préciser.

Dans sa teneur actuelle, en effet, il anéantit complètement les libertés garanties aux citoyens par la Constitution de l'U.R.S.S. Lorsque quelqu'un critique l'actuelle politique nationale en lui reprochant de s'écarter des préceptes du léninisme, même s'il se trompe, il a pleinement le droit de le faire, et ce droit lui est garanti par la Constitution de l'U.R.S.S. Et cependant le code pénal de la R.S.S. d'Ukraine permet d'envoyer la même personne dans un camp à régime sévère en définissant sa critique comme « de la propagande menée dans le but de miner ou d'affaiblir le pouvoir soviétique », alors que, en réalité, il ne s'agit que de l'assainissement moral de ce même pouvoir.

Imaginons que, à l'époque de Staline, quelqu'un ait envisagé de critiquer le culte de la personnalité de celui-ci, ou bien, à l'époque de Khrouchtchev, l'extraordinaire passion pour la réorganisation de ce dernier, n'aurait-on pas pu interpréter cette intention (et c'est d'ailleurs bien ce qui s'est passé) comme « propagation d'inventions calomnieuses diffamant le régime social et politique de l'U.R.S.S. » ? On peut, semble-t-il, coller cette étiquette d'« inventions calomnieuses » sur toute affirmation qui n'est pas conforme aux directives.

La pratique de ces derniers mois le confirme bien. Les juges étirent cet article élastique du code comme un accordéon. Chacun interprète la notion d'« antisoviétique » comme bon lui semble : dans la ville d'Ivan Frantisek, on a déclaré antisoviétiques de vieux dictons, le mot « *vatra* » (feu de camp) et des poèmes de Chev-

chenko. Pour quelques photocopies de livres, Iaroslav Havrytch en a pris pour cinq ans de camp à régime spécial. On a confisqué à l'instituteur Ozerny et cité à son procès l'*Histoire de l'Ukraine* d'Arkas — que la censure tsariste elle-même avait autorisée — la revue *Jinotchka Dolia* (*La vie des femmes*) et l'ouvrage apolitique du moderniste Patchkovski *Les tziganes ukrainiens...* tous ouvrages qui figurent dans les catalogues des bibliothèques et y sont accessibles à tous. On libère sous caution l'ingénieur Sadovski et l'instituteur Ivanyszyn et on raconte à la foule que tel ou tel « diffuse des documents calomnieurs » (c'est-à-dire qu'ils ont fait la même chose que Havrytch). Le tribunal condamne Horyn à six ans et P. Zalivacha à cinq ans de travaux forcés dans un camp à régime spécial, mais on libère Svitlyczny et Kosiv sans jugement, bien qu'on les ait accusés des mêmes délits. Où chercher ici la logique ?

La loi doit être formulée avec précision et en accord avec l'article 4 du code de procédure pénale de la R.S.S. d'Ukraine : aucun délit ne peut rester sans châtement. Si les procès d'aujourd'hui ne sont pas montés avec, pour seul but, d'effrayer la société, mais avec l'intention sincère de s'en tenir à la lettre et à l'esprit de la loi, alors, lorsque l'on a dit « a », il faut dire « b ». Il faut jeter immédiatement en prison ceux qui ont donné les livres incriminés à Havrytch, à Martynienko, ou aussi à Ozerny. Et ceux-là, lorsqu'ils auront siégé six ou sept mois sous la protection du K.G.B., sauront bien dire qui leur a donné ces livres, et ils recevront les cinq ou six ans de travaux forcés dans un camp qui leur reviennent aux termes de la loi.

Et de cette manière, on pourrait remonter à ce chercheur imprudent qui a montré à quelqu'un des notes prises sur des livres relégués à la « section spéciale » des bibliothèques, ou bien à ce savant qui, par « simple curiosité », a accepté un livre d'un touriste ou d'un parent habitant l'étranger et venu le voir.

Il ne faut pas oublier non plus les anecdotes. La plupart d'entre elles sont des « mensonges calomnieurs » de la plus belle eau, qui « savent le régime social et politique ». Les procès pour anecdotes, si populaires parmi les citadins, aideront à résoudre radicalement la crise du logement dans les grandes villes. L'article 62 du code pénal de la R.S.S. d'Ukraine, appliqué massivement, permettra d'accroître le nombre des habitants des camps jusqu'aux dimensions connues sous Staline, et peut-être même au-delà.

Cela témoigne des possibilités énormes qu'offre cet article, que l'on peut appliquer à tous ceux qui répètent, à la suite du personnage de Maïakovski : « *Nous n'avons pas à penser, camarades, nos chefs pensent.* »

## REFUS DE TÊMOIGNER AU TRIBUNAL.

Après mon refus, exprimé le 16 avril, de témoigner au cours d'un procès à huis clos à Lvov, j'ai été appelé à comparaître devant le juge en vertu de l'article 172 du code pénal (refus de témoignage). Cette décision était parfaitement injustifiée, étant donné que j'avais refusé de déposer comme témoin uniquement dans un



procès à huis clos, et non en général. Mais cette décision parut encore insuffisante au procureur Antonenko et au juge Roudnyk. Le 19 avril, ils la modifièrent et décidèrent de m'appeler à comparaître en vertu de l'article 62 du code pénal de la R.S.S. d'Ukraine.

Ces représentants de la justice ne se sont nullement sentis gênés par l'absence de toute preuve de mon « *activité antisoviétique* » (si l'on excepte les témoignages sans valeur d'Osadczy, que ni les autres témoins ni mes propres dépositions ne sont venus confirmer). Ils savaient bien pourtant ce qu'est l'article 62. Il est vrai que, le 17 mai, la Cour suprême de la R.S.S. d'Ukraine a annulé cette décision illégale, uniquement, sans doute, parce que l'on n'a pas encore donné le feu vert pour jeter en prison une nouvelle cohorte « *d'agitateurs et de propagandistes antisoviétiques* ».

V. I. Lénine n'était pas le genre d'homme à pardonner tout et n'importe quoi. Mais, même durant la période tendue de la révolution, alors que les restes des classes exploiteuses se trouvaient toujours dans le pays et que l'ennemi nous assaillait de partout, en 1920, il fit abolir la peine de mort. Les tchékistes recherchaient ceux qui, les armes à la main, se dressaient contre le pouvoir soviétique ou préparaient l'insurrection armée, mais ils ne faisaient la chasse ni aux idées ni aux opinions.

Un certain Soukhanov publia à cette époque un livre antimarxiste. Lénine ne le fit pas mettre en prison, il engagea une polémique avec lui...

Même Staline, à l'époque où il n'osait pas encore s'écarter des normes léninistes, ne se laissait pas effrayer par la littérature antisoviétique. En 1926, les éditions *Priboï* de Leningrad publièrent, à grand tirage, le livre de l'émigré blanc V. Choulguine, intitulé *L'année 1919* et qui déborde de haine pour la révolution. L'édition fut faite par reproduction, sans coupures, de l'édition publiée à l'étranger. Une brève préface précisait que Choulguine était un « *nationaliste d'extrême-droite et un monarchiste* », un « *antisémite fieffé* », qu'il développait une « *politique de nationalisme viscéral* » (j'ajouterai que, non content d'être l'instigateur de pogromes anti-juifs, c'était aussi un ennemi farouche des Ukrainiens). On ajoutait que ce livre serait utile au lecteur, car il lui permettrait de mieux connaître l'ennemi et de combattre le chauvinisme. Puis, sans autre mise en garde et sans autre explication, on donnait la parole à Choulguine lui-même.

(Suit ici une liste de citations de Choulguine où la Russie soviétique est définie comme un « *Etat qui s'appuie uniquement sur le crime* » et donc « *habitué les gens à la tuerie* », etc.)

En 1926, Staline ne craignait pas que tous les lecteurs de l'ouvrage de Choulguine devinssent d'ardents monarchistes susceptibles de renverser le pouvoir soviétique. Dix ans plus tard, il soupçonnait déjà de trahison ses plus proches collaborateurs et les faisait fusiller. Vingt ans plus tard on donnait à cela le nom de « *culte de la personnalité* ». Depuis, une dizaine d'années ont passé, et voilà que soudain, dans les discours de certains de nos dirigeants, on entend de nouveau résonner la vieille musique.

PIOTR GRIGORENKO

## POUR LE 72<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE D'ALEXIS KOSTERINE

*La brochure sur les funérailles de Kosterine, qui constitue le chapitre précédent, indique, mieux que tout commentaire, la place du combat pour les droits des petits peuples, à commencer par les Tatares de Crimée, dans la vie politique de Kosterine et du noyau de l'actuelle opposition communiste de gauche, qui reflète la continuité avec le bolchevisme en même temps que la place déterminante de ce noyau dans la lutte des Tatares de Crimée, à laquelle Kosterine et Grigorenko ont donné sa dimension politique et internationaliste.*

*Le discours de Grigorenko prononcé à l'occasion du 72<sup>e</sup> anniversaire de Kosterine, peu avant la mort de ce dernier, insiste sur le problème de l'organisation (et à ce titre il pourrait ouvrir le chapitre suivant). Il montre que, au stade atteint par le combat des Tatares de Crimée, ce dernier ne peut progresser que s'il s'organise, que s'il organise sa propre presse, etc. Grigorenko pose ainsi, dans le secteur le plus avancé de l'opposition antistalinienne, le problème général de l'opposition communiste en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est. Par-là, ce discours marque une date décisive.*

Chers camarades,

Mon meilleur ami, Alexis Evgrafovitch Kosterine, qu'un grave infarctus, comme vous le savez, a cloué à l'hôpital, a confié à sa femme Vera Ivanovna et à moi-même la mission de le représenter à la soirée d'aujourd'hui. C'est un grand honneur pour moi. Je suis particulièrement touché par le fait qu'il m'ait confié la mission d'exprimer nos points de vue communs sur le problème de la lutte des Tatares de Crimée pour leur autonomie nationale.

Alexis Kosterine, qui est né et a grandi dans le Nord-Caucase multinational, a pu observer, dès son enfance, la cruelle oppression des petits peuples, les discordes et les haines nationales attisées par les oppresseurs, ainsi qu'un chauvinisme impérialiste odieux. Souffrant cruellement de voir son propre peuple jouer le rôle d'opresseur, Kosterine, en tant que patriote russe, décida de se consacrer à la lutte pour l'égalité nationale et pour l'amitié entre les peuples. De toute sa vie, il n'a jamais trahi ce serment de jeunesse.

Les trois années qu'il passa dans les prisons tsaristes ne purent cependant briser sa volonté révolutionnaire, mais contribuèrent, au contraire, à la tremper...

Libéré par la révolution de Février, il se lance, tête baissée, dans la tâche d'organiser et d'éclairer les peuples du Nord-Caucase. Il n'abandonna pas ces peuples, même quand les blancs occupèrent le territoire. Il organisa alors des détachements de partisans dans la montagne et participa au mouvement des partisans jusqu'au moment où les blancs furent chassés du Caucase.

Après la guerre civile, le problème de l'égalité nationale continua à occuper une place essentielle dans son activité militante et dans son activité littéraire.

Une seule et unique fois, on n'entendit pas s'élever la voix de l'écrivain Kosterine. Ce fut au moment de l'expulsion brutale, hors de leurs terres natales, des Allemands de la Volga, des Kalmouks, des petits peuples du Caucase septentrional, de votre peuple : les Tatares de Crimée. S'il se taisait, c'est qu'il n'avait aucune possibilité de s'exprimer. Il se trouvait lui-même à cette époque derrière les barbelés des camps de Beria et de Staline.

Pourtant, 17 ans de cauchemar concentrationnaire ne le brisèrent pas. Dès qu'il fut en liberté, il éleva la voix avec courage et fermeté en faveur des « faibles et des oubliés »...

Je ne parlerai pas de sa lutte actuelle. Vous la connaissez aussi bien que moi. Le bolchevik-léniniste Alexis Kosterine a consacré toutes ses forces à combattre pour le rétablissement de la politique léniniste des nationalités. Par malheur, le fardeau qui reposait sur lui fut trop lourd pour son cœur... Mais nous sommes tous persuadés que la maladie ne l'a écarté que pour un temps, et que le jour est proche où sa voix résonnera de nouveau avec toute sa force. (Applaudissements tempétueux. Cris : « Longue vie et bonne santé au meilleur de nos amis ! »)

Comment achever cette évocation d'Alexis Kosterine ? Que dire qui donne de lui une image complète ? Ce n'est pas facile, mais je vais, cependant, tenter de le faire.

Alexis Kosterine est un bolchevik-léniniste, un révolutionnaire au sens le plus noble de ce terme.

C'est un authentique humaniste, qui a consacré toutes ses forces à la défense des petits peuples et des petites nations, à la lutte pour l'égalité nationale, pour l'amitié entre tous les peuples.



C'est un écrivain remarquable et original, qui perpétue les meilleures traditions humanistes de la littérature russe. Hélas ! La vie ne lui a pas donné la possibilité de développer pleinement son talent. Aujourd'hui encore, on ne publie pas ses œuvres et, vous le savez, cela ne peut pas ne pas influencer sur l'activité créatrice d'un écrivain.

C'est aussi un père exemplaire dont la vie a servi d'exemple à ce personnage hors de pair qu'était sa fille Nina Kosterina. Vous savez sans doute que le *Journal de Nina Kosterina*, édité à des millions d'exemplaires dans presque toutes les langues du monde, tout comme le journal d'Anne Frank, sert la cause de la lutte contre le fascisme, sous toutes ses formes, sert la cause de l'amitié entre les peuples, sert le développement des idées et des traditions humanistes.

Tel est Alexis Kosterine, l'homme dont nous fêtons aujourd'hui le 72<sup>e</sup> anniversaire.

Permettez-moi maintenant d'exposer brièvement les points de vue de Kosterine et les miens sur les problèmes actuels de votre mouvement.

Il y aura bientôt un quart de siècle que votre peuple fut expulsé de ses foyers, de la terre de ses ancêtres, et parqué dans des réserves où les conditions étaient telles que la disparition de la nation tout entière des Tatares de Crimée semblait inévitable. Mais, ce peuple résistant et laborieux surmonta toutes les épreuves et survécut, à la grande fureur de ses ennemis. Après avoir perdu 46 % de ses membres, il commença, peu à peu, à reprendre des forces et à combattre pour ses droits nationaux et humains.

Cette lutte aboutit à quelques succès : abrogation du statut d'exilés et réhabilitation politique du peuple. Cette dernière mesure fut, il est vrai, prise avec des réserves qui réduisaient considérablement la portée du geste et, surtout, on la réalisa en catimini. Les grandes masses du peuple soviétique, auxquelles on avait, à l'époque, déclaré que les Tatares avaient vendu la Crimée, ne purent apprendre que cette vente était pure invention. Mais ce qui est plus grave, c'est que l'oukaze sur la réhabilitation politique légalise simultanément la liquidation des Tatares de Crimée en tant que nation... A l'en croire, il n'existe plus de Tatares de Crimée, mais seulement des « *Tatares ayant autrefois habité en Crimée* ».

Ce seul fait peut démontrer d'une façon concluante, non seulement que votre lutte n'a pas atteint les buts fixés, mais qu'elle a même subi, en un certain sens, un recul. C'est en qualité de Tatares de Crimée que vous avez été persécutés, mais, après votre « *réhabilitation politique* », il s'est avéré que cette nation n'existait pas. Elle a disparu, mais la discrimination est restée. Vous n'avez pas commis les crimes pour lesquels vous avez été exilés de Crimée, mais vous n'avez pas le droit d'y retourner.

Sur quoi peut-on s'appuyer pour placer votre peuple sur un tel pied d'inégalité ? L'article 123 de la Constitution de

l'U.R.S.S. (\*) affirme : « *Toute limitation directe ou indirecte des droits... des citoyens découlant de leur appartenance raciale ou nationale... est punie par la loi* ».

Ainsi, la loi est de votre côté. (Applaudissements prolongés.)  
Pourtant, vos droits sont foulés aux pieds. Pourquoi ?

Nous croyons que la raison essentielle réside dans le fait que vous sous-estimez votre ennemi. Vous croyez n'avoir affaire qu'à des honnêtes gens. Or, il n'en est pas ainsi. Ce n'est pas le seul Staline qui a maltraité votre peuple. Non seulement ses complices sont toujours en vie, mais ils occupent encore des postes de responsabilité. Ils craignent que, si l'on vous rend ce dont vous avez été illégalement privés, ils ne doivent, tôt ou tard, répondre de leur participation aux actes arbitraires. (Applaudissements vigoureux.) C'est la raison pour laquelle ils font tout ce qu'ils peuvent pour que votre lutte n'aboutisse pas à un succès.

Si les choses restaient telles qu'elles sont, on pourrait croire qu'il n'y a jamais eu d'illégalités dans le passé.

Or, vous avez choisi une tactique qui les aide à aboutir à ce résultat. Vous adressez à la direction du Parti d'humbles suppliques qui passent par les mains de ceux qui sont hostiles à votre égalité nationale. Mais étant donné que l'on ne formule pas vos revendications comme pleinement fondées, votre requête est présentée à ceux dont dépend la solution comme quelque chose de douteux, de discutable. Votre affaire s'entoure d'appréciations sans aucun rapport avec elle. Par exemple : « *Il n'existe pas, en Crimée, de places disponibles pour l'établissement des Tatares.* » « *Si les Tatares partent, il ne restera plus personne pour travailler en Asie centrale.* » « *Les Tatares de Crimée se sont déjà habitués à leurs nouveaux lieux de résidence. En outre, ils ne constituent pas une nation autonome. C'est pourquoi ceux d'entre eux qui désirent habiter une république tatare n'ont qu'à aller en République autonome des Tatares.* » « *La migration exigerait des sommes considérables* », etc.

Tous ces prétextes, ainsi qu'une infinité d'autres, avancés par les ennemis de votre renaissance nationale, ne valent pas un clou. Mais étant donné que vous demandez et que contre vos demandes on élève des objections « *de poids* », l'affaire ne progresse pas, voire même progresse à reculons. Pour en finir avec cette situation anormale, vous devez comprendre une bonne fois pour toutes que *ce qui vous revient de plein droit ne se demande pas, mais s'exige !* (Applaudissements enthousiastes. Exclamations : « *C'est juste !* »)

Commencez à exiger ! Et n'exigez pas seulement une partie, un morceau, exiger tout ce dont vous avez été illégalement frustrés, c'est-à-dire le *rétablissement de la république autonome socialiste soviétique de Crimée*. (Vifs applaudissements.)

Ne limitez pas vos revendications à l'envoi de pétitions. Soutenez-les par tous les moyens mis à votre disposition par la Constitution : liberté de parole et de presse, de réunions et de meetings, de manifestations de rue et de démonstrations.



Un journal est édité pour vous à Tachkent. Mais ses rédacteurs ne soutiennent pas votre mouvement. Chassez-les et choisissez votre propre rédaction. Si l'on vous en empêche, boycottez ce journal et créez-en un autre, le vôtre. Un mouvement ne peut se développer normalement sans organe de presse.

Dans votre lutte, ne vous enfermez pas dans une étroite coquille nationale. Établissez des contacts avec tous les progressistes des autres nations d'Union soviétique et, avant tout, avec les nations au sein desquelles vous vivez, avec les Russes et les Ukrainiens, ces nations qui ont subi et subissent toujours des humiliations comme votre propre peuple.

Ne considérez pas votre cas comme une affaire intérieure. Demandez l'appui de l'opinion publique mondiale et des organisations internationales. Ce que l'on a fait avec votre peuple, en 1944, porte un nom précis. C'est un « *génocide* » caractérisé, « *un des crimes les plus graves contre l'humanité* ». (Grande encyclopédie soviétique, tome 10, page 441.)

La convention adoptée par l'Assemblée générale de l'O.N.U. du 9 décembre 1948 considère comme génocide : « ... *des actes commis avec l'intention d'anéantir entièrement ou partiellement tout groupe national, ethnique, racial ou religieux...* » par les moyens les plus divers, et en particulier, par la création délibérée « *de conditions d'existence telles qu'elles entraînent sa destruction totale ou partielle* » (idem). Au point de vue du droit international, de tels actes de « *génocide* » constituent un crime que condamne tout le monde civilisé et dont les auteurs, ainsi que leurs complices, doivent être punis... (Vifs applaudissements.) Si vous n'arrivez pas à résoudre le problème dans le cadre du pays, vous êtes en droit de vous adresser à l'O.N.U. et au tribunal international.

Cessez de solliciter ! Recouvrez ce qui vous a été illégalement arraché ! (Vifs applaudissements.) (Tous se lèvent d'un bond et scandent : « *Crimée - A.S.S.R. ! Crimée - A.S.S.R.* ») (1). Souvenez-vous que, dans cette juste et noble lutte, il ne faut surtout pas laisser l'ennemi faucher impunément les combattants qui marchent au premier rang de votre mouvement.

Il y a déjà eu, en Asie centrale, une série de procès au cours desquels des combattants pour l'égalité des Tatares de Crimée furent condamnés illégalement, sur de fausses accusations. Actuellement se prépare à Tachkent un autre de ces procès contre Enver Memedov, Iouri et Sabri Osmanov et d'autres.

Ne tolérez pas de répression sommaire contre eux, exigez un procès public. Venez en masse à ce procès et ne tolérez pas que la salle soit remplie par un public spécialement choisi...

(1) A.S.S.R. : République socialiste soviétique autonome. La R.S.S.A. de Crimée avait été créée pour le peuple tatar en 1921 par Lénine.

Une dernière chose. Alexis Kosterine m'a demandé de vous signaler qu'il a reçu une masse de lettres et de télégrammes de félicitations de Tatares de Crimée. Il ne peut y répondre aujourd'hui et c'est pourquoi il vous demande de transmettre l'assurance de sa reconnaissance à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, lui ont adressé leur salut et leurs vœux de rétablissement. Il confirme qu'à l'avenir il consacrera encore toutes ses forces à la réalisation de ses tâches de patriote et d'internationaliste, à la cause de la lutte pour l'égalité pleine et entière de toutes les nations, pour promouvoir une amitié sincère entre tous les peuples du monde.

Je lève mon verre en l'honneur des hommes courageux et inflexibles qui se battent pour l'égalité nationale, je lève mon verre en l'honneur de l'un des combattants les plus éminents sur ce front de la lutte, en l'honneur de l'écrivain et du bolchevik-internationaliste Alexis Evgrafovitch Kosterine, à la santé du peuple des Tatares de Crimée. Je souhaite à votre peuple un plein succès dans sa juste lutte.

Vive notre rencontre en Crimée, chers amis, sur le territoire de la République autonome socialiste soviétique de Crimée reconstituée et ressuscitée !

(Vifs applaudissements, toasts en l'honneur d'Alexis Kosterine, de l'amitié entre les peuples, d'une future rencontre en Crimée, de l'honneur des peuples russe et ukrainien, que représentent Kosterine et Grigorenko. Puis l'assistance entonne les chants *Port-Arthur*, *Chomplo*, etc.)

CHAPITRE IX

VERS  
LE "SECOND PARTI"



De 1953 à 1968, les opposants, s'ils paraissent agir en francs-tireurs et en partisans, se posent, à plusieurs reprises, le problème de l'organisation comme cadre de conscience politique et comme cadre d'action : les revues et bulletins clandestins, qui se multiplient en 1956, qui réapparaissent ensuite, sont déjà, par eux-mêmes, des facteurs d'organisation. Les groupes se multiplient, éphémères le plus souvent, parce qu'ils sont vite démantelés par la répression. Syndicat autonome des écrivains, groupe de Moscou littéraire, Cercle Maïakovski, Union des Communistes, créée en 1965 autour de Kolokol, démantelée la même année, reconstituée en 1967, groupe Résistance, S.M.O.G., le noyau des bolcheviks réunis autour de Kosterine, qui se coagule dès 1965, les divers cercles marxistes clandestins dont on ne connaît l'existence que par le grand nombre de déportés condamnés à cinq, sept, dix ans de camp pour en avoir créé ou en avoir été membres, le projet de création d'une Union ouvrière et paysanne en 1961 en Ukraine, tout cela annonce l'émergence prochaine de l'organisation, pas décisif qui, même si le programme politique de cette organisation reste encore flou, même s'il est politiquement réformiste, marquera, à lui seul, la rupture totale avec l'appareil.

Le pas a été franchi le 20 mai 1969 par la constitution du Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques autour de Iakir, de Petrovski et de Jakobson. Ce groupe se donne comme fin de mener publiquement et légalement le combat pour la garantie des droits et libertés accordés par la Constitution de 1936. Or la bureaucratie ne peut accorder le respect de ces droits : l'expérience de la Pologne, de la Hongrie puis de la Tchécoslovaquie a prouvé que dire la vérité aux masses, laisser les masses chercher la vérité, s'en emparer, s'exprimer à haute voix, c'était — dans la mesure même où les rapports sociaux nés de la révolution d'Octobre n'ont pas été détruits et nourrissent donc la conscience des masses — ouvrir le chemin de l'organisation des travailleurs qui s'attachent d'emblée à reconquérir leurs syndicats et à créer des organismes à eux (conseils), et donc ouvrir le chemin de la révolution politique. L'importance du rôle joué par le Cercle Petöfi dans la révolution hongroise en 1956, par le journal *Po Prostu* dans la révolution polonaise avortée en 1956, par les journaux *Student*, *Mlada Fronta*, *Literani Listy* en Tchécoslovaquie, en 1968, ne peut que renforcer la vigilance de la bureaucratie sur ce terrain.



Lutter et s'organiser pour lutter afin d'obtenir le respect de la liberté de parole, de presse, de réunion, de manifestation, c'est en fait, dans ces conditions, jeter les fondements du programme de la révolution politique, c'est-à-dire du combat pour chasser la bureaucratie du pouvoir qu'elle a usurpé. C'est poser déjà, en filigrane, le problème du gouvernement des conseils ouvriers. Le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, rédigé par Trotsky en 1938, et dont nous reproduisons ci-après le passage correspondant, avait mis en lumière l'importance décisive des revendications « démocratiques ». Dans les pays capitalistes, il s'agit de bouleverser les rapports sociaux existants. Ici, il s'agit de les libérer de la gangue bureaucratique qui interdit qu'ils ne se développent jusqu'à leurs ultimes conséquences.

Une fraction de l'opposition vient donc d'accomplir un pas irréversible et ceux mêmes qui la critiquent et la condamnent pour irréflexion, aventurisme ou témérité doivent se déterminer désormais par rapport à cette décision, et non plus d'abord par rapport à telle ou telle manœuvre de l'appareil. En même temps, l'opposition communiste organisée ne peut pas éviter le problème de l'action internationale (qu'elle pose sous une forme à la fois tactique et dévoyée par l'appel à l'O.N.U.). La dégénérescence de l'Etat ouvrier n'est pas un phénomène russe, mais le produit d'une situation internationale donnée. Certains d'entre eux au moins en ont conscience : Petrovski, par exemple, qui considérait en 1966 que le principal crime de Staline, c'était la rupture du Front unique en Allemagne en 1931-1932.

Dès lors, sous des formes impossibles à prévoir, c'est le lien politique avec le combat international de l'Opposition de gauche et de la IV<sup>e</sup> Internationale en reconstruction qui est à l'ordre du jour. L'appareil stalinien russe et international le sait : c'est pourquoi il organise, depuis 1965, une campagne sans cesse plus féroce et plus diffamatoire contre le trotskysme.

Décembre 1965

**APPEL DU GROUPE "RESISTANCE"**

*Nous ignorons tout de ce groupe, hors ce texte, publié par A. Guinzbourg dans Le livre blanc de l'affaire Siniavski-Daniel, et la part qu'il prit à l'organisation de la manifestation du 5 décembre 1965. Il est probable que la répression qui suivit le démantela ; les bases en étaient d'ailleurs extrêmement floues : un refus moral du régime politique bureaucratique et du mensonge sur lequel il vit. Il s'agit là d'un groupe mi-littéraire, mi-politique, typiquement transitoire.*

Le 5 décembre 1965 s'est déroulée place Pouchkine à Moscou une manifestation pour demander que le procès des écrivains Siniavski et Daniel soit public.

Au mépris des lois les plus élémentaires de la démocratie, les autorités ont dispersé la manifestation par la force.

Sous la pression des autorités, l'administration de la faculté des sciences humaines de l'université de Moscou a lancé une infâme campagne de répression contre les étudiants qui s'étaient trouvés place Pouchkine lors de la manifestation.

En organisant la répression contre la jeunesse par l'intermédiaire de ses fonctionnaires dociles de l'administration et du Parti, le pouvoir tente de dissimuler les mesures répressives qu'il prend. Mais la férocité des chiens ne fait que souligner les penchants de leurs dresseurs.

En réponse à une question sur l'arrestation de Siniavski et de Daniel qu'on lui a posée à la conférence de presse qu'il a tenue

lorsqu'on lui a remis le prix Nobel, Cholokhov a déclaré : « *Il faut écrire honnêtement, et regarder honnêtement le pouvoir dans les yeux et ne pas essayer de s'acquérir de la popularité en se faisant éditer en Occident.* » Dans les yeux de qui Cholokhov demande-t-il que l'on regarde honnêtement, lui qui fricote avec le pouvoir ? Dans les yeux des argousins politiques en furie ? Dans les yeux des carriéristes rampants du Parti et de l'administration, ou bien dans les yeux des démagogues et des charlatans officieux ? Il est d'ailleurs bien étonnant que Cholokhov ne puisse distinguer depuis si longtemps les cartes de policiers qui servent d'yeux à « son » pouvoir politique. Et nous trouvons surprenant que le prix Nobel ait été attribué, en 1965, à un homme dont la pensée a l'envergure de celle d'un moraliste d'une brigade de propagandistes officieux, et qui, de plus, est capable de regarder « *honnêtement* » les yeux inhumains des usurpateurs à travers ses lunettes roses.

Après la dispersion de la manifestation et la répression qui l'a suivie, on se pose une question : qui est responsable de toutes les violations des libertés constitutionnelles ? Personne, bien entendu ! Bien entendu, les autorités ne jugent pas nécessaire de garantir réellement les libertés proclamées par la Constitution, mais elles ont tendance à soutenir les atteintes à la démocratie et à encourager les actes de violence directe ou indirecte sur la personne humaine.

C'est le lieu ici de rappeler les paroles de Palmiro Togliatti dans son *Testament* : « *Le problème le plus aigu concernant l'Union soviétique et les autres pays socialistes est le suivant : comment surmonter le régime de limitation et d'écrasement de la démocratie et des libertés individuelles introduit par Staline ?* »

Nous vous appelons à la vigilance et à la résistance. Nous vous appelons à regarder honnêtement les yeux de votre propre conscience, et à ne pas étrangler ses manifestations spontanées dans le nœud coulant de calculs éternellement faux. Nous vous appelons à regarder dans les profondeurs de votre propre « moi », et, si vous y découvrez un minable filou, qui a déjà perdu sa propre tête, mais qui tremble pour chaque cheveu de sa tête perdue, nous vous appelons alors à ne pas vous tromper vous-mêmes.

## LETTRE A UN AMI

*Si nous publions cette lettre dans ce chapitre, où il est montré comment le problème de l'organisation vient peu à peu au centre des préoccupations de l'opposition, c'est parce qu'elle est un signe a contrario du caractère vital que revêt ce problème aujourd'hui.*

*Dans les camps, le caractère abrutissant et destructeur de l'existence quotidienne limite l'activité politique à la protestation et à la discussion. Quel que soit le courage des déportés, la résistance à l'appareil, faute d'une organisation qui ne peut guère avoir de réalité politique que si elle existe à l'extérieur, risque de se réduire à des réactions individuelles, susceptibles d'osciller de l'exaltation au désespoir.*

*Sous d'autres formes, le même danger, d'ailleurs, menacerait, en U.R.S.S., toute organisation qui resterait isolée du combat des travailleurs.*

*Aujourd'hui, en effet, la situation politique n'est plus celle de 1953 et, si la déportation ne peut briser l'opposition, il est clair que le combat des travailleurs soviétiques ne partira pas des camps, comme ce fut alors le cas.*

*C'est pourquoi la lutte pour la libération des opposants emprisonnés et déportés est un élément constitutif de la lutte de l'opposition communiste de gauche pour s'organiser démocratiquement.*

Je te remercie pour ta lettre, si inattendue et si aimable. Merci pour tes bons vœux : fasse le ciel qu'ils se réalisent un jour, bien que je n'en aie guère l'espoir.

Il est bien triste que tu ne vives pas à Moscou, car tu ne me demanderais pas de t'écrire. Mes amis de Moscou savent, eux, fort bien que je n'ai la permission d'écrire que deux lettres par mois, l'une à ma fille, l'autre à ma femme, qui se trouve en

Sibérie. Pourquoi deux et pas trois ou une ? C'est un mystère. Il est probable que celui qui a inventé les règles de vie des « *ennemis particulièrement dangereux de l'État* » — auxquels j'appartiens — a décidé que la vie affective des « *particulièrement dangereux* » ne se manifeste qu'une fois par quinzaine, alors que ceux qui sont soumis au régime « *général* » ou même « *spécial* », mais pas « *sévère* » (\*), ont une vie affective plus riche et peuvent donc écrire à leur femme, à leurs enfants et à leurs amis aussi souvent qu'ils le veulent. Il y a bien des choses que l'on ne peut comprendre.

J'ignore tout, tu le sais, de la loi, et, dans ma façon simple d'envisager les choses, j'ai toujours cru que ce qui était dans les codes avait un sens et un sens seulement.

Dans les livres que j'ai écrits, dans les articles, dans les codes que j'ai lus, dans les conférences que j'ai écoutées, et qui portent sur le problème du crime et de son châtement, j'ai trouvé à chaque phrase des mots comme « *correction* », « *éducation* », « *rééducation* »...

Je te donne ma parole que, pendant tout le temps que j'ai déjà passé ici derrière les barbelés, je n'ai pas eu une seule fois la possibilité de rencontrer quoi que ce soit qui évoque l'idée d'éducation ou de correction. On ne cesse d'utiliser ces mots, qui sont peut-être les plus usés du maigre vocabulaire de nos dirigeants, mais leur mise en pratique, c'est une autre affaire !

Il semble que les mots et les expressions que nous avons l'habitude d'utiliser dans un sens admis depuis toujours par tous constituent ici un autre langage, qui n'est plus le russe. Et dans ce langage particulier, une ration de famine veut dire « *éducation* » et des menottes « *rééducation* ».

Par exemple, vous faites une erreur en pensant que je suis en prison : je suis « *maintenu dans un état d'isolement correctif* » ; je n'ai pas été jeté au cachot, mais « *transféré dans un état d'isolement punitif* ». Et ce ne sont point des « *gardes* » qui mènent la danse, mais des « *contrôleurs* », et cette lettre ne vous est point envoyée d'un camp de concentration, mais d'un « *centre* » (telle est du moins notre adresse officielle, sans doute pour ne pas offenser les oreilles délicates des fonctionnaires de la poste). De même, le « *refus de prendre de la nourriture* » est bien préférable à la « *grève de la faim* ».

A propos de grèves de la faim, je ne sais si vous êtes au courant que mes camarades et moi-même, nous avons connu cette distraction, il y a un an de cela, et ce ne fut pas, pour parler par euphémisme, le moment le plus agréable de ma vie. Et maintenant, je dois recommencer.

Vous direz : c'est de l'autodestruction. Oui, je suis d'accord. Vous direz : absence de perspectives. Peut-être. Vous direz : c'est cruel pour votre famille. Cela aussi est vrai ; mais, mon cher ami, que reste-t-il d'autre à faire si nous avons usé de tous les moyens concevables et inconcevables pour essayer d'obtenir justice, et si tous ces moyens ont échoué ?

J'ai ici un camarade : Alexandre Guinzbourg-Alic, comme



l'appellent ses amis. Je me sens très proche de lui, ce qui est bien compréhensible, puisque la seule raison de son arrestation, ce fut la rédaction de son livre : *Le procès Siniavski-Daniel* (1).

Ce livre m'avait convaincu de la sensibilité et de la noblesse de son auteur et cette conviction n'a fait que se renforcer lorsque j'ai fait sa connaissance... Or voici ce qui est arrivé à Alic et à une autre personne que je ne connais que par des lettres, des photographies et par ce que j'ai entendu dire d'elle : Irina Jolkhovskaia.

Alic et Irina sont mari et femme. Mari et femme *de facto*, pour utiliser le langage de la bureaucratie. Cela signifie qu'ils vivaient ensemble et possédaient un mobilier commun (ce qui est prouvé). Tout ce qui manquait, c'était l'enregistrement officiel du mariage. Ils attendirent malheureusement trop longtemps, ou bien le K.G.B. se pressa trop. Alic fut arrêté six jours avant son mariage, jugé et condamné.

Je ne veux pas parler ici du caractère légal ou juste de tout cela. La question que l'on se pose est la suivante : qu'est-ce qui les empêche de se marier ? La loi ? Non, la loi n'interdit nullement le mariage entre un prisonnier et une personne qui jouit de sa liberté (...).

Il y a peu de temps, le ministère de la défense de l'ordre public a publié un décret soumettant les rencontres « *personnelles* » et « *générales* » à la présentation d'un certificat de mariage.

Irina Jolkovskaia court de bureau en bureau, de dignitaire du Parti en dignitaire du Parti. Ils sont tous fort polis, ils l'écoutent, se montrent fort compréhensifs, mais ne lui donnent pas de certificat.

En lisant ma lettre, tu pourrais te dire : « *Mais ce Guinzbourg n'aime sans doute pas son travail et le fait mal, cherche à tirer au flanc, se dispute toujours avec ses supérieurs et s'est attiré un tas d'ennuis, comme toi... et c'est pourquoi ils le traitent comme cela.* »

Mais non, il n'est pas comme moi. Il fait son travail très bien : il remplit les normes à 100 % et même les dépasse ; il a un sang-froid extraordinaire ; il est poli et n'a donc jamais été sanctionné. Tous les membres de l'administration du camp déclarent unanimes : « *Conduite irréprochable* ». Mais cela n'y change rien.

Et Guinzbourg lui-même, qu'est-ce qu'il fait ? Il dit simplement : « *S'ils ne me laissent pas la voir, je vais commencer une grève de la faim et je la continuerai jusqu'à ce que je la voie ou que je meure.* » Et en disant ces mots, il sourit...

Peut-être, un autre jour, vous écrirai-je quelque chose de plus amusant : pour le moment je ne suis pas très gai ; je ne fais qu'attendre ce qui va venir. Ce sera terrible, et cela déclenchera peut-être une réaction en chaîne (...).

(1) Allusion au *Livre blanc sur l'affaire Siniavski-Daniel* composé par A. Guinzbourg et publié en France par les Editions de la Table ronde.

## LVIII

PIOTR GRIGORENKO

Le 4 décembre 1968

### **LETTRE AU CAMARADE A. R. ROUDENKO**

*procureur général de l'U.R.S.S.*

*Voici sans doute la limite extrême que peut atteindre la lutte sur le strict terrain du respect des garanties légales et des droits civiques. Il est difficile d'aller plus loin dans ce sens. Grigorenko épuise, ici, avec ironie et avec brio, toutes les ressources du légalisme individuel. Emprisonné avant la création du Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques, il participera à cette création par l'intermédiaire de sa femme, Zinaïda Grigorenko.*

Le 19 novembre 1968, une perquisition a été opérée dans mon appartement de 7 heures du matin à 7 heures du soir.

Je laisse de côté un problème : l'homme qui dirigeait nominale-ment cette opération n'avait aucune idée ni des règles de procédure ni même des normes élémentaires de la politesse ; c'est là le résultat de l'habitude qu'il a de disposer à son gré du destin des gens qui tombent entre ses mains. Je laisse le soin d'écrire sur ce point à ceux qui ont observé la conduite et les actes, pendant toute la journée, de l'officier de police judiciaire Berezovski, juge d'instruction pour affaires exceptionnelles près le parquet de la république d'Ouzbekistan. Je n'ai pu longtemps supporter sa goujaterie et, pour protester contre les actes illégaux des gens qui dirigeaient la perquisition, j'ai refusé d'y prendre part au bout d'une demi-heure. C'est pourquoi je ne parlerai ici que des violations de la légalité, qui ne dépendent pas seulement des gens qui conduisaient la perquisition.

La perquisition a été effectuée sur mandat de l'officier de police judiciaire Berezovski, juge d'instruction pour affaires exceptionnelles auprès du procureur de la république de l'Ouzbekistan. Ce mandat, validé par le procureur Malkov, de la ville de Moscou, précisait qu'il avait été établi, au cours de l'enquête sur l'affaire Bariev et consorts, que des documents comportant des inventions calomnieuses à l'égard du régime pouvaient se trouver dans l'appartement de P. Grigorenko.

J'affirme — et je suis prêt à assumer toute la responsabilité de cette affirmation — que nul n'a présenté au procureur Malkov la moindre preuve de la possibilité de la présence de ce type de documents dans mon appartement. D'abord, parce qu'il n'existe aucune « affaire Bariev et consorts », ensuite, aucun document contenant des calomnies dirigées contre le régime politique et social de l'U.R.S.S. n'existe et ne peut exister qui soit lié, même indirectement, au nom de Bariev et de ses camarades.

De quoi s'agit-il en réalité ?

Il s'agit en fait de la *provocation policière* traditionnelle envers des personnes luttant contre l'arbitraire des autorités. Vous savez parfaitement que, le 21 avril 1968, la police ouzbègue (que l'on continue, nul ne sait pourquoi, à appeler milice) a attaqué, dans le parc de la Culture et du Repos de Tchirtchik, des Tatares de Crimée fêtant paisiblement l'anniversaire de la naissance de V. I. Lénine, fondateur de l'Etat soviétique et promoteur de l'autonomie nationale des Tatares de Crimée (1). Des autopompes aspergèrent de puissants jets d'eau froide et d'émulsion de chlore des personnes qui ne se doutaient de rien et s'amusaient paisiblement, des jeunes en train de danser, des groupes chantant des chants nationaux et révolutionnaires et des artistes amateurs donnant des représentations. Ces jets renversaient les gens, endommageaient leurs vêtements, leur causaient des traumatismes psychiques. Ensuite, les matraques de la police se mirent en action. On escomptait que les gens indignés prendraient des mesures d'autodéfense, ce qui pourrait servir plus tard à les accuser de résistance aux autorités. Mais le peuple manifesta une étonnante maîtrise de soi et déjoua la provocation. Il entreprit une manifestation pacifique de protestation contre les humiliations qu'on lui infligeait. En réponse, plus de 300 personnes furent arrêtées. Douze d'entre elles, dont la plupart n'avaient pas participé aux réjouissances et furent appréhendées chez elles, furent plus tard jugées et condamnées pour « violation de l'ordre public ».

Aïder Bariev, conducteur de tracteurs, ayant réussi à échapper à l'arrestation, partit le jour même en avion pour Moscou et, dès le 22 avril au matin, le procureur de l'U.R.S.S. recevait de lui un télégramme exposant en détail les événements de Tchirtchik, au cours desquels l'on a foulé aux pieds, avec un cynisme sans précédent, LES DROITS DE L'HOMME et les règles de la morale humaine.

(1) Voir le texte *La manifestation de Tchirtchik* dans le chapitre VIII. Sur la politique de Lénine à l'égard des nationalités, voir dans ce même chapitre ses trois *Lettres au congrès*, pp. 486-490.

Il ne prit, bien entendu, pas de gants dans les expressions qu'il utilisa, désignant chacun par son nom, simplement, à la façon des travailleurs.

Bariev poursuivit son séjour à Moscou comme plénipotentiaire de ceux qui l'avaient envoyé, frappant en vain aux portes de l'administration que vous dirigez et d'autres organisations publiques et institutions de l'Etat. Cherchant à exploiter toutes les possibilités qui se présentaient, il tenta d'obtenir, avec d'autres représentants de son peuple, la punition des nervis de Tchirtchik et la cessation des poursuites illégales intentées contre les victimes du pogrome. Vous n'avez absolument pas réagi, ni aux télégrammes et lettres personnelles de Bariev ni aux appels de tous les représentants du peuple des Tatares de Crimée alors à Moscou. Ni vous ni même aucun de vos adjoints n'avez jamais reçu ces représentants et n'avez même tenté d'examiner leurs plaintes. Vous n'avez, de plus, répondu à aucune de leurs lettres. Vous n'avez pas réagi à leurs plaintes concernant les actions illégales entreprises par la police de Moscou contre les représentants du peuple des Tatares de Crimée.

Gardien suprême de la légalité soviétique, vous n'avez pas été ému par le fait que des hommes étaient pourchassés, tels des animaux sauvages, dans les rues de votre capitale et évacués comme du bétail vers les odieux lieux d'exil administratif. Vous qui êtes juriste et magistrat, vous n'avez même pas été ébranlé par le fait qu'il ne s'agissait pas, en plus, de simples gens, mais de représentants d'un peuple, c'est-à-dire de citoyens qui n'avaient pas le droit de prendre la décision de quitter Moscou sans l'accord de leurs mandants. Vous n'avez tenu aucun compte de tout cela, comme vous n'avez tenu aucun compte des incidents tragiques que cela a entraînés : pour tenter d'être dignes de la confiance qui leur avait été accordée par leurs mandants, des représentants des Tatares de Crimée en sont arrivés à prendre des mesures désespérées, jusqu'à sauter d'un train en marche pour échapper au détachement de policiers qui les escortait et continuer ainsi à remplir le mandat que leur peuple leur avait donné.

Dès qu'il fut remplacé à Moscou, Bariev revint à Tchirtchik, où il fut arrêté. Pour justifier cette mesure, on invoqua les lettres personnelles et collectives adressées par des représentants du peuple des Tatares de Crimée à diverses instances soviétiques, dont le parquet de l'U.R.S.S., les organisations sociales et certains représentants de l'opinion soviétique, ainsi que les informations, adressées de Moscou, en tant que comptes rendus, par les représentants du peuple des Tatares de Crimée à leurs électeurs. Des gens du type de Berezovski définirent ces documents comme contenant des calomnies dirigées contre le régime social et politique de l'U.R.S.S. Je ne vais pas démontrer ici comment l'on se débrouille pour transformer en pamphlet calomniateur un document donnant d'un événement réel une description véridique. Je me contenterai de vous poser quelques questions ayant un rapport direct avec le montage d'« affaires » de ce genre.

Je voudrais vous demander, en tant que gardien suprême de

la légalité soviétique, s'il est concevable d'engager des poursuites contre une personne qui vous a adressé une plainte dont vous n'avez pas trouvé le loisir d'examiner le bien-fondé ?

Pourriez-vous me dire également s'il était possible, même en faisant preuve de la plus haute fantaisie, de caractériser le massacre de Tchirtchik comme une violation de l'ordre public ? N'était-ce pas plutôt une brutale provocation policière organisée contre le peuple des Tatares de Crimée pour créer un prétexte à de multiples répressions, dirigées contre les justes aspirations de ce peuple à sa reconnaissance nationale ?

Je pense que, après l'obtention d'une réponse correcte aux questions posées ci-dessus, il ne vaudra même plus la peine de demander si tout ce qui a suivi les événements de Tchirtchik est bien le résultat d'une provocation montée de toutes pièces. Et s'il en est bien ainsi, les « *garants* » ouzbèques « *de la loi* » pouvaient-ils présenter au procureur Malkov les preuves de l'existence des documents signalés dans le mandat de perquisition (à supposer, bien entendu, que Malkov ne participe pas lui-même, de façon parfaitement consciente, à cette provocation !) ?

Ainsi se présente la question en ce qui concerne les fondements juridiques de la perquisition effectuée chez moi.

Je pourrais m'arrêter là avec cette question, mais j'ai l'intention de vous dire que je ne comprends pas votre rôle, ni dans l'affaire de Tchirtchik, ni dans les procès des Tatares de Crimée qui se déroulèrent après le décret du soviet suprême du 5 septembre 1967, ni dans ceux qui se préparent aujourd'hui (2). Leur illégalité et leur caractère parfois ouvertement provocateur sont à tel point manifestes que l'on s'étonne qu'un juriste de réputation internationale, qui tente d'inculquer au monde entier la manière de combattre les crimes contre l'humanité, ne puisse pas le comprendre !

Mis à part Berezovski, sept fonctionnaires du K.G.B. et trois témoins, également agents de la Sécurité d'État, se présentèrent pour procéder à la perquisition. Ainsi, pour un Ouzbek, qui appartenait, veuillez le noter, au parquet, il a fallu dix habitants de Moscou, sans compter tous ceux qui bloquaient la maison du côté de la rue. Tous faisaient partie du K.G.B. Les opérations étaient dirigées par un certain Vragov, Alexis Dmitrievitch. C'est tout ce que j'ai pu apprendre sur lui de la bouche de Berezovski. Vragov lui-même a refusé d'indiquer aussi bien sa fonction que le lieu de son travail (la Direction de Moscou ou le Centre), bien qu'aux termes de la loi il fût obligé de me communiquer l'un et l'autre. C'est donc cet homme à demi officiel et qui m'était à demi inconnu qui a dirigé la perquisition, et c'est précisément lui qui dictait à Berezovski ce qu'il devait faire. C'est à lui qu'il incombait de trancher les problèmes délicats, de confisquer ou de laisser

(2) Allusion aux procès intentés aux Tatares de Crimée, et qui se sont multipliés depuis l'action que les Tatares ont entreprise pour obtenir le droit de revenir dans leur patrie, en Crimée.



tel ou tel document. Il a dirigé pratiquement les actes des autres membres du K.G.B. pendant la perquisition. La seule chose qu'a faite le responsable en titre de la perquisition, Berezovski, ce fut de dicter les noms des documents rassemblés par les agents du K.G.B. à l'un des membres de cet organisme chargé de rédiger le procès-verbal.

Ainsi, la perquisition a été effectuée par les organes du K.G.B. qui se sont servis du « *cas Bariev* » comme d'un prétexte, de même d'ailleurs que le juge d'instruction chargé de cette affaire. Cette perquisition met un point final à une nouvelle étape de mes rapports avec le K.G.B. La première s'acheva sur ma libération de la pire des prisons d'U.R.S.S., le prétendu hôpital psychiatrique, où le K.G.B. me « *casa* » pour sortir de l'impasse dans laquelle il s'était trouvé par suite du caractère illégal de mon arrestation et de l'impossibilité d'obtenir que je me repente. L'étape suivante commença deux ou trois mois plus tard, lorsque, sans aucun prétexte plausible, les organes du K.G.B. manifestèrent de nouveau de l'intérêt envers ma personne. Depuis ce temps-là, c'est-à-dire depuis trois ans, je fais l'objet d'une surveillance incessante : moi-même, les membres de ma famille et ceux qui me rendent visite font l'objet d'une filature systématique. On surveille mon appartement à l'aide de dispositifs optiques et d'appareils spéciaux, mon téléphone est branché sur une table d'écoute, ma correspondance est examinée et certaines lettres sont confisquées. Par deux fois, au cours de ces dernières années, des perquisitions officieuses ont été opérées dans mon appartement. J'ai exposé tous ces faits dans une lettre adressée à I. Andropov, responsable du K.G.B., mais, comme il se doit dans notre pays, cette missive est restée sans réponse. Seule, la filature est devenue plus discrète. La perquisition est une inspection générale de mes « *réerves* », c'est un désir d'examiner ce que l'on n'a pas encore vu jusqu'à présent. Il est cependant probable que de nouvelles provocations se préparent contre moi. Je n'ai nullement l'intention de les attendre passivement.

Je suis communiste et, comme tel, je hais de toutes les fibres de mon âme les organes d'oppression et d'arbitraire à caractère de caste. L'organisation créée par Staline, et appelée aujourd'hui K.G.B. près le conseil des ministres de l'U.R.S.S., en est un. Je ne cache à personne la haine que j'éprouve à l'égard de cette organisation, que je considère comme hostile au peuple, et je lutterai par tous les moyens dont je dispose pour sa liquidation dans les délais les plus courts. C'est la raison pour laquelle je refuse d'entretenir quelque contact que ce soit avec elle, et je ne lui reconnais pas le droit d'intervenir dans ma vie privée ni dans mon activité publique. Cette organisation parasitaire, qui dévore des sommes d'argent colossales appartenant au peuple et cause un tort inestimable, doit disparaître de notre société. Le plus tôt sera le mieux.

Je sais, depuis longtemps, que les tribunaux et le parquet sont pratiquement subordonnés au K.G.B. S'il en fallait encore des preuves, la perquisition qui vient d'être opérée chez moi en serait

une, fort caractéristique. Les représentants du parquet ont joué à cette occasion le rôle de garçons de courses. Ils peuvent continuer à jouer ce rôle peu honorable, mais pas en ce qui me concerne. Par toute mon existence, par ma participation à la défense de ma patrie, par le sang que j'ai versé pour elle, par mes convictions communistes, j'ai acquis le droit de me sentir *copropriétaire* de mon pays, membre, égal en droits, de la famille des peuples soviétiques. J'ai le droit de me déplacer librement, sans filature, sur ma terre natale, de défendre mes convictions et de disposer de tous les droits que me reconnaissent, comme citoyen de l'U.R.S.S., la Constitution soviétique et la déclaration des droits de l'homme. Nul, et d'autant moins une organisation telle que le K.G.B., n'a le droit de me priver des droits que je viens d'énumérer. Quant aux organes du parquet, ils doivent accorder leur appui aux citoyens luttant pour leurs droits légaux et non aux organisations qui tentent de dépouiller les citoyens de ces droits.

Après tout ce qui vient d'être dit, il ne nous reste plus qu'à déterminer le but de la visite des représentants de la peu respectable organisation, ce qu'ils cherchaient chez moi, ce qu'ils combattaient et s'approprient, semble-t-il, à combattre à l'avenir. Essayons donc de le comprendre en examinant ce qui m'a été confisqué.

En fait, il a bien fallu confisquer des documents n'ayant rien de commun avec les « inventions outrageantes ». En d'autres termes, ce que l'on a saisi ne figurait nullement sur l'ordre de perquisition. On a confisqué tous les documents dactylographiés et manuscrits qui se trouvaient en ma possession, ainsi que mes lettres et mes notes personnelles. Il n'y avait là rien de diffamatoire ni, par suite, d'antivoiétique. Il s'agissait en fait de documents antistaliniens et de prises de position publiques contre les violations des lois soviétiques par les autorités, contre l'arbitraire de la justice, ainsi que contre la discrimination et les génocides perpétrés aujourd'hui à l'encontre des Tatares de Crimée, des Allemands de la Volga et de certaines autres petites nations.

Voici ce qui m'a été saisi :

● Des lettres individuelles et collectives que m'avaient adressées des Tatares de Crimée et qui représentent un véritable cri du cœur d'un peuple martyrisé (3), ainsi que des documents sur le mouvement populaire des Allemands de la Volga en lutte pour le rétablissement de leur égalité nationale (4).

● Des copies de mes lettres au Bureau politique du Comité central, dénonçant aussi bien les actes arbitraires commis à mon propre égard (exclusion illégale du Parti, rétrogradation du rang de général à celui de simple soldat, privation de pension) que l'arbitraire

(3) Allusion aux diverses pétitions qui, d'après les représentants des Tatares, ont recueilli au total TROIS MILLIONS de signatures.

(4) Les Allemands de la Volga furent déportés par Staline au cours de la seconde guerre mondiale et leur république liquidée.

de la justice et la falsification de l'histoire au profit du né-stalinisme (5).

⑥ Un manuscrit de la brochure de l'académicien Sakharov et mes propres considérations le concernant (6).

⑦ Les œuvres complètes d'Alexis Kosterine (7), inlassable combattant contre le stalinisme, écrivain bolchevique, ayant pris part au mouvement révolutionnaire de 1912, membre du parti bolchevique depuis 1916, ayant passé trois ans dans les prisons tsaristes et dix-sept ans dans les geôles staliniennes et les camps de la mort de Kolyma.

⑧ Un manuscrit comportant une liste et une analyse de tous les faits dont j'ai eu connaissance et qui prouvent que le plénum du Comité central d'octobre 1964 a pris la ferme décision de faire renaître discrètement le stalinisme (8).

⑨ Les comptes rendus des procès publics (procès de droit commun dans la forme, mais procès politiques en réalité) des Tatares de Crimée ayant participé au mouvement pour l'égalité nationale et de personnes qui pensent librement à Moscou (procès Siniavski, Daniel, Khaoustov, Boukovski, Galanskov, Guinzbourg et autres (9).

⑩ Des indications biographiques sur les personnes condamnées pour leur participation à la manifestation sur la place Rouge contre l'intervention des armées soviétiques en Tchécoslovaquie et contre le sang versé par les soldats soviétiques et les citoyens tchécoslovaques (10).

⑪ Un manuscrit du mémoire de l'académicien Varga « *La voie russe vers le socialisme* » (11).

⑫ Une copie de la lettre adressée par un groupe d'intellectuels soviétiques (Artzimovitch, Kapitsa, Kataev, Leontovitch, Pliissetskaya, Sakharov, Tchoukovski, etc.) au XXIII<sup>e</sup> congrès du Parti

(5) Lettres qu'il écrivit en 1966 pour réclamer entre autres que sa retraite militaire, dont le versement avait été suspendu, lui soit rétablie.

(6) Étant donné l'orientation très droitière de Sakharov, savant illustre, qui, faisant complètement abstraction de la lutte des classes, annonce dans son mémoire une évolution convergente des deux « systèmes », le russe et l'américain, on aimerait connaître les remarques « critiques » de Grigorenko sur ce volume.

(7) Voir l'ébauche de liste qui en est donnée dans sa notice nécrologique, chapitre VII.

(8) Allusion à la résolution du Comité central qui mit Khrouchtchev sur la touche en octobre 1964.

(9) Comptes rendus diffusés dans le Samizdat, et dont un certain nombre ont été publiés en France. Voir la bibliographie à la fin du volume.

(10) Manifestation du 25 août 1968.

(11) Texte publié dans *Phenix 66*. Varga était l'un des économistes staliniens officiels les plus « éminents ». Le texte gardé par lui dans ses tiroirs contredit tout ce qu'il fit publier sous son nom.

pour exprimer leur inquiétude devant les tendances à la renaissance du stalinisme (12).

④ Une copie de la lettre de 23 enfants de communistes sauvagement massacrés par Staline (Iakir, Petrovski, Antonov-Ovséenko, Berzine, Enoukidze, Boukharine, Vavilov, Piatnizki, etc.) et qui exprimaient également leurs appréhensions devant la renaissance du stalinisme et la tendance à oublier les crimes commis par Staline et ses acolytes. La lettre rappelait aussi la décision du XXII<sup>e</sup> congrès du Parti d'élever un monument à la mémoire des victimes du stalinisme (13).

⑤ Des traductions d'articles de journaux tchécoslovaques les *Deux mille mots*, une déclaration de Smrkovski à la radio tchécoslovaque, etc.

⑥ La liste des personnes victimes de répressions administratives ou organisées dans le cadre du Parti (14) pour avoir signé divers documents protestant contre les infractions aux lois soviétiques et aux droits les plus élémentaires de l'homme commises par les tribunaux, par le Parquet et par le K.G.B. Le texte dactylographié de la Déclaration universelle des droits de l'homme, publiée en U.R.S.S à un tirage fort restreint et seulement par des éditions juridiques spécialisées.

⑦ Le texte dactylographié des *Pactes sur les droits* non édités en U.R.S.S. (*Pacte sur les droits économiques et sociaux* et *Pacte sur les droits politiques*, avec procès-verbal facultatif, adoptés, il y a deux ans, par l'Assemblée générale des Nations Unies).

⑧ Le texte de tous les discours prononcés aux funérailles de l'écrivain A. Kosterine (15).

⑨ Parmi les œuvres littéraires saisies figuraient le *Requiem* d'Anna Akmatova à la mémoire de tous ceux qui furent suppliciés avec son fils unique dans les geôles stalinienne (16), une série d'œuvres de Marina Tsvetaieva (17), inédites en U.R.S.S., le poème de N. Korjavine *Tanka*, œuvre bouleversante sur l'influence corruptrice du stalinisme (18), un manuscrit du livre de A. Martchenko sur les camps de détenus politiques *Mon témoignage* (19), un

(12) Lettre protestant contre la réhabilitation de Staline.

(13) Voir page 290, note 1.

(14) Sans doute les textes publiés dans la *Chronique des événements* sous le titre : *Répressions extra-judiciaires* et dans ce volume, sous le titre *Répressions*, ou un document similaire.

(15) Voir le chapitre VII.

(16) Poème non publié en U.R.S.S., consacré à l'arrestation de son fils en 1937.

(17) Voir les notices biographiques à la fin du volume.

(18) Korjavine fut déporté sous Staline. Nous ne savons rien de ce poème.

(19) Rappelons qu'il s'agit de *Mon témoignage*, qui va être publié en français par Le Seuil.



texte dactylographié du livre de Hemingway *Pour qui sonne le glas* (20).

⊗ Cette liste permet de se faire une idée assez nette du principe qui a présidé aux saisies. Je ne pense pas ajouter grand-chose en indiquant que l'on me confisqua également tout ce que j'avais écrit, même des bouts de papier ne portant qu'un seul mot tracé de ma main. C'est ainsi que je viens d'être privé de mon œuvre scientifique, de ma correspondance privée, de brouillons de divers documents, dont certains ont été diffusés, alors que d'autres n'ont pas quitté ma table de travail.

En règle générale, on m'a confisqué tout ce qui était écrit à la main, tapé à la machine ou édité ailleurs qu'en Union soviétique. Il est évident que si je ne les avais passés à quelqu'un la veille, on m'aurait aussi confisqué *Les lettres de Korolenko à A. Lounatcharski* (21), les *Pensées déplacées* de Gorki (22) et les poèmes d'Ossip Mandelstamm (23).

Je possédais un exemplaire manuscrit d'un ouvrage sur les premiers mois de la seconde guerre mondiale : *Les notes d'un agent des services de renseignements* (mémoires de V. A. Novobrantsév, colonel de réserve) (24), avec une dédicace de l'auteur à mon nom personnel. Lorsque les agents du K.G.B. décidèrent de confisquer cet ouvrage, je protestai violemment, en faisant valoir que cet ouvrage ne pouvait absolument pas figurer dans la liste des documents que le mandat permettait de saisir. Alors l'officier de police judiciaire Berezvoski, qui venait de recevoir l'ordre de Vragov : « *A confisquer !* », décida de me démontrer le caractère calomniateur de l'ouvrage à l'égard de la société soviétique et du régime politique. Pour ce faire, il m'assena une phrase extraite de la préface : « *Staline est mort, mais les semences empoisonnées qu'il a semées continuent à fructifier* ».

Après quoi, je refusai de continuer à assister à la perquisition. Mais ils n'en avaient guère besoin. Sans même prendre la peine de noter la moitié de ce qu'ils emportaient, ils fourrèrent le reste dans un sac, y apposèrent le tampon K.G.B. 14, et emportèrent tout à la fois..., et le sac... et le cachet. Vous voyez quelle garantie on peut avoir quant au fait que rien ne sera changé au contenu de ce sac ! D'autant que l'ouverture du sac, à laquelle je refusai de prendre part, car cela aurait été absurde, se déroula en présence de « *témoins* » — qui sont tous des agents de l'organisme même qui a organisé la perquisition. Aucun des véritables témoins à la présence desquels je tenais n'avait été invité.

Voilà comment furent préservées les garanties de la légalité dans ce cas précis. Mais ce n'est pas ce seul cas qui m'intéresse. Ce que je voudrais éclaircir, c'est le rapport qu'il y a entre les organismes du parquet soviétique et les lois soviétiques. Mon

(20) Qui vient pourtant d'être édité en U.R.S.S. après une longue interdiction.

(21), (22), (24) Textes que nous ne connaissons pas.

(23) Voir les *Notices biographiques* à la fin du volume.



expérience personnelle témoigne de ce que, dans les questions politiques, ces organismes ne s'occupent que d'une chose : collectionner les articles du code susceptibles de donner une apparence de légalité au sauvage arbitraire des autorités. Mais je pensais naïvement que, pour ce faire, il fallait connaître les lois. Apparemment, cela n'est pas nécessaire. Des « juristes » spécialisés collectionnent, manifestement, les articles de loi nécessaires. Mais les lois n'intéressent pas le moins du monde les exécutants, les praticiens. Ils font ce qu'on leur ordonne de faire, sans se demander si cela est ou non légal. Berezovski se présenta pour effectuer la perquisition sans code pénal et sans code de procédure pénale ; avec l'aide de mes amis présents chez moi, je lui démontrai souvent qu'il violait les lois, mais il ne modifia sa façon d'agir qu'avec la plus grande répugnance. L'incident suivant permet de juger à quel point les lois lui pèsent. Alors que la perquisition tirait à sa fin, ma femme lui fit une remarque en affirmant : « *Cela n'est pas conforme à la loi !* » Berezovski ne put plus se contenir. Il laissa exploser toute l'irritation, qui s'était accumulée en lui tout au long de la journée, et s'écria, l'air méchant : « *Ah oui ! Vous êtes juristes, vous ! Regardez, votre mari a toute une étagère de littérature juridique !* » Je pense que cette exclamation caractérise mieux l'attitude des « *garants de la loi* » à l'égard de la loi que tous leurs écrits filandreux, destinés à convaincre des gens mal informés.

En conclusion, j'aimerais, avec votre aide, tenter de répondre à la question : pourquoi tout cela ?

② Etait-ce une simple manœuvre d'intimidation ? Cela paraît douteux car nous nous connaissons trop bien, le K.G.B. et moi, pour que l'un d'entre nous puisse compter sur un pareil résultat.

③ Peut-être alors était-ce le désir de trouver un prétexte pour monter une « affaire » et m'envoyer quelque part d'où ma voix ne pourra plus se faire entendre ? C'est tout à fait possible, mais absurde. Se lancer dans un procès fondé sur un faux constitue aujourd'hui une entreprise trop risquée. Quant à escompter que je me lance réellement dans des actions criminelles... Non, le K.G.B. me connaît trop bien pour faire un pareil calcul. Moi non plus, je n'ai jamais misé sur la bêtise de l'adversaire.

④ Par conséquent, il ne reste plus qu'une seule hypothèse : on a voulu contrôler mon activité et, simultanément, freiner mon travail en me privant de ma documentation et de mes « *moyens de production* ». On pourrait trouver une confirmation de cette dernière hypothèse dans le fait que l'on m'a confisqué mes deux machines à écrire (une portative et une machine de bureau) sans que l'ordre en figurât nulle part.

⑤ En outre, dans les conditions actuelles, la saisie d'une machine à écrire constitue un acte d'arbitraire intolérable. Jugez vous-même. Lorsqu'on a besoin d'un exemplaire d'écriture, l'opération de prélèvement ne demande pas plus de quelques minutes. En outre, le propriétaire de la machine doit être présent au

moment du prélèvement. Pourquoi donc m'a-t-on confisqué mes machines ? Dans le meilleur des cas, pour me priver de la possibilité de m'en servir. Quant au pire des cas que l'on pourrait envisager, je vais vous l'expliquer, si vous ne le saviez pas encore : pour confectionner des faux compromettant le propriétaire de la machine.

Le juge d'instruction Berezovski me demanda, en réponse aux protestations que j'élevais contre le fait que je ne pouvais contrôler les documents que l'on m'avait saisis au cours de la perquisition : « *Auriez-vous pas hasard des soupçons ?* » Je crains que vous ne puissiez, vous aussi, poser pareille question. Et je vous réponds ce que j'ai répondu à Berezovski : « *Je n'ai aucun soupçon. Je constate les possibilités qu'offre la violation des règles de procédure. Et c'est l'avenir qui montrera laquelle de ces possibilités s'incarnera dans la réalité.* »

En tout état de cause, je n'ai pas l'intention d'attendre passivement l'avenir. Aussi suis-je décidé à exiger l'abolition de toutes les illégalités commises à mon égard.

J'exige donc :

1. La restitution immédiate de tous les documents que l'on m'a saisis et de mes deux machines à écrire ;

2. La cessation des actes illégaux qui sont commis à mon égard et à celui de ma famille : filature, surveillance permanente de mon appartement à l'aide de dispositifs optiques et d'appareils spéciaux, dispositifs d'écoute dans mon appartement et branchement de mon téléphone sur la table d'écoute, censure et subtilisation de mon courrier.

Je suppose que votre autorité et vos droits suffisent (du point de vue strictement légal, bien entendu) pour obliger les intéressés à satisfaire mes revendications. C'est dans cet espoir que j'attendrai votre réponse.

J'espère que vous apprécierez que pendant quinze jours je me sois abstenu de déposer plainte, laissant ainsi aux « *perquisitionneurs* » le temps d'examiner leur butin. Espérant que vous en tiendrez compte, j'attends votre réponse, dans le délai de 15 jours, fixé par le présidium du soviet suprême de l'U.R.S.S.

## BILAN DU SAMIZDAT POUR 1968-1969

*Le bilan que nous publions ci-dessous a été dressé en trois fois par la Chronique des événements. Il est, comme le soulignent les rédacteurs de la Chronique, manifestement incomplet — et l'on peut le compléter partiellement, par exemple, par la liste des ouvrages saisis chez Piotr Grigorenko et que ce dernier donne dans sa lettre au procureur Roudenko, que nous publions dans ce chapitre.*

*Nous donnons le bilan de la Chronique en entier, en conservant même l'analyse des ouvrages religieux. Ce n'est pas, bien entendu, que nous considérons les défenseurs de l'Eglise orthodoxe comme des membres de l'opposition. Dans ses diverses branches (orthodoxe, protestante, catholique), l'Eglise est le parti international du Capital le mieux organisé, le plus puissant et le plus dangereux, qui détourne la volonté de millions d'opprimés de la lutte pour leur émancipation vers des paradis inoffensifs pour le taux de profit. Mais, comme le montrent les articles de Brigitte Gerland reproduits dans le chapitre I, les sectes religieuses, qui ne cessent de pulluler en U.R.S.S. et n'ont pas de lien avec l'appareil de l'Eglise, sont une des formes déviées de la lutte contre la bureaucratie et leur communisme évangélique reflète, comme les écrits d'un Krasnov-Levitine, l'attachement aux conquêtes d'Octobre. La bureaucratie lutte contre ces sectes, non dans la mesure où elles opposent un naïf dieu de bois ou des rites païens christianisés au matérialisme historique, mais dans la mesure où elles constituent des foyers d'opposition à la bureaucratie, foyers par lesquels passent des échos de la révolution d'Octobre.*

Ces sectes peuvent, par ailleurs, prendre les aspects les plus réactionnaires ; la répression absurde dont elles sont victimes (et qui les renforce) leur apparaît comme étant la lutte du bolchevisme ou du communisme contre leur dieu. Là encore, le rôle réactionnaire de la bureaucratie est éclatant, car c'est elle qui maintient le poids de Dieu et des sorciers qui le manipulent sur des millions d'hommes.

L'un des aspects les plus frappants de cette liste est, par ailleurs, qu'il y a désormais une énorme majorité de textes politiques, et que les problèmes fondamentaux — nature du régime bureaucratique, théorie marxiste du stalinisme, etc. — tendent de plus en plus à être étudiés, dans des documents dont, malheureusement, il nous manque encore un certain nombre parmi les plus importants.

EXTRAIT DE LA CHRONIQUE DES EVENEMENTS N° 5  
(décembre 1968), pp. 1 à 7

Le *Samizdat* constitue la forme spécifique de mise en pratique de la liberté de parole et de la liberté de la presse dans notre pays. Au cours des années passées, le *Samizdat* a évolué : si, récemment encore, les œuvres littéraires prédominaient, aujourd'hui les essais politiques et les documents l'emportent. C'est particulièrement caractéristique pour l'année 1968. Au cours de cette année 1968, le *Samizdat* ne s'est enrichi d'aucune œuvre littéraire de prose importante, comme ce fut le cas au cours des années précédentes avec les romans de Soljenitsyne, les souvenirs de Guinzbourg, les recueils de nouvelles de Chalamov, les récits de Tchoukovskaïa et de Maximov, etc. ; au cours de cette année, aucun recueil littéraire du type *Syntaxis* ou *Phenix* (\*) n'est paru ; en revanche, les lecteurs du *Samizdat* — qui sont en même temps ses éditeurs bénévoles — ont reçu cette année un torrent de documents, de lettres, de discours, de notes, d'articles, de communications, etc. Le *Samizdat* a commencé à jouer le rôle, non plus seulement de livre, mais aussi de journal. Le bilan donné ci-dessous est vraisemblablement incomplet. De plus, certains textes y seront résumés trop sèchement, ce qui ne vise nullement à indiquer leur moindre importance, mais est simplement dû aux circonstances. Enfin, on n'a pas toujours résolu de la même manière le problème de l'insertion dans ce bilan d'écrits datant de 1967, mais qui ne se sont largement répandus dans le *Samizdat*, pour l'essentiel, qu'en 1968. Néanmoins, la *Chronique* considère que donner aux lecteurs un bilan du *Samizdat* existant est une tâche trop importante pour lier ce travail aux conceptions formelles d'une « bibliographie ».



## 1. DOCUMENTS SUR LA TCHECOSLOVAQUIE

### 1-a) Traduction d'articles et de documents tchécoslovaques.

Le premier de ces documents fut le discours prononcé l'an passé par Ludvik Vaculik au IV<sup>e</sup> congrès des écrivains tchécoslovaques (1). Ce discours étudie en détail le mécanisme du régime totalitaire. S'élevant contre la structure d'un régime non démocratique, qui repose sur le triomphe des « médiocres », Vaculik affirme de façon catégorique : « *Toute cette critique du pouvoir dans l'Etat ne vise nullement à jeter une ombre sur la cause du socialisme, car je ne suis absolument pas convaincu que tous les phénomènes qui se sont produits chez nous étaient nécessaires, et aussi parce que je n'identifie pas ce pouvoir avec le concept de socialisme.* »

Pendant le printemps et l'été 1968, le Samizdat a diffusé les documents les plus divers reproduits des journaux et des revues tchèques et slovaques. Parmi ces documents : l'interview des veuves de Slansky et de Clementis et d'autres documents sur les procès des années cinquante, des discours de Dubcek, Smrkovsky, Cisar et d'autres dirigeants du P.C. tchécoslovaque. La publication et la diffusion, par le Samizdat, du texte complet des *Deux mille mots*, dont la presse soviétique officielle a donné une représentation si déformée, constitue un fait d'une importance particulière. Le Samizdat a fourni aussi un exemple de polémique véritable, libre, et non point de polémique totalitaire : l'article de Joseph Smirkovsky *Mille mots en réponse aux deux mille mots* (2).

Le « *printemps tchécoslovaque* » fut interrompu par la violence à la fin de l'été. Le Samizdat a publié quelques documents des premiers jours de l'occupation : les tracts adressés aux soldats soviétiques, les tracts adressés au peuple : « *Au troisième jour de l'agression, nous restons libres* » (3), ainsi commence l'appel des historiens de Prague à leurs concitoyens : « *Une occupation brutale n'a pas mis notre peuple à genoux* » (4).

Dans les mois qui ont suivi les accords de Moscou, le Samizdat n'a pu, hélas, publier que quelques rares documents tchécoslovaques. Le premier d'entre eux fut le discours à la radio de Joseph Smrkovsky, le 23 août 1968. Le président de l'Assemblée nationale de la république socialiste de Tchécoslovaquie déclara nettement : « *Notre pays a été occupé par d'énormes forces militaires.* » Il avoua que les négociateurs tchèques de Moscou avaient été contraints d'accepter un compromis tragique, mais ce compromis, ajouta-t-il, n'a pas été dicté par la pusillanimité, mais

(1) Ce texte fut rédigé par Ludvik Vaculik, et quelques-uns de ses camarades, et diffusé fin juin 1968. P. Broué le définit comme un « événement capital dans l'histoire de la révolution tchécoslovaque », il pose le problème du pouvoir et sera dénoncé par les staliniens comme le signe de la contre-révolution montante.

(2) L'une des nombreuses protestations contre l'occupant.

(3) Allusion aux nombreux tracts que les organisations clandestines tchécoslovaques publièrent dans les jours qui suivirent l'invasion.

(4) Ce texte a été publié dans *Informations ouvrières*.



par le sentiment de responsabilité des dirigeants devant les peuples du pays. « *Le poids des accords et des décisions prises fait ployer nos épaules, conclut-il, nous devons mener la discussion à l'ombre des chars et des avions de combat qui ont occupé notre pays. La seule possibilité de sortir de ces difficultés, c'est l'unité du peuple et du gouvernement, la fidélité à l'appel : NOUS SOMMES AVEC VOUS, SOYEZ AVEC NOUS !* »

Parmi les documents plus tardifs, on peut souligner l'appel d'un groupe d'écrivains tchèques communistes du 31 octobre 1968 (5) et les *Dix points* de l'Union des étudiants de Tchécoslovaquie et de Moravie (6) qui servirent de fondement politique à la grève des étudiants des 18-20 novembre. Les *Dix points* affirment un plein soutien au programme d'action du P.C. tchécoslovaque, s'élèvent contre la renaissance de la politique faite derrière le dos des masses et de la censure de la presse et exigent la garantie des droits et des libertés civiles.

1-b) *Lettres et articles d'auteurs soviétiques liés au problème de la Tchécoslovaquie.*

Dès avant l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie, à la fin de juillet 1968, alors que la presse soviétique menait une campagne particulièrement violente contre la démocratisation en Tchécoslovaquie et que la menace d'intervention paraissait plus profonde à la fois qu'auparavant et qu'immédiatement après (7) parurent deux documents exprimant la sympathie à l'égard de la Tchécoslovaquie et l'émotion devant la campagne de dénigrement :

● La lettre de cinq communistes (N. Grigorenko, A. Kosterine, V. Pavlintchouk, S. Pissarev, I. Iakhimovitch) adressée aux membres du P.C.U.S. et à l'ensemble du peuple tchécoslovaque (8).

● La lettre ouverte d'Anatole Martchenko aux journaux *Rude Pravo*, *Prace* et *Literarni Listy* (9).

L'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie, sous le prétexte d'une « aide fraternelle », invasion que notre presse soutint unanimement, se heurta à diverses formes de protestation de divers citoyens soviétiques. Parmi les publications du Samizdat marquant la réponse à ces événements, on peut citer :

● La lettre d'Ivan Iakhimovitch (10).

● Valentin Komarov : *Septembre 1969*.

● *La logique des tanks*, article d'un auteur inconnu.

● *Appel aux communistes*, signé *Un Communiste*.

● La lettre de Grigorenko et Kosterine (11), ainsi que la

(5) et (6) Voir sur ces textes le livre cité de Pierre Broué, pp. 130 et 137-138.

(7) Les auteurs veulent dire que le danger d'une intervention militaire en Tchécoslovaquie parut particulièrement grand lors de la rencontre de Ciernia (fin juillet), puis sembla s'amoinrir dans les jours qui suivirent lorsque les troupes soviétiques évacuèrent le territoire tchécoslovaque.

(8) Reproduite dans le chapitre VI de ce livre, pp. 408-409.

(9) Idem, pp. 398-403.

(10) Idem, pp. 423-426.

(11) Textes que nous ne connaissons pas.

*Lettre de démission* adressée par Kosterine au P.C.U.S., devenu, dit-il, « *le gendarme de l'Europe* » (12).

Toutes ces œuvres, différentes par leur genre comme par leur style, sont unies par quelques traits communs :

a) L'intervention en Tchécoslovaquie est le résultat de la restauration du stalinisme ;

b) la véritable cause de l'agression est la volonté d'étouffer la démocratisation, la légalité, les libertés, d'anéantir un exemple dangereux d'union du socialisme avec la démocratie ;

c) la défaite morale des occupants ;

d) la responsabilité collective de notre peuple, de notre intelligentsia pour ce qui s'est passé et la nécessité de renforcer tous les gens honnêtes et qui réfléchissent dans notre pays.

## 2. DOCUMENTS SUR LE PROCES GALANSKOV, GUINZBOURG, DOBROVOLSKI, LACHKOVA.

Le premier numéro de la *Chronique* a déjà donné la liste des principales lettres suscitées par le procès. Le Samizdat fait circuler :

● Les discours des avocats Zolotoukhine et D. Kamińskaia, en même temps que la dernière déclaration de leurs clients, Alexandre Guinzbourg et Iouri Galanskov (13) ;

● La *Lettre de Vadim Delaunay à la « Literatournaïa Gazeta »* et à la « *Komsomolskaïa Pravda* », dans laquelle, en s'appuyant sur les dépositions monstrueusement absurdes de Dobrovolski lors du procès Boukovski, Delaunay et Kouchev, dépositions qu'il connaît, il démontre le caractère mensonger des dépositions de Dobrovolski, qui ont servi de fondement au verdict de culpabilité dans le procès de cet hiver (14).

Le Samizdat fait aussi circuler les lettres adressées par diverses gens à L. Bogoraz et P. Litvinov après leur appel à l'opinion publique. Le plus connu de ces textes est la lettre des vingt-quatre lycéens (15).

Le deuxième numéro de la *Chronique* donne une liste de gens soumis à la répression extra-judiciaire, parmi lesquels les professeurs Aïkhenwald et Guerline, licenciés de leur travail pour avoir signé l'une des lettres concernant le procès. Ce licenciement fut effectué de façon si grossière et si illégale que le tribunal les fit réintégrer dans leur poste. Le Samizdat fait circuler le procès-verbal de la discussion du cas Guerline lors de la réunion des professeurs de son établissement (16). Outre sa valeur documen-

(12) Lettre reproduite dans le présent chapitre. Il faut signaler à ce propos que les auteurs de la *Chronique des événements* se trompent en attribuant à Kosterine l'affirmation que le P.C.U.S. est devenu « *le gendarme de l'Europe* ». Elle est de Martchenko (cf. chapitre VI, p. 403).

(13) Voir *L'affaire Guinzbourg-Galanskov* (Le Senil, éditeur).

(14) La lettre de Delaunay figure dans le chapitre V, pp. 371-378.

(15) Lettre reproduite dans *L'affaire Guinzbourg-Galanskov*, pp. 86-87.

(16) Voir le chapitre V de ce volume, pp. 317-335.

taire, qui montre d'abord à quel point la notion de légalité est étrangère à l'intelligentsia du rang, ce procès-verbal est l'un des rares textes documentaires publiés l'an passé qui procurent au lecteur, non seulement des informations, mais une jouissance artistique.

### 3. DOCUMENTS SUR L'INTERNEMENT PAR LA FORCE DE A. VOLPINE ET DE N. GORBANEVSKAIA DANS UN HÔPITAL PSYCHIATRIQUE.

Le numéro 1 de la *Chronique* parle de cet internement. Toute une série de documents sont liés à l'incarcération de Volpine dans un hôpital : une lettre à sa femme, que ceux qui l'emmenèrent oublièrent sur sa table ; les procès-verbaux de ses conversations avec les médecins ; les appels de Volpine à ses amis ; la lettre de sa femme, V. Volpina, au ministre de la santé publique V. Petrovski ; la lettre de quatre-vingt-dix-neuf mathématiciens pour la défense de Volpine (17) ; une information sur sa situation à l'hôpital, transmise à sa femme et à sa mère ; une instruction officielle sur l'hospitalisation forcée... et d'autres documents encore.

*L'aide médicale gratuite*, récit de Natalia Gorbanevskaia, raconte les détails de son internement en hôpital psychiatrique (18).

### 4. DOCUMENTS SUR LA MANIFESTATION DE LA PLACE ROUGE LE 25 AOUT 1968.

Le numéro 4 de la *Chronique* énumère les lettres essentielles. Il faut y ajouter une lettre adressée aux députés des soviets suprêmes d'U.R.S.S. et de la R.S.F.S.R. L'idée essentielle de la lettre est la suivante : le verdict de culpabilité prononcé contre les cinq participants à la manifestation est une violation des libertés civiques. La lettre porte quatre-vingt-quinze signatures, parmi lesquelles celles de l'artiste émérite de la R.S.F.S.R. I. Kvach, l'écrivain religieux A. Krasnov (Levitine), le docteur ès sciences biologiques A. Neïfach, l'écrivain V. Nekrassov, les historiens L. Petrovski et P. Iakir, le docteur ès sciences philologiques L. E. Pinski, le professeur de piano M. V. Ioudina.

L'une des plus belles réussites du Samizdat en 1968 a été la diffusion des dernières déclarations de L. Bogoraz-Daniel, P. Litvinov, V. Delaunay, V. Dremliouga et de C. Babitski et du discours prononcé par L. Bogoraz pour sa défense (19).

(17) Cette *Lettre des 99 mathématiciens* ou des 95 suivant les textes qui la citent, porte la signature des plus grands mathématiciens soviétiques (Guel'fand, Chaparevitch, etc.).

(18) *Esséïne-Volpine*, mathématicien spécialiste de la logique, est le fils du grand poète Esséïne. Nous n'avons aucun des textes cités. Pour Natalia Gorbanevskaia, qui prit part à la manifestation sur la place Rouge, voir sa lettre dans le chapitre VI, pp. 414-415.

(19) Ces dernières déclarations sont toutes reproduites dans *L'affaire Guinzbourg-Galanskov* (Le Seuil, éd.), pp. 157-178. Celle de P. Litvinov l'est dans ce volume, pp. 421-422.

5. L'AFFAIRE DE LA MANIFESTATION SUR LA PLACE  
POUCHKINE LE 22 JANVIER 1967.

Recueil de documents établi par Pavel Litvinov. Le recueil contient des notes sur le procès de Khaoustov et sur le procès de Boukovski, Delaunay et Kouchev. Il contient aussi toute une série d'autres documents. Le volume existait dans le Samizdat, depuis le début de 1968 ; il a été édité à Londres au cours de l'automne de cette année ; par malheur, dans le texte de cette édition manque, pour des raisons incompréhensibles, la lettre de P. G. Gri-gorenko, qui représentait, sur le plan de sa signification, la conclu-sion de ce volume (20).

6. ANDRE SAKHAROV : REFLEXIONS SUR LE PROGRES,  
LA COEXISTENCE PACIFIQUE ET LA LIBERTE INTEL-  
LECTUELLE.

L'auteur de cet article, académicien, « *le père de la bombe atomique* », tente d'aborder les problèmes du monde à partir d'une démarche scientifique. Il montre que toute une série de dangers menacent le monde : l'anéantissement nucléaire, la famine de la moitié de l'humanité, la modification incontrôlée du visage de la planète, la menace qui pèse sur la liberté intellectuelle, le développement du racisme, du nationalisme, du militarisme, l'apparition des régimes totalitaires. Sakharov pense que l'issue à cette situation est la suivante : surmonter la fragmentation de l'humani-té, rapprocher les deux systèmes économiques existants, élaborer une méthode scientifique et démocratique pour résoudre les problémes intérieurs comme extérieurs, promouvoir la liberté intellec-tuelle, développer l'aide aux pays sous-développés au prix d'une réduction brutale des crédits militaires, observer l'hygiène à l'échelle de la planète. L'académicien Sakharov donne des recom-mandations concrètes aux dirigeants de notre pays sur la base de ces principes.

L'article de représentants des techniciens d'Estonie : « *Espérer ou agir ?* », constitue une réponse à la brochure de Sakharov. Les auteurs de l'article considèrent que Sakharov « *place des espoirs beaucoup trop grands et non fondés sur les milieux des savants et techniciens, sur les mesures économiques, sur la bonne volonté des dirigeants de la société, sur le bon sens des hommes* », qu'il « *voit les causes externes et propose des remèdes externes et maté-riels en méprisant les remèdes organiques, internes, spirituels, poli-tiques* ». Les auteurs affirment qu'il est avant tout nécessaire d'en-treprendre un assainissement de la société, car l'idéologie maté-rialiste, si elle a détruit les valeurs chrétiennes, n'en a pas fondé de nouvelles. « *Cela a engendré une société reposant sur un soli-darisme mécanique et extérieur, et construite en réalité sur les*

(20) Procès Khaoustov (février 1967), procès Boukovski (septembre 1967). Nous n'avons pu avoir connaissance de ce volume publié à Londres.



*individus, étrangers à la société, éprouvant de la crainte devant leurs proches, se sentant isolés et quantité négligeable face à l'appareil de l'Etat.* » De nouvelles valeurs morales sont nécessaires pour élever l'activité et la responsabilité civiques. Les auteurs de l'article exigent, non seulement la liberté intellectuelle, mais les libertés politiques, une véritable démocratisation et l'abandon — dans le domaine de la politique extérieure — de la doctrine du communisme belliqueux et agressif. Les auteurs exigent des grands « esprits de notre société » qu'ils élaborent de nouveaux idéaux sociaux, politiques et économiques.

## 7. SUPPLEMENT AU LIVRE DE MARTCHENKO : MON TEMOIGNAGE.

Le livre de Martchenko, qui raconte la vie des détenus politiques soviétiques de notre décennie, est paru en 1967. Son caractère ressort clairement du texte de la lettre de Martchenko publiée dans le numéro 2 de la *Chronique*. Cette lettre figure, avec toute une série d'autres documents, dans la brochure de suppléments rassemblés à l'automne 1968, lorsque Martchenko, condamné pour « infraction aux règlements sur la carte d'identité » (21), fut envoyé dans un camp à régime sévère (\*) dans le nord de la région de Perm. Dans ce supplément figurent :

● La lettre ouverte de Martchenko au rédacteur en chef de la *Literatournaïa Gazeta*, A. Tchakovski, en réponse à la phrase qui figurait dans l'article écrit par ce dernier « Réponse à un lecteur », article sur la situation des détenus politiques, où Tchakovski écrivait que ces derniers vivaient « aux frais du peuple » (22).

● La lettre ouverte de A. Martchenko au président de la Croix-Rouge soviétique et à une série d'autres personnalités ayant des responsabilités dans la situation des détenus politiques (23).

● La réponse de Ph. Zakharov, vice-président du comité exécutif de la Croix-Rouge soviétique, à cette lettre (24).

● La lettre ouverte de Martchenko aux comités de rédaction des journaux tchécoslovaques (25).

● L'appel de huit de ses amis à propos de son arrestation (26).

● La lettre de Larissa Bogoraz : *A propos de l'arrestation d'Anatole Martchenko* (27).

● La déclaration des auteurs de la lettre citée ci-dessus à propos de l'arrestation d'Irina Belgorodskaja (28).

(21) Une partie de ces textes sont publiés dans le chapitre VI de ce volume.

(22) et (23) Textes publiés dans ce volume, pp. 391-392 et 393-397.

(24) Cette réponse nous est inconnue.

(25) et (26) Textes publiés dans ce volume, pp. 398-403 et 404-405.

(27) et (28) Ce texte nous est jusqu'à présent inconnu.



## 8. DOCUMENTS LIÉS A A. I. SOLJENITSYNE.

Il s'agit d'une lettre de V. Kaverine (29), de la correspondance d'Alexandre Soljenitsyne avec le secrétariat de l'Union des écrivains, et de notes sur la discussion organisée par le secrétariat de l'Union sur *Le pavillon des cancéreux*. Le numéro 2 de la *Chronique* a publié une recension de ces documents.

## 9. DEUX LETTRES DE LYDIA TCHOUKOVSKAIA.

La première, *Le droit à la parole*, a été écrite en liaison avec le quinzième anniversaire de la mort de Staline et souligne la menace d'une renaissance des méthodes staliniennes d'étouffement idéologique. La seconde, *La responsabilité de l'écrivain et l'irresponsabilité de la Literatournaïa Gazeta*, est consacrée à Soljenitsyne, à ses lecteurs et à ses critiques (30).

## 10. LA LETTRE DE P. G. GRIGORENKO A IOU. V. ANDROPOV.

Exposé de la « conversation prophylactique » menée au K.G.B. avec l'auteur de la lettre (31).

## 11. LE DISCOURS PRONONCE PAR P. G. GRIGORENKO AU BANQUET ORGANISÉ EN L'HONNEUR DU 72<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE D'ALEXIS KOSTERINE (32).

Discours consacré à la vie d'Alexis Kosterine, au soutien qu'il a apporté au mouvement des Tatares de Crimée et aux tâches qui sont celles de ce mouvement.

## 12. LES FUNÉRAILLES D'ALEXIS KOSTERINE (33).

Le 10 novembre 1968, est mort l'écrivain Alexis Kosterine, membre du P.C.U.S. depuis 1916, ancien déporté dans les camps staliniens, combattant actif pour les droits de l'homme et pour l'égalité des droits aux petites nations. On l'a enterré le 14 novembre. 300 à 400 personnes environ assistaient aux obsèques. Le recueil publié par le Samizdat contient (34) :

(29) Lettre adressée par le vieil écrivain Kaverine à l'Union des écrivains pour exprimer sa solidarité avec Soljenitsyne.

(30) Ces deux lettres figurent dans le présent volume, chapitre IV, pp. 214-230.

(31) Texte que nous ignorons.

(32) Discours publié dans le présent volume, chapitre VIII, pp. 511-516.

(33) Voir le chapitre VII.

(34) Le lecteur s'apercevra que la table des matières indiquée par la *Chronique des événements* pour la brochure de Grigorenko sur les funérailles de Kosterine n'est pas exactement celle de la brochure telle que nous la publions ici. Nous ignorons les raisons de ce décalage. Mais il est clair que les documents qui circulent dans le Samizdat, copiés et recopiés, peuvent être sujets à des variations.

- ⊙ Une préface de l'auteur du volume.
- ⊙ Une description des obsèques écrite par Piotr Grigorenko sous le titre *Des sentiments sacrés une fois encore bafoués*.
- ⊙ Une notice nécrologique, écrite par un groupe d'amis et de camarades d'opinion de Kosterine et lue à la morgue de l'hôpital Boltine par A. Jakobson.
- ⊙ Les discours prononcés à la morgue (celui de Mouarrem Martynov, poète populaire des Tatares de Crimée, celui de S. P. Pisarev, membre du P.C.U.S. depuis 1920, celui de A. Borseitov, professeur, celui de R. Djemilev, ingénieur).
- ⊙ Les discours prononcés au columbarium (celui de R. Mouzarov, professeur d'université et docteur ès-lettres ; celui de P. G. Grigorenko, assistant de théorie militaire).
- ⊙ Les discours prononcés au repas funéraire (celui de Piotr Iakir, historien, de A. Grigorenko, technicien, de Z. Assanova, médecin, de L. Petrovski, historien, et d'un inconnu auquel les auteurs de la brochure ont attribué le pseudonyme « *Un chrétien* »).

### 13. LES BULLETINS D'INFORMATION PUBLIES PAR LES REPRESENTANTS DES TATARES DE CRIMEE A MOSCOU.

Comme les années précédentes, les bulletins publiés en 1968 reflètent l'activité des représentants de ce peuple (35) à Moscou, révèlent les cas de persécutions contre les représentants du mouvement national et les actes de répression massive (les événements de Tchirchik du 21 avril, les événements de Moscou des 16-17 mai), ils reproduisent divers appels des représentants de ce peuple aux membres du monde de la culture et à l'opinion publique mondiale. L'un de ces appels a été reproduit dans le numéro 2 de la *Chronique*.

### 14. LE PROCES DES TATARES DE CRIMEE (36).

Brochure anonyme qui raconte la tragique déportation des Tatares hors de Crimée, la lutte du peuple tatar de Crimée pour sa réhabilitation, les dernières persécutions judiciaires. Elle souligne qu'aujourd'hui « *tout document contenant des informations sur le mouvement national... est considéré par les autorités locales comme un document de contenu antisoviétique* », qu'aujourd'hui « *les manifestations et les meetings pacifiques* »... sont qualifiés de « *désordres massifs* ». L'auteur du pamphlet rappelle les événements de

(35) D'après le texte d'un de ces bulletins reproduit dans le numéro 2 de la *Chronique des événements*, il s'agit d'un bulletin d'information de petit format, de quatre pages environ, reproduisant des déclarations des représentants des Tatares de Crimée et des informations.

(36) Texte que nous ne connaissons pas.

Tchirtchik, les rafles organisées à Moscou et en Crimée, la façon dont est piétinée l'égalité des droits nationaux des Tatares de Crimée.

15. N. ALEXANDROV - NOTRE MEMOIRE COURTE (37).

Brochure sur la capacité « *d'oubli* » historique, qui constitue à la fois une offense à la mémoire de millions de victimes innocentes et une menace pour l'avenir de notre peuple.

16. A. KRASNOV : LE CHRIST ET LA MERE - LES STROMATES - LA SITUATION DE L'EGLISE ORTHODOXE RUSSE - UNE GOUTTE SOUS LE MICROSCOPE (38).

Le livre *Le christ et la mère* constitue — sur la base d'une analyse littéraire et philosophique du roman de M. Boulgakov *Le maître et Marguerite* — une tentative d'exposer quelques-uns des problèmes fondamentaux de la foi chrétienne. Le lien entre les divers points du volume est représenté par les chapitres du roman de Boulgakov consacrés au Christ. La composition de cet ouvrage inclassable est très libre ; l'exposé est entrecoupé de nombreuses digressions (souvenirs personnels, réflexions).

Le mot grec « *stromates* » signifie « *tapis* ». Au sens figuré, il signifie « *mélange* ». Il s'agit là de « *variations* » sur de vieux maîtres de l'Eglise. D'où le titre de l'ouvrage. Constitué de notes diverses reliées par un problème commun — la participation du chrétien à l'activité sociale — l'ouvrage de Krasnov touche les thèmes suivants : la responsabilité morale du chrétien devant la société, la participation de l'Eglise à la vie de la société, la collaboration des chrétiens avec des gens ayant des conceptions du monde différentes afin de régler des tâches politiques et morales communes. L'auteur examine rapidement les divers courants politiques de l'époque contemporaine et exprime son opinion à leur égard. Il termine en définissant son *credo* politique : « *l'humanisme démocratique* » et il appelle tous les hommes, quelle que soit leur conception du monde, à s'unir sur cette base.

La lettre *Sur la situation de l'église orthodoxe russe*, adressée au pape de Rome, décrit essentiellement, sur la base des observations personnelles de l'auteur, les relations des diverses générations du peuple russe avec la religion et l'Eglise, le rapprochement d'une fraction de la jeunesse avec l'Eglise, les rapports entre les diverses confessions. Il pose le problème de la nécessité d'un

(37) Idem.

(38) Pour définir les idées politiques de Krasnov, on doit lire la lettre qu'il écrit à propos de *L'affaire Guinzbourg-Galanskov*. Voir l'ouvrage de ce nom, o. c., pp. 116-120. Certains de ces textes ont été publiés en français dans le *Messenger orthodoxe* (1968-1969).

renouvellement intérieur de l'Eglise orthodoxe russe et il examine les difficultés qui existent sur cette voie. Il évoque les critiques que lui et d'autres formulent à l'égard de l'activité de l'épiscopat russe, défend la justesse et la nécessité de ces critiques. Il aborde aussi dans sa lettre le problème de l'union entre les églises orientale et occidentale.

L'article *Une goutte sous le microscope* décrit les difficultés qui sont apparues dans la vie des paroisses de l'Eglise orthodoxe russe en conséquence de la récente réforme de la vie ecclésiastique et paroissiale. La réforme consiste en ce que la direction de la paroisse est passée des mains du prêtre à celles d'un « groupe de vingt », un conseil de vingt laïques, avec un « staroste de l'Eglise » à leur tête. L'auteur montre que cette refonte entre en contradiction avec la tradition ecclésiastique et canonique, et il indique les conséquences pratiques auxquelles cela mène dans les conditions d'une intervention permanente des autorités dans la vie de l'Eglise : l'absence de droits des prêtres, le pouvoir incontrôlé du staroste, désigné par les organes du gouvernement, etc. Cet exposé s'appuie sur l'exemple concret de l'Eglise de Nicolo Kouznetzkaia. Krasnov touche le problème plus vaste de l'absence de droits de l'Eglise orthodoxe russe en U.R.S.S. et de la responsabilité qui incombe, pour cet état de choses, aux organismes supérieurs de la hiérarchie.

#### 17. DEUX LETTRES DU PRETRE DE PSKOV, SERGUEI JE- LOUDKOV.

Dans une lettre à P. Litvinov, S. Jeloudkov exprime sa solidarité avec l'appel lancé par Litvinov et L. Bogoraz « *A l'opinion publique mondiale* » et indique la communauté des buts qui s'imposent à tous « les gens de bonne volonté », indépendamment de la façon dont ils formulent leur conception du monde.

La Lettre pour le jour de la Saint-Nicolas et de la victoire (9 mai), adressée aux hiérarques de diverses Eglises. Cette lettre a été écrite après la lecture du livre de Martchenko, *Mon témoignage*. Se référant à ce livre, l'auteur de la lettre parle de la situation difficile des détenus politiques en U.R.S.S. et appelle tous les chrétiens, et en particulier tous les hiérarques, à prendre leur défense.

#### 18. L'ARCHEVEQUE HERMOGENE. — LETTRE AU PA- TRIARCAT (POUR LE CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DU RETABLISSEMENT DU PATRIARCAT. ETUDE HIS- TORICO-CANONIQUE ET JURIDIQUE).

La première des deux lettres écrites par l'archevêque Hermogène au patriarcat pour discuter la légalité de sa mise « au repos » date de novembre 1967, la seconde de février 1968. Il ne se contente pas d'indiquer l'illégalité de sa mise à l'écart, effectuée

sous la pression des autorités pour le punir de l'opposition vigoureuse qu'il a manifestée aux entreprises nuisibles à l'Eglise, mais il tente d'analyser le problème des rapports entre l'Eglise et l'Etat en U.R.S.S. du point de vue canonique et juridique.

L'article *Pour le cinquantième anniversaire du rétablissement du patriarcat* (25 décembre 1967) analyse ce problème encore plus en détail, avec de nombreux renvois aux décisions des conciles œcuméniques et nationaux de l'Eglise orthodoxe (voir le *Concile national de l'Eglise russe des années 17-18*).

#### 19. LETTRE OUVERTE DE LA COMMUNAUTE DES BAPTISTES-EVANGELISTES DE KIEV.

La lettre continue la série de lettres analogues adressées en 1967, elle est écrite en défense du prédicateur baptiste G. P. Vins, arrêté en 1967 et soumis à un traitement cruel dans le camp où les autorités l'ont déporté. La lettre porte les signatures de 167 membres de la communauté au nom de 400 baptistes évangélistes de Kiev.

#### 20. V. V. TALANOV. — DECLARATION AU PROCUREUR GENERAL DE L'U.R.S.S.

Cette déclaration contient une protestation concernant les persécutions dont est victime l'auteur, habitant de la ville de Kirov, pour ses réactions contre l'ingérence des organes du pouvoir soviétique dans la vie de l'Eglise orthodoxe russe et contre l'indulgence dont la hiérarchie ecclésiastique fait preuve à l'égard de ces ingérences.

#### 21. G. POMERANTZ. — TROIS NIVEAUX DE VIE - L'HOMME DU VENT (39).

Le thème du premier article (*Trois niveaux de vie*), c'est l'étude des racines de l'esprit religieux chez l'homme. L'auteur examine les divers niveaux d'existence qui se constituent avec l'éveil des diverses couches du psychisme humain. Ses conclusions se situent dans le cadre d'une religiosité mystique « *amorphe* », en dehors de toutes les confessions, en dehors de toutes les églises, refusant de se limiter aux dogmes et à une « *Ecriture* » donnée.

Le deuxième article, *L'homme du vent*, est consacré au concept de « *peuple* ». L'auteur arrive à la conclusion que ce concept est privé de tout contenu réel.

(39) Voir le texte de Pomerantz publié dans ce volume, pp. 253-263.



## 22. POEMES.

En 1968 sont apparus trois recueils de vers :

*A. Galitch.* — Le livre des chansons.

*N. Gorbanevskaia.* — L'ange de bois (vers écrits en 1967).

*Iouli Daniel.* — Vers de 1965-1967 (40).

Outre ces trois recueils, le Samizdat diffuse un grand nombre de poèmes isolés, comme *l'Adieu à Boukovski* de Vadim Delaunay et quelques poèmes d'auteurs inconnus, consacrés à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

## 23. L'ANNEE DES DROITS DE L'HOMME EN U.R.S.S. CHRONIQUE DES EVENEMENTS. QUATRE NUMEROS.

N° 1 (30 avril 1968). Description du procès Galanskov-Guinzbourog-Dobrovol'ski-Lachkova. Liste des principaux articles parus dans la presse sur ce procès. Liste des lettres principales suscitées par le procès. Renseignements sur les premiers actes de répression dont furent victimes des signataires de ces lettres. Appel au présidium de la réunion consultative des partis communistes de Budapest. Renseignements sur le procès organisé contre les membres de l'Union social-chrétienne pansrusse de libération du peuple. Brèves informations.

N° 2 (30 juin 1968). Les répressions politiques extra-judiciaires de l'année 1968. Appel du peuple tatar de Crimée à l'opinion publique mondiale. Documents sur Soljenitsyne. Lettre d'A. Martchenko sur la situation des détenus politiques et réponse de la Croix-Rouge soviétique — Brèves informations - Corrections et compléments au n° 1.

N° 3 (31 août 1968). Le plus court des numéros de la *Chronique*, centré sur les événements de la période de l'intervention en Tchécoslovaquie et ceux qui l'ont précédée, mais lui sont étroitement rattachés. Ce numéro informe de l'arrestation de Martchenko et du procès organisé contre lui, et d'autres arrestations à Moscou et à Leningrad, de diverses formes d'expression de la protestation contre l'occupation de la Tchécoslovaquie, dont la manifestation sur la place Rouge et le procès du Leningradois Rogouslavski.

N° 4 (31 octobre 1968). Procès contre les participants à la manifestation de la place Rouge du 25 août 1968. L'exil pour Babitski, Bogoraz et Litvinov. Bref commentaire. La presse soviétique à propos de ce procès. Les documents sur la manifestation, diffusés par le Samizdat. De quelques détenus politiques, condamnés pour « *trahison de la patrie* ». La « *nouvelle méthode* » de perquisition. Complément au recueil de documents sur l'affaire Siniavski-Daniel, connu sous le nom de « *Livre blanc* ». Brèves informations.

(40) Nous n'avons pas connaissance de ces textes.

LES NOUVEAUTES DU SAMIZDAT

1. ROY MEDVEDEV.

*Devant le jugement de l'histoire.* Livre connu depuis longtemps dans des cercles étroits, mais qui n'a commencé à se répandre largement dans le Samizdat que depuis peu de temps. Il s'agit d'une étude en trois tomes de la vie et de la personnalité de Staline, de sa gestion du pays et de ses crimes (41).

2. SVETLANA STALINE ET SES « VINGT LETTRES A UN AMI ».

Auteur anonyme (42) qui analyse l'ouvrage de Svetlana Staline et l'accuse d'hypocrisie ; il l'accuse de tenter de justifier Joseph Staline et de rejeter toutes ses fautes sur Beria et sur le général Vlassik, le chef de la garde de Staline.

3. PIOTR IAKIR. — LETTRE AU COMITE CENTRAL DU P.C.U.S. ET A LA REDACTION DE LA REVUE « KOMMOUNIST » (43).

La lettre a été écrite à propos de la publication dans les numéros 2 et 3 de la revue *Kommounist* d'articles louangeurs sur Staline. L'auteur de la lettre énumère les crimes de Staline en relation avec l'actuel code pénal, en utilisant un grand nombre de faits peu connus, tels que la liste des femmes d'« ennemis du peuple » fusillées, la liste des vingt-deux héros de l'Union soviétique — essentiellement des aviateurs, héros des combats d'Espagne — fusillés sans jugement en octobre 1941.

Léonide Petrovski, historien, neveu de G. I. Petrovski, et qui a perdu son père à l'époque des répressions staliniennes, a, lui aussi, écrit une lettre à propos de ces deux articles (44).

4. LE PROCES DES QUATRE.

Recueil de documents sur l'affaire Iouri Galanskov, Alexandre Guinzbourg, Alexandre Dobrovolski, Vera Lachkova. Dossier et

(41) Voir le petit volume de Medvedev publié au *Seuil*, *Faut-il réhabiliter Staline ?* qui représente le texte d'une lettre écrite à *Kommounist* en avril 1969 et dont un extrait figure dans ce volume, pp. 557-563.

(42) Texte que nous ignorons. Voir le texte des mémoires de la fille de Staline publiés au *Seuil*, sous le titre *Vingt lettres à un ami*.

(43) Lettre publiée dans ce volume, pp. 292-302.

(44) Texte que nous ne connaissons pas. Voir la discussion à l'institut du marxisme-léninisme sur l'ouvrage de Nekritch dans ce volume, pp. 268-271.

notes de Pavel Litvinov (45). Cet ouvrage, achevé par Pavel Litvinov littéralement à la veille de son arrestation, contient un ensemble extrêmement complet de documents sur le procès : procès-verbal des débats et de la procédure de cassation, lettres collectives et individuelles écrites avant ou après le procès, documents de la presse soviétique liés au procès ou aux lettres suscitées par le procès.

5. VALENTIN TOURTCHINE. — L'INERTIE DE LA PEUR.

Etude philosophique des problèmes de la société contemporaine.

6. LE SOCIALISME ET L'ETAT.

*Analyse marxiste de notre Etat.* Travail d'un groupe d'étudiants d'histoire de la ville de Gorki, dont nous avons parlé dans notre précédent numéro, dans la chronique des répressions extra-judiciaires (46).

7. EKATERINA OLITZKAIA. — MES SOUVENIRS.

Souvenirs d'un membre du parti socialiste-révolutionnaire sur sa première arrestation en 1924 et ses longues années de camp : Solovki, Kolyma.

8. A. S. VOLPINE. — MEMENTO JURIDIQUE A L'USAGE DE CEUX QUI ONT A SUBIR DES INTERROGATOIRES.

Chacun peut se voir interrogé par la police. Il suffit parfois pour cela que votre numéro de téléphone figure sur un carnet d'adresses confisqué lors d'une perquisition. Mais peu de gens connaissent leurs droits et les limites des droits du juge d'instruction qui mène l'enquête. Le *Memento* de Volpine, bien qu'écrit dans le style complexe propre à l'auteur, donne une énorme quantité de renseignements juridiques, nécessaires à quiconque subit un interrogatoire pour s'opposer aux éventuelles violations de la légalité et ne pas être leur complice inconscient.

(45) L'essentiel des textes de ce livre blanc figure dans *L'affaire Guinzbourg-Galanskov* au Seuil.

(46) Voir le passage correspondant dans le texte intitulé *La répression*, chapitre V, page 367. L'« *analyse marxiste de notre Etat* » elle-même, nous ne la connaissons malheureusement pas.

NOUVEAUTES DU SAMIZDAT (premier semestre 1969)  
EXTRAIT DE LA CHRONIQUE DES EVENEMENTS N° 7  
(30 avril 1969), pp. 32-34

1. A. ANTONOV. — DE LA FERMENTATION DES ESPRITS  
VERS UN MOUVEMENT INTELLIGENT.

L'auteur propose essentiellement un programme systématisé de Samizdat, bien qu'il n'utilise pas lui-même ce terme, préférant parler de « *littérature hors censure* », ou de « *littérature diffusée par listes* ». Antonov considère que le passage de la société à une nouvelle phase de son développement, la phase intellectuelle, exige l'échange des idées. « *Nous avons besoin d'un matériel de statistique sérieux, d'études de fond sur les problèmes économiques, politiques, sociaux, juridiques, moraux, culturels et psychologiques de notre société, de travaux objectifs sur son histoire. Nous avons besoin aussi des traductions des travaux des spécialistes étrangers. Nous devons étudier sans passion notre organisme social... telle est notre tâche fondamentale, que nous ne pouvons régler qu'en commun, dans les conditions d'une discussion libre et vivante. Nous sommes rendus maîtres de la parole, nous devons nous rendre maîtres de l'écrit.* »

Antonov considère que la « *littérature hors censure* » a deux qualités : l'absence de « *censure intérieure* », qui pèse sur l'auteur dans le processus de la création, et l'émergence d'un nouveau type de lecteur. Ce bref document s'achève sur les mots qui suivent : « *Nous n'allons pas faire de tapage, nous n'allons pas nous battre pour obtenir la liberté de la presse, nous allons la réaliser.* »

Il faut remarquer, d'abord, que le programme qu'Antonov présente comme tout à fait à gauche est déjà réalisé en beaucoup de points par le Samizdat ; ensuite, la réalisation de la liberté de la presse sous la forme de la « *littérature hors censure* » n'exclut pas la *lutte sociale* pour cette liberté, comme la lutte pour l'obtention de toutes les autres libertés et des droits de l'homme, en particulier par le moyen du Samizdat.

2. DE QUELQUES EVENEMENTS. BREVE INFORMATION.

La *Chronique* dispose d'un exemplaire unique, non numéroté et non daté de cette *Information*, se rapportant en gros à la période de janvier-février 1969. Le numéro est constitué par sept communications :

- a) Les exclusions du Parti ;
- b) Une tentative d'attentat sur Brejnev ;
- c) Filtrage dans les maisons d'éditions ;
- d) Articles sur Staline au calendrier de 1969 ;
- e) A propos du film *Andréï Roublev* ;
- f) A propos du roman *Les mâchoires du criquet* ;
- g) Eléments de biographie du secrétaire du comité central du P.C.U.S., K. F. Katouchév.



Cette *Information* se distingue de la *Chronique* en ce qu'elle a un caractère plus analytique, qu'elle contient un certain nombre de jugements et d'hypothèses, en particulier des hypothèses et des bruits relevant du domaine de la « haute politique », dont la *Chronique* préfère s'abstenir. Malgré le caractère douteux de certains jugements, la *Chronique* considère une telle publication analytique comme utile et salue sa parution. En outre, la *Chronique* utilisera dans ses numéros les documents de l'*Information*, comme de tout autre document publié par le Samizdat.

### 3. LE SUICIDE PAR LE FEU DE JAN PALACH.

Le Samizdat a diffusé de nombreux documents divers publiés par les Tchèques : informations sur le suicide par le feu, la mort et les funérailles de Jan Palach, sur les condoléances exprimées par des dirigeants du P.C. tchécoslovaque et par de nombreuses organisations et personnalités, sur les articles consacrés à la mémoire de Jan Palach. Malheureusement, ces documents sont diffusés de façon chaotique, en désordre et ne sont pas rassemblés dans un recueil unique.

### 4. PAVEL KOHOUT. — AUTOCRITIQUE.

Court pamphlet, publié le 4 janvier 1969 dans le journal *Prace*. Parodie les déclarations de ceux qui, sous prétexte de lutter contre les « extrémistes de droite », combattent le peuple tchécoslovaque.

### 5. LE PRETRE SERGUEI JELODKOV. — REFLEXIONS SUR LA LIBERTE INTELLECTUELLE. REPOSE A L'ACADEMICIEN SAKHAROV.

L'auteur juge notre société, avec les absurdités auxquelles elle a abouti comme conséquence du stalinisme : la peur, la simulation, l'apathie. S. Jeloukov examine le problème de la liberté intellectuelle comme un problème religieux et déclare que « la liberté de l'homme n'appartient pas même à Dieu », que la « liberté est un droit absolu, divin de l'homme et une nécessité sacrée pour l'homme ». « Mais aujourd'hui, écrit l'auteur, nous tous, hommes de Russie, nous prenons part, volontairement ou involontairement, à une expérience historique grandiose sur le thème : que deviendra donc un grand peuple, si on le prive de la liberté intellectuelle ? »



6. ROY MEDVEDEV. — PEUT-ON AUJOURD'HUI REHABILITER STALINE ? LETTRE OUVERTE A LA REDACTION DE LA REVUE *KOMMOUNIST* (47).

Une nouvelle lettre à propos des articles apologétiques sur Staline, publiés dans la revue *Kommounist*.

La *Chronique* profite de cette occasion pour signaler que l'analyse du livre de Svetlana Staline signalée dans son numéro 6 a été donnée par erreur comme étant anonyme. C'est aussi Roy Medvedev que le Samizdat lui donne comme auteur.

7. AUTOUR DU ROMAN D'OLEG GONTCHAR : *LE CONCILE*.

Le roman d'Oleg Gontchar traduit l'idée de la supériorité historique de la culture spirituelle du peuple ukrainien. Il a été abondamment critiqué par la presse officielle. On a publié dans les journaux des « *lettres de travailleurs* » indignés par cette « *déformation de la vie de la classe ouvrière* ». Le Samizdat a donné du roman un jugement favorable : dans une lettre d'un groupe d'habitants de Dniepropetrovsk, dans une lettre du sculpteur Ivan Gontchar ; un travail du critique Evgueni Sbirstiouk intitulé *Le concile dans les bois* donne une analyse sérieuse du roman (48).

8. MILAN KUNDERA. — LE DESTIN TCHEQUE (49).

Dans un article publié dans l'hebdomadaire *Listy* du 19 décembre 1968, l'un des représentants les plus éminents de la jeune génération des écrivains tchèques, s'exprimant dans le sens de la *politique d'après janvier*, refuse de considérer les journées d'Août comme une catastrophe nationale : « *Ce que personne ne pouvait supposer s'est passé : la nouvelle politique a supporté ce coup terrible. Si elle a reculé, elle ne s'est cependant pas désintégréée, elle ne s'est pas écroulée. Elle n'est pas revenue à un régime policier, elle n'a pas accepté l'étouffement doctrinaire de la vie spirituelle, elle ne s'est pas trahie, elle n'a pas renié ses principes, elle n'a pas livré ses partisans et non seulement elle n'a pas perdu le soutien de l'opinion publique, mais c'est précisément au moment du danger mortel qu'elle a uni le peuple tout entier, qui apparaît intérieurement plus fort qu'avant le mois d'août.* » On se pose la question : « *Et si la nouvelle politique continue à reculer jusqu'à ce qu'elle devienne une ancienne politique ?* » Kundera insiste sur l'esprit systématique des Tchèques, non pas celui qui « *repousse...*

(47) Voir la note 41 ci-dessus.

(48) Nous ne connaissons pas le texte de ce roman.

(49) Kundera est un romancier tchécoslovaque dont Gallimard a publié en français le roman *La plaisanterie*.

*automatiquement tout espoir et s'affirme aisément d'accord avec le désespoir » et « crée le climat idéal dans lequel mûrit la défaite », mais un « authentique esprit critique qui est l'ennemi de la psychose et sait que le pessimisme est aussi unilatéral que l'optimisme ; cet esprit critique est capable de démasquer les illusions et la fausse assurance de soi, mais est lui-même, en même temps, plein d'assurance ». Cet esprit critique « a engendré le printemps tchécoslovaque, et à l'automne il a barré la route à l'offensive du mensonge et de l'irrationnel ».*

9. V. F. TOURTCHINE. — LETTRE AU REDACTEUR EN CHEF DE *LITERATOURNAIA GAZETA*, A. TCHAKOVSKI.

Réponse à l'article publié par la rédaction de *Literatournaia Gazeta* sur Soljenitsyne. Valentin Tourtchine accuse le journal de présenter un ensemble de calomnies et de falsifications sous l'aspect d'un article critique, en même temps que « l'on n'imprime pas les romans critiqués de Soljenitsyne et ceux-ci sont inconnus du grand public, alors qu'il est lui-même privé de la possibilité de se manifester dans la presse et de répondre aux calomnies ». Tourtchine, qui, jusqu'alors, avait publié quelques articles dans la *Literatournaia Gazeta*, refuse désormais toute collaboration avec ce journal, refuse d'y laisser apparaître sa signature et de l'acheter. La lettre, écrite le 22 juin 1968, n'est parue que récemment dans le Samizdat.

## PEUT-ON QUALIFIER STALINE DE "COMBATTANT POUR LA CAUSE DE LA CLASSE OUVRIERE" ?

*Medvedev est l'expression la plus achevée du courant que l'on pourrait appeler « XX<sup>e</sup> congressiste ». Le combat qu'il mène, en refusant de poser le problème de l'organisation tel que Iakir et ses camarades ont entrepris de le définir, repose sur une conception systématiquement réformiste : redresser le Parti en approfondissant le « cours » de la déstalinisation défini par les XX<sup>e</sup> et XXII<sup>e</sup> congrès.*

*Nul ne peut affirmer que cette ligne politique définit l'ensemble des conceptions de Medvedev, qui paraissent parfois sortir de ce cadre utopique : ainsi, sa dénonciation de la rupture du Front unique en Allemagne. Il se peut que cette ligne soit à ses yeux une tactique visant à poser le problème de la résistance à la « restauration » en des termes acceptables pour une fraction de l'appareil.*

*Peu importe en fait. L'essentiel est que cette voie est sans issue. Le Rapport Khrouchtchev et les décisions du XXII<sup>e</sup> congrès représentent la limite extrême de la « déstalinisation » bureaucratique. Au-delà, commence la mise en cause de l'appareil lui-même. Au-delà, commence la zone des questions : pourquoi le « culte de la personnalité » ? Pourquoi tout a-t-il changé en 1934, et pas avant ? Pourquoi Staline a-t-il pu liquider le parti bolchevique ? et ainsi de suite. La cohérence de la pensée de Medvedev permet de penser qu'il veut que ces questions soient posées, et que c'est ce qu'il veut dire en voulant approfondir les décisions des XX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> congrès. Mais les poser, c'est sortir de l'histoire pour entrer dans la lutte politique. Et Medvedev, qui vient d'être exclu du P.C.U.S., ne pourra pas éviter longtemps de le faire (1).*

(1) Les lignes qui suivent constituent un extrait du texte de Medvedev qui vient de paraître en volume aux Editions du Seuil.

Dans leur récent article sur l'histoire du Parti, cinq journalistes de la revue *Kommunist* se prononcent résolument et sans équivoque pour la réhabilitation de Staline. Ils écrivent :

« Les historiens ont à leur disposition les travaux des dirigeants éminents du parti communiste de l'Union soviétique et de l'État soviétique : Dzerjinski, Kalinine, Kirov, Kouybichev, Ordjonikidze, Sverdlov, STALINE, Frounze, Chaoumian et d'AUTRES MILITANTS QUI ONT COMBATTU POUR LA CAUSE DE LA CLASSE OUVRIÈRE. »

Aucun historien ne peut évidemment ignorer les discours, les articles et l'activité de Staline. Staline a dirigé notre parti pendant trente ans, et personne ne peut l'oublier. De plus, l'activité de Staline exige justement que les historiens l'examinent aujourd'hui avec la plus extrême attention. Nous devons informer le peuple et le Parti honnêtement et complètement sur les innombrables crimes commis par cet homme et sur les conséquences funestes de ces crimes pour notre pays et pour l'ensemble du mouvement communiste. Nous protestons cependant énergiquement contre le fait que nos auteurs citent le nom de Staline sur le même plan que ceux de Kirov, Ordjonikidze, Kouybichev, etc. Oui, Staline est, à sa manière, un « dirigeant éminent » de notre Parti. Mais nous protestons énergiquement lorsqu'on le qualifie de « combattant pour la cause de la classe ouvrière ».

Se peut-il que les auteurs de l'article ignorent le préjudice immense que Staline a précisément porté à la cause de la classe ouvrière ?

Nous n'allons pas parler ici des fautes et des crimes nombreux dont Staline s'est rendu coupable au cours de la guerre civile et des années vingt. Nous n'allons pas parler ici de la grossièreté de Staline, qui amena Lénine, huit mois seulement après la nomination de celui-ci au poste de secrétaire général du Comité central, à exiger sa destitution pour éviter une scission dans le Parti (1). Nous n'allons pas parler ici des déviations et des fautes de Staline dans le lancement de la collectivisation de l'agriculture (2). Nous n'allons pas parler ici des répressions illégales organisées à la

(1) Allusion au *Testament* de Lénine. Sur ce texte, voir page 85, note 2.

(2) La collectivisation forcée fut lancée par Staline en 1929 — alors que, peu de mois auparavant, il annonçait sa volonté de laisser sa parcelle au paysan pendant « des dizaines d'années » et rejetait le programme d'industrialisation et de collectivisation progressive mis en avant par l'Opposition de gauche. Réalisée avec une brutalité extrême — on collectivisait jusqu'aux pouilliers des paysans ! — elle provoqua une véritable famine, et la destruction de plus de la moitié du cheptel de l'U.R.S.S.



fin des années vingt dans les rangs des spécialistes ni des procès truqués des années 1928-1931 (3). Nous n'allons pas parler ici de la soumission permanente du Parti au régime de la dictature personnelle et au culte de Staline... Peut-être certaines de ces questions ne sont-elles pas encore absolument claires aux yeux des membres de notre Parti et des historiens du Parti. Mais chaque communiste, chaque citoyen soviétique connaît aujourd'hui les innombrables autres crimes monstrueux de Staline.

Les textes et les documents du XXII<sup>e</sup> congrès (\*) nous ont appris que nombre des meilleurs représentants de la classe ouvrière de notre pays furent exterminés sur l'ordre même de Staline. Ainsi, par exemple, environ 110 des 139 membres titulaires et suppléants du Comité central élu au XVII<sup>e</sup> congrès du parti bolchevique ont été assassinés. Autrement dit le Comité central élu à ce congrès a été, en fait, anéanti par Staline (tout comme Mao Tsé-toung a, en fait, anéanti le Comité central élu au VIII<sup>e</sup> congrès du parti communiste chinois).

Staline a également organisé l'anéantissement de la grande majorité des membres de l'appareil du Parti dans l'ensemble des régions et des républiques de notre pays : en 1936-1938, plus de 90 % des membres des comités de région et de ville du Parti ainsi que des comités centraux des partis nationaux furent anéantis, comme le signale le rapport présenté au XX<sup>e</sup> congrès (\*). Des accusations calomnieuses de toutes sortes ont servi de prétexte à ce massacre.

Il faut aller plus loin... Parmi les seuls communistes, plus d'UN MILLION d'hommes furent arrêtés entre 1935 et 1941 ; les quatre cinquièmes de ces militants étaient entrés dans le Parti avant Octobre ou pendant la guerre civile. Combien de citoyens soviétiques sans parti, ouvriers, employés, kolkhoziens ont-ils péri au cours de ces répressions ? Nous savons aujourd'hui que, sur l'ordre de Staline, les meilleurs cadres de l'Armée rouge ont littéralement été exterminés avant la guerre. Au cours de cette purge, on a fusillé plus de 80 % des officiers supérieurs de l'armée, on a déporté des dizaines de milliers d'officiers et d'officiers subalternes dans les camps et dans les prisons. Nous savons aujourd'hui qu'Hitler, répondant à ses contradicteurs, à la veille de l'invasion de l'Union soviétique, a plusieurs fois déclaré qu'il fallait éradiquer l'U.R.S.S. très précisément en 1941, au moment où les « purges » avaient privé l'Armée rouge de chefs expérimentés (4).

Nous savons aujourd'hui que Staline a fait anéantir en 1937-1938 le Comité central des Jeunesses communistes et la majorité des membres de l'appareil local des Jeunesses communistes. Il a fait arrêter et assassiner presque tous les commissaires du peuple

(3) Allusion au « procès des spécialistes » de Novossibirsk accusés de sabotage à cette époque.

(4) Voir la discussion sur le livre de Nekritch dans ce volume, pp. 268-271.



de l'Union soviétique de la république de Russie et des autres républiques fédérées (\*), les présidents des comités exécutifs de ville et de région, la plupart des directeurs des entreprises industrielles, des chantiers, des chemins de fer, des organisations agricoles de quelque importance. Il a fait exterminer plus d'un millier d'écrivains, d'artistes, de représentants valeureux de la culture soviétique. Plusieurs milliers de savants, d'ingénieurs ont péri ; il a fait arrêter tous les historiens, à commencer par tous les historiens du Parti qui lui déplaisaient.

Cette vague de répression ne s'est pas seulement déroulée au su de Staline, mais sous son impulsion. Celui-ci ne s'est pas contenté d'apposer personnellement sa signature et son cachet sur plus de trois cent cinquante listes de noms de personnes à arrêter et à fusiller (où figuraient les noms de plus de quarante mille cadres du Parti ou de l'appareil d'État, parmi les plus importants), il a, en outre, dirigé lui-même les enquêtes et ratifié les condamnations.

Comment peut-on, après cela, qualifier Staline de « *combattant pour la cause de la classe ouvrière* » ?

Les auteurs de l'article de *Kommunist* ignorent-ils le sort des prisonniers de guerre soviétiques, au cours des années de la guerre comme dans la période qui a suivi, lorsque des milliers de héros de la guerre ne sont sortis des camps hitlériens que pour être envoyés dans les camps de Kolyma, du Kazakhstan et du Nord ? Ignorent-ils vraiment que Staline a ordonné la déportation de plus de trois millions d'hommes appartenant à plusieurs dizaines de minorités nationales expulsées de leur territoire national ? Ignorent-ils qu'au cours de cruel génocide plus d'un million de personnes sont mortes, avant tout des femmes, des enfants, des vieillards ? Ignorent-ils la politique antisémite de Staline, les persécutions déclenchées contre les juifs vivant en Union soviétique, la campagne criminelle contre les « *cosmopolites* », l'« *affaire des médecins* », la pratique de la déportation de tous les juifs soviétiques au fin fond de notre pays ? Ignorent-ils vraiment la vague d'arrestations qui a décimé le corps des officiers généraux à la veille de la guerre ? Ignorent-ils que plus de trente membres titulaires et suppléants du Comité central du parti communiste (bolchevique), élus au XVIII<sup>e</sup> congrès, furent fusillés avec l'accord ou sur l'ordre de Staline ?

Ignorent-ils vraiment l'« *affaire de Leningrad* » (5) qui vit, au lendemain de la guerre, le démantèlement de l'organisation de Leningrad du Parti et l'assassinat des hommes qui avaient supporté tout le poids de la défense de cette ville pendant la Grande guerre patriotique (\*) ? Ignorent-ils les répressions de l'après-guerre, qui frappèrent écrivains, artistes et savants ? Ignorent-ils la liquidation de secteurs scientifiques entiers (6), qui a lourdement grevé le développement économique et culturel de notre pays ?

(5) Liquidation de la direction de Leningrad du P.C.U.S., entreprise en 1948.

(6) Allusion à l'affaire Lyssenko. Voir plus haut, page 179, note 11.

Comment peut-on, après tout cela, qualifier Staline de « combattant pour la cause de la classe ouvrière » ?

Nous savons aujourd'hui que le N.K.V.D. — sur la demande de Staline — a soumis les emprisonnés à des tortures inhumaines pour les contraindre à se calomnier eux-mêmes et à diffamer leurs voisins. On ne s'est pas contenté de construire dans notre pays de nouvelles usines, on y a construit aussi, sur les instructions de Staline, des centaines de nouvelles prisons et de camps de concentration, où des centaines de milliers de géoliers surveillaient des millions de Soviétiques parfaitement innocents, condamnés à un travail improductif de semi-esclaves. Nous connaissons aujourd'hui le régime terrible qui régnait dans la majorité de ces prétendus « camps de travail », régime qui a fait que 90 % des gens arrêtés avant la guerre et condamnés à travailler dans les camps n'ont pu survivre jusqu'à leur libération et leur réhabilitation.

Nous savons aujourd'hui que Staline a mis le N.K.V.D. au-dessus de tous les organes du Parti et de l'Etat, et a accordé à cet organe de répression des compétences illimitées pour une durée indéterminée. Nous savons aujourd'hui que Staline méprisait purement et simplement toutes les normes de la légalité socialiste et de la vie du Parti et qu'il avait quasiment cessé de convoquer des plénums du Comité central et des congrès du Parti. Nous savons aujourd'hui qu'il avait liquidé le système de contrôle social du Parti et du peuple que Lénine avait édifié.

Comment peut-on, après tout cela, qualifier Staline de « combattant pour la cause de la classe ouvrière » ?

Les auteurs de l'article de *Kommunist* ignorent-ils que Staline a fait anéantir 60 % des membres de l'appareil de l'Internationale communiste, tel qu'il s'était formé après le VII<sup>e</sup> congrès de l'Internationale (7) ? Ignorent-ils qu'une seule des listes contresignées par Staline a entraîné l'arrestation d'environ trois cents militants de l'Internationale ? Staline a fait en outre exterminer la quasi-totalité des directions des partis communistes polonais, yougoslave, lituanien, estonien, letton, hongrois, iranien et de quelques autres partis réfugiés en U.R.S.S. (8).

Golikov et les autres ignorent-ils que Staline, un an seulement avant l'agression de la Pologne par l'Allemagne hitlérienne, a liquidé le parti communiste polonais ? Ignorent-ils l'arrestation en U.R.S.S. de milliers et de milliers d'antifascistes et de militants communistes allemands venus chercher asile dans notre pays pour échapper aux persécutions de la Gestapo fasciste (9) ?

(7) Congrès tenu en 1935, qui adopta un rapport de Dimitrov sur les Fronts populaires.

(8) Voir en particulier sur le P.C. polonais, page 270, note 5.

(9) Ceux qui ne furent pas liquidés par Staline furent livrés par lui à la Gestapo pendant que son pacte avec Hitler était en vigueur.

Ignorent-ils la politique sectaire de Staline dans le mouvement ouvrier international ? Ignorent-ils que Staline porte, au même titre que les dirigeants droitiers de la social-démocratie, la responsabilité de la rupture, dans les années d'avant-guerre, du Front unique dans la lutte contre le fascisme (10) ?

Ignorent-ils que, outre la signature d'un pacte de non-agression, Staline conclut en 1939 un pacte d'« amitié » avec Hitler, et ordonna, non seulement à notre Parti, mais à toutes les sections de l'Internationale Communiste de freiner la lutte antifasciste (11) ?

Les journalistes de *Kommunist* ignorent-ils que Staline violait en permanence les principes d'égalité et de souveraineté dans les relations entre pays socialistes et partis communistes ? Ignorent-ils la répression féroce déclenchée sur l'ordre de Staline dans les démocraties populaires ? Ignorent-ils les procès provocateurs de Laszlo Rajk en Hongrie, de Traïtcho Kostov en Bulgarie, de Slansky en Tchécoslovaquie (12) ? Ignorent-ils l'arrestation de Kadar, de Gomulka, d'Anna Pauker et de dizaines de milliers d'autres communistes dans les démocraties populaires ?

Comment peut-on, après tout cela, qualifier aujourd'hui Staline de « combattant pour la cause de la classe ouvrière » ?

Nous savons aujourd'hui que Staline a fait mille fois le contraire de ce qu'il disait dans ses œuvres et ses discours ; nous savons aujourd'hui qu'il a consciemment trompé le peuple et le Parti. Nous savons que Staline a introduit dans l'appareil de notre Etat et de notre Parti le bureaucratisme le plus absurde, le culte de la hiérarchie et la corruption légalisée par le système honteux des « paquets » bourrés de billets de banque.

Nous connaissons aujourd'hui l'influence néfaste du culte de la personnalité de Staline sur l'ensemble des sciences sociales, sur les sciences naturelles, sur la littérature, sur l'art, sur la falsification impudente de l'histoire, sur la destruction de dizaines de millions de livres précieux.

Nous savons aujourd'hui que Staline méprisait les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et de la paysannerie. C'est Staline, comme les plénums du Comité central du P.C.U.S. l'ont dit mille fois, qui a imposé à notre Parti une politique fautive en matière d'agriculture, politique qui a violé grossièrement et en permanence le principe de l'intéressement matériel des kolkhoziens au

(10) Politique dite du « social-fascisme », aboutissant dans la pratique à des accords entre communistes et nazis contre les sociaux-démocrates.

(11) Après la conclusion du pacte et le déclenchement de la deuxième guerre mondiale, Molotov, dans un rapport au soviet suprême, définit cette dernière guerre comme dirigée contre les « ploutocraties occidentales ». Staline fit campagne pour une « paix immédiate » aux conditions d'Hitler.

(12) Cette série de procès fut organisée dans les divers pays d'Europe orientale par Staline pour tenter d'écraser par la terreur les contradictions montantes.

développement de la production, ce qui a pesé lourdement sur le développement de l'agriculture soviétique et a entravé l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Nous savons aujourd'hui qu'après la fin de la guerre, Staline s'est opposé à une politique de construction massive de logements, alors qu'il dépensait des milliards de roubles pour construire un grand nombre d'édifices coûteux et prétentieux, sans même parler des monuments innombrables qu'il faisait ériger à sa propre gloire.

Nous savons aujourd'hui que Staline a été l'initiateur d'une législation antionvrière, au nom de laquelle on a traîné devant les tribunaux des centaines de milliers d'ouvriers et d'employés pour retards accidentels. Même au lendemain de la guerre, les ouvriers et les employés se sont vu interdire de changer de travail à leur gré ; quiconque quittait son travail sans autorisation était considéré comme un « déserteur » et puni de prison ou de déportation dans un camp. C'est Staline qui a restreint dans notre pays les droits reconnus par la loi aux syndicats et aux autres organisations sociales. C'est lui qui a restreint à l'extrême les droits et les compétences des organes du pouvoir soviétique, des soviets suprêmes à tous les degrés, et les droits des républiques fédérées. C'est aussi Staline qui a tenté d'introduire dans notre pays un pseudo-socialisme à la place du socialisme authentique, qui a tenté d'étrangler la démocratie socialiste et de liquider, par là même, nombre des conquêtes les plus importantes de la révolution socialiste d'Octobre.

Comment peut-on après cela qualifier aujourd'hui Staline de « combattant pour la cause de la classe ouvrière » ?

GUENNADY ALEXÉEV

Le 22 septembre 1968

**LETTRE OUVERTE AUX CITOYENS DE L'U.R.S.S.**

*Ce long texte d'Alexéev est éminemment significatif de l'état actuel de l'opposition communiste, état de confusion qui ne peut être que transitoire. Alexéev expose en effet longuement un programme réformiste vis-à-vis du parti stalinien et de la bureaucratie ; il conclut pourtant en évoquant nettement la nécessité éventuelle d'un second parti, au cas où ce programme de réformes ne serait pas réalisé. L'appel sur lequel se clôt ce texte : « La Russie a besoin d'hommes nouveaux », montre d'ailleurs que l'auteur, en dépit de ses propres dires, est sceptique quant aux possibilités de réformer le Parti.*

Dans la lettre qui suit, l'auteur s'efforce, en s'aidant des documents à sa disposition, d'examiner et de généraliser, d'un point de vue marxiste, les questions liées à la renaissance du stalinisme dans notre pays, d'indiquer concrètement les méthodes de lutte indispensables contre ce terrible fléau, et de déterminer les buts immédiats dont la réalisation pourrait servir de point de départ à l'ascension de la société socialiste vers les sommets de l'humanisme, de l'égalité, de la justice et de la liberté intellectuelle.

Les propositions faites par l'auteur ne sont pas le fruit de ses réflexions personnelles ; elles résultent de l'examen critique et de l'analyse de divers points de vue, propositions et déclarations de communistes et de quelques intellectuels, inquiets de la situation actuelle en Union soviétique (1).

(1) Il faut souligner l'importance de ces lignes qui montrent l'ampleur prise par la discussion en U.R.S.S., surtout à la suite de l'intervention en Tchécoslovaquie.



## LE RAPPORT DE FORCES

Le processus dialectique du développement de la société humaine, à toutes les périodes de son histoire, a toujours exigé et exige, sur la voie qui mène au progrès économique, social et politique, une lutte acharnée et de nombreuses victimes parmi ceux qui se sont efforcés de réaliser les idéaux avancés de leur temps, de leur siècle. Partout et toujours, la minorité progressiste, éloignée du pouvoir, a subi dans cette lutte une défaite inévitable, car son action était inorganisée, spontanée, isolée ; et la société a soit oublié ses dirigeants, soit renié les meilleurs d'entre eux.

Siniavski, Daniel, Vladimir Boukovski, Victor Khaoustov, Viatcheslav Tchornovil, Alexandre Guinzbourg, Iouri Galanskov — on pourrait sans peine prolonger cette liste — languissent dans les prisons. Léonide Goubanov et Alexandre Essenine-Volpine ont été enfermés dans des hôpitaux psychiatriques. L'avocat Zolotoukhine, défenseur de Guinzbourg, a été exclu du Parti. Tout cela en un peu plus de deux ans, de 1965 à 1968. Les juges et les procureurs, les jurés, les médecins zélés et les militants politiques leur ont vraiment assuré une place conforme aux capacités et au désir de chacun ! L'opinion publique les a blâmés.

Par le moyen de leur art, Siniavski et Daniel ont porté une condamnation originale de la cruauté du stalinisme ; leur protestation était dans l'ordre des choses, tout autant que le coup de force de leur injuste condamnation et que l'arbitraire politique des garants de l'ordre, de la tranquillité et de la routine, s'exerçant sous les yeux du peuple silencieux. Mais cette protestation n'a pas encore un caractère politique, en dépit de ce qu'ont tenté de prouver messieurs les juges. Il s'agit plutôt de l'expression personnelle d'une insatisfaction intérieure, qui est encore loin du sacrifice de soi pour que triomphent la raison, l'humanisme et la justice, loin de la lutte politique consciente menée pour le progrès.

La lutte généreuse d'Alexandre Soljenitsyne contre la censure stupide qui règne sur la philosophie, la sociologie, l'économie, la littérature et l'art (c'est sciemment que l'auteur n'a pas mentionné la politique, pour autant que celle-ci n'est pas, à l'heure actuelle, dans notre pays, de la compétence du peuple) poursuit des buts définis et conscients, mais son isolement la voue à l'échec. Dans ces conditions, il est indifférent que, quelque part, à l'autre bout du pays, proteste un autre écrivain, par exemple le communiste Tchornovil (2). Cependant dans la passivité et l'indifférence générales, leur protestation, par l'exemple de courage et de ténacité qu'elle donne, constitue un élément positif dans la voie du progrès.

Il faut certes saluer la manifestation organisée à Moscou par V. Boukovski et V. Khaoustov contre l'iniquité et l'arbitraire, car le but qu'ils s'étaient fixé est depuis longtemps au centre des préoccupations de notre avant-garde intellectuelle (3). Mais peut-on

(2) Nous avons publié plus haut un texte de Tchornovil, pp. 506 et suivantes.

(3) Sur cette manifestation, voir l'introduction p. 58.

justifier la manifestation de protestation de sept personnes sur la place Rouge contre l'agression en Tchécoslovaquie, même si l'on prend en considération le courage et la résolution de ses participants ? Non, parce que l'opinion publique avait été progressivement préparée à cette invasion, à l'aide de tous les moyens d'information et sur une longue période. L'échec de la manifestation s'est traduite aussi par l'arrestation de Pavel Litvinov, Vadim Delaunay, Larissa Daniel et de leurs camarades (l'auteur suppose connue de l'opinion la lettre de Nathalie Gorbanievskaïa, seule participante à cette manifestation laissée en liberté) (4). Il faut également saluer la parution, à la même époque, de la revue *Kolo-kol* à Leningrad, bien que ses rédacteurs — au nombre de huit — aient été condamnés à de longues peines de prison pour avoir exigé une réelle liberté d'expression et d'information ; saluons encore la parution de la revue *Phenix 66*, animée par Iouri Galanskov, qui revendiquait la fin des injustices et de l'arbitraire ; le travail du groupe moscovite S.M.O.G. (\*) (initiales des mots signifiant *parole, pensée, image et profondeur*), dont l'un des dirigeants était V. Boukovski, qui a assuré la parution, pendant trois ans, de journaux clandestins réclamant l'exercice des libertés garanties par la constitution soviétique et qui a organisé des manifestations pour protester contre la violation des droits élémentaires de l'individu ; les protestations écrites adressées par Pavel Litvinov et Larissa Daniel aux dirigeants du Parti et du gouvernement ; l'appel de Iliia Gabaï, Iioulï Kim et Piotr Iakir aux représentants de la science, de la culture et de l'art, les mettant en garde contre la renaissance du stalinisme (5) ; les multiples adresses d'une partie de l'intelligentsia scientifique et technique, des écrivains et des artistes, des ouvriers et des kolkhoziens aux dirigeants du pays ; l'ouvrage de l'académicien Sakharov : *Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle* (6), et enfin la lettre de quatre-vingt-huit écrivains soviétiques envoyée en Tchécoslovaquie et dans laquelle ils exprimaient la sympathie de l'intelligentsia créatrice de ce pays aux Tchécoslovaques en butte au rétablissement de la censure (7) ; en effet de telles actions révèlent une force politique active, apparaissent comme la flamme d'où peut jaillir l'incendie. Mais ces protestations pèchent toutes par leur manque d'organisation, le petit nombre de leurs participants, leur isolement. Le nombre des victimes va croissant, mais la cause de la justice, de l'humanisme et de la liberté intellectuelle n'a pas progressé d'un pas. Au contraire, nous sommes devenus, sous les yeux de l'opinion publique mondiale, les complices involontaires de l'écrasement du processus de démocratisation en Tchécoslovaquie... Cette défaite des forces progressistes dans notre pays est le résultat prévisible de

(4) Voir ci-dessus, pp. 414-415.

(5) Voir ci-dessus, pp. 344-351.

(6) Paru en français chez Gallimard sous le titre *La liberté intellectuelle en U.R.S.S. et la coexistence*. Voir sur ce livre ci-dessus, page 522, note 6, ainsi que la biographie à la fin de ce volume.

(7) Cette « lettre de 88 intellectuels soviétiques », qui est parue dans la presse occidentale, est anonyme, et pour cette raison souvent considérée comme un faux.

la spontanéité et du manque d'organisation. Il n'y a pas encore de centre capable de regrouper les efforts épars, pas de force sociale capable de concrétiser les idées dans l'action, capable de s'opposer au mal et de le vaincre.

## A QUI LA FAUTE ?

L'expérience historique de l'humanité l'a abondamment démontré, pas une seule formation socio-économique, fût-elle socialiste, n'a joui d'une organisation des rapports économiques, sociaux et politiques entre les membres de la société qui la dispense de perfectionnements, de révisions, de réformes ou de révolution.

Ce qui, hier, était soumis exige aujourd'hui impérativement l'égalité et demain la première place. Et la société, si elle veut rester progressiste, doit réviser les formes sociales existantes, sur la base d'un constant équilibre entre les intérêts de l'individu et les besoins de la société. S'ils ne concordent pas, alors la résistance est inévitable, la lutte inéluctable. Ces mots sont inscrits en lettres de sang sur les pages de l'Histoire.

La révolution socialiste en Russie, qui a libéré les travailleurs du joug des rapports capitalistes, s'est déroulée dans des conditions telles qu'il fallait absolument accroître très rapidement la puissance économique du pays face au capital international ; aussi le bien personnel de chaque membre de la république soviétique était-il consciemment subordonné au bien public. Et cette subordination répondait tant aux besoins de l'individu qu'à ceux de la société. Le développement de notre économie, la consolidation du socialisme sur l'arène internationale ont rompu ce temporaire équilibre. L'homme, devenu maître de ce pays, a voulu acquérir tous les droits de l'individu, non seulement au travail, mais à la liberté intellectuelle, la plus précieuse pour l'homme. L'accroissement quantitatif exigeait une qualité nouvelle. Le problème de la liberté individuelle, autrefois au second plan, venait à l'ordre du jour.

La guerre impitoyable contre le fascisme a uni de nouveau en un seul bloc la force sociale du peuple, de nouveau la soumission à la société est apparue à l'individu comme une nécessité vitale. Un équilibre relatif s'est maintenu pendant que se restaurait l'économie détruite par la guerre ; cependant, étant donné l'expérience de la période précédente, la critique des formes sociales dépassées ne cessait de se renforcer et de s'approfondir.

La consolidation et l'essor du système socialiste dans le monde ont rendu plus pressantes les revendications de l'individu réclamant la liberté intellectuelle ; il est devenu indispensable de modifier les rapports existant entre l'individu et la société.

L'auteur a volontairement simplifié les rapports entre individu et société pour mieux dégager une loi. Bien entendu, en réalité, il y a eu et il y a encore des facteurs secondaires qui influent sur ces rapports et cet équilibre, et il est fort possible que certains d'entre eux, qui ont causé le plus grand tort à la société soviétique, n'aient pas été, historiquement parlant, nécessaires. Mais pourquoi, alors, le peuple, qui a pris le pouvoir entre ses mains, non seulement

ne lutte-t-il pas victorieusement contre ce mal, mais encore condamne-t-il ceux qui s'efforcent de remplacer les formes d'organisation sociales dépassées par des formes nouvelles répondant aux exigences de notre temps ?

Le parti communiste, après avoir fait la révolution et conquis le soutien et la confiance des masses, s'est attelé, en connaissance de cause, à la réalisation de son programme de construction du socialisme dans notre pays. On aurait pu croire que, en s'appuyant d'abord sur les théories d'avant-garde du marxisme, puis, après la mort du premier dirigeant de la révolution, sur les théories de Lénine concernant la transformation des rapports socio-économiques en Russie, le parti communiste pourrait résoudre à temps, scientifiquement et humainement, les contradictions qui allaient surgir entre l'individu et la société. Et pourtant, après en avoir fini avec les ennemis réels de la révolution, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le parti communiste a engagé la répression contre le peuple, à qui il avait promis la libération de l'esclavage et de la violence. Ce fut le début des arrestations massives qui frappèrent l'avant-garde du Parti. Victimes de l'injustice tombèrent les chefs militaires les plus valeureux, les savants, les artistes. Leur nom n'est pas oublié : Babel, Blücher, Vichnia, Vavilov, Gamarnik, Kossior, I. Kataev, Kvitko, Koltsov, Koulich, Kourbass, Levidov, Mandelstamm, Markich, Meyerhold, Postichev, Tjitski, Touloup, Toukhatchevski, Tretiakov, Iakir, Iassenki et bien d'autres, dont l'énumération occuperait plus d'une page de cette lettre, sans compter les dizaines de milliers de travailleurs du rang de la société soviétique. Dans la seule période qui va de 1937 à 1939, on a arrêté plus d'un million de communistes, la moitié du Parti.

Dans les années qui ont suivi la guerre, cette politique du Parti a continué : ceux qui osaient penser ont été torturés, exécutés dans les geôles du N.K.V.D., déportés dans les camps ; ceux qui osaient protester étaient liquidés par milliers à la mitrailleuse ; à ceux qui osaient être mécontents, on imposait un travail exténuant, inhumain, un travail d'esclave ; ceux qui s'étaient élevés contre l'oppression périssaient pendant leur transport dans des wagons plombés et des cales surchauffées (noyées) (8) ; l'utilisation des méthodes de la lutte des classes contre le peuple a conduit à l'extermination de plus de 14 millions de personnes, ce qui correspond à peu près à la population de la Tchécoslovaquie (d'après les données de Sakharov). N'est-ce pas là des méthodes fascistes ? N'est-ce pas là un crime contre la cause du socialisme ?

Aujourd'hui, nous sommes au seuil d'un retour au passé et à ses épreuves. De nouveau, la fermentation intérieure d'une protestation croissante est étouffée par des méthodes injustifiables, de nouveau les représentants les plus progressistes de notre peuple

(8) Sakharov parle des « bateaux de la mort » qui transportaient les détenus vers les camps ; mais le mot russe employé par Alexéev peut aussi vouloir dire « noyés », et Chalamov rapporte que, en décembre 1947, les 3.000 détenus transportés sur le vapeur *Kim* se soulevèrent, et que le capitaine ordonna de noyer les cages avec les pompes à incendie par  $-40^{\circ}$ . Les déportés gelèrent.



sont réduits au silence. De plus en plus fréquemment, les lois et la Constitution soviétiques sont violées par les représentants de la Sécurité d'Etat, les employés du ministère de la justice, les procureurs et les juges ; on voit se multiplier les arrestations, les perquisitions, les tentatives d'intimidation et les interrogatoires, les internements injustifiés dans les hôpitaux psychiatriques, les poursuites pénales pour création artistique, les exclusions du Parti, les licenciements, les privations de tout moyen d'existence. De nouveau, une volonté unique est imposée aux philosophes, aux sociologues, aux savants et aux artistes, à tout le peuple. Sous l'apparence fallacieuse d'une presse prospère, de l'unité politique, de l'égalité sociale et de la justice, on pave la route au retour à une politique héritée de Staline. Derrière l'idéologie progressiste marxiste-léniniste se dissimule une activité criminelle contre le peuple, contre tout le camp soviétique, contre la paix mondiale. Dans quel but ?

Pour quelles raisons, dans la société sans classes, foule-t-on aux pieds les droits fondamentaux de l'homme et emploie-t-on contre ses membres les méthodes de la lutte des classes ? Le peuple d'Union soviétique, après s'être emparé du pouvoir, comme le précise la Constitution de l'U.R.S.S., a-t-il remis à quiconque un blanc-seing pour l'utilisation de telles méthodes ? Au nom de quelle loi non écrite ? Au nom de quel arbitraire ?

Ayant reçu sans partage la totalité du pouvoir, les dirigeants du parti communiste russe ne se doutaient sans doute pas, et ne pouvaient pas se douter à l'époque, que si l'unité de pouvoir était peut-être indispensable au début de notre route, elle contenait en germe son contraire, facteur de régression. Etant donné l'essence même de la société socialiste, où chacun jouit des mêmes droits, des égoïstes avides de pouvoir, des ambitieux et des lèche-bottes, des gens aux vils penchants et à la conscience noire ont commencé à s'infiltrer dans l'appareil du Parti et du gouvernement. Ce phénomène fut largement favorisé par l'atmosphère de suspicion et de peur devant la répression injustifiée suscitée artificiellement dans le pays. Il fut également favorisé par la dictature du parti communiste, qui se faisait passer pour la dictature de la classe ouvrière, dans la mesure où il était entendu que l'activité du Parti répond toujours et ne peut que répondre aux aspirations et aux désirs de la classe ouvrière et, par suite, du peuple tout entier. De cette façon se sont peu à peu créées les conditions d'une transformation naturelle du parti communiste : cette organisation dévouée au peuple et à la révolution, cette organisation représentant la pensée de l'avant-garde et le progrès, s'est muée en organe du pouvoir, accomplissant ses tâches au nom du peuple, mais sans lui, un organe où la servilité et le formalisme conditionnent toute action, où l'intérêt personnel est mis au-dessus du bien public, où, enfin, fleurissent la démagogie, l'égoïsme, la corruption, la concussion ouverte et le népotisme à tous les échelons du pouvoir. De telles prémisses devaient naturellement entraîner la mise au point de méthodes de travail appropriées, de procédés spéciaux pour la sauvegarde d'un édifice si bien et si solidement construit. L'un des résultats de ce changement fut le remplacement de fait du principe de l'égalité



pour tous par celui de l'égalité suivant la profession et les fonctions. Les lois valables pour tous perdirent leur validité pour les gouvernants. Le but atteint n'était pas celui qu'on s'était fixé.

Dans le pays, le pouvoir commença à s'exercer sans contrôle ; c'était là une condition suffisante pour que surgisse une élite que ses privilèges, sur le plan économique et juridique, plaçaient au-dessus du peuple, sans qu'elle les justifiât par une quelconque supériorité intellectuelle, et qui a fait au peuple un énorme tort moral, et à l'Etat un dommage économique et politique. L'activité créatrice des masses, la sagesse collective du peuple, la liberté de l'esprit et les possibilités colossales de transformation socialiste furent pris dans l'étau de ces gouvernants-démagogues. Les privilégiés percevaient des traitements démesurés, jouissaient de passe-droits dans tous les domaines de la vie : attribution illégale de fonctions, usurpation de titres, paiement de divers prix et récompenses en argent, priorité dans les établissements de cure, distribution secrète de produits déficitaires, services domestiques indûment perçus. Une inégalité économique et sociale importante se creusa entre la majeure partie du peuple et la minorité dirigeante. Le niveau de vie de la plus grande partie de la population commença à stagner. Les erreurs commises en engendraient de nouvelles. Le subjectivisme, l'ignorance des méthodes scientifiques de direction dans la production et l'agriculture eurent pour conséquences la mauvaise gestion de l'économie, un retard sensible dans les secteurs de pointe de la science et de la production par rapport aux pays capitalistes, les investissements improductifs, la non-concordance entre les salaires et le travail fourni, la mauvaise qualité des transports et de la construction. Le commerce devenait déficitaire, les fonds sociaux et la propriété collective étaient dilapidés sans contrôle. La mauvaise qualité des marchandises et des services devint la norme.

Les aspects de notre vie examinés ici devaient conduire et ont conduit à la passivité, à l'indifférence de la majorité pour les intérêts généraux de l'Etat, au refus délibéré de la politique chez les éléments les plus cultivés, à l'attachement servile à l'ordre existant chez les partisans de ces méthodes de travail. Lentement et inexorablement mûrit dans le peuple la conscience que, en dépit des progrès réalisés sur la voie de la construction du socialisme, en dépit des énormes efforts physiques et moraux fournis par le peuple tout entier au nom de l'idéal inscrit sur le drapeau de ses dirigeants, nous avançons trop lentement, que nos efforts sont disproportionnés aux résultats obtenus et qu'on a peut-être déjà trop longtemps abusé de la patience du peuple.

## QUE FAIRE ?

Quelle voie suivre pour venir à bout de la situation qui s'est ainsi créée, où chercher la vérité et, une fois connu ce qui doit être reconstruit, redressé, démoli, comment utiliser le plus rationnellement notre énergie, nos connaissances, notre expérience ?

Dans son ouvrage déjà cité, Sakharov a dégagé la variante la plus optimiste (9), mais les événements qui ont suivi, caractérisés par l'écrasement de la liberté intellectuelle en Tchécoslovaquie, ont montré que cette voie est totalement impraticable à l'heure actuelle. Notre époque exige les actions les plus décidées et énergiques de toutes les forces progressistes de notre peuple. L'indécision ou la passivité, la non-résistance au mal ou l'accord silencieux recèlent le danger d'une catastrophe mondiale.

Il ne fait aucun doute que la lutte pour le progrès, pour les réformes et pour une transformation profonde de l'appareil du Parti et de l'Etat s'est déjà engagée, et il convient d'en tenir compte. Il serait hautement souhaitable que, dans les milieux dirigeants, les forces progressistes l'emportent, car, en ce cas, l'indispensable réorganisation des structures de la société se réaliserait avec le minimum de complications, avec méthode et assez rapidement. Mais cette variante optimiste n'exclut absolument pas le chemin difficile de la révolution, qui est celui par lequel le peuple exprime sa volonté, ses aspirations à la justice, à l'égalité et à la liberté intellectuelle.

L'analyse des événements de ces dernières années dans notre pays et dans les autres pays socialistes permet d'affirmer que le développement en un sens progressiste de la société socialiste n'est possible que si l'on observe les principes fondamentaux suivants :

1. *Tous les citoyens de l'Etat socialiste, indépendamment de leurs titres et de leurs fonctions, doivent être égaux devant la loi et ne jouir strictement que des droits énoncés dans la Constitution.*

2. *Tous les citoyens de l'Etat socialiste, indépendamment de leurs titres et de leurs fonctions, doivent avoir le droit de débattre de toutes les questions économiques, sociales, de politique intérieure et extérieure, en liaison avec le travail de l'appareil du Parti et du gouvernement, tant à l'échelle du pays qu'à l'échelon local.*

3. *Les dirigeants les plus haut placés comme les dirigeants locaux sont tenus de rendre compte à tout instant et dans le détail de leur activité, en usant pour ce faire de tous les moyens d'information en leur pouvoir ; la non-observation de ce principe doit être poursuivie par la loi, indépendamment du pouvoir exécutif.*

4. *Il doit être prévu par la loi que, pour les questions de guerre ou de paix, pour l'attribution au gouvernement de pouvoirs extraordinaires, et pour les autres problèmes vitaux dans l'activité de l'Etat, les décisions ne peuvent être prises qu'en accord avec le Soviet suprême, sur la base d'une consultation populaire.*

5. *En cas de désaccord sur les questions énoncées au point 4 entre l'opinion publique et le gouvernement, il appartient au Soviet suprême de l'U.R.S.S. d'exprimer sa défiance au gouvernement et*

(9) Sakharov estime que les progrès de la science peuvent suffire à régler tous les problèmes, à condition que les gouvernants y mettent de la bonne volonté : il prévoit une convergence de l'évolution de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis, assurant durablement la « coexistence pacifique » des « systèmes ».

*de prendre les mesures nécessaires à la formation d'un nouvel exécutif suprême.*

Il est indispensable, pour mettre en œuvre ces principes, de réorganiser les structures existantes de l'appareil du Parti et de l'État, ainsi que les tribunaux, en s'appuyant sur le fait qu'une restauration du capitalisme dans notre pays, imposée de l'extérieur, est exclue par la puissance des forces armées de l'Union soviétique et des pays du camp socialiste, sur l'absence de classes antagonistes dans la société socialiste et l'existence d'un État du peuple tout entier.

Nous avons analysé, sur cette question, toute une série de propositions émanant de spécialistes, ce qui nous permet de proposer le schéma suivant d'une telle réorganisation, qui n'est bien évidemment pas le seul possible.

Le Soviet suprême de l'U.R.S.S. doit demeurer la plus haute autorité législative du pays, mais ses fonctions doivent être élargies. En particulier, il faut organiser auprès du Soviet suprême un institut de sociologie et d'information de l'U.R.S.S., qui aurait pour tâche de mener en permanence des études d'opinion publique sur toutes les questions concernant l'activité économique, sociale et politique de l'appareil administratif à tous les niveaux, liée à la politique intérieure et extérieure de l'État. Les résultats des enquêtes auprès de l'opinion publique seraient publiés régulièrement dans l'organe de presse du Soviet suprême et portées périodiquement à la connaissance de la population, grâce aux autres moyens d'information. En outre, l'institut auprès du Soviet suprême contrôlerait l'activité des organismes politiques, exécutifs, législatifs et de contrôle, en comparant leur activité aux revendications populaires. Les résultats de ces recherches sont en permanence portés à la connaissance du Soviet suprême et livrés à la publication. Le Soviet suprême doit informer régulièrement et complètement la population de l'exécution par le gouvernement du programme établi conjointement avec le Soviet suprême de construction du socialisme à l'échelle du pays comme à celle des républiques, régions, districts, de la ville, du bourg, de la cité, en s'appuyant sur les soviets locaux correspondants. Le Soviet suprême de l'U.R.S.S. doit tenir pleins pouvoirs de la Constitution pour exprimer sa défiance au gouvernement — il en serait de même pour les soviets locaux vis-à-vis des autorités locales — au cas où l'activité de ce dernier ne répondrait pas à la volonté populaire ou serait contraire à la Constitution. La composition du Soviet suprême et des soviets locaux doit être entièrement renouvelée sur une période d'environ huit ans. Les élections de députés aux soviets doivent avoir lieu normalement tous les deux ans et entraîner le renouvellement d'un quart au moins de leurs membres, y compris du présidium du soviet. Le nombre des candidats à la députation doit excéder d'au moins deux fois le nombre de postes à pourvoir. Pendant la campagne électorale, les candidats présentés par les organisations de masses doivent disposer de tous les moyens nécessaires pour avoir un contact direct avec les électeurs, y compris l'accès à la presse, à la radio, à la télévision : ainsi, les électeurs pourront se faire une

idée précise des capacités et des conceptions politiques, sociales et économiques de chacun des candidats. Les membres des soviets en activité — au Soviet suprême les membres du présidium — ne doivent remplir aucune fonction autre que celles qui sont directement liées à l'activité du soviet. Sur la demande des deux tiers des électeurs du territoire dépendant d'un soviet donné, le soviet peut être dissous et de nouvelles élections ont lieu.

Étant donné que, dans l'Etat socialiste du peuple tout entier, tout le pouvoir doit appartenir au peuple, l'organe suprême du pouvoir exécutif doit être le gouvernement de l'U.R.S.S., composé des représentants du peuple les plus instruits et les plus dévoués au socialisme, investis de la confiance du peuple indépendamment de leur appartenance au Parti. Les membres du gouvernement de l'U.R.S.S. ne doivent pas appartenir simultanément au présidium du Soviet suprême, car ce dernier exerce un contrôle permanent sur l'activité du gouvernement et veille à ce qu'il se conforme en tout point aux lois en vigueur et accomplisse les tâches qui lui sont confiées. Les questions de politique étrangère en temps de paix, de sécurité nationale, d'économie, de culture, de santé, les affaires sociales entrent dans le champ d'activité du gouvernement.

Compte tenu des violations de la légalité sous le stalinisme et des cas de plus en plus fréquents, presque systématiques, de violation des articles fondamentaux de la Constitution ces dernières années, en particulier des articles 111, 112, 117, 125, 127 et 128, il devient absolument indispensable de créer une Cour suprême constitutionnelle de l'U.R.S.S. (et de la même façon des cours constitutionnelles de république, de région, etc.) compétentes pour toutes les affaires de violation de la Constitution, sans aucune exception, que ces violations soient le fait des organismes législatifs, de contrôle, exécutifs ou du Parti, que les accusés soient membres du gouvernement, de la Cour suprême, ou du ministère public. La Cour constitutionnelle de l'U.R.S.S. doit être comptable devant le Soviet suprême, et de même les cours constitutionnelles de république, de régions... devant les soviets de république, de régions, etc. Le collège judiciaire de la Cour suprême de l'U.R.S.S. et les collèges des cours constitutionnelles des républiques, des régions, etc., doivent être élus respectivement par le Soviet suprême de l'U.R.S.S., par les soviets de république, de région, etc., annuellement et de façon à renouveler entièrement la composition de la Cour constitutionnelle tous les quatre ans environ. Les décisions concernant des affaires de violation de la Constitution doivent être prises par le collège correspondant de la Cour, en excluant toute approche subjective de telle ou telle affaire par ses membres. Pendant les sessions des cours constitutionnelles, leurs représentants doivent être libérés de toute autre fonction non directement liée aux tâches ressortant de la compétence de la Cour constitutionnelle. Le garant suprême du respect scrupuleux de la Constitution par tous les organes du pouvoir, comme par les citoyens, ne doit pas être le procureur général de l'U.R.S.S., comme le prévoit l'article 113 de la Constitution (\*), mais le collège judiciaire auprès du ministère

public de l'U.R.S.S., élu par le Soviet suprême pour une durée de trois ans environ.

Le parti communiste de l'Union soviétique, fraction la plus organisée du peuple, a accompli sa mission fondamentale à la première étape de la construction du socialisme en remettant au peuple le pouvoir dans sa totalité ; en raison de l'élévation du niveau de culture des travailleurs, du degré de conscience croissant du peuple et de son dévouement à la cause du socialisme, il doit passer à la seconde étape de son activité. Aujourd'hui, le rôle du parti communiste doit consister à soumettre à l'examen du peuple des plans prospectifs de développement de la société socialiste, en se fondant sur les théories scientifiques d'avant-garde, à dénoncer à temps les facteurs de régression et à déterminer les moyens de les combattre ; le Parti doit enseigner et non commander, orienter et non réprimer. Disposant de représentants dans les soviets, les cours constitutionnelles, les organes exécutifs et de contrôle et dans les autres organisations populaires, le parti communiste, tout en défendant ses positions, doit constamment les soumettre à l'épreuve des événements et des courants d'idées nouveaux, il doit se demander si ces idées sont toujours conformes aux revendications populaires, aux exigences du progrès. Pour cela, il est indispensable que ce ne soit pas seulement le Comité central, ou pis encore, le seul bureau politique du C.C., mais que ce soient tous les communistes qui prennent la part la plus large et la plus active à l'élaboration de l'idéologie et de la politique dans le pays. Les communistes doivent être au premier rang du mouvement réformiste et révolutionnaire du peuple, dans le but de remplacer les lois et les institutions dépassées par d'autres plus modernes, afin de faire de notre société le modèle le plus élevé de la raison et de la liberté intellectuelle sur terre.

Une telle réorganisation des structures de la société socialiste dans notre pays permettrait, de l'avis de l'auteur, d'appliquer au mieux le principe léniniste de l'accession des plus larges masses au gouvernement de l'Etat.

Il convient de s'arrêter un peu sur les mesures propres à éliminer totalement des organismes locaux d'exécution et de contrôle la possibilité d'une concentration des pouvoirs entre les mains d'un seul individu ou d'un seul appareil. Il est indispensable d'assurer une répartition des pouvoirs telle que soit assuré en permanence le contrôle des uns par les autres. Il faut institutionnaliser le blâme public infligé aux individus coupables d'avoir violé la légalité ou de ne pas s'être acquittés des tâches qui leur étaient confiées, et prévoir des mesures allant jusqu'au retrait des dites fonctions, si l'opinion publique leur exprime sa défiance.

Dans la société socialiste, il doit y avoir un système de liaison directe entre le peuple et le gouvernement, en particulier par des échanges de vue publics sur toutes les questions de la vie sociale, par des discussions publiques sur les questions de la constitution et du droit, par des conférences de presse régulières avec les représentants des organisations étatiques, sociales et culturelles, par des interventions dans la presse, à la radio et à la télévision, dans les



meetings et les réunions, simplement par des conversations. Il doit absolument y avoir une lutte d'idées dans tous les domaines de l'activité humaine, y compris la politique, faute de quoi le progrès est impossible et les erreurs inévitables.

Les communistes doivent jouir dans les faits de la liberté de critiquer librement et ouvertement l'activité du Parti et de son Comité central, du droit de faire des propositions et de défendre leurs convictions personnelles, tout en exécutant les décisions du Parti dans son ensemble et de ses cellules locales. La mise en pratique de ces propositions dans le travail du Parti est indispensable parce que les idées progressistes sont d'abord le fait de l'individu, et deviennent des facteurs de progrès quand les forces sociales s'en emparent sur la voie du développement (historique) de l'humanité. La presse du Parti, précisément parce que c'est la presse du Parti, doit refléter la vie réelle du peuple dans toutes ses manifestations, sans faire passer ses désirs pour des réalités, comme c'est actuellement le cas, en particulier dans le domaine de l'idéologie et de la politique. La presse du Parti doit soumettre au jugement de tous ses vus sur le développement social de l'Etat, après discussion dans le Parti. Ici, en principe, peut surgir une divergence avec le point de vue officiel de l'Etat, représenté par le gouvernement de l'U.R.S.S. De plus, il est indispensable de distinguer du journalisme les organes de presse officiels, ce qui permettra aux travailleurs de se faire une idée plus sûre de l'état des choses dans le pays. Quant à la lutte du parti communiste et du gouvernement contre l'idéologie bourgeoise ennemie, elle doit se mener sous les yeux du peuple, par le moyen d'une lutte d'idées ouverte, et non par la violence et l'arbitraire. C'est en cela, précisément, que réside la force du Parti.

Les syndicats et les organisations de jeunes, comme toutes les autres organisations sociales, doivent résoudre par elles-mêmes les tâches qui leur incombent, conformément à leurs statuts et à la volonté de leurs membres.

Grâce à une telle structure du système social, à notre avis, les travailleurs auraient vraiment la possibilité de contrôler les dirigeants à tous les échelons du pouvoir, tout en disposant de leurs propres organes exécutifs, les soviets de députés des travailleurs.

\*  
\*\*

Nous avons examiné les problèmes de l'avenir, mais que peut-on faire aujourd'hui pour hâter la venue de lendemains meilleurs ? Dans cette voie, il faut avant tout, mais ce n'est pas suffisant, assurer aux citoyens de l'Union soviétique les libertés garanties par la Constitution : liberté de parole, de presse, de réunion, liberté de tenir des meetings, d'organiser des marches et des manifestations de rue (art. 125, chap. X de la Constitution de l'U.R.S.S.) (\*). Si tous les membres de la société socialiste ne jouissent pas de ces droits, il ne peut même être question de liberté intellectuelle pour l'individu. Ce pourrait être un premier pas dans cette voie que l'abrogation, par le Soviet suprême, des articles 70, 190 et 191

du code pénal de la R.S.F.S.R. (\*), qui entravent l'exercice des libertés énumérées ci-dessus, en permettant une « large » interprétation de telle ou telle manifestation de protestation ou déclaration critique des citoyens de ce pays. De plus, il faut réviser au plus tôt le décret sur la presse du 9 novembre 1917, qui légalisait la censure (\*), dans l'optique suivant laquelle tous les moyens d'information, presse, radio, télévision, etc., sont la propriété du peuple et non du seul parti communiste. L'adoption de lois nouvelles sur la presse et l'information, définissant, en toute clarté, ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas publier, ce sur quoi on peut et ce sur quoi on ne peut pas donner des informations, assortie d'un contrôle sévère par les organismes populaires compétents quant à l'application de cette loi, créerait sans doute des conditions favorables à la liberté de critique, ce qui permettrait de redresser les erreurs ; la liberté de porter publiquement des jugements et de manifester favoriserait l'abolition des formes sociales dépassées, ne répondant plus à notre époque, au progrès, favoriserait la liberté de penser et de créer ; ces libertés sont indispensables à la recherche de la vérité et de la justice, car, seuls, des débats publics et des déductions audacieuses peuvent mener à la seule conclusion scientifiquement juste. Une telle façon d'aborder les problèmes de la liberté d'expression dans la société socialiste aurait sans doute un effet extrêmement positif dans le domaine de l'éducation et de la culture, et permettrait de mettre effectivement en application la méthode scientifique de direction dans les domaines militaire, économique et politique.

En assurant aux travailleurs les libertés dont on a ci-dessus énuméré divers aspects, on favorisera la possibilité, pour chaque membre de la société, d'exprimer et d'affirmer son individualité, conformément à ses capacités, et de pouvoir occuper la place qui lui convient dans la société, suivant le travail qu'il aura fourni.

Pour que les travailleurs jouissent de ces libertés, il suffit que soit rétablie la légalité dans les rapports entre l'individu et la société ; ce qui suppose nécessairement l'abolition, par le Soviet suprême de l'U.R.S.S., de toutes les instructions anticonstitutionnelles et de tous les compléments aux lois (10). L'indépendance de la Cour suprême de l'U.R.S.S. par rapport à la politique du Parti doit être garantie par l'activité du Soviet suprême. Le rétablissement de la légalité n'est toutefois possible que si la population dispose d'une information complète concernant l'activité politique et économique de la direction dans le passé comme dans le présent, des méthodes et des procédés sur lesquels s'appuyaient les principes staliniens de direction. Il faut mettre complètement à nu et publier les horreurs de la répression stalinienne. Une partie de ce gigantesque travail doit être la réhabilitation de ceux qui, sans raison, ont subi la répression, ont été exécutés, condamnés, ainsi

(10) Textes émanant des ministères — arrêtés, décrets — et non du Soviet suprême, qui vote les lois.

que l'arrêt de toute mesure répressive injustifiée contre les prisonniers politiques après leur libération, par exemple la surveillance administrative, l'interdiction de séjour, l'empêchement de gagner leur vie. Le régime des camps doit être allégé pour les détenus politiques, et ceux qui ont été injustement exclus du Parti rétablis dans leurs droits. De plus, il convient de réviser les structures actuelles du K.G.B. (\*), qui est l'instrument essentiel par lequel s'exerce sur les travailleurs un régime d'arbitraire et d'iniquité ; il faut aussi réviser toute une série de procès politiques récents. La mise en application de ces mesures montrerait le désir du parti communiste, en particulier de son appareil central, le Bureau politique, d'entrer dans la voie de la normalisation de la situation existante, son désir de donner au peuple la possibilité réelle de diriger la société. Seule, une telle façon d'aborder le problème permettrait, comme l'écrivait Sakharov, « *de laver ce sang et cette boue qui ont souillé notre drapeau* ».

Dans le domaine économique, celui de la production et de la consommation, les méthodes de direction bureaucratiques et sectaires doivent être surmontées grâce à la transformation correspondante des rapports de production, qui donnerait aux travailleurs le droit d'élire leurs représentants dans les organismes de direction et à la tête des syndicats, le droit de participer activement aux opérations financières de leur entreprise. La principale tâche des syndicats ne doit pas être d'appliquer la politique décidée par le gouvernement, mais de résoudre les tâches essentielles, liées à l'amélioration du niveau de vie des travailleurs ; ils doivent être indépendants financièrement de l'appareil d'Etat. Les travailleurs doivent avoir le droit légal de critiquer leurs dirigeants ; ils doivent avoir le droit de grève si la direction de l'usine, les syndicats ou les organismes de contrôle refusent de satisfaire leurs justes revendications ou de rechercher les moyens de résoudre tel ou tel problème lié au développement de la production.

Il faut abolir immédiatement tous les privilèges illégaux qui existent actuellement pour une partie de la population, et établir le contrôle populaire sur la consommation de l'élite dirigeante. Il faut établir des grilles de salaires, contrôlées par des organismes sociaux, qui tiennent compte de la valeur effective du travail et satisfassent de nombreuses revendications justifiées des travailleurs. Tout cela permettrait de réduire considérablement les différences qui existent entre dirigeants et dirigés dans les rapports socio-économiques, ce qui constitue précisément l'un des principes fondamentaux du socialisme.

En ce qui concerne la science, l'art, la littérature et, d'une façon générale, le patrimoine culturel du peuple, qui est le champ d'activité d'une partie importante de notre peuple, l'intelligentsia, il faut réviser le point de vue dépassé et particulièrement néfaste pour la cause du socialisme sur le rôle de l'intelligentsia dans l'Etat du peuple tout entier, qui consiste à proposer à la partie la plus avancée et la plus progressiste du peuple de se soumettre à la volonté et aux intérêts de la classe ouvrière, en oubliant que l'intelligentsia de l'Union soviétique est issue du peuple et a été

éduquée par lui, sur la base de ses hautes traditions et de sa culture. Une telle exigence concernant une quelconque subordination à la classe ouvrière signifie en réalité la subordination au Parti, à son appareil central, à son actuelle politique stalinienne de répression, à ses bureaucrates. Mais qui peut affirmer que la politique menée par les bureaucrates au nom du peuple, de la justice et du progrès est une politique juste ? Le stalinisme en est la réfutation la plus éclatante.

Le socialisme, par son essence même, a engendré l'intelligentsia qui, de plus en plus nombreuse, organisée, unie, enterrera sous les décombres de l'histoire, avec tout le peuple de notre Union, la bassesse et la lâcheté qui se sont installées dans notre mouvement. Et l'esprit se libérera enfin de la chair qui l'étouffe.

\*  
\*\*

Mais que faire si, trouvant raisonnable l'ordre existant, on rejette toute critique des formes sociales, si l'on appelle vérité des propositions dogmatiques, si l'on voit l'accomplissement d'un devoir dans l'espionnage et la barbarie, si la non-résistance au mal est considérée comme la vertu la plus haute, si enfin les égoïstes et les démagogues au pouvoir maintiennent des lois non écrites, opposées à l'essence même du socialisme ?

Alors, la lutte venue d'en bas, la lutte organisée du peuple ; alors le travail le plus acharné attendent celui qui s'engagera consciemment dans la lutte ; il lui faudra ébranler une montagne d'inertie, de marasme, d'adaptation et de passivité, rechercher parmi des centaines d'indifférents celui qui pourra être éveillé, organiser enfin, à partir de protestations isolées, vouées à l'échec, la force sociale nécessaire à la victoire. Le temps est venu où chaque savant, chaque écrivain, chaque ouvrier, chaque étudiant, chaque paysan, chaque employé doit regarder le chemin parcouru et décider pour lui-même : serai-je l'un de ceux qui sont prêts à se sacrifier pour le progrès, pour l'avenir de nos enfants, ou serai-je l'observateur passif d'une multitude de maux, soigneusement dissimulés sous le mensonge et l'arbitraire ? Celui qui s'engagera sur le chemin de la lutte devra se souvenir que les responsables de la réaction ont pour eux le pouvoir, les instruments de la terreur et l'expérience de la terreur.

La première tâche, sur cette voie, pour limiter le nombre des victimes et atteindre le but au plus tôt, est de soutenir par tous les moyens l'aile progressiste dans l'appareil supérieur du Parti et de l'Etat, et, localement, de pousser en avant dans les soviets, à la direction de nos organisations du Parti, les hommes dévoués à la cause du peuple ; nous favoriserons ainsi la prépondérance des forces qui aspirent aux changements et aux réformes progressistes. L'axe principal, essentiel, de notre lutte, à l'étape actuelle, consiste à faire connaître le plus complètement et le plus honnêtement possible toutes les actions contraires aux lois commises par les bureaucrates du Parti et de l'Etat dans tous les domaines de leur activité. Il faut diffuser sans cesse dans la population les informations concernant tous les procès politiques illégaux, les arrestations et

les licenciements, les rétrogradations injustifiées, les convocations au K.G.B. (\*), les internements en hôpital psychiatrique. Il faut livrer à la publicité les documents où s'expriment les protestations des représentants du peuple contre l'iniquité et l'arbitraire ; il faut diffuser dans la population les textes complets du programme d'action du P.C. tchécoslovaque et de la réponse du Comité central du P.C. tchécoslovaque à la lettre des cinq participants à la rencontre de Varsovie (11), car la cause qu'a embrassée le peuple tchécoslovaque est aussi la nôtre. Il faut dénoncer par tous les moyens les mensonges de l'information officielle concernant les causes et le déroulement des événements, à l'intérieur du pays comme à l'étranger, et dévoiler en particulier les buts réels de notre gouvernement à l'égard de la Tchécoslovaquie, qui étaient d'étouffer la liberté intellectuelle dans ce pays. Une époque nouvelle naît dans les douleurs, et la graine plantée en terre portera tôt ou tard ses fruits.

La diffusion de l'information dans les fabriques, les usines, les écoles, à l'aide de brochures, d'appels, de protestations, doit se faire en plein accord avec la Constitution, où il est dit de la liberté de parole et de la liberté de la presse que « ces droits des citoyens sont garantis par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations d'imprimeries, de réserves de papier, de locaux... indispensables à leur réalisation » (Constitution de l'U.R.S.S., chap. X, art. 125).

Cependant la seule diffusion de l'information parmi la population ne peut, par elle-même, constituer une arme contre le néostalinisme, l'iniquité et l'arbitraire. Il faut agir, et ce toujours en accord avec la Constitution, qui garantit au peuple les moyens d'exprimer sa volonté : liberté de se réunir et de tenir des meetings, liberté d'organiser des marches et des manifestations de rue : « Ces droits des citoyens sont garantis par la mise à la disposition des travailleurs... des bâtiments publics, des rues, des moyens de communication et autres conditions matérielles nécessaires à leur réalisation » (idem).

Il faut exiger du gouvernement qu'il rende compte dans le détail devant le peuple de son activité en politique intérieure et extérieure, par exemple qu'il explique au peuple sur la demande de qui nos troupes ont été introduites en territoire tchécoslovaque, la nuit du 20 au 21 août ; pourquoi l'appel anonyme « d'un groupe de membres du C.C. du P.C. tchécoslovaque, du gouvernement et de l'Assemblée nationale (12) », n'a été publié dans les journaux

(11) La *Lettre des cinq* est le document par lequel, en juillet 1968, les représentants des cinq partis communistes de l'U.R.S.S., de la Bulgarie, de la Pologne, de l'Allemagne de l'Est et de Hongrie invitèrent publiquement la direction du P.C. tchécoslovaque à rompre avec la « démocratisation » pour « sauver le socialisme ».

(12) Ce texte d'un groupe de membres du C.C. du P.C. tchécoslovaque courageusement anonymes, publié dans le numéro « spécial » de la *Pravda* du 22 août consacré à la Tchécoslovaquie, appelait les troupes du pacte de Varsovie au secours du socialisme. Ces anonymes auraient dû former l'embryon d'un « gouvernement ouvrier et paysan » stalinien, mais sans la moindre base politique cette tentative ne put être menée à bien. On peut supposer que parmi ces signataires anonymes se trouvaient Indra, Kolder, Bilak, Strougal.



soviétiques que le 22 août ; ne s'agit-il pas là d'un faux, fabriqué de toutes pièces, d'un prétexte à l'invasion, destiné à justifier tant bien que mal l'agression devant l'opinion internationale ? Il serait bon d'expliquer au peuple de notre pays quel tort économique, social et politique a causé cette invasion au peuple tchécoslovaque ; il conviendrait d'expliquer au peuple de notre pays comment cette invasion peut être conforme à la Charte des Nations Unies, alors que ni le présidium de la république, ni l'Assemblée nationale, ni le gouvernement, ni le C.C. du P.C. tchécoslovaque n'avaient été avertis, ce dont font foi les déclarations officielles de l'agence C.T.K. ; et d'expliquer si la balance entre la guerre et la paix n'a pas, de ce fait, penché vers la guerre. Il convient de demander au gouvernement et au C.C. de quelle façon les dirigeants légaux de la Tchécoslovaquie, I. Smrkovsky, O. Cernik et A. Dubcek sont apparus à Moscou, alors que la population de la capitale n'avait accueilli, le 23 août, que le président L. Svoboda. On voudrait savoir quel tort a été porté au mouvement communiste international par de tels actes de notre gouvernement.

On souhaiterait savoir pourquoi le *Manifeste des deux mille mots* du communiste L. Vaculik, publié en Tchécoslovaquie et sévèrement condamné par le B.P. du C.C. du P.C.U.S., a été repris dans la *Literatournaïa Gazeta* n° 28 sous la forme de citations isolées les unes des autres et reliées entre elles par la fantaisie débridée du journaliste. Il en a été de même pour les documents politiques tchécoslovaques les plus importants. Arracher des citations à leur contexte, les assortir d'un commentaire tel que le sens du document se change en son contraire et les donner au lecteur — vas-y voir ! De tels commentaires redeviendraient-ils à la mode ? Ou peut-être les citoyens de l'Union soviétique sont-ils politiquement si incultes, si peu majeurs que, sans les services de ce « journaliste » (13) errant de revue en revue, ils ne seraient pas capables de comprendre de quoi il retourne ? N'est-ce pas là une politique bien grossière ? On voudrait aussi savoir : est-ce que la lettre du B.P. du C.C. du P.C.U.S. aux communistes sur la situation en Tchécoslovaquie n'est pas une véritable moquerie à leur égard ? (l'information qu'on leur donnait était plus incomplète encore que dans la *Pravda* ou les *Izvestia*) ; et le groupe de journalistes qui a rédigé le volume « *Sur les événements en Tchécoslovaquie* » (14) ne se moque-t-il pas du peuple ? Ces derniers temps, les journaux sont pleins de déformations grossières de la vérité, en particulier sur les événements survenus à l'étranger, et de déclarations on ne peut plus laconiques quant à l'activité du Parti et du gouvernement. De nombreux ouvrages, autrefois autorisés, sont de nouveau interdits, par exemple le livre de Nekritch *Le 22 juin 1941*. Mais on a édité le livre de

(13) Sans doute pseudonyme utilisé pour des éditoriaux particulièrement infâmes.

(14) *Livre blanc* constitué par des journalistes soviétiques « démontrant » la monie de la contre-révolution en Tchécoslovaquie.

S. M. Chtemenko : *L'état-major pendant la guerre* (15). Le premier livre est paru en 1965, le second en 1968. Le premier montre l'activité criminelle de Staline, alors que l'Allemagne se préparait à envahir l'U.R.S.S., le second le « génie » de Staline pendant la guerre ! Ajoutons que l'auteur du premier a été exclu du Parti pour avoir dit la vérité.

Ne pas voir cela, c'est coopérer consciemment au mensonge et à la tromperie, c'est coopérer consciemment à l'iniquité et à l'arbitraire.

Dans le domaine de l'art et de la littérature, de la liberté de penser et de créer, il faut protester activement contre les interdictions de livres, contre l'impossibilité d'en discuter. Il faut mettre fin à la contrainte qui pèse sur les œuvres littéraires, que leurs auteurs sont forcés de remanier selon les exigences d'une politique officielle changeante, selon les directives du Parti en matière de littérature et d'art. Une telle activité de la censure porte un dommage irréparable au grand patrimoine littéraire de tous les peuples d'Union soviétique.

Il faut exiger la publication des œuvres de A. Soljenitsyne *Le pavillon des cancéreux* et *Le premier cercle*, des œuvres de V. Aksionov, E. Evtouchenko, A. Voznessensky et autres, dont la création n'est pas soumise au verdict populaire pour des considérations politiques. Il faut exiger que soient libérés des camps Siniavski et Daniel, et que leurs œuvres soient publiées, notamment les nouvelles *L'audience est ouverte* et *Lioubimov* de Siniavski, *Ici Moscou* de Daniel, ainsi que ses récits *Les mains*, *L'expiation*, etc.

Il faut exiger la libération de Boukovski et la révision du procès de Guinzbourg et Galanskov, la libération de Litvinov, Delaunay, Larissa Daniel et de leurs camarades.

Le temps est venu de protester énergiquement contre la domination d'un groupe incontrôlé de partisans de la politique stalinienne ; le temps est venu d'une résistance décidée à la situation actuelle, où l'appareil du Parti décide ce que peut le peuple et ce qui lui est interdit ; le temps est venu d'éloigner du pouvoir les bureaucrates, les fonctionnaires, les dogmatiques et les staliniens. Le temps est venu, pour le Parti, de regarder son peuple en face et de réviser son activité.

Si tous ces moyens de lutte ne donnent pas de résultat positif, le temps mettra à l'ordre du jour la constitution d'un nouveau parti, qui, par une lutte idéologique acharnée, mènera la société socialiste à la victoire de la sagesse, de la justice et de l'humanisme, qui mènera à l'épanouissement de la liberté intellectuelle dans notre pays.

(15) Nekritch a publié sur les origines et les causes des défaites subies par l'U.R.S.S. dans les premiers mois de la guerre mondiale un ouvrage, *Le 22 juin 1941*, mis au pilon peu après sa parution et publié en français sous le titre de *L'armée rouge assassinée* (Grasset). Chtemenko : général auteur de souvenirs de guerre flagorneurs.

## CONCLUSION

L'auteur est conscient que les idées exposées ici n'épuisent pas, dans toute sa complexité, la situation de notre pays, mais il a souhaité, une fois de plus, rappeler les horreurs des purges staliennes, qui ne doivent pas se reproduire. La répétition de telles erreurs serait un crime. « *L'important n'est pas qui triomphe, mais ce qui triomphe* — écrivait le révolutionnaire P. L. Lavrov, contemporain de Marx. *C'est le triomphe de l'idée qui importe. Et si l'idée a été vidée de son contenu, alors le parti a perdu la signification même de la cause qu'il défend, cette cause a cessé d'exister et il n'y a plus que des rivalités personnelles... Et on attendra la venue d'hommes nouveaux qui prononceront des paroles fortes et immortelles, qui leur redonneront un sens, les matérialiseront dans l'action.* »

LA RUSSIE ATTEND DES HOMMES NOUVEAUX.

ALEXIS KOSTERINE

Le 24 octobre 1968

**POURQUOI JE DEMISSIONNE DU P.C.U.S.**

*Si nous avons reproduit cette lettre après la brochure sur les funérailles de Kosterine, ce n'est pas par inadvertance. Cette lettre pose, en fait, avec discrétion, mais nettement, le problème du second parti. Kosterine, déjà exclu deux fois du parti communiste de l'U.R.S.S., s'était battu deux fois pour s'y faire réintégrer. Au lendemain de l'invasion de la Tchécoslovaquie, il décide de démissionner et affirme que, en dehors du Parti, il restera un marxiste-léniniste.*

*Le vieux bolchevik Kosterine sait ce que veut dire ce qu'il écrit. S'il affirme qu'il restera un marxiste-léniniste en dehors des cadres du parti communiste de l'U.R.S.S. — après avoir été l'un des cinq signataires de la lettre du 29 juin aux communistes tchécoslovaques — c'est qu'il pose la nécessité du second parti : marxiste-léniniste, il sait qu'il ne peut pas l'être « individuellement », et c'est pourquoi, ne voyant sans doute pas d'autres possibilités historiques, il s'était auparavant battu deux fois pour être réintégré dans le P.C.U.S. Sa nouvelle attitude constitue un tournant capital pour le petit noyau rassemblé par lui ; neuf mois plus tard, ce noyau prendra la décision de créer le Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques.*

*Il perçoit, en fait, la nécessité inévitable d'un renversement de la bureaucratie, mais ne sait comment le concevoir. Il est probable, enfin, que la confusion qui le mène à élaborer soigneusement un programme de réformes, que lui-même, en fin de compte, juge vaines, n'est que la traduction déformée du sentiment qu'il faut effectuer des changements politiques sans mettre en cause les bases*

*essentielles du régime. L'incapacité à définir la révolution politique et à la distinguer radicalement de la révolution sociale dans les pays capitalistes ne peut qu'engendrer cette hésitation et ce balancement entre un réformisme sceptique et l'idée réticente d'un combat révolutionnaire pour chasser la bureaucratie parasitaire du pouvoir qu'elle a usurpé dans une période favorable, aujourd'hui révolue.*

Au Bureau politique du comité central du P.C.U.S.

*Copies :*

- au comité de rédaction du journal la *Pravda* pour publication ;
- au comité d'arrondissement du Parti de Frounze ;
- à l'organisation du Parti de l'Union des écrivains de Moscou.

Chers camarades,

Au cours des derniers mois j'ai adressé à ma cellule et au Comité central plusieurs lettres critiquant toute une série de phénomènes négatifs de la vie interne du Parti et de la vie sociale de notre pays. J'insistais pour que tous les problèmes que j'y soulevais donnent lieu à une discussion publique, afin que, après en avoir débattu calmement, dans un esprit de parti, on indiquât en quoi et pourquoi j'avais tort et, si j'avais parfois raison, que l'on me soutînt afin de parvenir à donner une solution positive à ces problèmes dans les instances correspondantes du Parti et de l'Etat.

Nul ne peut nier, je crois, que j'avais un droit indiscutable en tant que membre du Parti, droit indiscutable que me garantissent les statuts du Parti, à effectuer cette démarche.

Ce qui a suivi, cependant, contredit tout autant les statuts du Parti que le simple bon sens.

On m'a informé que le comité du parti de Moscou devait débattre de mes lettres le 17 octobre de cette année.

Pour raison de santé, je n'ai pas pu assister à cette réunion : à la suite d'un grave et double infarctus — le second ! — qui m'a récemment terrassé, les médecins m'ont catégoriquement interdit de participer à des discussions exigeant une grande tension nerveuse. Et comme j'avais exposé et argumenté très clairement et de façon très convaincante les problèmes que je soulevais, je considérais que l'on pouvait en discuter en mon absence, et j'y ai donné donc mon accord.

Il apparaît que l'on n'a pas procédé à l'examen du contenu de mes lettres. Au lieu d'en discuter, on leur a collé, de façon parfaitement gratuite, l'étiquette d'« *antiparti* » et d'« *antisoviétique* », et l'on m'a exclu du Parti pour les avoir écrites.



On a ainsi commis plusieurs violations grossières des statuts du P.C.U.S. :

1. Le problème de mon appartenance au Parti a été réglé sans consulter mon organisation de base.

2. On m'a exclu pour avoir exercé le droit imprescriptible d'un membre du Parti : s'exprimer sur n'importe quelle question devant le Parti, présenter des propositions et les défendre jusqu'à ce qu'une décision soit prise à leur sujet.

3. Le procès-verbal de la réunion et la décision du comité du Parti ont été transmis sur-le-champ au comité d'arrondissement, sans que j'en aie préalablement été informé.

4. On ne m'a pas transmis non plus le procès-verbal des délibérations du comité d'arrondissement, où l'on avait déjà manifestement décidé de « régler » le problème de mon exclusion avec une rapidité foudroyante.

Ainsi se trouvait confirmé ce que je supposais, à savoir que l'on n'examinerait pas les questions que je soulevais, mais seulement le fait d'avoir envoyé les lettres où je les posais. Leur contenu — le fond des problèmes — n'a pas, lui, été examiné.

On a collé à la légère sur mes lettres l'étiquette d'« anti-parti ». On m'a, une fois encore, reproché d'avoir pris la défense d'une petite nation, en l'occurrence la défense des Tatares de Crimée. Pour être conséquent, le comité du Parti aurait dû m'accuser en même temps d'avoir pris la plume pour défendre les Allemands de la Volga et les Turcs. Il aurait dû rappeler aussi qu'en 1958 on m'avait déjà exclu du Parti pour avoir pris la défense du peuple tchetchène-ingouche. Il aurait dû me reprocher d'avoir, dans les premières années de la révolution, défendu, les armes à la main, la politique léniniste des nationalités et le droit à l'égalité nationale des petits peuples.

Ce qui m'est arrivé n'est pas accidentel. Cela découle de la ligne générale de l'actuelle direction du Parti. Le Bureau politique du comité central lui-même ne respecte pas les lois du Parti, il n'en tient pas compte. Malgré les décisions du XXII<sup>e</sup> et du XXIII<sup>e</sup> congrès du Parti, on procède « en douceur », mais avec insistance, à la réhabilitation du nom et des actes inhumains de Staline. Dans la pratique, les méthodes staliniennes acquièrent de plus en plus droit de cité.

Comme sous Staline, la liberté de parole, la liberté de la presse, la liberté de tenir des réunions, la liberté de tenir des meetings, la liberté de faire des cortèges et des manifestations de rue n'existent que dans les formules inscrites dans la Constitution. Dans la pratique, on arrête tous ceux qui tentent de jouir des droits que leur reconnaît la Constitution, et ceux qui protestent contre cet arbitraire, on les exclut du Parti, on les met à la porte de leur travail, on les place sous la surveillance continue des agents du K.G.B., on leur ferme la bouche par toutes les méthodes possibles, y compris les plus répugnantes.

Comme sous Staline, toute une série de minorités nationales sont victimes de persécutions sauvages, de discrimination et de véritables actes de génocide.

Les manifestations du stalinisme sont particulièrement vigoureuses dans le domaine de la politique extérieure. L'exemple des événements de Tchécoslovaquie en est une illustration particulièrement frappante. La direction suprême du Parti et de l'Etat soviétiques n'a pas craint — sans tenir compte des intérêts véritables de notre pays et du mouvement communiste mondial — de mettre le monde au bord d'une catastrophe thermonucléaire ; elle a fourni aux extrémistes de l'impérialisme des arguments pour accroître la tension internationale, elle a infligé une défaite morale d'une ampleur incroyable à notre pays et au mouvement communiste international. Et tout cela, à seule fin de défendre ses étroits intérêts de caste.

Un climat d'oppression continue à régner dans le Parti. L'appareil du Parti, trié et sélectionné à la stalinienne, se lance, dans l'unanimité, à l'assaut de quiconque exprime un doute, quel qu'il soit, sur sa politique, ou tente de critiquer un quelconque membre de la direction du Parti et de l'Etat.

Dans notre Parti, aujourd'hui, on vous interdit de discuter, on vous refuse le droit de penser. On vous en exclut pour la seule raison que vous avez formulé des propositions qui vous paraissent bonnes, mais qui ne sont pas conformes aux prescriptions qui pleuvent d'en haut. Seul peut demeurer dans ce parti celui qui, sans raisonner, exécute les ordres venus d'en haut, et qui considère sa présence dans le Parti comme un sauf-conduit pour assurer son propre bien-être.

Je prévois ce que sera la décision du comité d'arrondissement du Parti, car j'ai connaissance de certains faits d'exclusion du Parti décidés par des comités sans qu'il en ait été discuté dans les organismes de base. Mais je ne veux pas aller au comité d'arrondissement pour y recevoir une « correction ». Je n'en ai ni la force ni la santé. Je pouvais encore supporter ces corrections en 1937, lorsqu'elles entraînèrent mon arrestation, mais plus aujourd'hui.

En signe de protestation contre les violations grossières des statuts du Parti, et afin de me libérer de la discipline du Parti, qui me prive de la liberté de penser, je démissionne du parti communiste de l'Union soviétique, et je vous retourne ma carte de membre du Parti, n° 8293698.

Je prends cette décision en toute conscience et dans l'espoir qu'elle obligera les vrais communistes à réfléchir sérieusement sur ce qui se passe, tant à l'intérieur de notre Parti que dans l'ensemble de notre société.

Si le Comité central voit quelque intérêt à ce que tous les membres du Parti, y compris l'appareil, observent les statuts, il prendra une décision publique sur mon cas personnel et punira tous ceux qui se rendent coupables de violations des statuts.

Dans ce cas, je reviendrai sur ma décision de démissionner du Parti, et je continuerai à mener la lutte contre le stalinisme en restant dans ses rangs et en me soumettant à sa discipline.

Mais avec ou sans carte du Parti j'ai été, je suis et je resterai un communiste marxiste-léniniste, un bolchevik. Toute mon existence, de ma jeunesse à ma mort, en témoigne.

Si je me trouve en dehors du Parti, je continuerai à lutter, comme j'ai lutté pour mes idées marxistes-léninistes, pour leur application démocratique dans l'existence, en utilisant tous les droits que me reconnaissent notre Constitution et la déclaration des droits de l'homme adoptée par l'O.N.U. et signée par notre gouvernement,

## LXIII

Janvier - Mai 1968

### QUATRE LETTRES REÇUES PAR PAVEL LITVINOV

*Tous les opposants mettent leur adresse et, en général, leur numéro de téléphone au bas des textes qu'ils signent. Ils reçoivent donc toujours un écho à leurs initiatives. Le Samizdat a fait circuler un recueil de lettres adressées à Litvinov à la suite de l'Appel à l'opinion publique mondiale qu'il a publié avec Larissa Daniel, et que la radio occidentale a citée. Certaines l'insultent. D'autres, comme les quatre que nous avons choisies, traduisent, avec plus ou moins de crainte, de réticence et d'hésitation, une aspiration à la lutte organisée qui dépasse ainsi manifestement le cercle des opposants.*

[Moscou, le 24 janvier 1968]

Nous sommes fiers de votre courage !

Vous êtes le digne petit-fils de votre grand-père, d'un communiste authentique, qui a défendu dans le monde entier les droits du citoyen soviétique contre l'arbitraire (1).

C'est avec joie que nous constatons qu'il existe des hommes courageux qui sont prêts, au prix de leur situation et même de leur vie, à exprimer librement leur opinion, pour le bien de la justice.

(1) Maxime Litvinov (1896-1951), vieux bolchevik, commissaire du peuple aux affaires étrangères de 1930 à 1939, partisan de l'alliance entre l'U.R.S.S. et les démocrates bourgeois — limogé lors du rapprochement avec Hitler.

Si, dans notre siècle cruel (2) de régime policier, il se trouve des hommes pour dire ouvertement ce que pensent beaucoup d'autres et pour combattre pour les droits que la Constitution nous reconnaît, cela veut dire que la Russie ne succombera pas dans un sommeil léthargique. Elle se relèvera, pays réellement libre où régnera la justice au degré le plus élevé, pays authentiquement socialiste où bureaucratie, lâcheté et despotisme dépériront. En cet avenir nous avons foi ! Et si vous ne vous exprimez pas là-dessus dans les colonnes de vos journaux, ce n'est pas votre faute. Nous vous souhaitons succès et courage !

Même s'il ne se trouve encore qu'un petit nombre d'hommes courageux pour vous soutenir — ces hommes existent. Il est lamentable que, aujourd'hui encore, ce soient les hommes véritablement dignes de ce nom qui peuplent les prisons, parce qu'ils s'efforcent de défendre les droits de l'être humain à la dignité humaine.

Nous croyons au triomphe de la justice. Toutes les forces progressistes du monde sont de votre côté.

Gardez courage ! Et soyez remercié pour votre exemple valeureux et pour votre appel. Ils entreront dans l'histoire.

UN GROUPE QUI SE SENT SOLIDAIRE DE VOTRE ACTION.

(A ce groupe appartiennent des J.C., des communistes et des sans-parti, tous indignés contre ceux qui étouffent le droit que nos pères, les révolutionnaires, ont arraché par tant de combats sanglants. Nous combattons, et nous défendrons la Constitution soviétique. La Russie vivra sans le régime politique du M.G.B. (\*) !)

\*

\*\*

[Moscou, le 13 mars 1968]

Bonjour à vous, Pavel Mikhailovitch.

Mes amis et moi avons suivi avec beaucoup d'attention votre action pour la défense de Bukovski, de Galanskov et des autres. Ces jeunes hommes ont essayé de démontrer devant le tribunal que leur activité était restée dans le cadre de la Constitution. Mais il y avait en fait deux constitutions dans la salle du tribunal : l'une sur le siège du juge, l'autre sur le banc des inculpés. Sur le siège du juge se tenait la Constitution stalinienne, qui n'a pas défendu contre l'arbitraire une seule des millions de victimes qui avaient recours à elle.

Mais ce qu'on jugeait avec les accusés, c'était la constitution de l'avenir, que redoutent dès aujourd'hui les successeurs de Iagoda, de Iejov et de Beria. Elles les obligera à observer chaque syllabe de ses lois. Provisoirement, cette constitution n'existe pas

(2) Allusion à un poème de Pouchkine, *Le monument* (1836), dans lequel le poète écrit que le peuple l'aimera longtemps « car, dans mes années cruelles, j'ai chanté la liberté ».



encore ; elle est internée dans les camps, avec ces condamnés qui sont entrés en lice pour son droit à l'existence.

La réalité qui nous entoure actuellement ne peut être qualifiée de *socialisme* au sens des auteurs du *Manifeste communiste*, car socialisme signifie, entre autres choses, liberté intellectuelle et confiance de l'homme en son droit à une libre critique. Combattre pour le socialisme, cela signifie aujourd'hui combattre contre ceux qui usurpent le pouvoir, contre ceux qui pervertissent l'opinion publique, à quelque parti qu'ils appartiennent.

Quelques mots sur moi-même. Je suis ingénieur, j'ai 34 ans. Il y a quelques années, j'ai eu l'honneur de suivre les cours du soir de la faculté de philosophie, à l'université du marxisme-léninisme.

Je serai heureux d'avoir de vos nouvelles.  
Respectueusement.

(Signature, adresse.)

\*  
\*\*

[Tachkent, le 30 avril 1968]

Cher Pavel Mikhailovitch,

Ces lignes que vous allez lire, je ne les aurais jamais écrites si je n'étais pas convaincu que vos amis et vous n'êtes pas poussés par de bas instincts, que vous désirez sincèrement servir le peuple et que vous êtes des hommes honnêtes et courageux.

Ce que je suis aujourd'hui, je le dois à ma mère, qui m'a appris à vivre honnêtement, à Marx, qui m'a ouvert le monde, et à la classe ouvrière, qui a donné pour moi son contenu réel à ce monde pensé. Je n'ai été ouvrier que peu de temps, mais je l'ai été consciemment et je ne le regrette pas. Je suis devenu partie intégrante et indissoluble de cette classe et, par-là, également partie intégrante et indissoluble du peuple travailleur. Leurs rêves sont devenus mes rêves, leurs joies mes joies, leurs peines mes peines. J'ai fondu mes petits rêves avec le grand rêve, mes petites joies avec la grande joie et mes petites peines avec la grande peine du peuple. Et l'âme simple du peuple travailleur, valeureuse et consumée de désir pour d'authentiques hauts faits, s'est ouverte à moi. Je ne sais pas si je réussirai à exprimer avec des mots la centième partie de ce que j'éprouve lorsque j'examine en pensée le dernier demi-siècle. La colère, le mépris et le deuil déchirent mon âme, des larmes me viennent aux yeux. Mais je n'ai pas honte de ces larmes — c'est un grand bonheur de pleurer les larmes du peuple. Cela n'est pas donné à tout le monde, et n'arrive peut-être qu'une fois dans une vie. J'ai acquis le droit de parler au nom des travailleurs. Je ne l'ai pas acquis aisément. Je l'ai gagné par un long effort sur moi-même. Fasse Dieu que je le conserve.

Ecoutez-moi, je vous prie, je vous dévoile ce qui est le plus profondément dissimulé dans l'âme du peuple travailleur, ce

qu'on ne montre qu'à ses amis les plus proches, quand le cœur souffre, et seulement quand on ne peut plus se taire.

« *Liberté et démocratie, les droits les plus essentiels de l'homme...* » Nous avons, au cours de ce siècle, entendu beaucoup de grands mots. Et des hommes sont venus, qui nous ont montré le chemin de la liberté. Nous les avons crus et nous les avons suivis. « *Nous ne sommes rien, soyons tout !* » — dans les plus cruels tourments est née notre liberté désirée. A chaque pas vers elle, le sol a été abreuvé de sang. Mais le monde entier a vu que nous ne sommes pas des esclaves, que nous ne savons pas seulement vivre pour la liberté, mais aussi mourir pour elle.

Et nous avons conquis cette liberté. Nos échine courbées se sont redressées. Nous avons marché fièrement, la tête droite. « *Le monde va changer de base* » — nos mains vigoureuses, modelées par le travail, applaudissaient, nous brûlions d'un indomptable enthousiasme créateur. Mais nos chefs, qui nous avaient montré le chemin de la liberté, ne nous apprirent pas comment il fallait construire ce « *monde nouveau* ». Tel le cyclope aveuglé, nous nous précipitâmes ici et là, ne comprenant rien, semant le trouble et le chaos. Nous rendîmes nos ennemis responsables de nos échecs et — pourquoi le dissimuler ? — nous anéantîmes maintes vies innocentes. Maintenant, nous comprenons que notre plus grand ennemi, c'était la liberté. En 1929, nous étions réduits à des rations de famine pour sauver, de n'importe quelle manière, la situation. Affamés, pieds nus et démunis de tout, nous essayions encore et encore de prendre d'assaut le « *monde nouveau* ». Mais on ne peut abattre un mur avec sa tête. Il nous fallut toujours davantage nous convaincre qu'une liberté sans but n'est pas un bonheur mais un malheur, et que nous étions devenus ses esclaves. Il nous fallut soumettre cette liberté et ses aspirations brûlantes à des actes créateurs. Il nous fallut le faire pour obtenir au moins une partie de ce pour quoi nous avions payé de notre sang. Nos dirigeants, oui, ils ne cessaient de nous appeler à nous obstiner, à être valeureux, à nous sacrifier — comme si nous avions eu besoin d'eux pour cela — et ils nous parlaient de la véritable liberté. Et ils se battaient entre eux. Nous, cependant, affamés et pieds nus, nous étouffions sous le poids de cette « *véritable liberté* ». Nos chefs nous avaient trahis. Leur trahison consistait en ce qu'ils n'ont pas rempli leur devoir, leur devoir de chefs, qui est de nous montrer le chemin. Quelques-uns d'entre eux ont déjà disparu, et les autres les suivront — la vie de l'homme n'est pas éternelle. Mais leur souvenir restera. Ce ne sera toutefois pas la mémoire du cœur qui le conservera. Ce sera la froide mémoire de la raison, qui démasque, sans égards ni réserve, toute l'horreur de la trahison.

Nous ne le leur avons pas pardonné. Nous avons commencé par étrangler notre liberté par les mains de ces traîtres bavards (et ceux qui ne voulaient pas devenir des bourreaux, nous les avons tout simplement anéantis, en les baptisant « *ennemis du peuple* »). Il n'y a pas lieu de leur reprocher d'être devenus des tyrans. Ce n'est pas de leur faute. C'est nous qui en avons fait des tyrans.

Ce fut notre vengeance pour leur trahison. Nous avons commencé par ramper servilement devant eux, par les couvrir d'éloges, par leur chanter des hymnes de louange, et nous avons ainsi fait sortir en pleine lumière quelques-uns des aspects les plus vils et les plus effroyables de l'âme humaine. Nous nous moquions d'eux. Mais comment auraient-ils pu le comprendre ? Comment auraient-ils pu comprendre que toutes nos litanies, tout ce déploiement de faiblesse d'esprit, n'étaient qu'une plaisanterie macabre, un sarcasme jeté à ces « marxistes-léninistes » qui avaient trahi leur peuple. La Tchéka (\*) — cette épée vengeresse de la révolution — nous en avons fait un monstre, et auprès de ses crimes pâlissaient toutes les atrocités de la police secrète tsariste. Liberté ! Démocratie ! Droits de l'homme ! — nous avons fait une dérision, dans notre constitution, de ces phrases creuses et mensongères, que venait démentir une réalité cruelle et sombre.

Liberté ! Nous reconnaissons la nécessité de la tyrannie et nous étions libres. Démocratie ! — c'était le nom de la tyrannie. C'était notre pouvoir effroyable, repoussant, mais — comprenez-vous ? — c'était *notre* pouvoir. L'aveugle ne peut aller de l'avant, mais en arrière non plus il n'y avait pas d'issue. Les droits de l'homme ? Quel mensonge ! Chacun se trouvait placé devant ce choix : ou nous montrer le chemin, ou se soumettre à la tyrannie. Mais il y a eu des hommes qui, même s'ils ne savaient pas trouver d'issue, ne s'inclinèrent pas devant la tyrannie. Et ces têtes orgueilleuses, nous les fîmes tomber. Par la bouche de nos maîtres, nous les déclarâmes ennemis et traîtres. Nous ne pouvions faire autrement. Tous ceux qui s'en prenaient à ce pouvoir devenaient involontairement nos ennemis à nous aussi. Mais ils ne devenaient pas des traîtres. Leurs cœurs étaient loyaux et valeureux. De tels hommes ne commettent pas de trahison. Et, dans le cœur du peuple, leur nom restera éternellement inscrit comme celui d'hommes qui redressent fièrement la tête.

Ainsi fut cette époque. Et maintenant, des hommes se lèvent de nouveau, et de nouveau retentissent les mots de « *liberté* », de « *démocratie* », de « *droits de l'homme* ». Et de nouveau ces mots mensongers, mais séducteurs, blessent nos âmes.

Nous écoutons. Nous croyons que vous êtes des hommes honnêtes, sincères et courageux, et que dans votre cœur brûle une noble flamme. Nous vous souhaitons du bien, et nous ne voulons pas avoir une vie humaine de plus sur notre conscience. Et c'est pourquoi nous vous écoutons. Nous avons appris par une amère expérience que signifient « *liberté* », « *démocratie* », « *droits de l'homme* ». Cette leçon, nous l'avons payée de notre sang, d'années de folie et d'avilissement, nous l'avons payée de la conscience d'un peuple. Nous ne pouvons plus chanter « *la folie des braves* » (3). Les braves doivent avoir la tête claire.

(3) Dans un récit de Gorki, *Le chant du faucon*, figure un chant que récite un Tatar de Crimée ; dans ce chant se trouvent ces vers : « *Nous chantons glorieusement la folie des braves, La folie des braves est la sagesse de la vie...* » Tous les enfants les apprennent à l'école.

Pouvez-vous nous montrer le chemin ? Avez-vous des idées dignes de l'héritage d'Octobre ? Si oui, répandez-les. Nous vous suivrons, et nous ne demanderons ni liberté ni droits, et nous balayerons tout ce qui encombrera notre chemin vers le but. Mais si vous n'avez rien à nous offrir, alors allez-vous-en ! Nous savons bien nous-mêmes que cela ne peut continuer ainsi, nos mains se tendent vers des tâches vivantes. Mais nous ne voulons pas voir se répéter le passé — ce serait trop dur. N'empoisonnez pas nos âmes. L'âme du peuple s'est dévoilée devant vous, et vous avez pu apercevoir ce que ce peuple a souffert en un demi-siècle. Cela n'est pas fréquent. Cela n'arrive qu'à la veille d'une grande explosion. Tâchez de le comprendre.

Et je vous demande encore une chose. Le nom de l'auteur de ces lignes doit rester inconnu. L'âme du peuple ne doit pas porter de nom. Elle est anonyme.

(Signature, adresse.)

\*  
\*\*

[Arkhangelsk, le 1<sup>er</sup> mai 1968]

*A. P. Litvinov*

Il est regrettable que je n'aie pas la possibilité de m'entretenir personnellement avec vous. Il me faut donc utiliser une occasion qui se présente, et vous faire parvenir cette lettre par un ami.

Votre manifestation hardie m'est connue par la presse étrangère. Je vous soutiens entièrement, mais je me comporte de manière complètement passive.

La vie exige une intervention encore plus résolue pour réveiller les hommes de leur léthargie. Ce qu'il nous faut, c'est une organisation de tous les hommes honnêtes et hardis ; s'il en existe une, je voudrais en devenir membre.

Je vois de quelle manière cruelle et inhumaine on procède avec le peuple russe. On l'a trompé et on le traite comme du bétail. J'ai voyagé dans toutes les parties de la Russie, et je suis arrivé à la conclusion que voici.

Il est nécessaire de fonder un second parti, ou, plus exactement, de créer une force qui soit en situation de défendre tout ce qui est progressiste et de veiller à ce que personne ne laisse entamer ses convictions par la prison. Pour cela, on a besoin d'hommes hardis. Vous êtes du nombre. Ne voyez dans ma lettre, je vous prie, aucune provocation. Je voudrais agir, et c'est pour quoi je me tourne vers vous.

(Signature, adresse.)

## LXIV

Le 20 mai 1969

### **APPEL DU GROUPE D'INITIATIVE POUR LA DEFENSE DES DROITS CIVIQUES**

*(Au comité des droits de l'homme de l'O.N.U.)*

*Nous mettons ce texte en dernier parce que, comme nous l'avons exposé dans la présentation de ce chapitre, il représente, du seul fait qu'il annonce la formation publique d'une organisation, un pas en avant décisif.*

*La structuration exprimée par la formation simultanée d'un Groupe d'initiative et d'un Groupe de soutien, ainsi que la composition sociale très large de ces deux organisations, où dominent les ouvriers, les savants, les techniciens, tandis que les écrivains — qui constituaient naguère l'essentiel de l'opposition — n'y sont plus qu'une faible minorité, ne font que renforcer cette conclusion.*

1. Nous, soussignés, sommes profondément ébranlés par les persécutions politiques continues qui ravagent l'Union soviétique, et nous y voyons le signe d'un retour aux temps de Staline, aux temps où notre pays tout entier était pris dans l'étau de la terreur ; nous nous adressons au comité des droits de l'homme de l'O.N.U. pour qu'il prenne la défense des droits de l'homme foulés aux pieds dans notre pays.



2. Nous nous adressons à l'O.N.U. parce que nous n'avons reçu aucune réponse aux protestations et aux plaintes que nous avons adressées, pendant de longues années, aux instances suprêmes de l'État et de la justice de l'Union soviétique. L'espoir que notre voix puisse se faire entendre, que le pouvoir mette fin à l'arbitraire que nous avons régulièrement dénoncé, cet espoir s'est évanoui.

3. C'est pourquoi nous nous adressons à l'O.N.U. en présumant que la défense des droits de l'homme est une obligation sacrée de cet organisme.

4. Dans ce document, nous énumérerons les violations de l'un des droits essentiels de l'homme : le droit d'avoir ses propres idées et de les diffuser par n'importe quel moyen légal.

5. Au cours des procès politiques qui se déroulent en U.R.S.S., on peut souvent entendre la phrase : « *On ne vous juge pas pour vos opinions.* »

6. Cette affirmation est profondément mensongère. On nous juge précisément pour nos opinions. Lorsque l'on nous déclare que l'on ne nous juge pas pour nos opinions, on veut, en réalité, dire la chose suivante : vous pouvez avoir les opinions qui vous plaisent, mais, si elles contredisent la doctrine politique officielle, gardez-vous bien de les diffuser.

Et, de fait, les arrestations et les procès dont nous parlerons se produisent chaque fois que les hommes qui ont des idées d'opposants commencent à les diffuser.

7. Mais la diffusion des opinions constitue le prolongement naturel de ces opinions mêmes. C'est pourquoi l'article 19 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* affirme :

« *Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions, et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.* »

8. Ainsi, bien que le prétexte formel des persécutions soit la diffusion des opinions, en réalité on juge des hommes pour leurs opinions mêmes.

9. On les juge en les accusant de dénigrer la structure sociale et politique de l'Union soviétique avec l'intention de miner le régime soviétique (auquel cas on applique l'article 70 du code pénal (\*) de la R.S.F.S.R.), ou sans cette intention (auquel cas on applique l'article 190-1 du code pénal (\*) de la R.S.F.S.R.). Aucun de ceux qui ont été jugés lors des procès politiques qui nous sont connus ne s'est donné pour but de dénigrer le régime soviétique, et encore moins de tenter de le miner. C'est ainsi que, au cours de ces procès, les juges ont condamné les accusés en se fondant sur un chef d'accusation truqué.

10. Nous nous appuyerons sur quelques exemples qui sont aujourd'hui largement connus, tant au sein de l'Union soviétique qu'au-delà de ses frontières.

11. Le procès de Siniavski et de Daniel, que les tribunaux ont condamnés pour avoir publié à l'étranger des œuvres littéraires critiquant la réalité soviétique.

12. Le procès de Guinzbourg et de Galanskov, condamnés pour avoir publié la revue *Phenix 66* et le *Livre blanc sur l'affaire Siniavski-Daniel*.

13. Le procès de Khaoustov et de Boukovski, qui avaient organisé la manifestation de protestation contre l'arrestation de Guinzbourg et de Galanskov.

14. Le procès de Litvinov, de Larissa Daniel et des autres participants à une manifestation contre l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques. L'important, dans ces deux derniers procès, est que l'on y a reproché aux accusés le contenu des slogans qu'ils défendaient.

15. Le procès de Martchenko, formellement condamné pour avoir enfreint le règlement sur les cartes d'identité, ce qui, d'ailleurs, ne fut pas prouvé au cours du procès ; et condamné en réalité pour son livre *Mon témoignage*, consacré à la situation des détenus politiques dans les années poststaliniennes.

16. Le procès d'Irina Belogorodskaïa, condamnée pour avoir tenté de diffuser des pétitions en faveur de Martchenko.

17. Le procès de Guendler, Kvatchevski et leurs compagnons, condamnés à Leningrad pour avoir diffusé des livres publiés à l'étranger.

18. Les procès organisés contre les hommes qui manifestent pour l'égalité nationale et pour la sauvegarde des cultures nationales.

19. En Ukraine : le procès de Kiev, en 1966, où furent condamnés plus de dix inculpés ; le procès de Tchornovil à Lvov, condamné pour avoir rédigé un livre sur les procès politiques ; et bien d'autres procès encore.

20. Le procès des Tatares de Crimée, qui se battent pour retourner dans leur patrie, la Crimée ; au cours de ces dernières années, une vingtaine de procès politiques de ce genre ont eu lieu, au cours desquels plus de cent individus ont été condamnés ; sous peu va s'ouvrir à Tachkent un nouveau procès politique, le plus important de tous les procès contre les Tatares de Crimée, au cours duquel seront jugés dix de leurs représentants.

21. Les procès qui se sont multipliés dans les républiques baltes, et, en particulier, le procès de Kalninch et ses compagnons.

22. Les procès organisés contre les juifs soviétiques, qui réclament le droit de s'installer en Israël ; lors du dernier procès de ce type, à Kiev, l'ingénieur Kotchioubievski fut condamné à trois ans de prison.

23. Les procès organisés contre les croyants qui exigent le droit d'exercer leur foi.

24. Tous ces procès politiques, étant donné leur caractère illégal, se déroulent avec des violations très grossières des règles de la procédure, à commencer, essentiellement, par la publicité des débats, ainsi que leur déroulement impartial.

25. Nous voulons aussi attirer votre attention sur le caractère particulièrement inhumain que prennent les persécutions avec l'incarcération, pour leurs opinions politiques, de gens parfaitement normaux dans des hôpitaux psychiatriques.

26. Une nouvelle série d'arrestations vient de se produire au cours de ces dernières semaines. A la fin d'avril de cette année a été arrêté l'artiste V. Kouznetsov, habitant de la ville de Pouchkine (district de Moscou), accusé de diffusion de Samizdat, c'est-à-dire de textes non publiés par les maisons d'édition soviétiques.

27. Ces derniers jours, la police vient d'arrêter à Riga Ivan Iakhimovitch, ancien président d'un kolkhoze de Lettonie ; chef d'inculpation : la rédaction de lettres protestant contre les persécutions politiques en Union soviétique.

28. Au début de mai, la police a arrêté l'ancien général-major Piotr Grigorenko, l'un des membres les plus connus du mouvement de lutte pour les droits civiques, et qui était parti à Tachkent sur la demande d'environ 2.000 Tatares pour figurer au procès organisé contre les dix Tatares de Crimée en qualité de défenseur social

29. Et enfin le 19 mai de cette année, la police a arrêté à Moscou Ilia Gabaï, professeur de littérature russe, quelques jours après une perquisition dans son appartement, perquisition qui avait permis à la police de saisir une série de protestations de citoyens soviétiques contre la répression politique en Union soviétique. (Au printemps 1967, Ilia Gabaï est resté quatre mois en détention préventive pour participation à la manifestation organisée par Khaoustov et Boukovski.)

30. Ces dernières arrestations nous poussent à croire que les organes répressifs de l'U.R.S.S. ont décidé d'en finir complètement avec l'activité de ceux qui protestent contre l'arbitraire dans notre pays.

31. Nous considérons que la liberté d'avoir et de diffuser des opinions indépendantes est aujourd'hui menacée de façon décisive.

32. Nous espérons que tous les faits signalés dans notre lettre permettront au comité de défense des droits de l'homme de mettre à l'ordre du jour de ses travaux l'examen du problème posé par la violation des droits civiques essentiels en Union soviétique.

33. Le GROUPE D'ACTION POUR LA DEFENSE DES DROITS CIVIQUES EN U.R.S.S.

G. Altounian, *ingénieur* (Kharkov) ; V. Borissov, *ouvrier* (Leningrad) ; M. Djemilev, *ouvrier* (Tachkent) ; N. Gornanevskaïa, *poétesse* (Moscou) ; P. Iakir, *historien* (Moscou) ; A. Jakobson, *traducteur* (Moscou) ; T. Khorodovitch, *linguiste* (Moscou) ; S. Kovalev, *biologiste* (Moscou) ; V. Krassine, *économiste* (Moscou) ; A. Lavout, *biologiste* (Moscou) ; A. Levitine-Krasnov, *écrivain religieux* (Moscou) ; Iou. Maltsev, *traducteur* (Moscou) ; L. Pliouchtch, *mathématicien* (Kiev) ; G. Podiapolski, *collaborateur scientifique* (Moscou) ; T. Velikanova, *mathématicien* (Moscou).

34. Soutiennent cette déclaration :

Z. Assanova, *médecin* (Bekabad ; République d'Ouzbekistan) ; T. Baeva, *employée* (Moscou) ; S. Bernstein, *homme de lettres* (Moscou) ; R. Djemilev, *ouvrier* (territoire de Krasnodarsk) ; N. Emelkina, *employée* (Moscou) ; Galina Gabai, *pédagogue* (Moscou) ; E. Gaïdoukov, *mathématicien* (Moscou) ; A. Grigorenko, *technicien-stagiaire* (Moscou) ; Zinaïda Grigorenko, *retraîtée* (Moscou) ; V. Guerchouni, *maçon* (Moscou) ; I. Iakir, *employée* (Moscou) ; L. Jouguikov, *ouvrier* (Moscou) ; A. Kalinovski, *ingénieur* (Kharkov) ; A. Kaplan, *physicien* (Moscou) ; S. Karassik, *ingénieur* (Kharkov) ; L. Katz, *employée* (Moscou) ; Iou. Kim, *professeur* (Moscou) ; Iou. Kisselev, *artiste* (Moscou) ; V. Kojarinov, *ouvrier* (Moscou) ; L. Kornilov, *ingénieur* (Moscou) ; V. Lapine, *homme de lettres* (Moscou) ; A. Levine, *ingénieur* (Kharkov) ; T. Levina, *ingénieur* (Kharkov) ; D. Lifchitz, *ingénieur* (Kharkov) ; S. Maïgue, *biologiste* (Moscou) ; V. Nedobora, *ingénieur* (Kharkov) ; L. Petrovski, *historien* (Moscou) ; S. Podolski, *ingénieur* (Kharkov) ; V. Ponomarev, *ingénieur* (Kharkov) ; V. Rakitianski, *physicien* (Moscou) ; I. Roudakov, *ingénieur* (Moscou) ; Iou. Stein, *régisseur de cinéma* (Moscou) ; V. Tchornovil, *journaliste* (Lvov) ; L. Ternovski, *médecin* (Moscou) ; L. Vassiliev, *juriste* (Moscou) ; Iou. Vichnevskaja, *poétesse* (Moscou) ; S. Vintovski, *étudiant* (Moscou) ; A. Volpine, *mathématicien* (Moscou) ; O. Vorobiev, *ouvrier* (Perm).

# ANNEXE





## VINGT-TROIS THESES SUR LA CRISE ET LA REVOLUTION

*Le texte qui suit est en circulation à Prague depuis le mois de juin 1969. Il est généralement attribué à la plume de l'historien marxiste Karel Bartosek, dont le rôle a été très important au cours de l'année 1968, tant au cours du « printemps de Prague » qu'au lendemain de l'intervention des troupes de Varsovie, où il a été, pendant plusieurs mois, l'un des plus brillants et des plus lus de la remarquable équipe de journalistes réunie autour de Politika. Au cours de l'année 1968, Karel Bartosek et ses amis les plus proches se sont fait remarquer par leur insistance sur la nécessité de la démocratie ouvrière à l'intérieur d'un parti révolutionnaire, leur compréhension du rôle nécessairement politique des conseils ouvriers, leur hostilité aux mesures de différenciation sociale prônées par certains éléments réformistes et leur attachement aux revendications ouvrières et égalitaires. Ils ont toujours hautement revendiqué le titre de communistes et de révolutionnaires.*

*Les Vingt-trois thèses correspondent à une tentative d'ouvrir la discussion au sein de l'avant-garde tchèque afin d'établir un programme et de lutter pour sa réalisation. On y trouvera une description intéressante de ce que l'auteur appelle le « nouveau système », c'est-à-dire le régime de la bureaucratie restaurée avec l'aide des armes russes. On y trouvera également l'affirmation que les contradictions entre les couches bureaucratiques privilégiées et l'ensemble des travailleurs au sein de la société tchécoslovaque font de la révolution politique contre la bureaucratie une nécessité objective, et de la création d'une organisation politique chargée de la préparer et de la réaliser une tâche immédiate. On y relèvera la compréhens-*

sion de la nécessité d'une stratégie mondiale de la révolution, ainsi que l'unité des perspectives révolutionnaires mondiales antiimpérialistes et antibureaucratiques. On y remarquera la ferme condamnation des tendances procapitalistes dans les projets passés de « réforme économique », une esquisse du rôle joué en la matière par la pression de la petite-bourgeoisie et l'aspiration de la classe ouvrière à la destruction de tous les privilèges et de toute inégalité sociale.

On remarquera cependant les limites de cette réflexion théorique au lendemain des gigantesques événements de 1968. Peut-être exagérément impressionné par la profondeur de la réaction nationaliste au lendemain de l'intervention et pendant la période dite de « normalisation », l'auteur des thèses, qui se prononce pour un nouvel examen de la « question nationale » à la lumière du marxisme et de l'expérience récente, situe lui-même sa réflexion théorique dans un cadre national restreint. Ses notes d'introduction s'attachent apparemment exclusivement à son « pays », à son « destin », à « l'expérience historique du peuple tchèque », de la « pensée tchèque », de la « nation tchèque ». Sans pour autant nier l'importance des caractères nationaux propres à chaque pays et dont l'influence est visible dans le mouvement ouvrier le plus profond, il est évident que les grands traits de l'analyse faite par l'auteur de la société en Tchécoslovaquie sont valables, non pour la seule Tchécoslovaquie, mais pour l'ensemble des pays dominés par la bureaucratie du Kremlin, à commencer par l'Union soviétique elle-même. L'auteur a apparemment conscience du rôle négatif joué dans le déroulement de cette première étape de la révolution politique dans son pays par la façon dont les bureaucrates ont utilisé la question nationale slovaque à partir du nationalisme tchèque. Il comprend également que la poussée nationaliste qui se manifeste depuis le 21 août 1968 reflète à sa manière l'incapacité de l'avant-garde tchécoslovaque à construire dans la lutte une direction révolutionnaire dont les perspectives ne pouvaient pas être nationales, mais seulement internationalistes. Sous cet angle, son affirmation que « la révolution politique en U.R.S.S. ne constitue pas la seule voie possible vers l'abrogation des rapports de subordination », et son appel à la « lutte en commun pour l'égalité des petites nations de l'Europe centrale et balkanique », son choix d'une « stratégie révolutionnaire de l'Europe centrale » ne peuvent que revêtir un aspect réactionnaire en ouvrant la perspective d'une alliance des bureaucraties nationales pour leur « indépendance » commune vis-à-vis de l'Union soviétique, dans une perspective qui ne serait plus alors celle de la révolution politique contre la bureaucratie et ouvrirait — comme le prouve l'exemple yougoslave — la possibilité pour l'impérialisme de s'insérer pour son propre compte dans ce conflit dont le moteur ne serait plus ainsi la classe ouvrière de tous les pays dominés par la bureaucratie.

A juste titre critiques de la lamentable expérience du « socialisme à visage humain » de la période Dubcek, les Vingt-trois thèses n'échappent pas non plus elles-mêmes à un certain nombre de confusions et d'ambiguïtés importantes. Si l'on pense que la

*révolution antibureaucratique doit se faire par une « série de réformes de structures », il faut dire lesquelles, et par quel moyen. Si l'on pense que l'enseignement de Trotsky sur la révolution politique contre la bureaucratie est, dans une certaine mesure, « illusoire » et « limite son idéologie antistalinienne », il faut également préciser en quoi les mots d'ordre de transition proposés par Trotsky dans le Programme de transition de la IV<sup>e</sup> Internationale, et repris en 1956 par les travailleurs hongrois et polonais et en 1968 par les travailleurs tchécoslovaques, sont illusoires et doivent être abandonnés par les révolutionnaires au profit de « réformes de structures », qui ont précisément constitué pendant cette période l'un des moyens de la bureaucratie de se protéger contre l'action des masses en dévoyant leur lutte pour le pouvoir des conseils.*

*Tel quel, avec ses limites, ce texte n'en est pas moins important, parce qu'il est pénétré de sentiments révolutionnaires, de la volonté d'organisation. Ses auteurs souhaitent manifestement une discussion internationale, qui est en effet indispensable et auquel ce texte contribuera.*

#### NOTES INTRODUCTIVES

1. Question principale : Pourquoi vivons-nous dans ce pays ? Pour interpréter sa vie et s'attrister de son destin ?

Réponse principale : Nous vivons dans ce pays pour y changer la vie.

2. Qui, « nous » ? Nous, les hommes prêts et décidés à instaurer la liberté de pensée offerte à tous à tout moment et qu'on puisse transformer en liberté d'agir.

3. Comment la changer ? En abrogeant historiquement le rapport entre les gouvernants et les gouvernés, les dirigeants et les dirigés, entre ceux qui créent les valeurs et ceux qui se les approprient, même s'ils ne font que décider de leur emploi.

4. De quoi avons-nous besoin ? D'un esprit critique capable d'analyser l'expérience historique du peuple tchèque, ainsi que l'actuel système de gouvernement, et de découvrir ainsi les voies pour supprimer les rapports mentionnés plus haut, voies qui sont également celles de la liberté. La passion et le sentiment s'engagent à défendre la justice et combattre l'injustice, à lutter pour la vérité et écraser le mensonge, à aimer la liberté et haïr l'oppression.

*« Le savoir est pessimisme. L'optimisme est volonté. »*

(Gramsci.)

De quoi avons-nous encore besoin ? De ne pas nous étonner devant une idéologie chaque jour plus périmée que l'adversaire bureaucratique nous impose et nous imposera, mais de la percevoir et de découvrir ses origines et sa nature. Rompre avec les analyses

générales, profondes en apparence seulement, plagiant souvent nos rapports sociaux, et, au contraire, élaborer nos analyses sur la réalité concrète de ce pays, qui serviront la théorie et la pratique de ce mouvement et aideront à écarter le « *socialisme scolastique* » si répandu en Bohême.

#### A) EXPERIENCES HISTORIQUES DE NOTRE CRISE ET SON DEVELOPPEMENT REVOLUTIONNAIRE

5. Voilà déjà cent ans que nous réfléchissons sur notre crise actuelle en Bohême. De la fin du XIX<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup>, du professeur Masaryk (1895) au professeur Kosik (1968) (1), on a sans cesse pu constater les éléments d'une crise de la collectivité tchèque, posé des points d'interrogation, proposé des solutions. La pensée des auteurs de ces réflexions est toujours antinomique, divergente en apparence (selon les dates de parution), mais en réalité foncièrement identique. Les crises naissent-elles du fait que nous sommes ou non une nation hussite ou catholique, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire ? Sommes-nous ou ne sommes-nous pas des mystiques irresponsables (rêveurs et radicaux) ou des réalistes ? Sommes-nous ou ne sommes-nous pas une nation politique (sujette de l'Histoire), ou alors des mangeurs de goulasch (2) ?

L'explication des crises est toujours pour nous un acte politique à double sens : elle propose la solution idéo-politique et refuse la représentation politique actuelle. Masaryk et Kosik, entre autres, ont constaté, dans leurs réflexions, la petitesse, la pauvreté de conceptions des directions politiques tchèques à toutes les époques, et la dégénérescence de ces directions par rapport à leurs débuts.

La réflexion sur notre crise actuelle a, dans la majorité des cas, un sens moral : cela ne signifie pas que nous condamnons la générosité des intentions qui sont celles de la majorité des auteurs.

Comme beaucoup sont incapables ou peu capables d'analyser les contradictions et les rapports socio-économiques, de les situer dans l'histoire tchèque, ils aboutissent à les remplacer par un idéal métaphysique mystico-moral ou mystico-prolétarien.

Ces réflexions sur notre crise permanente constituent une réponse aussi bien aux problèmes de l'entité nationale tchèque qu'à la création des mythes.

#### 6. Des réponses aux véritables problèmes.

Elles constituent une réaction face à la constante historique d'une petite nation ou d'un petit Etat, elles essaient d'éclairer

(1) Masaryk, professeur, démocrate et nationaliste tchèque, émigré en Occident pendant la guerre de 1914-1918, premier président de la république tchécoslovaque. Kosik (Karel), professeur de philosophie à la faculté de philosophie de Prague, membre du comité central du P.C.T., où il a été l'un des éléments les plus « progressistes » ; exclu à la fin de la « *normalisation* ».

(2) *Goulasch*, plat national.



ce qu'elle engendre dans la vie intérieure ou extérieure de notre collectivité.

Le problème de Masaryk (« *Comment subsiste une petite nation ?* ») — de même que celui de Palacki (3) — la recherche par Masaryk de voies pour surmonter la « *torturante petitesse constante de notre vie nationale* » nous mènent au grand problème de notre collectivité humaine, comme aussi la recherche, par Kosik, d'une nation politique de citoyens non anonymes. Ces réflexions constituent une réaction devant la réelle petitesse et médiocrité de la politique tchèque moderne, née tard et incomplètement face à la révolution européenne de 1848, aussi bien que devant le véritable problème, qui est de dépasser cette médiocrité et cette petitesse politiques.

#### 7. En quoi créent-elles des mythes ?

Avant tout, par leur incapacité à analyser les rapports entre la crise et la révolution. La révolution est un changement de structures provoquant la crise, et la pensée tchèque, réfléchissant sur les causes de notre crise, n'a vu qu'exceptionnellement cette réalité. Elle a été incapable de saisir nos révolutions — nos révolutions inachevées et déviées. La nation tchèque a vécu l'expérience d'une révolution bourgeoise inachevée, car la bourgeoisie tchèque était incapable de remplir sa mission révolutionnaire historique. Une des principales épreuves que nous avons traversées est résultée de son incapacité à donner une solution démocratique au problème des relations nationales, essentiellement sous la première République (4).

La nation tchèque a vécu et vit encore l'expérience d'une révolution prolétarienne inachevée et déviée, la classe ouvrière tchèque ayant été, jusqu'à présent, incapable de remplir sa mission révolutionnaire historique. Car ces vingt-trois années ne constituent-elles qu'une grande réforme politique et sociale ? Qu'est-ce, en fait, que « *changer* » historiquement ? Quand nous savons que la place des propriétaires capitalistes est occupée par l'Etat et la couche qui le gouverne, qu'à la place de plusieurs appareils de plusieurs partis gouverne l'appareil d'un parti unique, qu'au lieu d'une dépendance politique internationale, qui faisait de la création de la Tchécoslovaquie une fiction, est apparue une autre dépendance, ne nous mystifions-nous pas ? Ne sommes-nous pas mystifiés par ce changement qu'on nomme « *révolution* » ?

Les révolutions déviées et inachevées sont la source de la permanence de notre crise.

8. Le caractère national de notre révolution-contre-révolution a aidé à la naissance des mythes dans les réflexions *sur notre crise actuelle*. Tous les grands mouvements socio-politiques qui ont

(3) Palacký : nationaliste modéré du XIX<sup>e</sup> siècle.

(4) La question slovaque et la question des Allemands des Sudètes se posaient dans la Tchécoslovaquie d'avant guerre marquée d'un nationalisme tchèque.

existé et étaient capables de détruire les structures anciennes ont été contaminés par le nationalisme qui a limité leur démocratisation historique, nécessaire et possible. Au cours de nos tentatives pour renverser la vapeur (1848, 1918, 1945, 1968) a toujours été présent un fort sentiment national, car la destruction de la structure d'oppression devait affronter le soutien extérieur de cette oppression, l'oppression extérieure.

Le nationalisme jouait ainsi un rôle historique à la fois progressif et réactionnaire. Les réflexions actuelles sur notre crise présente doivent, tenant compte du temps et de l'expérience historique, se déterminer non seulement en fonction de la révolution nationale, mais aussi en fonction de la « *révolution en Europe centrale* ». Les Tchèques ne sont pas l'unique exemple d'une petite nation en Europe orientale ni une expérience exceptionnelle de l'utilisation de leur nationalisme contre des voisins qui essaient d'accomplir un changement révolutionnaire progressiste. Il est possible de surmonter la permanence de notre crise en créant une nouvelle « *qualité* » d'Etat des petites nations de l'Europe centrale et balkanique, une union d'Etats fédérés.

## B) NOTRE CRISE INTERIEURE ET LE REGIME ACTUEL

9. Le régime actuel nie-t-il historiquement la permanence et la réalité de notre crise ? Non ! Dans le domaine de la politique intérieure, non seulement il établit l'idéologie et la pratique de la déviation, mais encore il accepte ouvertement l'idéologie et la pratique de la vassalité. En politique intérieure, il renforce le système bureaucratique-centralisé ébranlé en 1968, qui a empêché l'émancipation humaine de la classe ouvrière et de tous les groupes de la population laborieuse. L'élimination de Novotny et d'une partie de son groupe s'est révélée être historiquement une simple révolution de palais : un groupe de bureaucrates a été remplacé par un autre. Pour connaître la nature du régime actuel, il faut utiliser le critère essentiel de Marx : « *Qui, dans notre société, s'approprie le surproduit, qui dispose du capital produit par les travailleurs ?* » Ainsi que se demander : « *Existe-t-il, dans notre société, une oppression socio-économique ?* » Les réponses sont évidentes : dans notre société règne la couche bureaucratique qui gère les domaines économique-sociaux du pouvoir et de la politique. La théorie et la pratique annoncées par cette couche sont significatives : le renforcement des « *Etats* » (cf. l'appareil Etat-Parti), l'identification du parti communiste et de l'Etat, le cumul des principales fonctions dans le domaine politique et du pouvoir, etc. Une mince couche d'oligarques politiques décide de nouveau de tout dans les rapports sociaux, économiques et politiques. Ce qu'on souligne tellement : « *le rôle dirigeant du Parti* », et non « *le rôle dirigeant de la classe ouvrière* » (notion qui, pour la pre-

mière fois depuis longtemps, n'est pas seulement désapprouvée, mais critiquée), démasque plus encore son rôle historique.

11. La crise qui a provoqué l'année 1968, dont les causes n'ont pas été résolues par la restauration du système bureaucratique-centralisé, s'approfondit historiquement.

Le « *nouveau système* » (nouveau par les personnes) est le résultat de l'échec du grand mouvement socio-politique révolutionnaire de l'année 1968, l'une des plus grandes dates de notre histoire — comme l'a prouvé l'évolution qui a suivi le 21 août. Dans la logique d'une victoire contre-révolutionnaire dans l'histoire, il n'en a jamais été autrement : ce mouvement doit être écrasé. Dans la logique de cette victoire, il y a la vengeance qui obscurcit la vie et empêche ces gens séduits de voir que leur action est antihistorique. L'important est que cette oppression est évidente et publique, et que, dans la situation concrète, ce sont seulement des groupes infimes qui s'y soumettent. Le régime bureaucratique est obligé de se détacher publiquement de tous les groupes actifs de la population, des ouvriers qui ont compris en 1968 leur rôle politique véritable, des intellectuels progressistes à qui l'expérience d'Août a fait perdre leurs illusions sur le rôle des élites, de la jeunesse pensante qui commence à comprendre le rôle d'une organisation et d'un lien dans son programme avec une partie des générations plus âgées. Le groupe gouvernant doit travailler avec des mensonges à découvert et des demi-vérités fabriquées à l'extérieur. Son principal soutien — impossible à sous-estimer dans les milieux tchèques — est formé de gens corrompus, craintifs ou indifférents. Le « *nouveau système* » est incapable d'offrir une perspective politique véritablement humaine pour un homme de la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Il regarde en arrière et voit la réalité sociale à travers les lunettes de 1948. La clé de cette impuissance idéologique, il faut la chercher dans les paroles des principaux dirigeants : « *Vers où pouvons-nous "voguer" à partir du socialisme ? Vers la démocratie bourgeoise !* »

Les dirigeants de ce pays et de ce régime ne comprendront jamais que la majorité des gens sont persuadés ou sont capables de se laisser persuader qu'il est possible de « *voguer* » vers une société plus libre et plus juste que la société bourgeoise qu'elle était et qu'elle reste. Le « *nouveau système* » (nouveau dans les personnes) est incapable d'offrir une autre perspective que celle qu'offre le capitalisme avancé actuel, celle d'un homme producteur-consommateur. Cette perspective est développée par un autre dirigeant qui s'emballe en même temps pour qu'« *on évite de commettre une erreur historique* » — contre la démocratisation dans la production, contre les « *conseils ouvriers* », contre les producteurs propriétaires. Le changement de perspective offert par ce régime n'est pas seulement déterminé par des déclarations, mais par des faits : il autorise en Bohême un mauvais strip-tease et interdit journaux et revues culturelles et politiques engagés dans un sens socialiste. Il ne faut pas sous-estimer la perspective qu'il

offre : le petit-bourgeois (l'homme consommateur) n'est pas seulement répandu chez nous. Mais il ne faut pas non plus la prendre pour la solution de la crise et des problèmes de la société moderne développée, comme l'a montré l'exemple français de mai 1968.

12. La destruction du plus grand parti communiste en Europe centrale influencera historiquement l'approfondissement de notre crise. Le P.C., qui se prive des ouvriers engagés et honnêtes, se prive ainsi de la possibilité de sa transformation interne. Avec des vétérans et des retraités, même organisés, les changements sociaux sont impossibles. Les corrompus peuvent, pour le moment, conserver le pouvoir sur l'appareil bureaucratique, mais ils ne peuvent gagner le consensus actif de la majorité de la population. Tout nous confirme que l'actuelle évolution interne du P.C. va se poursuivre. Il faudra compter avec le fait que domineront totalement dans ce parti les fonctions techniques du pouvoir, « *fonctions propagandistes et policières* » (Gramsci).

Ce parti sera incapable de formuler un programme politique universel qui montre les voies vers une vie libre pour chacun et pour tous.

13. Si l'actuel degré de vassalité demeure le même, et si l'on continue à l'expliquer par la politique des « *blocs* » qui indignent le sentiment national, il ne faut pas s'attendre à autre chose qu'à la montée du sentiment national et même du nationalisme, et seul un ignorant peut sous-estimer sa force et ses dangers dans l'histoire moderne.

### C) LA NECESSITE D'UNE NOUVELLE GAUCHE

14. Quelles sont les contradictions socio-économiques dans la société tchèque actuelle ? S'il existe des contradictions entre les couches bureaucratiques privilégiées et les citoyens sans privilèges, entre l'État propriétaire et le producteur, dans ce cas, l'action révolutionnaire devient une nécessité objective qui détruira alors la structure bureaucratique et ouvrira la voie à une société d'autogestion entre citoyens égaux. Si cette contradiction à l'intérieur de la société tchèque est réelle, il faut, non seulement en prendre conscience et la dénoncer, mais créer également un mouvement politique organisé qui préparera et accomplira cette action révolutionnaire — la révolution n'a pas ses « *propriétaires exclusifs* », comme dit très bien Régis Debray. Nous pouvons ajouter : « *Il n'existe aucun monopole sur le progrès, ni sur les groupes, ni sur les organisations, ni en Tchécoslovaquie, ni nulle part ailleurs.* » Les organisations s'efforcent de faire progresser l'humanité, naissent et disparaissent, et le parti communiste tchécoslovaque doit compter avec le fait qu'il sera historiquement remplacé par



crise de la civilisation actuelle, issue de la tentative de diviser le monde en deux « blocs » ; elle est aussi la crise du socialisme mondial et du mouvement communiste international.

La politique bureaucratique remplace souvent l'internationalisme par une démarche tactique émanant des besoins de la bureaucratie soviétique gouvernante, des conceptions de la coexistence pacifique comme le maintien du *statu quo*, de l'incapacité à changer les rapports inégaux entre les pays qui appartiennent au bloc soviétique. L'attitude attentiste face au massacre en masse des communistes indonésiens est-elle une attitude internationaliste ? La timidité vis-à-vis de la lutte des ouvriers français en 1968 est-elle une attitude internationaliste ? Y avait-il, ou y a-t-il, une attitude socialiste vis-à-vis de la Chine, une attitude où viennent récemment d'apparaître des éléments de racisme « blanc » ? Dans tous les domaines, vis-à-vis des pays capitalistes et socialistes actuels, vis-à-vis du tiers-monde, la nouvelle gauche peut offrir aux travailleurs une autre alternative que celle d'un régime bureaucratique. Le fait que les masses acceptent cette alternative peut exercer une influence décisive, non seulement sur les facteurs idéologiques et politiques, mais aussi sur les aspects proprement élémentaires du sentiment humain, en particulier la nécessité de la solidarité humaine.

La principale question de nos rapports avec le monde et de notre révolution est notre rapport avec l'Union soviétique. L'actuel rapport de vassalité et d'oppression n'est pas un rapport entre deux pays, mais est fondé sur la hiérarchie des pouvoirs des couches gouvernementales respectives d'un grand et d'un petit pays. Or l'abrogation de ces rapports ne peut résulter d'améliorations, grandes ou petites, de cette hiérarchisation, puisqu'il s'agit de détruire la nature même de cette subordination.

La révolution politique en U.R.S.S. qui réussira à imposer la liberté de l'humanité, et la démocratisation n'est pas la seule voie possible vers l'abrogation des rapports de subordination (même les gouvernements coloniaux n'ont pas été détruits dans le monde par les révolutions dans la métropole, même si cette voie était la seule possible). La seule possibilité historique réelle consiste dans la lutte en commun des petites nations de l'Europe centrale et balkanique pour l'égalité. (L'exemple yougoslave est un exemple qui mérite d'être bien étudié.)

Or la stratégie de la nouvelle gauche doit être avant tout fondée sur la stratégie révolutionnaire de l'« Europe centrale » et sur une étude détaillée de l'éternelle dialectique des révolutions de 1848. L'expérience de l'année 1968 est aussi celle de notre isolement (sans pareil) des autres pays d'Europe centrale. De ce point de vue, il faut aussi faire un effort pour l'égalisation des rapports entre les Tchèques et les Slovaques (la fédéralisation) au moment de notre tragique expérience commune (sentiment commun d'une oppression extérieure), aussi bien que pour renforcer les éléments de solidarité dans la voie commune. Le remplacement d'un centralisme bureaucratique (celui de Prague) par deux centralismes



d'autres organisations, qui s'efforceront d'accomplir véritablement la libération de la classe ouvrière.

15. La nouvelle gauche révolutionnaire marxiste (dans le sens authentique du mot) peut-elle naître en Bohême ? Oui, elle le peut ! Elle dispose de plusieurs avantages : elle peut agir sur la base sociale des principaux moyens de production et sur celle d'une double expérience, que n'a connue aucun autre pays au monde : expérience du parlementarisme bourgeois et expérience stalinienne (5). Pour qu'elle ouvre véritablement la voie au progrès humain, la nouvelle gauche doit voir clair sur la question principale, qui est de réaliser cette double négation historique, négation du régime bureaucratique-centralisé et négation du régime bourgeois-démocratique : du point de vue du mouvement ouvrier, cela signifie le refus du socialisme stalinien (ou néo-stalinien) et le refus du réformisme social-démocrate. Si cette négation est véritablement historique, elle ne peut être que la création d'une symbiose de tous les éléments positifs de l'évolution passée, de la société et du mouvement ouvrier. La véritable négation signifie enrichissement et non appauvrissement : la révolution antibureaucratique signifie une continuité (une partie de la révolution anticapitaliste).

16. Pour que la nouvelle gauche soit réellement révolutionnaire et historiquement nouvelle, elle doit apprendre la stratégie révolutionnaire dans les pays développés sur la stratégie Gramsci-Smeral de la guerre de tranchées, qui exige la conquête de l'hégémonie intellectuelle, tranchée après tranchée, sur l'ennemi, et comprendre les véritables rapports historiques entre les réformes et la révolution. La révolution (même antibureaucratique) ne peut se faire d'un coup, mais par une série de réformes de structures. La nouvelle gauche doit analyser l'expérience de 1968, autant que le rôle historique et la nécessité de la violence, et refuser l'explication du « *socialisme à visage humain* » qui, au moment d'un tournant, laisse la voie libre à l'adversaire bureaucratique. La véritable stratégie de la révolution, dans les conditions qui sont les nôtres, ne peut se créer sans une analyse des courants d'idées qui se sont efforcés de refuser le système bureaucratique-centralisé ; avant tout, il faut faire une analyse critique de l'enseignement de Trotsky sur la révolution politique contre la bureaucratie, apprécier de façon exacte en quoi il est valable aujourd'hui, dans les conditions qui sont les nôtres, et en quoi il est illusoire et limite son idéologie antistalinienne.

17. Pour que la nouvelle gauche soit historiquement nouvelle, elle doit formuler sa stratégie de la révolution mondiale et sa conception de l'internationalisme. Notre crise de la société est la

(5) La Tchécoslovaquie a vécu dans l'entre-deux-guerres sous un régime de démocratie bourgeoise parlementaire. Le régime stalinien s'y est installé en 1948, au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

bureaucratiques (ceux de Prague et de Bratislava) peut rendre cette démarche plus difficile, mais peut également la simplifier (6).

18. Pour que la nouvelle gauche soit véritablement nouvelle, elle doit se prononcer avec précision sur le problème national. La révolution n'est pas la résolution dans l'abstrait de problèmes abstraits. L'élément national a constitué la principale idéologie d'intégration de tous les grands mouvements socio-politiques de l'histoire tchèque qui ont conduit à des changements sociaux. Mais les conditions actuelles, alors qu'il s'agit d'une libération nationale, ne témoignent-elles pas que le grand mouvement de l'avenir peut se situer en dehors des limites de la « *libération nationale* » ? Et la classe ouvrière tchèque, pendant l'année 1968, est entrée dans le mouvement pour la « *renaissance* » du socialisme avec tout son poids sous le drapeau national, et non sous le drapeau rouge. L'intensité de l'élément national a toujours — et aussi en 1968 — renforcé et affaibli à la fois chaque grand mouvement, et a déterminé profondément, et la résolution des masses de lutter pour le progrès humain, et leur crainte qui conduit à la capitulation. Si la nouvelle gauche ne veut pas capituler devant ce patriotisme chauvin, si elle veut être véritablement patriotique, elle doit résoudre le difficile problème d'être critique en aimant la société tchèque (un amant critique) et doit avoir un sens toujours en éveil pour percevoir un sentiment national exagéré et détester un nationalisme primitif, antirusse, comme celui d'aujourd'hui, savoir apprécier le rôle historique des mythes nationaux et réaliser par-là leur destruction.

« *Un peuple malheureux n'a pas de patrie* » (Saint-Just).

19. Pour que la nouvelle gauche soit historiquement nouvelle, elle doit expliquer son attitude sur le problème de l'égalité sociale au sein de notre société. La question sociale, celle d'une sécurité sociale correspondant au potentiel de la production industrielle du pays, concerne des millions d'hommes, avant tout des femmes et des vieillards. Il faut incontestablement approfondir le problème économique et politique de l'inégalité sociale.

La nature de ce processus n'est pas résolue par le fait qu'on supprime les anomalies anciennes, qu'on augmente le salaire de certaines catégories particulièrement qualifiées (médecins, professeurs, etc.). La nature de ce processus est déterminée par la corruption massive des dirigeants et des sous-dirigeants, l'augmentation des privilèges, du travail noir, nés de l'état de crise de la société (avant tout dans les services), nés de la conception technocratique du dénivellement des salaires qui avantage les gouvernants et désavantage les gouvernés.

(6) La « *fédéralisation* », qui a placé théoriquement sur pied d'égalité Tchèques et Slovaques, se traduit surtout par l'oppression des travailleurs tchèques et slovaques par un appareil bureaucratique à deux têtes, celui du P.C.T. et celui du P.C.S.

Si une « réforme économique » quelconque veut être socialiste et non technocratique, elle doit être fondée sur la résolution de la question sociale dans notre pays.

20. Dans l'idéologie de la nouvelle gauche, le collectivisme doit venir en premier, ce qui ne signifie pas la négation de l'individu comme dans le collectivisme stalinien (cf. Ehrenbourg : « *Le collectivisme ne doit pas être 0 + 0 + 0, mais 1 + 1 + 1.* ») Il faut faire une analyse critique de notre effort intellectuel sur la « *renaissance du socialisme* » des années 60, qui ont souligné le rôle et les droits de l'individu en oubliant ceux de la collectivité (« *un individu dans la collectivité* », « *un individu collectif* »).

Aussi bien, il est nécessaire d'analyser la forte tendance du « *socialisme* » individualiste et petit-bourgeois. L'appréciation exacte de l'expérience de 1968, où le collectivisme de la classe ouvrière a joué — de même que la liaison entre producteurs et intellectuels — un grand rôle, peut aider à formuler et à accepter ce trait de l'idéologie de la nouvelle gauche.

21. La tactique de la nouvelle gauche doit compter avec le fait que les forces de gauche vont agir dans les conditions d'un régime totalitaire d'un type particulier. Il sera obligé de tolérer dans une certaine mesure la liberté d'opinion. Ces forces ne peuvent aujourd'hui publier ce point de vue dans la presse et par d'autres moyens d'opinion, elles peuvent seulement l'expliquer au moyen d'une propagande orale ou manuscrite, même si celle-ci n'atteint qu'un cercle limité.

Les tâches immédiates des forces de gauche sont les suivantes :

a) Etablir un programme complet de changement révolutionnaire de la société ; son élaboration doit être d'abord fondée sur l'analyse des événements de 1968 ;

b) Lutter contre le découragement qui est le résultat « *normal* » de toute période d'échec, que nous rencontrons de plus en plus, et contre lequel l'arme la plus efficace est encore d'en trouver les causes (y compris les causes de nos propres fautes) et de formuler ainsi notre programme d'avenir ;

c) Exploiter toutes les organisations légales pour la propagande en faveur du nouveau programme, afin de démasquer le système bureaucratique et de constituer les embryons d'organisations politiques à venir. Si la nouvelle gauche veut historiquement être nouvelle, elle doit se diriger vers la création, non seulement d'une, mais de plusieurs organisations politiques de la classe ouvrière, et préparer le terrain pour leur proclamation publique.

## NOTES DE CONCLUSION

22. Nos réflexions sont-elles utopiques ou romantiques ?

Si nous les avons fondées sur une analyse rationnelle de la situation actuelle, alors la formulation d'un but possible n'est pas

une faute, mais le renforcement de toute idée et de tout mouvement qui tentent d'améliorer le monde.

L'utopie ne constitue jamais un frein, sauf lorsqu'elle opprime la réflexion critique sur la réalité et transforme par là même la volonté de changer la réalité en illusion sur cette même volonté et sur cette même réalité.

23. Ne devrions-nous pas être plus prudents face au système du pouvoir bureaucratique ? Nous avons deux possibilités essentielles :

⊗ Nous persuader que le monde dans lequel nous vivons est terrible et avoir peur de lui,

⊗ Nous persuader que le monde pourrait être meilleur puisque nous sommes là, avec notre volonté de nous organiser — et que sa toute-puissance n'est pas omnipotente.

Frantisek Halas a écrit :

*« Sois notre lampe et la fiancée des jours prochains ! »*

Je le comprends ainsi :

*« Sois notre lampe, et notre action l'amante d'aujourd'hui ! »*





## QUELQUES MOTS EN GUISE DE POSTFACE

L'ordre dans lequel ont été regroupés ces textes que nous publions, plus encore que celui de la chronologie, est celui de la logique politique. Il est celui d'une évolution, d'une prise de conscience. Certes, cette évolution n'est pas et ne saurait être linéaire. Les thèmes ne se succèdent pas seulement, ils s'entremêlent, s'interpénètrent. Toutefois, de la protestation instinctive contre l'arbitraire policier intolérable à la lutte contre le pouvoir de la bureaucratie en tant que caste privilégiée ; de l'exigence des droits de l'écrivain et du poète à celle des droits du citoyen — qui, sur la base économique-sociale issue de la révolution d'Octobre, implique en fait la démocratie socialiste ; de l'intervention courageuse d'un noyau d'intellectuels isolés à la formation d'une organisation recrutant dans les divers secteurs de la classe ouvrière de l'U.R.S.S. ; de l'appel à la compréhension et à la sagesse des dirigeants au problème, de plus en plus nettement posé, de la construction d'un nouveau parti communiste, la progression est, pourrait-on dire, palpable, même si elle n'est pas dépourvue d'ambiguïtés. C'est Kosterine qui, soupçonnant, dès 1934, que le parti de Lénine est mort, détruit par la bureaucratie « thermidorienne » — comme l'écrivit Plouchitch, qui date le Thermidor soviétique de la défaite de l'Opposition de gauche — s'en convainc peu à peu jusqu'à, peu de mois avant sa mort, démissionner du P.C.U.S. dont il a été exclu deux fois, où il a été réintégré deux fois, mais dont il veut démissionner avant d'être exclu une troisième fois, à seule fin, dit-il, « *de continuer la lutte pour mes idées marxistes-léninistes* » ; c'est Grigorenko qui montre que, dans la guerre contre Hitler, l'U.R.S.S., « *trahie* » par la bureaucratie — le terme même employé par Trotsky, dont il retrouve ici la thèse de la défense de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme — n'a été sauvée que par « *la puissance interne de notre structure sociale et étatique* » ; ce sont les divers points du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale qui émergent peu à peu dans la conscience et l'action de la nouvelle opposition communiste, au fur et à mesure que la nécessité d'un nouveau parti, et les linéaments du programme « *bolchevique* », « *léniniste* » de ce nouveau parti y deviennent conscients. Ce programme, en effet, comme l'on pourra en juger en lisant ci-dessous le chapitre concernant l'U.R.S.S., est l'expression la plus poussée de la situation objective, réelle de l'U.R.S.S., où la lutte

mondiale du prolétariat pour la destruction du capitalisme et la construction d'une société sans classes prend la forme de la lutte des ouvriers, des paysans et des intellectuels pour la défense des conquêtes d'Octobre par le renversement du pouvoir politique de la bureaucratie et la restauration, sur une base matérielle incomparablement plus élevée, de la démocratie des conseils d'ouvriers et de paysans de 1917.

Tous les représentants de la nouvelle opposition achoppent sur un point, et ne peuvent pas ne pas achopper, et c'est un point décisif : l'analyse des racines sociales, des causes objectives de la dégénérescence du premier Etat ouvrier de l'histoire. Car cette analyse suppose la rupture, non seulement avec les conséquences, mais avec la méthodologie du socialisme dans un seul pays. Car la dégénérescence de l'Etat fondé par la révolution d'Octobre ne peut être analysée qu'à partir de la lutte mondiale entre les classes adverses ; que comme une défaite du prolétariat *mondial* (du prolétariat russe comme partie intégrante du prolétariat mondial) consécutive à sa défaite allemande de 1923 ; car cette analyse n'est possible que par la jonction avec le mouvement ouvrier mondial et son avant-garde marxiste, donc en même temps avec la continuité historique de cette avant-garde, incarnée, à partir de 1923, par la lutte de l'Opposition de gauche russe et internationale, puis, après la victoire de la bureaucratie thermidorienne et le passage définitif de l'appareil de l'Internationale communiste du côté de la défense de l'ordre bourgeois, par la IV<sup>e</sup> Internationale, telle que Léon Trotsky l'a fondée en 1938.

Mais c'est précisément cette jonction contre laquelle, depuis des décennies, le Kremlin a accumulé les plus grands obstacles matériels et idéologiques. Il est manifeste que les opposants d'aujourd'hui connaissent mal le mouvement ouvrier international, plus mal encore son avant-garde marxiste, et que, en dépit de leurs efforts persévérants pour renouer avec la tradition de Lénine et aussi de Trotsky (dont le nom ne vient évidemment pas par hasard sous la plume de Iakir lorsqu'il dénonce les falsifications persistantes de l'histoire de l'U.R.S.S.), ils comprennent mal le sens de la lutte qui s'est déroulée à partir de 1923.

L'importance du discours de Pomerantz sur *Le rôle de l'individu dans l'histoire* (ci-dessus, pages 254-263) est qu'il exprime de la manière la plus conséquente les conclusions d'une critique de la bureaucratie qui, ne se situant pas sur le terrain de la lutte mondiale entre les classes, abandonne nécessairement toutes les catégories du matérialisme historique pour dégénérer en un moralisme « humaniste ». Pour Marx, l'histoire est l'histoire de la lutte des classes ; pour Pomerantz, celle de symboles esthético-religieux, comme Bouddha ou le Christ, ou encore de « conceptions du monde », comme la « conception religieuse » et la « conception scientifique », qu'il se propose de réconcilier au nom de « l'humanisme ».

Qu'on s'entende bien sur ce dernier terme. Si Marx a abandonné la terminologie humaniste de ses premières œuvres avant d'écrire avec Engels le *Manifeste communiste*, ce n'est pas un

hasard : il était arrivé à la conclusion que l'homme, dans la société capitaliste, est aliéné, non par un mal philosophique ou moral, mais par la vente et l'achat de la force de travail — et que la théorie de la classe qui combat pour l'abolition du salariat, donc de toute forme d'aliénation, est le matérialisme historique, théorie scientifique de l'histoire, et non un quelconque idéal moral. L'humanisme, l'individu humain échappant à la division du travail, et réalisant pleinement ses potentialités d'homme, c'est le but de la société communiste, ce n'est pas la théorie de la révolution qui doit jeter les fondements de cette société.

C'est d'ailleurs à la science elle-même que s'en prend Pomerantz lorsqu'il fait de Staline, personnifié par l'empereur Tsin Chi Houan, le représentant d'une « *théorie scientifique d'avant-garde* » (du marxisme ?), dont l'auteur, Khan Fei, est le précurseur de la cybernétique. Selon cette théorie, l'homme serait une machine.

Formule qui vaut qu'on s'y arrête. Le mal vient-il donc des machines ? Dès 1842, le grand utopiste allemand Weitling avait répondu : « *Les machines sont complètement innocentes ; elles feront le bonheur de l'humanité quand celle-ci jouira des bienfaits de la propriété collective.* » Et le père de la cybernétique, Norbert Wiener, ne s'exprimait pas autrement lorsque, après avoir remarqué que désormais « *l'usine automatique, la chaîne de montage sans agents humains est à notre portée immédiate* » et que « *ces nouveaux développements offrent des possibilités illimitées pour le bien comme pour le mal* », il conclut que le problème est d'avoir autre chose qu'une « *société fondée sur la vente et l'achat* ». Autrement dit, la source du « *bien* » ou du « *mal* », ce ne sont pas les machines, ni la cybernétique, ni généralement la science, ce sont les rapports sociaux dans le cadre desquels il en est fait usage.

Il est d'ailleurs assez inattendu de faire de Staline — le précurseur de la cybernétique — science que le vrai Staline s'est efforcé d'étrangler au berceau, en U.R.S.S. ! La bureaucratie n'incarne aucune espèce de « *théorie scientifique* » : elle incarne des privilèges sociaux, et c'est pour les défendre, et non pour servir une quelconque « *conception du monde* », qu'elle persécute les intellectuels.

Pour Pomerantz, l'histoire est faite par des individus, tels que les empereurs Achoka et Tsin Chi Houan. Les masses n'ont qu'un rôle négatif : ce sont les paysans russes arriérés, que la révolution d'Octobre a pervertis en les instruisant à demi seulement, qui sont, finalement, responsables du stalinisme. Ce n'est pas un hasard si, dans l'antiquité romaine, il choisit pour héros les Gracques, réformateurs issus des rangs des patriciens — et non Spartacus ! Pour les marxistes, « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Ce que pense Pomerantz sur ce point est au moins peu clair. Il est dangereux, à ses yeux, de priver les masses de la barrière tutélaire que la religion oppose à leurs instincts... Pour les marxistes-léninistes, « *la seule morale est l'intérêt de la révolution* ». Précisément pour cette raison, comme l'expose Trotsky, tous les moyens ne sont pas bons au service de cette fin, la révolution prolétarienne mondiale :

« Ne sont admissibles et obligatoires que les moyens qui accroissent la cohésion du prolétariat, lui insufflent dans l'âme une haine inextinguible de l'oppression, ...le pénètrent de la conscience de sa propre mission historique, augmentent son courage et son abnégation. Il découle de là précisément que tous les moyens ne sont pas permis... Le jugement moral est conditionné, avec le jugement politique, par les nécessités intérieures de la lutte. L'émancipation des ouvriers ne peut être l'œuvre que des ouvriers eux-mêmes. Il n'y a donc pas de plus grand crime que de tromper les masses, de faire passer des défaites pour des victoires, des amis pour des ennemis, d'acheter des chefs, de fabriquer des légendes, de monter des procès d'imposture — de faire en un mot ce que font les staliniens. Ces moyens ne peuvent servir qu'à une fin : prolonger la domination d'une coterie déjà condamnée par l'histoire. Ils ne peuvent pas servir à l'émancipation des masses. Voilà pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale soutient contre le stalinisme une lutte à mort. »

(Leur morale et la nôtre.)

C'est dans de telles notions, et non dans la recherche du dialogue avec les adeptes de Bouddha ou du Christ, que les opposants communistes de l'U.R.S.S. devront chercher leur inspiration.

La conquête d'une vie neuve, avec des idéaux neufs pour l'humanité, est, certes, l'expression suprême du progrès. Mais ces buts exigent pour être réalisés des présupposés matériels. La révolution prolétarienne mondiale, la libération des forces productives des chaînes de la propriété capitaliste, une économie planifiée à l'échelle mondiale faisant jaillir toutes les sources de l'abondance et libérant l'humanité de l'esclavage du travail productif, telle est la tâche que l'histoire assigne à notre époque — pour réaliser les idéaux humanistes les plus élevés. Pour « *changer la vie* », comme l'exige Rimbaud, il faut d'abord « transformer le monde », comme le propose Marx...

Pomerantz, certes, est un cas extrême. Mais il exprime sous sa forme la plus crue où peut aboutir l'une des tendances qui traversent la nouvelle opposition communiste, dont la jonction avec l'avant-garde marxiste internationale n'est ni fatale ni automatique. Elle ne peut être le produit que de l'activité consciente de l'une et de l'autre. Si l'opposition ne parvenait pas à retrouver l'analyse marxiste de la dégénérescence de l'État ouvrier en U.R.S.S. à partir de son isolement sur une base matérielle arriérée dans les années 20, si elle restait prisonnière de la méthodologie du « *socialisme dans un seul pays* », du fractionnement de l'unité mondiale de la lutte des classes, elle serait inéluctablement vouée, après avoir abandonné la méthode du matérialisme historique, à considérer le stalinisme comme une idéologie ou une morale (une absence de morale, si l'on préfère), et à vouloir le combattre sur le terrain moral, en faisant abstraction des racines sociales.

Pour Pomerantz, le progrès, c'est la « *différenciation* », mais il y a une bonne et une mauvaise « *différenciation* », un bon et un mauvais progrès, le mauvais étant celui qui aboutit à la « *destruc-*



tion des classes en lutte ». Quand Marx et Engels écrivaient dans le *Manifeste communiste* : « Hommes libres et esclaves, patriciens et plébéiens, barons et serfs, maîtres de jurande et compagnons, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte », ils avaient à l'esprit, comme exemple de « destruction des classes en lutte », celui de la décadence de l'empire romain : une situation dans laquelle la seule classe productive, celle des esclaves, ne pouvait promouvoir aucun nouveau mode de production permettant le développement des forces productives. Dans la société actuelle, en revanche, la classe exploitée, le prolétariat, est porteuse d'un nouveau mode de production qu'elle a pour mission historique d'instaurer, le mode de production socialiste de la société sans classes. Mais le plus important est qu'aux yeux de Pomerantz, apparemment, c'est un symbole éthico-religieux qui manque au prolétariat pour assurer la « bonne différenciation »...

Certes, l'alternative « socialisme ou chute dans la barbarie » a pris aujourd'hui une forme concrète. Le socialisme est nécessaire au développement de l'humanité — il n'est pas fatal. Si les marxistes ne reconstruisent pas la IV<sup>e</sup> Internationale sur la base de son programme de fondation, héritage et expression concentrée de l'expérience d'un siècle et demi de luttes de la classe ouvrière pour son émancipation, personne ne le fera à leur place. Et la « barbarie » pourra alors bien être l'anéantissement de l'humanité. Mais pour accomplir la tâche qui est la leur — pour réaliser la jonction avec la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. dans le cadre de la construction du Parti mondial de la révolution socialiste, instrument indispensable de la victoire de la classe ouvrière — c'est sur la méthode de Marx qu'ils s'appuieront.

Ce livre n'a d'autre but que d'y contribuer.

N. B. — La nécessité de réaliser ce livre dans un délai relativement court pour qu'il puisse remplir son objectif nous a obligés à en commencer la composition et même l'impression avant que nous n'ayons pu rassembler tous les textes qu'il contient, ceux-ci ne pouvant être simplement demandés à leurs éditeurs ou à leurs auteurs par la poste...

Certains des textes que nous publions, et non des moins importants, nous étant parvenus tardivement, nous avons dû, contrairement à ce que nous avions annoncé dans l'*Avertissement*, ne pas publier intégralement certains d'entre eux, même s'ils sont inédits en France. Nous l'avons naturellement précisé lorsque c'était le cas.

Chose plus regrettable, nous avons été contraints, pour ne pas allonger démesurément cet ouvrage, de renoncer à y insérer l'ensemble des textes tchèques, polonais et yougoslaves que nous avions rassemblés. Nous nous réservons de les publier ultérieurement, nous contentant, pour le présent volume, de mettre en annexe les « *Vingt-trois thèses* » de Bartosek, le plus récent de ces documents et qui est inédit à ce jour en français, anglais, italien ou allemand.





## L'U.R.S.S. ET LES TACHES DE L'EPOQUE DE TRANSITION

L'UNION SOVIÉTIQUE est sortie de la révolution d'Octobre comme un Etat ouvrier. L'étatisation des moyens de production, condition nécessaire du développement socialiste, a ouvert la possibilité d'une croissance rapide des forces productives. Mais l'appareil de l'Etat ouvrier a subi entre-temps une dégénérescence complète, se transformant d'instrument de la classe ouvrière en instrument de violence bureaucratique contre la classe ouvrière et, de plus en plus, en instrument de sabotage de l'économie. La bureaucratisation d'un Etat ouvrier arriéré et isolé et la transformation de la bureaucratie en caste privilégiée toute-puissante sont la réfutation la plus convaincante — non pas seulement théorique, mais pratique — de la théorie du socialisme dans un seul pays.

Ainsi, le régime de l'U.R.S.S. renferme en soi des contradictions menaçantes. Mais il continue à rester un régime d'ETAT OUVRIER DÉGÉNÉRÉ. Tel est le diagnostic social.

Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, *devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier*, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme.

Pour les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, les procès de Moscou n'ont pas été une surprise ni le résultat de la démente personnalité du dictateur du Kremlin, mais les produits légitimes de Thermidor. Ils sont nés des frictions intolérables au sein de la bureaucratie soviétique, qui, à leur tour, reflètent les contradictions entre la bureaucratie et le peuple et, aussi, les antagonismes qui s'approfondissent à l'intérieur du « peuple » lui-même. Le « fantastique » sanglant des procès montre quelle est la force de tension des contradictions et annonce ainsi l'approche du dénouement.

Les déclarations publiques d'anciens agents du Kremlin à l'étranger, qui ont refusé de rentrer à Moscou, ont irréfutablement confirmé, à leur manière, qu'au sein de la bureaucratie il y a toutes les nuances de la pensée politique : depuis le véritable bolchevisme (L. Reiss) jusqu'au fascisme achevé (Th. Boutenko). Les éléments révolutionnaires de la bureaucratie, qui constituent

une infime minorité, reflètent, passivement il est vrai, les intérêts socialistes du prolétariat. Les éléments fascistes, et en général contre-révolutionnaires, dont le nombre augmente sans cesse, expriment de façon de plus en plus conséquente les intérêts de l'impérialisme mondial. Ces candidats au rôle de *compradores* pensent, non sans raison, que la nouvelle couche dirigeante ne peut assurer ses positions privilégiées qu'en renonçant à la nationalisation, à la collectivisation et au monopole du commerce extérieur, au nom de l'assimilation de la « civilisation occidentale », c'est-à-dire du capitalisme. Entre ces deux pôles, se répartissent des tendances intermédiaires et floues, de caractère menchevique, socialiste-révolutionnaire ou libéral, qui gravitent vers la démocratie bourgeoise.

Dans la société dite « sans classes » elle-même, il y a, sans aucun doute, les mêmes groupements que dans la bureaucratie, mais avec une expression moins claire et dans une proportion inverse : les tendances capitalistes conscientes, propres surtout à la couche prospère des kolkhoziens, ne caractérisent qu'une infime minorité de la population. Mais elles se trouvent une large base dans les tendances petites-bourgeoises à l'accumulation privée qui naissent de la misère générale et que la bureaucratie encourage consciemment.

Sur la base de ce système d'antagonismes croissants, qui détruisent de plus en plus l'équilibre social, se maintient, par des méthodes de terreur, une oligarchie thermidorienne qui, maintenant, se réduit surtout à la clique bonapartiste de Staline.

Les derniers procès ont été un coup contre la gauche. Cela est vrai aussi de la répression contre les chefs de l'opposition de droite, car, du point de vue des intérêts et des tendances de la bureaucratie, le groupe de droite du vieux parti bolchevique représentait un danger *de gauche*. Le fait que la clique bonapartiste, qui craint aussi ses alliés de droite, du genre de Boutenko, se soit trouvée contrainte, pour assurer son maintien, de recourir à l'extermination presque générale de la génération des vieux bolcheviks, est la preuve indiscutable de la vitalité des traditions révolutionnaires dans les masses, comme du mécontentement croissant de ces dernières.

Les démocrates petits-bourgeois de l'Occident, qui acceptaient, hier encore, les procès de Moscou pour argent comptant, répètent aujourd'hui avec insistance que, « en U.R.S.S., il n'y a ni trotskysme ni trotskystes ». Ils n'expliquent cependant pas pourquoi toute l'épuration se fait précisément sous le signe de la lutte contre ce danger. Si l'on prend le « trotskysme » comme un programme achevé, à plus forte raison comme une organisation, le « trotskysme » est sans doute extrêmement faible en U.R.S.S. Cependant, sa force invincible est d'exprimer, non seulement la tradition révolutionnaire, mais aussi l'opposition présente de la classe ouvrière elle-même. La haine sociale des ouvriers pour la bureaucratie — c'est précisément cela qui constitue, aux yeux de la clique du Kremlin, le « trotskysme ». Elle craint mortellement, et avec pleine raison, la rencontre de la sourde révolte des ouvriers et de l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

L'extermination de la génération des vieux bolcheviks et des représentants révolutionnaires de la génération intermédiaire et de la jeune génération a détruit encore davantage l'équilibre politique en faveur de l'aile droite, bourgeoise, de la bureaucratie et de ses alliés dans le pays. C'est de là, c'est-à-dire de la droite, qu'on peut s'attendre, dans la prochaine période, à des tentatives de plus en plus résolues de réviser le régime social de l'U.R.S.S., en le rapprochant de la « civilisation occidentale », avant tout de sa forme fasciste.

Cette perspective rend fort concrète la question de la « défense de l'U.R.S.S. ». Si demain la tendance bourgeoise-fasciste, bref la « fraction Boutenko », entre en lutte pour la conquête du pouvoir, la « fraction Reiss » prendra inévitablement sa place de l'autre côté de la barricade. Se trouvant momentanément l'alliée de Staline, elle défendra, bien entendu, non pas la clique bonapartiste de celui-ci, mais les bases sociales de l'U.R.S.S., c'est-à-dire la propriété arrachée aux capitalistes et étatisée. Si la « fraction Boutenko » se trouve en alliance militaire avec Hitler, la « fraction Reiss » défendra l'U.R.S.S. contre l'intervention militaire, à l'intérieur de l'U.R.S.S., aussi bien que sur l'arène mondiale. Toute autre conduite serait une trahison.

Ainsi, s'il n'est pas possible de nier par avance la possibilité, dans des cas strictement déterminés, d'un « front unique » avec la partie thermidorienne de la bureaucratie contre l'offensive ouverte de la contre-révolution capitaliste, la principale tâche politique en U.R.S.S. reste, malgré tout, le RENVERSEMENT DE LA BUREAUCRATIE THERMIDORIENNE ELLE-MÊME. Le prolongement de sa domination ébranle chaque jour davantage les éléments socialistes de l'économie et accroît les chances de restauration capitaliste. C'est dans le même sens qu'agit aussi l'Internationale communiste, agent et complice de la clique stalinienne dans l'étranglement de la révolution espagnole et dans la dévalorisation du prolétariat international.

De même que dans les pays fascistes, la principale force de la bureaucratie n'est pas en elle-même, mais dans le découragement des masses, dans leur manque d'une perspective nouvelle. De même que dans les pays fascistes, dont l'appareil *politique* de Staline ne se distingue en rien, sinon par une plus grande frénésie, seul un travail préparatoire de propagande est actuellement possible en U.R.S.S. De même que dans les pays fascistes, ce sont les événements extérieurs qui donneront vraisemblablement l'impulsion au mouvement révolutionnaire des ouvriers soviétiques. La lutte contre l'I.C. sur l'arène mondiale est actuellement la plus importante partie de la lutte contre la dictature stalinienne. Bien des choses permettent de croire que la désagrégation de l'I.C., qui n'a pas d'appui *direct* dans la Guépéou, précédera la chute de la clique bonapartiste et de toute la bureaucratie thermidorienne en général.

La nouvelle montée de la révolution en U.R.S.S. commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la LUTTE CONTRE L'INÉGALITÉ SOCIALE ET L'OPPRESSION POLITIQUE. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie sovié-

tique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE.

La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organes de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Gœbbels. Il faut rendre aux soviets, non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant LA BUREAUCRATIE ET LA NOUVELLE ARISTOCRATIE DOIVENT ÊTRE CHASSÉES DES SOVIETS. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des travailleurs des kolkhozes, des paysans et des soldats rouges.

La démocratisation des soviets est inconcevable sans la LÉGALISATION DES PARTIS SOVIÉTIQUES. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.

REVISION DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE du haut en bas, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production. Les coopératives de consommation, démocratiquement organisées, doivent contrôler la qualité des produits et leurs prix.

RÉORGANISATION DES KOLKHOZES en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !

La *politique internationale* conservatrice de la bureaucratie doit faire place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être publiée. A BAS LA DIPLOMATIE SECRÈTE !

Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés, dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtement mérité.

Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie, qui se maintient par la violence et la falsification. Seul, le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer sa marche en avant vers le socialisme. Seul, le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection.

A bas la clique bonapartiste de Caïn-Staline !

Vive la démocratie soviétique !

Vive la révolution socialiste internationale !

(Extrait de « L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale » [Programme de Transition], p. 33.)



## NOTICES BIOGRAPHIQUES

Afin de ne pas répéter dans ce chapitre des renseignements déjà accessibles dans les pages précédentes, nous ne citons ici que les noms pour lesquels ces renseignements ne se trouvent pas dans le corps du volume. Nous dressons d'abord ici la liste des renvois.

a) Le lecteur trouvera un certain nombre de renseignements sur les victimes de la répression dans le texte de *Chronique des événements* publié sous ce titre dans le chapitre V. Signalons en particulier parmi les notices les plus développées : Aïkhenwald (1), Vladimir Voïnovitch (14), Ilia Gabaï (17), Valérie Guerline (19), Piotr Grigorenko (25), Boris Zolotoukhine (30), Iouli Kim (34), Lev Kopelev (37), Pavel Litvinov (45), Valeri Pavlintchouk (55), Grigori Pomerantz (59), Boris Chraguine (82), Ivan Iakhimovitch (88), Victor Krassine (94), R. Motrouk (127), Eygueni Voronkov (137), Guennadi Atounnian (143), V. Kaïdane (144), Bopolov (149), Irina Iakir (153), Oleg Menikov (154).

b) Une biographie détaillée de Soljenitsyne est fournie par la lettre de *Tchoukovskaïa : La responsabilité de l'écrivain et l'irresponsabilité de la Literatournaïa Gazeta*.

c) La notice nécrologique qui figure dans la brochure sur les funérailles de Kosterine fournit aussi sur ce dernier des renseignements extrêmement précis.

d) Pour un certain nombre d'auteurs cités ici, le lecteur est invité à se reporter aux notices de présentation des textes qui remplacent ou complètent les notices ci-dessous (c'est le cas pour tous les écrivains : Brodski, Evtouchenko, Voznessenski, dont nous avons reproduit un texte).

e) Enfin la liste des victimes de la répression fournie par le *Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques* donne des détails précis sur nombre de communistes opposants cités dans ce volume.

- AKHMATOVA (Anna), 1899-1966, membre du groupe « acméiste », femme du poète Goumilev, fusillé en 1922, auteur de *Soir* (1912), *Anno Domini MCMXXI* (1922), qui fut condamnée par le Comité central en 1946 et de nouveau publiée après 1953, et *La fuite du temps* (1965). Les Editions de minuit ont publié en 1966 son *Requiem*, inédit en U.R.S.S. Elle fut la patronne littéraire du jeune poète Brodski.
- AXIONOV (Vassili), né en 1933, auteur des *Confrères* (publié aux Editions français réunis), de *Billet pour les étoiles* (publié aux Editions Julliard), des *Oranges du Maroc* (publié par les Editeurs français réunis) et de diverses nouvelles (*A mi-chemin vers la lune*, *Papa écoute*, *La catapulte*). Fils d'Evgenia Guinzbourg, qui fut déportée dix-sept ans et dont les mauvais souvenirs ont été publiés par Le Seuil sous le titre *Le vertige*. Membre du comité de rédaction de la revue *Iounost* d'où il fut limogé en avril 1969. A participé à la manifestation silencieuse contre la réhabilitation de Staline le 14 mars 1966.
- BABEL (Isaac), 1894-1941, romancier, auteur de *Cavalerie rouge* (1926), *Les récits d'Odessa* (1931). Arrêté en 1938, mourut dans un camp de concentration.
- BERIA (Lavrenti), 1899-1953, responsable de la Guépéou en Géorgie dès sa fondation. Remplace Iejov à la tête de la N.K.V.D. en 1938, garde le contrôle, au moins partiel, de la police politique sous ses diverses appellations jusqu'à la mort de Staline. A la mort de Staline, il apparaît comme l'un des successeurs possibles du maréchal. Il est vice-président du conseil des ministres et chef du M.V.D. réunifié. En juillet 1953, ses rivaux l'arrêtent. Il est officiellement fusillé en décembre après jugement à huis clos.
- BOGORAZ-DANIEL (Larissa), philologue, épouse de Iouli Daniel. Avant le procès, Larissa Daniel, par trois lettres, exigea la libération immédiate de son mari et de Siniavski et protesta contre les procédés illégaux utilisés pendant l'enquête. Le 15 juin 1967, elle adressa aux autorités soviétiques une lettre protestant contre les traitements auxquels était soumis son mari dans le camp où il était enfermé. Après la protestation qu'elle signa conjointement avec Litvinov contre les conditions dans lesquelles s'était déroulé le procès Guinzbourg, elle organisa avec Litvinov, Delaunay, Dremliouga, Babitski et trois autres une manifestation sur la place Rouge le 25 août 1968 pour protester contre l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie. En octobre elle fut jugée et, après avoir présenté elle-même sa défense au procès, condamnée à quatre ans de travaux correctifs et exilée en Sibérie.
- BOULGAKOV (Mikhail), 1891-1940, dramaturge, auteur des *Jours des turbines* (1926), *La fuite* (1928), qui fut, avec *l'Attila* de Zamiatine, l'une des premières pièces de théâtre soviétiques interdites à la représentation. Après sa mort, en 1940, le silence tombe sur lui, rompu en 1965 avec la publication, dans *Novy Mir*, du *Roman théâtral*, publié en français par Robert Laffont. En 1966, on a publié de lui un choix de quatre romans en U.R.S.S., et sa plus grande œuvre *Le maître et Marguerite* avec des coupures, publié depuis intégralement en français chez Laffont.
- CHTCHEDRINE (Mikhail Saltykov), 1826-1889, romancier satirique. Auteur d'*Esquisses provinciales* (1857), *Satires en prose* (1862), *Histoire d'une ville* (Gloubov) (1870), *Les Golouliev* (1880), etc. *Les Golouliev* dépeignent l'existence d'une famille de nobles provinciaux paresseux et vicieux que l'abolition du servage précipite dans l'abîme. L'un des Golouliev, le benjamin Ioudouchka, est un exemple d'hypocrisie satisfaite et de dégénérescence morale. En 1916, Lénine, furieux de l'attitude de Trotsky après la conférence de Kienthal contre la guerre, traite un jour celui-ci dans une lettre de « Ioudouchka », faisant ainsi allusion aux qualités du héros de Saltykov-Chtchedrine. Les staliniens traduiront plus tard le prénom du héros des *Golouliev* par « Judas » et forgeront ainsi la légende suivant laquelle Lénine avait un jour traité Trotsky de Judas.
- DANIEL (Iouli Markovitch), né le 15 novembre 1925, juif, sans parti, père d'un garçon de 14 ans, domicilié à Moscou, 85 allée Lénine, appartement 3, a,

tout en ayant, sur toute une série de problèmes, une position hostile au pouvoir soviétique, écrit et transmis en France des œuvres antisoviétiques, calomniant l'État et le régime soviétiques, et utilisées par la réaction dans sa lutte contre l'U.R.S.S. ; a diffusé ses œuvres autour de lui, c'est-à-dire a commis les infractions prévues à l'article 70, alinéa 1, du code pénal de la R.S.F.S.R.

(Acte d'accusation du procès Siniavski-Daniel.)

« Je suis né en 1925. Dès la sortie du lycée je suis parti au front ; pendant la guerre, j'ai combattu sur le deuxième front ukrainien et sur le troisième front de Biélorussie. J'ai été démobilisé après avoir été grièvement blessé et on m'a alloué une pension d'invalidé de guerre. En 1946, je suis entré à l'université de Karkhov, puis j'ai été muté à l'institut pédagogique régional, où j'ai achevé mes études. Ensuite j'ai enseigné deux ans au lycée de Lioudivov et quatre ans à Moscou. »

(Réponse de Daniel à son avocat Kisesechinski lui demandant, lors de son procès, de « rappeler les grandes dates de sa vie ».)

« Je connais Daniel depuis dix ans. Je le connais bien, intimement. Il est mon ami. Je le connais aussi sur le plan professionnel. Nous appartenons à la même association littéraire. Iouli Daniel est un homme honnête, sincère, un homme qui pense par lui-même et qui est d'une nature généreuse. Il est désintéressé, rigoureux sur les principes, digne du titre qu'il porta pendant la guerre : le titre de soldat du pays qui a vaincu le fascisme. Daniel a toujours aimé sa patrie, son peuple, tout en étant, en outre, un internationaliste convaincu. Il a toujours pensé qu'aimer son pays, cela signifiait non seulement ne pas fermer les yeux sur le mal qui s'y accomplit, mais, aussi, lutter activement contre ce mal. Le terrain de lutte de l'écrivain, c'est la liberté du mot imprimé (...) Daniel n'est pas un politicien, mais un homme de lettres, et ses opinions dans le domaine civique ont toujours correspondu à l'esprit des décisions du XX<sup>e</sup> et du XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S.

(Anatole Jakobson. Lettre au présidium du soviet suprême de la R.S.F.S.R., à propos du procès Siniavski-Daniel.)

FADÉEV (Alexandre), 1901-1956, l'un des écrivains staliniens les plus acharnés : longtemps secrétaire de l'Union des écrivains, auteur de *La jeune garde* qui lui valut le prix Staline en 1946, mais qu'il fut obligé de modifier en 1951 parce qu'il y sous-estimait le rôle du Parti. Elu membre du C.C. au XVIII<sup>e</sup> (9139) et XIX<sup>e</sup> congrès (1952), député au soviet suprême de l'U.R.S.S. Il se suicida en 1956 après le *Rapport Khrouchtchev* au XX<sup>e</sup> congrès.

GALANSKOV (Iouri), né en 1939, travaillait avant son arrestation au musée national de littérature et suivait les cours du soir de deuxième année à l'institut d'histoire et des chartes. Il collationna les articles de l'almanach littéraire dactylographié *Phenix 66* et le publia. Les poésies de Galanskov publiées dans le premier *Phenix* (1961) avaient été aussi diffusées séparément. (*Chronique des événements* n° 1 : condamné à sept ans de « travaux correctifs » lors du procès Guinzbourg-Galanskov en janvier 1968.)

GUINZBOURG (Alexandre), né en 1936, travaillait également au musée national de littérature et comme étudiant de première année à la section des cours du soir à l'institut d'histoire et des chartes. Il composa un recueil sur le procès Siniavski-Daniel (qu'on appela le *Livre blanc*) et le transmit en novembre 1966 aux députés du soviet suprême de l'U.R.S.S. et au comité de la sécurité d'État près le conseil des ministres de l'U.R.S.S.. En 1960, il avait eu à répondre devant les organes du K.G.B. de la publication des cahiers poétiques *Syntaxis* (trois numéros) mais avait été condamné en vertu de l'article 190-1 du Code pénal de la R.S.F.S.R. (falsification de documents) à deux ans de travaux correctifs — peine maximale en regard de l'insignifiance de l'infraction (falsification de documents pour passer un examen à la place d'un ami) et de l'absence totale de motivations vénales à ses actes. Il purgea sa peine dans les camps des Komi (A.S.S.R.). En 1964, le K.G.B. tenta une nouvelle fois d'engager un procès contre Guinzbourg en vertu de l'art. 70 et lui imputa le recel de littérature « anti-

soviétique». Mais, en l'absence de faits répréhensibles, la procédure fut suspendue. (*Chronique des événements* : il fut condamné à cinq ans de « travaux correctifs » lors de son procès de janvier 1968.)

GRIGORENKO (Piotr Grigoriévitch), engagé en 1930 dans l'armée soviétique, diplômé de l'académie militaire Frounze, assure plusieurs commandements sur le front pendant la deuxième guerre mondiale, nombreuses blessures et nombreuses décorations. Général de brigade, ingénieur diplômé, docteur ès sciences militaires, 55 ans. Est alors professeur de cybernétique à l'illustre académie militaire Frounze. En 1961, le général de brigade Grigorenko adresse au Comité central une lettre où il proteste contre la politique de la direction. Il est muté en Sibérie où il continue...

On l'accuse d'avoir prononcé un discours « antisoviétique » et la police l'arrête le 1<sup>er</sup> février 1964 sous l'inculpation d'activités antisoviétiques. Reconnu mentalement dérangé, il est exclu du Parti communiste à ce titre et interné dans un asile psychiatrique où il reste quatorze mois. Libéré en avril 1968, il entre en relation avec Kosterine. Cassé de son grade de général, privé de sa retraite, il travaille d'abord comme débardeur.

Il participe le 14 mars 1966 à la manifestation silencieuse contre la réhabilitation de Staline, aux côtés de Vassili Axionov et de la poétesse Ionna Moritz. Quelques semaines plus tard il diffusait aux électeurs de sa circonscription une lettre expliquant pour quelles raisons il ne voterait pas pour Kossyguine aux élections (lettre figurant dans ce volume, p. 274). En janvier 1968, il fit circuler une pétition pour la publicité du procès Guinzbourg. Arrêté, il est aussitôt relâché. On tente de le persuader de se tenir tranquille. Deux mois plus tard, lors du 72<sup>e</sup> anniversaire du vieux bolchevik Kosterine, organisé par la section du Parti des Tatares de Crimée, il exalte le « bolchevik-léniniste », le « bolchevik-internationaliste » Kosterine. Dès lors, Grigorenko se bat pour la réhabilitation et la défense des Tatares de Crimée, tous déportés en bloc sous Staline, puis adresse à l'ambassade de Tchécoslovaquie une lettre en faveur des communistes tchèques, en commun avec Iakhimovitch et Kosterine.

Le 10 novembre 1968, prononce un discours retentissant aux funérailles de Kosterine. Le 6 mars distribue, avec Iakhimovitch, un tract signé de leurs deux noms, exigeant le retrait des troupes « soviétiques » de Tchécoslovaquie.

Au début de mai 1969, il partit à Tachkent pour témoigner au procès des Tatares de Crimée, fut arrêté dès son arrivée, après une manifestation de 2.000 Tatares à Tachkent. Au début de juin, six Tatares manifestèrent sur la place Rouge réclamant le droit pour les Tatares de rentrer en Crimée et la libération de Grigorenko.

IAKHIMOVITCH (Ivan), licencié ès lettres de Lituanie. Nommé président du kolkhoze de *Jaouna Gardo* (Lettonie). Sa lettre de février 1968 à Souslov entraîne sa révocation. En juillet 1968 il publie une lettre exprimant son soutien à la démocratisation en Tchécoslovaquie et à Dubcek. Arrêté en mars 1969.

IAKIR (Piotr Ivanovitch), fils du général Iakir, condamné à mort au procès dit de Toukhatchevski, et fusillé. Condamné à la déportation en 1937. Passa dix-sept ans dans les camps. Réhabilité en 1956, peu avant son père. Admis dans le parti communiste. Membre de l'institut d'histoire, de l'académie des sciences de l'U.R.S.S. S'est battu depuis 1966 contre toute tentative de réhabilitation de Staline. L'un des fondateurs du *Groupe d'action pour la défense des droits civiques*, constitué en juin 1969.

JAKOBSON (Anatole Alexandrovitch), « poète traducteur, membre du conseil professionnel des écrivains de la maison d'édition Sovetski Pissatel » comme il se présente lui-même dans la lettre qu'il écrit au présidium du soviet suprême en février 1966 lors du procès Daniel. Récusé comme témoin de la défense, il réclama alors l'acquiescement de Daniel par sa lettre. Membre du noyau des amis de Kosterine.

JASIENKI (Bruno), 1901-1941, écrivain communiste polonais. Auteur de *Je brûle Paris, Un homme change de peau*. Déporté à Kolyma en 1937, y périt en 1941.

- KOSSION (Stanislas), 1889-1939, stalinien, membre du secrétariat du Parti en 1925, membre du Bureau politique en 1930. Liquidé en 1938 avec toute la direction du parti communiste ukrainien pour son opposition aux purges.
- KOSTROV (Mikhaïl), 1898-1942, journaliste. D'abord menchevik, adhéra au parti bolchevique à la fin de 1918 et à la rédaction de la *Pravda* en 1922. Correspondant de la *Pravda* en Espagne pendant la guerre civile (1936-1939). Rappelé en 1938, il publia un *Journal espagnol* (1938), récemment publié en français avant d'être liquidé par Staline, comme tous les tenants de la ligne antifasciste, abandonnée pour l'alliance avec Hitler.
- KVITKO (Léon Moïseïevitch), 1890-1952, poète soviétique de langue yiddish. Membre du comité antifasciste juif, fondé par Staline pendant la deuxième guerre mondiale. En 1948, Staline fit arrêter et déporter tous les membres du comité antifasciste, sauf deux (dont Ilya Ehrenbourg, que l'on soupçonne d'avoir servi de dénonciateur contre ses camarades). Kvitko fut fusillé le 12 août 1952 avec vingt-cinq autres écrivains yiddish, dont les plus connus sont Pfeffer et Bergelson (réhabilités).
- LITVINOV (Pavel Mikhaïlovitch). Petit-fils de Maxime Litvinov qui fut de 1930 à 1939 le commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'U.R.S.S. Proteste contre le procès Bounkovski, puis contre le procès Guinzbourg. Est alors révoqué de ses fonctions d'assistant à la faculté de physique de l'institut de technologie chimique de Moscou. L'un des organisateurs de la manifestation du 25 août contre l'invasion de la Tchécoslovaquie. Arrêté, jugé en octobre, condamné à cinq ans de travaux correctifs. Exilé en Sibérie où le K.C.B. prépare contre lui un nouveau procès.
- MAIAKOVSKI (Vladimir), 1893-1930, poète futuriste soviétique. Se suicida en 1930. *La punaise* (1928) et *Les bains* (1929), ses deux dernières pièces, montées par Meyerhold, en 1929 et en 1930, furent l'objet de vives attaques.
- MANDELSTAMM (Ossip), 1892-1943, grand poète soviétique. A publié *Pierre* (1915), *Tristia* (1921), *Poésies* (1928). Déporté en 1937, il meurt dans un camp en Sibérie en 1943, devenu fou. A ce jour, ses œuvres n'ont pas encore été rééditées en U.R.S.S., en dehors de quelques poèmes publiés dans des revues, malgré l'annonce faite depuis six ans de la publication d'un volume de ses œuvres.
- MARKICH (Peretz Davidovitch), 1895-1952, poète soviétique de langue yiddish. Subit exactement le même sort que Kvitko (cf. Kvitko).
- MEYERHOLD (Vsevolod), 1874-1942, acteur puis régisseur et metteur en scène des théâtres Komissarjevskaja, Alexandrinski, Martinski puis du théâtre Meyerhold. Metteur en scène futuriste. Novateur opposé au réalisme de Stanislavski. Staline fit déporter Meyerhold en 1938. Meyerhold mourut dans un camp.
- PAUSTOVSKI (Constantin), 1892-1968, est l'un des écrivains soviétiques les plus connus de la génération de 1920. Gallimard a publié en français ses souvenirs, sous le titre *Histoire d'une vie*. Il est depuis longtemps l'un des plus fermes écrivains « non conformistes » : en 1956, il fut, avec Benjamin Kaverine, à la tête du groupe des écrivains qui voulurent fonder un syndicat autonome des écrivains opposé à l'Union officielle, dont Paustovski dénonçait l'inutilité, et se regroupèrent autour de l'almanach *Moscou littéraire*. En octobre 1956, il prit la défense de Doudintsev attaqué pour *L'homme ne vit pas seulement de pain* et, à ce propos, dénonça la « nouvelle caste de petits-bourgeois, de carnassiers et de possédants, d'antisémites faiseurs de pogromes » qui infeste les rangs des hauts fonctionnaires de l'Etat et du Parti. En 1964, on prononça son nom parmi ceux des candidats éventuels au prix Nobel. Les académiciens suédois lui préférèrent Choukhov.
- SINIAVSKI (André Donatïevitch), né le 8 octobre 1925, russe, sans parti, originaire de Moscou, père d'un garçon en bas âge, membre de l'Union des écrivains soviétiques, collaborateur scientifique principal de l'institut de littérature mondiale de l'académie des sciences de l'U.R.S.S., domicilié à



Moscou, 9 passage Khlebny, appartement 9. (Acte d'accusation : auteur de nouvelles fantastiques publiées en français sous le pseudonyme de Tertz : *Le verglas, Lioubimov.*) Condamné à sept ans de « travaux correctifs » lors de son procès en 1966.

TOUKHATCHEVSKI (1893-1937), Iakir (1896-1937) : deux des chefs militaires soviétiques condamnés et fusillés à propos du prétendu « complot Toukhatchevski » le 11 juin 1937, avec Egorov, Poutna, Kork, Eidemov, Ouborevitch, Trimakov. Ian Gamarnik (1894-1937), impliqué dans le « complot », responsable de la direction politique de l'Armée rouge, s'était, ou avait été, suicidé quelques jours avant le procès à huis clos. Blücher (1889-1938) était l'un des neuf maréchaux et généraux qui avaient condamné à mort les huit participants du « complot Toukhatchevski ». Comme six autres de ses collègues du Tribunal militaire, il fut fusillé peu de temps après.

TRETIAKOV (Sergui), 1892-1939, poète et dramaturge, ami de Maïakovski et membre du groupe *Lef*. Écrivit avec Maïakovski en 1924 *Comment Thadée a connu la loi qui défend les travailleurs (Code des lois sur le travail)*. Ses pièces les plus connues sont *Entends-tu, Moscou ?* (1924) et *Gronde, Chine* (1926). Liquidé en 1939.

TSVETAÏEVA (Marina), 1892-1941, poétesse russe. Hostile à la révolution d'Octobre, elle émigre en 1922, rentre en U.R.S.S. en 1940 et, désespérée, se suicide le 31 août 1941. Auteur de *l'Album du soir* (1900), *Les versets* (1922).

ZOCHTCHENKO (Mikhaïl), 1895-1958, humoriste et satiriste soviétique fameux, cessa d'écrire après le décret du Comité central du 14 août 1946 qui le condamnait, ainsi que Akhmatova et les revues *Zvezda* et *Leningrad*, qui avaient publié leurs œuvres. Les attaques contre lui, orchestrées par Jdanov, visaient surtout ses œuvres *Avant le lever du soleil* (1943) et *Aventures d'un singe* (1946).

## BIBLIOGRAPHIE

### TEXTES DU SAMIZDAT PUBLIÉS EN FRANÇAIS

- AKHMATOVA (Anna) : *Requiem* (texte bilingue aux *Editions de minuit*). Poème consacré à l'arrestation de son fils en 1937. Anna Akhmatova, considérée dès les années 1910 comme l'un des plus grands poètes russes, fut avec Pasternak le seul poète russe digne de ce nom qui survécut, on ne sait pourquoi, à la terreur stalinienne. *Requiem* est l'une de ses plus grandes œuvres.
- ANONYMOV : *Une matinée de Joseph Staline* (texte russe et français. Editions de L'Herne). Récit rédigé par un vieux militant du P.C.U.S., consacré au groupe oppositionnel *Le groupe de Lénine* (1947) ou, plus exactement, à la façon dont, au cours d'une matinée de J. Staline, ce dernier, Beria, Poskrebychev et le général Vlassik réglent le compte de ce jeune opposant, auteur d'une lettre à Staline. Outre l'intérêt politique de la nouvelle, elle sort de la plume d'un écrivain de talent et l'évocation du personnage de Staline et de ses valets empressés et apeurés est d'une grande justesse.
- BRODSKI (Iossip) : *Collines* et autres poèmes (*Le Seuil*). Recueil de poèmes du plus grand poète soviétique d'aujourd'hui, dont *deux petits poèmes seulement* ont été publiés en U.R.S.S. La poésie de Brodski n'a rien d'extérieurement politique ni de « métaphysique », contrairement à ce qu'écrivit le préfacier P. Emmanuel.
- CHALAMOV (Varlam) : *Les récits de Kolyma* (Denoël-Lettres Nouvelles). Ensemble de récits sur les camps de concentration de Kolyma où Chalamov fut déporté 17 ans pour « activité contre-révolutionnaire « trotskyste ». En toute simplicité et sans la moindre sentimentalité, le plus brutal des livres sur les camps staliens.
- DANIEL (Iouli) [sous le pseudonyme de *Nicolas Arjark*] : *Ici Moscou* (Sedimo). Recueil de quatre nouvelles, dont les deux meilleures, *Ici Moscou* (titre donné par les traducteurs à *La journée des meurtres publics*) et *L'expiation* sont une dénonciation du stalinisme : du terrorisme stalinien dans *Ici Moscou* ; du système policier de la dénonciation et des purges dans *L'expiation*. *L'homme du Minap* est une satire amusante de la pudibonderie bureaucratique.
- GRIGORENKO (Piotr) : *La deuxième guerre mondiale et Staline* (Lettre à Questions d'histoire du P.C.U.S. Editions de L'Herne). Texte intégral de la lettre écrite par Grigorenko à la revue

*Questions d'histoire du P.C.U.S.*, à propos d'un article de deux historiens staliniens contre l'ouvrage de Nekritch. A ce propos, Grigorenko dresse un bilan historique du rapport des forces entre l'Allemagne nazie et l'U.R.S.S., établit la responsabilité de Staline et du gouvernement stalinien dans les défaites des premiers mois, etc. Tout entière imprégnée de la conviction qu'il faut à tout prix défendre l'U.R.S.S. contre ses ennemis capitalistes, cette lettre est un réquisitoire écrasant contre Staline et la bureaucratie qui apparaissent, à travers le bilan dressé par Grigorenko, incapables d'assumer la défense militaire de l'U.R.S.S. de façon convenable. Grigorenko n'achoppe que sur la question : comment expliquer cet ensemble de crimes ? S'il évoque l'idée d'une « trahison » ce n'est pas encore dans les termes marxistes de la *Révolution trahie*. Aussi, repoussant cette « explication », ne peut-il achever cette lettre d'un extrême importance que par l'affirmation que la recherche de la vérité est vitale.

**GUINZBOURG (Alexandre) :** *Le Livre blanc de l'affaire Siniavski-Daniel* (Table Ronde). L'ensemble des textes réunis par Guinzbourg concernant ce procès qui fut l'un des procès clés de la dernière période (à compléter par le *Dossier sur l'affaire Siniavski-Daniel* publié chez Christian Bourgois) : textes d'A. Guinzbourg A. Jakobson, I. Daniel, L. Daniel, A. Siniavski, etc. *L'affaire Guinzbourg-Galanskov* (Le Seuil) : dossier de textes circulant dans le Samizdat réunis par J.-J. Marie et C. Head (textes de A. Guinzbourg, Grigorenko, Krasnov-Lévitine, A. Jakobson, Dremliouga, Delaunay, Boukovksi, L. Kopelev, etc.

**GUINZBOURG (Evguenia) :** *Le vertige* (Le Seuil). Evguenia Guinzbourg, membre du Comité central exécutif des Soviets de l'U.R.S.S., femme du bureaucrate Pavel Axionov, mère du jeune écrivain Vassili Axionov, fut déportée de 1937 à 1951 à Magadan dans les camps de Kolyma. *Le vertige* raconte ses souvenirs sur ses trois premières années de déportation (1937-1940). Leur valeur vient d'abord de ce qu'ils émanent d'une stalinienne convaincue, fière d'avoir toujours voté contre toutes les propositions de l'opposition trotskyste et qui tente désespérément de comprendre ce qui lui est arrivé, ce qui est arrivé à ses camarades tous toujours fidèles à la « ligne générale ». Son livre et celui de Chalamov sont complémentaires et indispensables pour comprendre les camps staliniens.

**MEDVEDEV (Roy) :** *Faut-il réhabiliter Staline ?* (Le Seuil). Lettre à la rédaction de *Kommunist* sur la réhabilitation de Staline. Résumé bilan de tout ce qui a été imprimé en U.R.S.S. sur Staline entre 1956 et 1965. Réquisitoire conçu dans le cadre des critiques du vingtième et du vingt-deuxième congrès que l'auteur veut élargir et approfondir.

**PASTERNAK (Boris) :** *Le docteur Jivago* (Gallimard). Le roman qui valut à Pasternak le prix Nobel. Bilan symbolique de cinquante ans d'histoire de la Russie tsariste puis soviétique. Paraît d'un idéalisme assez falot après la publication des œuvres de Soljenitsyne.

**SAKHAROV (Andrei) :** *La liberté intellectuelle en U.R.S.S. et la coexistence* (Idées, Gallimard). Les vues du théoricien le plus connu de la droite libérale, favorable à un rapprochement accéléré entre la bureaucratie soviétique et les dirigeants impérialistes américains. Affirme dans son ouvrage que « le marxiste Roy Medvedev » l'accuse d'avoir des idées « teintées d'occidentalisme ». Pour le moins ! Le système de Sakharov repose sur l'idée que la bureaucratie stalinienne, par aventurisme et gauchisme, se refuse à organiser la « coexistence pacifique » si nécessaire. Il ignore délibérément les tendances expansionnistes et agressives de l'impérialisme nées de son besoin vital de marchés.

SINIAVSKI (André) [sous le pseudonyme d'*Abraham Tertz*] : *Le verglas* (Plon), *Lioubimov* (Julliard), *Pensées inattendues* (Christian Bourgois). *Le verglas* rassemble les nouvelles de Siniavski et son article *Qu'est-ce que le réalisme socialiste ?*, article littéraire et politique, étant donné le thème. De ses nouvelles, la meilleure est la plus politique : *L'audience est ouverte*, description sarcastique vigoureuse de l'U.R.S.S. à l'époque de l'affaire des médecins (derniers mois de la vie de Staline), et du sort qui attend un jeune opposant « trotskyste »... qui se retrouve, en 1956, au camp de Kolyma. *Lioubimov* est une parodie du « communisme » dans un seul pays en proie à la pénurie des conséquences et du bluff que cette situation engendre. *Pensées inattendues*, suite d'aphorismes d'un idéalisme invertébré, sont beaucoup moins intéressantes.

SOLJENITSYNE (Alexandre) : *Le pavillon des cancéreux* (Julliard), *Le premier cercle* (R. Laffont).

Deux romans essentiels du plus grand romancier soviétique vivant : le premier (*Le pavillon des cancéreux*) est une description symbolique magistrale de l'U.R.S.S. sous le contrôle politique de la bureaucratie, dont l'un des points culminants est une discussion sur le socialisme ; le second, une description de l'une des formes de l'enfer concentrationnaire sous Staline, vue par les yeux d'un homme qui se veut, suivant la formule vague utilisée par les communistes soviétiques, « fidèle aux idéaux de Lénine ».

*Les droits de l'écrivain* (Le Seuil). Ensemble des textes concernant la lutte de Soljenitsyne contre la censure et contre la capitulation et l'autocritique que les bureaucrates de l'Union des écrivains tentèrent en vain de lui imposer.

## PRINCIPAUX PERIODIQUES CITES

Kommounist : revue théorique du Comité central du P.C.U.S., paraissant dix-huit fois par an.

Komsomolskaia Pravda : Quotidien officiel des Jeunesses communistes de l'U.R.S.S.

Iounost : revue littéraire et politique à destination de la jeunesse (mensuel).

Novy Mir : revue littéraire, foyer du « non-conformisme littéraire » (mensuel).

Literatournaïa Gazeta : hebdomadaire de l'Union des écrivains.

Oktiabr : mensuel littéraire ultra-stalinien.

Kolokol : voir la note (1), page 264, et l'introduction, page 55.

Phenix n° 61 et Phenix n° 66 : voir l'introduction, page 41.

Voprossy Istorii K.P.S.S. (Questions d'histoire du P.C.U.S.) : revue publiée par l'institut du marxisme-léninisme.





## INDEX DES CHOSES

### BUDAPEST :

Conférence préparatoire à la conférence des partis communistes et ouvriers qui s'est tenue à Moscou, début 1969, dans le but de colmater les brèches apparues dans l'appareil international du Kremlin.

### CARTE D'IDENTITE OU PASSEPORT :

Un citoyen soviétique depuis Staline, comme un citoyen russe sous le tsar, doit posséder un passeport intérieur obligatoire (ou carte d'identité) sur lequel peuvent figurer, entre autres, toutes les restrictions possibles à son droit de se déplacer au sein de l'U.R.S.S.

### CODE PENAL DE LA R.S.F.S.R. :

◆ *L'article 190-1* introduit par un décret pris tout récemment pour les besoins de la cause et qui, depuis son adoption, a déjà beaucoup servi, dispose :

— La diffusion d'assertions mensongères dénigrant le régime politique et social soviétique ; la diffusion systématique, sous forme orale, d'assertions mensongères dénigrant le régime politique et social soviétique, de même que la diffusion ou la rédaction, sous forme écrite, imprimée ou sous toute autre forme, d'écrits de même teneur sont punies de la privation de liberté pour une durée pouvant atteindre trois ans ou d'une amende d'un montant maximum de cent roubles.

◆ *L'article 198* incrimine la violation des règles relatives au passeport dans les localités où sont établies des dispositions spéciales en ce qui concerne le séjour et l'inscription sur les registres de police, si cette violation a consisté en un séjour sans passeport ou sans inscription sur les registres de police, et si le contrevenant a déjà subi par deux fois une sanction administrative pour cette même violation et la punit de la privation de liberté jusqu'à un an ou des travaux correctifs pour le même temps ou d'une amende d'un montant maximum de 500 roubles.

◆ *L'article 183* incrimine le fait de contraindre un témoin ou la victime à effectuer une déposition mensongère ou un expert à déposer des conclusions contraires à la vérité ou la subornation de ces personnes et le punit de la privation de liberté jusqu'à deux ans ou de travaux correctifs jusqu'à un an.

Sur la base de « *fondements* » (ou principes généraux) de la législation établis pour chaque branche particulière de droit (il existe ainsi des fondements de la législation pénale, civile, des travaux correctifs, de la famille, etc.) à destination de toute l'U.R.S.S. Chaque république fédérée a son propre code en chaque matière.

**ARTICLE 70-1 DU CODE PENAL DE LA R.S.F.S.R. :**

« L'agitation ou la propagande aux fins de saper ou d'affaiblir le pouvoir soviétique, ou de provoquer la commission d'infractions contre l'Etat particulièrement dangereuses, la diffusion aux mêmes fins d'assertions calomnieuses dénigrant le régime social et politique soviétique, ainsi que la diffusion, la rédaction ou la détention d'écrits de même teneur, sont punies de la privation de liberté pour une durée de six mois à sept ans, s'accompagnant ou non de la résidence forcée pour une durée de deux à cinq ans, ou seulement de la résidence forcée pour une durée de deux à cinq ans. »

**CODE PENAL DE LA R.S.S. DE LETTONIE :**

L'article 183 punit la non-dénonciation d'infractions jusqu'à deux ans de privation de liberté ou jusqu'à un an de travaux correctifs.

**CODE DU TRAVAIL :**

L'article 49 dispose : « Tout contrat de travail peut être rompu sur la demande d'un syndicat. En cas de désaccord entre l'employeur et le syndicat, ce désaccord peut être jugé conformément à la procédure des conflits. »

**CONSTITUTION DE L'U.R.S.S. :**

L'U.R.S.S. est un Etat fédéral comprenant 15 républiques fédérées : la R.S.F.S.R. (République soviétique fédérative socialiste de Russie), la plus importante, qui a pour capitale Moscou, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, l'Arménie, la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, la Kirghizie, le Kazakhstan.

**ARTICLE 123 DE LA CONSTITUTION :**

L'égalité en droit des citoyens de l'U.R.S.S., sans distinction de nationalité et de race, dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique, est une loi immuable. Toute restriction directe ou indirecte aux droits, ou, inversement, l'établissement de privilèges directs ou indirects pour les citoyens, selon la race et la nationalité à laquelle ils appartiennent, de même que toute propagande d'exclusivisme ou de haine et de dédain racial, sont punies par la loi.

**ARTICLE 125 DE LA CONSTITUTION :**

Cité intégralement dans l'introduction, pp. 61-62.

**COLLABORATEUR SCIENTIFIQUE :**

L'équivalent d'assistant ou de maître-assistant, mais dans le domaine de la recherche scientifique.

**DEFENSEUR SOCIAL :**

Défenseur d'un accusé agissant au nom d'une collectivité (syndicat, etc.) dans un procès.

**GLAVLIT :**

Organisme dirigeant la censure.

**HOOLIGANISME :**

Le « hooliganisme » est défini à l'article 206 du code pénal comme « le fait d'actes volontaires portant gravement atteinte à l'ordre public et témoignant d'un mépris manifeste de la société » ; il constitue en fait le véritable cheval de bataille du droit répressif soviétique. En effet, depuis 1966, on a vu se succéder une série de mesures tendant à combattre et à

réprimer le « hooliganisme ».

D'après la définition citée plus haut, on s'aperçoit sans peine que l'incrimination de hooliganisme est très aisément applicable...

Quinconque en état d'ivresse se livre à des manifestations déplacées est un « hooligan », celui qui manifeste une quelconque opposition au régime est aussi et surtout un « hooligan », et témoigne ainsi « *d'un mépris manifeste de la société* ». Toute manifestation sur la voie publique peut tomber facilement sous le coup de l'article 206, puisqu'il y a là « *atteinte à l'ordre public* ».

Anatole Martchenko écrit : « *Il n'est rien de plus facile que d'être taxé de hooliganisme au camp ; il suffit de conserver quelque sens de la dignité humaine.* »

Il est d'autre part intéressant de noter que le ministre de l'intérieur, M. Tikounov, qualifiait le « hooliganisme » de « *phénomène social complexe* », et qu'un juriste écrivait dans l'une des principales revues juridiques soviétiques (*L'Etat et le droit soviétiques*) : « *Les jeunes gens âgés de 18 à 29 ans représentent plus de 57 % des personnes pénalement poursuivies pour hooliganisme. Il en résulte que le travail de prévention doit surtout être axé vers les adolescents et la jeunesse.* » (Voir aussi l'introduction, pp. 46 et suivantes.)

#### OURY :

Régions fortifiées. Voir la note 2, page 277. et le texte de Iakir en page 300.

#### PURGES (iejoetchina) :

De 1935 à 1939, un million de militants du Parti furent arrêtés, 600,000 fusillés, 400,000 déportés.

#### REDACTEUR :

Voir la note 23 de la page 360.

#### RÉGIME DES TRAVAUX CORRECTIFS :

Les travaux correctifs sont un mode de travaux forcés destinés à rééduquer les condamnés et à « *les placer sur la voie de l'amendement* ».

Les colonies ou camps de travaux correctifs se distinguent suivant le régime auquel ils soumettent les condamnés qui y purgent leur peine. Mais, quel que soit le régime auquel ils sont soumis, les détenus des colonies de travaux correctifs sont obligés de travailler et l'administration pénitentiaire est tenue de leur fournir du travail : d'une part, pour parvenir au but rééducatif, et parce que, d'autre part, les détenus doivent compenser les frais occasionnés par leur « *entretien* ».

Toute une série d'obligations pèsent sur eux : ils doivent se trouver constamment sur les lieux qui leur ont été assignés par l'administration. Les lettres des détenus doivent être remises ouvertes à l'administration. Il leur est interdit de jouer aux cartes et autres jeux de hasard, de consommer des boissons alcoolisées et de faire usage de narcotiques, de porter des vêtements et des souliers non réglementaires.

Il existe quatre types de régimes dans les colonies ou camps de travaux correctifs :

1. *Le régime général*, où les détenus ont le droit de dépenser une somme déterminée de l'argent qu'ils ont gagné dans la colonie ; de recevoir des colis et des visites à raison d'une visite commune tous les deux mois et d'une visite personnelle par trimestre. Leur correspondance n'est pas limitée ;
2. *Le régime renforcé* : soumet les détenus à des conditions de vie plus dures que le régime général. Les détenus soumis à ce régime sont autorisés à dépenser une somme d'argent moindre, le nombre de visites (une visite commune par trimestre et une visite personnelle par semestre), de même que le nombre des colis qu'ils peuvent recevoir sont plus restreints ; leur correspondance n'est pas limitée ;

3. *Le régime sévère* : c'est celui auquel ont été condamnés Siniavski et Daniel, Guinzbourg et Galanskov, Anatole Martchenko, etc. Les textes le justifient par la « gravité » de leurs infractions. Les conditions de vie y sont encore plus dures que dans les deux régimes précédents ; les détenus ne peuvent dépenser qu'une somme d'argent encore plus restreinte ; la correspondance (deux lettres par mois) et le nombre des visites sont limités ; ils ont droit à une visite commune tous les quatre mois et à une visite personnelle par an ;
4. *Le régime particulier*, encore qualifié de « spécial » par les détenus, s'applique aux récidivistes particulièrement dangereux et aux condamnés à mort dont la peine a été commuée. Ils doivent exécuter des travaux pénibles et sont soumis à un isolement très strict ; leurs droits de visite et de correspondance sont extrêmement limités (1).

La « mise à l'épreuve » équivaut à la libération anticipée pour « bonne conduite » qui existe en France.

#### S.M.O.G. :

Organisation semi-clandestine créée en 1965, et dont les initiales veulent dire suivant les sources *Parole* (ou *Audace*), *Pensée*, *Image* et *Profondeur...* ou *Union des Jeunes Génies de la Société* (ce qui n'est peut-être qu'une dérision suggérée par les créateurs mêmes du S.M.O.G.).

#### ICHEKA :

Nom de l'organisme de lutte contre la contre-révolution créé par les bolcheviks en décembre 1917. Rebaptisé Gnépéou en 1922, devint l'instrument de la clique stalinienne. Intégré dans le N.K.V.D. (commissariat à l'intérieur) en 1934, puis réapparu comme organisme à part en 1941, sous le nom de N.K.G.B. puis M.G.B. en 1946 et K.G.B. sous Khrouchtchev.

(1) Ces informations sont tirées du *Bulletin de la cour suprême de l'U.R.S.S.*

## REPÈRES CHRONOLOGIQUES

### DATES PRINCIPALES

- 1934** : XVII<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., dit « congrès des vainqueurs » (staliniens). 70 % des membres du C.C. élus à ce congrès furent liquidés par Staline.
- Septembre 1938** : conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle adopte le programme rédigé par Trotsky.
- 20 août 1940** : mort de Léon Trotsky.
- 5 mars 1953** : mort de Joseph Staline.
- Mai-juillet 1953** : grève des ouvriers de Berlin-Est ; grèves dans les camps de concentration staliniens.
- Février 1956** : vingtième congrès du P.C.U.S. Rapport Khrouchtchev.
- Octobre 1956** : parution de **Moscou Littéraire**. Le mouvement des masses déferle sur la Pologne et la Hongrie.
- Novembre 1956** : les chars russes écrasent la révolution hongroise. Parution de **Kolokol** à Leningrad.
- 1959** : parution de **Syntaxis**, revue dirigée par Alexandre Guinzbourg.
- 1961** : XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. qui décide de chasser Staline du mausolée et d'exclure Molotov, Malenkov et Kaganovitch du P.C.U.S. Projet de création d'une Union Ouvrière et Paysanne d'Ukraine. Publication dans **Novy Mir** d'Une journée d'Ivan Denissovitch de Soljenitsyne. Publication de la revue **Phenix 61** dont le rédacteur en chef est Iouri Galanskov.
- 1962** : manifestations de Novotcherkassk réprimées dans le sang.
- 1964** : procès Brodski.



- 1965** : avril : manifestation place Pouchkine ; décembre : nouvelle manifestation place Pouchkine. Constitution du groupe Résistance. Constitution à Leningrad de l'**Union des Communards**, qui publie la revue **Kolokol**.
- 1966** : janvier : procès des dirigeants de l'Union des Communards ; février : procès Siniavski-Daniel ; mars 1966 : manifestation silencieuse pour protester contre la réhabilitation de Staline. Publication de **Phenix 66** ; mars : XXIII<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. Il annonce la réhabilitation (encore limitée) de Staline.
- 1967** : janvier : manifestation à Moscou ; février : procès Khaoustov. Arrestation d'un nouveau groupe d'étudiants republiant **Kolokol** à Leningrad ; grève à Kharkov ; septembre : procès Boukovski.
- 1968** : février : procès Guinzbourg-Galanskov. Premier numéro de la **Chronique des événements**. 21 août : invasion de la Tchécoslovaquie ; 25 août : manifestation de la place Rouge ; octobre : procès Litvinov-Daniel ; novembre : mort de Kosterine. Meeting lors des funérailles de Kosterine.
- 1969** : mars-avril : lettres de Iakir, Petrovski, Medvedev contre la réhabilitation de Staline ; 20 mai : constitution du **Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques**.

## TABLE DES MATIÈRES

ENVOI .....	7
INTRODUCTION .....	13
AVERTISSEMENT .....	73
 CHAPITRE PREMIER. — LES MAILLONS DE LA CHAÎNE ..	75
I. — Léon TROTSKY. — Pourquoi Staline a-t-il vaincu l'Opposition ? .....	79
II. — Ignace REISS. — Lettre au Comité central du parti communiste de l'Union soviétique ....	88
III. — Fiodor RASKOLNIKOV. — Lettre ouverte à Staline .....	93
IV. — Brigitte GERLAND. — Une communiste dans les camps staliniens .....	102
 CHAPITRE II. — LES REPERCUSSIONS DU XX <sup>e</sup> CONGRES	123
V. — Alexandre IACHINE. — Les leviers .....	128
VI. — Alexandre KRON. — Le mérite historique du XX <sup>e</sup> congrès .....	141
VII. — Constantin PAoustovski. — Contre la nouvelle caste de petits-bourgeois il faut mener le combat jusqu'au bout .....	143
VIII. — Trois poèmes .....	147
IX. — Nicolas KARAGOuzINE. — Le charme de Staline .....	153
X. — Quand Boris Pasternak est mort .....	156
	641

CHAPITRE III. — L'OPPOSITION « LITTÉRAIRE » .....	159
XI. — Iossip BRODSKI. — Le monument .....	163
XII. — L'affaire Siniavski-Daniel .....	165
XIII. — Alexandre SOLJENITSYNE. — Lettre au IV <sup>e</sup> congrès de l'Union des écrivains soviétiques .....	188
XIV. — André VOZNESSENSKI. — Lettre à la <i>Pravda</i> .....	194
XV. — Gueorgei SVIRSKI. — Discours contre la cen- sure .....	199
CHAPITRE IV. — DE L'OPPOSITION « LITTÉRAIRE » A L'OPPOSITION POLITIQUE .....	211
XVI. — Lydia TCHOUKOVSKAIA. — Deux lettres ....	214
XVII. — Poèmes anonymes .....	231
XVIII. — Alexis KOSTERINE. — Lettre à Cholokov ..	244
XIX. — Gueorgui POMERANTZ. — Le rôle de l'indi- vidu dans l'histoire .....	253
XX. — V.S. — Zigzag ou tournant ? .....	264
XXI. — Staline, la II <sup>e</sup> guerre mondiale et le front unique .....	268
XXII. — Piotr GRIGORENKO. — Deux lettres .....	272
XXIII. — Zinaïda GRIGORENKO. — Déclaration .....	282
XXIV. — Larissa BOGORAZ-DANIEL. — Iouri Daniel en déportation .....	285
XXV. — Les fils et filles de vieux bolcheviks assas- sinés s'adressent à la direction du P.C.U.S. ....	288
XXVI. — Piotr IAKIR. — Pour l'ouverture d'une action pénale contre Staline .....	292
XXVII. — E.M. — Qui a tué Trotsky ? .....	303
XXVIII. — A. KARANINE. — Lettre à Evtouchenko ....	308
XXIX. — Iouri GALANSKOV. — Prolétaires de tous les pays, unissez-vous .....	311
CHAPITRE V. — LE PROCES GUINZBOURG-GALANSKOV ET SES SUITES .....	315
XXX. — L'exclusion du professeur Guerline de son lycée .....	319

XXXI. — Ivan A. IAKHIMOVITCH. — Des procès qui font beaucoup de mal à la cause du communisme .....	336
XXXII. — Ces procès nous inquiètent .....	340
XXXIII. — Ilia GABAÏ, Piotr IAKIR, Iouli KIM. — Vers un retour au stalinisme .....	344
XXXIV. — Appel aux communistes .....	352
XXXV. — La répression .....	354
XXXVI. — Vadim DELAUNAY. — Je prends sur moi d'affirmer .....	371
XXXVII. — Leonide PLIOUCHTCH. — Les thermidoriens et l'affaire Guinzbourg-Galanskov .....	379
CHAPITRE VI. — « LE PRINTEMPS DES PEUPLES COMMENCE A PRAGUE » .....	385
XXXVIII. — Anatole MARTCHENKO. — De la protestation contre la répression à la lutte contre l'intervention en Tchécoslovaquie .....	389
XXXIX. — Aux communistes de Tchécoslovaquie ! Au peuple tchécoslovaque tout entier ! .....	408
XL. — Les réactions à l'invasion de la Tchécoslovaquie .....	410
XLI. — Pavel LITVINOV. — Deux textes .....	416
XLII. — Ivan IAKHIMOVITCH. — Léninisme, oui ! Stalinisme, non ! .....	423
XLIII. — Piotr GRIGORENKO - Ivan IAKHIMOVITCH. — Vive l'héroïque peuple tchécoslovaque ! ...	427
XLIV. — Ivan IAKHIMOVITCH. — Levons-nous .....	429
XLV. — Pour l'anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie .....	435
CHAPITRE VII (XLVI à XLVIII). — LES FUNERAILLES D'ALEXIS KOSTERINE .....	437
Avant-propos de l'auteur .....	441
Alexis Evgrafovitch Kosterine : notice nécrologique .....	450
	643

Discours prononcés à la morgue de l'hôpital Boltine .....	455
Discours prononcés au columbarium de Moscou .....	459
Discours prononcés au repas de funérailles ..	466
CHAPITRE VIII. — LA QUESTION NATIONALE ET LA REVOLUTION POLITIQUE .....	481
XLIX. — Vladimir Ilitch LÉNINE. — Trois lettres au congrès .....	486
L. — Léon TROTSKY. — La question ukrainienne	491
LI. — Ivan KANDYBA. — Le programme de l'Union ouvrière et paysanne d'Ukraine .....	498
LII. — La « manifestation » de Tchirtchik et la répression policière .....	501
LIII. — Le procès Omer Baiev .....	504
LIV. — Viatcheslav TCHORNOVIL. — Je ne vous demande rien .....	506
LV. — Piotr GRIGORENKO. — Pour le 72 <sup>e</sup> anniversaire d'Alexis Kosterine .....	511
CHAPITRE IX. — VERS LE « SECOND PARTI » .....	517
LVI. — Appel au groupe « Résistance » .....	521
LVII. — Iouli DANIEL. — Lettre à un ami .....	523
LVIII. — Piotr GRIGORENKO. — Lettre au camarade A. Roudenko .....	526
LIX. — Bilan du Samizdat pour 1968-1969 .....	537
LX. — Roy MEDVEDEV. — Peut-on qualifier Staline de « combattant pour la cause de la classe ouvrière » ? .....	557
LXI. — Guennady ALEKSEIEV. — Lettre ouverte aux citoyens de l'U.R.S.S. .....	564
LXII. — Alexis KOSTERINE. — Pourquoi je démissionne du P.C.U.S. .....	583
LXIII. — Quatre lettres reçues par Pavel Litvinov ..	588
LXIV. — Appel du Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques .....	594



ANNEXE .....	599
LXV. — Karel BARTOSEK. — Vingt-trois thèses sur la crise et la révolution .....	601
QUELQUES MOTS EN GUISE DE POSTFACE .....	615
LÉON TROTSKY. — L'U.R.S.S. ET LES TACHES DE L'EPO- QUE DE TRANSITION .....	621
NOTICES BIOGRAPHIQUES .....	625
BIBLIOGRAPHIE .....	631
INDEX DES CHOSES .....	635
REPÈRES CHRONOLOGIQUES .....	639



## ERRATUM

*Des erreurs inévitables se sont glissées dans l'impression de ce livre. En voici :*

*P. 80, n° 1. Cette note est de Trotsky.*

*P. 161, n° 1. La citation n'est pas du Manifeste de la F.I.A.R.I., mais (bien qu'elle soit de la même époque et ait la même inspiration) d'un texte de Trotsky reproduit à la fin de Littérature et révolution.*

*P. 41, 45<sup>e</sup> ligne. Le poème Prolétaire de tous les pays unissez-vous n'est pas de Boukovski mais de Galanskov. Il est publié dans ce volume ch. IV, pp. 311-314.*

*Toute correspondance  
relative à cet ouvrage  
doit être adressée à :*

*M. BLOCH  
103, rue des Hirondelles  
91 - ORSAY*

Achevé d'imprimé le 28 octobre 1969  
sur les presses de l'imprimerie

R. CAVILLON  
Clichy-sous-Bois (93)

Composition « Linotypie Lafaye »  
121, rue du Faubourg du Temple - PARIS (10<sup>e</sup>)





*La seule alternative au capitalisme et au « socialisme » stalinien, c'est le socialisme marxiste-léniniste régénéré et débarrassé de la boue.*

Alexis Kosterine.

*Ayez le courage de corriger vos erreurs tant que les ouvriers et les paysans n'ont pas encore pris cette affaire en main.*

Ivan Iakhimovitch à Souslov.

*Il est passé, le temps où les bolcheviks proclamaient fièrement : « Nous n'avons pas peur de la vérité, car elle travaille pour nous. » Leurs héritiers bâtards (les héritiers légitimes ont été exterminés dans les geôles staliniennes de Beria), les thermidoriens d'Octobre, ont peur de la vérité.*

Leonide Plouchtch.

*Le temps est venu de protester énergiquement contre la domination d'un groupe incontrôlé de partisans de la politique stalinienne ; le temps est venu d'une résistance décidée à la situation actuelle, où l'appareil du Parti décide ce que peut le peuple et ce qui lui est interdit ; le temps est venu d'écarter du pouvoir les bureaucrates, les fonctionnaires, les dogmatiques et les staliniens.*

Guennady Alexéev.

*Léninisme, oui ! Stalinisme, non !*

Ignace Reiss (1937).

Ivan Iakhimovitch (1968).

*En avant pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale !*

Ignace Reiss.

---

Prix : 20 F.

**LA VÉRITÉ**

39, rue du Faubourg du Temple  
PARIS (10<sup>e</sup>)

Le Directeur de la publication  
Pierre LAMBERT